



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

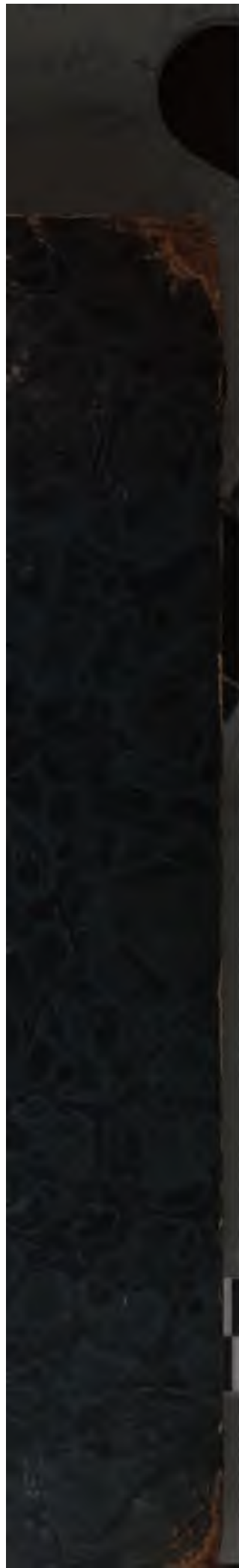
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Kreglinger

à Anvers.

Gift of

ARTHUR STARR NIENDORF



**STANFORD
UNIVERSITY
LIBRARIES**





HISTOIRE
DE FRANCE
AU MOYEN AGE

HISTOIRE
DE FRANCE



CHARLES V,
DIT LE SAGE

HISTOIRE
DE FRANCE

8, rue d'Assaut

1843

581

HISTOIRE
DE FRANCE

ET D'ORLÉANS



BRUXELLES

PAR LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉDITION

1811

HISTOIRE
DE FRANCE
AU MOYEN AGE

DEUXIÈME

Philippe-Auguste jusqu'à la fin du règne de Louis XI

PAR

M. Capesigue



3

1223 — 1403



BRUXELLES

WATERS, RASPEY ET COMP., IMPRIMERIE A L'ANGLOIS

3, rue de la Harpe

—
1223

DC 61

C3

1,3-4

HISTOIRE

DE FRANCE

AU MOYEN AGE

CHAPITRE XXIII.

L'ÉGLISE.

XIV^e ET XV^e SIÈCLES.

Progrès des opinions contre l'Église. — Régularisation des systèmes hérétiques. — Leurs principes philosophiques. — Les docètes. — Les fraticelles. — Doctrine de Berthold. — Les turlupins. — Prédication de Wicleff. — Les lollards. — Doctrines de Jean Huss et de Jérôme de Prague. — Désordre dans l'organisation de l'Église. — Schisme. — Pluralité des papes. — Papauté nationale. — Nécessité d'une réforme cléricale. — Mépris pour les excommunications. — Haines contre les clercs. — Soustractions à l'obéissance. — Concile général à Pise. — A Constance. — A Bâle. — Réformation dans l'Église. — Déposition des papes. — Indépendance et suprématie des conciles. — La monarchie papale menacée. — Décadence du catholicisme.

Les opinions contre l'Église prenaient aux XIV^e et XV^e siècles un caractère plus hardi et plus hostile. La grande hiérarchie papale, déjà ébranlée dans son organisation, tombait déchirée pièce à pièce par le schisme, les soustractions d'obéissance, les tentatives de liberté osées dans les conciles de Pise, de Constance et de Bâle. L'hérésie ne se cachait plus comme une erreur, mais elle se présentait comme une réformation populaire. Ses sectateurs cessaient de dérober leurs doctrines à une publicité dangereuse. Ils venaient les proclamer et les défendre tout haut dans les conciles en présence de l'Église assemblée, et si les bûchers s'allumaient encore pour Jérôme de Prague, son

supplice excitait des sympathies douloureuses et les vengeances des hussites et des bohémiens contre l'église catholique ¹.

Les hérésies devinrent à cette époque un véritable corps de système, fondé sur une base commune. L'imagination, le caractère des peuples et l'esprit des localités en varièrent un peu l'expression ; mais c'était toujours une grande réformation morale, une ligue contre les clercs, les privilèges et l'existence de l'église catholique.

Quant à la partie théologique de ces opinions, elle eut son origine dans les théogonies mobiles et ingénieuses des gnostiques et des manichéens de l'église primitive. A travers les témoignages ignorants et passionnés des chroniqueurs du moyen âge, on aperçoit les mêmes mythes, les mêmes idées morales, le même système du monde, comme si une tradition mystérieuse et secrète avait enchaîné les hérésies des trois premiers siècles du christianisme aux progrès de la réformation du quinzième !

L'enseignement originaire de l'hérésie dans le quatorzième siècle fut attribué à un clerc du nom de Doucin ; mais peut-être les chroniqueurs ont-ils fait un nom d'homme de ce qui n'était qu'une appellation de secte, et nous trouvons dans ce système une grande ressemblance avec les *docètes* ² de l'église primitive. L'ensemble de la théorie pouvait être ainsi résumé. « L'Eglise de Rome a perdu toute l'autorité qu'elle a reçue du Christ, et cette Eglise où sont les papes, les cardinaux, les clercs et les moines, est l'horrible bête dont parle l'Apocalypse. Le pape ne peut absoudre des péchés s'il n'est saint comme saint Pierre, s'il ne vit dans la pauvreté et l'humilité comme lui. Aussi tous les pontifes, évêques et abbés, depuis Sylvestre, sont des libertins, des séducteurs et des prévaricateurs. Le peuple ne doit la dîme de ses champs aux clercs que lorsqu'ils sont dans la pauvreté. Toutes ces églises dorées, ces autels parfumés d'encens ne sont pas agréables à Dieu. La prière au milieu des bois, dans l'étable d'un animal immonde, s'élève aussi bien vers le Créateur que dans les temples superbes ³. »

¹ Les sources que j'ai consultées pour les grands événements de l'histoire de l'Eglise pendant les XIV^e et XV^e siècles, sont : Wonder Hardt, sur le concile de Constance, Thierry de Niem, Onuphrius, Trithème, Bzovius, Gerson, Clémangis, et particulièrement la grande et complète collection des conciles, du P. Labbe.

² Une des ramifications des idées gnostiques ou de la science.

Ptol. Luc. Dans le travail consciencieux de Baluze, *Vit. pap. Avenion.*, tome I, pages 26 et 66.

La perfection n'existe que parmi la congrégation sainte, société renouvelée de la pureté et de la simplicité des apôtres. « Nous seuls, disaient-ils, sommes libres et parfaits, et cette haute indépendance nous affranchit des puissances d'ici-bas, des princes et des clercs. Tout homme peut venir à nous, et nous l'accueillerons comme notre frère, et alors il est en l'état de perfection, car parmi nous tout est commun, les femmes, l'argent, tous les biens et les maux de la terre. »

Cette prédication se fit particulièrement entendre en Lombardie, où elle trouva de nombreux sectateurs parmi le peuple. On en comptait quatre mille dans un seul district. Le pape et l'église s'en alarmèrent, et l'on vit une prédication de croisade contre l'hérésie. Les hérétiques se réfugièrent dans les bois. On les poursuivit au milieu des neiges comme des bêtes fauves. Le clerc qui avait prêché et Marguerite de Trenta, sa magdeleine (ou concubine) ¹, furent jugés par l'inquisition et condamnés au supplice du feu; leurs membres dispersés furent brûlés et leurs cendres jetées aux vents, « mais cette poussière fertilisa le champ de l'hérésie, et l'erreur se multiplia loin de s'éteindre. »

Le système des *fraticelles*, secte qui avait sans doute emprunté son nom au caractère de fraternité qui présidait à leur vie commune ², proclamait des doctrines non moins hardies. Émanées du manichéisme, elles établissaient que le principe du mal avait créé le monde, et que seul il se mêlait de l'existence et des souffrances d'ici-bas. Jésus n'était point un corps terrestre et matériel, mais une essence, et son incarnation n'avait été qu'une fiction rapportée par les Écritures. Les actions de l'homme étaient indifférentes au Dieu éternel, à l'Être immense qui régnait et s'absorbait en sa gloire. L'église romaine formait une société d'impostures, et ses mandements des prescriptions insensées. Les hérétiques concluaient de là que toutes les cérémonies et les pompes des églises étaient des inventions d'un clergé orgueilleux, étrangères à la Divinité. Ils se riaient de la consécration des sanctuaires, de la bénédiction des cimetières, de ces croix brillantes qui s'élevaient sur de soyeux autels. Pour eux, ils vivaient dans une communauté parfaite et absolue de toutes choses. Ils s'unissaient sans s'arrêter aux liens de la parenté la plus intime. Leur société était orga-

¹ Vilani, liv. viii, ch. 88.

² Ou parce qu'un grand nombre sortait de l'ordre des frères prêcheurs, société savante, mais disputeuse.

nisée comme l'église primitive. Douze élus tenaient la place des apôtres et en portaient le nom. Ils parcouraient l'Allemagne et répandaient leurs principes dans les villes et les villages. Le nombre de ces sectaires s'élevait à plus de vingt mille, hommes, femmes et enfants ¹.

D'autres sectaires, connus sous le nom de *bégards*, prêchaient que l'homme pouvait acquérir un degré de perfection tel que toute action lui était permise, et qu'alors la chair devenait impeccable. On pouvait accorder à ses sens tous les plaisirs. Toute liberté était sainte; plus d'obéissance aux hommes ni à l'Eglise, parce que là où est l'esprit de Dieu, là se trouve l'indépendance. Toute nature intellectuelle est heureuse en soi, et c'est être matière que de s'exercer à la pratique des actions terrestres ².

Ces doctrines étaient d'une hardiesse assez grande pour ébranler la hiérarchie de l'Eglise. L'hérésie devenait une question populaire. Les multitudes s'armaient pour la défendre contre les clercs et les inquisiteurs ardents.

Dans la province du Dauphiné deux frères prêcheurs vinrent annoncer la prédication catholique. Ils étaient en même temps chargés de poursuivre les hérétiques, et de préparer les rigueurs sanglantes de l'inquisition. Le peuple se souleva en apprenant leurs desseins, et tandis que frères Fabie et Pascal se reposaient dans le prieuré de Saint-Jacques, la foule en armes courut les attaquer, et quelques hérétiques les tuèrent à coups de masses et de pierres ³.

A Spire un homme nommé Berthold, enseignait qu'un laïque pouvait prêcher la parole de Dieu avec autant d'efficacité qu'un clerc tonsuré, évêque, ou simple prêtre. Les turlupins, vaudois, [qui prenaient aussi le nom de société ou *communauté des pauvres*, foudroyaient le luxe des clercs et les distinctions sociales. Tout ce qui se trouvait dans la nature était convenable et bon, et sous ce prétexte ils se permettaient toutes les *actions naturelles*. Nouveaux philosophes cyniques, hommes et femmes vivaient en commun, au grand scandale des évêques et des nobles dames ⁴.

¹ Trithème, *Chron. hirs.*, édit. 1690, page 139.

² Concil. de Vienne, lettre du pape Clément, *de hæretic.* — Raynald. ad ann. 1311, n° 66.

³ Le Dauphiné était la province où le quatorzième siècle vit le plus d'hérésies.

⁴ Epistol. Greg. V. Raynaldi, 1373, n° 19 et 20. Le système de l'indifférence des actions était soutenu même par quelques évêques.

Mais le plus large système de réformation, la plus complète expression d'une opposition raisonnée contre les clercs et l'ordre ecclésiastique, se trouvent dans la prédication du prêtre anglais Wicleff.

« Du temps des apôtres, l'Église ne comprenait que deux ordres de personnes, les prêtres et les diacres. C'est le faste impérial, ce sont les idées laïques qui ont introduit les autres degrés de la hiérarchie, le pape, les patriarches et les évêques. Les onze agents de l'antechrist sont : les cardinaux, les patriarches, les archevêques, les évêques, les officiaux, les doyens, les moines, les chanoines, les frères mineurs, les mendiants et les quêteurs. C'est une hérésie de soutenir que les prêtres peuvent recevoir des fonds de terre et les biens temporels. Les seigneurs doivent reprendre toutes ces aliénations. Nul ne peut être maître des autres, s'il n'a plus de vertus qu'eux, et quiconque est vicieux n'est seigneur de rien et peut être dépouillé. Le roi et ses vassaux ne doivent obéir à aucun évêque ou prélat, car c'est quitter Jésus-Christ pour suivre l'antechrist. Il ne faut envoyer des décimes et des sterling ni à Rome ni à Avignon ; ceux qui l'exigent sont des loups ravissants que l'on connaît par leurs œuvres. Les communes, le peuple, les bourgeois, les serfs malheureux ne peuvent être soumis à payer la dîme jusqu'à ce que le patrimoine de l'Église soit épuisé, afin que les clercs vivent dans leur pauvreté originelle. Si le pape est un imposteur, il ne peut exercer aucun pouvoir sur les hommes ; et pourquoi d'ailleurs reconnaître un pape ? pourquoi ne point vivre comme les Grecs, chacun sous sa propre loi ? L'excommunication n'est valable qu'autant qu'elle est juste, et le clerc qui la fulmine sans motif est hérétique et excommunié lui-même. L'appel au roi suspend les censures d'église, et l'évêque qui n'en tient compte est traitre à Dieu et au prince. Un prêtre ou un diacre peut prêcher sans l'autorité du pape ou de l'évêque. Le péché ôte la seigneurie. Le peuple peut corriger à discrétion le suzerain qui pèche, et le suzerain priver le clerc de ses fiefs. »

Les disciples de Wicleff annonçaient sa parole d'une manière audacieuse et puissante. Ils allaient de village en village, et rassemblant le peuple à l'issue de la messe, lui tenaient des propos outrageants contre les seigneurs et les clercs. John Ball ou Bull ¹, l'un des prédicateurs les plus ardents, réunit la foule sur une place spacieuse, et dit :

¹ D'où est venu sans doute le John Bull, comme image du peuple anglais.

« Quand Adam labourait et Ève filait, quel était le gentilhomme ¹ ? La servitude et la subordination ont donc été établies par les méchants contre l'ordre de Dieu ! A présent le temps est arrivé où vous pouvez secouer la servitude. Soyez gens de cœur, et ne perdez pas l'occasion d'en finir. Délivrez-vous des seigneurs et des prélats, des juges justiciers, de tous ceux qui peuvent nuire à la communauté ; il faut détrôner le pape, afin que nous soyons tous égaux en liberté, en noblesse et en puissance ². »

Cette prédication des doctrines de liberté et d'égalité plaisait au peuple. La multitude prit les armes, et sa première fureur éclata contre Simon, archevêque de Cantorbéry. Plus de trente mille paysans, serfs, laboureurs, entrèrent dans Londres pour y chercher l'archevêque. « Où est ce traître, ce trompeur, s'écriaient-ils ? » Ils avaient tous en mains des massues noueuses, des bâtons, des épées rouillées. Le pauvre archevêque se montra sur-le-champ, et il cherchait à les éclairer. « Traître que tu es, s'écrièrent les paysans, tu as assez mangé nos dîmes, il faut que tu meures, » et ils l'assommèrent à coups de bâton sur la tête.

Les partisans de ces désordres populaires se donnèrent le nom de *lollards* ; ils n'étaient point tous de la classe vile ; il y avait aussi des chevaliers, des baronnets qui avaient arboré l'étendard de l'hérésie et de l'égalité. On les désignait sous le titre de *chaperonnés*, parce qu'ils n'ôtaient leurs chaperons devant aucune image, ni devant aucun homme, pas plus au saint sacrement qu'au roi. Un baronnet nommé Laurent de Saint-Martin prit une hostie consacrée, et nonobstant les supplications des clercs, il la mangea partie avec des huîtres, partie avec des oignons ; et il disait, le fier homme d'armes, qu'elle ne valait pas mieux que le pain qu'il avait en son castel ³.

Ce grand mouvement de réformation et d'hérésie ne fut pas circonscrit à l'Angleterre ; il retentissait dans les grands États du continent, et la Germanie voyait éclater une révolution non moins imposante. Les livres de Wicleff, ses propositions hardies contre le système clérical, étaient passés dans la Bohême. L'université de Prague

¹ When Adam delved and Eve span,
Who was then the gentleman ?

Voy. Wilkins, Conc. III, 64, 252, et Froiss. liv. XI, page 74.

² Valsingh, page 275, et Knyghton, page 2637.

³ Valsingh, page 540.

les avait condamnés, mais ils avaient trouvé trois zélés sectateurs dans Jean Huss ¹, Jérôme de Prague et Jacobel de Misnie, tous trois docteurs de l'université. Ils soutenaient que rien n'était plus saint que les propositions de Wicleff, et qu'ils n'avaient d'autre souhait à former que d'avoir leurs âmes dans le même séjour où se trouvait celle du savant docteur d'Angleterre. Le peuple prit leur parti, comme il avait pris celui de Wicleff à Londres et à Cantorbéry. Il se souleva en armes, et l'on publia dans la ville que le pape était l'antechrist. Les propositions théologiques de Jean Huss rentraient dans celles du docteur anglais, toutefois elles avaient quelque chose de plus rationnel, de plus large et de plus complet.

« La dignité papale doit son origine aux empereurs romains. Celui qui est pontife à Rome n'est le chef d'aucune église particulière. Les cardinaux ne sont pas les vrais et manifestes successeurs du Christ. L'obéissance des laïques envers les clercs n'est qu'une prescription inventée par les prélats, envieux de l'autorité des séculiers. Le prêtre doit prêcher nonobstant l'excommunication du pape et de l'évêque. Les censures ecclésiastiques sont une usurpation des clercs pour agrandir leur puissance, et tout interdit jeté sur le peuple est en opposition à la loi du Christ. Si le pape est méchant et réprouvé, alors, comme Judas, il est diable et larron. Il ne doit pas être appelé très-saint, pas plus que le roi, le bourreau, le héraut de justice et Lucifer. Il n'y a aucune preuve que l'Église ne doive avoir qu'un seul chef qui la régit au spirituel, car Jésus gouvernait l'Église avec ses disciples, et non point avec un seul. Saint Pierre n'a pas été le pasteur universel des brebis du Christ, et encore moins l'évêque de Rome ². »

La popularité de ces doctrines, soutenues par le martyr de Jérôme de Prague, fut immense. Les habitants de la Bohême prirent le nom de *hussites*, de leur fondateur, comme pour signaler le zèle ardent qui les animait. Ils s'armèrent et conquièrent de vive force la libre profession du système religieux hautement annoncé par Wicleff. Les conciles de Constance et de Bâle, malgré leurs décisions fanatiques, ne purent extirper l'hérésie victorieuse.

Ainsi les opinions de la réforme prenaient un certain corps, un caractère systématique et régulier. C'était une attaque sérieuse et

¹ Epist. Joan. Huss. tome I, préfat. et *Æn. Silv. Hist. Bohem.*, page 103.

² Conc. tome XII, page 121. Raynald, *Annal. ecclesiast.* ad ann. 1381, n° 29.

directe contre la suprématie du pape , contre l'ordre de l'Église , ses dogmes , ses mystères. Toute l'économie du système catholique était menacée. Contre des attaques si soudaines et si unanimes que devait opposer l'Église ? Plus la guerre qu'on lui suscitait était puissante et vive , plus elle devait présenter le grand spectacle de son unité , de ses mœurs , de la perpétuité de sa doctrine , de la force de sa hiérarchie ; et par une fatalité qui menaçait sa destinée , les siècles qui virent ces hérésies offrirent aussi le plus déplorable exemple des divisions et des discordes au sein de l'unité catholique.

On a déjà vu quelles causes avaient préparé la décadence de l'Église et du pouvoir pontifical. Ces causes continuaient d'exister dans les quatorzième et quinzième siècles , accompagnées de circonstances et d'accidents plus graves encore qui agissaient sur l'ensemble de la constitution cléricale.

Le pouvoir des papes s'était affaibli au treizième siècle , toutefois il était resté dans son unité. Quelques antipapes avaient usurpé la tiare , mais leur influence passagère n'avait qu'accidentellement troublé la paix de l'église orthodoxe. Au quatorzième siècle un véritable schisme se produisit avec toutes ses conséquences les plus malheureuses pour la foi. Deux papes se disputèrent le légitime pouvoir pendant plus de trente-six années. Ils eurent leurs cardinaux , leur clergé. L'obédience de la chrétienté se divisa. Une partie des princes temporels reconnut le pape de Rome , l'autre le pontife d'Avignon , et cette division détruisit le grand ressort de l'autorité pontificale.

La première origine du schisme peut se reporter à la résidence des papes à Avignon. Ce séjour des pontifes en dehors de Rome déplaisait aux habitants dégénérés de la ville éternelle , qui aimaient alors les processions et les pompes parfumées du catholicisme. La présence des papes à Rome y attirait d'ailleurs de nombreux étrangers , des pèlerins qui venaient visiter le tombeau de saint Pierre , ce qui avait rendu quelque éclat à la vieille capitale du monde. Aussi les Romains voyaient-ils avec jalousie les papes résider dans Avignon , cité étrangère , et presque sous la dépendance des rois de France. A la mort de Grégoire en 1378 , les cardinaux se réunirent à Rome pour lui donner un successeur. Presque tous étaient Français , et les habitants remarquaient avec une grande inquiétude que , sur seize cardinaux , douze appartenaient à des terres au delà des Alpes , et quatre seulement à l'Italie. Lorsque le conclave fut réuni , les Romains se soulevèrent et

coururent vers la place publique, armés d'épées et de lances, en criant : *Romano lo volemo lo papa*¹. Ils rompirent les portes du conclave et pillèrent les cardinaux, de sorte que force fut bien à ceux-ci, diacres ou prêtres, de choisir l'archevêque de Bari, Italien, sous le nom d'Urbain VI, et les Romains alors applaudirent. Cependant les cardinaux se hâtèrent de sortir de Rome et d'écrire partout qu'ils n'avaient point été libres. Arrivés à Fondi, ils élurent un autre pape, qui prit le titre de Clément VII.

Là fut l'origine première du grand schisme. Urbain VI régnait à Rome, faisait des cardinaux, rétablissait les règles et les privilèges antiques. Clément fixa sa cour à Avignon, et s'efforça de gagner la protection des suzerains temporels. Un grand nombre de princes reconnurent son obéissance² : Jean d'Aragon, Charles de Navarre et Charles de Naples. Urbain fut soutenu par une partie du clergé d'Italie, et à sa mort les cardinaux de Rome élurent, sans tenir compte du pape d'Avignon, Perrin de Tomacelli, sous le nom de Boniface IX. Les deux papes déclarèrent vouloir également se maintenir sur le trône pontifical.

Le schisme ou la séparation une fois établi, les conséquences en étaient immenses. Non-seulement l'unité de l'Eglise était brisée, mais l'obéissance envers l'un des deux papes séparément reconnus devenait un acte de volonté indépendante de la part des chrétiens et des princes. Les commandements du souverain pontife n'imposaient plus la foi et le respect qui environnaient les actes de l'autorité pontificale dans son éclat primitif. Ce n'était plus cette autorité orgueilleuse, universelle, qui lançait de Rome ses effrayantes excommunications; ce n'était plus cette mystérieuse et sainte unité, cette fiction grave et puissante qui parlait si vivement aux pieuses imaginations du moyen âge. Le pape qui résidait à Avignon, devenait en quelque sorte Français, sujet du suzerain. L'influence du roi entraînait dans toutes les délibérations d'un pontife sous sa dépendance. Tout était terrestre autour de la papauté dépouillée de ses prestiges; alors les rois déposèrent les papes ou les reconnurent à leur gré. On accusa réciproquement Urbain VI et Boniface d'hérésie et de manichéisme. Les noms les plus odieux furent prodigués aux deux chefs rivaux de l'église catholique.

¹ Raynald. ad ann. 1378, n° 78.

² Voyez l'excellent ouvrage de Baluze, *Vita pap. Avenion.*, tome I, page 1015.

Cependant ces divisions, au sommet de la catholicité, favorisèrent les progrès des églises nationales. Comme le chef de la hiérarchie cléricale n'était point universellement reconnu, chaque église s'organisa d'une manière indépendante, circonstance qui aurait pu produire un heureux résultat, en imprimant un caractère de nationalité à la hiérarchie spirituelle de chaque peuple. Il y aurait eu une église en France, comme il se forma plus tard une église d'Angleterre.

Ce fut alors que l'université prit son puissant ascendant dans les matières religieuses, et quelle fit entendre les plus hardies doctrines contre les papes; elle déclara excommunié, démoniaque, le pape Urbain VI. D'étranges traités furent publiés par les clercs et les jurisconsultes, tant le schisme favorisait les déclamations des docteurs et des maîtres ès lettres.

Une grave question s'éleva même au sein de l'université sur l'obédience des terres de France. Un concile national s'était réuni, et les plus savants docteurs soutinrent que les vassaux du roi et le clergé de la Langue-d'oïl ne devaient plus obéir au saint-siège. Le schisme fut le sujet des déclamations les plus singulières. En présence de l'université, le docteur Pierre-aux-Bœufs, revêtu de son chaperon, traçant un grand cercle astronomique avec toutes les constellations, s'exprima en ces termes : « Je vous dirai, mes chers seigneurs, pourquoi j'ai mis ce cercle en avant. Par ce cercle, nommé *halo*, que l'on voit autour du corps du soleil, j'entends le schisme par la grande similitude que je vois qu'ils ont l'un à l'autre; et en la forme de leur figure qui est sphérique et circulaire. Hélas! le schisme présent n'a-t-il pas bien la forme d'un cercle, où l'on ne trouve ni fin ni issue? Plusieurs schismes ont existé autrefois; mais ce ne furent que demi-cercles, ce n'étaient que quelques lignes droites où l'on trouvait tantôt le bout et le milieu, mais dans le schisme présent, nous ne trouvons ni fond ni rives. Si les parties de la circonférence touchaient au point du milieu, le cercle serait dépecé. Cette besogne dépend des deux seigneurs papes. Le milieu de la raison, pour eux, est le point de cession. Autour de ce point tournent l'ambition de présider et l'avidité de posséder. C'est le vent figuré en Job. Les papes actuels sont donc les auteurs des maux de l'Église. » Le docteur universitaire concluait qu'il fallait forcer les deux pontifes à abdiquer la tiare, pour que le saint conclave procédât à des élections nouvelles. S'ils se refusaient d'accéder aux volontés du concile, il fallait leur

refuser absolument obédience et se former en église nationale ¹.

Les églises locales elles-mêmes avaient perdu quelque chose de leur ancienne splendeur, et leur réforme devenait un besoin indispensable. Les clercs avaient abusé de tous les pouvoirs et de tous les droits que leur donnait la vieille constitution catholique. La dîme était perçue avec une exigence excessive, non-seulement sur les produits de la terre, les fruits des champs, les troupeaux, mais encore sur les marchandises et sur les inventions de l'industrie. Les clercs imposaient la dîme des chaperons, des tissus de soie ou d'hermine, comme celle des tonneaux de vin et des gerbes de blé du pauvre ². L'abus des excommunications était poussé jusqu'à ses dernières limites. Il n'était pas rare de voir dans le plus petit village le tiers de la population excommuniée. Les évêques frappaient d'anathème pour les moindres fautes, pour les moindres délits contre les lois de l'Église. Il y avait de simples débiteurs excommuniés pour n'avoir pas acquitté ce qu'ils devaient à leurs créanciers. Que résultait-il de ces abus de la dîme et de l'excommunication? C'est que le peuple s'accoutumait à mépriser les foudres cléricales. On s'en inquiétait peu. Les voisins, les serviteurs, les amis ne fuyaient plus au loin à l'aspect de ces hommes damnés, de ces suppôts d'enfer, placés en dehors de l'Église, et le clergé perdit ainsi un de ses plus dramatiques moyens d'influence.

Et puis, les clercs n'avaient point corrigé leurs mauvaises mœurs. C'était toujours le spectacle d'une vie licencieuse. Ils ne renonçaient point à leurs concubines, malgré la voix sévère des conciles. L'opposition du peuple contre les clercs ne se bornait plus aux traits moqueurs d'un sirvente ou d'un fabliau. Les seigneurs, les bourgeois commettaient mille violences contre les chanoines et les curés. On envahissait la juridiction ecclésiastique; on refusait l'obéissance; en un mot, la société n'avait plus cette docilité, condition essentielle à la domination catholique.

Dans cette situation critique de l'église universelle, la réunion d'un concile général de réformation paraissait inévitable. Il était peu probable que les deux papes rivaux consentiraient à la convocation d'un tribunal supérieur chargé de réformer l'Église et de porter l'ordre au milieu de ce schisme qui la divisait; mais le concile se réunit de

¹ Duboul. *Hist. universit. parisiens.*, tome V, page 120.

² Concil. de Merton, tome XI, Concil., page 1435.

lui-même sans le consentement des pontifes, et sa première réunion eut lieu à Pise.

Le 25 mars 1405, se tint la première session. L'assemblée était nombreuse et formée des plus éminentes dignités ecclésiastiques. Il s'y trouvait les patriarches d'Antioche, d'Alexandrie, de Jérusalem, vingt-deux cardinaux, douze archevêques, quatre-vingts évêques, quatre-vingt-sept abbés des ordres les plus célèbres, de Cîteaux, de Clairvaux. Les ambassadeurs des suzerains temporels assistaient à ce concile pour le suivre et en diriger les délibérations ¹.

Son objet étant de mettre un terme au schisme qui désolait l'Église, les deux papes furent par trois fois assignés à comparaitre, et comme ils ne vinrent point ni par eux-mêmes, ni par leurs procureurs, les pères rassemblés rendirent la sentence suivante, par la bouche de Guy de Males, évêque de Palestrine :

« Le sacré concile, après avoir légitimement appelé, pour cause de schisme, Pierre de Lune, nommé Benoît XIII, et Ange Corario nommé Grégoire XII, tenant, autant qu'il est en eux, l'Église dans la division, les déclare contumaces, et comme tels, procédera contre eux dans la session qui se tiendra le lundi 15 avril ; afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, cette sentence sera affichée aux portes de la cathédrale. »

Il y avait dans ce premier acte du concile une tendance vers l'émancipation de l'Église. Cette procédure dirigée contre les papes, était un coup décisif porté à la monarchie pontificale, élevée avec tant de peine par Grégoire VII et Innocent III. Dans la session du 2 mai, il fut déclaré que chacun pouvait se soustraire à l'obéissance envers les papes, et se conduire d'après les ordres de la sainte Église universelle. Enfin le mercredi 5 juin, le patriarche d'Alexandrie monta dans la chaire et lut la sentence définitive contre les deux pontifes :

« Le concile universel, qui représente toute l'Église, après avoir examiné ce qui s'est fait touchant l'union de l'Église et le schisme entre Pierre de Lune, dit Benoît XIII, et Ange Corario, appelé Grégoire XII, les déclare tous deux entièrement schismatiques, hérétiques coupables de parjure, et d'avoir violé leur serment, prononce qu'ils sont déchus de toute dignité et séparés de l'Église ². »

¹ Labbe, Concil. tome XI, f° 214, 2^e part.

² Labbe, Conc. tome XI. — *Ibid.* Rayn. ann. 1409, nos 19 et 20.

Après le prononcé de cette sentence, un *Te Deum* fut chanté par le concile. Le samedi 15 juin, à cinq heures du matin, les cardinaux entrèrent au conclave pour procéder à l'élection d'un nouveau pape, et ils choisirent un vieillard vénérable de l'ordre des frères mineurs, dont l'humilité était très-populaire; il prit le nom d'Alexandre V¹.

Ainsi toutes les conditions d'indépendance s'étaient reproduites dans le concile. L'Église était revenue à sa liberté primitive. Elle avait condamné deux papes par un solennel jugement; elle élevait un nouveau pontife sur le trône de saint Pierre. Par le fait, les fausses décrétales, les bulles d'organisation monarchique de la papauté étaient révoquées; une ère de franchise commençait pour l'église universelle.

Mais l'élection du nouveau pontife, les résistances des deux papes anathématisés rendirent les divisions encore plus éclatantes au sein de l'Église. On ne s'accorda point sur les résultats des décrets, et un nouveau concile universel fut convoqué à Constance.

Le 5 novembre 1414, le concile de Constance s'ouvrit avec toutes les pompes et les solennités de l'Église. Ce fut après avoir condamné les livres de Jean Huss, et canonisé sainte Brigitte, qu'on s'occupa de la grave question du pontificat pour ramener l'ordre au sein de la catholicité ébranlée. Il y avait alors trois papes, qui tous trois prétendaient également à l'unité et à la supériorité cléricale : deux nommés par une fraction de cardinaux, l'autre par l'église universelle. On négociait pour obtenir des démissions, et aucun d'eux ne paraissait disposé à abdiquer la papauté. Le concile s'occupa de poser d'abord quelques principes : 1° la nécessité des conciles généraux pour réformer l'Église; 2° la supériorité de ces assemblées sur les papes; 3° leur convocation périodique et indépendante de toute volonté pontificale.

Ces principes une fois admis, le concile établit des garanties d'avenir, afin que le déchirement auquel il avait voulu s'opposer ne se reproduisît plus. Il fut déclaré que chaque fois qu'éclaterait un schisme, le concile général s'assemblerait de plein droit, pour faire cesser immédiatement ce trouble dans l'église universelle. Le pape nouvelle-

¹ Le concile de Pise se continua pendant vingt-deux sessions. Dans une des dernières fut élu le pape. On invoqua ce passage des Rois : « Eligite meliorem et cum ponite super solium. »

ment élu devait être astreint à un serment dont le texte le soumettait aux décrets des conciles : « Je confesse de corps et d'esprit, devait-il dire, que, pendant toute ma vie, je croirai inviolablement la foi catholique, selon la tradition des apôtres, des conciles généraux, des saints pères, et principalement des huit premiers conciles généraux ; je prêcherai cette foi et la défendrai au péril de ma vie ¹. »

Une sorte de charte fut également imposée au pape élu. Il y fut stipulé qu'en aucun cas il ne serait procédé à la translation d'un prélat ou d'un clerc d'un siège à un autre, que sur l'avis de la majorité des cardinaux et après des informations ; que les clercs jouiraient en toute franchise des revenus de leurs bénéfices, sans que le pape pût rien en réclamer.

Enfin les évêques réunis proclamèrent unanimement la déclaration suivante : « Le saint concile général de Constance, légitimement assemblé, arrête et ordonne que le pape futur, à l'élection duquel l'on doit procéder incessamment, de concert avec le concile, doit réformer l'Eglise dans son chef et dans ses membres, aussi bien que la cour de Rome, selon le bon gouvernement catholique, et que cette réformation fixera les articles suivants : 1° le nombre, la qualité et la nation des cardinaux ; 2° les revenus du siège apostolique, les annates et les communs services ; 3° les affectations de bénéfices, la confirmation des élections, les causes qu'on doit porter en cour de Rome ; 4° les officiers de chancellerie et de pénitencerie, l'application des revenus pendant la vacance des bénéfices, l'aliénation des biens de l'église romaine ; 5° les cas auxquels on peut corriger un pape et le déposer, les formes de cette disposition, enfin les indulgences, les décimes, et la simonie ². »

C'était donc une véritable réformation générale que demandait le concile et qu'il imposait au nouveau pape, comme condition de son élection. On ne se borna point là.

Depuis l'établissement de la monarchie papale, et particulièrement depuis le concile de Latran, en 1215, l'élection du pape avait été

¹ Labbe, Conc. t. XII, p. 9, et l'impartial ouvrage déjà cité, de Wonder-Hart, tome IV, part. 1. Il a recueilli toutes les pièces avec une grande conscience de recherche.

² C'est à cette époque que nous perdons un historien bien précieux pour l'histoire du schisme, c'est Thierry de Niem, évêque de Paderborn, et qui avait suivi comme secrétaire le pape Jean XXIII au concile de Constance.

concentrée dans le conseil des cardinaux. Le concile de Constance, sans détruire absolument le principe, établit pour cette élection la participation de l'église universelle. Six délégués de chaque nation devaient entrer dans le conclave avec les cardinaux et concourir à l'élection du pape. C'était là une innovation grave dans les formes de la monarchie papale. Le décret était ainsi conçu : « Le concile, du consentement exprès du collège des cardinaux, ordonne que six prélats ou autres clercs de chaque nation seront choisis pour procéder à l'élection d'un souverain pontife, en sorte que celui qui sera élu par les deux tiers des cardinaux et par les deux tiers de chaque nation, sera reconnu par toute l'Eglise comme le légitime souverain pontife¹. »

L'élection du pape une fois accomplie dans les conditions prescrites, le concile s'occupa de la réforme tant sollicitée par la chrétienté. Les députés de toutes les nations la demandaient avec énergie. Le nouveau pape, Martin, l'homme même du concile de Constance, et le délégué de son autorité, fit de nombreuses difficultés avant d'accéder à une réforme qui touchait spécialement aux abus de la cour de Rome et la privait de la plupart de ses revenus. Le concile se sépara sans avoir rien fini sur la réformation générale de l'Eglise et les refus du pape Martin; mais, avant de se quitter, les pères convinrent de se réunir prochainement à Bâle pour accomplir l'œuvre qu'ils avaient tentée à Constance. Car ce concile avait bien posé des principes, mais il n'avait arrêté aucune résolution définitive, aucune constitution complète.

Le concile de Bâle s'ouvrit avec une pompe plus grande encore que celui de Constance; il se prolongea pendant huit ans, et, dans ses cinquante-huit sessions, les grands principes de la liberté de l'Eglise triomphèrent. Ce ne fut plus seulement une tentative de réforme, mais une réforme complète, générale, résolue par une grande assemblée indépendante et souveraine².

Le premier acte de son autorité fut de se constituer assemblée inviolable et légitime. « Le synode, réuni au nom du Saint-Esprit, représente l'église universelle. Toute personne, même le pape, est obligée de lui obéir en ce qui regarde la foi, l'extirpation du schisme

¹ Labbe, Conc. tome XII, page 9.

² L'histoire du concile de Bâle mériterait un travail philosophique. Toutes les pièces ont été recueillies avec un soin particulier dans la Collection du P. Labbe, tome XII, pages 439 et suivantes.

et la réforme. Le concile ne peut et ne pourra être dissous, transféré ou prorogé par quelque autorité que ce soit, même par le pape. Tout ce que le pontife fera pour donner atteinte à ses décrets sera nul de plein droit, et tous ceux qui s'en rendraient complices seront exilés du sein de l'Église. »

L'indépendance du concile ainsi constituée, les pères députèrent vers le pape Eugène, alors élu à Rome, mais seulement pour la forme, afin de l'inviter à s'unir à eux et à concourir à leurs délibérations, lui déclarant toutefois qu'il serait passé outre tout aussi bien sans lui qu'avec lui. Le pape consentit d'abord, puis refusa son concours. Ces alternatives de consentement et de refus n'arrêtèrent pas la marche du concile ; chacune de ses séances fut occupée par un des grands articles de réformation.

Par la première délibération régulière les élections furent rendues aux clercs sans que jamais les papes pussent s'y immiscer. « Car il est ordonné qu'on procédera par élection à toutes les dignités cléricales, sans tenir compte des réserves papales ; les électeurs choisiront des sujets capables, qui n'aient pas brigué cette dignité par promesse d'argent, véritable simonie ; toute élection sera libre et tout électeur indépendant. »

Un second canon ordonna la réunion deux fois par an de conciles provinciaux, assemblées locales qui devaient surveiller la conduite des clercs, proscrire les mauvaises mœurs, prohiber les accumulations de bénéfices pour lesquels les bénéficiaires et les prébendés avaient un faible si prononcé, une passion si indestructible. Un décret spécial fut porté contre les concubinaires. Deux mois après la publication des canons dans les églises cathédrales, ils devaient être privés de leurs bénéfices ; « que si après l'injonction qui leur sera faite, ils persistent dans leurs dissolutions, ils seront déclarés concubinaires publics. »

Le droit d'excommunication dont on avait tant abusé fut restreint. Des juges compétents durent seuls prononcer l'interdit, priver les fidèles des cérémonies de l'Église ; et encore ne pouvaient-ils diriger l'excommunication que contre des personnes nommément désignées et jamais contre les masses. C'est pourquoi les interdits étaient défendus à moins d'un cas grave et notoire et par le concours des magistrats. Les appels en cour de Rome étaient également restreints à des hypothèses rares, et le concile, pour compléter son système d'in-

dépendance, en ce qui concernait les papes, régla que les annates, soit pour provision, élection, postulation, soit pour juridiction, ne seraient exigées sous quelque prétexte que ce fût pour aucun cas directement ou indirectement, sous les peines portées contre les simoniaques.

Le concile réformait, en même temps, les cérémonies de l'Église et ces indécentes solennités qui en souillaient la célébration. L'office divin devait être chanté gravement et décentement par les clercs revêtus de surplis et de chapes, selon l'ordre des temps. Ils ne devaient lire dans l'église que le livre des offices, et réciter le *credo* depuis le premier verset jusqu'au dernier, car il y avait des églises où l'on omettait des passages pour en finir plus tôt. Les clercs devaient cesser de se promener dans les sanctuaires, et proscrire ces spectacles où l'on revêtait les enfants du costume d'évêques, la mitre en tête et la crosse en main; ces fêtes des fous ou des innocents, et la mascarade des boucs et des femmes, lascive représentation des mystères. La peine prononcée contre les infracteurs était la privation des bénéfices pendant trois mois.

Quelques autres décrets de réforme et d'organisation suivirent ces premiers canons du concile; mais ce qui occupa spécialement les pères rassemblés, ce fut la vive et continuelle opposition du pape Eugène qui, loin de reconnaître l'autorité du concile de Bâle, avait réuni un concile à Florence, dont il opposait les canons à la grande assemblée des évêques¹. Ce fut alors une querelle interminable, une dissension intestine au sein de l'Église. La réforme entreprise par le concile de Bâle resta imparfaite, et son exécution ne fut ni complète, ni générale. L'opposition du pape favorisa l'inclination vicieuse des clercs qui répugnaient à obéir aux austères prescriptions du concile général. Cependant elles servirent de base au droit canon jusqu'au concile de Trente.

Quoi qu'il en soit, le spectacle de ces divisions, de ces schismes, de ces querelles violentes et intérieures dut affaiblir le sentiment de la foi populaire. L'Église ne put pas, de ses propres mains, opérer sa réforme, mille obstacles s'étant opposés à ses desseins; et, comme

¹ L'objet principal de ce concile était le projet de réunion entre l'église grecque et latine. Voyez *Acta græca Concil. Florent.*, tome XIII, page 306, dans la grande Collection de Labbe.

cette réforme était dans les besoins, elle se fit en dehors d'elle. Et là fut l'origine de la grande lutte religieuse du quinzième siècle. Si les conciles de Constance et de Bâle étaient parvenus à imprimer à l'Église la force et la constitution des premiers temps du christianisme ; s'ils avaient pu opérer une solennelle correction de mœurs telle qu'elle pût raffermir le respect des peuples, peut-être la séparation causée par le protestantisme n'aurait jamais eu lieu. Ce fut l'obstination des papes à conserver un pouvoir absolu et les formes monarchiques introduites par Grégoire VII, qui perdit l'Église et le catholicisme. Il est des temps où un pouvoir doit sentir qu'il a besoin de se modifier lui-même, s'il ne veut être renversé de vive force. La réforme de Luther ne fut que l'irruption d'un sentiment populaire longtemps retenu et qui à la fin éclata violemment. Elle ne fut point l'œuvre de quelques hommes, mais de l'opinion ; elle était préparée depuis deux siècles, car c'est une erreur de croire qu'une révolution frappe sans s'être amoncelée de longue main.

CHAPITRE XIV.

MARCHE DE LA CIVILISATION.

(XIV^e ET XV^e SIÈCLES.)

Caractère des quatorzième et quinzième siècles. — L'esprit judiciaire. — Rédaction des coutumes. — Jurisprudence française. — Droit public. — Traités entre puissances. — Cour d'amour. — Esprit de chevalerie. — Tournois. — Romans. — Galanteries. — Substitution de la fidélité à la féodalité. — Noblesse. — Gentil-homme. — Esprit universitaire. — Puissance de l'université. — Ses règles. — Méthodes, privilèges et corporations. — Investigation de l'esprit. — Activité des recherches. — Imprimerie. — Mécanique. — Chimie. — Philosophie nouvelle. — Sciences occultes. — Magie. — Sabbat. — Chiromancie.

Plusieurs caractères particuliers distinguent la civilisation des quatorzième et quinzième siècles. C'est chose à remarquer, à mesure qu'on s'éloigne de l'époque centrale du moyen âge (les douzième et treizième siècles), que l'esprit singulier de la période intermédiaire avant d'arriver à notre grande civilisation. Tout s'améliore, principes, droit public, législation, science ; tout apparaît, la découverte du nouveau monde, et l'autre découverte plus puissante encore de l'imprimerie ; et pourtant, au milieu de cette brûlante activité de l'intelligence, tandis que le catholicisme s'affaiblit et que la liberté se réveille, une plus vive empreinte de superstition se répand dans les idées, une espèce de démonologie sombre, avec son système, ses pratiques, domine ces deux générations : la confiance dans les saints, les patrons, les évêques et les clercs, s'éteint ; l'adoration de la Vierge même, ce culte chevaleresque, n'a plus les mêmes prestiges ; mais alors commence le règne de Béalzébuth, d'Astaroth, des esprits cubes et incubes ; ces sabbats où au clair de la lune ensanglantée arrive la vieille sorcière à la main desséchée, au teint blafard, au nez crochu ;

on cherche l'avenir dans les astres, dans les lignes courbes et droites, dans les mystères de la génération, dans le grand œuvre. Ainsi une superstition succède à une autre superstition. Cet esprit bizarre et mystique s'explique pourtant. Ce fut une époque de recherches et de grands résultats. Des savants isolés, obtenant par la mécanique, par l'analyse des métaux, des résultats prodigieux, passaient facilement aux yeux d'une génération ignorante pour des êtres supérieurs en rapport avec les démons; et eux-mêmes vivant dans l'isolement, à travers les longues veilles de la nuit, contractaient les superstitions de la solitude; ils éprouvaient ces émotions vives et puissantes capables d'ébranler même les âmes fortement trempées en présence des mystères de la nature !

Quatre caractères principaux semblent dominer les quatorzième et quinzième siècles : 1° l'esprit judiciaire, c'est-à-dire l'application des formules des cours de justice à tous les actes de la vie, aux mœurs, aux habitudes de la société; 2° l'esprit de chevalerie, ou la substitution presque complète de la chevalerie galante, régulière, à la vieille et brute société féodale; 3° l'esprit universitaire, ou la domination des règles, des axiomes scientifiques, des mœurs et privilèges des corporations; 4° enfin l'esprit déjà signalé des sciences occultes, des mystères pris dans une vaste et toute nouvelle mythologie ¹.

I. L'accroissement des cours judiciaires dans le quatorzième siècle fut prodigieux. Les parlements, les bailliages s'étaient constitués sur une large échelle; les temps étaient passés où la vaillante génération féodale dédaignait les plaids de justice, les cours de clercs en robes noires ou violettes; une espèce d'engouement pour les us et coutumes de justice, pour les formules de jurisprudence, dominait la société; un clerc ès lois, un chevalier *in utroque jure* obtenaient la même importance, une considération plus grande peut-être, que les vieux châtelains, débris glorieux de l'organisation féodale. On ne parlait que de Digeste, de bonnes coutumes, de commentaires et de gloses. Tout s'imprégnait de cet esprit; tout se formulait en procès, en cours judiciaires : légende, jeux et jusqu'à l'amour, qui avait ses arrêts, ses commentaires, ses interprètes en droit. La Vierge, le diable, le Christ

¹ Aucun travail n'existe sur les quatorzième et quinzième siècles, époque plus curieuse encore que les douzième et treizième, parce qu'elle se rapproche de notre civilisation.

même eurent leurs procès, leurs instances. Le fameux jurisconsulte Barthole suppose une discussion en règle portée devant Jésus-Christ ; le diable avait assigné le genre humain à *trois jours* afin de le remettre sous le joug auquel le crime d'Adam l'avait soumis. L'assignation tombe un vendredi saint, *jour férié*, mais Jésus dispense de l'*exception* ; c'est la Vierge qui vient défendre le genre humain ; le diable lui oppose, en citant un texte du code, qu'elle est mère du juge et ne peut parler pour l'adversaire, et que d'ailleurs les femmes sont exclues des fonctions d'avocat. La Vierge répond par un autre texte, qui autorise les femmes à plaider pour les veuves, les pupilles et ceux qui sont dans la misère : le diable demande la provision, attendu qu'il est en possession du genre humain depuis la chute d'Adam, et que *spoliatus antea restituendus*. La Vierge invoque encore le Digeste, parce qu'un possesseur de mauvaise foi ne peut acquérir. Jésus-Christ admet cette contre-exception, et, prononçant sur le fond, donne un arrêt, le 3 avril 1311, par lequel il décharge le genre humain de la demande faite par le diable. Saint Jean fait les fonctions de greffier ; saint Jean-Baptiste, saint François, saint Dominique assistent, comme conseillers de cour, à la sentence ¹.

Cet esprit de judicature se manifeste dans les institutions féodales, dans les jeux d'amour et de chevalerie ; c'est dans ce temps en effet que s'organisent les cours d'amour, avec leurs présidents, leurs conseillers, leurs rapporteurs, leur maître des requêtes, leur secrétaire et leur greffier, leurs procureurs généraux et leurs substitués ; tous les cas d'amour s'y décident encore par le code, par le Digeste. Martial d'Auvergne en a recueilli les arrêts ², et Benoît de Cour les commente, les annote. Une dame se plaint que son amant lui a offert plusieurs dons et bagues, qu'elle n'a voulu prendre pour doute de *simonie* en amour, qui est défendue ; le commentateur répond qu'elle a agi légalement, attendu que la loi 3, Digeste, *de donatione inter virum et uxorem*, porte que le mariage est quelque chose de divin ; que dès lors l'amour est une chose sainte qu'on ne peut obtenir avec présent qu'en commettant la *simonie*. Un écuyer accusa une dame de l'avoir blessé en le baisant trop rudement ; la cour d'amour con-

¹ Tractatus questionis vintilaie coram domino nostro Jesu Christo, inter virginem Mariam ex una parte et Diabolum ex alia (Barthol., Opera, tome V, n° 155, édit. de Turin). Voyez aussi les livres fameux de Béal, Lyon, 1582.

² Arresta amorum. Paris, 1533, et Amsterdam 1731.

damne la dame à laver chaque jour avec ses lèvres de rose la blessure qu'elle a faite ; « ce qui est bien jugé, répond le jurisconsulte, suivant le titre des décrétales *de reliquiis ac veneratione sanctorum*. » Un amant se plaint qu'il y a usure dans ses conventions avec sa dame, car il est obligé de lui faire plusieurs dons, honneurs et services, le tout pour un baiser ; l'arrêt déclare que le contrat n'est point usuraire ; mais Benoît de Cour s'indigne d'une telle décision et il invoque le Digeste qui définit l'usure et les conciles qui la défendent ¹.

Ces habitudes prouvent l'engouement général pour les formules de judicatures ; c'est dans les deux siècles dont nous retraçons le souvenir que s'organisent toutes les corporations qui tiennent au barreau, la basoche des clercs, les privilèges des avocats, procureurs, et par-dessus toute la puissance politique des parlements. Les états généraux disparaissent ou ne se réunissent plus qu'à de longs intervalles. Il était dès lors naturel qu'un pouvoir toujours institué, en résidence continue, s'emparât d'une large autorité dans la constitution de l'État.

L'application des textes, cette habitude d'érudition, eut ses ridicules, mais elle donna une plus haute importance au droit public, aux coutumes judiciaires, à un système de lois et de politique. Jusqu'alors peu de coutumes avaient été écrites ; elles étaient conservées dans la mémoire des vieillards, et lorsque le bailli tenait des assises, il lui était facile de substituer ses propres passions et ses intérêts à la vieille législation locale. Quelques cités du midi, quelques-unes de ces républiques maritimes avaient des statuts écrits, des *consulats*, des *lois de la mer*, qui réglaient tous les cas maritimes, le jet, la contribution, les droits d'entrée, l'élection municipale des magistrats et des prud'hommes ; dans d'autres cités les lois romaines, les codes Théodosien et Justinien décidaient toutes les contestations sur le mariage, la dot, le testament, la succession ; mais dans les provinces du nord et du centre de la France c'était par enquête de bons hommes et de vieux chevaliers que se réglaient les différends. Dans le quatorzième siècle et le quinzième surtout, les coutumes furent écrites. Le roi Charles VII ordonna une enquête générale sur tous les cas de législation, et voulut que les coutumes fussent déposées dans les bailliages ; cette ordonnance se liait à une

¹ Les commentaires de Benoît de Cour sont publiés avec le texte de Martial d'Auvergne.

pensée d'uniformité législative pour laquelle les populations de la France n'étaient pas mûres encore ; car la première condition d'uniformité c'est que les peuples composent un corps de nation, ce qui alors n'existait point encore. Une fois les coutumes écrites, la volonté du juge devint moins arbitraire ; il y avait sans doute bien des abus dans ces coutumiers ; ici le droit tout féodal de l'aînesse, *le capel de rose* pour toute dot de la fille ; là le vol de chapon, le retrait lignager, la servitude, les redevances du fief¹ ; mais par cela seul que les coutumes étaient écrites, les abus en étaient réglés, l'action du temps et des lumières devait successivement les effacer des codes provinciaux.

L'étude des lois et les habitudes judiciaires produisirent l'école étroite des textes, des gloses et des commentations ; cependant des résultats plus importants furent obtenus ; plusieurs ouvrages de haute politique furent écrits à cette époque. Gilles de Rome publia son livre sur *le gouvernement des princes*. Il y discute les formes diverses de gouvernement, la république avec ses avantages, la monarchie avec ses institutions protectrices et ses inconvénients ; Gilles de Rome préfère la monarchie comme mieux appropriée à nos habitudes ; il repousse la tyrannie et l'arbitraire comme le plus monstrueux des systèmes ; la république lui paraît le gouvernement par excellence là où il peut s'établir, et particulièrement dans les petits États, partout où les grandes masses ne s'agitent pas soulevées par les passions populaires. A prendre la monarchie, mieux vaut qu'elle soit héréditaire qu'élective, pourvu qu'on la règle de manière à ne point dégénérer en despotisme, car il n'y a aucun pays au monde où les hommes aient pu en autoriser un autre à les tyranniser ; le droit naturel est la première loi des États, soit que ceux-ci traitent entre eux, soit qu'ils régissent leurs propres peuples. Le droit naturel est le véritable esprit des lois ; il n'en faut pas chercher d'autre. Il doit présider aux cours de justice, dans le palais des princes et dans les transactions particulières². A cet admirable travail le cordelier Jean Sous-le-Chat ajouta la traduction raisonnée du *Polycraticon* de

¹ Le grand Coutumier de France n'a été terminé que dans le seizième siècle ; il forme 21 volumes in-fol.

² On trouve pourtant quelques absurdités dans le travail de Gilles de Rome ; par exemple, il décide que les rois doivent procréer lorsque le vent du midi souffle en plein, parce qu'ils feront des enfants mâles ; mais en somme c'est un beau travail politique qui a servi de base au grand ouvrage de Bodin.

l'évêque de Salisbury, et commenta son virulent chapitre *de nugis curialium* (des sottises des courtisans), à l'usage des peuples contre les gens de cour.

De ces discussions libres résulta une connaissance plus exacte et mieux approfondie des principes de politique et du droit des gens. Les traités conclus dans les quatorzième et quinzième siècles respirent les maximes du droit public ; ils stipulent : abolition du droit de naufrage, protection des étrangers, établissement des consulats, immunités des voyageurs, libre arrivage des marchandises, principe de neutralité simple ou armée, conditions et devoirs des alliances, promesse de subsides d'argent ou d'hommes, abolition de mauvaise coutume et du droit d'aubaine. La formule des traités diffère peu des clauses modernes, soit qu'il s'agisse d'une convention avec les musulmans, soit qu'on stipule avec une puissance chrétienne.

Alors l'habileté prend sa place dans les négociations. On se procure des alliances, on traite avec tel État en hostilité naturelle avec l'ennemi ; la France s'assure l'amitié des Écossais contre l'Angleterre, l'Angleterre celle des Flamands contre la France ; les petits princes de l'Italie fournissent des soudards, des archers à la France contre l'Allemagne : d'où la balance des États, l'habitude des ambassades et des traités secrets.

II. L'esprit chevaleresque nous paraît également dominer cette époque. C'est un progrès à constater que ce changement, cette purification de la chevalerie opérée dans les quatorzième et quinzième siècles. A la féodalité brutale et pillarde des temps de Louis le Gros et de Philippe-Auguste, succède une gentilhommerie galante et toute polie ; ce ne sont plus ces hommes d'armes farouches, ces châtelains oppresseurs, ces seigneurs déloyaux qui tyrannisent les nobles dames. La vie des châteaux s'est embellie et civilisée ; les tournois ne se font plus à fer émoulu, à espée tranchante ; les pas d'armes, les batailles courtoises sont réglés avec une galanterie de formes jusqu'alors inconnue. Le roi René a pris lui-même le soin de décrire de sa main et de colorier en miniature toutes les cérémonies des tournois, depuis la procession des chevaliers avec bannières, les échafauds où sont placés les dames et les prud'hommes, jusques aux lices brillantes où les chevaliers combattent à pied et à cheval, à l'épée ou à la lance ¹. Dix jeunes chevaliers firent publier par toute la France qu'ils défendraient

¹ Ce manuscrit existait dans le fonds de M. de Sainte-Palaye.

un pas d'armes contre tout venant, au château de Sandricourt près de Pontoise, à pied, à la barrière périlleuse, avec l'épée tranchante sans estoc, à cheval et à la lance, soit à la foule dix contre dix, soit un contre un, au pin vert, au carrefour ténébreux et au champ de l'Épine; enfin ils devaient courir chacun de leur côté dans la forêt dévoyable, pour y chercher des aventures et combattre au hasard contre ceux qu'ils rencontreraient. Au jour fixé quatre petites troupes de chevaliers, chacune de dix combattants, vinrent dans la lice, présentant leurs écus armoirés, afin de constater qu'ils étaient de bonne race. Quatorze dames noblement parées assistaient aux joutes. Le premier jour, on combattit à la barrière, avec la pique et la lance, sans avantage de part et d'autre, puis à l'épée courtoise, armé de pied en cap; le combat à cheval eut lieu au carrefour ténébreux et au pin vert; les derniers jours se passèrent dans des combats de deux à deux et de seul à seul; « et il y avait force gens qui couraient après les chevaliers égarés dans la forêt dévoyable pour y chercher des aventures, et leur portaient force hypocras blanc et claiwet, et force jaleps et sirops de violace, confitures et autres épiceries pour les réconforter. Et lorsqu'ils furent tous réunis au château, fut le banquet grand et plantureux; il s'y voyait assis en une seule salle cent douze gentils-hommes, sans les dames et damoiselles, et dans les cours au dehors dudit château, étaient d'autres tables, car auxdites fêtes avaient été nourries et défrayées plus de deux mille personnes, et la dame de Sandricourt fut moult aise d'avoir donné dans son château si belle, si magnifique, si *gorgiale* fête¹. »

Telles étaient les mœurs galantes de la nouvelle chevalerie; l'influence s'en fait même déjà sentir dans ces romans, expression des habitudes de la société contemporaine : ce ne sont plus ces récits de grandes batailles, ces épopées germaniques de Karle le Grand, ou ces traditions de la vieille Bretagne et de Cornouailles. Des situations plus douces sont décrites; on lit encore les merveilleuses prouesses de la Table ronde et des Douze pairs; on les traduit en prose, mais on ne les vénère que comme des traditions; ils n'expriment plus la société

¹ Onques depuis le temps du roi Artus
Ne furent tant les armes exaulcées,
Aux barrières ont plusieurs combattus,
Et par le champ maintes lances froissées.

Relation MS du hérault d'Orléans.

contemporaine, mais une vieille société épique dont on recueille les souvenirs. Les romans de cette époque prennent l'esprit de la nouvelle chevalerie : c'est le petit Jehan de Saintre, jeune varlet, aux genoux de la dame des belles cousines ; c'est Gérard de Nevers et Euriante de Savoie, Pierre de Provence et la belle Maguelone. Les situations sont empruntées tout entières aux vives émotions d'amour ; les écuyers ne poussent pas seulement le cri d'arme : « honneur au chevalier noir, la fleur de la chevalerie qui a triomphé de tous combattants et remporté le prix des joutes, au jugement des preux et vieux chevaliers » ; mais encore : « honneur au beau chevalier qui au ballet et divertissement a remporté le doux prix de gentillesse et courtoisie, au jugement des nobles et amoureuses dames ; c'est Olivier de Castille que la belle Hélène baisa moult doucement, couchant sa bouche contre la sienne ; le baiser transperça à Olivier le cœur, s'y logea bien avant, et oncques depuis ne s'en départit ¹. »

A cette tendance nouvelle de la chevalerie, il faut reporter les trois grands changements qui plus tard agirent si puissamment sur notre caractère national : la galanterie, type et orgueil de nos aïeux ; la fidélité loyale et le dévouement des gentilshommes envers le roi, la substitution de la fidélité à la féodalité, et des liens de l'honneur aux devoirs de la tenure féodale ; enfin cet esprit de la gentilhommérie, cette foi, cette probité de la noblesse de province, étrangère aux intrigues, et vivant, dans ses manoirs, de cette vie de liberté et de dévouement qui brilla plus tard aux armées et aux états provinciaux.

III. L'université prend au quatorzième siècle une puissance souveraine. Elle impose sa domination non-seulement aux progrès scientifiques, mais encore à la politique et à la religion. C'est elle qui prononce sur le schisme, qui frappe et dégrade les papes. A la mort de Charles VI, c'est l'université qui proclame les droits du duc de Bedford et de Henri V, contre le dauphin Charles VII ². Jamais corporation plus puissante ; c'est une véritable société politique à part, avec ses privilèges, ses immunités ; chaque écolier ne dépend de nulle autre juridiction ; le prévôt invoque en vain les droits de la cité, les vieilles chartes de la ville ; l'université résiste ; les cours sont suspendus, les chaires vides de professeurs ; c'est comme un deuil public :

¹ Roman d'Olivier de Castille et d'Artus d'Algarbe.

² Voyez le règne de Charles VI, dans ce volume.

Paris ne voit plus le fol étudiant chez le cervoisier et tavernier ; tous les suppôts, le parcheminiers, les enlumineurs d'images ferment boutique et ne veulent rien faire dans leur état ; il faut à la fin céder, et le pauvre prévôt est presque toujours condamné à faire pénitence et à prêter amende honorable aux doyens et professeurs. Rien n'était plus large que les privilèges de l'université. Y avait-il guerre, bataille, non-seulement l'écolier était exempt de la prise d'armes, mais dans tous les lieux qu'il parcourait, il était protégé par la trêve universitaire. Arrivait-il d'Allemagne, de Bohême, d'Angleterre, peu importait que les suzerains eussent guerre et querelle entre eux, l'étudiant voyageait sous l'abri de sa seule dignité. A Paris il était hébergé dans un quartier à part ; nul ne pouvait le saisir, le garder en otage ; les privilèges s'étendaient à tous les suppôts qui suivaient sa procession et sa bannière ; tous parcheminiers, enlumineurs, écrivains de rues et de carrefours, étaient sous la protection de la glorieuse et mellifiante université de Paris.

Cet esprit universitaire, à travers ses ridicules et ses opinions compassées, produisit plusieurs résultats notables : d'abord le goût des études sérieuses, l'application active, laborieuse de l'imagination dans les recherches d'antiquité, dans la classification des méthodes. La science se débarrassa de ses langes purement religieux ; elle se groupa autour de certains principes fixes ; toutes les différentes branches des connaissances humaines virent leur domaine largement s'agrandir, histoire naturelle, géographie, physique, philosophie ; le *Speculum majus* attribué à Vincent de Beauvais, complété et plus méthodiquement arrangé dans le quatorzième siècle, nous paraît l'expression la plus vraie, la plus sérieuse des travaux universitaires. Cet immense ouvrage embrasse dans ses quatre parties l'ensemble de toutes les connaissances humaines, les sciences naturelles, la morale et l'histoire ; dans cet ordre et cette classification entre l'analyse de tous les faits, de toutes les expériences, mêlée à des miracles, à des phénomènes merveilleux ; pour l'histoire le point de départ, c'est la Genèse ; pour la morale, ce sont les livres d'Aristote et le christianisme ; pour les sciences naturelles, tout est emprunté à Pline le naturaliste. Des faits nouveaux d'astrologie et de sciences occultes agrandissent le domaine des expériences ¹.

¹ Le *Speculum* a été plusieurs fois imprimé ; la première édition est celle de Paris, 1498.

L'enseignement universitaire se revêtait surtout alors de vêtements allégoriques, pour inculquer la science et colorer les hauts principes de morale; la forme générale des satires de mœurs et des leçons qui s'était produite dans le treizième siècle sous les noms de *Bibles*, *fabliaux*, *bestiaires*, parut dans les quatorzième et quinzième siècles sous les titres bizarres de *nefs*, *songes*, *cités*, *arbres* et *rosiers*; tout y fut mystique, allégorique; une pensée élevée et sainte présidait aux ouvrages de l'art, à ces immenses cathédrales, où se reflétait dans chaque tour dentelée une pieuse pensée, un élanement vers Dieu; les ouvrages littéraires prirent les mêmes formes mystérieuses. Dans la satire intitulée *la Nef des fols*, le monde est considéré comme un grand vaisseau où les gens de toute condition et de tout âge s'embarquent. Presque tous sont fous; chacun a sa marotte particulière: quelques-uns aident le vaisseau sans savoir se conduire eux-mêmes; plusieurs tombent dans l'eau, d'autres sont précipités de l'extrémité des mâts dans la mer, parce qu'ils ont voulu s'élever trop haut, et, avec cela, le vaisseau surnage et arrive en bon port¹. Le songe du vieux pèlerin repose encore sur l'allégorie de *la nef*; le pèlerin rêve que le maître de *la nave française* (Charles V) le prie d'instruire ses jeunes enfants, dont l'un est un faucon blanc à bec et pieds dorés, l'autre un cerf blanc; c'est dans les voies de dame Vérité qu'il veut les conduire, et c'est pour y parvenir qu'il leur raconte les désordres de la cour de Rome, des papes, des cardinaux; il les exhorte à se bien conduire, à aimer la sobriété, l'économie; « bel oiseau, dit-il, imite Philippe de Valois, qui ne se revêtait pas d'étoffes étrangères, mais de draps fabriqués à Gonesse; aime la lecture des bons livres, et ne raffole pas de trop riches tournois². » Trois belles pucelles sont les personnages allégoriques de la *citée des dames*, de Christine de Pisan; elles la conduisent dans une ville opulente; la première pucelle en a élevé les murailles solides, car chaque pierre est une vertu; la seconde avait peuplé sa cité de tous les dévouements des temps antiques et des légendes; la dernière devait y mettre le comble et les toits, qui étaient la dévotion et la sainteté³. Les *arbres* ou *rosiers* sont des recueils,

¹ *Navis stultifera*, 1488. Il a servi de base au livre d'Érasme sur la folie.

² L'auteur est Philippe de Maizières, conseiller intime de Charles V.

³ Il y en a de beaux manuscrits à la Bibliothèque du Roi; les OEuvres de Christine de Pisan ont été en général très-fautivement imprimées; elles sont pourtant bien curieuses. Voyez la dissertation de M. de Boivin, tome II de l'ancienne académie des inscriptions.

ou compilations de règles d'après lesquelles on doit se conduire ; tels sont l'*Arbre des batailles*, de Bonnet, et le *Rosier des guerres*, ouvrage de Louis XI, dont nous aurons plus tard l'occasion de parler en détail.

IV. Dans ce vaste mouvement, un caractère doit, comme on l'a dit, plus particulièrement frapper, c'est l'entraînement vers les sciences occultes. Ce fut une vieille coutume des aïeux que cette foi dans les sorts et les divinations. « Quiconque appellera un homme sorcier, dit la loi salique, et l'accusera d'avoir porté la chaudière où s'assemblent les sorciers, sera condamné à 62 sous ¹ ; que celui qui aura appelé sorcière une femme libre et ne peut le justifier, soit condamné à 186 sous 6 deniers. » Ces précautions de la loi prouvent que déjà chez les Francs la sorcellerie était une opinion commune et populaire qu'il fallait réprimer par les peines les plus sévères. Le culte d'une puissance surnaturelle, intermédiaire entre le ciel et l'homme, apparaît en toutes les croyances, soit qu'on l'ait placée dans les mythes ingénieux du paganisme, dans les légendes saintes, soit qu'on l'ait fait dégénérer en une démonologie sombre et puissante. La sorcellerie fut la passion dominante des générations dont nous écrivons l'histoire : se mettre en communication avec les démons, Satan, Bêlzébut, fut alors l'ambition des savants ; les uns se livraient à la contemplation des astres, aux divinations par l'astrologie. La nuit, dans les longues veilles, l'astrologue contemplait les constellations ; un astrolabe à la main, il suivait le mouvement des comètes, la jonction des signes célestes ; puis, dans son grand livre à fermoir doré, il cherchait parmi les cercles, les lignes droites ou courbes, à lire dans l'avenir, à prédire la chute ou la prospérité des empires, le bonheur ou les infortunes en amour ; le prince même qui proscrivait les sorciers montait en secret à la tour de l'astrologue, et, les yeux hagards, la poitrine palpitante, l'interrogeait sur une vengeance à exercer, sur les chances d'une bataille. La noble châtelaine à la blonde chevelure, demandait si le volage chevalier reviendrait à son premier amour, et l'avare bourgeois s'inquiétait de son trésor dans sa huche cachée.

Les autres cherchaient dans l'analyse des métaux, dans la mixtion des simples, dans les combinaisons de caractères et de lignes, dans les talismans, des résultats surnaturels ; tantôt ils travaillaient le grand

¹ *Lex Salicæ*, 87, dans les Capit. de Baluze, tome I, col. 322.

œuvre, la pierre philosophale, l'art de trouver de l'or. Plus de cent ouvrages sont écrits sur cette matière. Tantôt une mixtion d'herbes, un breuvage, une poudre, exerçait un charme sur les hommes et sur les animaux; on *envoûtait* un prince, en piquant sa figure en cire, de telle sorte qu'il tombait en s'amaigrissant tous les jours; tantôt des lignes tracées sur une coupe, sur des amulettes en bois, en cuivre, certains caractères placés dans des combinaisons singulières formaient autant de préservatifs contre les maladies et les infirmités de la vie humaine ¹.

Toutes ces espèces de magie se reportaient à un vaste système de démonologie; c'était dans les sabbats mystérieux que s'enseignait la grande science. « Aucunes gens, hommes et femmes, se transportaient par vertu du diable, des places où ils étaient, et soudainement trouvaient-ils un diable en forme d'homme duquel ils ne voyaient jamais le visage, et ce diable leur disait ses commandements et ordonnances, et par quelle manière ils devaient le servir; puis, faisait par chacun d'eux baiser son derrière, et puis, il baillait à chacun un pot d'argent, et finalement leur administrait vins et viande en grande largesse dont ils se repaissaient, et tout d'un coup chacun prenait sa chacune et connaissait l'un et l'autre charnellement, et, ce fait, chacun montait sur une escoubète (ballet) et revenait en sa place ². » Les réunions diaboliques se faisaient dans la nuit, l'été au milieu des bois, l'hiver dans des fermes écartées; elles commençaient au coucher du soleil et finissaient au chant du coq; le clair de lune ou une lampe à peine allumée jetait une lueur pâle et incertaine; on faisait des cérémonies mystérieuses avec les corps de crapauds et de couleuvres; un craquement d'os, quelques cris aigus, le chant du hibou, et les rondes lointaines despectres aux membres décharnés, de femmes échevelées, au teint pâle, aux formes amaigries, annonçaient aux voyageurs effrayés la solennité du sabbat ³.

Cet esprit superstitieux mêlé aux formes de la chevalerie fut si puissant qu'il influa sur les mythes du catholicisme; c'est aux qua-

¹ Mon savant ami M. Reinaud a fait une excellente dissertation sur les talismans et les pierres gravées, dans son explication du cabinet de M. de Blacas, t. II, p. 270 et suiv.

² Chron. de Monstrelet, tome III, f° 24. Édit. de Paris, 1572, in-f°.

³ « De l'imposture des diables, des enchantements et des sorcelleries, pris du latin de Jean de Vies; » par Jacques Grevin, Paris, 1567, 2 vol. in-8°.

torzième et quinzième siècles qu'il faut reporter la plupart de ces légendes dorées où le diable et la sorcellerie jouent un si grand rôle ; c'est au dominicain Jacques Voraginé que nous devons la tentation de saint Antoine, vaste légende où la démonologie fait le fonds du mythe béat ; de sainte Marie Égyptienne, « qui donna son corps pour son loyer à des bateliers, qui en firent leur volonté à plaisir ; » de saint George de Cappadoce, meilleur chevalier que les Lancelot et les Tristan ; de sainte Marguerite, qui battait le diable et le forçait à se confesser ; du bon saint Christophe, qui avait la taille du géant Roboastre, douze pieds de haut, et se mit au service de Béalzébuth avant de passer à celui de Jésus-Christ ¹. Saint Christophe fut alors commel'expression chrétienne des géants de castels et de la chevalerie ; on vit dans toutes les églises son image colossale : il fut aussi populaire que la Vierge, figure poétique et divine du culte chevaleresque pour les dames.

Il ne faut point croire que ces études bizarres n'aient produit aucun résultat ; c'est à l'esprit investigateur, à ces progrès persévérants, à cette inquiétude de l'imagination que nous devons les premiers travaux de chimie, de physiologie, de mécanique. C'est dans ces laboratoires secrets, dans ces spéculations des longues nuits que furent découvertes l'imprimerie, la gravure. Il n'y a pas pour l'esprit d'efforts exclusivement frivoles ; il ne s'exerce jamais sans profit, et l'homme qui enfermait sa vie pour chercher le grand œuvre par des expériences chimiques, dut souvent obtenir des résultats réels et profitables à la science.

Il y a cela de remarquable, qu'à côté de cette société travailleuse et investigatrice, se trouve, à cette époque, un esprit de distraction et de folie ; jamais les farces des rues, les saturnales publiques ne furent plus multipliées ; chaque corporation, chaque ville avait ses jours joyeux, ses foires, ses fêtes désordonnées. Nous ne parlons pas seulement des représentations de mystères où déjà figuraient la passion, la résurrection, les actes des apôtres, la destruction de Troie, le testament de maître Pierre Patelin, sainte Barbe, Job, Jason et Médée, mais de ces fêtes bruyantes, de ces courses folles, plus tard repro-

¹ « Je vais querre monseigneur le Diable, dit Christophe, pour être mon maître ; et le Diable lui répondit : Je suis celui que tu quiers ; et Christophe fut joyeux. » Liv. IV.

duites dans les carnavals. Dans toute société où la liberté des mœurs et des actions n'est pas un droit et une habitude, le peuple se précipite à certains jours dans des saturnales, pour échapper à sa contrainte habituelle, à ses coutumes compassées; c'est ce qui nous explique comment, dans les pays libres, ces licences périodiques disparaissent peu à peu; rien ne fut plus commun que les jours joyeux aux quatorzième et quinzième siècles: ici c'était la fête des fous, la mère folle de Dijon ¹; là, la chevauchée de l'âne pour les maris battus par leurs femmes. A Lyon, les époux ombrageux se plaignent devant les conservateurs des privilèges d'amour « que, depuis le grand concours des masques, ils ne peuvent jouir pleinement et paisiblement de leurs femmes. » Les jeunes gens répondent « qu'en l'absence des maris, ils mettent les femmes en amour et en chaleur, de manière que, lorsque lesdits maris entrent en leur logis, ils trouvent leurs femmes douces, gracieuses et prêtes à être accolées ². » En d'autres lieux, on célébrait les enfants sans souci, le roi des sots, de plaisance, d'amour, l'abbé des Cornards, le réveil de Roger Bon-Temps, le jeu de la pelote. Ce n'étaient que processions, festins, cortège, bœuf gras. La poésie elle-même s'était dépouillée de cette contrainte des grands poèmes qui se produisaient par masse de quelques mille vers; elle adoptait la ballade d'amour, le triolet; elle chantait les fêtes, les maux des amants, la peine des cœurs; elle se faisait contemporaine. Ce qui pourrait résumer l'esprit de cette civilisation, c'est que les rois prirent auprès d'eux un astrologue et un fou, l'un pour les besoins de leur superstition; l'autre, pour distraire leur vie par des joyeusetés qui dégénérèrent plus tard en licence de tout dire, même les vérités sévères; les fous auprès des rois furent alors ce que la statue de Pasquin est à Rome; on mit dans leur bouche licencieuse ces soupirs que la servitude exhale dans un pays sans liberté.

¹ Tilliot, Mémoire pour servir à la fête des fous. (Mercure, janvier 1724.)

² « Requestes des maris ombrageux, tendant aux fins de faire corriger les abus qu'y commettent les masques, et de limiter le temps qu'ils doivent demeurer en chaque maison. » (Arrêts d'amour, plaidoyer 52.)

CHAPITRE XXV.

SITUATION DE L'EUROPE CONSTITUTIONNELLE.

(XIV^e ET XV^e SIÈCLES.)

1^o *L'Angleterre.* — Progrès de la constitution anglaise. — Élections. — Privilèges des membres du parlement. — Adresses. — Délibération. — Impôts. — Statuts de la trahison. — 2^o *L'Allemagne.* — La bulle d'or. — Élections. — Droits publics et privés. — Hanses. — Associations. — 3^o *L'Italie.* — Constitution. — Système des villes de Lombardie. — La Romagne. — Naples. — Toscane. — Gènes. — Venise. — 4^o *L'Espagne.* — Municipalités. — Sainte-Hermandad. — Cortès.

En même temps que la société, dans cette époque intermédiaire, se costumait de cet esprit singulier et progressif tout à la fois, les constitutions politiques des grands États de l'Europe se régularisaient dans leurs formes et leurs garanties.

En Angleterre, sous les règnes d'Édouard III, Richard II, Henri IV, Henri V et Henri VI, d'Édouard IV et Richard III, les privilèges du parlement furent posés dans leurs bases constitutionnelles. L'élection étant la vie du pouvoir populaire des communes, on s'en occupait presque à toutes les réunions du parlement¹. Les élections des comtés présentaient mille exemples de fraudes; le shérif y exerçait une influence exclusive, de manière qu'il envoyait le plus souvent ses propres candidats, et quelquefois il se nommait lui-même; le shérif se dispensait d'adresser les lettres de convocation aux villes et bourgs, pour qu'elles ne pussent élire; il arrivait ainsi que les parlements se trouvaient incomplets; sous le règne d'Henri IV, il fut dit « qu'aux premières assises des cours de comté qui se tiendraient

¹ Voir tome I de cette histoire, chap. 2, pour la constitution primitive du parlement.

après l'envoi de la charte royale, on ferait connaître par proclamation le lieu et le jour où s'ouvrirait le parlement prochain, que tous ceux qui seraient présents, gens attachés à ces cours de comté, procéderaient immédiatement à l'élection, et que les noms des personnes élues seraient certifiés par le scel de ceux qui auraient voté en leur faveur. Le shérif qui présenterait une fausse nomination, devait être passible d'une amende de 100 livres sterling, prononcée par les juges d'assises ¹. » Dans un second statut, sous Henri VI, les précautions furent plus grandes encore; on ajouta : « que le shérif ne devait point admettre tous ceux qui se présenteraient, mais examiner chacun sous son serment, exclure ceux qui ne demeureraient point dans le comté, ou qui n'y posséderaient pas un tènement libre de la valeur annuelle de 40 schellings; il ne devait permettre dans les comtés la nomination d'aucun candidat, s'il n'était chevalier ou écuyer notable, ou gentilhomme de naissance. Pour les bourgs, tous leurs représentants devaient également y résider; on décida que, lorsque les maires ou baillis enverraient les actes de nomination au shérif ², cet officier royal en donnerait charte de réception, afin d'éviter la fraude.

Une fois les députés nommés, ils se trouvaient placés sous l'inviolabilité. Plusieurs fois cette inviolabilité avait été méconnue, et l'on en avait pour exemple l'arrestation de Thorp, par l'influence du duc d'York et de Young, sur l'ordre de Henri VI. Les communes obtinrent un statut de sûreté personnelle pour tous les membres du parlement dans l'exercice de leurs fonctions; ils jouissaient déjà du privilège de n'être jamais ni arrêtés ni emprisonnés, eux, leurs clients, leurs domestiques, depuis qu'ils quittaient le bourg qui les avait élus jusqu'à la fin de la session. Ce statut de sûreté personnelle, refusé par Henri IV, fut accordé par Henri VI ³. Les députés des comtés et des villes donnaient caution de bien remplir leurs mandats; ils recevaient un salaire de leurs commettants, fixé, savoir : pour un chevalier, à 6 schellings par jour; pour un bourgeois, à 2; c'est pourquoi les villes pauvres cherchaient à s'affranchir d'une représentation au parlement, qu'elles considéraient comme une charge ⁴.

Les députés rassemblés, le parlement se constituait dans des formes

¹ Rot. Parl. tome III, pages 600, 641.

² *Ibid.*, tome IV, pages 331, 350, 402.

³ *Ibid.*, tome III, pages 541, 542.

⁴ *Ibid.*, tome II, pages 258, 368.

qui avaient peu varié depuis le treizième siècle. Il se composait des lords spirituels et temporels, des représentants des comtés et des villes; le parlement était convoqué par une proclamation royale, et souvent prorogé à un plus long terme par de successives proclamations; il se réunissait à l'heure de prime, en présence du roi ou d'un commissaire royal. Le chancelier adressait à la chambre une longue et verbeuse oraison sur les événements qui s'étaient passés depuis la session dernière; le parlement se formait ensuite en deux comités, nommait son clerc; des publications annonçaient que les lords et les communes étant constitués, personne ne pouvait plus porter des armes, si ce n'est l'officier nommé pour garder la paix du roi; on défendait toute espèce de jeux et d'exercices autour de la salle, afin que les membres pussent entrer et circuler avec liberté ¹.

L'habitude des adresses du parlement au roi date de Henri IV. Elles étaient lues par l'orateur ². Elles protestaient d'abord de la loyauté des communes, puis elles passaient à une censure plus ou moins sévère des actes du conseil; sir John Tibetot se plaint sous Henri IV, qu'on ait laissé Calais sans approvisionnement, en même temps que dans la Guienne, quatre-vingt-seize villes et châteaux ont été conquis par les Français, et que l'Irlande est envahie par les indigènes. D'immenses sommes d'argent ont été dissipées pour l'Écosse; tous les États du royaume sont réduits à la plus grande détresse; il n'y a qu'un changement dans le conseil qui puisse remédier à cette misère publique ³.

La constitution du parlement ne se faisait point en une assemblée unique; les lords et les communes n'agissaient point simultanément; souvent ils se réunissaient en des lieux séparés, à des époques différentes; les défenseurs de la prérogative royale soutenaient que le seul droit qui appartenait aux communes était celui de *pétition*, ou d'*action* lorsque la volonté du roi était d'avoir l'avis et l'assentiment des communes pour la création des ordonnances et pour en obtenir des subsides dans le bien du royaume ⁴. Les communes prétendaient que ce n'était point un simple droit de pétition, mais la faculté de *s'opposer* qui leur appartenait constitutionnellement. Cependant consultées,

¹ Rot. Parl., tome II, pages 146, 147.

² Le premier orateur est nommé sir W. Trussel, en 1343.

³ Rot. Parl., tome III, pages 436, 523, 573.

⁴ *Ibid.*, tome III, page 427.

elles déclinerent quelquefois ce droit d'*avis*, parce que les *petits* hommes des villes étaient trop ignorants et trop simples ¹. Leur pouvoir incontesté fut toujours en matières de subsides ; les rois cherchaient à éluder cette prérogative, en levant des impôts sur des choses en dehors de la terre, mais la ferme opposition des communes ramenait sans cesse le conseil dans les bonnes voies ; Édouard III mit des impôts sur la laine, sur le cuir, sur le vin ; il se dispensa de convoquer un parlement, mais les communes pétitionnèrent contre cet abus, et il y fut fait droit.

Le parlement ne faisait pas directement les statuts, mais il concourait avec le roi, alors considéré comme la source unique de l'administration ; car seul il était en rapport avec les shérifs, avec les divers magistrats de la hiérarchie judiciaire et administrative ; de là, les grandes promesses de la puissance royale qui, pour obtenir des subsides, s'engageait à faire droit aux pétitions et les oubliait ensuite, une fois le parlement dissous.

Un point important fut obtenu sous Henri IV : l'annualité du parlement ; on en convoqua même plusieurs en une année ; il passa ainsi dans les mœurs politiques que les lords et communes devaient leur avis au roi, et que le roi, à son tour, devait faire droit aux pétitions des communes. Quant aux lords, ils occupaient le haut conseil de la couronne presque d'une manière permanente, décidaient les questions judiciaires, et jamais leur intervention dans le pouvoir législatif ne fut en doute.

Avec les privilèges généraux du parlement, les droits particuliers s'accrurent. La plupart des bourgs obtinrent non-seulement une représentation, mais un gouvernement à part, un système d'administration locale ; le jury s'appliqua à tous les délits, pour lutter contre l'arbitraire des chefs de justice et des hommes du roi ; les jugements, par simples commissions devinrent plus rares, et la mise en liberté sous caution fut établie comme une garantie indispensable. Ainsi la constitution anglaise, à la fin du quinzième siècle, sauf les violences momentanées de quelques règnes, était parvenue à un certain degré de régularité.

Le droit public germanique se trouve fixé dans les quatorzième et quinzième siècles par la charte connue sous le nom de bulle d'or de

¹ Rot. Parl., tome III, page 165.

Charles IV, et par le concordat de l'empereur Frédéric III et du pape Nicolas V. Les grandes transactions terminées par le traité de Passau appartiennent à l'histoire du seizième siècle. La bulle d'or est l'expression toute féodale de la constitution germanique, qui repose sur la liberté et la régularité de l'élection impériale; elle concentre cette élection dans la main de sept princes, dont trois ecclésiastiques et quatre laïques, savoir : les archevêques de Mayence, de Cologne et de Trèves; le roi de Bohême, le comte palatin du Rhin, le duc de Saxe et le marquis de Brandebourg¹.

De la liberté de l'élection dépend sa régularité; tous les coélecteurs sont obligés de se prêter mutuellement protection pour le passage à travers leurs États. Tous comtes, barons, vassaux, bourgeois, communautés se garderont d'inquiéter les électeurs se rendant à l'assemblée impériale, sous peine de la privation de leurs fiefs et de leurs franchises; ils fourniront des vivres pour eux et leur suite : s'ils ont contre eux quelque vieille haine, quelque juste vengeance; si une ville a été menacée ou si une église a vu son sanctuaire pillé, tous suspendront leur ressentiment contre l'électeur pendant le temps de son mandat; les villes lui fourniront même une escorte de sûreté et d'honneur. Le roi de Bohême, archiéchanson de l'empire, sera conduit par l'archevêque de Mayence, par les évêques de Bamberg et de Wurzburg, par les burgraves de Nuremberg, de Hohenlohe, de Vurtheim, de Bruneck, de Hanau, et par les villes de Nuremberg, Rottembourg et de Windesheim; l'archevêque de Cologne, archichancelier du saint-empire, pour l'Italie, sera conduit par les archevêques de Mayence, de Trèves, par le comte palatin du Rhin, par le landgrave de Hesse, par les comtes de Nassau, de Dietz, d'Issembourg, et par les villes de Wetzlar, Yeyleshausen et Fridberg; l'archevêque de Trèves, archichancelier de l'empire, pour les Gaules, sera conduit par l'archevêque de Mayence, par le comte palatin du Rhin, par les comtes de Spanhein et de Vilden, par les resgraves et wildgraves de Nassau, Wissembourg et Westerbουργ, de Limbourg, de Dietz et de Falckenstein et par la ville de Mayence; le comte palatin du Rhin, archimaitre d'hôtel, sera conduit par l'archevêque de Mayence; le

¹ La bulle d'or est datée de Francfort 10 janvier 1356, et de Metz 28 décembre. Elle est ainsi nommée à cause du cordon d'or qui lie le registre, et du scel où on lit l'exergue : *Carolus IV, Rom. imper. semper Augustus*.

duc de Saxe, archimarchal, par le roi de Bohême, les archevêques de Mayence, de Magdebourg, les évêques de Bamberg, de Wurzburg, par le marquis de Misnie, le landgrave de Hesse, les abbés de Fulden, de Trèves, le burgrave de Nuremberg, de Hohenlohe et de Witshein, comme aussi par les villes de Mulhausen, Nuremberg, Rottembourg et Windesheim; tous ceux qui étaient ainsi obligés de suivre le duc de Saxe devaient également accompagner le marquis de Brandebourg.

Dans le mois de la mort de l'empereur ou du roi des Romains, l'archevêque de Mayence est obligé d'en donner avis aux électeurs pour qu'ils aient à se rendre à Francfort, afin de procéder à l'élection impériale; si l'archevêque négligeait son devoir, les électeurs y viendraient de leur propre chef, et par la foi qu'ils doivent; les bourgeois de Francfort sont tenus de les protéger et défendre contre toute attaque et surprise, sous peine d'être mis au ban de l'empire; ils ne doivent permettre à aucun étranger d'entrer dans la ville tant que durera l'élection. Les électeurs se rendront dans l'église de Saint-Barthélemy, apôtre; là, durant la messe du Saint-Esprit et au moment de l'évangile, ils jureront sur les saintes Écritures d'élire, selon leur discernement et avec l'aide de Dieu, un chef temporel au peuple chrétien; ceux des électeurs qui ne pourront se rendre en personne se feront remplacer par leurs envoyés.

Immédiatement après le serment, on procédera à l'élection; les électeurs ne pourront plus sortir de Francfort, et s'il arrivait que l'élection ne fût pas accomplie dans les trente jours, ils n'auront plus pour nourriture que du pain et de l'eau, afin qu'ils se rapprochent et s'entendent le plus hâtivement possible¹; celui qui sera élu roi des Romains devra, par son premier acte de puissance souveraine, confirmer tous les privilèges des électeurs, vassaux et villes impériales. Les rangs seront ainsi fixés: l'archevêque de Mayence qui recueille les voix, l'archevêque de Trèves à qui appartient le premier suffrage, l'archevêque de Cologne, le roi de Bohême, le comte palatin du Rhin, le duc de Saxe et le marquis de Brandebourg.

La succession des princes électeurs se réglera par les principes du droit féodal, c'est-à-dire que l'aîné succédera à son père et, à son

¹ Ces formes ressemblent à celles des conclaves; elles dérivent de la même source.

défaut, le puîné, puis viendra la ligne collatérale. Parmi les privilèges du roi de Bohême, il est entendu que nul prince, baron, noble, homme de guerre, vassal, bourgeois, paysan, ne pourra être distrait de sa juridiction patronale. Le roi de Bohême et tous les seigneurs qui en dépendent jouiront du droit de monnaie même pour les mines d'or : les sujets des électeurs, archevêques de Mayence, Trêve et Cologne, nobles, bourgeois, paysans, ne pourront également être distraits de leur propre juridiction.

Les princes électeurs s'assembleront en personne une fois l'an en une des villes impériales, quatre semaines consécutives après la fête de Pâques, et l'on y délibérera sur les affaires communes concernant le bien et le repos public, et il ne sera pas permis durant cette assemblée de faire des festins brillants, afin de n'empêcher l'expédition des affaires ; toute association, réunion, conspiration illicite entre les villes sont expressément défendues sous peine d'infamie et de l'amende de dix livres d'or. Tout bourgeois qui se liguera dans quelque entreprise téméraire pour se débarrasser de sa sujétion, sera privé de sa liberté et de ses privilèges. Les assemblées générales prendront le nom de diète. Que si quelqu'un a fait complot, trahison contre la vie des électeurs, qu'il soit frappé du crime de lèse-majesté et puni de mort. Les fils des électeurs devront apprendre quatre langues, l'allemand, le latin, l'esclavon et l'italien.

Chaque électeur aura sa grande charge à la cour plénière de l'empereur, quand celui-ci sera assis en sa chaire royale ; le duc de Saxe fera son office en la manière que nous allons dire : on mettra devant le palais un tas d'avoine de telle hauteur qu'il aille au poitrail de son cheval ; le duc aura dans sa main un bâton d'argent et une mesure du même métal, et il remplira cette mesure d'avoine pour la remettre au premier écuyer qui viendra en querir ; ensuite l'avoine sera livrée au pillage ; le marquis de Brandebourg, également à cheval, présentera à l'empereur une aiguière d'argent et la lui donnera à laver ; le comte palatin du Rhin portera quatre écuelles d'argent remplies de viandes, et le roi de Bohême une coupe remplie de vin, et chacun ainsi accomplira sa charge ¹. La table impériale sera de six pieds plus élevée que toutes les autres ; celle de l'impératrice de

¹ C'est le type commun des cérémonies féodales ; on trouve quelque chose de semblable dans les assises de Jérusalem.

trois ; chaque électeur aura une table particulière, et toutes ces cérémonies se feront, savoir : l'élection à Francfort, le couronnement à Aix-la-Chapelle ; la cour impériale se tiendra à Nuremberg.

Dans le concordat germanique de Nicolas V, les privilèges des églises nationales d'Allemagne sont établis d'une manière complète : toute église cathédrale, tout monastère procédera à l'élection de ses archevêques et abbés avec toute liberté ; le pape ne se réserve que leur confirmation, en conseil de cardinaux, et les droits particuliers qui de tout temps ont appartenu à l'église de Rome ¹.

Ainsi les hauts barons et le clergé s'étaient assuré leurs immunités dans l'empire ; mais toutes ces transactions ne tenaient aucun compte de la classe bourgeoise. Il y a une observation qu'on ne saurait trop répéter quand on étudie l'histoire de la constitution germanique, c'est qu'elle ne s'occupa que de la grande féodalité. La classe noble s'était associé les communes dans le parlement d'Angleterre et dans les états généraux de France ; en Allemagne tout se fit par une puissante aristocratie, et comme les cités ne cessaient pas d'avoir leur importance, et comme Cologne, Nuremberg, Mayence, avec leurs mille tours, leurs bourgeois armés, conservaient leur éclat et leurs richesses, elles réunirent leurs forces et formèrent des fédérations à part. De là les alliances des villes sous le nom de *hanses*, *ligues*, système fédéral et de défense commune. Les quatorzième et quinzième siècles virent se développer au plus haut point de splendeur ces associations. Les villes libres d'Allemagne non-seulement se liguèrent entre elles, mais elles firent des traités avec des cités étrangères et des princes ennemis de l'empire. Les villes hanséatiques étaient unies par des transactions écrites avec les cités de Flandre, et même avec Bordeaux et Marseille : elles firent entre elles des ligues pour défendre leurs franchises et libertés. Que fallait-il pour empêcher les écarts de cette organisation bourgeoise ? admettre dans la constitution germanique les villes libres, leur reconnaître des droits généraux. Ce fut l'objet qu'on voulut atteindre par les traités de Passau et de Munster. Il ne resta plus alors en dehors que la Suisse, violemment séparée de la maison d'Autriche par le dévouement de son héroïque population de paysans, et qui forma dès lors une ligue tout à fait distincte. La Suisse resta pays libre ; elle parut sur l'horizon politique au commen-

¹ Regist. bull. papar. Nicol. V, f° 203.

cement du quatorzième siècle, et sa plus grande splendeur brilla aux quinzième et seizième.

Les prétentions des empereurs sur l'Italie restaient les mêmes au milieu des révolutions diverses qu'éprouvait la constitution germanique. Quelques caractères généraux se montrent également dans l'histoire de l'Italie pendant les quatorzième et quinzième siècles, depuis la mort de Frédéric II jusqu'à l'invasion de Charles VIII. Tandis que cette terre merveilleuse déploie une si grande puissance intellectuelle, tandis que ses plus beaux génies littéraires brillent d'un éclat si pur, sa constitution politique s'éloigne de plus en plus d'un caractère d'unité ; c'est une agglomération de petits gouvernements particuliers, sans qu'un lien commun les rapproche et les réunisse ; on pourrait pourtant résumer cette période par quelques grands faits qui dominent tous les autres ; l'Italie vit la tyrannie des familles puissantes se substituer au gouvernement républicain dans la plupart des cités ; en même temps s'accomplirent les révolutions décisives qui placèrent d'abord dans la maison d'Anjou, puis dans celle d'Aragon, le royaume de Naples ; puis l'acquisition définitive par le saint-siège des États romains et des légations, et par-dessus tout, l'ère brillante des grands États de Milan, Florence, Venise et Gènes.

A la fin du treizième siècle, presque toutes les villes de la Lombardie s'étaient volontairement placées sous la domination d'un seigneur choisi dans une famille influente. Ferrare obéissait à la maison d'Este ; le tyran Esselin que le Dante a rendu si effroyablement célèbre, exerçait son pouvoir sur tout le pays au delà de l'Adige ; Passerino Buonacorsi sur Mantoue ¹ ; l'autorité de ces *signori* était absolue ; seulement la multitude reprenait ses droits par la révolte, et plus d'une fois le despote était renversé aux cris de *vive le peuple !* On élisait alors un autre seigneur, car l'autorité d'un seul plaisait aux cités fatiguées d'une liberté orageuse. Le principe de la souveraineté du peuple dominait partout ; c'était la multitude qui choisissait le tyran et qui prolongeait son pouvoir ou le renversait. La famille de Martino della Torre gouverna Milan jusqu'au commencement du quatorzième siècle. En 1313, le peuple déféra l'autorité à Mathieu Visconti. L'histoire des villes de la Lombardie pendant cette période est un dédale inextricable ; il n'existe aucune constitution fixe, aucun

¹ Muratori, dissert. 8.

droit certain. Il ne sort de ces frottements de petites nations avec la tyrannie que des crimes effroyables, que cette politique de dissimulation et de cruauté, dont Machiavel a écrit l'histoire et la théorie. L'empire ne conservait sur la Lombardie qu'une supériorité nominale raffermie de temps à autre par les grandes invasions des armées germaniques ; cette supériorité était combattue par la triple action du pape, des Français et des rois de Naples, ennemis naturels et constants de la domination allemande en Italie ¹.

L'autorité des papes sur Rome et l'exarcate de Ravenne remontait à la fausse donation de Pépin ; les confirmations successives des empereurs avaient fortifié les droits pontificaux ; toutes avaient néanmoins réservé la supériorité de l'empire jusqu'à la donation pleine et entière du malheureux Rodolphe en 1278 ; mais les empereurs n'avaient pu céder que ce qu'ils possédaient eux-mêmes, et l'abandon de Rodolphe ne put atteindre le libre gouvernement de Rome et les municipalités républicaines de Bologne, Faenza, Rimini et Ravenne. On a vu quelle fut la turbulence de Rome au treizième siècle. Au quatorzième, il y eut encore des consuls, des tribuns, des assemblées populaires, et l'entreprise audacieuse de Rienzi n'échoua que parce que le tribun voulut s'appuyer sur des idées alors sans force et sans racines, savoir : que Rome avait droit au vieil empire du monde et aux formes intérieures de cette grande constitution qui avait fait sa gloire et l'admiration de l'univers ancien. La pensée de Rienzi ne périt pas tout entière ; il resta aux Romains quelques vestiges des institutions républicaines, mais toutes municipales ; la ville éternelle eut sa petite constitution. Des magistrats, sous le nom de bannerets, étaient choisis par les trente districts de la cité, et avaient sous leurs ordres trois mille citoyens armés ; cette institution était dirigée contre le pouvoir des nobles ². Sous Eugène IV, le gouvernement papal fut renversé, et les Romains élirent sept seigneurs ou magistrats municipaux. A la mort du pontife, les citoyens excités par Stephano Porcaro, voulurent imposer une charte au pape qui serait élu ; mais la multitude ne partageait point ces idées et cet enthousiasme ; Porcaro reçut la mort comme conspirateur, sous le pontificat de Nicolas V.

¹ Villani, liv. ix, c. 93.

² Muratori, ad ann. 1275, 1276. *Script. rer italicar.*, tome III, pages 1126, 1131, 1134.

A Naples, quelque mutation qu'éprouvassent les dynasties d'Anjou, de Provence et d'Aragon, les institutions féodales demeurèrent avec leur caractère régulier et immobile. De grands feudataires, presque indépendants, obéissaient, d'après la loi des fiefs, au suzerain ; la principauté de Tarente formait une seule et puissante vassalité, la famille de Chiaramonti possédait en pleine suzeraineté la moitié de la Sicile, et les Sauseverini pouvaient réunir dans leurs *monstres* ou revues féodales dix-huit cent chevaliers équipés et montés. Aucune institution libre ne protégeait le peuple; des révoltes fréquentes constataient seulement les droits violents de la multitude qui, sur les places publiques, exerçait sa bruyante intervention. Naples reconnaissait encore la suzeraineté de Rome et le pouvoir des pontifes, alors centre de la suzeraineté italique ¹.

Dans les villes de la Toscane, la constitution de Florence surtout, avait souffert une notable altération; de longues dissensions existaient entre les patriciens et les plébéiens. Joanne de la Bella avait cherché à y mettre un terme par la constitution de 1295. La vieille charte établissait un podestat et un *capitano del popolo*; Joanne de la Bella y ajouta un gonfalonier de justice ayant sous ses ordres mille citoyens pris dans la classe du peuple et placés sous le commandement d'autant de gonfaloniers, appelés à leur tour dans le gouvernement de la cité. Le gonfalonier de justice présidait à l'administration, et était changé tous les deux mois; il ne pouvait être choisi parmi les nobles, toute justice dépendait de lui; il devait condamner un noble à 3000 écus d'amende sur la simple rumeur publique. Toutes les précautions furent dirigées contre l'ascendant des patriciens; lorsque les malheurs de la guerre avec Pise eurent obligé les Florentins à créer une espèce de dictature, sous le titre de *capitano della guardia*, le peuple préféra la confier à Gauthier de Brienne, tout à fait étranger à la cité, qu'à un de ses propres citoyens. Gauthier de Brienne fut renversé dans une sédition populaire. La constitution demeura aussi jalouse, aussi méfiante contre les nobles; elles les exclut de toutes les magistratures, seulement *elle honora* quelques-unes des familles nobles du titre de plébéiens; elles purent dès lors entrer dans le gouvernement de la cité, en changeant leur nom et leurs armes.

¹ Gianone, Hist. civil. liv. 22. Un des travaux les plus remarquables de l'érudition italienne.

L'administration publique fut agrandie; le nombre de prieurs porté de six à huit; ils ne furent plus choisis seulement par les métiers, mais par les quatre quartiers de la ville. Les gonfaloniers, chefs de compagnie, furent réduits à soixante; tous, conjointement avec douze prud'hommes, formèrent le conseil de la cité. C'est à Florence qu'éclatèrent si violemment les querelles des guelfes et des gibelins; on procédait par la proscription, par la confiscation des biens; les guelfes dominaient la république sous l'influence de la maison d'Anjou. Tous les désordres de la démocratie éclataient; les métiers inférieurs, les ouvriers prirent le gouvernement, un cardeur de laine devint gonfalonier de justice; quelques tentatives aristocratiques vinrent s'abîmer dans les tyrannies populaires de Bernabo Visconti et de Giovanni Maria ¹.

A Gènes, le pouvoir se concentrait dans les mains d'un doge; soumise d'abord à une constitution toute démocratique, la multitude élut pour son *signor* ou duc, Boccanegra, l'avocat du peuple. Alors s'affaiblit le pouvoir des grandes familles aristocratiques des Doria, Spinola et Grimaldi; mais leurs noms se mêlèrent toujours aux gloires de la république. Elles avaient à lutter contre les Adorni, les Frégosi, les Montalti, races plébéiennes et puissantes. Dans ces contentions furieuses, les doges furent élevés ou renversés par les flots de l'opinion populaire. Les désordres devinrent si grands, la tyrannie si insupportable sous le doge Antoniotto Adorno, que Gènes fut obligée de se soumettre à la domination de la France ².

Venise voyait s'organiser cette constitution bizarre qui fit si longtemps la force de la république; un conseil de quatre cent quatre-vingts citoyens était élu, non point directement par le peuple, mais par deux magistrats de chaque district, qui, sous le nom de tribuns, étaient soumis dans l'origine à l'élection de la multitude. A ce grand conseil appartenaient tous les pouvoirs, le gouvernement et le choix des magistrats. Au quatorzième siècle, il s'arrogea l'élection des tribuns, de sorte que le concours populaire devint dérisoire; une aristocratie héréditaire se constitua puissante; l'office des tribuns fut

¹ Il n'existe aucun travail complet sur les institutions de Florence. M. de Sismondi est loin d'être satisfaisant. J'ai consulté et comparé Villani, liv. vi et ix; Amirato, *Hist. fiorentina*, liv. iv; Machiavel et quelques-unes des poétiques allusions du Dante.

² Stella, *Annal. Gen. Script. rer. Ital.*, tome XVII, page 1072.

même aboli ; un conseil de *quarante* se forma ; en cas de vacance d'une place dans son sein , trois électeurs , nommés par le conseil des quatre cent quatre-vingts devaient nommer , mais sous la condition expresse qu'on ne pourrait choisir que parmi les familles dont les ancêtres s'étaient assis dans l'*auguste assemblée*. En 1319 , on abolit tout à fait la forme électoral ; les enfants , à l'âge de vingt-cinq ans , prirent la place de leur père ; le conseil des quarante dut juger tous les procès criminels ; un autre conseil de soixante membres , sous le nom de sénat , assistait le doge pour tout ce qui tenait au gouvernement ; le nombre en fut augmenté , dans le quatorzième siècle , de soixante membres ; on le porta plus tard à deux cents. Six sénateurs étaient délégués auprès du doge , pour toute la partie active du gouvernement. L'élection de ce doge fut soumise à mille formes compliquées. Pour éviter la brigue , les noms de tous les membres du grand conseil étaient mêlés dans une urne ; on en tirait trente qui , par un second tirage , étaient réduits à neuf ; ces neuf choisissaient quarante noms , que le sort réduisait encore à douze , lesquels en éalisaient vingt-cinq , réduits encore par le sort à neuf ; chacun de ces neuf faisait cinq choix , en total quarante-cinq , que le sort élaguait de nouveau à onze , lesquels désignaient quarante et un électeurs définitifs pour la nomination du doge. Le doge était soumis à un serment solennel ; il devait s'engager à ne correspondre avec l'étranger qu'en présence du sénat , à ne rien acheter en dehors du territoire vénitien ; enfin à ne pas souffrir que les citoyens prissent avec lui des formes serviles de soumission et de respect. Aucun de ces magistrats suprêmes , si l'on excepte Marino Faliero , ne tenta de renverser la constitution de la patrie. Le fameux conseil des dix , fut une institution du commencement du quatorzième siècle ; il possédait un pouvoir dictatorial dans le sénat , sur toutes les magistratures , contrôlant leurs actes , brisant leur décision ; pouvoir criminel , civil , gouvernement , tout était dans ses mains ; une police soupçonneuse , une procédure secrète , des peines cachées aux hommes , l'inquisition en un mot , faisait la force du gouvernement. Toute autorité disparut successivement devant le conseil des dix , toujours réélu et se perpétuant dans cet épouvantable pouvoir ¹.

Ainsi l'Italie , dans les quatorzième et quinzième siècles , n'offrait

¹ Comparez Vict. Sandi et Amelot de la Houssaye , sur la constitution de Venise.

qu'une seule monarchie féodale , Naples ; toutes les autres formes de gouvernement se réduisaient ou à une dictature démocratique organisée dans chaque cité, ou à une démocratie simple et turbulente, ou encore, comme à Venise, en une aristocratie soupçonneuse, se centralisant en une véritable oligarchie. De là ces guerres intestines, ces jalousies de cité à cité, spectacle de déchirement et de guerre civile ! A côté de la simplicité et de la loyauté des institutions féodales s'organise un système de politique compliqué et perfide ; l'Italie substitua à la force et aux prouesses des temps de chevalerie, un esprit de fraude et de déception qui domina la politique des quinzième et seizième siècles.

Et cependant ce fut pour l'Italie l'époque des puissantes études : les savants de la Grèce fuyaient leur patrie désolée par l'invasion des musulmans ; dans toutes les universités, les grands modèles de l'antiquité excitaient la plus vive admiration, et Pétrarque nous a légué les souvenirs de sa reconnaissance pour le maître savant qui lui enseigna la langue de Platon et d'Aristote ¹. Constantinople tombait sous Mahomet II. Une nouvelle et grande nation prenait place dans la politique ; les Turcs campaient en Europe ; au quinzième siècle, ce fut encore une préoccupation des peuples que les croisades contre les musulmans. Les Polonais et les Hongrois, nations à cheval, en arrêtaient quelque temps les progrès ; ils sauvèrent la chrétienté. Leur constitution libre et sauvage encourageait ces nobles expéditions de chevalerie ; c'était encore comme au temps des vieilles nations germaniques, l'élection dans les champs, au bruit des armes et de la framée retentissantes. Les Turcs, maîtres de Constantinople, acquirent une grande importance en Europe ; dès qu'on s'occupa de relations politiques, de balance entre les nations, il fallut en tenir compte ; il y eut des traités avec les musulmans : résultat bizarre, au milieu de cette époque de croyance, mais que les jalousies des croisés avaient jadis produit dans les colonies chrétiennes d'Orient. On peut considérer l'alliance de François I^{er} et de Soliman comme le plus énergique progrès des idées politiques contre les sentiments et les émotions religieuses du moyen âge.

Les sectateurs de Mahomet étaient moins heureux en Espagne, et les Mores, expulsés de leurs dernières et brillantes cités ; Séville

¹ De Sade, Mémoire sur la vie et les ouvrages de Pétrarque, tome II.

avec ses riches bazars, Cordoue à mille colonnes, Grenade avec ses minarets élancés, tombaient au pouvoir de la chevalerie chrétienne. La monarchie espagnole se centralisait. Ce n'étaient plus ces petits royaumes de pauvres chevaliers, ces colonies retranchées dans la Navarre, les Asturies et le royaume de Léon ; une monarchie puissante s'accroissait par la conquête et s'organisait dans toutes ses forces. C'est aux quatorzième et quinzième siècles que l'Espagne compléta cet ensemble de formes constitutionnelles que le despotisme prit à plaisir de détruire pièce à pièce depuis le règne de Charles-Quint.

Comme base de ce système, se plaçait, ainsi que dans toutes les institutions du moyen âge, la municipalité. L'origine primitive de la commune en Castille et dans l'Aragon avait le même caractère que dans toutes les cités de l'Europe féodale ; les habitants ou chefs de famille se rassemblaient pour élire les alcades ordinaires, les jurés et les officiers chargés de l'administration de la municipalité. Une force locale était à leurs ordres ; mais les tumultes, les violences qui avaient marqué la réunion de ces assemblées, motivèrent l'importante modification qu'éprouva la forme municipale par l'ordonnance d'Alphonse XI, de 1345, adressée au cortès de Burgos¹ ; le pouvoir de la commune fut concentré dans les mains des alcades ordinaires, du procureur fiscal et des jurés, se réunissant deux fois par semaine pour veiller aux intérêts de la commune ; ces conseils se nommaient eux-mêmes, et le roi ne pouvait augmenter le nombre de leurs membres ; toutefois son consentement était nécessaire pour sanctionner les choix ; dans quelques localités, l'élection appartenait au roi, sur une présentation de trois candidats ; les cortès de Madrid² ajoutèrent que les élections ne pourraient porter que sur des habitants résidant depuis dix années dans la commune. Les cortès de Zamora³ décidèrent également que toute personne étrangère aux conseils ne pourrait s'y introduire et prendre part à leurs délibérations.

Toute justice fut donnée aux municipalités. Dans les cortès d'Ocagña, en 1422, il fut représenté « que, conformément aux lois du royaume et aux privilèges des villes et communes, chacune d'elles devait être chargée de la justice civile et criminelle dans l'étendue de sa juridiction, le roi répondit : « Je veux que les lois soient exécu-

¹ Loi 2, tit. 2, liv. vii.

² En 1435. — ³ 1432.

tés ¹. » Dans les cortès de Valladolid, le roi répondit encore : « C'est ma volonté de ne pouvoir désormais de corrégidor aucune ville ou commune du royaume, à moins que ceci ne soit demandé par la majeure partie des habitants ; je ne nommerai aucun officier à cet emploi, avant d'avoir fait prendre préalablement des renseignements sur les lieux ². » Selon un décret de Henri II, le corrégidor ne devait être choisi que parmi les habitants notables.

Aux droits de la municipalité, vinrent s'unir tous les privilèges de la liberté individuelle ; personne ne put être distrait de ses juges naturels ni être condamné à une amende, ni être soumis à des visites dans son domicile ; « le magistrat, ni aucune personne que ce soit ne pourra pénétrer dans la maison d'autrui, si ce n'est sur la plainte de la commune ; » il fut dit encore que la juridiction appartiendrait en première instance au *merino* ou *adelantado*, et en appel, à l'*adelantado mayor*, bailli ou grand officier de la couronne ³.

La police appartenait également à la commune. Alors il se forma en Castille cette Sainte-Hermandad, si célèbre dans les annales espagnoles. « Au nom de Dieu, *amen*, nous tous chevaliers et gentils-hommes de la Hermandad et notables députés des villes du royaume, voyant tous les maux, les dommages que nous avons soufferts jusqu'ici de la part des hommes puissants, et considérant que notre souverain le roi est trop jeune pour nous faire droit, en conséquence, nous nous joignons tous ensemble et nous contractons une Hermandad, en telle sorte que nous nous aimions et secourions les uns les autres, et que nous soyons fermement unis en une seule action, en une seule volonté, pour la conservation de nos corps, de nos biens, franchises, libertés, privilèges, et pour que la justice soit administrée dans le royaume ainsi qu'elle doit l'être, ainsi qu'elle l'a été jusqu'à présent. ⁴ » Ces associations s'armèrent ; ce fut une police faite par le peuple lui-même, une sorte de ligue qui trouva partout son retentissement au quinzième siècle ; en Espagne, le roi eut l'ha-

¹ Cortès d'Ocagna, et loi 7, tit. 1^{er}, liv. VII.

² 1442, première pétition.

³ L'ordonnance la plus curieuse sur l'administration de la justice en Espagne, est celle de Jean II, en 1419. Voyez les Mémoires de l'Académie royale d'histoire de Madrid, tome XLII, n° 47.

⁴ Appendix 72, *Espana, Sagr.*, t. 72, et l'appendix de la Chron. de Ferdinand IV.

bileté de se mettre à sa tête ; la Sainte-Hermandad devint comme une partie essentielle de l'administration royale.

Ce temps fut aussi la grande époque des cortès de leur constitution populaire. On retrouve d'abord, le privilège de tout député pour l'inviolabilité de sa personne durant la session : « Que tous députés appelés à la cour soient en sûreté de leur personne ou de leurs biens, sans que nul ait le pouvoir de les tuer, blesser, arrêter ou offenser, sous peine de mort ¹ ; » les députés devaient avoir des logements convenables dans la ville ; toute liberté était accordée à leur opinion, et c'est pourquoi les cortès de Burgos déclarèrent « qu'il pouvait y avoir danger de tenir les cortès dans une ville dont le castel serait occupé par des troupes royales ² ; » l'assemblée se réunissait dans des chambres séparées, et chaque député faisait connaître son vote par écrit ; il devait être pleinement libre, ainsi que les discussions. Les cortès de Séville déclarèrent qu'une de leurs précédentes réunions était nulle, puisqu'elle s'était faite sans liberté. Les cortès fixaient elles-mêmes le lieu et le temps de leur réunion ; elles se rassemblaient sans convocation royale ; le roi les présidait sur un trône couvert de drap d'or et élevé de quatre degrés ; chaque ville avait le privilège d'un siège particulier. Dans les cortès de 1348, une dispute s'éleva entre le représentant de Tolède et celui de Burgos. « Chevalier, dit le représentant de Tolède à son collègue, ôtez-vous de mon siège ; et, se tournant vers le roi, il lui dit : Seigneur, cette place appartient à Tolède, » à quoi le roi répondit : « Je veux qu'il y reste. » Alors le député se tourna vers le clerc. « Prenez acte de ma protestation ; je requiers qu'il soit dit que sa majesté m'a ordonné de m'asseoir à cette place ³. » Et l'acte fut donné. Tout député prêtait serment sur le signe de la croix et sur la Vierge de ne rien révéler de ce qui se passait dans les cortès ; ensuite on faisait lecture de la proposition royale, et lorsqu'elle était adoptée, le roi disait : « Je vous remercie de la bonne volonté que vous montrez pour mon service. » Les cortès, à leur tour, exposaient leurs doléances par des cahiers sur lesquels le roi devait répondre avant la fin de la session ; s'il n'y était pas fait droit, ces cahiers formaient les doléances de la prochaine

¹ Cod. de las partidas, l. II, tit. 16, part. 2.

² Zurita, Annal. d'Aragon, tome VI, liv. 7, ch. 29.

³ Chron. anonym. MIS dans la Bibliothèque royale de Madrid. Cette dispute se reproduit souvent entre Burgos et Tolède.

réunion. Tout ce qui était résolu de concert avec le roi devait être pleinement exécuté. Dans les cortès de 1305, il fut même ordonné que toutes lettres royales adressées aux audiences et aux alcades, contraires aux actes des cortès, ne seraient pas exécutées. C'est sur la demande des cortès de Medina del Campo que Ferdinand IV rendit ce décret ¹.

J'ai ainsi exposé les progrès des idées politiques en Europe ; on est surpris de leur marche rapide et régulière ; tout ce qui fonde la liberté moderne y trouve une notable expression. Que manquait-il à cet ordre politique pour en compléter le système ? Une seule garantie, l'imprimerie ; la presse, active, vigilante, si indispensable au progrès de toutes les idées, complément de toutes les libertés. La presse se montra à la fin de ce siècle avec la réforme ! Que de volumes furent alors publiés sur les théories religieuses et politiques ! On enfanta des systèmes de gouvernement et de républiques ; on disserta longuement sur les droits de la conscience humaine et du peuple. Cette tendance des esprits serait allée loin, si on l'avait abandonnée à tout son développement ; mais la monarchie absolue et brillante de Louis XIV vint se placer pour balancer la puissance de la pensée !

¹ Cette disposition fut confirmée par la loi 23, cortès de 1369, et loi 25, cortès de 1387.

CHAPITRE XXVI.

ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA FRANCE.

XXVI DE XXVI SIÈCLES.

État des personnes. — Gentilsbommes. — Judicature. — Chevaliers. — Variets. — Bourgeois. — Paysans. — Archers. — Brabançonnais. — Castillans. — Italiens. — Juifs. — Bohémiens.

Organisation administrative. — Feux. — Villages. — Bourgs. — Villes. — Provinces. — Police locale. — Police provinciale. — Division de la France. — Généralités. — Bailliages. — Échevinages. — Levée de l'impôt. — Justice. — Armements.

J'ai dit quelle fut la marche de la civilisation ; quand de graves révolutions arrivent dans les sociétés et qu'elles produisent des situations et des besoins, jusqu'alors inconnus, il est impossible qu'il ne s'élève pas aussi des classes nouvelles, en même temps que les anciennes disparaissent ou s'abaissent. A l'époque de la grande féodalité, toutes les conditions étaient réglées d'une manière inflexible ; tout partait de la terre et revenait à la terre. Depuis le haut baron jusqu'au dernier vassal, tout dépendait du fief, de la tenure, tout se déterminait par la possession féodale. La bourgeoisie, la commune et le clergé venaient seuls rompre la monotonie de cette société compassée. Mais lorsque la science des universités, l'importance des cours judiciaires, la toute-puissance royale, l'activité du commerce eurent fondé de nouveaux intérêts, il fallut bien que ces classes récentes prissent place dans la société. Dès lors, les anciennes et inflexibles divisions de personnes se modifièrent et se mirent en harmonie avec cette organisation politique.

Nous avons déjà signalé les causes qui changèrent la vie brutale et farouche du fief en la gentilhommerie ; la noblesse ne se fonda plus

exclusivement sur la terre, et les rangs ne se réglèrent plus sur les devoirs respectifs de la tenure ; il s'établit une nouvelle hiérarchie , dont la sommité nobiliaire fut le titre de duc , et le dernier chaînon celui d'écuyer ; le roi modifia à son gré les insignes ; il fit des nobles à volonté ; seulement il ne put créer des gentilshommes , c'est-à-dire remplacer l'antiquité de la race, les vives couleurs du blason , ce cri d'armes, vieux dicton des familles, antique devise du manoir.

De ce droit reconnu à l'autorité royale d'instituer des nobles et de créer leurs titres, résulta la distinction entre les simples anoblis et les gentilshommes de nom et d'armes, dont l'origine se confondait avec la conquête et le partage des terres. La noblesse et la gentillesse furent séparées avec soin ; mais cet ordre de choses put-il durer longtemps ? Si dans les tournois brillants, au milieu des lices de prouesses, les prud'hommes purent distinguer le blason des vieilles familles , et n'admettre que les fils des bons lignages , à la cour , dans les fêtes royales, les honneurs durent souvent remonter à ceux que la faveur du prince avait élevés d'un rang obscur. Lorsque les batailles ne furent plus l'apanage exclusif de la chevalerie, lorsque les rois appelèrent à leur aide les grandes compagnies d'aventuriers, lorsqu'ils créèrent leur chef comte , connétable, la noblesse de nom et d'armes dut voir s'abaisser son orgueilleux éclat. Il se fit, dès ce moment, une confusion entre les gentilshommes et les anoblis, et il fallut fouiller dans les antiques généalogies , pour distinguer le chevalier de noble race d'avec l'aventurier ou le bourgeois parcheminé ; l'abus des anoblissements fut poussé si loin, que Louis XI put anoblir son barbier ¹.

L'ordre de la chevalerie maintint un peu l'éclat des gentilshommes ; on n'y admit d'abord que les hommes de bon lignage, les nobles blasonnés. On n'élevait au rang distinctif de varlet, écuyer, bachelier, que les enfants des vieux manoirs ; ce n'était qu'à eux encore qu'on chaussait les éperons de l'ordre des preux. Mais la chevalerie elle-même fut plus tard envahie par les fils de simples anoblis ; on créa alors des ordres, des cordons ; les mêmes abus y furent introduits, car lorsque la société subit un changement impérieux, tout l'éprouve et se met en harmonie ; les palliatifs sont impuissants aussi bien que la résistance ouverte et franche.

On a vu toute l'importance des corps judiciaires ; ils n'étaient point

¹ Voir le règne de Louis XI, dans cette histoire.

composés de nobles et de gentilshommes, et pourtant ils exerçaient la plus grande autorité ; c'est parmi eux que se choisissaient le chancelier, tous les clercs du roi ; ils dirigeaient souvent les conseils, et contrôlaient l'administration ; était-il possible que ces corps judiciaires si puissants ne formassent pas une classe particulière, et que la magistrature ne composât pas une corporation à part, respectée comme la noblesse ? Ainsi naquit une espèce d'état intermédiaire entre la gentilhommerie et la roture. Les clercs du parlement, de la cour des comptes, des bailliages, presque tous sortis de la classe bourgeoise, s'élevèrent à ce qu'on appela plus tard noblesse de robe ; cette noblesse eut ses espèces de vassaux et de clients dans toutes les corporations qui se groupaient autour d'elle, les notaires, procureurs, avocats, clercs de la basoche ; elle forma un ordre puissant dans la monarchie.

La même fortune fut réservée aux universitaires et aux savants ; ils étaient alors trop considérés pour qu'ils ne fissent pas également un ordre à part. La science devint un moyen d'éclat, une profession élevée, et comme magistrats et universitaires sortaient des classes bourgeoises, comme ils étaient dédaignés par les gentilshommes de nom et d'armes, ils firent cause commune avec la roture et la secondèrent contre la féodalité ; ce fut une des grandes fautes de la gentilhommerie, dans sa lutte contre la royauté et le peuple, d'avoir repoussé les deux puissants auxiliaires de la justice et de la science ; ils passèrent du côté des bourgeois, et ce fut une force de plus qu'ils opposèrent pour démolir le vieil ordre social.

Malgré les échecs éprouvés par quelques cités, la bourgeoisie, considérée comme élément de la société, avait accru sa puissance et agrandi son autorité. Quand les richesses et l'influence sont dans une classe de citoyens, il est bien possible d'obtenir quelques avantages momentanés sur elle, mais force lui reste à la fin. La grande organisation bourgeoise date des quatorzième et quinzième siècles ; c'est alors qu'elle se fractionne par corporations, par métiers, avec des statuts et des immunités. Les privilèges de presque tous les états, leur police et leur organisation intérieure sont de cette époque. On pourrait y reporter les premiers règlements sur les abus des métiers, les inconvénients, qu'ils peuvent avoir pour la sûreté et la salubrité publique. Il y eut des statuts pour les heaumiers, faiseurs de hauberts ¹, balanciers de tout poids ², bouchers ³ et trancheurs de

¹ Statuts de 1409. — ² 1494. — ³ 1389.

viande ¹, les faiseurs de bourses, escarcelles, colletiers, pailletiers de drap d'or et d'argent, de buffles, de maroquins ², fabricant de cervoise ³, « qui ne devait travailler qu'avec de l'yeau (le houblon) l'ispiote et le métell (le seigle et l'avoine), et ne jamais y mêler des branches de laurier, du poivre long, de la poix résine, sous peine de 20 sols d'amende ⁴. » Les brossiers, raquetiers, vergetiers, « qui avaient par leur art reconnu le véritable secret contre les importunités des maux de tête, » ils devaient faire des broses de bon chien-dent bien nettoyé, à l'usage des rois, reines, fils et filles de France, seigneurs et dames ⁵, « les saucissiers et boudiniers, sous la surveillance des conseillers du roi, langueyeurs de porcs ⁶; les chaudronniers, cloutiers, ferrailleurs, aiguilliers et aëlniers ⁷, les savetiers, bobelineurs et carreleurs de souliers; » leurs jurés prenaient le titre de gouverneurs de la communauté, leurs conseillers celui de prud'hommes. Il leur était défendu de travailler sur le neuf et de faire des chaussures si ce n'est pour leurs femmes et leurs enfants ⁸, les peaussiers et les caleçonniers, faiseurs de culottes de peau, les mégissiers, les ceinturiers ⁹, les tisserands de draps, drapiers, le premier des six corps de marchands, les épiciers, gardes des poids et balances, les vitriers, peintres sur verre, qui ne dérogeaient point de la qualité de gentilshommes; toutes ces communautés eurent ainsi leurs règlements, leurs polices, leurs devoirs et leurs droits : c'est alors que naquirent les maîtrises, espèce de servitude de chaque état, et qui faisait de l'industrie un privilège.

En dehors de ces corporations, d'autres communautés de marchands s'étaient établies dans plusieurs villes et provinces pour s'y livrer au commerce; les Castillans, Portugais, Italiens, coarsins dont il a déjà été parlé, obtenaient le droit de résidence dans certaines villes, et comme tout le commerce était alors réglé par des immunités, ils achetaient leur charte. On pouvait ainsi résumer leur situation : les Castillans étaient sous la protection des conservateurs élus dans les assemblées de leurs notables. Presque toujours placés sous la protection d'un des officiers de la maison du roi, ils recouraient à lui s'ils étaient insultés, ou si leurs privilèges étaient méconnus. Ils devaient une redevance pour leur séjour, moyennant quoi ils pou-

¹ 1350. — ² 1342. — ³ Espèce de bière. — ⁴ 1368. — ⁵ 1448. — ⁶ 1475.

⁷ 1426. — ⁸ 1443. — ⁹ 1407, 1421.

vaient posséder, transmettre maisons et terres, marchandises, et trafiquer de leur argent ; ils n'étaient soumis ni au droit d'aubaine, ni à celui de préemption ¹, ni à la confiscation royale ; leurs marchandises débarquaient dans les havres, rivières, sans être soumises à d'autres droits qu'à ceux fixés par les statuts généraux ; les étrangers jouissaient aussi de tous les droits des corporations nationales.

Les juifs, jusqu'à leur expulsion générale sous Charles VI, avaient également obtenu de grands privilèges. Dans les besoins pressants du règne agité du roi Jean et du dauphin Charles, alors que les états généraux refusaient leurs subsides, les juifs avaient fourni de l'argent et des secours de toute espèce ; en échange, les rois les avaient décorés de plusieurs belles immunités. Ils étaient encore signalés par la *rouelle noire et jaune* qu'ils portaient sur leurs vêtements ; mais, excepté cette concession faite aux opinions populaires, ils jouissaient de toutes les franchises religieuses et politiques. Plusieurs grands quartiers leur appartenaient à Paris ; ils y avaient des synagogues, des écoles où les livres de la loi étaient étudiés sous la libre direction de leurs rabbins ; leurs maisons regorgeaient de gages, de riches vêtements brochés d'or et parsemés d'escarboucles ; ils recevaient l'épée du chevalier, le bassinet du sergent d'armes, et jusqu'à la vielle du troubadour débauché et hantant les tavernes ; ils pouvaient prêter à usure, et le taux en était fixé à deux deniers par livre chaque semaine ² ; tous les gages étaient reçus, excepté les choses saintes et consacrées, les hardes mouillées ou ensanglantées. Le prévôt devait protéger l'existence des enfants d'Israël, leur industrie et leur maison ; ils étaient placés sous la direction de leurs anciens ; ils pouvaient exclure, bannir leur frère, moyennant une redevance au roi pour l'indemnité de la perte de son juif : ils devaient prêter par contrat devant notaire, faire sceller les obligations d'un scel donné par le conservateur de leurs privilèges, fonctions très-lucratives, alors ambitionnées par les plus grands seigneurs de la cour ³. Mais quels que pussent être les privilèges dont jouissaient les juifs, l'opinion n'en était pas moins vive, moins prononcée contre eux ; le préjugé qu'ils appartenaient à une race dégénérée, à une caste de vilains que rien

¹ Droit du roi d'acheter les marchandises avant tout autre.

² Ce qui équivaut à plus d'un pour cent par semaine.

³ Voir l'ordonnance du roi Jean sur les juifs dans cette histoire.

ne pouvait racheter, subsistait dans toute sa force. Ce préjugé apparaissait même dans les romans, cette expression naïve des opinions contemporaines. « Il y avait un juif, dit le roman de Gleaquin (Duguesclin) qui tenait d'une reine un moult noble donjon, et lui voulut jurer hommages, et il baisa la reine sur ses lèvres de rose; la dame ayant appris que c'était un juif qui l'avait ainsi accolée, fit chauffer de l'eau pour se laver en toute hâte : « Sénéchal, dit-elle, vous n'avez pas gardé mon honneur en laissant baiser ma bouche par

Ce faux chien pourri, de fausse extraction !

Je veux que tôt il soit pendu à un crignon (créneau) ¹. »

Et le pauvre juif fut pendu.

Il était une autre communauté d'étrangers qui inspirait bien autrement encore les répugnances populaires; les zingari ou bohémiens avaient fait comme une irruption en France; on ne savait quelle était leur origine : était-ce une race de prêtres égyptiens, errants exilés de leur patrie, depuis que les vieilles divinités du Nil avaient été vaincues? était-ce une caste de brahmanes proscrire, une de ces colonies vagabondes qui du bord des Palus-Méotides se répandirent sur plusieurs points de l'Europe? était-ce enfin des prêtres syriens, des adorateurs d'Astarté et de Mithra? Jusqu'ici tout n'est que conjectures sur leur origine ²; un teint olivâtre, des yeux ronds et pétillants, une dextérité admirable, point de culte extérieur, une vie commune, sans principes de morale, voilà ce qui distinguait les bohémiens; leur langue était un composé de sanskrit, de persan, et des idiomes vulgaires de l'Inde; les vieilles bohémiennes devinaient la bonne fortune, et leur doigt desséché suivait les lignes de bonheur et de malheur sur la blanche main des nobles damoiselles, tandis que leurs jeunes filles au teint olivâtre provoquaient les amours par des danses lascives. Le bohémien servait d'espion, trahissait princes, châtellains et bourgeois. Voulait-on savoir ce qui se passait dans le camp ennemi, dans une ville assiégée? on envoyait le bohémien; tous les moyens lui étaient bons; sa foi, ses engagements, il les trahissait, et souvent il vendait les secrets de ceux-là mêmes qui payaient ses ser-

¹ Rom. de Gleaquin, MS.

² Il existe une histoire des bohémiens en allemand; mais si l'on en excepte les recherches savantes sur la langue, tout est jeu de l'imagination.

vices. Et que devait-il à une société qui le repoussait ? à ces princes ou seigneurs qui le faisaient pendre avec le licol d'un vieux roussin au haut d'un chêne ? Un des premiers livres imprimés contient des gravures en bois reproduisant le tableau d'une horde de bohémiens : deux vieilles bohémiennes sont assises sous des arbres dépouillés ; elles tiennent dans leurs mains de jeunes enfants et trois chats, aux yeux brillants, au poil hérissé ; autour d'elles campe la horde ; quelques hommes en costume presque oriental sont accroupis à terre ; plus loin, de jeunes filles viennent querir la bonne fortune. Le graveur a mis comme légende : « Cy sont les bohèmes aux champs. »

Le nouveau système militaire avait favorisé la formation de certaines corporations armées, exclusivement destinées à la guerre ; il y avait des compagnies d'archers habiles à atteindre un but, des arbalétriers qui, chaque jour, s'exerçaient au tir. Dans les villes, les bons compagnons de l'arc ou de l'arbalète se réunissaient le dimanche ; un pigeon était attaché au bout d'un mât de manière cependant à pouvoir se perdre dans les nues ; l'arbalétrier habile devait l'atteindre au premier coup ; alors il était proclamé roi de l'arbalète : il gagnait un notable présent, une coupe ciselée, une bonne armure ; les compagnies d'archers, d'arbalétriers avaient de nombreux privilèges ; elles étaient organisées en corporations, avec des maîtres, des syndics. Rien n'était comparable aux compagnons des villes de Flandre, de Saint-Omer, Gand, Audenarde : en Normandie, Lizieux était célèbre par ses tireurs d'arcs ; après le règne de Charles VII, tout l'état militaire de l'hôtel du roi se fractionna ainsi par corporations : il y eut des compagnies de gentilshommes, gardes écossaises, compagnies de prévôté et de l'hôtel ; les prérogatives de chacun de ces corps furent réglées de telle manière que le roi lui-même ne pouvait y toucher.

Tel était l'état des personnes ; l'action administrative s'était organisée avec quelque régularité. L'administration partait d'une base unique, soit pour la levée de l'impôt, soit pour la gestion des intérêts communs ; cette base était *les feux*. Le feu était la famille, le foyer domestique ; il formait l'unité sur laquelle toutes les autres divisions étaient ensuite organisées. Le bourg se composait de la réunion de plusieurs feux ; quelquefois il dépendait de la ville voisine, quelquefois il en était indépendant. La ville formait en elle-même une division particulière. Si elle était commune, elle s'administrait par ses propres

magistrats ; le gouvernement de la cité se divisait par quartiers ; chaque quartier par *centuries*, *décuries*, sous l'administration d'un magistrat bourgeois ; la police était dans les mains du maire ou du prévôt.

La réunion de plusieurs villes ou de plusieurs bourgs formait un bailliage ; le bailliage était soumis à un bailli, magistrat tout royal, réunissant les trois grandes fonctions de la justice, des finances et de l'administration publique. Les bailliages n'avaient pas un territoire circonscrit, une population déterminée, ils étaient plus ou moins grands : le temps les avait faits de lui-même avec toutes les irrégularités qu'il impose.

La province comprenait trois, dix, douze, et quelquefois jusqu'à vingt bailliages¹ ; elle était royale, et alors soumise au gouvernement du roi ou de son délégué, ou bien elle était en apanage, et momentanément distraite de la gestion des officiers royaux ; le gouverneur de la province possédait tous les droits de la souveraineté ; il en présidait les états, comptait avec les baillis pour l'administration du trésor et de la justice, et ne ressortissait qu'au roi ; les provinces apanagistes étaient entièrement indépendantes de la couronne et sous l'administration du prince qui en était investi : c'était toute la liberté des hauts feudataires.

Dans la hiérarchie judiciaire chaque province avait un parlement institué à diverses époques, des sénéchaussées ou bailliages, tribunaux de premier ressort, sans compter les petites juridictions féodales, dépendant sur l'appel, du parlement provincial.

Sous le rapport politique, il y avait des états particuliers, des assemblées de sénéchaussées, des réunions nobles ou bourgeoises, pour décider des intérêts de la province ; l'établissement des gouvernements donna une unité à l'administration ; le gouverneur résidait alors dans la province ; tout ressortissait de lui ; de là plus tard l'énorme puissance des gouverneurs, qui après la Fronde ne purent plus résider dans leur gouvernement qu'avec l'autorisation royale.

Dans la hiérarchie financière, les répartiteurs de chaque bourg assignaient à chaque feu leur quote-part de l'impôt ; ils vérifiaient les comptes, versaient les deniers dans les mains des trésoriers provinciaux ou dans les mains des fermiers ; chaque bailliage avait son rôle

¹ Les généralités ne furent formées que plus tard.

où la dépense était déduite sur la recette ; le bailli recevait et payait dans les pays où l'impôt n'était point affermé ; tous les rôles étaient vérifiés par la chambre des comptes.

En ce qui touche les services militaires , lorsque le roi prescrivait une levée, le bailli convoquait les prud'hommes, et fixait pour chaque bourg le contingent de sergents qu'il devait mander en guerre. Le jour fixé, les vilains désignés, archers, arbalétriers, se rendaient sur la place publique et passaient la *monstre* du capitaine, puis se dirigeaient au lieu de la convocation royale. Le bourg ou la ville s'entendait pour fournir son contingent, soit en argent, soit en hommes.

En remontant des localités au principe central et administratif, on trouvait de hauts fonctionnaires spéciaux pour chaque grande branche du service public, et qui tous dépendaient du conseil privé : il y avait d'abord des trésoriers de France dont le nombre avait varié de deux jusqu'à cinq ; ils étaient chargés des recettes générales ; les trésoriers spéciaux versaient dans leurs mains ; ils ressortissaient à leur tour de la chambre des comptes. Venaient ensuite les trésoriers de guerre, espèce de payeurs des sergents d'armes ; il n'y en avait que deux ayant sous leur dépendance un grand nombre de trésoriers particuliers attachés à chaque compagnie. Les monnaies avaient huit maîtrises, sous la direction d'autant de généraux maîtres, et les eaux et forêts formées également en maîtrises se divisaient en cinq directions, quatre pour la Langue-doyl et une pour la Langue-doc. Toute l'action centrale résidait dans l'hôtel du roi ; c'était là qu'était le conseil duquel émanaient les chartes royales : c'était par les maîtres des requêtes que ce conseil se mettait en communication avec les besoins du peuple. Il y avait vingt maîtres de requêtes de l'hôtel chargés de prendre les demandes et d'y répondre ¹.

Dans le quatorzième siècle, le plus notable changement qui s'établit dans le système administratif, on ne saurait trop le répéter, fut l'établissement des gouverneurs dans chaque province, commencement de la centralisation politique.

¹ J'ai été obligé de recourir aux monuments, aux chartes originales, pour en tirer quelque lumière sur le système administratif de la France dans les quatorzième et quinzième siècles. Croirait-on qu'aucun érudit ne se soit occupé de cette matière, et qu'il n'en soit pas plus question dans nos histoires que si la France avait été, pendant plusieurs siècles, sans administration ! Le grand et beau travail de Brussel, *De l'usage des fiefs*, ne parle que de l'administration féodale, et s'arrête au treizième siècle.

CHAPITRE XXVII.

1358 — 1361.

États particuliers de province. — Situation de Paris. — Esprit public. — Parti du roi de Navarre. — Conduite soupçonneuse du régent. — Emprisonnement des bourgeois. — Rappel des officiers destinés par les états. — Guerre avec le roi de Navarre. — Grandes compagnies. — Les soudards. — Les brigands. — Les Navarrois. — Paix entre le roi de Navarre et le régent. — Propositions de paix avec l'Angleterre. — Examen des traités par les états. — Rupture avec le roi de Navarre. — Traité de Brétigny. — Hommages. — Rançons. — Otages.

La grande tentative des états de 1356, pour assurer l'indépendance de la bourgeoisie, avait échoué ; le régent était entré dans la plénitude de l'autorité royale. Mais la cruauté déployée contre les bons bourgeois de Paris, ces exécutions nocturnes et sanglantes qui jetaient le deuil dans la cité dépouillée dans ses privilèges, ne donnaient pas d'argent. Charles, encore dauphin, avait tenté de réunir des états particuliers dans plusieurs provinces de la monarchie; ces états s'étaient, en effet, rassemblés : le comte d'Armagnac, commissaire du régent avait tenu ceux de la Langue-doc. Il avait obtenu un don gratuit de ces populations du Midi qui semblaient alors avoir abdiqué leur haut caractère d'indépendance pour une généreuse fidélité féodale. En Auvergne, dans le Dauphiné ¹, il y eut aussi des états provinciaux et *les communes se taillèrent chacune selon leur aisement*. Tout cela affaiblissait d'autant la puissance des états généraux, et détruisait cette force qui se fût attachée à une véritable représentation nationale.

Depuis la rentrée du régent à Paris l'agitation était venue à son comble. Tout le monde était mécontent : nobles, clercs et bourgeois. Des ordonnances sévères de police jetaient la défiance et la consternation dans toutes les cités. Les monastères ne pouvaient sonner la

¹ Préface de Secousse, tomes III et IV du Recueil des ordonnances du Louvre.

cloche pendant la nuit après le couvre-feu de Notre-Dame, afin de ne pas absorber la voix des sergents d'armes qui faisaient bonne garde. Des chaînes étaient ôtées des bornes dans les rues ; la police n'appartenait plus aux bourgeois. Le plus simple soupçon d'union municipale ou de complicité avec le roi de Navarre suffisait pour faire ordonner les arrestations des plus notables habitants.

Au mois d'octobre 1358, dix-neuf bourgeois furent mis au Châtelet. On les accusait de conspirer pour rappeler le gouvernement des états et du roi de Navarre. Les échevins, capitaines et dixainiers, vinrent en toute hâte au palais du régent, et se plaignirent de la violence qu'on venait de faire à plusieurs d'entre eux : Jean de Culdoë, prévôt des marchands, ne voulut pas se joindre à la députation dans la crainte de se compromettre. Le régent répondit : « J'irai demain à l'hôtel de ville, et ferai connaître les raisons qui me forcent à mettre lesdits en prison ; et si, après, vous pensiez qu'on dût les faire sortir, ainsi ferai ¹. »

Voilà donc que le régent alla en place de Grève ; il y avait beaucoup de monde assemblé ; il monta sur les degrés de la croix qui était plantée en cette place, et dit : « Je suis sûr et bien informé que les bourgeois, jetés au Châtelet, sont traîtres et alliés du roi de Navarre. » Alors Jean d'Amiens, jeune homme qui était en la cour du dauphin, fit une action abominable. Il était le gendre d'un des bourgeois arrêtés ; il demanda la parole : « J'ai vu le roi de Navarre, dit-il, pour qu'il m'octroyât la délivrance d'un mien parent, son prisonnier, et je puis assurer que ce que dit monseigneur le régent, sur la complicité des bourgeois, est la pure vérité. » Un témoignage aussi extraordinaire et aussi affirmatif fit quelque impression sur la foule, et l'on consentit au jugement ; mais les preuves étaient obscures et les faits si incertains, que le régent fut obligé de céder à l'opinion et de faire sortir les citoyens captifs.

Le roi de Navarre continuait d'être l'homme de la bourgeoisie. Partout où ses gonfanons se hissaient, accouraient les gens de ville pour se réunir à lui et offrir leurs services. Ses chevaliers, les Navarrois, n'avaient qu'à se présenter devant une cité bourgeoise pour que les portes leur fussent ouvertes, pour qu'on criât : *Aide et joie ! Noël ! pour Charles de Navarre !* Amiens et Laon s'allièrent afin de le dé-

¹ Trésor des chartes, regist. 90, pièce 20.

fendre, et les habitants repoussèrent, au contraire, avec constance, les troupes du régent.

Le roi de Navarre était aussi le chef aimé de ces grandes compagnies qui désolaient les provinces sous le nom de Navarrois, d'Anglais, de Basques, de Bretons, de Normands et de brigands. Ces compagnies élisaient pour capitaine le plus vaillant et le plus hardi. Elles ne portaient le ganfalon d'aucun prince, mais des couleurs qu'elles avaient adoptées. Pendant la guerre, elles prenaient du service pour le parti qui leur donnait la solde la plus forte, ou des avantages de pilleries et de butin. Lorsqu'elles paraissaient devant un château ou une ville, on était sûr qu'il n'en restait bientôt plus que les vestiges. Elles pillaient amis et ennemis¹.

Soit que le roi de Navarre soldât largement ces grandes compagnies, soit qu'elles eussent pour son courage aventureux une prédilection marquée, ou bien que, comme roi de Navarre, il eût sur elles une sorte de suzeraineté, presque toutes s'étaient mises à son service. C'était avec leur aide qu'il désolait les environs de Paris, qu'il prenait les villes et soutenait des sièges. Que pouvait opposer le régent à ces hommes ! Il était personnellement *couard* dans les batailles. Sa chevalerie était peu nombreuse ; et peu de villes de communes ou de bourgeoisies étaient pour lui.

Le régent ne s'élevait point d'ailleurs à la hauteur des infortunes ; il montrait dans le gouvernement un esprit de réaction funeste. Les états de 1356 avaient demandé le renvoi de presque tous les officiers de la cour du dauphin. En supposant que ces états eussent exercé un droit qui ne leur appartenait pas, il était constant que la plupart des officiers avaient mérité par leurs pilleries et dénis de justice les haines populaires ; s'il y avait parmi eux des innocents, le régent devait les rappeler à un an et ne pas les rétablir intégralement comme si les états avaient commis une injustice envers tous : cependant une charte générale les restitua dans leurs offices.

« Charles aîné fils, régent du royaume, dauphin du Viennois, savoir faisons² que tantôt après la très-douloureuse et adverse fortune de la bataille de Poitiers où notre très-cher père fut pris, nous, désirant la très-prochaine délivrance de sa personne, fîmes venir plusieurs

¹ Villani, chap. 91, page 523, col. 1.

² Chambre des comptes. — Ordonn. du Louvre, tome II, page 345.

notables de tous les états de la Langue-doc, et, réunis, ils nous eussent offert leurs corps et leurs biens, faisant grand semblant de paroles, de vouloir la bonne et brève délivrance dessus dite ; et commenoùs est apparu depuis, que aucuns d'eux étaient traîtres et conspirateurs encontre la majesté de nous ; alors, ont été justiciés et déclarés ennemis publics. Lesdits états avaient principalement conspiré contre les officiers de notredit seigneur et père, et donnèrent à entendre que grand profit serait tiré, si on les déboutait de leurs offices royaux. Ils agirent tant et si mal qu'ils nous proposèrent certains articles, où se trouvait que nous chasserions lesdits officiers, et quoique nous ayons délayé le plus que nous pûmes à leur accorder l'article de ladite privation, nous fûmes obligés de la leur accorder ; car autrement nous faillaient toutes aides : c'est pourquoi nous leur baillâmes un rôle qu'ils firent lire en la chambre de notre parlement devant le peuple assemblé, laquelle chose dès lors nous détestâmes de tout notre cœur. Or, après grande et mûre délibération avec le grand conseil auquel étaient des gens de notre lignage, ducs, comtes, barons, prélats et autres gens d'église et des bonnes villes du royaume, déclarons que lesdits officiers ont été toujours bons et loyaux pour nous, et leur restituons leurs droits et émoluments quelconques pour lesquels il leur sera baillé charte ; laquelle restitution voulons qu'elle soit notifiée à notre saint-père le pape, au collège des cardinaux de la sainte église, à notre très-cher oncle l'empereur, à tous prélats, nobles et bonnes villes . »

Ainsi le régent faisait le récit défiguré de tout ce qui s'était passé dans le cours de la révolution bourgeoise ! Il désavouait ses propres actes et s'efforçait d'en jeter la faute sur quelques séditions ; mais personne n'ignorait que la bourgeoisie entière avait pris part aux états généraux. Les murmures des halles furent très-vifs, et l'on accueillit fort mal le retour de ces officiers qui avaient si longtemps pressuré le peuple.

Les ravages des grandes compagnies, les terribles luttes avec l'Anglais faisaient sérieusement songer à la paix avec le roi de Navarre. Les deux reines Blanche et Jeanne s'étaient toujours montrées conciliantes. Elles avaient un grand ascendant sur le Navarrois. « Beau frère, accordez-vous avec le régent, lui écrivaient-elles sans cesse ¹. »

¹ Le pape Innocent faisait les mêmes démarches. (Annal. ecclésiast., Raynaud, tome XVI, ad ann. 1380.)

— « Et pourquoi ? leur répondait le roi de Navarre, car le royaume est pour moi. » Et en effet, les bourgeois lui faisaient secrètement hommage et envoyaient des secours contre Charles de France. Le régent de son côté lui portait une haine mortelle ; il ne pouvait croire à sa sincérité. Il connaissait ses droits sur le royaume, les prétentions qu'il avait hautement fait valoir ; il ne pouvait penser qu'il renoncât tout à coup sans essayer la force ou la ruse.

Dans ces circonstances il y eut un simulacre d'états généraux. Les nobles consentirent à servir un mois à leurs dépens et se soumirent aux subsides convenables que pourraient voter les bonnes villes. Les clercs firent en murmurant l'offre de payer également un décime. Quelques députés de Paris, désignés par le prévôt, offrirent six cents gens d'armes et la paye de mille soudards ou brigands.

Un raccommodement avec le roi de Navarre étant le premier besoin, Charles s'y détermina, quoique à regret. Il fut convenu qu'on lui remettrait tous les castels et bastilles dont le roi Jean s'était mal à propos saisi ; qu'on lui payerait comme indemnité 12,000 livres de bonne terre et 500,000 écus à l'effigie du roi Jean, qui, avec les intérêts, devaient faire une rente de 50,000 écus pendant douze ans ¹.

Ce traité était des plus onéreux ; aussi le régent espérait-il le faire rejeter par son conseil et les bourgeois. Il retourna donc en toute hâte à Paris, et, dans la chambre du parlement, il convoqua quelques personnes du conseil et les notables habitants ; puis il leur dit : « Que pensez-vous de ce traité ? » Et tous lui répondirent « qu'il fallait l'accepter ². » Le régent réunit une assemblée plus nombreuse de bourgeois pour le lendemain. La même question y fut posée, « et également y fut répondu pour le traité ; » c'était un sentiment si unanime, qu'on eût fait assembler les gens de tous états dans chaque ville, que tous eussent parlé de la même manière.

On retourna donc auprès du roi de Navarre pour faire part de la réponse du régent. Le roi *Mauvais* chargea son plus intime conseiller, Friquet, qui avait été détenu au Châtelet pour crime de trahison, de chevaucher vers Paris avec deux nobles hommes ³, afin de régler les

¹ Trésor des chartes, reg. 87 et 107.

² Chron. Saint-Denis, f^o 187 v^o, col. 2.

³ L'un des deux était messire d'Hanecourt. (Trésor des chartes, layette 4 de Navarre.)

conditions définitives de l'arrangement ; et un grand nombre de bourgeois vinrent à leur rencontre. La présence de Jean Culdoë, le prévôt des marchands , et de Jean Maillard, n'empêcha pas les témoignages d'amitié qu'on se donna de part et d'autre.

Les envoyés du roi de Navarre furent aussi très-bien accueillis par le régent. On les festoya gracieusement, et tout cela pour engager le Navarrois à se confier sans crainte , car il devait y avoir une entrevue à Pontoise ; mais quelque chose qu'on pût faire, le roi ne voulut pas se livrer et demanda des otages ; et il lui en fut donné, en la personne de messire le duc de Bourbon, de Léon d'Harcourt, du sire de Montmorency, du prévôt des marchands et de deux bourgeois de Paris.

Alors seulement l'entrevue eut lieu à Pontoise. Le roi et le régent s'approchèrent le chaperon *avalé* (hors) *de la teste*¹ ; ils soupèrent ensemble et burent joyeusement toute la nuit. Il fallait régler sur quelles châtelainies et fiefs se ferait la rente des 12,000 livres. Le roi de Navarre disait : « Beau frère, baillez-moi la vicomté de Falaise , de Bayeux , d'Auge et de Vire. » Le régent trouva la demande un peu forte. « J'en parlerai donc à mon conseil et aux bourgeois de Paris. »

Ces bourgeois de Paris qu'on faisait alors intervenir dans toutes les affaires n'étaient pas de cette grande bourgeoisie qui s'était prononcée pour la cause municipale : le prévôt des marchands choisissait les bourgeois appelés au conseil, de sorte que le régent en restait plus facilement maître. Ils trouvèrent la demande du roi de Navarre exorbitante ; ils lui firent dire : « Nous vous faisons des offres raisonnables ; si vous ne les acceptez pas, eh bien ! que chacun fasse le mieux qu'il pourra. »

Le roi de Navarre manda le conseil du régent et dit : « Messers , il est nécessaire de faire cesser les malheurs de ce royaume ; je veux être l'ami du roi Jean et du régent ; je ne veux ni argent ni terres nouvelles, mais qu'on me donne celles que mon cousin m'a enlevées ; faites donc assembler le peuple de Pontoise, je veux lui parler. »

Et le peuple de Pontoise fut mandé en la salle du château. Charles de Navarre déclara qu'il mettrait un terme aux pilleries, et que, pour montrer son bon vouloir, il allait faire sortir ses garnisons de Navar-

¹ Chron. de Saint-Denis, f° 187 v°, col. 2.

rois et d'Anglais des castels et bastilles prises sur le roi de France ; et ce discours fut vivement applaudi. Tout le monde s'émerveillait des bonnes intentions du roi de Navarre ; d'autres doutaient qu'elles fussent vraies, et qu'il n'y eût pas de dessein perfide dans cette apparence de loyauté¹.

Une fois la bonne volonté du roi de Navarre constatée, le traité ne pouvait souffrir la moindre difficulté : cependant le régent crut nécessaire de le communiquer aux habitants de Paris, avant de l'arrêter définitivement.

Charles lut en place de Grève le traité de paix, et dit : « Je ne veux point que le roi de Navarre entre dans Paris sans votre gré. Bonnes gens, y donnez-vous votre consentement ? »

Maître Jean Desmares, avocat au parlement, prit la parole pour le prévôt des marchands. « La paix nouvellement conclue avec monseigneur de Navarre nous a remplis de joie, et il nous plaît bien que monseigneur entre dans la ville ; mais les bonnes gens vous prient qu'il n'y amène certains traîtres, tels que Robert le Coq, évêque de Laon, maître Michel Tasse, chancelier de l'église de Noyon, Jean de Saint-André, Pierre de la Court, Vincent le Mauvais-Richier, Geoffroy le Flamand du Porche-Saint-Jacques ; le peuple ne le souffrirait pas. » Le régent répondit : « Je n'ai point intention de faire revenir un traître comme l'évêque de Laon et ses complices ; le roi de Navarre m'a demandé leur grâce, et l'ai constamment refusée. »

Les halles ayant ainsi ratifié le traité et consenti à recevoir le roi de Navarre, le régent alla au-devant du prince, jusqu'à Saint-Denis, pour l'accueillir et le conduire lui-même dans la bonne ville de Paris, que le Navarrois aurait tant voulu tenir ! Il y fit son entrée en grand honneur, et devint bientôt l'homme le plus influent du conseil. « Il y avait grand attrait et grande voix, et Charles ne se décidait que d'après lui. Ils se baisaient à la bouche, buvaient dans la même coupe, » et on disait même qu'ils avaient arrêté entre eux certaines conditions sur les guerres avec l'Anglais et la captivité du roi Jean : on devait autant que possible prolonger la prison du roi, afin que Charles, dauphin, pût ainsi jouir de la couronne. En attendant, le régent gouvernait le royaume et faisait tous les actes d'une absolue suzeraineté. Il érigea en pairie le comté de Mâcon, au profit de son

¹ Chron. Saint-Denis, f^o 187 v^o, col. 2.

frère. « Par l'autorité du roi, dont nous jouissons, et la plénitude de la puissance royale, nous avons fait le seigneur notre frère, Jehan, comte de Mâcon, pair de France, et nous avons constitué le comté de Mâcon en pairie ¹. » Dans une autre charte il établit la formule du serment des clercs de la chambre des comptes. Puis, les pairs de France et leurs vassaux ne durent plus ressortir qu'aux juges royaux. Une ordonnance d'économie embrassa toutes les parties de l'ordre judiciaire et administratif. « Quant à l'office de président du parlement, il est ordonné que ceux qui sont encore y demeureront au nombre de quatre ; mais après le décès de l'un, resteront le nombre de trois. En l'office de requête n'y aura que quatre clercs et quatre laïques ; en l'office de la grande chambre, que quinze clercs et quinze laïques ; en cour des enquêtes, vingt-quatre clercs et seize laïques ; en la requête de l'hôtel, cinq clercs et cinq laïques, en la chambre des comptes, quatre clercs et quatre laïques et douze petits clercs : et il n'y aura que trois trésoriers de France et de Normandie, que deux trésoriers de guerre, un chef des arbalétriers, huit généraux maîtres des monnaies, cinq maîtres des eaux et forêts, quatre pour la Langue-doyl et un pour la Langue-doc ; il n'y aura que cinquante notaires, douze huissiers au parlement, cent dix gens d'armes, seize huissiers d'armes. Nul officier ne pourra occuper deux offices. Nous ne tiendrons requête qu'en la présence de notre conseil. Que dorénavant, nul de nos officiers, excepté tant seulement notre chancelier et conseiller des grands conseils, notre chambellan, le maître des requêtes de notre hôtel, notre confesseur ou ses compagnons, ne nous fasse requête, si ce n'est par deux des gens de notre conseil ; qu'aucun ne nous dise nulle requête, si ce n'est des choses qui peuvent toucher son office, et aux heures accoutumées ; dorénavant nous ne ferons aucune ordonnance ni n'octroyons aucun privilège que par délibération de notre conseil ². »

Ces lettres instituaient la grande puissance du conseil privé ; elles centralisaient les affaires dans ses mains ; elles tendaient à préserver l'autorité royale de toute surprise, en limitant dans des bornes fixes le pouvoir de chacun des officiers ; elle en diminuait ensuite le nombre dans des vues d'économie.

¹ Lancelot, Preuves du Mémoire des pairs, page 549.

² Cod. Louvre, tome II, page 390.

A cette époque le régent reçut de Londres des chartes dans lesquelles le roi Jean annonçait qu'il avait conclu un traité de trêve et de rançon avec Édouard d'Angleterre. Charles consulta son bon cousin de Navarre, et celui-ci lui conseilla de convoquer les états généraux pour leur soumettre le traité, sachant bien que ce traité serait si dur qu'on pourrait le faire rejeter : le régent y consentit. C'était le premier exemple d'une intervention d'assemblée politique en France, dans l'examen d'un traité de paix.

Les états se réunirent le 25 mars. Le régent avait mandé la plus grande partie des nobles et prélats du royaume de France et plusieurs hommes des bonnes villes. Quand ils furent tous venus à Paris, ils entrèrent en conseil ; « là étaient le roi de Navarre, le régent, ses deux frères, le comte de Tancarville et messire Arnould de Tunaham qui remontrèrent la besogne ; furent lues les lettres, et relues et bien ouïes et entendues, et de point en point considérées et examinées, et fut d'accord le conseil général, et leur sembla le traité trop dur, et répondirent audit régent : qu'ils aimeraient une guerre plus chère à endurer et porter, que de voir le noble royaume de France ainsi amoindri et défraudé, et que quand il plairait à Dieu, il y mettrait remède, et le roi Jehan serait délivré ¹. » Et ce fut la réponse. On disait que le régent conseillé par le roi de Navarre n'était pas très-empressé de tirer son père de la captivité, et qu'il avait influé sur la délibération des états. Aussi, lorsque le roi Jean apprit à Londres que les clauses du traité qu'il avait proposées étaient rejetées par les états généraux, il s'écria : « Hélas ! Charles, beau fils, vous vous confiez au roi de Navarre qui vous déçoit et en décevrait quarante tel que vous êtes. »

Édouard fut également très-irrité des retards qu'éprouvait la conclusion de la paix. Il passa sur le continent avec une puissante bataille d'archers et de lances : il s'avança jusqu'à Brétigny. A ce moment où il aurait fallu le concours décisif du roi de Navarre et de Charles de France, « s'esmut entre eux grande haine ; la raison et la cause, ne la sais-je moult bien. Le roi de Navarre sortit soudainement de Paris, défiant le régent. » Le pauvre chevalier n'avait ni la force ni le courage suffisants pour répondre à ce défi ; il se hâta de conclure la paix avec l'Anglais.

¹ Froissard, c. 201, page 226.

Car, qu'opposer à tant de forces et à tant de batailles ? Édouard manifestait surtout l'intention de se faire couronner roi de France. Il assiégea la ville de Reims pour enlever la sainte ampoule et procéder au sacre : en traitant avec le duc de Bourgogne, il stipula que là où il serait *couronné par les pairs*, il serait reconnu par le duc. Les environs de Paris étaient envahis et pillés par des batailles anglaises ; des détachements de lances vinrent à Saint-Marcel, petit village tout attenant aux murailles de Paris ¹ : le pays était tellement dévasté que l'armée anglaise ne trouvait plus nul profit à courir la campagne. Le légat du pape intervenait sans cesse pour imposer des commandements de paix : les barons anglais commençaient eux-mêmes à s'ennuyer. « La guerre que vous faites à ce royaume de France, disaient-ils à Édouard, est trop peu favorable. Nous usons notre vie en guerroyant ainsi, et vous conseillons que vous entendiez à votre honneur ; car nous pouvons plus perdre en un jour que nous n'avons gagné en vingt ans. »

Édouard hésitait cependant encore, lorsque, dans les environs de Ruel, un orage terrible éclata. Les tentes furent violemment arrachées par la tempête, les hommes et les chevaux emportés par le torrent ; plus de mille archers périrent et six mille nobles coursiers. Cet événement fit une impression si grande sur l'esprit d'Édouard qu'il envisagea plus froidement à quoi tenait la victoire ², et reçut les envoyés du régent. Huit jours se passèrent en conférences ; et enfin fut scellé le grand traité de Brétigny ³.

Par ce traité, le roi de France cédait à Édouard, Montreuil, les comtés de Ponthieu et de Guines, avec tous leurs droits, seigneuries, de la même manière que le roi de France les possédait de toute ancienneté. Jean et son fils renonçaient expressément à tout ressort et souveraineté sur les provinces anglaises tant anciennes, comme la Guienne, que sur les terres nouvellement cédées ⁴, en même temps

¹ Chron. MS du roi Jean, ad ann. 1369.

² « Monseigneur, lui dit le duc de Lancastre, nous pouvons plus perdre en un jour que nous n'avons gagné en vingt ans. » (Froissard, liv. 3.)

³ L'édition la plus complète du traité de Brétigny, conclu le 8 mai 1360, a été donnée par Dumont. (Corp. dipl., tome III, page 7.)

⁴ Édouard devait les posséder « senz y recoignoistre souveraineté ou faire aucune obédience, ressort, sujétion, aucun service et reconnaissance au roi et à la couronne de France. » (Art. 11 du traité,)

que le roi Édouard et le prince de Galles abandonnaient le nom et le titre de roi de France. On devait convenir à Calais du jour où seraient faites ces renonciations réciproques ; la rançon de Jean était fixée à 3,000,000 d'écus d'or payables, savoir : 600,000 à son arrivée à Calais, et 400,000 chaque année, jusqu'à paiement accompli. Après l'acquiescement des premiers 600,000 écus, Jean devait sortir de Calais ; mais il livrerait comme otages, outre Philippe de France son fils, les comtes d'Eu, de Longueville, de Ponthieu, de Tancarville, de Joigny, de Sancerre, de Dammartin, de Ventadour, de Vendôme, le sire de Craon et d'Aubigny déjà captifs en Angleterre ; Louis comte d'Anjou et Jean comte de Poitou, autres fils du roi ; Philippe duc d'Orléans son frère, le duc de Bourbon, les comtes de Blois, d'Alençon, de Saint-Pol, d'Harcourt, de Valentinois, de Brienne, de Vaudemont, de Forez ; le vicomte de Beaumont, le seigneur de Coucy, de Fismes, de Préaux, de Saint-Venant, de la Garancière ; le dauphin d'Auvergne, les seigneurs de Montmorency et de Ligny. Indépendamment de ces otages nobles, Jean devait donner quarante-deux bourgeois, savoir : quatre de Paris, et deux des dix-neuf villes de Rouen, Saint-Omer, Arras, Amiens, Beauvais, Lille, Douai, Tournai, Reims, Châlons, Troyes, Chartres, Toulouse, Lyon, Orléans, Compiègne, Caen, Tours et Bourges. Cette stipulation nouvelle dans les traités montrait toute l'importance acquise depuis quelques années par la bourgeoisie, car on ne se contentait plus comme otages des nobles hommes, on exigeait les notables des cités.

Par ce même traité, il était convenu que les sujets des terres cédées ne seraient aucunement inquiétés pour leurs opinions et leurs sentiments, ou pour quelques actions qu'ils auraient pu commettre antérieurement ; le clergé et les nobles y conservaient leurs droits acquis, leurs possessions temporelles ; Jean renonçait à l'alliance des Écos-sais, et Édouard à celle des Flamands. Ils devaient se donner mutuellement des lettres scellées de leur grand scel pour leur sûreté respective ; les traités antérieurs étaient annulés.

Le traité de Brétigny nous paraît un progrès dans l'histoire de la diplomatie : c'est la première rédaction complète d'une convention entre souverainetés indépendantes ; exceptez-en la coutume féodale des otages, on y trouve les stipulations habituellement insérées dans les traités, et, ce qui est remarquable, l'oubli des actions et des opinions, le maintien des droits, de la liberté et de la propriété des sujets

qui passent sous une autre souveraineté , enfin la renonciation aux alliances contraires à la fidélité des engagements. Ainsi avec les idées d'un gouvernement régulier commençaient à s'établir les grands principes du droit des gens.

CHAPITRE XXVIII.

1360 — 1366.

Exécution du traité de Brétigny. — Ratification à Calais. — Confirmation des actes de la régence. — Révocation des domaines aliénés. — Rançon du roi. — Monnaie. — Rappel des juifs. — Leurs privilèges. — Économies dans l'hôtel du roi. — Mariage d'Isabelle et de Galéas, duc de Milan. — Mesures de police. — Réunion de la Bourgogne au domaine. — Privilèges aux Bourguignons. — Projet de la croisade. — Lieutenance générale du royaume. — États particuliers de Beaucaire et de Nîmes. — Règlement de police locale. — Concession du duché de Bourgogne. — Assemblée de notables sur les juifs. — États généraux d'Amiens. — Règlement sur l'ordre judiciaire. — Le guet de Paris. — Projet de retourner à Londres. — Sauf-conduit. — Départ et mort du roi Jean.

Le traité de Brétigny mettait fin à trop de batailles pour ne pas être environné de toutes les solennités de la cléricature et de la chevalerie. Dix bannerets, portant éperons d'or, se rendirent à Paris par l'ordre d'Édouard et du prince de Galles. L'objet de leur mission était de faire ratifier et confirmer par le régent toutes les conditions du traité. Le prévôt fit réunir les bourgeois, et le régent leur lut le traité conclu avec l'Anglais. Ils en furent mécontents, mais enfin ils l'adoptèrent comme une nécessité malheureuse. Après cette sanction populaire, Guillaume de Melun, archevêque de Sens, célébra la messe; et le régent, la main sur le missel et l'autre tendue vers le sanctuaire, jura qu'il observerait fidèlement les conventions arrêtées. Alors un huissier d'armes ouvrit la fenêtre avec sa masse, et déclara au peuple réuni dans la cour de l'hôtel que la paix était faite.

Et il y eut aussi serment et jurements sur l'Évangile de la part du prince de Galles, en présence de six chevaliers de France, porteurs du traité scellé du scel du régent. Le roi Jean eut la permission de quitter Londres, et il vint en la compagnie d'Édouard jusqu'à Calais où il fut reçu avec joie.

Le 24 octobre, dans une messe solennelle, les deux rois jurèrent

sur l'autel qu'ils tiendraient l'un et l'autre toutes les clauses du traité de Brétigny ; mais l'art. 12, qui portait une renonciation de Jean à tous ses droits de suzeraineté sur les provinces cédées, et de la part d'Edouard à toutes ses prétentions sur la couronne de France, ne fut point inséré dans la nouvelle charte écrite par le clerc du roi.

Lorsque les premières conditions du traité eurent été accomplies, et que Jean eut envoyé l'ordre aux châtelains de toutes les bastilles et castels de les rendre aux officiers du roi d'Angleterre, il put quitter Calais et vint en sa bonne cour de Paris, avec Philippe son fils, noble enfant qui avait vaillamment combattu à Poitiers : il avait partagé la longue captivité de son père. Les otages, gentilshommes et bourgeois, prirent la route de Calais pour se rendre aux prisons d'Angleterre ; car c'était une obligation de la féodalité que de subir la captivité comme caution de son seigneur captif.

Le royaume ainsi se pacifiait. Lorsque Jean arriva à Paris, le régent venait de conclure une nouvelle paix avec le roi de Navarre. Les plus ardents défenseurs de la cause populaire furent amnistiés. Le Navarrois se réserva la faculté d'en nommer trois cents, et les lettres scellées du grand scel lui furent délivrées en blanc ¹. Parmi les hommes dont le nom fut consigné dans les lettres de rémission, se trouva Robert le Coq, évêque de Laon, ce zélé partisan des intérêts de la bourgeoisie pendant les états, l'ami du malheureux Marcel et de l'échevin Conzac. Le roi ne lui pardonna qu'à regret, et on convint même qu'il quitterait le royaume. Robert le Coq se retira en Espagne, où il fut élevé par le peuple à l'évêché de Calahorra ; il ne cessa, jusque dans ses derniers moments, d'être le fougueux apôtre de la cause bourgeoise.

Un des premiers actes de Jean en arrivant à Paris, fut de confirmer, par son autorité royale, toutes les ordonnances faites par le régent pendant son absence ; car plusieurs avaient dépassé les simples limites de la régence. « Jehan, roi de France, comme depuis la bataille devant Poitiers où nous fûmes pris et retenu prisonnier, notre très-cher fils aîné Charles, duc de Normandie, a eu le gouvernement de notre royaume et qu'il a conféré à plusieurs personnes rémission et pardon, et donné plusieurs offices et assignations, et notredit fils

¹ *Nomina trecentorum confederator., regis Navarrae Caroli.* (Mémorial D, chamb. des comptes de Paris, f° 21 recto.)

nous a humblement supplié que nous voulions confirmer les choses dessus dites ; nous, considérant la parfaite obéissance de notredit fils, avons confirmé à toujours lesdits faits et bail d'office ¹. »

Les stipulations pécuniaires pour la rançon du roi Jean, occupaient les cours de finances : il était de principe que tous les vassaux faisaient aide pour la rançon du suzerain ; mais trois millions d'écus d'or ne pouvaient ainsi se trouver facilement parmi la chevalerie ; les bourgeois de Paris avaient donné quatre-vingt mille florins, les clercs avaient prêté cent mille écus d'or : tout cela ne suffisait pas. Il fallut recourir à des moyens extraordinaires en dehors des principes féodaux. Le roi Jean, de sa pleine volonté, « rappela au domaine, dont elles étaient issues, toutes les choses données depuis Philippe le Bel, fors celles qui auraient été concédées à sainte Église, aux ducs de Normandie, d'Anjou, du Maine et de Berry, pour tenir leurs états. » Le roi ordonnait, par simple et mûre délibération de son conseil, « qu'on imposerait douze deniers pour livre sur toute marchandise et denrée qui seraient vendues dans la Langue-doyl, » sorte de levée d'impôts sans le consentement des états généraux ; mais il s'agissait de grever les marchands, et le cas de rançon du roi était une cause légitime d'aides ².

Les juifs eux-mêmes obtinrent de demeurer dans le royaume moyennant une bonne rançon d'écus d'or qu'ils payèrent volontiers, car ils acquéraient de notables privilèges. Déjà sous la régence, les juifs s'étaient établis pour vingt ans ; « et, comme ils ne sauraient et ne pourraient demeurer en notre royaume, s'ils n'avaient certains privilèges, avons octroyé aux juifs et juives, les conditions suivantes :

« Qu'ils aient maison d'habitation pour leur ménage, et place pour leur corps en terre ; nous les exemptons de nos justiciers, et nous réservons à nous et à leurs gardiens toute connaissance, punition et correction quelconque. Voulons et octroyons que s'il advenait qu'il y eût en notre royaume juif ou juive qui ne fussent dignes par leur conduite d'y demeurer, nous, à la relation des deux maîtres de la loi, et de quatre notables juifs, nous les bannirions et les punirions selon la qualité du fait, sans nous montrer la cause pourquoi, et

¹ Calais, 14 octobre 1360. (Cod. Louvre, tome III, page 428.)

² Cod. Louvre, tome III, page 442.

en nous payant cent florins d'or ; et chacun d'eux pourra visiter le royaume sans pouvoir être arrêté ou empêché, si ce n'est pour cause criminelle.

» Comme plusieurs, au temps qu'ils ont demeuré en France, ont commis le crime de lèse-majesté, rapt, larcin, mutilation, fausse monnaie, nous leur remettons la peine, et défendons qu'ils puissent jamais être poursuivis.

» Nous leur octroyons qu'ils puissent marchander de toute marchandise, même de leurs deniers, pourvu qu'ils ne prennent pas plus de 4 deniers pour livres par semaine ; ils ne pourront recevoir en gage, hosties, calices, saintes reliques, suaires, ornements d'église, socs, ferrements de charrue, de fer : nous voulons qu'ils soient jugés par leurs lois, sur tout ce qu'ils affirment, et ils ne seront tenus de garder les gages que l'an et jour, après lequel ils pourront les revendre, et s'ils quittaient la ville avant le temps, ils seront tenus de vendre les gages solennellement et par subhastation et de remettre le restant du prix à l'emprunteur.

» Et lesdits juifs seront exempts de tout impôt, subsides, maltôtes, gabelles et aides, ost surtout, et redevances quelconques ; ils ne payeront aucun péage, et comme des personnes haineuses jetaient certaines choses prohibées dans les maisons des juifs, voulons qu'ils ne puissent être poursuivis pour quelque chose trouvée en leur maison, et les officiers ne pourront prendre chevaux, juments, bêtes à laine, charrettes desdits juifs et juives, et qu'ils ne puissent jamais être appelés es gages de batailles.

» Que toutes les fois qu'ils voudront faire taille sur eux, qu'ils puissent s'imposer, et que tous les tabellions de notre royaume puissent et doivent mettre en écrit toutes convenances et contrats faits entre eux. Si donnons ces mandements à nos sénéchaux, baillis, recteurs, prévôts, échevins ; que tous les juifs et juives dessus dits fassent jouir de tous les privilèges et franchises ¹. »

Ces belles immunités dont le roi, pour la première fois, dotait les juifs, furent achetées au prix de bonnes redevances ; car, dans ces temps, la liberté n'était point considérée comme de droit naturel, mais comme le résultat d'une concession. Successivement, le roi Jean concéda aux juifs l'absolue liberté d'exercer la médecine et les autres

¹ Mars 1360. Cod. Louvre, tome III, page 473.

arts libéraux : le besoin d'argent poussait ainsi à l'émancipation politique.

Jean mit le plus grand ordre et la plus grande simplicité en son hôtel ¹. On n'y voyait plus ces brillants varlets des cours plénières, ces nobles hommes richement dotés; tout était simple, et les chambellans se plaignaient qu'ils ne faisaient plus grands bénéfices sur les draps et la cuisine du roi; mais il fallait payer la rançon, et comment s'y prendre?

Le roi spécula sur la dot de sa fille Isabelle, jeune et belle enfant qui n'avait point quitté la cour de Paris. Dans les bouleversements produits par les efforts de l'indépendance italienne, Galéas était parvenu à la seigneurie de Milan : c'était le frère de Barnabo Visconti, ce fameux *signor* contempteur de l'Eglise; il avait été excommunié par le pape, et se moquait des bulles et des monitions. L'archevêque de Milan ayant refusé de consacrer un moine, sur sa recommandation, Barnabo lui dit : « Vieux ribaud, fléchis le genou; sais-tu bien que dans ma terre je suis le seul pape, le seul empereur ? » Galéas avait besoin de s'appuyer sur le crédit d'une grande alliance. Il acheta la jeune Isabelle 400,000 écus d'or, et l'on pleura beaucoup aux Tournelles de Paris d'être obligé de la livrer à une race de damnés. Mais la rançon ! et toujours la rançon excusait les sacrifices.

Le roi Jean ainsi obligé de ruiner son royaume, de sacrifier sa famille, s'efforçait de réparer, par des mesures de bonne police, les misères qui pesaient sur le peuple.

Ce qui désolait surtout les provinces, c'étaient les grandes compagnies, qui, à la suite du licenciement des armées, se formaient en corps avec leurs chefs et dévoraient ce que les guerres n'avaient pas entièrement détruit. Après le traité de Brétigny parurent les *tard-venus* qui s'emparèrent de plusieurs castels et villes, de Toul, de Verdun, de Besançon et Beaune. Un corps de chevalerie voulut s'opposer aux pillards, mais ce fut chose inutile; de nobles barons périrent, et avec eux le duc de Bourbon. Voilà donc ces ribauds maîtres du pays, allant de droite et de gauche, toujours pillant, et ils étaient si hardis, ces gens d'armes, qu'ils voulaient dépouiller pape et cardinaux dans Avignon : ils étaient déjà au Pont-Saint-Esprit. Mais heureusement pour tous les clercs de sainte Eglise, le marquis de Mont-

¹ Cod. Louvre, tome III, page 403.

ferrat leur fit de bonnes offres en Italie, et le pape fut ainsi délivré d'une grande peur.

Dans le deuil général du royaume, le roi Jean défendit les guerres privées, ¹ ces dévastations autorisées de seigneur à seigneur ; mais comment empêcher ce qui était dans les mœurs de la chevalerie ?

Le traité de Brétigny avait considérablement restreint les terres royales. Les gonfanons anglais s'élevaient à moins de vingt lieues des tours de Notre-Dame. Mais Philippe, duc de Bourgogne, le plus riche feudataire, mourut, à peine âgé de quinze ans, et laissa une opulente succession. Il était fils de Philippe, premier mari de Jeanne de Bourgogne, laquelle avait épousé en secondes noces le roi Jean ; il possédait encore du chef d'Eudes, son aïeul, les comtés d'Artois et la seigneurie de Salins : Philippe était le dernier descendant de la grande et première maison de Bourgogne. Quelque temps captif en Angleterre, comme l'un des otages du roi Jean, il avait obtenu sa liberté d'Édouard et s'en retournait dans son beau duché, quand la maladie le saisit : il fit une charte testamentaire dont voici les dispositions : « Je laisse les comtés de Boulogne à Jehan de Boulogne, les comtés d'Artois et de Bourgogne, à Marguerite de Flandre, ma femme, pour son douaire : quant au duché de Bourgogne ² et à ses dépendances, je le lègue à monseigneur le roi Jehan. »

Le seul compétiteur que le roi eût à craindre était encore le Navarrois, son éternel rival, et qui était petit-fils de Marguerite de Bourgogne, l'aînée de la reine ; mais il y avait charte testamentaire, et cependant le droit d'aînesse féodale s'appliquant aux femmes dans certaines coutumes, le Navarrois eût pu réclamer légalement la succession de Bourgogne, c'est pourquoi Jean s'empressa de la réunir au domaine. « Nous vous faisons savoir ³ que, par la mort de notre très-cher fils Philippe duc de Bourgogne, ledit duché de Bourgogne et toutes ses dépendances, nous est revenu par le droit solide de la proximité et non par celui de notre couronne. C'est pourquoi nous avons conjoint et consolidé à perpétuité, à ladite couronne, le duché de Bourgogne, les comtés de Champagne et de Toulouse, excluant à jamais tout autre seigneur que le roi de France. Nous aurions réuni

¹ Cod. Louvre, tome III, page 525.

² Le comté de Bourgogne était distinct du duché.

³ Ce mandement fut adressé à trente-deux baillis ou prévôts. (Ordonn. du Louvre, tome IV, page 212.)

également le duché de Normandie, mais nous l'avions donné à notre fils Charles, et nous ne pouvons pas l'en priver. Cependant il reviendra au domaine en deux circonstances, s'il nous succède ou s'il meurt sans enfants. »

Il y avait dans cet acte une tendance réelle vers la consolidation des domaines qui restaient à la couronne. Le roi Jean en avait tant cédé par le traité de Brétigny ! Les terres de France consistaient en si peu de chose, qu'il était naturel que le roi s'efforçât d'agglomérer tout ce qu'il pouvait autour, même le comté de Toulouse et de Champagne, dont il était déjà en possession ; mais cette politique ne fut pas constante. Un an s'était à peine écoulé, qu'il donnait déjà le duché de Bourgogne à Philippe son quatrième fils. Le roi Jean avait pour Philippe un vif amour, et le noble enfant le méritait. « Il s'est exposé (disait le roi dans ses chartes) à tous les périls pour nous. Il était près de notre personne à l'infortune de Poitiers, où il a été blessé. Il a partagé notre captivité ; voilà pourquoi, sur l'humble supplication de nos sujets du duché de Bourgogne, nous l'avons érigé en pairie, avec tous les privilèges qui sont attachés à ce titre, et constitué notre fils Philippe duc et premier pair de France. »

Au sentiment de tendresse que le roi Jean avait pour son fils, il se mêlait le besoin d'une concession provoqué par les peuples de la Bourgogne eux-mêmes. Le roi Jean avait parcouru cette province, il avait confirmé tous les privilèges d'église, de fief, de bourgeoisie, établi les droits des grands jours, créé une chambre des comptes ¹, et presque en tous lieux on avait demandé le rétablissement du duché de Bourgogne. On préférait cette condition de vassalité médiate à l'administration royale qui soumettait à des levées de taxes si fréquentes et quelquefois si dures !

L'esprit romanesque de la chevalerie domina l'Europe d'une manière complète, éclatante, sous le règne du roi Jean. Malgré les misères publiques, jamais les tournois ne furent plus suivis, les cours plénières plus brillantes. C'était l'époque des grands romans de chevalerie ; on ne parlait que des souvenirs de Charlemagne et de ses douze pairs, de ses prouesses dans la Palestine, du géant Roboaste, de l'enchanteur Merlin, en un mot de toute cette féerie de l'archevêque Turpin, déposée dans les vieilles chroniques de Saint-Denis.

¹ 28 décembre 1261. Cod. Louvre, tome III, page 304.

L'idée des croisades ne s'était point encore éteinte dans l'Occident. Chaque preux dans son manoir aux longues soirées d'hiver se faisait lire par son chapelain les grands coups d'épée de Godefroy de Bouillon, les gestes de Tancrède ou de Baudouin. Chacun rêvait la fortune miraculeuse des jours de conquête, ces empires fondés, ces couronnes de Jérusalem, d'Arménie, et la pourpre de Constantinople. On se consumait dans de petites guerres, où l'on gagnait à peine quelques fiefs, quelques maigres domaines. La pensée d'un pèlerinage aux saints lieux s'était réveillée plus vive. Un voyage d'outremer rentrait dans les goûts de la chevalerie guerrière et aventureuse.

Et le roi Jean était bien le type de ces paladins. Brave comme Olivier le Danois et Rodomont, il méprisait toutes les idées cléricales du gouvernement et de conduite du royaume. C'était l'opposé du caractère de Charles son fils aîné, couard aux batailles, mais sachant démêler les affaires comme un clerc. Pendant sa longue captivité à Londres, Jean s'était habitué à la vie de fêtes et de tournois. Il revit sa vieille et noble chevalerie, et il sourit à une tentative de croisade que le pape Innocent IV rêvait encore au moment de sa mort.

Le roi Jean quitta Paris pour se rendre à Avignon, où devait se faire l'élection d'un pape nouveau. Sa pensée était de prendre la croix et de débarquer en Orient à la tête des gentilshommes de France. Comme il ne savait pas quel serait le terme du voyage, il data une charte d'Avignon pour confier le gouvernement de la Langue-doyl à son fils : « Savoir faisons que nous avons fait et ordonné, par la teneur des présentes, notre lieutenant général en toutes les provinces de la Langue-doyl, notre très-cher aîné Charles duc de Normandie et dauphin du Viennois, et si commettons le gouvernement de toutes les choses de nos sujets en lui donnant plein pouvoir de faire tout ce que nous pourrions consentir si nous étions présents ¹. » Il existe plusieurs chartes du dauphin faites en cette qualité de lieutenant général : l'une permet aux anciens membres du chapitre de Reims de disposer de leurs biens. Une seconde autorise les notaires du Châtelet à vaquer le dimanche ; la troisième veut que les prévôts

¹ Au bas des lettres on lit : *Lectæ fuerunt litteræ originales in presentia totius consilii*, etc. Cette formule se trouve en plusieurs chartes. (Ordonn. du Louvre, t. III, p. 602.)

soient personnes suffisantes; enfin une dernière charte permet aux juifs le doctorat en médecine ¹.

Le roi Jean venait d'être reconnu chef de la croisade par le pape; mais cette dignité de chevalerie qu'il ambitionnait aussi ardemment que quelconque paladin de France, ne l'empêchait pas de régler quelques affaires importantes dans la Langue-doc. Les états de la sénéchaussée de Beaucaire et de Nîmes s'étaient assemblés en sa présence pour voter un subside destiné à comprimer les grandes compagnies qui désolaient la Langue-doc. Dans ces états il fut ainsi procédé :

« Puisqu'il a plu à vous, notre seigneur, de faire consulter les gens de tout état, savoir : les personnes ecclésiastiques, les barons, les nobles et les communes, sur l'état de la province, et les ennemis qui de jour en jour sont préparés à envahir ladite sénéchaussée, ils protestent d'abord que par les clauses qui seront ci-après écrites, ils n'entendent s'imposer aucun sacrifice de leurs franchises et libertés, ni donner aucun nouveau droit à votre seigneurie ni à ses successeurs. Et le roi déclare qu'il n'entend pas acquérir de nouveaux droits, ni y déroger pour l'avenir. »

« Les nobles, prélats et communes des trois sénéchaussées de la langue occitanienne, savoir Toulouse, Carcassonne et Beaucaire, nous demandent d'abord de déclarer dissoute l'union des trois sénéchaussées, parce qu'elle ne sert à rien, et que chacune d'elles puisse s'entendre à expulser les ennemis. Ils nous prient de proroger la perception de la gabelle jusqu'à deux ans, et de l'appliquer, moitié à nous délivrer des pillards et grandes compagnies, moitié aux devoirs envers les nobles et le roi. Accordez-leur la permission de mettre certains impôts en dehors des gabelles et de nommer des trésoriers pour les percevoir : et cet impôt sera destiné à payer des sergents d'armes et capitaines, qu'on formera contre lesdites compagnies. Nous, Jehan, considérant la nécessité de la défense de la sénéchaussée contre le pillage et le vol, nous avons concédé auxdits prélats, nobles et communes ce qu'ils nous ont ainsi demandé ². »

Le départ de la croisade étant fixé à l'année suivante, le roi de France eut le temps de retourner en sa cour de Paris et de s'occuper

¹ Cod. Louvre, tome III, pages 601 à 605.

² Cette ordonnance fut enregistrée au parlement. Cod. Louvre, t. III, p. 646.

un peu de l'administration du royaume et des actes que son fils avait depuis longtemps préparés. L'université, les collèges de Navarre et de Notre-Dame-des-Carmes se plaignaient de ce que les bouchers de la rue Sainte-Geneviève tuaient leurs bêtes en leur maison, et le sang et les ordures desdites bêtes jetaient en fosse, qu'ils avaient en ladite maison ; de sorte que l'air de ladite rue et de la place Maubert était corrompu. Le roi Jean ordonna « que lesdites fosses fussent comblées, et que les bouchers seraient obligés de porter le sang de leurs bêtes hors des murs de Paris ¹. » La même ordonnance s'appliqua aux poissonniers et marchands de suif.

Quoique la convocation des états généraux excitât toujours les répugnances royales, cependant la nécessité d'avoir la rançon fit taire les vieux préjugés de Jean, et il convoqua les états du royaume : cette assemblée ne fut point indiquée à Paris, parce qu'on y craignait de voir se renouveler les grandes scènes de liberté et de désordre des états de 1356. On désigna Amiens comme le lieu le plus propre à la paix des états ².

« Sur plusieurs requêtes à nous faites par aucuns des habitants des bonnes villes, lesquels nous avons mandés à venir, par-devant nous pour ouïr certaines choses que nous entendons leur dire, avons ordonné et ordonnons :

» Que tout juif de quelconque état qu'il soit, porte une rouelle bien notable, de la grandeur de notre scel, partie de rouge et de blanc, et telle que l'on puisse l'apercevoir sur mantel et autre habit, et que les juifs soient soumis à la juridiction des juges ordinaires : personne ne pourra s'obliger par corps envers eux. Quant au fait des Lombards, voulons que tous ceux qui sont engagés à leur égard, en soient quittes et libérés entièrement, et quant à nos réformateurs, voulons qu'ils cessent leurs fonctions et qu'ils soient rappelés à Paris, et quant à nos maréchaux, maîtres de nos arbalétriers, maîtres de nos eaux et forêts, voulons qu'ils se contentent de leurs offices et ne puissent dépasser ce que nous avons ordonné ³. »

Cette ordonnance n'était qu'une concession populaire, qu'une sorte de préface à la charte du 5 décembre.

¹ Elle fut enregistrée au Châtelet et au parlement. Cod. Louvre, t. III, p. 639.

² Amiens était alors une ville fort grande et fort peuplée. Un premier règlement sur les juifs fut demandé par les états.

³ Cod. Louvre, tome III, page 642, enregistrée au parlement.

« Jehan, par la grâce de Dieu, savoir faisons, que sur plusieurs requêtes à nous faites par les prélats, gens d'église, nobles, tant de notre sang qu'autres et de plusieurs de nos bonnes villes qui dernièrement ont été à Amiens pour avoir délibération sur le fait des guerres et la défense de notre royaume, avons ordonné que dorénavant personne de notre sang ou autre ne mette aucune aide sur le fait des marchandises. Que le maître des arbalétriers n'ait rien des habillements qui seront faits pour les guerres présentes, et nul n'ait aucune chose des fortifications et emparements faits par les bonnes gens. Que nul de nos officiers, pendant ladite aide accordée, ne puisse lever l'impôt d'aucune façon. Que toutes causes soient ouïes en parlement. Que toutes prises cessent, conformément aux dernières ordonnances, que le règlement fait sur les juifs soit pleinement exécuté, et qu'ils posent les rouelles ordonnées : ensuite, que toutes les concessions faites à notre avènement soient tenues et gardées. »

Les chartes royales n'avaient pu entièrement protéger les juifs ; leurs usures avaient soulevé contre eux les populations des villes et des campagnes, de manière que bien qu'ils payassent chèrement, le roi Jean fut obligé de sacrifier quelques florins par tête, pour obtenir les grandes aides des états généraux.

Le système judiciaire fut aussi régularisé par une ordonnance ; on ne devait porter *directement* au parlement que les causes de sa compétence, celles des pairs de France, prélats, chapitres, religieux, barons, consuls, échevins, communautés ou autres qui jouissaient de ce droit, soit en vertu d'un privilège accordé, soit par un ancien usage ; les causes des domaines et les appels du prévôt de Paris, des baillis, sénéchaux, à moins que le parlement ou le roi ne jugeât à propos d'évoquer ; « l'appel des sentences arbitrales ne viendra pas au parlement. Dans les trois jours de la publication des rôles de la sénéchaussée, le demandeur sera obligé de communiquer sa requête au défendeur ; le défendeur aura un court délai pour répondre ; toute demande ou défense sera péremptoire ; les avocats ne seront entendus que deux fois dans la même affaire ; les enquêtes se feront à jour fixe ; les lettres d'État ne serviront pas indéfiniment ; elles n'empêcheront pas l'audition des témoins ; les gens du parlement useront de diligence pour terminer les affaires ¹. »

¹ Décembre 1363, Cod. Louvre, tome III, page 649.

Le guet de Paris, sorte de garde nationale, fut également régularisé par une ordonnance spéciale : « Savoir faisons, que pour la sûreté de notre bonne ville de Paris, des saintes reliques de notre chapelle, des prisonniers estant au Châtelet de Paris, comme des personnes et corps des marchands, et afin de pourvoir aux périls et inconvénients qui toutes les nuits pourraient survenir, tant par fortune de feu, roberies, meurtres et larcins, efforcements et ravissements de femmes, fut ordonné par mûre délibération du conseil, certains guets être faits toutes les nuits par les gens de mestier de ladite ville, et le faisait chacun mestier en trois semaines une fois seule, de manière que s'il en défailloit un, le clerc du guet en mettoit un autre aux dépens du défaillant, et fut ordonné qu'il serait fait certain guet de vingt sergents à cheval et de vingt-six sergents de pied, tous armés, sous la conduite d'un chevalier, qui prendrait le nom de chevalier du guet; et les gens de mestier n'estaient excusés dudit guet, que s'ils s'estaient fait saigner le jour même ou que leur femme gist de mal d'enfant, ou qu'ils eussent passé soixante ans d'âge, et lesdits gens du guet seront ainsi distribués : six au guichet du Châtelet, six autour, qui devront aller et venir pour voir qu'il ne s'échappe de prisonniers; six en la place au Chat; six devant la fontaine des Saints-Innocents; six sous les piliers en Grève; six en la place Baudoyer; et d'autres chevauchant toute la nuit en carrefour. Souvent ceux-ci trouvent faute ès dits bourgeois, c'est à savoir que chacun estait allé se coucher. C'est pourquoi les clerks du guet feront savoir chaque jour aux mestiers qui pour la nuit devront guet, qu'ils aient à se préparer; ils seront au Châtelet avant le couvre-feu, et enregistreront les gens qui doivent le guet, et s'il y en a qui font faux guet, le chevalier en baillera la nouvelle à notre receveur, afin qu'il fasse raison de l'excuse. » Cette ordonnance fut faite en conseil, présents MM. l'archevêque de Reims, les évêques de Lisieux, de Nevers, les évêques de Clugny, Alphonse Chevrier, MM. de Châtillon, Puymorin, mattres des requêtes et autres présents ¹.

Le roi s'occupait ainsi des affaires de son royaume de concert avec le dauphin Charles, lorsqu'il fut rappelé en sa captivité, et voici comment : les otages séjournaient à Londres. Princes du sang, nobles, bourgeois, tous s'ennuyaient loin de leur patrie et de leur famille,

¹ Cod. Louvre, tome III, page 668.

dans ce pays froid et humide où ils n'assistaient qu'avec dégoût aux fêtes et tournois de chevalerie : tous voulaient revoir leur castel, leur gai manoir, leurs gentilles dames et leurs enfants. Le duc d'Orléans, frère du roi, les ducs d'Anjou et de Berry, surtout, s'impatientsaient de cette captivité longue et ennuyeuse. Le roi Édouard vint les trouver et leur dit : « Beaux cousins, vous languissez en captivité ; eh bien ! tout peut s'arranger, baillez-moi certains revenus et castels en échange de vos personnes. » Les princes y consentirent sans hésiter ; ils auraient tout donné, biens, monastères, péages, revenus, pour s'en revenir en beau pays de France ; et ils signèrent en conséquence une charte, dans laquelle ils cédaient à Édouard les seigneuries de Belleville, pour lui tenir lieu des otages. Cette charte avait été envoyée à l'approbation du roi Jean, alors à Avignon, auprès du pape. Le roi la confirma par son scel, mais il la transmit au dauphin, qui de fait possédait toute la plénitude d'autorité. Charles fut fort mécontent des clauses stipulées, et malgré le scel du roi, il communiqua la charte aux gens du conseil et du parlement, et le parlement refusa sa sanction.

Que devait-il arriver ? Les otages resteraient-ils dans les mains du roi Édouard ? ils s'ennuyaient trop, et le duc d'Anjou, sans prévenir personne, s'évada de Londres et arriva dans la cour de Paris, où il dit vaguement qu'il expliquerait les causes de sa fuite.

Le duc d'Anjou avait ainsi forfait aux plus saintes lois de l'honneur et de la chevalerie. Jean était trop loyal et paladin trop preux, pour laisser son fils en défaut, et comme le jeune prince ne voulait pas retourner à Londres, s'écriant qu'il aimerait mieux mourir que de revoir la Tamise et la Tour, le roi Jean déclara en parlement qu'il irait à sa place. Quelques-uns assuraient qu'il s'en allait ainsi au delà des mers, pour s'amuser, qu'il avait une passion ardente pour la comtesse de Salisbury, maîtresse d'Édouard, laquelle le rappelait au plus tôt à Londres. Quoi qu'il en soit, il se hâta de demander un sauf-conduit. Le conseil d'Édouard le lui envoya¹.

N'ayant plus rien qui le retint sur le continent, Jean s'embarqua pour l'Angleterre. On le reçut à Londres avec le plus grand honneur ; le lord maire, les différents corps de métiers vinrent au-devant de lui : un simple marchand de vins donna une fête splendide aux quatre

¹ Le texte est dans Rymer, tome III.

rois de France, d'Angleterre, d'Écosse et de Chypre, qui se trouvaient dans la cité ; et le roi Jean but tant, s'enivra si joyeusement qu'il en tomba malade. Édouard le fit soigner avec la plus grande attention, et la belle comtesse de Salisbury vint plusieurs fois le voir. Quelques chroniqueurs racontent qu'au lit de la mort, Jean reconnut les droits d'Édouard sur la couronne de France, car la dame de Salisbury lui demandait cet octroi. Ce fait n'est pas croyable, à moins que cette reconnaissance n'eût été arrachée à la faiblesse d'un mourant.

Jean expira le 8 avril 1364. Ce jour-là, tombaient sous la main du bourreau dans les halles de Paris, les têtes de vingt-huit bourgeois, qui, malgré les cruelles exécutions des dernières années, avaient arboré les couleurs de l'indépendance et du roi de Navarre.

CHAPITRE XXIX.

1364 — 1368.

Avènement de Charles V. — Confirmation des officiers du conseil et du parlement. — Caractère de l'apanage. — Révocation des domaines aliénés. — Couronnement du roi. — Ordre de ce couronnement. — Donation du duché de Longueville. — Privilèges aux marchands castillans. — Lettres de marque. — Règlement sur l'administration de la justice et le parlement. — Sur les subsides et les monnaies. — Simulacre d'états généraux. — Ordonnance sur les grandes compagnies et sur l'emploi des aides. — Sur les eaux et forêts. — Privilèges du Dauphiné.

L'élévation de Charles V à la couronne n'opéra point un changement dans le gouvernement politique. Le nouveau roi avait tenu, comme régent, l'administration du royaume : il était appelé à continuer ce système de temporisation, de finesse et de tromperie qu'il avait opposé à l'ascendant des états généraux, à tous ces éléments de liberté naissante qui s'étaient montrés sous le roi Jean. Il mit dans sa conduite de la modération, de l'habileté ; il fit apparaître l'autorité royale qu'il voulait rendre absolue, sous les dehors d'une puissance tutélaire et protectrice. De toutes ces grandes assemblées nationales délibérant sur les intérêts du pays, il ne resta plus qu'une ombre ; les rois se méfièrent de cette voix du peuple s'exprimant par des cahiers et des doléances, et Charles V essaya le pouvoir absolu.

Le premier acte de son règne fut la confirmation de tous les officiers de justice et d'administration : c'était un principe que les gens du roi cessaient leurs fonctions à l'avènement d'un nouveau prince. Le régent avait été fort content de ces officiers qui tous l'avaient secondé dans sa résistance aux états généraux : « Chers et amis, écrivait-il aux gens du parlement, enquêtes, requêtes, et gens des comptes, nous vous mandons que vos offices et chacun d'iceux, vous exercez et vaquiez tout ainsi que vous faisiez avant que nous vinssions au gouvernement de notre royaume. » De semblables lettres furent adres-

sées aux membres du conseil, aux sénéchaux, baillis, et à tous les officiers du roi ¹.

Immédiatement après l'organisation de l'administration et de la justice, le roi régla les apanages de sa famille : son frère le duc d'Anjou possédait le duché de Touraine, mais le caractère de cette concession n'était pas parfaitement défini ; Charles V n'ayant point d'enfants, le duc d'Anjou était jusqu'alors l'héritier présomptif de la couronne ; mais le roi était jeune encore. « Au cas que nous eussions hoir mâle, provenant de notre corps, qui à notre royaume succéderait, notredit frère serait éloigné de succession audit royaume ; nous promettons octroyer et délaïsser à toujours le duché de Touraine avec toutes ses dépendances, fours, étangs, viviers, pêcheries, bois, avec toute justice, haute, basse et moyenne ; et notredit frère le tiendra à toujours, en pairie de France, ne retenant pour nous autre chose, fors l'hommage et souveraineté ². »

Cet acte n'indiquait point de stipulations pour le retour à la couronne, à défaut d'héritier mâle, selon la coutume des apanages. Ce retour était-il considéré comme existant de plein droit, ou bien le fief, dans le cas particulier, devait-il passer à tout successeur même collatéral de l'apanagiste ? Une autre espèce d'apanage fut concédée au duc d'Orléans. Il fut dit seulement que le roi lui donnerait pour 6,000 livres de revenus en terre, sans désignation du lieu où le fief serait situé ; l'apanagiste pouvait disposer de 1,000 livres, mais le surplus était déclaré inaliénable et réversible à la couronne, à défaut d'héritier mâle. On créait ainsi un apanage mixte en quelque sorte d'argent.

Le caractère d'inaliénabilité s'imprégnait de plus en plus au domaine de la couronne : les prodigalités faites par les prédécesseurs du roi avaient nécessité un grand système d'économie. Charles V, d'ailleurs, s'était fait une loi de recourir le moins possible aux états généraux et aux subsides votés par les grandes assemblées : il statua que même, quant aux écus du trésor, il n'en sortirait aucun, si ce n'est en vertu des lettres du roi, vues en la chambre des comptes.

Une charte nouvelle, achetée au prix de quelques mille sous d'or,

¹ Enregistrées au parlement et en la chambre des comptes. (Cod. Louvre, tome IV, page 413.)

² Lancelot, *Mémoire des pairs*, page 359.

accorda aux marchands castillans des privilèges commerciaux d'une grande étendue. Leurs marchandises arrivaient surtout aux havres de Harfleur, et les amiraux et les officiers du roi leur faisaient subir mille avanies. Voici donc ce qui fut statué : « que tous les maîtres de nef et de navires du royaume de Castille, qui sont audit port de Harfleur, auront en notre royaume la seigneurie de leurs corps, nef, meubles et marchandises ; et si aucune contention pouvait se mouvoir entre nous et notre cousin de Castille, il nous plait que lesdites marchandises puissent vider le royaume, sans qu'ils soient arrêtés pour aucune cause, et que si débats s'élevaient entre eux, ils soient jugés par trois hommes marinières ou marchands de Castille : et que si le débat naissait entre eux et les habitants d'Harfleur, le prévôt les connaîtra en s'adjoignant deux prud'hommes de ladite ville, et deux marchands de Castille ; et en cas d'appel, les juges seront : le doyen de l'église de Rouen, le bailli et le prévôt de ladite ville. Lesdits marchands pourront ainsi décharger les marchandises de nuit et de jour, et par fête ; ils ne payeront aucun droit d'esquif et toute autre fortune de mer. Si aucun marchand de Castille meurt de mort naturelle ou violente, les nef, marchandises, seront à qui elles doivent appartenir, et que les marchandises ne soient pour ce arrêtées ou empêchées, et ils ne pourront même être arrêtés, lesdits Castillans, pour paroles déshonnêtes et pour actions mauvaises, à moins qu'il ne s'agisse de nous, de notre lignage, officiers, prélats et personnes de grande autorité ¹. »

Dans cette charte se trouvent l'origine et le principe des tribunaux spéciaux pour les matières commerciales ; la source de cette juridiction toute paternelle et particulière à certaines corporations, la protection due à la propriété privée en cas de guerre entre gouvernements, la sûreté des personnes, le droit successorial en faveur des étrangers, et par conséquent l'abolition du droit d'aubaine ; toutefois on ne se faisait point des idées exactes sur les rapports d'un gouvernement protecteur et d'une industrie libre. Tout était payé à bons deniers comptants ; il fallait acheter son métier, l'exercice indépendant d'une industrie : un règlement de la prévôté porte « que nul ne pourra être poulailler à Paris, s'il n'a acheté son métier du roi. » Les arts du tailleur et du chapelier furent

¹ Cod. Louvre, tome IV, page 461, publié au Châtelet.

aussi soumis à un régime exclusif et à des ordonnances royales ¹.

On trouve aussi la consécration du principe des lettres de marque, sorte de concession personnelle qui laisse aux citoyens le droit et le soin de se venger, régulièrement réservés aux gouvernements et aux nations. « Notre très-cher Bertrand, archevêque de Salerne, né dans notre royaume, étant en mer, sur une petite galère, fut attaqué et pillé par cinq Catalans qui portaient le pavillon aragonais, et, par violence, ils ont enlevé tout ce qu'avait ladite galiote, argent, or, robes, livres et reliques, bijoux de la valeur de 3,000 florins d'or de Florence ². Nous vous prions donc, vous, roi d'Aragon, de faire rendre justice à nos sujets; autrement, nous leur concéderons le droit de courir sur vos hommes. »

Ces premiers actes du gouvernement de Charles V précédèrent son sacre, fixé au mois de novembre 1365. C'était une consécration nécessaire de l'autorité royale. L'on régularisa la formule générale du cérémonial.

« Il sera préparé un trône en guise d'échafaudage, où le roi montera; on le construira de manière que les pairs puissent s'y asseoir avec lui. Le roi sera reçu processionnellement par les chanoines. Le samedi, veille du jour du couronnement, le roi doit envoyer ses hommes d'armes pour garder l'église, conjointement avec les vassaux de cette église, et le roi viendra dans le silence de la nuit faire sa prière, et veiller, s'il le veut, en oraisons.

» Voici le rang des pairs ecclésiastiques: d'abord l'évêque de Laon, puis ceux de Beauvais, de Langres, celui de Noyon et les suffragants de l'archevêque de Reims. Les deux premiers pairs ecclésiastiques: les évêques de Laon et de Beauvais, iront chercher le roi, le présenteront à l'archevêque et le requerront de le sacrer. Avant que les cérémonies commencent, le roi recevra la requête des clercs et du peuple.

» Les clercs doivent ainsi dire: Nous vous demandons que vous nous accordiez les privilèges canoniques et les droits qui nous appartiennent; que vous conserviez la justice, comme tout roi doit à tout évêque et à toutes les églises commises à sa garde. Et le roi répond: je vous promets, à vous et à vos églises, les privilèges canoniques et les

¹ Cod. Louvre, tome IV, page 421.

² Collect. du Louvre, tome IV, page 424 aux notes.

droits concédés, ainsi que tout roi doit à toute église confiée à sa garde, et à ce peuple chrétien qui m'est soumis. Je promets que je lui conserverai la paix, que je garderai inviolablement la supériorité et les droits de la couronne de France, que je ne la transporterai, ni ne l'aliénerai, que j'interdirai toute iniquité et rapine dans toutes les classes, que j'ordonnerai la justice et la clémence dans tous les jugements; enfin je m'efforcerai d'exterminer tous les hérétiques désignés par l'Eglise. Tout ceci, je l'affirme par serment ¹. »

Cette formule ne faisait aucune mention des droits des barons et des antiques libertés. C'était une convention, en quelque sorte spéciale, entre le roi et les clercs. Aux laïques on ne leur promettait que justice. Il y avait loin de ce serment à celui de Hugues Capet à ses vassaux !

En revenant de Reims, le roi Charles fit don au brave Duguesclin du comté de Longueville. Le noble aventurier, enfant des batailles, n'avait cessé de combattre pour la couronne de France. Le roi était à Saint-Denis lorsqu'il concéda cette comté au sire de Duguesclin, à charge par lui d'entretenir quarante hommes d'armes pendant la guerre, et le comte fit hommage lige, et promit de défendre en tout et contre tout son bon seigneur. Cette concession féodale attachait à jamais Duguesclin sous les bannières de France. De l'indépendance du chef de soudards et d'aventuriers, il passait à l'hommage lige envers le roi.

Le sacre était toujours suivi de dons gracieux. C'était un temps de bienveillance pour la suzeraineté. Le roi Charles concéda au prévôt des marchands, échevins, bourgeois et habitants de la bonne ville de Paris, l'exemption de tout droit de prise sur les biens, denrées et marchandises desdits bourgeois et de leurs fermiers qui demeurent en leurs manoirs; il ordonnait à tous officiers, preneurs et chevaliers, de s'en abstenir, sous peine d'encourir l'indignation royale ² et une forte amende.

Au temps de la liberté et des états généraux, l'abolition du droit de prise avait été une des premières doléances des assemblées. Mais à cette nouvelle période elle fut une concession pure et simple de la royauté exerçant ses droits absolus. Tout le système essayé lors de la

¹ Cérémonial de France, tome I, pages 31-34.

² Cod. Louvre, tome IV, page 543.

grande résistance des états généraux croulait ainsi peu à peu. Les aides régulières, le quinzième du sel, le vingtième des denrées se percevaient par les officiers du roi, sans avoir été consentis par les députés des bailliages. Les redevances arbitraires sur les juifs, sur les grandes compagnies commerciales, complétaient les systèmes d'impôts et de finances qui emplissaient les coffres du roi. Les libertés municipales n'avaient pas été plus respectées. Au moindre prétexte de désobéissance, les cités étaient privées de leurs anciennes franchises. On les réduisait à la condition des villes de prévôtés sous la juridiction royale; on défendait l'élection des magistrats, le gouvernement des échevins. La ville de Tournai fut déchue du droit de s'administrer elle-même, à cause des troubles survenus entre les habitants; le roi ordonna qu'à l'avenir elle serait gouvernée par des officiers de la couronne. Le système des libertés communales était brisé par la simple volonté du suzerain. Dans toutes les questions qui se rattachaient à l'administration municipale, le roi décidait de son propre mouvement ou par son conseil privé. Il ordonna que, lorsque les échevins de Commines ne se trouvaient pas assez habiles pour juger certains procès, ils consulteraient les échevins de Lille aux dépens des parties¹. Il abolit à Saint-Amand-en-Priele une déplorable coutume d'après laquelle on brûlait la maison d'un condamné par crime capital. Le roi réglait les métiers, permettait ou défendait les établissements d'utilité publique. En un mot, on voyait déjà se former cette centralisation qui plus tard s'établit sur une plus vaste échelle.

Le règlement des affaires de justice rentrait spécialement dans les attributions royales. A son avènement le roi Charles avait eu pleine confiance dans les officiers du parlement et de la chambre des comptes. Un règlement fut fait pour préciser les devoirs des cours et l'expédition des affaires. « Nous voulons et ordonnons que tous nos gens qui tiennent les requêtes arrivent au palais à l'heure que nos amés et féaux les présidents du parlement y arrivent aussi, et délièrent à cette heure les causes pendantes devant eux; et celles qui ne peuvent l'être avant dîner, qu'elles le soient après, tant qu'ils le pourront bonnement.

» Que tous les avocats dorénavant plaident, et le plus clairement possible. Que s'il s'agit de procès pour pauvres personnes, ils le fassent

¹ Cod. Louvre, tome IV, page 543.

pour Dieu, et à ce, que nos gens les contraignent ; et chacun de nos gens prendra, pour procès de gens riches, dix sols parisis, et non plus. Quant aux commissaires sur enquêtes, qu'ils fassent leurs procès diligemment ¹. »

Ces ordonnances sur l'ordre judiciaire se multiplièrent à l'infini. Les abus de la chicane et des procès s'introduisaient en toutes les affaires, et le palais devenait encore une lèpre pour le pauvre peuple. Dans l'espace de trois années plus de dix ordonnances sur l'ordre judiciaire indiquent combien les fins matois du palais s'entendaient pour embrouiller les causes et pressurer le plus possible les bons bourgeois de Paris, un peu plaideurs par nature.

Les grandes compagnies d'aventuriers s'en étaient revenues en France, beau pays qu'elles regardaient comme *leur chambre*, tant elles s'y trouvaient bien et commodément. Alors ces compagnies ne se formaient pas d'inconnus armés, sans renom et sans fortune, comme autrefois. Presque tous les archers, sergents, gens de guerre ruinés qui avaient du cœur et du courage, se faisaient chefs de compagnies. Les cadets de race qui n'avaient point de fief, hissaient leurs gonfions, et autour d'eux venaient se grouper de bons et de francs soudards qui ne connaissaient d'autre suzerain que leur chef. On ne pouvait dire combien de bâtards s'étaient ainsi faits les braves compagnons de ces batailles. On y voyait le frère du comte d'Auxerre, surnommé *le chevalier vert*, Perduccas d'Albret, Mathieu de Gournay, *le Petit Merci*, car il n'en faisait guère, Jean de Brienne, et le fameux Arnaud de Cervolle, qui avait pris le nom de l'archiprêtre, soit par mépris des clercs, soit pour indiquer qu'il était chef de bande, comme l'archiprêtre était chef des chanoines de la cathédrale. Et quels désordres ces grandes compagnies commettaient ! Il fallait bien qu'elles pussent se nourrir et vivre. Y avait-il un castel élevé où, selon la tradition, le sire châtelain renfermait de gros trésors, fruits de ses pilleries, ou quelque belle dame captive, les soudards allaient s'offrir à lui pour son service contre ses voisins. S'il ne les acceptait pas, les bons compagnons se liguèrent contre le châtelain, et le manoir était livré aux flammes. On se partageait les deniers d'or, les sous, les florins que la rapacité de quelques avarés chevaliers avait réunis pendant de longues années. Les compagnies formaient la plus grande force des armées.

¹ Cod. Louvre, tome IV.

La chevalerie féodale, la hiérarchie des terres tombaient en décadence. Galante et dissolue, sans aucune discipline militaire, la chevalerie avait perdu sa haute réputation de courage et d'expertise en fait d'armes dans les plaines de Crécy et de Poitiers, où les archers anglais l'avaient vaincue ; elle était donc grandement surpassée par les compagnies alors préférées pour les coups de main, qu'elles donnaient mieux et plus fort.

Les pillardises étaient telles que le pauvre peuple faisait entendre partout ses plaintes. Le roi Jean avait plusieurs fois convoqué les états généraux contre ces désordres publics, mais l'antipathie de Charles pour les formes populaires lui faisait rejeter ces moyens de délibération régulière. Il convoqua néanmoins à Chartres un simulacre d'assemblée, quelques prélats, seigneurs et officiers municipaux des cités, dévoués à son autorité, et en présence de ces notables choisis et désignés par lui ¹, il exposa la triste situation du pays, et reconnut la nécessité d'y porter remède. Ces états firent entendre les douleurs publiques avec vivacité ; ils furent subitement transférés à Compiègne, puis dissous et transférés encore à Sens, où l'assemblée se sépara après quelques jours de délibération. Cependant une ordonnance royale intervint pour la répression des grandes compagnies, objet des plaintes publiques.

« Pour obvier que les gens des compagnies ne puissent venir à découvert dans notre royaume pour y prendre et gagner aucun fort, nos baillis et capitaines visiteront les bastilles et forteresses afin de voir diligemment celles qu'ils trouveraient bonnes et profitables à tenir, et les feront garder par eux ou par leurs hommes, et que s'ils ne le peuvent qu'ils fassent abattre lesdites forteresses et apparements². Si lesdites compagnies faisaient mine de vouloir entrer en un pays, nos capitaines les empêcheront et se renfermeront en lieu fortifié pour le bien des gens du plat pays. Que tous les deniers qui sont levés pour l'aide de chaque diocèse soient répartis et employés auxdits diocèses, et que chacun de nos capitaines s'enquière et sache sans délai quel homme il peut avoir, et que ces hommes se tiennent prêts pour venir toutes les fois qu'on les mandera. Toutes les bonnes villes fermées seront bien et diligemment gardées. Aucune arme ne pourra

¹ Cod. Louvre, tome V, page 14.

² Collect. du Louvre, tome V, page 14.

sortir des murs. Les archers et arbalétriers devront se mettre en état, et les maires exercer les jeunes gens à apprendre le fait de toute manière de traits, l'exercice de l'arc et de l'arbalète. »

Cette ordonnance était populaire, car elle rétablissait quelque ordre dans les provinces troublées ; mais le roi agissait par la plénitude de son autorité. L'assentiment demandé à son conseil et aux notables n'était qu'une forme ; l'assemblée elle-même ne se composait que d'hommes dévoués sans élection régulière et populaire. Ce n'est pas ainsi qu'avaient agi les grands états du roi Jean. Dans la session qui se tint à Sens, on prit quelques mesures générales sur la levée de l'aide consentie par les députés des bailliages afin d'empêcher les abus.

« Dorénavant rien ne sera levé pour cause de l'imposition de 12 deniers pour livre si la marchandise ne passe 5 sols ; les marchands seront crus sur leur serment contre les fermiers, et l'on ne pourra contraindre et poursuivre, pour le fait de ladite aide, avant les quatre mois prescrits par ladite ordonnance ; et quant aux subsides accordés par les états de 1356, 1357 et 1358, voulons que personne ne puisse plus être inquiété sur le fait desdites aides ¹. » Le roi continuait ainsi son système et proscrivait dans tous ses actes jusqu'au souvenir populaire des états généraux de 1356.

On arrêta quelques principes sur les eaux et forêts. « Comme de la part de plusieurs prélats et autres gens d'église, nobles, bourgeois, et en assemblée que faite avons à Sens, nous a été exposé le grief énorme que les maîtres des eaux et forêts de notre royaume font de jour en jour aux pêcheurs qui ont coutume de pêcher au profit et accroissement de vivres et de la chose publique, lesquelles sont faites contre raison et le bien général, voulons dorénavant qu'aucuns desdits pêcheurs ne soient tenus de payer amende et autre redevance qu'ils doivent par les ordonnances royales des premiers temps de saint Louis ². »

Ensuite le roi renouvela la permission à tous bourgeois, habitants des villes ou de la campagne, de résister à ses officiers s'ils voulaient exercer le droit de prise et de pillerie, car dans ce morcellement de tous les intérêts, dans cette vie isolée et personnelle, le droit de défense était comme inhérent à chaque individu. Le bourgeois chez

¹ Collect. du Louvre, tome V, page 19.

² *Ibid.*, page 22.

qui le sénéchal ou le majordome venait enlever le blé, le vin, le foin, l'avoine, les draps, les couvertures, bétail, volailles, tables, etc., pouvait repousser la force par la force, s'armer de l'arbalète et se défendre légalement en sa maison.

Les officiers ravisseurs de biens, efforceurs de femmes, eurent même besoin d'une amnistie.

« Comme plusieurs chevaliers, escuyers et autres nos sujets ont été bannis de notre royaume pour leurs démérites et ont commis plusieurs crimes et délits, tels que meurtres, roberies, ravissements de femmes, larrons et autres maléfices; savoir faisons que voulons faire grâce à ceux qui en repentir et humilité nous le requièrent, ayant confiance au grand sens et en la loyauté de notre féal cousin, le comte de Sambruck, notre boutillier, lui avons donné et donnons pouvoir et autorité de quitter et remettre en notre nom tous méfaits susdits que nous remettons à sa discrétion et promettons d'avoir pour ferme et désirable ce que notredit cousin concédera ¹. »

Ces grâces étaient accordées à prix d'argent ou de service. C'était là l'objet de toutes les concessions royales, car le besoin d'argent s'accroissait; il avait fallu régulariser le système monétaire si violemment ébranlé par le roi Jean. On devait surtout remettre le marc à sa valeur. Dans une seule année la monnaie avait changé onze fois de taux. On cachait ces variations le plus possible; mais le juif malin, le savant qui s'occupait d'alchimie, et les marchands adroits, le changeur aux piliers des halles, savaient bientôt découvrir les alliages, et la monnaie tombait ainsi subitement de sa valeur. Quelle confusion dans les comptes! quel moyen de se reconnaître dans les transactions? Une ordonnance régularisa cette mobilité monétaire. « Que nul, de quelque condition ou état, ne soit si hardi de faire un traité ou marché à somme de marc d'argent ou d'or, mais seulement à sol ou à l'écu. Que tous tabellions et notaires jurent solennellement qu'ils ne passeront un tel marché si ce n'est à sol et à livres ². » Des hôtels de monnaie furent établis dans certaines villes, et des gardes spéciaux durent veiller à ce que les monnaies fussent de bon aloi, sans fraude et corruption notable.

Le roi possédait, comme dauphin du Viennois, cette vaste pro-

¹ Collect. du Louvre, tome VI, page 680.

² Collect. du Louvre, tome V.

vince, régie par ses coutumes et ses lois particulières. Il n'était point le maître, comme dans ses beaux domaines de France, de commander le ban de ses hommes et de lever des taxes. Les barons du Viennois défendaient avec acharnement leurs vieux privilèges de féodalité ; et tandis que le roi abolissait les coutumes de guerres privées dans les domaines royaux, il reconnaissait que le droit de batailles continuerait en cette province. Chaque noble ou bourgeois y avait la faculté de faire testament selon le droit romain et de se marier ainsi qu'il jugerait convenable. Toutes les franchises et libertés de la province étaient proclamées par le serment de chaque dauphin à son avènement.

Il y eut en Dauphiné une véritable convocation d'états. Les prélats, les barons en personne, les nobles vasseurs, les communes, se rassemblèrent sous la présidence du gouverneur, et celui-ci les requit au nom du roi de lui faire aide. Les élus consentirent à un subside d'un florin dauphinois par feu, à l'exception des pauvres, veuves et orphelins. L'évêque, le gouverneur et le comte devaient s'entendre pour résoudre toutes les difficultés que la levée de l'impôt pouvait faire naître ¹.

C'est à cette administration du Dauphiné que finit la première partie du règne de Charles V ; elle est toute législative, et n'offre d'autre caractère général qu'un esprit d'ordre, une progression, par des voies justes, vers la monarchie absolue, mais régulière.

¹ Collect. du Louvre, tome V, page 34.

CHAPITRE XXX.

1368 — 1380.

Exécution du traité de Brétigny. — Conduite de Charles V. — Question de la mouvance de Guienne. — Citation d'Édouard en parlement. — Jugement par les pairs. — Alliance de la France avec l'Écosse. — Guerre entre la France et l'Angleterre. — Assemblée des notables pour préparer les batailles. — Convocation des bourgeois. — Exposition des griefs. — Question sur la Bretagne. — Confiscation. — Jugement par les pairs.

Une des stipulations du traité de Brétigny portait que la Guienne serait cédée à Édouard, non plus comme fief à mouvance, relevant par la foi et l'hommage de la suzeraineté du roi de France, mais comme terre indépendante, comme un *alcud* simple sans tenure. Par là Jean, et Charles V après lui, étaient devenus tout à fait étrangers aux vassaux de la Guienne. Les liens de la suzeraineté féodale se trouvaient absolument brisés ¹.

Le roi Édouard et son fils le prince de Galles étaient affaiblis par la maladie. Une guerre avec l'Écosse occupait la chevalerie anglaise. On avait dès lors moins à craindre en France les vigoureux archers de Crécy et de Poitiers. Dans ces circonstances difficiles pour Édouard, Charles souleva les prétentions de suzeraineté sur la Guienne auxquelles il avait renoncé par le traité de Brétigny.

Dans le droit féodal, tout vassal ou arrière-vassal pouvait se plaindre au suzerain d'un refus de droit ou de justice que lui faisait éprouver le seigneur intermédiaire. Si le traité de Brétigny n'avait

¹ De nombreuses dissertations ont été publiées sur le traité de Brétigny dans les Mémoires de l'Académie des inscriptions; des érudits se sont passionnés par esprit de nationalité, et Secousse lui-même a justifié la conduite équivoque de Charles V. J'exposerai les faits tels qu'ils m'ont paru ressortir des événements.

point été conclu, s'il n'avait pas brisé la souveraineté de la France, les arrière-vassaux de la Guienne auraient pu porter leur plainte contre le roi Édouard devant la cour de Charles V. Ainsi le permettait le droit féodal ; car alors cette terre autour de la Garonne était un fief du domaine de France ; mais le traité de Brétigny avait changé tous les rapports. La Guienne était devenue province anglaise dans le sens absolu.

Cependant, soit spontanément, soit par l'inspiration du duc d'Anjou, plusieurs châtelains de Guienne appelèrent au roi Charles d'un refus de droit qu'ils avaient éprouvé en la cour du prince de Galles. Le roi s'empressa d'accéder à cet appel et de convoquer la cour des pairs. Il se fondait sur ce que, Édouard n'ayant point exécuté en toutes ses clauses le traité de Brétigny, le roi de France devait rentrer dans la plénitude de son droit.

Le premier acte de la procédure féodale était l'assignation donnée au vassal pour comparaître devant ses pairs. Ce vassal était le prince de Galles, le vainqueur de Poitiers, à qui la Guienne avait été cédée en apanage par son père. Le parlement était sans doute trop dévoué pour ne pas accéder à toutes les volontés du roi Charles. Les plaintes furent donc favorablement accueillies ; mais il fallait assigner le duc de Guienne en la forme. C'était chose difficile : comment annoncer cette résolution à un sire si vaillant et si emporté ? On réfléchit longtemps, et puis on en chargea Bernard Pelet, sénéchal de Toulouse, et Jean de Chaponnel, chevalier. L'assignation était contenue dans une charte royale, ainsi rédigée :

« Charles, roi de France, à notre nepveu le prince de Galles et d'Aquitaine, salut :

» Comme ainsi soit que plusieurs prélats, barons, chevaliers, universités, communautés et collèges du pays de Gascogne, et de plusieurs autres du pays et duché d'Aquitaine, se sont traits devant nous et notre cour pour avoir droit d'aucun grief et molestes indues que vous, par faible conseil, avez souffert être faits ; de laquelle chose sommes émerveillé. Donc que pour obvier et remédier auxdites plaintes, nous commandons que vous veniez en notre bonne cité de Paris, en propre personne, sans retard, et vous vous présentiez en notre chambre des pairs en parlement pour ouïr droit sur les dires, complaints et griefs commis de par vous à votre peuple qui clame le ressort de notre cour, et n'en faites point de faute, et soit au plus

hastivement que vous pourrez après ces lettres ouïes. En témoignage de laquelle chose nous avons, sur ces présentes, mis notre scel ¹. »

La lecture de ces lettres, brièvement expédiée par le bon sénéchal, Bernard Pelet, excita la vive colère du prince de Galles. Il demeura d'abord tout pensif; puis il s'écria, en haussant fièrement la tête et regardant le sénéchal : « Nous irons volontiers à Paris, puisque mandé nous est du roi de France, mais ce sera le bacinet en tête et soixante mille hommes en ma compagnie ². »

Et alors les députés se jetèrent à genoux, et lui dirent : « Hélas ! pardonnez notre hardiesse, nous sommes venus à vous par soumission et obéissance envers le roi de France notre seigneur. »

« — Bien! répondit le prince, retournez en votre demeure; point ne suis courroucé contre vous. » Et ils s'acheminèrent en toute hâte. Lors, le prince fit assembler ses hommes, et leur dit : « Que dois-je faire? Ces envoyés me viennent moins du roi de France que de mes vassaux rebelles de Guienne. Je ne veux pas qu'ils se départent si légèrement de nous, et qu'ils rapportent comme jongleries et plaisanteries au duc d'Anjou qui ne nous aime, comment ils m'ont personnellement ajourné en mon hôtel ³. »

Et les fidèles du prince applaudirent. Voilà donc que tandis que les députés s'en allaient fort paisiblement, le sénéchal d'Agénois se mit à leur piste, et comme il n'avait pas de bon prétexte, il s'écria du plus loin qu'il les aperçut : « Or çà, seigneurs, vous avez échangé vos chevaux; contre ceux d'autres chevaliers, et pour ceci je dois vous arrêter. » En effet ils furent pris au corps, les pauvres chevaliers, et conduits dans le château d'Agen; on les retint captifs.

Vous vous imaginez bien que ce manquement à la foi excita une vive indignation en la cour du roi de France. Le duc d'Anjou qui gouvernait la Langue-doc assembla ses bannières, et fit de grands préparatifs pour envahir la Guienne. De son côté, le prince anglais réunit ses bons archers, ses arbalétriers vigoureux, et tout se disposait à la guerre.

« Le second jour de mai, l'an 1369, se présentèrent en parle-

¹ Lancelot, preuves du Mémoire des pairs, page 584.

² Froissard, chap. 247.

³ *Ibid.*

ment, contre Édouard prince de Galles et duc de Guienne, le comte d'Armagnac, messire Jean d'Armagnac, le seigneur d'Albret, et plusieurs autres nobles, consuls, consulats et communautés de Guienne, lesquels avaient appelé dudit duc de Guienne au roi.

» Le mercredi troisième dudit mois de mai, veille de l'Ascension, l'an dessus dit, le roi de France, Charles, fut en la chambre du parlement, à la manière dont les rois de France ont coutume d'être, et la reine Jeanne assise au côté du roi, et le cardinal de Beauvais, chancelier de France, au-dessous, au lieu auquel sied le premier président; et de ce rang sont les archevêques de Reims, de Sens et de Tours, et plusieurs évêques, au nombre de quinze, et plusieurs abbés et autres gens d'église envoyés à cette convocation, assis sur un banc par terre.

» Et au rang de laïques, en parlement, les ducs d'Orléans et de Bourgogne, le comte d'Alençon, le comte d'Eu, d'Étampes, tous des fleurs de lis; et il y avait, en ladite chambre, gens des bonnes villes envoyés en ladite assemblée, et autres en si grand nombre, que toute la chambre était pleine.

» Et fit dire le roi par le cardinal chancelier comment il avait été requis par lesdits nobles du duché de Guienne, de recevoir des appellations dont il est fait mention, et comment il avait été conseillé de les recevoir, et pour ce, avait donné ajournement aux appelants contre ledit prince.

» Et fut ajouté par la bouche du roi : « Si vous voyez que j'aie fait quelque chose que je ne dois, dites-le, et corrigez ce qu'il y a de mal. Je vous donne jusqu'à vendredi bien matin pour dire votre avis sur ce. »

» Le vendredi matin, onzième de mai, le roi, ladite reine, les prélats, les nobles et les bonnes villes, furent assemblés derechef en ladite chambre du parlement, et furent tous d'accord pour la manière qu'ils avaient été le jour précédent, et après firent tous la réponse qui avait été adressée au roi d'Angleterre, laquelle réponse fut approuvée par tous les gens de ladite assemblée. Il fut ordonné que le roi les enverrait au conseil du roi d'Angleterre¹.

La réunion d'une assemblée désignée sous le nom de *parlement*

¹ Cérémonial français, t. II, p. 430. — Lancelot, preuves du *Mémoire de pairs*, page 585.

n'avait rien de commun avec la grande institution judiciaire ; jamais bourgeoisie et peuple n'avaient été appelés à juger ; cette assemblée ne pouvait être non plus comparée aux états généraux , car la différence essentielle consistait en ce que les députés des bonnes villes présents n'avaient pas été élus par des commettants ; ils étaient notables désignés par le roi et ses officiers.

La convocation des bourgeois avait pour objet de donner une sorte de popularité à la guerre qu'on allait entreprendre. C'était aux époques de batailles que le roi avait besoin de s'appuyer sur les villes, sur les clercs et les barons qui pouvaient soutenir sa cause. Aussi dans cette période d'hostilités contre l'Anglais, un grand nombre de privilèges furent concédés aux cités. Les notables de Vermanton obtinrent de se clore et de se fortifier ¹. Il fut dit que les justiciers de Narbonne ne pourraient distraire les citoyens de leurs juges naturels, à moins qu'il ne s'agît d'une affaire où le roi aurait personnellement intérêt ². La commune de Douai abolie pour fait de sédition fut rétablie. Les bourgeois procédèrent à l'élection libre de leurs magistrats ³. A Péronne, le roi permit à chaque bourgeois de se défendre dans sa maison, même contre les officiers de l'hôtel qui voudraient violer leur domicile ⁴. On ne put désormais lever aucun subside sur les habitants du Ponthieu sans leur consentement. Toutes ces chartes furent scellées du roi en son conseil.

L'assemblée des notables en parlement approuva les observations que Charles avait adressées au roi d'Angleterre sur la question de la suprématie de Guienne, quoiqu'elles fussent en général faibles et peu concluantes. « Le roi d'Angleterre et son conseil ne doivent pas s'émerveiller, y disait-on, de ce que le roi de France a reçu les appellations des vassaux de Guienne, car par le traité de paix, le roi Jehan, dont Dieu ait l'âme, avait promis de surseoir auxdites suzerainetés et ressorts seulement jusqu'à la Saint-Andry, qui fut l'an 1361, et ne peut donc refuser les appellations, comme les messagers du roi de France l'ont pleinement dit au roi d'Angleterre, et s'il ne l'a pas fait en d'autres temps, c'est par courtoisie et amour de la paix ⁵. »

¹ Cod. Louvre, tome V, page 111.

² *Ibid.*, page 124. — ³ *Ibid.*, page 130. — ⁴ *Ibid.*, page 156.

⁵ Grande chronique de Saint-Denis, ad ann. 1369.

Il était évident par cette réponse que Charles ne voulait plus du traité de Brétigny, en ce qui concernait sa renonciation à la suzeraineté de la Guienne ; toutes les clauses corrélatives de ce traité étaient révoquées. Édouard n'avait renoncé aux immenses avantages que lui donnaient la bataille de Poitiers et la captivité du roi Jean, qu'afin d'assurer sa haute indépendance pour les terres de Guienne ; il rentrait dans la plénitude de ses prétentions, telles qu'elles existaient au moment où le traité de Brétigny avait été conclu.

Lorsqu'il eut connu la réponse de Charles de France à ses griefs exposés, il envoya à tous ses hommes la charte suivante :

« En la Tour de Londres, le 30 décembre 1369, Edward, par la grâce de Dieu roi de France et d'Angleterre, et seigneur d'Irlande, assez et notoirement vous est connu, comment le royaume de France *nous est acquis* et dévolu comme notre héritage par droite succession ; nous poursuivîmes donc notre droit par les armes, à défaut de notre justice, contre Philippe de Valois, faux occupant dudit royaume, et puis après rencontre Jehan son fils. Et encore bien que ledit Jehan, au plaisir de Dieu et par fait de guerre, fût notre prisonnier, néanmoins pour esquiver le sang chrétien à la révérence de Dieu et du saint-siège de Rome, nous jurâmes un traité de paix affirmé sur le corps des saints Évangiles. Et lesdits Jehan et Charles étaient tenus de nous laisser tout plein de terres et possessions, avec renonciation de souveraineté. Le susnommé Charles, de par nous souvent requis, nous a fait offrir de livrer des terres, otages, et avons attendu une réponse finale qu'il devait nous donner à la fête de Pentecôte dernier et sous la demeure de ces expectations. Il nous a fait grand défaut, sous prétexte de souveraineté qu'il dit lui appartenir, et s'est saisi par puissance d'armes de châteaux, villes et forteresses, et qui plus est, a fait cruellement tuer nos gens et mettre en forte prison, et par tout cela ledit Charles a rompu la paix et n'a tenu la foy et loyauté. Comme nous ne nous sommes expressément obligé qu'autant que les choses promises par ledit traité seraient loyalement gardées par lesdits Jehan et Charles de point en point, si avons repris le nom, la renommée et titre de roi du royaume de France, lesquels avant le traité de paix nous usâmes comme nous devions et auxquels nous ne renonçâmes expressément ; et pensons à poursuivre nos droits par toutes les bonnes voies que faire nous pouvons, et de contenir par toutes les bonnes façons la malice et violence

dudit Charles. Toutes lesquelles choses nous signifions en vérité ¹. »

Ainsi, au manifeste du roi Charles de France, Édouard répondait en rappelant ses antiques prétentions à la couronne. Les deux rois s'étaient montrés disputeurs d'université, argumentateurs de textes et de subtilités scolastiques. L'esprit chicaneur du parlement commençait à s'emparer des discussions politiques, et dominait même les batailles chevaleresques.

Ce fut alors que, sans autre discussion ni prétexte, le parlement prononça la confiscation du fief de Guienne au profit de la couronne, et voici en quels termes :

« Par les délibérations de notre conseil et de plusieurs hommes de science, nous avons déclaré ledit duché d'Aquitaine et les autres terres anglaises tenues sous notre supériorité, bien et dûment confisqués, et toutes ces terres nous les avons appliquées à notre domaine, dégageant tous et chacun des vassaux desdites terres du serment de fidélité ².

Cette confiscation ne finissait rien ; elle était une simple déclaration de guerre, abandonnée aux incertitudes des batailles. Le roi en son parlement pouvait bien confisquer les terres de Guienne, il devait encore les conquérir les armes à la main, et contre de rudes adversaires ; car les Anglais avaient laissé de longs et douloureux souvenirs au royaume de France. Charles leva des deniers et des hommes d'armes ; il voulut s'appuyer de tous les intérêts populaires : une charte ordonna que tous les habitants valides, que tous les hommes des cités renonçassent aux jeux de hasard, à tous les amusements frivoles ; que tous eussent à s'essayer à l'arc, à l'arbalète meurtrière. Le roi voulait que ses vassaux pussent lutter contre les archers des villes d'Angleterre, si bons lanceurs de traits et de carreaux d'arbalète. Tous les bourgeois du plat pays furent convoqués pour le ban féodal.

« Chers et loyaux, disait le roi, nous avons entendu que nos ennemis qui sont à Calais veulent chevaucher pour guerroyer et domager à notre royaume et à nos sujets. C'est pourquoi nous, qui voulons repousser leur mâle volonté, nous vous mandons de faire dire en tous lieux de notre bailliage, que nos bourgeois et autres

¹ Rymer, *fœdera*, ad ann. 1369, tome VI, page 643.

² Grande Chronique de Saint-Denis, ad ann. 1366.

gens des bonnes villes soient armés et munis, et ceux qui ne peuvent avoir tout soient suffisamment armés selon leur état ¹. »

Aussi, le roi Charles concédait-il encore des privilèges aux cités, aux corporations, pour exciter leur zèle et conquérir leur appui. Les consuls de Cahors obtinrent le droit d'établir des notaires et de les remplacer au cas de vacance. D'autres chartes abolirent la confiscation au profit des habitants de Sarlat. Les prévôts et jurés de Tournai ne durent retenir les prévenus en prison plus de sept jours sans les traduire devant leurs juges. Les bourgeois de Fleurence purent prendre pendant cinq ans du bois sec et mort dans les forêts royales, et acquérir des fiefs nobles sans rendre aucun hommage. Les majors (maires) et municipaux de Béziers furent autorisés à établir des moulins à eau et à vent pour le besoin de la ville, et à en employer le produit à l'entretien des fortifications. Ils ne durent jamais être appliqués à la question, quelque crime qu'ils eussent commis. Les habitants de Rodez ne subirent plus la taille réelle qu'autant qu'ils seraient imposés à la pluralité des voix dans une assemblée générale. Les bourgeois de Paris furent confirmés dans le privilège de la garde bourgeoise et de la tutelle pour leurs enfants; puis, dans le droit de posséder des fiefs comme gens nobles; leurs chevaux pouvaient porter frein doré et autres ornements de chevalerie, comme homme de haut lieu ².

Il y eut un nouveau simulacre d'états généraux pour justifier la nationalité de la guerre. Aucune liberté ne présida à l'élection des députés des villes et des bourgeois. Ils furent tous notables désignés par les officiers du roi. Néanmoins un subside fut voté et payé par les possédants fiefs, les clercs et les membres des communes. Le roi chercha également des alliances qui pussent soutenir ses prétentions et fortifier sa cause. La rivalité de l'Angleterre et de l'Écosse faisait de la brave et poétique nation écossaise l'alliée naturelle du roi de France. Une charte fut scellée au château d'Édimbourg, par Robert, roi d'Écosse. « Nous connaissons, y était-il dit, les amitiés qui depuis longtemps ont été maintenues entre nous et le roi de France notre cousin, et nous avons accordé de la manière qui s'ensuit : Toutes les fois que ledit roi de France aura besoin d'aide et de conseil

¹ Manuscrit de la Bibliothèque du Roi, tit. sur l'Histoire de France, carton 92.

² Collect. du Louv., tome V, pages 370, 397, 393, 410, 420.

en temps de paix ou de guerre contre le roi d'Angleterre, nous l'aiderons et conseillerons comme loyal allié; et aussi semblablement, toutes les fois que nous, roi d'Écosse, aurons besoin d'aide ou de conseil contre le roi d'Angleterre, le roi de France nous soutiendra de tous ses moyens. Si batailles étaient mues entre les rois de France et d'Angleterre, nous serons tenu de faire guerres sitôt que la déclaration nous sera signifiée par écrit; et aussi semblablement, le roi de France sera tenu de faire contre le roi d'Angleterre, en cas où bataille existerait entre ce roi et nous. Et s'il advenait que nous, roi d'Écosse, décédions sans hoir, et qu'une question s'élevât sur la succession du royaume d'Écosse, en ce cas le roi de France n'aidera aucun des prétendants; mais la décision de ce débat sera faite par les prélats et autres gens de notre royaume d'Écosse, selon les lois et autres statuts du pays, et le roi de France approuverait le seigneur qui serait choisi.

» Donné sous notre scel, au château d'Édimbourg, le 27^e jour du mois d'octobre, l'an 1371¹. »

Cette forme de traité d'alliance est la première que nous trouvons si complète, si nettement rédigée. Elle est offensive et défensive, et s'étend à une garantie du droit d'hérédité, clause nouvelle dans les transactions diplomatiques. Les Écossais commencèrent dès lors à jouer un grand rôle dans la chevalerie de France; il n'est pas d'histoire, pas de roman qui ne parle de leurs hauts faits d'armes et de leur poétique valeur; alors commencent ces fictions, ces romanesques aventures dont l'Écosse avec son ciel brumeux devient le théâtre. Au vieux tombeau du roi Arthur succèdent dans les chroniques les saintes légendes écossaises et les traditions des klans et de leur grossière fidélité.

Le roi Édouard, affaibli par les maladies, n'en avait pas moins, dans sa bouillante activité, le désir d'acquérir à jamais la couronne de France. Secondé par le parlement d'Angleterre, qui avait fait de la querelle de son suzerain une cause nationale, il levait des hommes, convoquait ses vaillants chevaliers, ses archers vigoureux. Outre les barons de la Guienne, dont un grand nombre avaient conservé fidélité à sa cause, il s'était ménagé deux des vassaux puissants et actifs de la féodalité territoriale de France, le roi de Navarre et le duc de Bretagne.

¹ Rymer, *fœdera*, tome VI, page 696.

Charles de Navarre s'était montré d'abord satisfait du dernier traité conclu à la suite de la grande pacification de Brétigny ; mais au fond il conservait tous ses ressentiments ; Édouard était sûr de le trouver en son alliance au premier signal d'envahissement du royaume, et c'est vainement que pour l'apaiser le roi de France avait cédé au roi de Navarre la baronnie de Montpellier, sous la condition d'une haute juridiction royale.

Montfort, duc de Bretagne, avait conquis la couronne ducale contre l'ascendant du roi de France, qui soutenait l'héritier de Charles de Blois, mort dans les batailles. Chevalier hardi et valeureux, Montfort portait une haine profonde à son suzerain, le plus constant de ses adversaires. Il trouvait appui dans Édouard d'Angleterre et dans son fils le prince de Galles. Lorsque la guerre fut imminente, le comte de Montfort promit de seconder les Anglais sur le continent. Le traité d'alliance fut suivi de l'hommage régulier au roi Édouard. C'était un pas immense pour l'indépendance féodale. Jusqu'alors la Bretagne avait relevé, médiatement ou immédiatement, de la couronne de France ; s'adresser à un autre suzerain, c'était briser la souveraineté naturelle. Le comte de Montfort accompagna cet hommage d'un défi singulier, sorte de bravade féodale.

« Sire, Charles de France, qui vous réclamez être souverain seigneur du duché de Bretagne, il est bien vrai que depuis le temps que j'étais entré en la foi et hommage de la couronne de France, j'ai à vous fait toujours mon devoir envers ladite couronne ; mais ce nonobstant, et sans connaissance de cause, avez fait entrer par votre commandement votre connétable et forces de guerre en mon duché de Bretagne, pris sur moi tout plein de villes, châteaux et forteresses, et vous êtes ainsi ouvertement montré mon ennemi. C'est pourquoi je vous fais savoir que je me tiens franc et quitte de la foi que j'ai faite à vous et à la couronne de France, et vous tiens et répute mon ennemi ¹. »

Le roi de France commença les hostilités contre son rival d'Angleterre ; ses hommes d'armes envahirent la comté de Ponthieu. Une flotte française s'avança vers Portsmouth, et donna lieu à une prise d'armes générale en Angleterre. Une chartre manda aux clercs de saisir l'arc et l'arbalète, de se revêtir de la cotte de mailles, et de se munir

¹ MS de la Biblioth. du Roi, carton 94.

d'un bon cheval de bataille , pour s'opposer à l'ennemi qui l'y menaçait. Les moines , les abbés , les prélats s'armèrent donc pour résister. L'alarme d'un débarquement fut de courte durée; mais les clercs restèrent sous les armes , car ceci plaisait à leur activité , à leur besoin de désordre , et à leur vie aventureuse.

Ce qu'on devait bien prévoir arriva : une formidable armée d'archers , de chevaliers , de nobles barons anglais , débarqua sur le continent. Le comte de Hastings envahit la Picardie , tandis qu'un autre corps de chevalerie anglaise promenait ses gonfanons dans la Guienne , sous les ordres de Chandos. La supériorité des archers anglais se montra de nouveau. Malgré la vaillance et les nobles exploits du connétable Duguesclin , les lances de Hastings traversèrent la France en tous les sens , et les gonfanons d'Édouard poussèrent jusqu'à Villejuif et au village de Saint-Marcel. Quelques succès dus au connétable , et le manque de vivres , forcèrent les Anglais à se retirer dans la Bretagne. La maladie du prince Noir , les impuissants efforts du roi Édouard pour débarquer une armée nouvelle , et par-dessus toutes les instances du pape , amenèrent la conclusion d'une trêve. Elle fut scellée en effet , et ne comprit pas le duc de Bretagne ; le roi se réservait le droit de le poursuivre pour sa déloyauté ; il n'y manqua pas , et le comte de Montfort fut assigné en parlement pour rébellion , à cause de son alliance avec l'Angleterre.

« Le 9 décembre 1378 le roi notre seigneur tint son parlement à Paris , auquel étaient ajournés les pairs de France , pour le fait touchant messire Jean de Montfort , chevalier , naguère duc de Bretagne ; le roi notre seigneur était assis en sa majesté royale , à la manière qu'il a accoutumé quand il siège en justice , et assis près de lui était monseigneur le dauphin ; les barons laïcs présents étaient le duc de Bourgogne , le duc de Bourbon , le comte d'Étampes ; les absents , les ducs d'Anjou , de Berry , les comtes de Flandre et d'Alençon , la comtesse d'Artois et la duchesse d'Orléans , lesquels ont écrit au roi les causes pour lesquelles ils ont été absents ; les clercs présents étaient l'archevêque de Reims , l'évêque de Laon , de Langres , ducs ; les évêques de Beauvais , Châlons , Noyon , comtes. Suivent les autres prélats et barons qui étaient présents en ladite journée. Les archevêques de Rouen et de Sens , les évêques du Mans , de Paris , de Saint-Brieuc , de Téroüanne , de Limoges , d'Évreux , les abbés de Saint-Denis , de Vézelay , de Saint-Wast et de Sainte-Colombe ; le

comte de Genève, le sire de Coucy, le comte d'Harcourt ; messire Jean de Boulogne ; le procureur du roi récite le fait contenu en son ajournement, et dit que M. Jean de Montfort qui fut duc de Bretagne est ajourné en personne, et a requis qu'il soit appelé à l'huis de la chambre, à la table de marbre, au perron, à la porte du palais, ce qui a été fait par Pierre Anguier, huissier du parlement ; présents messire Jean de Maison, comte chevalier, et messire Simon Frisons, conseiller du roi notre seigneur, prévôt de Paris, et des notaires du roi, lesquels ont rapporté qu'il n'y était pas, et le procureur du roi a relaté en style de la sainte Écriture et de la cour laie, tous les griefs et méchefs dont ledit de Montfort s'est rendu coupable, et encore bien que le seigneur roi eût pu procéder contre ledit Montfort sans ajournement, il avait voulu mûrement agir et faire citer ledit de Montfort devant sa noble cour de parlement, par-devant lui et ses pâirs ; conclut ledit procureur qu'il soit déclaré par le roi et sa noble cour ledit Montfort être privé de toute noblesse de pairie et le duché de Bretagne estre au roi acquis ¹. »

Cette cour de parlement, bien qu'offrant tous les caractères judiciaires, ressemblait à une commission ; le roi la présidait en personne : les pairs de droit n'assistaient pas seuls ; mais un certain nombre d'évêques, d'abbés, de barons siégeaient en la cour ; c'était le roi qui prononçait avec le concours de son parlement et dans sa propre cause, et non le parlement en toute liberté de justice ; aussi un grand nombre de pairs protestèrent-ils sur la violation de leurs privilèges, car il s'agissait de confisquer une terre féodale, ce qui fit remettre la cause à plusieurs reprises ; enfin le 20 juillet 1379, arrêt par défaut contre le duc de Bretagne, qui le déclara criminel de lèse-majesté, le condamna à mort, et confisqua son duché.

Ce jugement arraché par la violence, excita une opposition si vive parmi les pairs eux-mêmes, reçut une exécution si difficile dans la Bretagne que le roi fut obligé de transiger avec le comte de Montfort moyennant certaines concessions. Il fut convenu que ledit duc viendrait devers le roi, et étant ainsi devant S. M., dirait « : Mon très-redouté seigneur, je vous supplie de me pardonner de ce que je vous ai courroucé, dont il me déplait bien fort ; » et après ces paroles et à la prière des amis du roi, le roi lui pardonnerait, et après ledit pardon, le

¹ Lanoelet, preuves du Mémoire des pairs, page 609.

duc ferait hommage du duché de Bretagne, et jurerait d'être fidèle et loyal sujet du roi, et qu'à l'avenir le roi aurait audit duché tous les droits royaux, souveraineté et ressorts comme il appartient au vrai roi et suzerain ¹. »

Une telle transaction fut une concession faite aux exigences de la pairie, exigences qui se manifestèrent encore plus vives lors du procès du roi de Navarre; la présence du roi au parlement a fait dire que ce fut là l'origine des lits de justice; il n'y a pourtant aucune analogie; le lit de justice ne s'appliquait qu'aux enregistrements d'édits royaux, et nullement aux procès auxquels les rois n'assistèrent que très-rarement en personne. Le lit de justice était une sorte de commandement royal qui brisait toute résistance à une ordonnance ou à un acte du souverain, et ce n'était point là ce dont il s'agissait.

¹ Froissard, chap. 67.

CHAPITRE XXXI.

ESPRIT DE LA LÉGISLATION DE CHARLES V.

1364 — 1390.

Majorité royale. — Régence. — Garde. — Tutelle. — Apanage. — Bourgeoisies. — Procès sur la bourgeoisie de la Langue-doc. — Révolte de la commune de Montpellier. — Corporations. — Organisation financière et judiciaire.

Deux caractères dominent la législation générale de Charles V : 1° une répugnance marquée, comme on l'a déjà fait observer, pour les réunions populaires des états généraux, 2° une méfiance non moins grande pour les municipalités indépendantes et électives. Il était resté dans l'esprit de ce prince une sorte de préoccupation des troubles qui avaient agité sa jeunesse. Il lui semblait toujours voir ces bourgeois révoltés, ces mutineries de halles et ces métiers avec leurs bannières et leurs prévôts. S'il ne pouvait anéantir ce qui était un fait social accompli, s'il ne pouvait lutter contre l'esprit de son temps, il cherchait à en comprimer l'influence. Ainsi aux états généraux élus par les communautés, il avait substitué des assemblées de notables désignés par ses propres officiers ; aux communes indépendantes, aux formes d'élection municipale, il avait préféré le système des prévôtés et des administrations royales ; mais à part ces répugnances vaincues souvent encore par le besoin d'argent, et de la guerre contre les Anglais, la législation du roi Charles fut une législation de prévoyance. La plupart des lois fondamentales de la monarchie et de la maison royale surtout furent son ouvrage ; on le regardait comme un grand clerc en droits civil et canon, or un grand clerc dans une époque de cléricature et de parlement était évidemment le roi de son siècle.

Plusieurs ordonnances constituent le gouvernement et la famille royale. L'une règle définitivement l'âge de la majorité des successeurs à la couronne; les autres établissent la tutelle, la régence, la garde de l'enfant royal. C'étaient là de graves questions qui jusqu'alors avaient fait naître bien des désordres :

Deux majorités, on le répète, existaient, l'une applicable au régime des fiefs, l'autre à la roture. Pour succéder au fief, il fallait avoir l'âge et la force des batailles, savoir manier un fort coursier et mener une bonne troupe de lances; vingt et un ans était dès lors le terme fixé par les coutumes féodales. Quant à la succession en roture, le mineur à 14 ans était majeur, car il n'était pas besoin d'avoir un corps vigoureux pour porter le chaperon municipal et succéder au mobilier du bourgeois, pour exercer le métier de tréfileur d'or ou de soie, de changeur ou de drapier. La couronne étant un grand fief depuis le règne de Hugues Capet, on avait suivi la règle féodale, mais Philippe le Hardi, dans l'intérêt particulier de son fils, avait appliqué la coutume de roture à la couronne. Cependant la règle était mal suivie; des exceptions avaient été faites à chaque événement, de sorte qu'on doutait fort que l'ordonnance du bon roi Philippe fût en vigueur. Le roi Charles V, voulant établir une règle fixe, tint donc un parlement en présence des princes du sang, prélats, barons, conseillers et notables hommes, et ensuite d'une longue délibération, voici l'ordonnance qui fut rendue; elle était écrite en latin, en forme d'établissement, pour en perpétuer la mémoire :

« Les fils de roi doivent être instruits et élevés dans la crainte de Dieu, afin qu'ils acquièrent la force et la vertu. Nous, considérant que l'âge de 14 ans, quoique encore celui de la minorité, ne répugne pas à la dignité royale, car Jonas fut appelé à régner à sept ans, Josias à huit, David encore tout petit, et Dieu choisit Salomon enfant; qu'on est admis à cet âge dans le droit civil à exercer plusieurs actes légitimes, et qu'on commence le noble exercice de la chevalerie, nous avons jugé que les régences, d'après l'expérience, n'étaient propres qu'à multiplier les troubles, car elles sont fertiles en orages, les peuples préférant le seigneur légitime et naturel à tous ceux qui règnent pour lui. Souvent la présence d'un enfant a retenu les hommes et les a rendu plus forts et plus valeureux. Les Macédoniens fuyant se rallièrent autour de leur jeune roi, et de vaincus devinrent

vainqueurs. Et les Francs furent rendus à la victoire par Chilpéric, âgé de quatre mois que sa mère portait en tête de l'armée. C'est pourquoi, après une mûre délibération entre nous, plusieurs prélats et personnes notables, des clercs et des laïques, nous avons déclaré, ordonné par un édit irréfragable, que si nous, nos successeurs par la volonté de Dieu, venions à mourir, et que notre premier-né, notre hoir, atteigne sa quatorzième année, ou bien que sans enfants nos autres fils soient appelés, et qu'ils aient atteint le même âge, nous voulons que l'aîné ait le gouvernement et administration du royaume, qu'il reçoive les hommages des prélats, princes ou toute autre personne ecclésiastique ou séculière, quelle que soit sa dignité; nous voulons qu'il ait la couronne, le sceptre et le diadème, qu'il fasse toute chose et en dispose comme un vrai roi des Français, nonobstant toute coutume, et que s'il y avait quelqu'un qui désobéît à cette ordonnance, qu'il soit considéré comme rebelle, et voulant que la présente constitution ne tombe jamais dans l'oubli, nous avons ordonné qu'elle soit solennellement publiée et perpétuellement déposée dans les archives de nos chartes. Donné à notre château du bois de Vincennes, au mois d'août 1374, et de notre règne le onzième ¹. »

Au bas de la charte on lisait : « Cette constitution royale a été lue et publiée dans la chambre du parlement, présent notre seigneur roi en sa magnificence royale, tenant son dit parlement, assisté de notre seigneur le dauphin du Viennois son fils, et du duc d'Anjou son frère, et de plusieurs prélats, barons, ses conseillers, et d'autres bons hommes présents, le onzième jour de mai 1375, et voici quels étaient les notables : le patriarche d'Alexandrie; les archevêques de Reims, de Sens et de Toulouse, les évêques de Laon, de Paris, de Dôle, les abbés de Saint-Denis et de Saint-Wast, de Sainte-Colombe, le chancelier du duc d'Anjou, plusieurs maîtres en théologie et autres, comme le président de l'université de Paris, les comtes d'Alençon, de Bruges et de la Marche, de Brienne, de Lisle, le sire Raymond de Beaufort, et plusieurs autres tant clercs que laïques. »

Ainsi la majorité royale était avancée jusqu'à la plus tendre enfance; on faisait passer les règles de la succession à la couronne, des principes de la féodalité à ceux de la bourgeoisie; cela s'explique : le roi

¹ Château de Vincennes, août 1374, cod. Louvre, tome VI, p. 26, et tome VII, page 313.

n'était plus alors seulement le chef suzerain de la chevalerie féodale, mais le roi de la bourgeoisie.

Il fallait encore prévoir la possibilité d'une régence, le roi pouvant laisser un fils au-dessous de l'âge fixé par la dernière ordonnance. La régence n'avait pas été régie jusqu'alors par des règles précises ; elle avait été confiée à la mère, au plus proche parent, quelquefois même à un clerc étranger à la famille. Lorsque le roi se mettait en marche pour un pèlerinage lointain, pour une périlleuse expédition militaire, il était rare qu'il ne désignât avant son départ un régent. Il le choisissait parmi ses proches ou ses fidèles. Le plus souvent le pieux abbé de Saint-Denis, nouveau Suger, était appelé à régir le royaume en l'absence du suzerain. Quelquefois un valeureux chevalier, un noble baron d'épée et de lance prenait le plein exercice de l'autorité royale d'après les chartes octroyées par le roi. Quelquefois encore c'était un conseil de régence, une réunion de vassaux. La reine, un noble parent exerçait aussi l'administration de l'État, mais particulièrement après la mort du roi ; en général le testament statuait sur la régence, la minorité et le gouvernement du royaume. A toutes ces habitudes incertaines le roi Charles substitua un mode fixe de régence et d'administration de la tutelle.

« Voulons et ordonnons qu'au cas où par le plaisir de Dieu nous irions de vie à trépasement avant que Charles ou autre notre fils aîné soit entré en sa quatorzième année, notre frère Loys duc d'Anjou et de Touraine ait le gouvernement de notre royaume jusqu'à la quatorzième année de notredit fils, et auquel notredit frère nous donnons autorité de créer officiers pour le fait de justice et pour toutes choses touchant ledit gouvernement, présentation et collation de bénéfices, lettres de rémission de crimes, rentes et revenus qu'il sera nécessaire pour la défense du royaume ; sont exceptés les terres et pays ordonnés pour l'état et gouvernement de nosdits enfants. C'est à savoir la ville et vicomté de Paris, la cité et bailliage de Senlis, ville et bailliage de Melun, avec tous les châteaux, forteresses, manoirs, garennes, rivières, étangs, pêcheries, fours et moulins, et avec le duché de Normandie justice haute, basse et moyenne, connaissance d'échiquier, patronage, service de chevalier, de haubert, garde d'église, etc., etc. Et nous voulons qu'il ne puisse vendre, engager, céder aucun des meubles qui tiennent au domaine, et il fera serment, en la sainte chapelle et sur les saintes reliques, de gouverner le

royaume bien et loyalement , en tout bien et honneur de notre fils aîné et de tout le bien public du royaume, et le serment sera ainsi conçu : « Je Louis d'Anjou et de Touraine jure sur les saintes reliques ci-présentes que si monseigneur le roi (ce qu'à Dieu ne plaise!) mourait, avant que monseigneur Charles son fils soit entré dans sa quatorzième année, je garderai et défendrai le royaume ; ne le mettrai pas en nouvelle guerre et ne suivrai que les ordonnances faites par notre seigneur et roi sur l'âge des aînés fils, sur la tutelle et gouvernement, sur le partage ou apanage d'iceux, sur la garde et le dépôt des bijoux, vaisselle, monnaie d'or et d'argent, et ainsi le jure et promets sur les saints Évangiles et reliques, sur la chrétienté de mon baptême et par ma part de paradis. » Le serment fait, et au cas où notredit frère d'Anjou issit à trépassement avant que notredit fils aîné eût atteint sa quatorzième année, nous voulons que la garde de notredit royaume vienne à notre très-cher et très-aimé frère Philippe duc de Bourgogne, et le commettons régent de notredit royaume ¹. »

L'administration du royaume dans la régence et la minorité étant ainsi réglée, il restait la tutelle et la garde du roi mineur, jusqu'ici presque toujours confondues avec la régence. Ce fut la première fois qu'elle en fut distinguée d'une manière nette et précise. Une ordonnance spéciale la confia à la mère, gardienne naturelle de ses fils en bas âge.

« Ayant mémoire que selon raison escrite et naturelle, la mère aime plus tendrement ses enfants et a le cœur plus piteux d'iceux garder soigneusement et nourrir amoureusement, après mûre délibération du grand conseil, avons ordonné que notre très-aimée et très-chérie compagne la royne aura la garde et gouvernement de Charles notre fils aîné et de tous nos autres enfants, fils et filles nés et à naître, et qu'avec elle soit de compagnie notre cher frère Philippe duc de Bourgogne et Louis duc de Bourbon, et au cas où notredite compagne se mourrait ou se remarierait, Philippe duc de Bourgogne serait premier et principal tuteur, et en cas de mort ou s'il devenait régent, sa tutelle viendrait au duc de Bourbon, et pour soutenir le faix de ladite tutelle, donnons le vicomté de Paris et le duché de Normandie sauf et excepté notre palais royal à Paris, la

¹ Ordonn. du Louv., tome VI, p. 43.

cour de notre parlement, la chambre des enquêtes et requêtes, lesquelles appartiennent au gouvernement du royaume. Et considéré que comme les meilleures choses se font par les plus sages hommes, nous voulons et ordonnons que les archevêques de Reims et de Sens, les évêques de Laon, de Paris, d'Auxerre et d'Amiens, l'abbé de Saint-Denis en France, le comte de Tancarville, chambellan de France, Bertrand Duguesclin, comte de Longueville, connétable, Jehan comte d'Harcourt, Jehan comte de Sarrebruck, boutillier de France, Enguerrand sire de Coucy, Olivier sire de Clisson, Louis de Sancerre, maréchal, Jehan de Vienne, amiral, Chastelain, maître des arbalétriers, Raout de Renneval, panetier de France, Pierre de Villiers, souverain maître de notre hostel et garde de notre oriflamme, Pierre d'Omout et Philippe de Savoisi, nos chambellans, Arnault de Corbie et Pierre de Lagrange, présidents en notre parlement, Philibert de Lespinasse, Thomas de Voudenay, Jehan Bernier, chevaliers, Richard, doyen de Besançon, maître Nicolle Dubois et Évrard d'Étremangon, nos conseillers, maître Bertrand Duclos et Pierre Duchatel et Jean Pastourel, maîtres des comptes, Jean le Mercier Juvénal, conseiller sur le fait de nos aides, et Jehan Dax, notre avocat au parlement, et six des plus suffisants bourgeois de notre ville de Paris que notre conseil élira, et tous lesquels conseillers au moins au nombre de 12 assisteront la reine et formeront le conseil sur la régence. Et aussi voulons et ordonnons que Bureau, sire de la Rivière, notre premier chambellan, lequel sait pleinement notre intention sur le fait de nos enfants dessus dits, soit premier chambellan de notre aîné fils. C'en suit le serment de la royne :

« Je Jehanne de Bourbon, royne de France, jure aux saints Évangiles de Dieu que s'il advenait que notre très-redouté seigneur cessât de vie à trépasement avant que Charles mon fils eût atteint la quatorzième année de son âge, je nourrirai, garderai et gouvernerai avec mesdits frères commis et ordonnés tuteurs au mineur et plus profitablement que je pourrai, au bien, tout honneur et profit de la personne, enseignant bonne doctrine, et iceux faisant administrer selon les formes et teneurs de l'ordonnance faite sur ce par monseigneur le roi ¹. »

Suivaient au bas de la charte les formules du serment des ducs de

¹ Cod. Louvre, tome VI, p. 49.

Bourgogne et de Bourbon pour chacun d'eux, puis celles des prélats et vassaux. Voici la forme singulière du serment du chambellan Bureau de la Rivière :

« Les joyaux, vaisselle, monnaie d'or, argent, pierreries et autres biens, meubles quelconques à moi baillés en garde et dépôt, garderai loyalement sans rien en ôter ni souffrir être ôté, mais les restituerai à mon très-rédouté seigneur aussitôt qu'il entrera dans sa quatorzième année, et le jure sur les saints Évangiles et reliques ici présentes. »

Les formes générales du gouvernement établies par Charles V, étaient donc l'émancipation absolue du jeune roi à quatorze ans. Au cas où il n'aurait point atteint cet âge, la régence appartenait au plus proche parent aîné et majeur. Les droits du régent fixés par la charte s'étendaient à tous les actes d'administration, à l'exercice plein et entier de l'autorité royale, en tant qu'elle touchait la gestion et le gouvernement, mais quant à l'aliénation et aux droits du domaine, les principes étaient maintenus ; le régent devait tout conserver pour en rendre compte à la majorité du suzerain.

La séparation de la garde et tutelle d'avec la régence était une innovation heureuse, qui respectait tout à la fois les droits sacrés de la nature et les besoins du gouvernement féodal. Elle confiait la surveillance de l'enfant à la sollicitude maternelle, et plaçait le gouvernement proprement dit dans les mains fermes et vigoureuses d'un des premiers princes du sang. La tutelle était soumise à un conseil composé des parents, de presque tous les officiers de la hiérarchie du palais, des membres du parlement et de la cour des comptes, et au moins de dix bourgeois de Paris. C'était une libérale assemblée. La bourgeoisie elle-même trouvait ainsi sa représentation dans le conseil de tutelle royale. Enfin, par une disposition complémentaire de toutes les autres, le roi fixa les apanages de chacun de ses enfants.

« Pour que nos enfants s'entr'aident parfaitement, avons ordonné qu'après notre décès, notre très-cher fils Charles, soit roi de France et nous succède en notre royaume comme notre vrai et loyal héritier, et que notre fils Loys ait pour tout droit de partage un apanage en nos terres et seigneuries de douze mille livres de terre tournois avec le titre de comte et 40 mille francs en deniers pour les mettre en état. Et voulons et ordonnons que Marie notre fille soit contente de 100 mille livres que nous lui avons données en mariage ; qu'Isabelle notre seconde fille ait pour tout droit de partage et apanage

soixante mille livres, et s'il advenait par le plaisir de Dieu que nous eussions d'autres enfants, chacun de nos fils aura pour tout droit de partage, comme dessus, douze mille livres de terres tournois avec le titre de comte et quarante mille livres en deniers pour le mettre en état, et chacune des filles soixante mille livres pour son mariage avec tels joyaux comme il appartient à filles de roi ¹. »

Cette ordonnance tendait à imprimer un esprit nouveau à la nature des apanages ; elle substituait des sommes en argent, et de simples titres aux concessions de grands fiefs qui morcelaient l'unité territoriale du domaine. C'était une espèce de réaction contre le système du roi Jean qui avait détaché de la succession royale les plus belles provinces : l'Anjou, la Bourgogne, la Langue-doc pour en former des apanages particuliers au profit de ses fils. Charles avait vu des frères aussi puissants que lui ; il les craignait. Au moyen des rentes et des apanages en argent, ou de terres non désignées, la couronne n'était point atteinte ; tout au plus si elle se gênait un peu pour ses revenus, et cela pouvait se réparer avec des aides et des secours d'argent que la féodalité permettait de réclamer des vassaux. Il y avait donc, comme on l'a dit, prévoyance, esprit de gouvernement et surtout de famille dans le roi Charles V. Sous ce rapport on peut le considérer comme un des princes qui ont le plus parfaitement compris le besoin d'unité politique. Il fonda ces règles immuables, lesquelles ont présidé depuis à l'hérédité monarchique, à la hiérarchie de la famille régnante, aux droits respectifs de ses différents membres.

Dans les autres parties du gouvernement, il y a moins de régularité ; la pensée est plus subordonnée aux accidents de la guerre, aux mille nécessités du trésor, mais il y a toujours une tendance monarchique. Au bas de l'échelle administrative on remarquera que beaucoup de communes échangèrent leur système d'indépendance locale et absolue contre la juridiction royale des prévôts. Il semble qu'il y avait même un peu de lassitude dans quelques-unes des populations soumises au régime des municipalités. Plusieurs charges locales étaient allégées par l'adoption d'une administration de prévôté ; des villes demandèrent elles-mêmes la suppression de la commune. C'est ainsi que la commune de Roye fut rapportée à la requête des habitants, parce qu'ils ne pouvaient en supporter les obligations ² ; celle de Meulan le fut

¹ Collect. du Louvre, tome VI, p. 81.

² Ordonn. du Louv., tome VI.

également comme très-onéreuse. L'élection des maires et des échevins, les frais de garde paraissaient des charges trop lourdes aux habitants. La juridiction royale des prévôtés réduisait l'administration à une unité économique¹. Les hommes du roi gardaient la ville, et souvent, moyennant une redevance fixe, on se rachetait de tous les services, et cela caressait cette paresse de la classe moyenne si favorable au pouvoir absolu; et puis, chaque temps a son caprice; c'était alors l'époque des bourgeoisies. La commune avait été produite par l'esprit de liberté contre l'oppression. Ce grand effort avait développé une énergie momentanée, un gouvernement du peuple et par le peuple; aussitôt cette explosion s'était calmée; bien des habitants n'avaient vu que les charges d'un gouvernement par eux-mêmes; la liberté individuelle, la propriété étaient assurées par la bourgeoisie. Toute la différence était qu'elle laissait le gouvernement aux mains royales et aux officiers qu'elle désignait. On aime donc mieux être bourgeois que communaux.

Le roi favorisait de tout son pouvoir le nouveau système, parce qu'il détruisait tout à la fois l'influence féodale et la trop grande indépendance communale. Le bourgeois devenait l'homme du roi; aux devoirs de la vassalité succédaient l'obéissance et les rapports du prince et des sujets. Charles V rendit une grande ordonnance sur la bourgeoisie de la Langue-doc. L'extension des communes, le nombre de ces hommes libres qui se multipliait sur tout le territoire, avaient excité au plus haut degré le mécontentement des nobles, particulièrement dans le midi. L'ordonnance fut délibérée en parlement, et sous ce rapport, ne fut-elle peut-être qu'un arrêt de justice portant l'intitulé royal, selon l'usage.

« Nous faisons savoir qu'il a été exposé en notre chambre du parlement de la part de quelques prélats, personnes ecclésiastiques, nobles de la sénéchaussée de Beaucaire, Carcassonne et de la Langue occitanienne, que le roi Philippe le Bel avait fait plusieurs ordonnances où étaient mentionnées les conditions pour acquérir le droit de bourgeoisie; il était dit qu'aucun ne pouvait devenir bourgeois que dans les lieux de bourgeoisie, où il demeurerait et habitait une maison au moins de 60 sols dans l'année. Ces conditions sont violées à tout moment par des hommes qui changent de villes, se font faux bour-

¹ Ordonn. du Louv., tome VI.

geois, ne veulent payer aucune taille, ni faire aucun service de guerre, ne s'acquittent pas envers leurs créanciers auxquels ils échappent en changeant incessamment de ville de bourgeoisie.

» De la part des bourgeois il fut exposé que le roi Philippe le Bel, dans l'intérêt de son royaume, avait établi certaines bourgeoisies, et particulièrement dans la Langue occitanienne, et permis à tous ceux qui éprouvaient des molestations de recourir aux prochaines bourgeoisies, et particulièrement à Montpellier, pour y être reçus comme bourgeois en payant seulement un marc d'argent, et que, pourvu qu'un homme habitât dans l'année une maison de 60 sols, il devait être exempt de toute redevance féodale; que depuis certains privilèges avaient été concédés pour Aigues-Mortes afin de pourvoir à sa garde et de la peupler; que par conséquent plusieurs hommes s'y étaient rendus, ainsi qu'à Carcassonne, Beaucaire et Toulouse; que plusieurs prélats et barons avaient en haine lesdites bourgeoisies, à cause qu'ils ne peuvent plus opprimer ceux qui sont ainsi dans notre juridiction.

» Ayant ouï par nosdits conseillers les supplications de la bourgeoisie et de plusieurs prélats et nobles, après une mûre délibération dans le conseil, nous voulons que les bourgeois soient désormais reçus dans aucune autre bourgeoisie, que là où ils demandent à être reçus, et celui qui sera reçu autre part ne sera pas plus réputé bourgeois. Le délit commis dans l'année ou avant l'année par le bourgeois, ressortira de son ancienne juridiction, pourvu, toutefois, que sous ce prétexte ils ne soient pas opprimés. Ils pourront renoncer à la bourgeoisie, pourvu qu'ils le fassent sans fraude et de leur volonté spontanée. S'ils commettent un délit, nous voulons qu'ils puissent être punis par le juge du lieu où le délit sera commis : nous voulons également que les bourgeois, pour jouir de leurs droits, libertés et privilèges, soient tenus de demeurer avec leurs femmes et leurs enfants et leur famille dans le lieu de leur bourgeoisie, pendant les quatre grandes fêtes de l'année, savoir : la fête de tous les Saints, la Naissance du Sauveur, Pâques et Saint-Jean-Baptiste, et au moins huit jours à chacune de ces fêtes. Autrement, ils seront censés renoncer à tous les privilèges de la bourgeoisie, et si quelqu'un d'eux venait à enfreindre le présent statut, il cessera d'être notre bourgeois. Fait à Paris par notre conseil en la chambre du parlement ¹. »

¹ Collect. du Louvre, tome VI, p. 214.

Cet acte restreignait les abus des franchises bourgeoises, car il y avait souvent fraude parmi les bourgeois qui passaient continuellement d'une ville à une autre pour s'exempter des devoirs de la cité. L'ordonnance était une sorte de réaction au profit de la noblesse féodale qui se plaignait de voir ainsi échapper ses hommes. Le roi avait alors besoin des barons et châtelains de la Langue-doc pour les opposer aux archers anglais qui envahissaient la Guienne. Le duc d'Anjou venait aussi de défendre aux nobles de la Langue-doc de quitter le pays, afin qu'il pût à toute heure provoquer leur service et les réunir sous les bannières. Le roi fit alors quelque concession à la racenoble, dont il exigeait continuellement les services. Les châtelains de la Langue-doc étaient d'ailleurs riches et vaillants. Ils pouvaient fournir de grandes ressources au suzerain. On avait fait bien assez pour les bourgeois en établissant quatre villes de franchise, où leur domicile suffisait pour acquérir le droit de la bourgeoisie. Mais au moins fallait-il que le domicile fût réel, et que les hommes des barons ne pussent pas tout à la fois s'affranchir des services féodaux et des charges de la bourgeoisie par des mutations perpétuelles de demeures.

Ainsi raisonnaient les gens du conseil ; et il y eut alors dans la Langue-doc une grande mesure de sévérité prise contre la commune de Montpellier ; le duc d'Anjou avait ordonné la levée d'un subside sur chaque feu d'habitants. Comme les bourgeois n'avaient pas consenti à cet impôt, ils se levèrent en masse, au son de la *campane*, beffroi municipal, égorgèrent les officiers du comte d'Anjou, et il y en eût bien 80 de tués et jetés dans les puits ; mais Montpellier, ville isolée, pouvait-elle résister à toute la noble chevalerie du comte d'Anjou ? Elle fit donc sa soumission ; le jour de l'entrée du comte on vit un spectacle déplorable ; les clercs, moines, universitaires, s'avançaient en procession et chantaient le *miserere* ; puis venaient les enfants de bourgeois qui poussaient le cri de *miséricorde* ; les magistrats municipaux s'étaient dépouillés de leurs insignes, de leur chaperon mi-parti : ils portaient au comte le battant de la *campane* qui avait appelé les habitants aux armes ; la cité fut condamnée à perdre consuls, consulats, maison commune, scel et cloche ; six cents citoyens furent condamnés, savoir : 200 à avoir la tête tranchée, 200 à être pendus, et 200 à une perpétuelle servitude ; on devait fonder une chapelle expiatoire où serait déposé la cloche avec laquelle on avait sonné le *tanqueham*, ou tocsin. Toutes ces condamnations

furent plus tard commuées en une amende de 600 mille livres que préféra l'avidité du duc d'Anjou, car le bon duc mettait l'argent par-dessus tout ¹.

L'organisation des corporations marchandes et des métiers tendit également à se centraliser. Dans un grand nombre de cités c'était par ordre d'états et dans une sorte de hiérarchie que se classait la population. Une ordonnance royale occupa de leurs privilèges. Les libraires, écrivains, relieurs et parcheminiers de la ville de Paris devaient être exempts du guet. La communauté des chirurgiens de Paris fut également affranchie, pourvu toutefois que ceux-ci prêtassent serment que toutes les fois qu'ils seraient appelés à soigner une blessure, ils le déclareraient au prévôt, à moins que le blessé ne fût en lieu saint ².

La corporation des barbiers, qui se rattachait à celle des chirurgiens, et dont la surveillance appartenait au premier valet de chambre, barbier du roi, eut ses statuts homologués par une ordonnance spéciale. Une autre ordonnance ou arrêt prit des mesures contre les boulangers et leurs mauvaises fraudes relatives au prix du blé ³. Le prévôt de Paris reçut la surveillance générale des matières et marchandises. Les marchands de vins d'Arras purent élire un chef avec le titre de *prince des vinières*, qui les représentait devant les juges, imposait les marchands pour les frais de justice et autres. Le conseil confirma les statuts des drapiers de Rouen. Enfin, un édit royal comprit dans une série d'articles, de nombreuses dispositions sur les orfèvres et joailliers de Paris. « Savoir faisons que comme, par la diligence de plusieurs de nos officiers, l'on a trouvé défaut et malfaçons de aucuns des orfèvres de notre bonne ville de Paris, dont plusieurs ont été punis; pour ce que pareille chose n'arrive, et voulant favoriser notre ville de Paris qui, par multiplication de plusieurs artifices, doit resplendir et sur toutes les autres cités être décorée, avons sur ce statué et ordonné : Quiconque le voudra pourra être orfèvre à Paris, s'il a appris et s'il a l'intelligence du métier. Mais il ne pourra jamais ouvrir d'autre métal que le bon or, si ce n'est des bijoux d'église, comme tombes, châsses, croix, encensoirs, et les orfèvres ne pourront en ouvrir en chambre secrète, à

¹ MS de la Bibliothèque du Roi, tit. concernant l'histoire de France, carton n° 96.

² Collect. du Louvre, tome VI.

³ *Ibid.*, p. 387.

moins d'être approuvés du maître des métiers. Tous auront un poinçon avec leur nom droit écrit dessus, et ne pourront ouvrir de nuit si ce n'est pour nous, la reine et nos enfants, et bien entendu que les tabletiers, merciers ne pourront vendre chose en or. Lesdits orfèvres mettront sous améthyste et sous grenat, feuille d'argent seulement, mais ne pourront mettre feuille vermeille et ne mettront améthyste qu'avec émeraude et rubis d'Orient; ils ne pourront unir perle d'Europe avec perle d'Orient, si ce n'est en grands joyaux d'église; et orfèvres qui ouvriront argent en vaisselle, écuelles, gobelets, calices, ne pourront employer que l'argent. Et si aucun est trouvé avoir entrepris et ouvré en moins bon or et argent, pour la première fois l'œuvre sera despecée et les poursuivis payeront pour ce une amende arbitraire. Et tous lesdits orfèvres seront francs et exempts de tout péage et coutumes, et de faire le guet de la commune de Paris, et toutes les choses susdites voulons que ce soit chose ferme et stable ¹.

C'est sous le règne de Charles V que s'organisèrent les maîtrises et jurandes, système de restriction mis sur l'industrie. Tout alors se réglait par les principes des communautés religieuses, tout se symétrisait par corporations. Les forces isolées n'étaient pas assez puissantes pour agir seules. Elles avaient dès lors le soin de se grouper, et les rois tirèrent profit de cette nécessité pour établir une espèce d'impôt sur l'industrie. Charles V en fut l'inventeur, car déjà ses besoins d'argent étaient grands, et il ne voulait point revenir à ces mesures d'impôts qui pouvaient favoriser la liberté et le retour des états généraux.

L'organisation financière reçut sous son règne des formes régulières et des principes fixes. L'administration des finances se divisa dans la hiérarchie suivante : « généraux, conseillers, trésoriers des guerres, receveurs, grènetiers, contrôleurs. Ces officiers ne pouvaient publiquement ou occultement par eux ou par autrui exercer aucun commerce en fait de marchandises. Les receveurs de provinces devaient diriger vers Paris les sommes provenant de la recette dont ils pouvaient disposer, et qui devaient rester dans les mains du receveur général. Celui-ci jurait en la chambre des comptes de ne donner quittance que pour les deniers réellement reçus. Le chancelier ne

¹ Ordonn. du Louvre, tome VI, p. 387.

devait sceller aucune remise faite par le roi aux receveurs. Tout don fait par le roi devrait contenir ses motifs examinés par la chambre des comptes. Les lettres devaient être signées par trois au moins des secrétaires du roi, et les généraux ne feraient plus aucune délivrance de deniers, si ce n'est par l'ordonnance de la chambre des comptes. Les généraux, sur le fait des aides, devaient vérifier tous les mois les recettes des receveurs généraux. Les distractions sur les fonds reçus ne pouvaient être faites que pour le paiement des gens de guerre, les armées navales, les dépenses pour l'hôtel du roi et les fonds de la cassette ¹. »

Souvent les finances, les aides étaient données à ferme. Lorsqu'un impôt était mis sur le peuple, il se trouvait toujours gens richards, juifs, italiens ou chrétiens qui offraient au roi une somme immédiatement payée et nette de toute charge, pourvu qu'on les autorisât à lever l'impôt à leur profit. Mais alors même que l'aide était laissée à ferme, elle était soumise à des règles, afin que les fermiers ne pressurassent pas trop le pauvre peuple. Voici les institutions et les ordonnances sur le gouvernement des aides et subsides du royaume et la manière de les lever, au mois d'avril 1374.

« Sera levé par tout le royaume de France l'imposition de 12 deniers pour livre ; le 13^e du vin qui sera vendu en gros, et le quart du vin vendu à la taverne. Seront levés, savoir : sur les villes fermées six francs par feu, et au plat pays, deux francs par feu. Et les fermiers qui voudront prendre lesdites aides, devront indiquer leur plège et caution dès qu'ils auront remis le denier à Dieu. Ils ne pourront sous-affirmer à profit sans payer entièrement les fermes au roi. Les aides imposées se payeront de mois en mois ; les villes fermées et au plat pays de 2 mois en 2 mois. Que tous les receveurs aient leur compte ou règlements faits, afin qu'on puisse les voir ainsi et toutes les fois qu'on le voudra ². »

Jamais les juifs, alors presque tous receveurs d'aides, fermiers de finances, n'avaient gagné plus d'argent en France que depuis le gouvernement du dauphin Charles, jusqu'au règne de Charles VI. A la grande émeute de Paris, ils possédaient le tiers du sol de la capitale, et leurs maisons regorgeaient d'ornements d'or et d'argent, marchandises et brillements de toute espèce.

¹ Coll. du Louvre, tome VI.

² Reg. des aides, tome VI.

L'organisation financière doit aussi à Charles V l'établissement de plusieurs hôtels royaux des monnaies dans les provinces. Des tentatives avaient été faites pour priver les seigneurs du droit d'émettre la monnaie, mais cette prérogative féodale était trop lucrative pour que les seigneurs y renoncassent. Ils en poussaient même l'abus fort loin, car plusieurs frappaient de fausses monnaies royales et les mettaient en circulation. Le plus grand faux monnayeur était l'abbé du monastère de Saint-Claude. Il recouvrait d'une simple feuille d'argent des pièces de cuivre à la marque royale, de sorte que tout le monde s'y laissait prendre. Mais les juifs découvrirent bientôt les ruses du bon abbé faux monnayeur. Le roi ordonna au bailli de Mâcon de se saisir de ses biens, en représailles de ce qu'il contrefaisait les sous d'or et d'argent ¹.

L'organisation judiciaire changea peu ; toutes les ordonnances sur le parlement et les bailliages ne furent que des développements des chartes du roi Jean ; aucun changement important n'y fut fait. Sous le rapport des institutions militaires, Charles V peut être considéré comme le premier roi qui ait réprimé la force brutale des grandes compagnies, pour leur substituer des compagnies régulières. Tout à fait dévoué aux idées de cléricature, il cherchait à imprimer aux institutions militaires ce caractère hiérarchique d'université et d'église.

Au lit de mort, Charles V abolit tous les impôts établis sans le consentement des états ; c'était la consécration d'un grand principe ; mais cet acte à son dernier moment ne produisit que difficultés et trouble pour son successeur.

Le testament royal a été conservé. Il est adressé aux officiers de son palais que le roi désigne tous pour ses exécuteurs testamentaires. « Notre finale parfaite et vraie intention est, dit-il, que toutes les dettes de notre hostel soient promptement acquittées, et cela pour toute chose envers le cardinal de Beauvais, comme envers feu Bertrand Duguesclin, les marchands et bourgeois de Paris, et dans cet objet nous avons mis en garde au château de Vincennes onze mille francs d'or qui sont en la tour, et voulons que notre volonté soit obéie. »

Quelques jours après, Charles V expira très-repentant d'avoir opprimé ses sujets par des levées d'impôts sans convocation d'états.

¹ Collect. du Louvre, tome VI.



CHAPITRE XXXII.

CHARLES VI.

1380 — 1382.

Caractère du règne de Charles VI. — La gentilhommerie. — Les bourgeois, les Jacques. — Les Armagnacs et les Bourguignons. — La régence. — Arbitrage sur le gouvernement. — Jugement des arbitres. — Premiers actes du conseil. — Élection du connétable. — Formes du gouvernement. — Lieutenance générale du royaume. — Sacre de Reims.

Toute la prévoyance du roi Charles V s'était appliquée à régler les droits de famille dans la succession à la couronne ; et une chose digne de remarque, c'est par la famille que le trône de France fut ébranlé sous le règne de son successeur ; les grandes ordonnances qui fixaient les principes de la majorité, de la tutelle, de la régence, de la garde de l'enfant roi, ces ordonnances, qui depuis ont servi de base au droit public, furent presque toujours méconnues, et les fatales rivalités dans le lignage royal préparèrent de longs malheurs.

La période qu'embrasse l'administration de Charles VI parait dominée par quelques caractères généraux, qu'il est essentiel de préciser d'abord, afin d'expliquer les événements ¹.

Jusqu'ici le mouvement politique avait été purement bourgeois ; quelques jacqueries s'étaient de temps à autre soulevées, dans les

¹ Pour le règne de Charles VI, j'ai consulté la grande chronique du moine de Saint-Denis, non point dans la traduction ampoulée de Laboureur, mais dans le texte ; il faut la comparer avec Juvénal des Ursins. Le Journal d'un bourgeois de Paris, qui ne commence qu'à 1402, est fort curieux, parce qu'il exprime des opinions populaires ; consultez surtout le grand Recueil du Louvre, les registres du parlement et les chartes par ordre, telles qu'elles se trouvent aux archives du royaume.

père de l'enfant, avait voulu qu'il ne fût sacré jusqu'à ce qu'il eût plus grand âge, et que les ducs de Bourgogne et de Bourbon eussent le gouvernement de l'enfant. »

L'opinion contraire trouva également un défenseur dans le conseil : messire Jean Desmares, qui était avocat du roi en parlement, fit une bien notable proposition, en montrant « qu'on devait mener le roi à Reims pour être sacré, et alléguait plusieurs grandes raisons et comme plusieurs rois en moindre âge, et même le roi saint Louis, avaient eu le gouvernement de ce royaume avant cet âge ; que quand le roi serait sacré, toute division de seigneurs cesserait dans le royaume. »

Le conseil ne put pas ou ne voulut pas décider ; les divisions étaient si grandes ! « Entre les serviteurs du prince étaient paroles ardentes, et les gens de guerre allaient aux faits ; » on ne voyait aux champs que les gonfanons d'Anjou, de Sicile, de Bourgogne et de Berry. Les hommes d'armes en venaient sans cesse aux mains. Pour éviter ces grandes désolations dans le royaume, les princes, sur l'avis des prélats et gens d'église, convinrent de confier la décision de leurs droits à un arbitrage ; les arbitres jurèrent, sur les saints Évangiles de Dieu « que cessant tout amour, crainte ou peur, ils discuteraient et résoudraient la question royale. » Du côté du prince, il fut également admis qu'on s'en tiendrait définitivement à la décision des arbitres ¹.

La chronique ne dit pas quels furent ces arbitres. Il était nouveau dans l'histoire des lignées suzeraines, de voir ainsi confier la solution d'un royal droit au jugement d'autrui. Ce n'était pas sans doute le premier arbitrage. Souvent le saint abbé du prochain monastère s'était porté comme conciliateur entre deux barons hautains, disputant un fief les armes à la main ; mais ici il s'agissait de droits du roi, des prérogatives de la couronne ; et puis, ce n'était pas un seul arbitre arraché à la solitude du cloître ou à la prière des autels, c'était un conseil arbitral, une réunion d'hommes, tribunal souverain pour décider sur les prétentions respectives des princes.

Ces arbitres élus s'assemblèrent ; ils demeurèrent quatre jours ensemble, « désirant dire leur avis et imagination, selon que la matière le requérait, et ils prononcèrent leur sentence de la manière que s'ensuit ; c'est à savoir : Que la loi des prédécesseurs rois de

¹ Juvénal des Ursins, chap. 3.

France ne pouvait pas tellement arrêter ou retarder ceux de la lignée royale, qu'ils ne puissent anticiper le terme préfix de leur sacre, et à ce faire fut assignée la fin d'octobre : ils décidèrent également que tous les vassaux et féaux feraient foi et hommage au jeune roi, que tout le fait de la guerre et de la justice se conduirait en son nom, et sous son scel ; enfin que les enfants du feu roi seraient baillés aux gouvernements des ducs de Bourgogne et de Bourbon, lesquels les feraient nourrir, doucement instruire et endoctriner ¹. »

Les arbitres ajoutèrent que le duc d'Anjou porterait le titre de régent, mais sans en avoir ni en posséder toute l'autorité. Quant aux joyaux et pierreries de la couronne, ils étaient accordés au duc d'Anjou, à la charge pourtant d'en laisser quantité suffisante pour le jeune roi et sa brillante cour plénière.

Ce jugement, ou dire des arbitres, comme on l'appelait alors, dénaturait complètement les dispositions prévoyantes de Charles V ; les droits de la régence étaient méconnus ; l'enfant royal était appelé au gouvernement avant l'âge prescrit ; la régence n'était plus un plein pouvoir d'autorité et d'administration ; Charles VI régnait, agissait sous la tutelle commune de ses oncles. Le duc d'Anjou fit tous ces sacrifices à cause des bons deniers d'or que la sentence lui adjugeait. Il était alors occupé de la chevaleresque conquête de Naples ; son ambition convoitait les beaux champs, les opulentes cités de la Pouille et de la Sicile ; il préparait la solde de ses chevaliers, et deux millions de florins étaient déposés dans une forte tour tout auprès d'Avignon.

Le premier acte du nouveau règne fut le renvoi du cardinal d'Amiens, principal ministre de Charles V ; il avait été bien rude au jeune roi durant la vie de son père, si bien qu'on avait entendu l'héritier du trône s'écrier à l'agonie du roi : « Savoisi, mon ami, à ce coup serons vengés de ce prêtre. » Le cardinal sentit le danger ; il fit seller sa mule, emporta le plus de deniers qu'il put. Il s'en alla dans Avignon, refuge papal, et il emportait bon nombre de florins d'or, car le cardinal d'Amiens avait multiplié les taxes et impôts. C'était l'us et coutume à chaque avènement de changer de ministres ; indépendamment des amitiés du nouveau roi qu'il voulait satisfaire, il y avait un motif de popularité. Le plus souvent le ministre avait assumé

¹ Le moine de Saint-Denis, page 4.

la haine des halles, la défaveur de la noblesse ; on en faisait ainsi justice à l'avènement, et cet acte était salué par des acclamations.

Il fut également question de faire un connétable. Il n'en avait point été institué depuis Bertrand Duguesclin, ce brave Breton, roi des gens d'armes. Le connétable était le chef de toutes les bannières, le véritable prince des batailles. Sa puissance s'était principalement accrue sous le règne de Charles V, monarque couard, qui fuyait les combats et les meslées ; le connétable fut alors une si grande puissance, qu'on le choisit presque toujours parmi les vaillants chevaliers de la nation, qu'on voulait attirer à son alliance. Ainsi sous le règne des trois rois, depuis Charles V jusqu'à Louis XI, les connétables furent Bretons ou Écossais ; car de braves et nombreux chevaliers de ces deux nations servaient sous la bannière de France. La connétablie était une délégation de la puissance militaire du suzerain ; elle fit passer la royauté du système militaire au gouvernement civil. Le connétable choisi à l'avènement de Charles V fut messire Olivier de Clisson ¹, vaillant chevalier de Bretagne ; « le roi le fit connétable, et lui bailla l'épée, et fit le serment en tel cas accoutumé, et lui commanda le roi d'assembler gens d'armes pour les conduire à Reims à son sacre ². »

Et toutes ces formes de gouvernement avaient été arrangées par une assemblée de princes, prélats, barons, tenue en parlement : « Le mardi, 2^e jour d'octobre 1380, au conseil furent assemblés en parlement, monsieur Loys, régent du royaume, duc d'Anjou, de Touraine et comte du Maine ; MM. les ducs de Berry et de Bourgogne, frères germains de mondit sieur le régent, le duc de Bourbon, tous oncles du roi notre sire, M^{me} la royne Blanche, la duchesse d'Orléans, le comte d'En, messire Charles d'Artois, les comtes de Tancarville, d'Harcourt, de Sancerre, de Vienne ; messire Charles de Navarre ; les archevêques de Rouen, de Reims, de Sens ; les évêques de Laon, de Beauvais, d'Agén, de Paris, de Langres, de Bayeux, de Têrouenne, de Chartres et plusieurs autres prélats et barons, et en leur présence fut dit, par la bouche de Jean Desmares : Que combien que le roi notre sire fût mineur d'âge par la coutume de France, néanmoins, pour le bien de la chose publique, ledit monsieur le régent a voulu

¹ D. Morice, Preuves de l'histoire de Bretagne, tome II, page 298.

² Juvénal des Ursins, chap. 3.

qu'il fût sacré à Reims, et a fait qu'il ait le gouvernement et administration du royaume, par le conseil et avis de sesdits oncles messeigneurs, et tant que chacun touche, et pour cette fin monsieur le régent l'a âgé ¹. »

La régence devint, sous ce règne, un pouvoir collectif entre tous les oncles du roi ; ce pouvoir fut régularisé par une autre ordonnance. « 1° Qu'au conseil du roi seront toujours assis les ducs d'Anjou, de Berry, de Bourgogne et de Bourbon, ou de trois ou de deux, s'il lui plait, dont monsieur d'Anjou sera toujours l'un et aura la présidence, et quand ledit monsieur d'Anjou ne sera pas présent, on ne pourra délibérer aucune grosse et pesante besogne. Lesdits seigneurs éliront douze personnes pour être et résider au conseil du roi ; lequel conseil se tiendra continuellement à Paris, et tout ce qui sera résolu concurremment avec ce conseil, sera tenu pour valable. C'est par ce conseil que tous offices, capitaineries, garde de châteaux, sénéchaussée, bailliage, seront mis et ôtés ; les distributions de finances en seront également faites ; lesdits seigneurs, en ce conseil, ne pourront aliéner ni bailier le domaine du roi, en héritage, ni aussi à vie, sans le consentement desdits quatre seigneurs et du roi ; c'est ce conseil qui fera inventaire de la finance et des joyaux de la couronne. Quant à la garde de l'enfant roi, elle demeurera à messieurs de Bourgogne et de Bourbon ². »

Ces actes étaient approuvés du scel des quatre princes qui cherchaient ainsi à se lier par serment, et à profiter du partage de leur pouvoir. Tous, sauf le duc de Berry, étaient richement apanagés ; le duc de Bourgogne possédait les plus plantureuses terres ; le duc d'Anjou rêvait la conquête d'un royaume ; il avait saisi tous les joyaux de la couronne et les trésors du roi ; le duc de Berry se fit concéder la lieutenance générale des terres de la Langue-doc.

C'est la première institution d'une lieutenance générale régulière que nous trouvons dans les annales de France. Elle ne donnait pas de pouvoir aussi étendu que la régence, car la souveraineté royale n'était pas suspendue, mais elle créait une puissance plus absolue que le simple gouvernement, autorité purement administrative. L'ordonnance constituait le duc de Berry lieutenant général de la Langue-doc, du

¹ Regist. du parlement, Mémoire des pairs, par Lancelot, page 620.

² Collect. du Louvre, tome IV, page 329.

comté de Toulouse, d'Auvergne et du Poitou, lui déléguaient la plénitude de l'autorité royale, avec tous ses droits civils et militaires, et par conséquent la faculté de changer baillis, sénéchaux, grands juges, viguiers, châtelains, connétables, capitaines ; de concéder lettres de grâces, sauf-conduits ; de remettre la punition de crime de lèse-majesté, de révoquer le bannissement ; elle lui confiait, en un mot, tous les droits régaliens ¹.

Lorsque le gouvernement eut été ainsi réglé et les parts faites à chacun, on songea au sacre de Reims, dernière consécration de l'autorité royale ; « et le roi se partit accompagné des ducs d'Anjou, de Berry, de Bourgogne et de Bar, des comtes de Hainault, de Harcourt, d'Eu, et de plusieurs barons, chevaliers et écuyers, et l'on s'en vint à l'église de Saint-Remi, à Reims, et fut le roi sacré. »

Dans le repas solennel après le sacre, une dispute s'éleva entre les oncles du roi sur les prérogatives de la pairie. Était-ce le rang de princes du sang qu'il fallait suivre, ou bien la prééminence du rang des pairs ? Le duc d'Anjou, l'aîné des princes, soutenait qu'il devait s'asseoir le premier à côté du roi ; le duc de Bourgogne, comme doyen des pairs de France par son duché, réclamait également cette prérogative ; car au sacre les principaux étaient les pairs de France ; et ainsi fut décidé par le roi. Cette dispute alla bien loin. Le duc d'Anjou, nonobstant la décision du roi, s'assit à ses côtés ; le duc de Bourgogne, violemment irrité, mit son pliant d'honneur entre le siège du roi et celui de son frère ; et les choses venaient ainsi en s'échauffant, si tant il y a que le roi intervint et décida pour la seconde fois la dispute en faveur de la pairie. Dans ce repas, l'on vit des grands barons de la couronne remplir à cheval, selon les vieilles coutumes féodales, les devoirs de leurs offices, et servir le roi selon leur fidélité ². Ainsi tout était fixé, forme du gouvernement, régence, prérogatives de famille. Il faut voir maintenant où en était le peuple, et préciser les caractères du mouvement social.

¹ Collect. du Louvre, tome VI, page 329.

² Lancelot, Preuves du Mémoire des pairs, page 367.

CHAPITRE XXXIII.

1362 — 1364.

Les lollards ou pauvres anglais. — Les métiers flamands. — Les halles de Paris. — Révolte simultanée. — Motion d'un cordonnier contre les riches et les gentilshommes. — Assemblée pour l'abolition des impôts. — Pillage de juifs. — Incendie des bureaux de recette. — Armement de Paris. — Révolte de Rouen. — Rétablissement de l'impôt. — Nouveaux soulèvements. — Les maillotins. — Défaite des communes de Flandre. — Marche de l'armée royale sur Paris. — Entrée triomphante des gentilshommes. — Opposition des halles. — Rouen. — Orléans. — Jacquerie des laboureurs et gens mécaniques.

J'ai indiqué la transformation de la liberté bourgeoise en émeute de halles dans les cités, et en jacquerie dans les campagnes. Ce caractère social se révèle simultanément dans les terres de France, d'Angleterre et de Flandre. Comme ces révoltes violentes ont entre elles des liaisons intimes, comme les serfs d'Angleterre, les métiers de Flandre et les halles de Paris avaient des intelligences, et, ainsi que le dit le moine de Saint-Denis, comme les Jacques avaient fait conjuration contre la gentillesse, il paraît essentiel de raconter ces grands tumultes, expression violente de l'état social.

On a vu comment le menu peuple d'Angleterre s'émut lors de la prédication des doctrines d'égalité du prêtre John Bull¹. Les choses allaient de mal en pis. Dans tous les champs de l'Angleterre, on n'entendait que ces cris : « Telle chose dit John Bull, et dit voir (vrai) ! » Et c'est alors que se mirent en route ceux de la comté d'Essex, de Sussex et de Bedford, et étaient bien soixante mille. Leur souverain capitaine était un plâtrier, Walter Tuillier, et le lieutenant un charbonnier, Jack Straw. Quand le maire et les riches bourgeois apprirent la venue de ces Jacques, ils en furent très-effrayés.

¹ Page 7 à 9 de ce volume.

et ils se hâtèrent de fermer les portes ; mais les Jacques menacèrent de brûler les faubourgs, et tous criaient : « Le roi ! le roi ! le roi ! » et le roi Richard était enfermé à la Tour de Londres. Vous eussiez vu ces méchantes gens assaillir un châtelain du nom de Jean-Newton, et lui dire : « Messire Jean, il faut que vous soyez notre souverain seigneur et capitaine pour faire ce que nous voudrons. » Et comme le chevalier s'excusait, ils lui dirent : « Messire Jean, messire Jean, si vous ne faites ce que nous voulons, vous êtes mort ! » Or remarquez leur grande folie : s'ils fussent venus à leur entente, ils eussent détruit tous les nobles d'Angleterre, et après, tous menus peuples des autres nations se fussent rebellés, et prenaient *pied et exemple* de ceux de Gand et de ceux de Paris ¹.

Le maire et les riches bourgeois de Londres n'étaient pas de leur secte, mais il y en avait bien trente mille des métiers, qui, joints avec ceux de la campagne, formaient plus de cent mille hommes. Le roi se décida à venir leur parler ; mais lorsqu'il vit cette grande troupe qui se démenait furieuse, il eut peur et rentra dans la Tour. Alors le peuple brisa les portes de la Cité : toute cette jacquerie était très-animée. Des serfs entrèrent dans le palais de la royne, déparèrent son lit. Le roi se présenta à la multitude, et lui dit moult doucement : « Bonnes gens, je suis votre roi ! Que voulez-vous ? » Adonc tous répondirent : « Nous voulons que tu nous affranchisses à tous les jours du monde, nous, nos hoirs et nos terres, et que nous ne soyons jamais nommés serfs ni tenus. » — « Je vous l'accorde, dit le roi ; retirez-vous en vos maisons et en vos lieux ; laissez ici deux ou trois hommes par village et leur baillerai lettres scellées de mon grand sceel pour qu'à jamais vous soyez libres : allez, et vous ferai délivrer les chartes. » Et le peuple s'écria : « C'est dit, c'est bien dit ; nous ne demandons pas mieux ! » Le lendemain plus de trente clercs furent employés à écrire chartes d'affranchissement.

Cependant, le menu peuple s'était tout réuni dans une plaine, et attendait en armes la délivrance de ses bonnes lettres ; le roi y vint en effet, accompagné de bien soixante hommes à cheval, parmi

¹ Froissard, aux années 1380-1382.

² Froissard, *ibid.*, en le comparant avec les chroniques anglaises aux mêmes dates.

³ Froissard, ad ann. 1382-1383. Quelques-unes de ces chartes d'affranchissement de serfs se trouvent encore dans Rymer, aux mêmes années.

lesquels se trouvait le maire de Londres ; mais quand il vit si grande troupe, il attendit un peu retraits en arrière. Alors le chef des Jacques dit à ses compagnons : « Voilà le roi ; je vais parler à lui, et ne mouvez d'ici que je ne vous signe, et quand ce signe vous ferai, venez avant et occidez tout, hormis le roi, car il est jeune, et nous en ferons notre volonté, le mènerons partout, et serons seigneurs de tout le royaume, il n'est nul doute. » En disant ces mots, Tuillier piqua son cheval et s'approcha du roi : « Roi, lui dit-il, vois-tu toutes ces gens qui sont là ? » — « Oui, répondit le roi ; et pourquoi le dis-tu ? » — « Je le dis parce qu'ils sont tous à mon commandement, et qu'ils demandent leurs chartes. » — « Compagnon, répliqua le roi, retirez-vous ; notre intention est que chacun de vous, par village et par maison, aura ses lettres. » Et comme Tuillier fit l'insolent, le roi dit au maire de Londres : « Maire, mettez la main sur lui. » Et le maire s'empara de maître Walter Tuillier ; il fut tué d'un coup de dague¹.

Quand le peuple vit son chef occis, il s'émut grandement : « Allons ! criait-il, ils ont tué notre capitaine, occisons tout ! » Le roi, qui entendit cela, fit une action hardie ; il vint à cheval devant la troupe et dit d'une voix forte : « Seigneurs, que vous faut ? Vous n'avez nul autre capitaine que moi. » Ces paroles firent quelque impression ; mais le peuple ne se dispersait pas, et menaçait de faire un mauvais parti au suzerain. Pendant ce temps, le maire était couru à Londres ; le tocsin avait sonné ; les bourgeois se réunirent à ce cri lugubre : « On veut occire le roi ! » et bientôt une bonne armée de chevaliers et de riches marchands vinrent au champ, tombèrent sur le peuple moitié surpris. Les Jacques se dispersèrent, et il y eut bon nombre de morts. Une si grande terreur fut parmi eux, que tous rapportaient successivement leurs lettres d'affranchissement, et le roi les faisait prendre et déchirer, sans tenir compte de sa parole. Ainsi s'apaisa le grand mouvement populaire en Angleterre. Voici, pendant ce temps, ce qui se passait en Flandre :

Les Gantois, encore une fois soulevés contre le comte, leur seigneur, cherchaient à liguier entre elles toutes les villes de Flandre. Il y avait dans cette opulente et merveilleuse cité, comme dans la plupart des villes du moyen âge, trois classes de personnes bien distinctes ; les nobles, peu nombreux ; la riche bourgeoisie, toujours

¹ Froissard, ad ann. 1382.

calme et dévouée au comte¹ ; puis la clame forte et bruyante des métiers. A Gand, les métiers avaient constamment le dessus ; dans les villes d'Ypres, Alost, Termonde, Lille, la riche bourgeoisie dominait, et avec elle existait une plus grande tendance pour le gouvernement du comte. Les Gandois avaient élu des capitaines, et, capricieux, comme les halles, ils avaient décapité Jean de Harselle et Jean de Launoy, idoles populaires d'abord, et puis qu'on accusa de trahison. Quelque temps, ils reconnurent l'autorité municipale d'un homme des communes, Pierre Dubois ; mais les vifs souvenirs de la famille d'Artevelde, la plus antique des races de métiers et la plus dévouée aux intérêts populaires, firent préférer Philippe d'Artevelde, fils du timierand célèbre qui avait conduit la dernière guerre de Flandre. Il y avait alors une espèce de patriciat dans les métiers, et c'était parmi les familles qui occupaient le plus grand nombre d'ouvriers que le peuple choisissait ses chefs. Artevelde, opulent brasseur, était aimé de tous ses compagnons, et il se hâta d'user de son pouvoir dans les intérêts du parti populaire. Le doyen des timierands et douze des plus forts bourgeois dévoués à la cause du comte furent décollés à Gand, et par là les compagnons devinrent les maîtres. Les premières tentatives d'Artevelde furent heureuses : il repoussa les chevaliers du comte, qui assiégeaient Gand ; et ceux-ci, battus, dispersés, se virent obligés de recourir au roi de France, leur naturel seigneur, alors également occupé à réprimer les mouvements populaires dans ses propres cités.

Le roi Charles VI, nouvellement sacré à Reims, faisait son entrée à Paris. Les notables bourgeois, gens de métiers, revêtus de leurs chaperons mi-partis blanc et vert, étaient allés à son encontre jusqu'à la chapelle Saint-Denis. Paris présentait un spectacle délectable : toutes les rues, les places publiques étaient parées comme des églises, tant il y avait diverses tapisseries. D'espace en espace on entendait des chœurs de musique ; on voyait maintes fontaines qui jaillissaient du vin, et maintes sirènes dont les tetins jetaient du lait et de l'hypocras ; diverses merveilleuses machines excitaient l'admiration du roi Charles et des nobles qui s'en revenaient de Reims².

Les bons bourgeois, en faisant ainsi cette belle cérémonie, avaient

¹ Chroniq. de Fland., 1381-1384, comparée avec Froissard, très-bien renseigné pour tout ce qui tient à la Flandre.

² Juvénal des Ursins, chap. VI.

intention de réclamer leurs vieux privilèges, dont ils étaient privés depuis Charles V : le prévôt n'était pas l'élu des halles ; les capitaines, centeniers de la garde et du guet, n'avaient plus aucunes prérogatives ; les officiers du roi prétendaient lever les droits, les impôts sans le consentement des bourgeois : or on espérait qu'au nouvel avènement le jeune roi abolirait ces mauvaises coutumes, ainsi que l'avait promis son père au lit de mort¹.

Hélas ! cet espoir était mal fondé ! En revenant de Reims, Charles avait évité de traverser les villes de son passage, pour n'être pas obligé de leur faire de gracieuses concessions : on avait sonné la cloche en vain ; le roi avait passé sans entrer dans aucune muraille. A Saint-Denis même il n'avait pas voulu visiter l'église, où les chanoines l'attendaient en procession, pour lui faire signer quelques chartes en faveur des corps saints.

Aussi les gens des halles, les bouchers, marchands de poissons, mariniens ne s'étaient pas fait illusion comme les riches bourgeois : lorsque le roi était encore à Reims, ils avaient hautement murmuré contre la rigueur des impôts et les pilleries des hommes de guerre. A Compiègne et dans la Picardie le beffroi municipal avait appelé tous les hommes de la ville aux armes. A Paris, les gens de petit état allèrent prendre le prévôt Jean Culdé, homme dévoué au roi, et l'obligèrent par de vives menaces de porter leurs plaintes au palais : le prévôt avait parlé avec calme ; mais le peuple s'était écrié d'une voix épouvantable : « Nous ne payerons plus rien ; mourir plutôt mille fois que de souffrir tant d'exactions, tant d'injures faites à notre liberté² ! » Le régent répondit avec douceur, et chercha à amadouer le peuple par de belles paroles : il promit l'abolition des impôts, le retour des anciennes franchises municipales : la foule se sépara. Mais les chefs, qui n'avaient pas grande confiance dans le régent, convoquèrent les halles, firent des assemblées de nuit ; et là on déclama contre les nobles, les clercs et les riches bourgeois ; on se plaignit de leur avarice, de leur orgueil, des maux qu'ils faisaient souffrir au pauvre peuple ; on fit des propositions contre tous les richards de la ville.

Paris était alors divisé d'opinions : le roi avait un parti dans l'opu-

¹ Juvénal des Ursins, chap. VII. — Chroniq. du moine de Saint-Denis, dans le *Laboureur*.

² Le moine de Saint-Denis, ad ann. 1382.

lente bourgeoisie ; mais toutes les halles , les métiers , les bourgeois dévoués aux franchises municipales et aux projets de l'ancien et malheureux prévôt Marcel, voyaient avec douleur leur liberté et leur argent sacrifiés aux folles prodigalités des nobles. Quand ils comprirent que tout espoir était perdu , ils résolurent de s'affranchir tout à fait du joug qui leur paraissait insupportable : le roi était rentré dans son palais , et l'on n'entendait plus parler de diminution d'impôts , de libertés municipales. Les cris devenaient toujours plus grands parmi le peuple ; celui-ci accusait les notables qui sacrifiaient les intérêts de la ville aux gentilshommes ; peu s'en fallut que les métiers ne prissent les armes et ne fissent insulte aux principaux bourgeois. C'est ce qui obligea le prévôt des marchands de provoquer une assemblée devant le Châtelet. Le peuple y vint en foule ; il criait « Liberté ! » Quelques-uns dirent qu'il n'était pas convenable de troubler l'arrivée du roi par des tumultes , et d'ainsi manquer à la majesté royale ; mais un cordonnier monta sur un échafaud , et dit avec de grands gestes : « Messers les bourgeois ¹, n'avez-vous pas honte des tristes mépris où vous vivez par rapport aux nobles ? Ceux pour qui nous faisons tous les jours des prières , à qui nous donnons tout ce que nous avons de vaillant , n'ont d'autres desseins que de braver nos yeux avec leurs beaux habits couverts d'or et de perles. Il n'y a que trop longtemps que la patience du peuple souffre sous le poids de tant d'exactions , et , si l'on croit mon avis , il faut qu'on fasse prendre les armes à tous les bourgeois , car il n'en est pas un qui n'aimât plus volontiers mourir , que de supporter une si misérable vie ! »

Cette harangue fut vivement applaudie. Plus de trois cents des hommes de métiers s'armèrent de haches , de poignards , de piques , et obligèrent le pauvre prévôt Culdoé à les conduire auprès du roi pour lui présenter requête et pétition ; ainsi s'acheminèrent vers le palais , en armes , et demandèrent à grands cris à parler au roi. Le duc d'Anjou vint au-devant d'eux et se plaça avec le chancelier sur la table de marbre , afin de leur donner réponse ².

¹ Le moine de Saint-Denis donne une grande extension à ce discours du cordonnier ; je crois reconnaître qu'il a emprunté des phrases à quelques *orations* de Salluste.

² Juvénal des Ursins doit encore être comparé avec le moine de Saint-Denis ; Froissard est très-inexact sur toutes ces révolutions en France.

Le pauvre prévôt, plus mort que vif, fit un piteux tableau des misères du peuple ; et comme il craignait d'être assommé, il conclut à ce que les bourgeois et les halles fussent exempts du fardeau intolérable des charges publiques : le peuple, ajouta-t-il, ne les souffrira plus, dans la résolution où il est de plutôt mourir que de rien perdre de ses anciennes libertés. » Ce discours fut applaudi ; et le duc d'Anjou, qui vit bien l'irritation populaire, répondit par de douces paroles et des espérances. Le chancelier Pierre de Dormans tint un langage plus sévère ; il parla des bienfaits dont les rois avaient embelli et illustré la ville de Paris, des crimes de la sédition, qu'on pardonnait pour cette fois-ci seulement, mais qu'on frapperait dorénavant des châtimens les plus exemplaires ; il demanda qu'on se retirât paisiblement jusqu'au lendemain.

Le délai n'était pas long ; aussi le peuple ne fit aucune difficulté, résolu qu'il était de revenir au palais. On délibéra dans le conseil si l'on consentirait à l'abolition des impôts ; quelques-uns des conseillers furent d'avis de résister ; le plus grand nombre, sachant les résolutions de la multitude, céda, et le chancelier vint déclarer « que le roi déchargeait présentement le peuple de toute sorte d'impôts, et lui remettait tous péages ; droits d'entrée et de sortie, avec pleine faculté de vendre ou d'acheter, sans rien payer, sous quelque prétexte que ce soit. » — « Bons bourgeois, continua le chancelier, l'édit sera publié demain par les carrefours et places publiques ¹. »

Le peuple s'en allait ainsi devisant sur les malversations des gens de cour, lorsque quelques nobles qui s'étaient glissés parmi les bourgeois, lesquels nobles étaient perdus de dettes, et avaient maints gages chez les juifs, dirent aux métiers :

« Comment, après avoir été délivrés des mauvais impôts, nous ne nous débarrasserons donc pas des maudits juifs qui nous pressurent comme des sangsues ? Leurs maisons regorgent de biens de toute espèce. » Alors ce fut un cri parmi tous : « Aux juifs ! aux juifs ! » Et on courut de toute part ; tout fut pillé et dispersé. Les gages ainsi retirés, sans *charte*, ni *sol*, ni *denier*, comme le disaient, en gabant et riant maints ribauds des halles ; chacun y butina à discrétion ; les uns prirent des colliers de perles, des bagues, des pierreries et autres ornemens de femmes, les autres aimèrent autant à se charger de draps

¹ La charte d'abolition est dans la collection du Louvre, tome VI.

de soie et de riches habits; il y en eut qui jetèrent la vaisselle d'argent par les fenêtres, pour la transporter de nuit dans leur maison; et quelques-uns plus avisés profitèrent de l'occasion, par le conseil des gentilshommes intéressés, pour détourner toutes les promesses et les obligations que les juifs avaient de gens de diverses conditions. Et il y en eut plusieurs de tués; on prit leurs enfants, on les présenta au baptême, afin qu'il n'y eût plus de ces mécréants, et que leur race fût éteinte.

Bon nombre de bourgeois dirent ensuite : « Messire le chancelier nous a bien promis de ne plus lever l'impôt : mais comment se fier à sa parole? Qui sait? demain peut-être nous serons obligés de repayer. Brûlons donc les chartes de l'impôt, les mauvais rôles des péages et fermes ! » Voilà que tous se mirent à courir sur les ponts, halles, marchés, et bientôt la flamme dévora les petites huttes des fermiers; « la canaille se desbanda par les rues, rompit les boîtes et bureaux de recettes, jeta les deniers à terre, déchira les tarifs et les pancartes, et se mit en curée ¹. »

Paris était ainsi délivré des juifs et des impôts; quelques nobles, bon nombre de bourgeois et tout le peuple criaient : « Liberté ² ! » Il n'y avait plus moyen de lever un sol sur les marchés et les halles. Il en était de même en Picardie et sur presque tout le territoire normand.

Les bonnes nouvelles des communes vinrent aux bourgeois et habitants de Paris et des cités qui avaient demandé leur franchise. Elles en furent très-contentes, et cela les confirma dans la volonté de ne pas payer l'impôt. Les choses en étaient ainsi, et les gens du conseil ne savaient comment s'y prendre; aucuns n'étaient payés de leurs gages : et comment rétablir les impôts? Le duc d'Anjou tint sept fois parlement avec les notables de chaque état pour aviser aux moyens de rétablir les aides; quelques-uns, pour faire la cour aux princes, dirent qu'il ne s'agissait que de publier l'impôt, et que le peuple payerait; d'autres, au contraire, exposèrent qu'il n'y aurait pas un sou de levé dans la ville. Enfin, l'on fit réunir le peuple en quelques assemblées préparatoires. Maître Pierre Devilliers et Jean Desmares, personnages agréables à la multitude, se chargèrent de lui parler;

¹ Le moine de Saint-Denis, ad ann. 1382, et Juvénal des Ursins, *ib.*

² Ce mot est dans la Chronique du moine de Saint-Denis.

tous ces efforts furent inutiles. Les halles déclarèrent nettement qu'elles tiendraient pour ennemi quiconque attenterait à leurs droits, et entreprendrait de lever l'impôt : les chefs de quartiers ordonnèrent même une prise d'armes ; on s'assembla sur les places publiques ; on élut des *dizeniers*, *cinquanteniers* et *soixanteniers* ; on mit des archers aux portes ; les chaînes furent tendues dans toutes les rues de Paris ¹.

C'était bien autre chose à Rouen, « où il se fit des tragédies épouvantables. » Deux cents compagnons de métiers attroupés ensemble allèrent chez un marchand drapier, homme riche et fort simple, qu'on appelait *le Gros*, à cause de sa corpulence, et on le força d'accepter l'autorité. « Ils le créèrent *leur roi*, et, pour ne point perdre de temps, ils lui firent un trône ; puis le plaçant sur un chariot, ils le traînèrent dans toutes les places publiques jusqu'à la halle, en chantant des louanges d'un ton aussi barbare que leur langage. » Ce fut là qu'ils lui demandèrent qu'ils fussent libres de tout impôt, et cette franchise fut publiée au son de trompe. Il en coûta la vie à tous ceux qui recueillaient les deniers royaux ; on pilla leurs maisons, et jusqu'aux églises ; l'abbaye de Saint-Ouen n'en fut pas exempte, car elle venait d'obtenir quelques privilèges contre la ville : les bourgeois s'en vengèrent.

Cet esprit de résistance s'étendait de cité en cité. On disait que les Flamands, les gens de Gand et de Courtrai avaient écrit à toutes les communes de France : « Bourgeois, faites comme nous : débarrassez-vous de vos comtes. » Partout on n'entendait parler que des mouvements des communes contre les nobles : en Angleterre, le peuple était soulevé. Le vieux chroniqueur de Saint-Denis, qui se trouvait à Londres lorsque l'évêque de Cantorbéry fut tué par les lollards, rapporte une conversation qu'il eut à cette occasion avec un homme des communes. « J'étais alors en cette cour pour les affaires de notre église ; et sur ce qu'il m'arriva de témoigner de l'horreur de cette émotion, il me fut répondu : Sachez qu'il arrivera des révolutions encore plus horribles en votre France, et dans peu de temps ². »

Cependant le duc d'Anjou ne pouvait plus se passer de subsides ; il

¹ Chroniq. de Saint-Denis, ad ann. 1382, Juvénal des Ursins, *ibid.*, et Froissard, *ibid.*

² Chroniq. de Saint-Denis, ad ann. 1382.

avait pris tous les moyens pour engager les bourgeois à les lui concéder volontairement ; il n'éprouva partout que des refus : alors il eut recours à un stratagème. Il assembla à huis clos quelques richards fermiers, habitués des péages et subsides, et leur concéda, moyennant finance, les impôts de la ville de Paris. Le sergent, crieur royal, alla aux halles à cheval, et, après trois coups de trompe, il annonça que le roi avait perdu quelques bijoux en son hôtel, puis, comme par surprise, lorsqu'il vit tout le peuple assemblé, il dit en trois mots : « Bons bourgeois, le roi a rétabli les impôts ; » et il se mit à se sauver à toute bride ; et alors tout le peuple des halles se mit à dire : « Nous verrons bien qui osera lever l'impôt. »

Le lendemain un des fermiers vint aux halles, et il demanda l'impôt à une pauvre femme qui vendait du cresson ; quand les gens du métier le surent, ils se précipitèrent sur lui et l'assommèrent à grands coups de maillet. Et la place fut bientôt remplie de gens qui criaient : « Aux armes pour la liberté de la patrie ! » Alors la multitude de ces méchantes gens et viles personnes allèrent en l'hôtel de ville, rompirent les huis où étaient les choses pour la défense des murailles, prirent les harnois et grand foison de maillets de plomb ; et tous ceux qu'ils rencontraient par la ville, fermiers des aides ou qui étaient soupçonnés, tuaient et mettaient à mort bien cruellement. Et il y eut un homme qui se mit en franchise dans Saint-Jacques de la boucherie ; il tenait, le pauvre diable, l'image de la vierge Marie, et ils le tuèrent au pied de l'autel. A Saint-Germain-l'Auxerrois les maillotins furent repoussés par les moines, qui fermèrent les portes de fer, et la franchise d'église fut respectée.

Quand la journée fut ainsi finie, ils songèrent à se donner un chef ; quelques bourgeois dirent : « Mais nous avons Jean Aubriot, notre ancien prévôt des marchands, retenu es liens du Châtelet. » Jean Aubriot venait d'être condamné, pour ses impiétés et paillardises, à une prison perpétuelle, au pain et à l'eau. Les maillotins allèrent le prendre et délivrer des prisons, et le supplièrent d'être leur capitaine ; il le promit. Mais le pauvre homme, encore tout étourdi, et ne sachant pas comment tout cela tournerait, s'enfuit pendant la nuit suivante. On ne put le retrouver ¹.

¹ Ce mot est encore dans la Chronique de Saint-Denis.

² Chroniq. de Saint-Denis, 1382. — Juvénal des Ursins, *ibid.*

Il y avait eu tant de pillages par les mailloins, que les bourgeois se dirent entre eux : « Quand cela finira-t-il ? nos maisons seront-elles épargnées ? » A la faveur de la nuit, les dizéniers, soixanteniers, chefs de quartiers organisèrent une garde tout armée de dix mille bourgeois ; ils les partagèrent par troupes dans chaque carrefour, au coin des rues, pour tomber sur tous ceux qui se livreraient au désordre, car ce n'était que gougailles et ivrogneries dans les rues.

« Hélas ! s'écrie le moine de Saint-Denis, ces malheurs de la sédition étaient bien prévus : le jour qui la précéda il naquit à la maison de Merville, près de Saint-Denis, un veau monstrueux qui avait la teste partie en deux, trois yeux au front et deux langues séparées. » Les écoliers du collège du cardinal le Moine trouvèrent dans leur jardin une autre bête cachée sous terre, qui avait un cri effroyable ; elle était plus grande qu'un chat et ses yeux étaient de feu. Toutes ces merveilles étonnèrent beaucoup de gens, et donnèrent diverses pensées jusqu'à ce que malheur arrivât.

Tel était Paris : le roi, ses oncles, l'évêque, le président du parlement se hâtèrent de le quitter ; on ne savait pas quand cette sédition s'arrêterait. Le comte d'Anjou, homme habile et de courage, fut d'avis qu'il fallait d'abord soumettre les villes de province, plus faibles, et qu'une fois la confédération communale dissoute, on reviendrait sur Paris, affaibli par son isolement ; d'ailleurs on connaissait que la bourgeoisie, armée et faisant bonne garde, n'était pas en harmonie avec le bas peuple, et l'on pensait que l'autorité royale aurait aide et appui parmi les riches bourgeois.

Le roi, étant ainsi hors de Paris, résolut de soumettre d'abord Rouen, dont la sédition avait été la plus violente ; il partit, accompagné d'un bon nombre de chevaliers. Les communaux refusèrent l'entrée de la ville ; ils exigeaient un pardon général pour tous : le roi s'y refusa ; il était d'intelligence avec la bourgeoisie armée. Charles fit brèche aux murailles, renversa une porte et vint s'établir au centre de la ville ; il abolit la commune de Rouen, la priva de sa cloche municipale, fit désarmer même la garde bourgeoise, et doubla les impôts ; les chefs du peuple furent pendus aux plus hauts arbres par messire le prévôt. Les villes de Normandie, effrayées de cet exemple, firent pour un moment leur soumission ¹.

¹ Froissard, ad ann. 1383.

Alors on se décida à se rapprocher de Paris ; tous les preux chevaliers, gentilshommes, qui entouraient le roi et sa cour, vinrent dans le château de Vincennes pour délibérer sur les moyens de soumettre les maillotins. C'était chose difficile, car la ville était grandement armée, et le peuple résolu à se défendre. Les notables bourgeois du parti modéré s'adressèrent à l'université, pour qu'elle servît d'intermédiaire afin d'amener une conciliation. Il y eut sur ce sujet plusieurs délibérations préparatoires. Les députés de l'université et de la ville vinrent au bois de Vincennes, où l'on engagea des pourparlers. On arrêta dans le conseil que les impôts sur Paris ne seraient pas rétablis, mais qu'on convoquerait les états généraux pour aviser aux moyens d'avoir des subsides. Le roi devait proclamer une amnistie générale ; il en exceptait seulement les folles et criminelles gens qui avaient défoncé le Châtelet ¹.

Les députés revinrent à Paris fort joyeux : mais lorsqu'il s'agit de livrer au prévôt les auteurs de la sédition contre le Châtelet, alors il se fit une grande rumeur parmi le peuple ; il déclara qu'il allait reprendre les armes si on faisait le moindre mal à ses chefs. Toutefois, il y en eut plusieurs de saisis par les bourgeois armés, et jetés dans les prisons. Un ordre secret du roi et du conseil ordonna de les expédier : on en précipita quelques-uns, la nuit, dans la rivière.

Les états généraux s'étaient pendant ce temps réunis à Compiègne, sur la convocation royale. Messire Arnaud de Corbie, premier président du parlement, leur fit une belle oraison pour leur démontrer les besoins des guerres. Les députés des bonnes villes répondirent unanimement que le peuple ne voulait plus entendre parler de subsides et d'impôts, et qu'il était inutile de voter des aides, attendu qu'elles ne seraient pas payées. C'est ce qui fut vérifié par un exemple : les députés de Sens avaient consenti à un impôt sur les marchandises ; mais quand on vint pour le lever, les habitants résolurent de le refuser, et c'est ce qui fut fait ².

Cependant les négociations se suivaient pour la soumission de Paris. Les bons bourgeois, la milice armée cherchaient à convaincre le peuple de tout son intérêt à posséder le roi dans les palais des Tournelles ou du Louvre. On ne lèverait pas d'impôts nouveaux ; le roi

¹ Ordonnances du Louvre, tome VI.

² Recueil des états généraux, tome IV.

consentait seulement qu'on lui fît un don gratuit de 100,000 livres. Les bourgeois s'engageaient à le fournir, sans grever le peuple. Messire Arnaud de Corbie pour le roi, et Jean Desmares pour les Parisiens, eurent plusieurs conférences dans l'abbaye de Saint-Denis. Là furent entendus l'évêque de Paris, messire Jacques le Riche, bourgeois et garde des métiers, Enguerrand, sire de Coucy, et Pierre Devilliers.

Les arrangements convenus et ratifiés par la majeure partie du peuple, on chanta un *Te Deum* à Saint-Denis, et le roi fit son entrée à Paris. Chaque maison des rues par où il passa avait un chœur de musique pour louer sa clémence et ses autres vertus ; « mais, dit la chronique, cela ne peut adoucir la fierté toujours opiniâtre et regimbante d'un tas de factieux ¹. »

En effet, si la révolte des villes municipales était pour un moment apaisée, elle était loin d'être finie. Le foyer en était dans les cités flamandes, qui écrivaient lettres sur lettres pour opérer une grande confédération. Cela se faisait sentir au roi Charles et à son conseil qu'ils ne pourraient rétablir l'autorité qu'après que les villes de Flandre seraient elles-mêmes domptées. Aussi était-ce vers une bonne et drue victoire sur les bourgeois insolents de Gand, Liège, Mons, Courtrai, que se portaient tous les désirs de la chevalerie. Au printemps, les gentilshommes et varlets nobles, reçurent leurs chartes scellées, afin de se rendre sous le gonfanon royal pour une prise d'armes contre les Flamands. La chose fut considérée comme si importante pour la monarchie, que le roi alla chercher l'oriflamme à Saint-Denis, contre les maudites gens des communes ².

En effet, Artevelde et les communaux venaient de mettre en fuite la noblesse de Flandre, et le comte Louis en une bataille; en même temps qu'ils mandaient aux bourgeois de Paris : « Tenez bon, nous viendrons à votre aide ; » ils écrivaient au roi de France : « Sérénissime seigneur, je ne vous conseille pas de soutenir le comte Louis : car il pourrait bien arriver que nous allassions même sur vos terres à votre grand préjudice ³. » La chevalerie de France vit bien qu'il s'agissait de son honneur et de ses intérêts; elle prêta aide avec loyauté

¹ Chroniq. de Saint-Denis, 1383.

² Chroniq. de Saint-Denis, 1383.

³ Froissard, 1384.

154 SOUMISSION DES FLAMANDS. — SOUMISSION DE PARIS.

au roi, et dix mille nobles armés de pied en cap, sans compter les arbalétriers, se trouvèrent réunis dans les plaines de Roosebeke. Là il y eut bataille meurtrière, mais les gens des communes furent défaits, et par suite la Flandre soumise, car Artevelde avait été tué. Tout fut rétabli comme au temps des nobles et du comte; les fortifications des villes furent rasées, et les corporations flamandes soumises à un joug humiliant ¹.

Ainsi qu'il a été dit, la guerre contre les villes de Flandre n'avait pour objet que la dissolution de la ligue communale : une fois la victoire obtenue, le roi tourna les yeux vers Paris, comme vers le centre de la sédition et de la liberté. Lorsqu'il était parti de cette cité, elle n'était rien moins que domptée; les impôts ne se payaient point; on méprisait les ordres royaux. Le roi Charles et ses conseillers avaient suspendu leur vengeance; mais lorsqu'à Roosebeke la victoire resta à la chevalerie, on résolut de marcher sur Paris pour frapper les bourgeois rebelles : la noblesse resta donc en armes; Charles et ses oncles vinrent planter leur gonfalon sur Saint-Denis.

Si Paris avait été d'une commune opinion, il aurait pu opposer une forte résistance à l'armée royale. Les métiers et tout le bas peuple offraient de défendre les murailles. Il y avait plus de douze mille bourgeois bien armés sous leurs quarteniers, capitaines; quelques nobles étaient également restés fidèles à la cause populaire. Mais il y avait des divisions : tous les bourgeois ne partageaient pas les belliqueuses intentions des halles; il y avait grand nombre de bonnes gens qui voulaient en finir. On fit donc de belles promesses, et des députés de la bourgeoisie de Paris vinrent trouver le roi à Saint-Denis; le prévôt des marchands porta la parole, et assura que la cité était fort tranquille; il s'engagea même à y entrer avec les nobles, voulant prouver par là que la soumission la plus entière attendait le roi. Le conseil promit de son côté amnistie générale et la conservation des privilèges de la ville. Hélas! que ces promesses furent trompeuses!

Le lendemain, au point du jour, l'armée du roi se mit en marche pour Paris; elle approcha de la porte Saint-Denis, qui fut brisée à coups de hache d'armes, et les barrières renversées. Au-devant du

¹ Chroniq. de Flandre. Le plan de cet ouvrage, nous le répétons, défend d'entrer dans les détails des batailles qui n'ont pas influé sur la civilisation.

roi vinrent à pied tout humblement le prévôt des marchands et plusieurs nobles bourgeois pour faire révérence ; mais Charles les refusa , et ne voulut point qu'ils fussent ouïs dans leurs propositions ¹. Le roi passa outre, et après être allé à Notre-Dame il vint s'enfermer en son palais des Tournelles. Les gens d'armes se logèrent dans les hôtelleries ; chaque place, chaque lieu où se réunissait le peuple furent occupés par des soudards. On commença les arrestations : plus de trois cents bourgeois furent saisis et jetés es liens. Le lendemain on vit une scène déplorable : un orfèvre et un marchand de draps furent publiquement exécutés aux halles ; la femme de l'orfèvre, qui était grosse d'enfant, comme désespérée, se précipita de la fenêtre de son hôtel, rue de la Harpe ; et chaque jour il y eut de nouvelles exécutions. On ôta des rues les chaînes et barricades ; tous les bourgeois furent désarmés, et il y avait bien des *harnois* pour armer cent mille hommes. Toutes les impositions, aides, gabelles, furent remises sur le pauvre peuple ; le conseil priva Paris de ses derniers privilèges municipaux, de sa cloche communale, de ses échevins. Que de regrets il y eut alors de s'être soumis volontairement ² ! L'implacable conseil n'épargna même pas ceux qui avaient préparé la soumission de Paris : messire Jean Desmares, bien notable homme, conseiller et avocat du roi en parlement, eut la tête tranchée. Ce n'était donc qu'exécutions sanglantes : la nuit on expédiait grand nombre de bourgeois en les jetant dans la rivière, et l'on ignorait ce qu'ils étaient devenus.

Les choses en vinrent à ce point, que de toutes parts éclata l'indignation ; dans la cour même de Charles VI, des paroles de clémence se firent entendre. Le conseil du roi, ses oncles, restèrent sourds aux prières de la duchesse d'Orléans. Mais quelques membres du parlement dirent au duc de Berry : « Vous pourriez tirer grandes finances de tout ceci ; donnez une amnistie, moyennant rachat par deniers. » Et le conseil, qui comprit tous les bénéfices de cette mesure, parla de concorde ou d'amnistie ³.

« Le roi ordonna qu'on lui fît un siège royal dessus les degrés de son palais, et s'assit en chaire accompagné de ses oncles les ducs de

¹ Chroniq. de Saint-Denis, 1384.

² Collect. du Louvre, tome VI ; elle contient l'ordonnance contre les habitants de Paris.

³ Chroniq. de Saint-Denis, ad ann. 1384. — Froissard, *ibid.*

Berry et de Bourgogne ; et leur fit-on venir le peuple de Paris. Et commanda celui-ci à messire Pierre d'Orgemont, son chancelier, de parler ; ce qu'il fit en disant que, s'il y avait eu beaucoup d'exécutions, on ne devait pas s'en émerveiller : qu'il en restait beaucoup encore à faire, car il y en avait beaucoup dignes de châtement. Et alors, *par farce jouée*, les ducs de Berry et de Bourgogne se jetèrent aux genoux du roi, et crièrent *pitié et clémence*. Après vindrent les dames et damoiselles toutes eschevelées, lesquelles en pleurant pareille demande firent ; et les gens du peuple à genoux, nu-tête, baisant la terre, commencèrent à crier « Miséricorde ! » Alors le roi répondit qu'il était content, et que la peine criminelle serait convertie en civile. En effet, chaque bourgeois fut obligé de se racheter pour la moitié de son avoir, ce qui plut beaucoup au roi et au conseil ¹.

Ainsi finit le mouvement municipal de Paris sous la minorité de Charles VI. La mésintelligence entre le peuple et la classe bourgeoise fut la principale cause de son peu de succès. La bourgeoisie ne devait point se séparer des halles et métiers dans sa lutte contre les nobles ; seule elle n'était point assez forte : elle voulut faire de la modération, servir d'intermédiaire entre le roi et le peuple ; elle amena l'asservissement de tous.

Le conseil du roi suivit son système de rigueur contre les cités révoltées. Plus il avait été effrayé du soulèvement populaire, plus il se montra impitoyable envers les bourgeois, les halles et les privilèges des cités. Après avoir puni Paris, les chevaliers, sergents d'armes et archers, prirent route vers la bonne ville de Rouen, qui avait fait nouvelle confédération avec ceux de Paris ; jamais plus merveilleuse ville que Rouen : il y avait bien deux cent mille âmes tant métiers que bourgeois ; et puis, quels beaux privilèges ! Hôtel de ville, cloche municipale, charte pour les halles, murailles et tourelles très-exhaucées ; grandes églises pleines de belles chasses et de saintes reliques. Mais que pouvaient faire les bourgeois de Rouen, livrés seuls contre toute la chevalerie de France ? Ils eurent donc grand'peur, et envoyèrent maints bons hommes devers le roi pour demander miséricorde : le conseil députa messire Jean de Vienne, amiral de France, et avec lui foison de gens de guerre, et tous ces hommes entrèrent

¹ Chroniq. de Saint-Denis, ad ann. 1384. — Froissard, *ibid.*

dans la ville sans résistance et firent abattre aucunes des portes, et des habitants il y en eut plusieurs qui eurent leur teste coupée; et tous les communaux demandèrent pardon et miséricorde, et pour ce que c'était près de Pâques, les prisonniers furent délivrés, et comme à Paris, le cas criminel fut converti en amende civile ¹.

A Orléans il y eut une égale sédition, punie des mêmes peines; tandis que le roi allait en pèlerinage à Chartres, en la belle et notable église de Notre-Dame, des chevaliers de l'escorte se rendirent à Orléans pour apaiser l'émeute; on les reçut honorablement, mais pourtant ne demeurèrent pas les fautes qu'ils avaient faites impunies, car comme à Paris et à Rouen firent abattre aucunes portes, oster chaisnes, et aux principaux délinquants firent couper la teste et payèrent aucunes certaines finances ².

C'était la marque la plus triste de la servitude des cités, que ces mesures rigoureuses par lesquelles on abattait les portes et l'on déchirait la charte municipale : alors la cloche de l'hôtel de ville cessait de sonner, les habitants ne pouvaient plus se réunir sur la place publique; au lieu du guet et garde composés des métiers, il y avait des troupes d'archers et de routiers, toujours en armes, et portant sur leur bassinet le blason royal; quelles insolences de ces archers ! ils étaient efforceurs de femmes et de jeunes filles; ils mangeaient l'argent des bons bourgeois chez les cervoisiers et taverniers !

Cependant ces révoltes municipales eurent du retentissement dans les campagnes; « les paysans laboureurs, et gens mécaniques en Auvergne, Poistou, Limousin, se mirent aux champs et faisaient maux innombrables. Ils élurent un capitaine, nommé Jean des Bruyères, et quand ils trouvaient nobles gens ou bourgeois, ils mettaient tout à mort. Le duc de Berry assembla une troupe nombreuse de chevalerie et tomba sur ces pauvres communes, armées seulement de bâtons noueux : elles furent dispersées, et grande foison il y en eut de tuées sur-le-champ; on en pendit bon nombre; le restant reprit ses travaux de labourage, ceignit de nouveau la bure des serfs ³.

Il était impossible que ces grands mouvements populaires, en quelque sorte simultanés, ne se tinssent pas les uns aux autres, et

¹ Juvénal des Ursins, 1384.

² *Ibid.*

³ Froissart, ad ann. 1384-1385.

que tous ne découlassent pas d'un principe unique ; le mobile vague et tumultueux d'une liberté mal comprise. On se tromperait cependant si l'on rattachait exclusivement à des idées d'indépendance philosophique, aux progrès seuls de l'esprit humain, ce besoin de résistance qui semblait alors animer la population ; il y avait quelque chose de plus simple, et par conséquent de mieux senti : les oppressions pour l'impôt étaient la pensée la plus active, la plus puissante ; on se réunissait moins pour ou contre une doctrine, que contre les collecteurs de subsides, et pour défendre de vieilles habitudes municipales. Il y avait un besoin matériel d'affranchissement chez les serfs et les vilains ; les halles voulaient également conserver leurs privilèges ; mais toute idée grande et généreuse de liberté était peu comprise au sein de ces populations. Le seul caractère digne de remarque, c'est la corrélation intime de toutes ces révoltes, ce sont les intelligences qu'elles ont les unes avec les autres. Toutes les populations agissent de concert, régularisent et fortifient ainsi tous les moyens de résistance.

CHAPITRE XXXIV.

1384 — 1394.

États généraux. — Répugnance des communes pour ces états. — Égale répartition de l'impôt. — Aide de guerre sur les marchandises. — Principes sur les fermes. — Les Écossais. — Règles sur les bénéfices ecclésiastiques. — Droits du domaine. — Les juifs. — Suppression de titres honorifiques. — Règlement sur l'industrie. — Gages des batailles. — Parlement contre Charles de Navarre et le duc de Bretagne. — Acte de majorité royale.

Pendant ces tumultes populaires, l'administration royale cherchait à régulariser l'action de la couronne. Lorsque les troubles de Paris furent apaisés, le conseil du roi, d'un commun accord, déclara que pour la nécessité des finances, il serait besoin de convoquer les états généraux. On a vu qu'une ordonnance de Charles V avait aboli toutes les aides ; la force avait vaincu les résistances municipales ; il avait été imposé des amendes arbitraires, mais tout cela n'assurait pas au trésor royal de grandes ressources ; les états généraux pouvaient seuls les accorder ; malgré la répugnance du conseil, il fallut donc se résoudre à les appeler.

Ce fut alors une chose à remarquer que ces répugnances étaient réciproques ; les bailliages n'avaient aucune propension pour se réunir en états ; ceux de 1356 n'avaient produit aucun résultat fixe, permanent. On savait qu'il n'y pouvait être question que de l'impôt, et aucun député n'était aise de faire de gros frais pour aller imposer son bailliage.

Cependant quelques bourgeois vinrent à Paris auprès du conseil, et l'on tint une assemblée pendant plusieurs jours ; ce fut maître Arnaud de Corbie, premier président du parlement, qui fit le discours d'ouverture des états ; il déplora, selon la coutume, les misères du royaume, les besoins du trésor royal, et conclut en demandant le

rétablissement plein et entier des subsides, tels qu'ils étaient accordés sous Charles V. Les députés se regardèrent par trois fois, et, comme s'ils avaient été d'intelligence, tous répondirent qu'ils n'avaient aucun pouvoir de leurs commettants pour consentir l'impôt, et qu'ils ne pouvaient ainsi acquiescer à la demande du seigneur roi : « Nous ferons tous, répondirent-ils, rapport à nos communautés de ce que vous nous mandez, mais quant à présent, nous ne pouvons accorder ni denier ni maille. » — « Et à quand donnerez-vous la réponse ? » — « Dans deux mois ! » — « Eh bien ! répliqua le conseil, nous vous attendons à Meaux. » Ce fut vainement que le roi se rendit à Meaux avec ceux de son conseil¹ ; il n'y avait pas le quart des députés de bailliages ; presque toutes les communautés avaient refusé des pouvoirs à leurs députés, et ceux-ci, qui n'étaient plus bons à rien, négligèrent de se rendre au lieu fixé. On tenta le moyen des aides particulières : il y eut donc des états partiels dans l'Artois, le Boulonnais, et le comté de Saint-Pol qui accordèrent une aide ; ensuite on vendit des privilèges aux juifs, aux Lombards, coarsins.

Toutes les aides furent déclarées communes aux trois ordres ; la noblesse, pas même les princes du sang, ne purent s'en affranchir ; premier exemple d'une répartition égale d'impôts entre toutes les classes indistinctement. « Il est venu à notre connaissance, par la complainte de plusieurs de nos bonnes gens de la Langue-doc, que la comtesse de Valentinois, messire de Tournon, et plusieurs autres barons et nobles de notre pays de la Langue-doc, sous prétexte qu'ils ont privilège de nos prédécesseurs rois de France, prétendent que les aides ne doivent point avoir cours en leurs terres ; nous, considérant que cesdites aides ont été concédées, non-seulement pour la défense de ceux qui sont taillables, mais encore pour la défense de ceux qui ne le sont pas ; à quoi toutes manières de gens en sont tenus, sans en excepter ceux de notre sang, lignage ou autres : ordonnons que nul ne soit exempt desdites aides, et qu'elles aient leurs cours par toutes les cités, villes fermées et non fermées². » C'était là un progrès immense dans la marche régulière du gouvernement : l'égalité de l'impôt devait amener, par la suite des temps, l'égalité des droits.

¹ Recueil des états généraux, t. VI. — Préface de Secousse, t. VI. — Ordonn. du Louvre.

² Ordonn. du Louvre, tome VI.

Le conseil du roi cherchait ainsi par tous les moyens à se procurer finances ; il y avait eu jusque-là parfaite unité ; tous les princes résidaient à Paris ; mais des événements divers les en éloignèrent successivement ; Louis, comte de Flandre, était mort sans hoir mâle ; sa fille, droite héritière du comte , avait épousé Philippe le Hardi , duc de Bourgogne ; celui-ci devint donc comte de Flandre ; il fut obligé de quitter le conseil de Paris, et d'aller dompter les derniers symptômes de rébellion dans sa belle comté. En même temps le duc d'Anjou partait , pour conquérir le royaume de Naples , avec une nombreuse troupe de chevalerie qui rêvait les grands fiefs de Sicile ; il vit d'abord la Provence : là une vaillante noblesse, des cités libres et fières , cherchèrent à secouer la domination française ; le comte d'Anjou fut obligé de les soumettre l'une après l'autre. La Provence devint pour la chevalerie du comte un théâtre d'amour et de vaillance ; les gentilshommes furent festoyés par les nobles dames d'Aix , de Roquevaire et de Marignane , dans leur cour galante et dissolue ; ils virent Marseille , ses riches communaux , ses échevins et maires ; et puis de là partirent pour l'Italie. Le duc de Berry s'en était allé de son côté visiter Avignon , alors tout occupé du schisme et de l'antipape ; le duc de Berry y fut bien accueilli , « et chaque fois qu'il allait devers le pape en son palais , celui-ci lui faisait très-bonne chère , et il n'y avait si petit serviteur du duc à qui le pontife ne fît donner aucune chose ¹. » A cette époque, le duc de Bourbon se partit également du conseil , mais pour une lointaine croisade d'Afrique. Il fallait bien détruire les mécréants et Sarrasins , car alors les Turcs désolaient tout , si bien que le roi d'Arménie vint exploré demander aide et secours en France , et il raconta , le pauvre prince , comment *l'Amaurabaquin* , prince des Turcs , « avait promis et voué au souldan de Babylone de faire guerre aux chrétiens , car il avait songé qu'Apollon lui baillait une moult belle couronne , laquelle douze personnes , portant la croix , adoraient ; » et l'Amaurabaquin avait tenu son dire , car il s'était mis sus à la guerre et avait imposé même l'empereur de Constantinople à lui payer pension ; ce qui excita beaucoup d'indignation parmi la chevalerie de France ².

Le conseil était ainsi privé de la présence des quatre princes du

¹ Juvénal des Ursins, ad ann. 1385.

² Froissard, ad ann. 1385.

sang, et pourtant il fallait délibérer sur les aides de guerre ; l'Angleterre venait de rompre la trêve, et l'on ne pouvait laisser ses valeureux archers débarquer sur le rivage sans tenter une vigoureuse résistance : il fut donc mis une aide, et le conseil en régularisa la levée par une instruction spéciale : « De toutes denrées et marchandises, quelles qu'elles soient, seront levés douze deniers pour livre du prix de vente ; et ceci comprendra le vin vendu en gros, mais le vin vendu en détail payera le quart. L'aide sera baillée à ferme au plus offrant après la chandelle éteinte ; s'il n'y a pas d'enchérisseurs, l'aide sera directement levée ; que la ferme ne puisse être adjudgée aux officiers du roi ; et les fermiers devront nommer leurs pleiges et cautions dans la huitaine ; et lesdites fermes seront baillées pour un an ; et toutes personnes, dans cette huitaine, pourra réenchérir d'un tiers ; et le fait desdites fermes ressortira des élus spécialement ¹. »

On remarquera dans cette instruction plusieurs principes d'administration et de finance : d'abord, l'adjudication au plus offrant, la caution, la faculté de l'offre d'un tiers en sus, la perception d'un moindre droit pour la vente en gros, d'un droit spécial pour le détail, distinction qui subsiste encore. Pour les impôts, le vieux fisc ne laisse rien à deviner au fisc moderne ; il y avait même une industrie plus grande alors, car les fermiers étaient obligés de tromper le pauvre peuple, aucun subside n'étant voté très-régulièrement.

Ces aides étaient destinées à la guerre contre l'Anglais. Les trêves étant brisées, la chevalerie de France ne voulut pas attendre les archers d'outre-mer sur le continent. On résolut d'aller à Londres chastier les barons hautains : pour cela, il fallait mettre taille excessive, et ainsi fut fait, « laquelle taille fut cause qu'une grande partie du peuple s'en alla hors du royaume en d'autres pays ; et était pitié de l'exaction, car on prenait à peu près tout ce qu'on avait vaillant ². »

Une grande flotte fut construite, mais l'entreprise abandonnée. L'amiral résolut de porter quelques secours aux Écossais, alors en guerre puissante et forte avec l'Angleterre. On voit ici se développer le système d'alliance avec l'Écosse qui sauva la couronne sous Charles VII. Les Français débarquèrent à Édimbourg ; ils firent maintes prouesses ;

¹ Collect. du Louvre, tome VI.

² Juvénal des Ursins, ad ann. 1384.

et les Écossais en étaient tellement ébahis, qu'ils semblaient statues de pierre. Mais peu à peu les jalousies commencèrent : les Français apportaient partout leur caractère galant et léger ; ils fréquentaient les nobles dames et damoiselles du pays, lesquelles étaient bien joyeuses de recevoir les Français, et joyeusement les accolaient ¹. Enfin l'amiral fut obligé de quitter l'Écosse ; il débarqua à l'Écluse, alors point de réunion de la flotte française.

Mille questions détournaient le conseil de l'administration régulière. Alors les affaires du schisme, des bénéfices, des annates occupaient tous les esprits. Plusieurs ordonnances notables furent faites ; on y lit « que les gens d'église ont été maltraités par le pape de telle manière, qu'à cause des exactions ils ont été forcés de vendre jusqu'aux tuiles de leurs maisons, les livres, calices, joyaux, en sorte que les églises ne sont plus aujourd'hui ni ornées ni abritées ; ensuite le nombre des cardinaux avait été augmenté outre mesure ; ils obtenaient du pape les meilleurs bénéfices, les plus opulentes abbayes. » Que résultait-il de ces abus ? que les études de l'université étaient abandonnées ; et l'église veuve de ses plus saints enfants. C'était bien autre chose lorsque les collecteurs parcouraient le royaume : aucun lieu n'était respecté ; les abbayes, les monastères étaient envahis, décimés. voulant réparer tant d'abus, le roi ordonnait à ses baillis sénéchaux de faire sortir du royaume tous cardinaux et leurs exacteurs. Toutes les décimes levées jusqu'ici au profit de la cour de Rome devaient être appliquées aux bénéfices eux-mêmes, à leur usage, à leur réparation. Quant aux communautés, tous leurs revenus seraient administrés par le conseil du monastère, le prieur, l'abbé, et tout cela en pleine liberté ².

L'administration proprement dite recevait quelque développement. Une maîtrise générale des eaux et forêts était constituée ; elle centralisait les affaires du domaine pour la pêche, rivières, étangs et bois. Le maître des monnaies à Paris pouvait en même temps exercer le métier de changeur. Il était ordonné que les changeurs ou orfèvres ne pourraient vendre matières d'or ou d'argent si elles n'étaient revêtues de la marque, les officiers des monnaies devaient être changés d'une monnaie à l'autre ; de nouvelles lettres fixaient le taux des espèces, et défendaient d'en employer d'autres dans les contrats ³.

¹ Froissard, ad ann. 1386.

² Collect. du Louvre, tome VI. — ³ *Ibid.*

Pour le domaine, le conseil révoquait toutes les donations faites antérieurement. C'était une inévitable réaction à chaque avènement que cette annulation des donations des règnes précédents ; le domaine n'aurait pu sans cela exister. Un règlement fixa les droits des épaves et de bâtardise ; il défendit aux officiers royaux d'acheter rentes ou héritages de ce domaine ; à la chambre des comptes, de jamais passer lettres royales qu'au préalable elle eût examiné si ces lettres n'étaient pas contraires aux ordonnances ¹.

Les revenus sur les juifs étaient l'objet d'une charte. Tous juifs regnicoles furent tenus des redevances stipulées au profit du roi ; tous les juifs et juives devaient contribuer aux tailles. En échange, le roi leur accordait la faculté de cumuler les intérêts des intérêts avec leurs débiteurs.

Aucune des grandes institutions n'était réformée ; cependant des lettres spéciales supprimaient, pour leur grande inutilité, les conseillers, chambellans, maîtres des requêtes, maîtres d'hôtel, panetiers, eschansons, escuyers d'écurie, huissiers et sergents d'armes honoraires ; « car, sous ombre de leurs offices imaginaires, ils jouissaient de franchises, exemption d'impôts. » Enfin, les officiers royaux de la chambre des comptes furent amoindris par économie ².

En ce qui touche spécialement Paris, l'enceinte en fut agrandie ; quant à son affranchissement du droit de prise, si exorbitant et si dur, le roi veut que les lieux situés hors des murs, et communément appelés faubourgs, soient également affranchis du droit de prise. En même temps, le métier de barbier et chirurgien était doté de beaux privilèges. Les barbiers jouaient alors un grand rôle parmi les mestiers de Paris.

« Notre premier valet de chambre, dit le roi, doit être garde dudit métier. Aucun barbier ne peut avoir plat et tenir rasoir s'il n'a été éprouvé par ledit maître et quatre jurés ; que nul ne puisse être dudit métier s'il est notoirement diffamé, s'il a et tient office de bordellerie et maquerellerie : s'il est pourvu dudit métier, il le perdra pour de tels faits. Que aucun barbier ne doit faire son office de barbellerie aux festes Notre-Dame, Saint-Cosme et de l'Épiphanie, et ne doit pendre bassins sur son devant aux festes de Noël, Pasques et

¹ Collect. du Louvre, tome VI.

² *Ibid.*

la Pentecouste , et ne pourra en icelles que saigner et peigner. Lesdits barbiers ne pourront faire assemblée sans le congé du prévôt de Paris ; ne pourront aller raser en lieux publics , dans les bains et estuves ; » et tous ces bons privilèges de la confrérie des barbiers étaient mis sous la protection de M. le prévôt et du premier valet de chambre du roi notre sire ¹.

Le jeune roi Charles VI aimait les batailles, les tournois et les bons faits de la chevalerie ; or, voici un cas lugubre qui advint : En ce temps, il y avait un gentil chevalier, nommé Jean de Carrouge, qui avait espousé une très-belle et très-vaillante dame, lequel chevalier par aucun temps avait été absent ; et quand il revint, la dame, pleurant, dit à son mari qu'elle avait été prise à force et connue charnellement par un escuyer nommé Jacques Legris, lequel, quand il sut qu'on voulait l'affubler d'un tel cas, affirmait par serment que oncques le cas ne lui était advenu. Carrouge ne le crut point, et le fit adjourner en gage de bataille ; et fut jeté le gage, et cette matière renvoyé en la cour du parlement. Il fut dit par la cour que le gage échéait, et ordonné que la dame serait détenue prisonnière, et qu'elle jurât que ce qu'elle disait était vrai, ce qu'elle fit ; et maître Jacques Legris le jura également qu'elle mentait. Et combattirent les deux champions : finalement Jacques Legris chut, et lors Carrouge monta sur lui l'espée traïste, requérant qu'il lui dit vérité ; il répondit que, sur Dieu et sur le péril de la damnation, il n'avait oncques commis le cas dont on le chargeait ; et pourtant Carrouge, qui croyait sa femme, lui boustâ l'espée au corps et le fit mourir ².

Cette circonstance d'un gage de bataille ordonné par le parlement, et d'une condamnation ainsi laissée au sort, se reproduisit en Bretagne dans le cas de Beaumanoir avec le sire de Tournemine. Un parent de sire de Beaumanoir aimait une de ses gentilles vassales, fille d'un paysan libre ; le seigneur de Tournemine avait excité le manant à tuer l'efforceur de sa fille, ce qu'il fit en effet, et le dagna ; le sire de Beaumanoir cita donc en gage de bataille ledit Tournemine ; et le combat eu lieu en présence du duc de Bretagne, et en parlement. Il y eut serment de part et d'autre. Après cri fait que chacun fit son devoir, les deux champions s'approchèrent l'un de l'autre et

¹ Collect. du Louvre, tome VI.

² Juvénal des Ursins, 1387.

combattirent bien longuement ; et finalement , de Tournemine fut desconfit sans reconnaître le cas, et comme mort fut mis hors le camp ¹.

Le parlement conservait ainsi l'institution du combat singulier en certains cas. Les lois civiles n'avaient pas fait des progrès assez complets pour bannir toute coutume militaire : il y avait donc mélange des paisibles lois crérales et des fières habitudes de chevalerie ; le triomphe des lois civiles n'était pas absolu. Le parlement était également le haut tribunal de la féodalité, et, sous ce rapport, il rendit d'immenses services à la couronne.

On se souvient de Charles de Navarre, que les vieilles chroniques ont surnommé le Mauvais, ce fier ennemi de la maison royale, noble baron chéri des halles, des bourgeois et des routiers. Il venait de mourir d'une manière triste et singulière : la vie lui échappait ; la faiblesse débilait son corps ; il se revêtit d'une chemise d'étoupe imprégnée d'eau-de-vie pour ranimer ses forces ; mais un varlet mal-adroit en approcha un flambeau ; le feu prit, et ses chairs furent dévorées ². Charles le Mauvais n'était plus redoutable pour la couronne, mais il possédait de bonnes terres, qu'il était utile de réunir au domaine. Le roi savait qu'il n'existait plus ; néanmoins il l'assigna en parlement.

« Le samedi, 2^e jour de mars 1386, fut le roi notre sire en son parlement. Pairs présents, laïques : MM. le duc de Bourgogne, le duc de Touraine ; clercs : l'évesque de Laon, duc, l'évesque de Beauvais, comte, l'évesque de Noyon, comte ; pairs absents, laïques : le duc de Berry, la duchesse d'Orléans, le duc de Bourbon, le comte d'Alençon, le duc de Bretagne et le comte d'Estampes ; clercs : l'archevesque de Reims, duc, l'évesque de Langres, duc, l'évesque de Châlon, comte ³. »

C'est en présence de ce parlement que fut cité le roi de Navarre, comte d'Évreux. On remarquera d'abord que le nombre des pairs n'est plus déterminé à un nombre fixe : plusieurs terres avaient été érigées en pairies ; c'est ce qui explique également comment une femme se trouve avec le titre de pair ; dès que ce titre se rattachait à la terre, quiconque la possédait avait la pairie. C'est ainsi que la

¹ Juvénal des Ursins, 1387.

² Froissard, ad ann. 1388.

³ Regist. du parlement, vol. V, page 150.

comtesse de Flandre assistait au sacre royal l'épée à la main, et que les vieilles miniatures nous reproduisent les paires en costume et la couronne sur la tête. Un autre arrêt du parlement condamna le duc de Bretagne à voir sa terre confisquée ; mais la résistance de la noblesse bretonne ne permit pas l'exécution de l'arrêt : on arriva à une transaction.

Il fallait bien des terres pour satisfaire ces habitudes d'apanages qui morcelaient sans cesse le domaine de la couronne. On a vu avec quelle prodigalité les ducs de Bourgogne, d'Anjou et de Berry s'étaient attribués les grandes provinces comme addition à leur apanage primitif. Le plus jeune frère du roi n'avait reçu aucune terre ; il avançait en âge, et il lui fallait un hôtel, des pages, une meute agile et des bois touffus pour la chasse. Le roi Charles V avait recommandé dans son testament d'apanager *honnêtement* son fils Louis, et c'est ce qui détermina le conseil à lui donner la duché de Touraine, « avec toutes et chacune ville, châteaux, forteresses, honneurs, hommages, fiefs, terres, prés, vignes et revenus quelconques ; excepte le château de Lodun, que tient l'amé et très-cher cousin le roi de Jérusalem ; » et comme addition à cet héritage, le roi lui donnait encore les comtés de Valois et de Beaumont-sur-Oise, et toutes les autres villes que tenait la duchesse d'Orléans. Il était stipulé dans l'acte de donation « qu'au cas de mort dudit frère du roi, sans hoirs mâles, lesdites choses ainsi apanagées reviendraient au domaine de la couronne, » stipulation qui rentrait dans les formules générales des concessions apanagères ¹.

Ce fut là un des derniers actes du conseil. Le jeune roi entra dans sa vingt et unième année ; il fit proclamer sa majorité. C'était une dérogation aux ordonnances de Charles V : si l'on avait suivi les ordonnances, il aurait fallu jusqu'à quatorze ans une régence ; on n'en constitua point. A quatorze ans, la majorité eût été proclamée ; on prolongea sa minorité jusqu'à vingt et un ans. On conserva les vieilles coutumes féodales des majorités, et les traditions de la chevalerie.

Le roi était à Reims quand l'acte de sa majorité fut proclamé, et voici comment les choses se passèrent : On célébrait la fête de tous les saints. Lorsque le repas fut fini, le roi rassembla ceux de son sang et conseil en la salle dudit hostel ; et il y avait en outre plusieurs

¹ Collect. du Louvre, tome VI.

prélats et gens d'église ; et fut mis en délibération ce que dorénavant il avait à faire, vu l'âge qu'il avait. Le chancelier qui présidait au conseil après le roi, demanda au cardinal de Laon ce que le roi devait faire. Le cardinal, qui avait peur de se compromettre avec les princes, ne dit mot ; mais le roi lui commanda de parler, et alors bien piteusement remontra que le roi était en âge de gouverner le peuple, et qu'il ne devait plus être sous le gouvernement d'autrui. Le prudent prélat ne nomma personne, tant il craignait d'assumer sur lui de fortes colères. Après l'archevêque de Reims, le chef des clercs, tous les maîtres en chevalerie et en lois conclurent également. Alors le conseil prononça que le roi prenait toute puissance. Le jeune prince remercia donc ses oncles des peines et travaux qu'ils avaient pris pour sa personne et les affaires du royaume ¹. C'est une chose piteuse à dire : le cardinal, qui le premier avait ouvert l'avis de l'émancipation royale, alla tout aussitôt de vie à trépasement. Il fut ouvert, et l'on trouva le poison, ce dont le roi fut très-déplaisant et courroucé.

L'acte du conseil pour l'émancipation est le premier exemple que l'on trouve dans l'histoire de France : il était essentiel d'en rapporter toutes les circonstances.

¹ Juvénal des Ursins, 1394.

CHAPITRE XXXV.

1380 — 1392.

Gouvernement du roi. — Règlement sur les bourgeois de Paris. — Modifications des ordonnances par le parlement. — Constitution des cours souveraines. — Cour des comptes. — Mariage du roi. — Gouvernement de la Langue-doc. — Ordonnance sur les filles de joie. — Apanage du duc de Berry. — Guerre de Bretagne — Folie du roi. — Conseil de régence.

C'est ainsi que le jeune roi prit en main l'administration du royaume. Tous les conseillers des ducs de Bourgogne et de Berry furent renvoyés ; eux-mêmes retournèrent dans leurs beaux domaines, pleins de dépit, cependant, de voir ainsi s'échapper leur grand pouvoir sur la royauté de France. Le duc de Berry s'en alla lentement et désagréablement dans la Langue-doc, soumise à son gouvernement ; le duc de Bourgogne *se partit* pour la Flandre, aussi mécontent que son frère. Le roi confia la maîtrise de son hôtel à deux de ses fidèles, le seigneur de la Rivière et à messire Jehan le Mercier, seigneur de Noujant ; le seigneur de Noujant administrait les finances conjointement avec Jean de Montagu ¹.

Ce fut presque un nouvel avènement. Le roi multiplia les ordonnances de concessions populaires et d'administration. Comme il vint presque aussitôt habiter le beau château du Louvre, il songea à se rendre favorables les bourgeois et métiers de Paris.

On a vu qu'à la suite du mouvement de 1382, la prévôté des marchands et l'échevinage de Paris avaient été abolis : l'on craignait alors la puissance municipale ; tout avait été concentré dans la main du prévôt royal. Les marchands étaient fort mécontents de n'avoir plus leur prévôt particulier, leurs échevins élus et chaperonnés. Le prévôt

¹ Juvénal des Ursins, ad ann. 1388.

royal n'y pouvait plus tenir, tant les affaires étaient nombreuses, tant surtout les marchands et les halles lui faisaient mauvaise mine. Il se nommait Jean de Folleville, conseiller au parlement, très-bon clerc, aimé du roi. Il vint donc trouver le conseil, et lui exposa la nécessité de rétablir la prévôté des marchands et l'échevinage : c'était pour le roi un grand moyen de popularité. Le conseil n'osa point rétablir l'élection par les halles ; mais il consentit à instituer un prévôt spécialement destiné aux marchands, sous ce titre : *garde de la prévôté des marchands pour le roi*. Maître Jean Juvénal des Ursins fut choisi comme bon avocat ¹ ; il vint habiter l'hôtel de ville en Grève ; et, dès ce moment, les intérêts de Paris furent bien et dûment discutés : on fit procès pour toute chose, pour s'assurer les moulins sur la Marne, l'arrivage des denrées ; ce dont les bourgeois furent très-satisfaits.

Le roi fit mille autres concessions à ses bonnes gens. Une ordonnance de police prescrivit la propreté des rues, l'entretien du pavé, passages et ponts de la prévôté et vicomté de Paris ² ; tout cela était tellement déchu en ruine et dommagiez, qu'en plusieurs lieux on ne pouvait aller, ce qui était en très-grand esclandre vis-à-vis d'icelle ville. Ensuite il fut concédé aux bourgeois qu'ils pourraient posséder fiefs et arrière-fiefs, comme s'ils étaient de noble race ³, graciosité bien large ; elle était un véritable anoblissement pour la bourgeoisie. Enfin, un règlement fixa les droits et les devoirs des arbalétriers de Paris, qui ne pouvaient jouer de l'argent au jeu de l'arbalète ; mais ils pouvaient perdre vin, claret, hypocras, pourvu que le perdant en fût quitte pour une pinte avant dîner et une pinte après, pourvu encore que ce ne fût pas au jeu damné des dés ⁴. Les églises de Paris reçurent également de grands privilèges, et Notre-Dame obtint une juridiction spéciale au parlement.

C'est à l'occasion de cette juridiction que l'on trouve un nouvel exemple des remontrances du parlement sur les ordonnances royales, et surtout de la modification de ces ordonnances par les cours judiciaires. Jusqu'ici, il n'y a qu'un fait de bien constaté dans les rapports du parlement et de la royauté : c'est l'enregistrement des

¹ Juvénal met une grande importance à cette élection, ad ann. 1338.

² Reg. roug. du Châtelet, 1399.

³ Collect. du Louvre, tome VI.

⁴ Trésor des chartes, 1389.

lettres royales par les cours souveraines; mais cet enregistrement était pur et simple. Dans cette circonstance, la cour enregistra, moyennant les modifications et conditions convenues, et ce n'est qu'après cette formalité que les lettres furent définitivement scellées en laz de soie rouge et vert, avec deux contre-sceaux¹.

Toute l'organisation de justice et de finance fut remaniée. Le roi exclut de son parlement tous abbés et prieurs qui ne seraient pas membres du grand conseil; dorénavant, le parlement ne devait plus se composer que de quinze clercs et quinze laïques prenant gages et manteaux accoutumés. En la chambre des enquêtes, il ne devait plus y avoir que vingt-quatre clercs et seize laïques, et ceux qui étaient pourvus desdits offices devaient y résider constamment, sous peine de les perdre; le même devoir était imposé aux baillis, prévôts et sénéchaux; ils ne pouvaient être choisis que par le grand conseil, et durant l'exercice de leurs offices, ils ne devaient faire partie du conseil du roi, ni se revêtir d'une fonction municipale, se faire juges des seigneurs ou de toute autre juridiction que la juridiction royale; lorsqu'ils recevaient lettres de chancellerie, ils devaient se hâter de les exécuter; et s'ils avaient cause légitime de refus, ils étaient obligés de l'écrire sans délai, et de jurer sur saints Évangiles que, tant qu'ils exerceraient leurs offices, ils feraient justice à tous, petits et grands, sans distinction².

Le roi, pour donner plus de force et plus de liberté à la juridiction du parlement, lui défendit d'avoir égard aux ordres royaux tendant à empêcher l'expédition des affaires, parce qu'il en résultait des délais interminables et un véritable malaise dans les juridictions. Pour la cour des comptes, il fut ordonné de grandes réformes: il ne devait plus y avoir tant seulement qu'un président, quatre maîtres clercs, quatre maîtres laïques, douze clercs en bas; de plus, trois trésoriers pour le fait des domaines. C'est par les mains de ces trésoriers que devaient passer toutes les recettes des domaines, vicomtés, etc.: deux étaient chargés de la vérification et de l'exécution des dons royaux. Quant aux gages annuels, aux pensions, les clercs qui les examinaient devaient être renouvelés chaque année par mandement spécial du roi, afin de restreindre les dépenses le

¹ Regist. du parlem., ad ann. 1339.

² Collect. du Louvre, tome VI.

plus bonnement qu'on pourra. Enfin, le prince voulait qu'on ne fît plus désormais d'aliénation de domaine (principe toujours renouvelé et toujours violé). Sur les aides, rien ne pouvait en être détourné, si ce n'est par mandement ou cédula spéciale des sénéchaux, conseillers sur le fait desdites aides; que nul compte ne soit ouï qu'en présence d'un clerc et d'un laïque de ladite chambre. Pour les monnaies, il n'y aura plus désormais que six maîtres en la Langue-doyl, et deux seulement en la Langue-doc; il n'y aura que cinq maîtres des forêts. Le vicomte de Meslun était chargé de tout ce qui concernait les forêts et pêcheries, espèce de direction générale. En même temps, une nouvelle ordonnance ajoutait quelques dispositions aux règlements primitifs sur les eaux et forêts. « Comme les fleuves et les rivières, grandes et petites, de notre royaume, par malice et par engins des pêcheurs, étaient comme sans fruits et gâtés, le roi ordonnait qu'on brûlât lesdits engins en présence des pêcheurs, et qu'on fixât, d'une manière irrévocable, la forme desdits filets¹. »

Le jeune roi envoyait, sous son scel, à la chambre des comptes, un autre règlement spécial. Les douze clercs de ladite cour ne pouvaient partir de Paris sans congé des maîtres. Pour l'examen des comptes, ils devaient être groupés deux par deux, et ne faire connaître leur travail qu'au conseiller maître; qu'aucun desdits clercs n'héberge dans son hôtel receveurs, grénétiers, même sous prétexte de parenté et lignage, à moins de s'exposer à perdre son office; et lesdits clercs écriront bien diligemment les recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires; et comme il s'était glissé beaucoup d'abus, ils seront tenus, en prenant leur office, de bailler caution. Pour l'honneur du roi, ils ne pourront venir en ladite chambre que bien vêtus d'habits honnestes; et chacun portera mantels ou bonnets fourrés. Les jours de mercredi et de vendredi seront choisis pour les ouï-dire et plaidoiries; et la chambre tiendra pour secret tout ce qui lui sera mandé et ordonné². Cet ensemble de règlements de finances et de justice signalait l'existence du nouveau conseil, et l'avènement du jeune roi, qui, avant tout, songeait à l'administration de son royaume. Il y a toujours, à cette origine d'un règne, un amour de popularité et de bien public qui s'affaiblit peu à peu.

¹ Trésor des chartes et regist. du parlem., 1389.

² Collect. du Louvre, 1389.

Le roi, à sa vingt et unième année, résolut de prendre femme ; il choisit Isabeau de Bavière, certes, fort jolie damoiselle. Le roi manda à ses bons bourgeois de Paris que la royne ferait son entrée, et qu'ils se préparassent à la bien fêter. Les bourgeois n'étaient pas mécontents ; le roi venait de leur rendre quelques-uns de leurs privilèges ; « et furent toutes les rues tendues de belles tapisseries ; et y avait, à chaque carrefour, diverses histoires et fontaines jetant eau, vin et lait. Ceux de Paris allèrent au-devant avec le prévôt des marchands, et grande multitude de peuple, criant : « Noël ! » Le pont par lequel la royne passa était tout tendu d'un taffetas bleu à fleurs de lis. Et il y avait un homme, assez léger, habillé en guise d'un ange, qui, par engin bien fait, vint des tours de Notre-Dame de Paris à l'endroit dudit pont, et entra par une fente de ladite couverture à l'heure que la royne passait, et lui mit sur son front une belle couronne¹. Et devant le Châtelet, il y avait un beau lict tout tendu de tapisseries d'azur ; et c'était pour représentation du lict de justice en parlement ; et devant, il y avait un cerf bien grand, qui tenait une haute espée et un escusson où étaient peintes trois fleurs de lis d'or ; car alors les armoiries de France furent réduites à trois fleurs de lis ; elles étaient auparavant sans nombre. Le roi fit une folie et beau travestissement : « Savoisi, » mon ami, dit-il au chevalier de ce nom, je te prie tant que je puis, » que tu montes sur un bon cheval, et je monterai derrière toi ; et » nous nous habillerons tellement, qu'on ne nous connaîtra point ; » et allons voir l'entrée de ma femme. » Et fit Savoisi ce qu'il lui demandait ; il monta sur un fort cheval, et le roi derrière, en croupe ; et ils vinrent au Châtelet à l'heure où la royne passait. Et comme il y avait grande presse de peuple, et que le roi voulait s'avancer, il reçut maints horions sur les épaules. Et le soir, en présence des dames et damoiselles fut la chose dite, et le roi farçait des horions qu'il avait reçus². »

« Le lendemain, le roi, pour festoyer sa femme, ordonna un grand tournoi et joustes à Saint-Denis ; ces festes durèrent trois jours. Les chevaliers qui devaient joster étaient mesnés par dames vestues de robes semées d'or ; et les coursiers avaient au col de

¹ Juvénal des Ursins, 1389, et cérémonial français, tome I, p. 637 et 647.

² Juvénal des Ursins, ad ann. 1389.

gros lacets d'or et de soye liés, que les dames tenaient en leurs mains. Et étaient communes renommées que ezdites joustes étaient provenues des choses deshonestes en matière d'amourette; et dit une chronique que ezdites joustes *lubrica facta sunt*¹. » Et ce fut en ces esbattements que les deux cousins germains du roi, Louis et Charles d'Anjou, encore enfants, furent reçus chevaliers.

La guerre avec l'Angleterre se continuait. De part et d'autre, cependant on se plaignait des grandes dépenses; il fut conclu une trêve de trois ans. Il y avait ici occasion de diminuer les charges du peuple, et l'on n'en fit rien : les tailles et aides extraordinaires furent maintenues comme auparavant; la gabelle sur le sel fut augmentée, et la monnaie ancienne abolie au profit du trésor.

C'était surtout le peuple de la Langue-doc qui était grevé outre mesure par le gouvernement du duc de Berry : les choses en étaient à ce point dans la Langue-doc, que plus de quarante mille mesnages avaient quitté ladite terre². Or, les envoyés requièrent tant le roi, que celui-ci se décida à visiter la Langue-doc, d'autant plus que le pape et le schisme l'appelaient à Avignon. Il fut reçu dans cette cité avec joie; toutes les cloches étaient en branle. Le roi vint à Toulouse, et c'est là que plusieurs plaintes et requestes lui furent faites. Étant à Avignon, il confirma, par une belle charte, les privilèges accordés aux bourgeois d'Eyrieux, parmi lesquels se trouvait une singulière punition de l'adultère : si l'homme et la femme surpris en adultère ne pouvaient payer 60 sous d'or, ils étaient tenus de courir tout nus d'une porte de ville à une autre, et rester tous deux ensemble sans se séparer. Dans ce pays de Provence-et de la Langue-doc, aux mœurs dissolues et galantes, l'adultère n'était point puni par la peine barbare du poing coupé ou de la vie : une amende d'argent, un peu de honte, un spectacle, surtout si la dame était jolie, voilà la peine municipale qui était imposée aux coupables³.

Dans son séjour à Toulouse, le roi confirma les privilèges des filles de joie de cette belle ville. « Charles, etc., savoir faisons que, ouï la supplication des filles de joye du bordel de notre ville de Toulouse, dit la Grande Abbaye, contenant que, pour cause de plusieurs défenses

¹ Journal d'un bourgeois de Paris, 1389; Juvénal des Ursins, ad ann. 1389.

² Dom Vaissète, preuves de l'hist. du Langue-doc, tome III.

³ *Ibid.*

à elles faites par les capitouls sur leurs robes et autres vestements, elles ont souffert plusieurs injures, vitupères et dommages ; et qu'elles ne se peuvent vestir à leur plaisir pour cause de certains cordons et chaperons blancs à quoi elles sont astreintes. Voulant qu'à notre joyeux avènement, nous leur fassions grâce et les mettions hors d'icelles servitudes ; pourquoi nous, désirant tenir chacun en franchise et liberté, nous voulons que dorénavant elles et leurs successeurs puissent porter et vestir robes, chaperons de telles couleurs comme elles voudront vestir et porter, en plaçant sur leurs bras une petite jarretière ou lisière de drap d'autre couleur que la robe qu'elles revestiront. Ordonnons mandement au sénéchal et viguier de Toulouse de faire jouir lesdites suppliantes en tous leurs privilèges. — Donné en conseil ; présents : l'évêque de Noyon et le vicomte de Melun ¹. »

Ces concessions bienveillantes et ces réformes avaient pour objet surtout d'apporter remède à quelques-unes des exactions du duc de Berry, qui accablait alors la Langue-doc par ses violences. Pendant le séjour du roi à Toulouse, tant de plaintes arrivèrent, que le conseil fut obligé de dresser une enquête. Le duc de Berry avait fait tailles trop merveilleuses, et sans que nécessité en fût. Le roi déclara qu'il n'y avait pas d'autres remèdes sinon de le désappointer ; il s'en revint à Paris, et le conseil fut du même avis. Le roi manda donc un sage chevalier, maître Pierre de Capreuse, avec ordre de se rendre auprès du duc de Berry pour le dépouiller de son gouvernement ; mais le duc fut si courroucé qu'il manda audit sire de Capreuse : « Bon homme, plus ne vous mêlez de la Langue-doc, si vous ne voulez me faire taper sur vous ². » Le roi ne persista point à dépouiller le duc de Berry.

Le système des apanages grandissait. Les princes, maîtres de la cour, entouraient le jeune roi, le pressaient de les doter ; et comment résister à ces instances multipliées ? Comment se défendre, lorsqu'on armait chevalier son frère, son neveu, ses enfants, de les investir de quelques bonnes terres ? Le dernier frère du roi, du nom Louis, avait déjà reçu plusieurs terres en apanage ; mais il n'était pas riche ; il ne pouvait donner ni fêtes ni tournois ; et déjà, enfant, il avait les goûts

¹ Trésor des chartes, ad ann. 1389. — Isambert, recueil des lois. — Règne de Charles VI.

² Juvénal des Ursins, ad ann. 1390,

dispendieux de la chevalerie ; il aimait à plaire aux dames, et il s'entendait, dit-on, d'amour avec Isabelle de Bavière, la nouvelle espousée de son frère. Ce fut à cette grande faveur qu'il dut d'abord, comme addition à son apanage, le duché d'Orléans, et de plus, une rente apanagée de 4,000 livres ¹ ; cette rente devait être si sacrée, que le roi déclarait qu'il ne pourrait faire aucune application des deniers de recettes par impôt ou confiscation, à quelque objet que ce fût, avant que son frère n'obtînt l'accomplissement de sa rente apanagée.

De grands différends subsistaient entre le duc de Bretagne et le roi : c'était une querelle toute féodale, car il s'agissait des droits de monnayage. Charles de France prétendait que la monnaie du duc était d'or et d'argent, droit qui n'appartenait qu'au roi ; les vassaux n'en pouvaient faire que de la noire ; ensuite, il n'avait pas obéi à l'arrêt du parlement en ce qui touchait le connétable de Clisson.

Après plusieurs tentatives de conciliation toutes impuissantes, le roi se décida à faire la guerre en Bretagne. Il y avait parmi les Bretons une affection plus grande pour les Anglais que pour la France ; on y trouvait plus intime conformité de mœurs et de coutumes : si l'on excepte quelques familles, par exemple, celle des Clisson, les grandes races bretonnes auraient eu dévouement pour l'Angleterre, qui leur laissait leur haute indépendance.

L'événement qui amena la guerre en Bretagne, et les suites malheureuses qu'elle eut pour le roi, ne furent qu'un accident ajouté aux causes permanentes de discorde. Le duc d'Orléans avait pour conseiller intime, un Breton, le sire de Craon, ennemi de race du connétable de Clisson. Le connétable voulut briser cette intimité, et il accusa le duc d'Orléans et son conseiller « d'oïr volontiers gens superstitieux qu'on maintenait exercer sortilèges. » On ne voulut point entendre le sire de Craon en justice ; il se vengea par les armes ; Craon attendit le connétable la nuit, tandis que le bon Breton s'en revenait de l'hôtel Saint-Pol ; et le sire jaloux était accompagné de bien vingt compagnons. Tous assaillirent le connétable, le renversèrent ; mais il était tellement couvert de son haubergeon, qu'aucune blessure ne l'atteignit mortellement ; « il se releva hastivement, se réfugia en un hôtel, et eut ez fesses trois coups ². »

¹ « Il acquista de plus le comté de Blois, la seigneurie de Coucy, et le comté de Soissons. » — Juvénal des Ursins, ad ann. 1391.

² Juvénal des Ursins, 1391.

On sut bientôt que c'était le sire de Craon qui avait fait l'assassinat. Il s'était déjà sauvé sur les terres du duc de Bretagne, et c'est à cause de cet asile donné à un banni que le roi fit la guerre aux Bretons. Ce fut par l'avis des gens de son conseil qu'il entreprit une bataille si périlleuse; ce conseil, présidé par Clisson, dominait toutes les volontés du roi; personne ne pouvait approcher de lui; si bien, chose inouïe! que les recteurs de la mélifiante université de Paris, venant se plaindre d'abus, ne purent voir le roi à Saint-Germain.

La guerre décidée pour complaire au sire de Clisson, le roi partit avec une bonne armée. On s'apercevait déjà, depuis le mois d'août, qu'en ses paroles royales et manières de faire, il y avait altération et diversité de langage. Souvent il allait au champ en armes; et un jour qu'il cheminait à cheval, vint au-devant de lui un homme mal habillé, pauvre était sa personne, qui lui dit: « Roi, où vas-tu? Ne passe plus outre, car tu es trahi, et te doit-on bailler ici à tes adversaires. » Ces paroles, prononcées d'une voix sombre et solennelle, jetèrent le roi dans une grande frénésie; il courait en divers lieux et frappait tous ceux qu'il rencontrait; il tua quatre hommes. Enfin, on le saisit; il tomba dans une telle faiblesse, que les physiciens ou médecins jugèrent qu'il était mort; en revenant à lui, on s'aperçut que sa raison était complètement égarée¹.

C'était une question nouvelle que celle du gouvernement au cas de la folie d'un roi. Tout ce qui concernait la minorité, la succession, était réglé, mais la folie n'avait pas été prévue; on n'en trouvait aucun exemple dans les vieilles chroniques. Le roi de France avait un frère et deux oncles, les ducs de Bourgogne et de Berry: en quelles mains tomberait le gouvernement?

La folie devait être assimilée à la minorité; l'état du roi était une espèce de frénésie, avec des intervalles lucides. Le duc d'Orléans, le plus proche parent, devait de droit prendre l'administration; mais il était trop jeune encore: on préféra un conseil de régence pour le cas de folie, comme on l'avait préféré pour la minorité. Tous les princes, quelques conseillers du parlement et de la cour des comptes, composèrent le conseil de régence, sous la présidence du duc de Bourgogne. Rien n'y fut constant. Lorsque le roi revenait à lui, il prenait en main le gouvernement; lorsqu'il retombait dans sa frénésie, le con-

¹ Juvénal des Ursins, 1391.

seil, ou, pour parler plus exactement, le duc de Bourgogne, agissait selon son bon plaisir. De là tant de variations, tant d'incertitudes dans les ordonnances. Régulièrement siégeaient au conseil de régence les ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orléans et de Bourbon (prince de Navarre), Henri Du Bar, le chancelier, l'archevêque de Lyon, les évêques de Langres, de Bayeux, Paris, Noyon, quinze conseillers du parlement, trois conseillers d'État et quatre maîtres des comptes. C'était une espèce de grand conseil, tel que l'avaient formé les ordonnances royales; plus tard, le titre de régent, mais seulement le titre, fut déferé au duc d'Orléans ¹.

¹ Chroniq. de Saint-Denis, ad ann. 1302.

CHAPITRE XXXVI.

1392 — 1394.

Changement dans le conseil. — Le schisme. — Organisation de l'université. — Soustraction à l'obédience papale. — Chartes administratives. — Bannissement des juifs. — Théâtre. — Chasse. — Pavages des villes. — Prisons. — Mariage du roi d'Angleterre et d'une fille de France.

Le conseil du roi, formé sous l'influence du duc de Bourgogne, devait naturellement s'empresdre d'un nouvel esprit. Le duc s'était fixé dans son bel hôtel, à Paris, et là, selon son désir, il dirigeait les affaires de France. On doit se souvenir que le roi, à sa majorité, avait concentré son pouvoir dans les mains du connétable de Clisson, des sires de la Rivière et de Noujant. Dès l'origine de ce pouvoir, le duc de Bourgogne l'avait vu avec jalousie ; maître du conseil, il s'empressa d'exiler le connétable de Clisson, de mettre à la Bastille les deux intimes conseillers du roi ; il n'épargna même pas Juvénal des Ursins, prévôt des marchands ; mais heureusement la finesse du bon prévôt le tira de ce mauvais pas : il se procura toute l'instruction commencée contre lui et put dès lors déjouer le projet de ses ennemis ¹.

Toute la chrétienté était occupée du schisme, de l'obédience papale et des questions théologiques qui s'y rattachaient. L'université, autorité puissante, dominait souvent le conseil du roi et le parlement. Tous ses privilèges étaient agrandis ; et, avant de raconter les événements dans lesquels elle fut appelée à jouer un si grand rôle, il peut être nécessaire de dire les bases de la constitution de ce grand corps scientifique.

¹ Juvénal des Ursins entre dans de longs détails sur cette affaire de la prévôté qui lui est particulière.

L'université se composait de docteurs, régents et des procureurs de nation, lesquels élisaient un recteur¹ ; chaque docteur devait être régent, à tour de rôle. Tous les docteurs faisaient des leçons ; leurs cours ouvraient le lendemain de la Saint-Denis ; ils ne pouvaient s'absenter plus de deux mois ; les docteurs en droit expliquaient le Digeste et une partie du code ; ils recevaient de leurs écoliers 20 sols parisis par an. Tout régent avait son bedeau : il assistait aux examens de licence. Les leçons étaient annoncées au son de la cloche, après le dernier coup de matines, à la pointe du jour. Les docteurs en droit canon succédaient à ceux du droit civil. Tous devaient être vêtus d'une épitoge, d'une cape, et tout cela proprement et de bon drap.

Les licenciés n'étaient admis qu'après examen ; tout bachelier qui voulait être licencié devait en former la demande : on lui indiquait d'avance la loi ou le canon sur lequel il serait interrogé ; il payait 50 sols pour ses lettres de licence ; celui qui, licencié en droit civil, voulait le devenir en droit canon, devait suivre le cours pendant seize mois.

Les bacheliers étaient obligés d'expliquer, dans leurs leçons, le texte du code et les gloses ; s'ils avaient étudié dans une autre université, ils ne pouvaient être agrégés à celle dont ils sollicitaient le grade qu'après une résidence de six mois ; on n'était réputé bachelier qu'après avoir fait un acte public à la suite des leçons de son docteur.

Nul ne peut être écolier de l'université s'il n'assiste au cours du docteur qu'il choisit, trois fois au moins par semaine ; les écoliers prêtent serment d'observer les statuts de ladite université, et, dès ce moment, ils doivent être sous sa protection spéciale. Tous seront classés par nations, toujours au nombre de six ; chacune de ces nations a un procureur élu par elle, et un bedeau. Tout ce qui concerne docteur, bachelier, étudiant, sera réglé par l'université ; cependant ceux qui abuseront de privilèges en seront privés.

Les bedeaux de l'université sont institués pour sa garde ; ils font les apprêts pour les processions, pour toutes les cérémonies universitaires ; ils reçoivent des étudiants des cierges, gants blancs, et des coiffes et manteaux ; ils marchent en tête de l'université, et guident chacun de ses membres. Les suppôts, c'est-à-dire les écrivains, parcheminiers,

¹ Ordonn. du Louvre, tome VI.

enlumineurs d'ouvrages, jouissent également des privilèges universitaires ¹. »

C'est cette grande institution de l'université qui exerçait alors sur le schisme une immense influence. Il y avait une rivalité naturelle entre Rome avec sa puissance italienne et l'université, corporation toute nationale, et soumise, encore avec des restrictions, à la juridiction épiscopale. Dans la situation où se trouvait l'Église, avec une papauté double et une obédience libre, le clergé national devait tendre naturellement à s'organiser ; car l'Église, ses pompes, ses préceptes, étaient alors une impérieuse nécessité pour les peuples.

On a vu qu'une première tentative de conciliation avait été essayée entre les deux papes rivaux ; on avait songé à une cession réciproque, à un mutuel abandon de la tiare. Un concile tenu à Paris, dans lequel avaient siégé les patriarches de Jérusalem et d'Alexandrie, sept archevêques, quarante évêques, quatre conseillers du parlement, trois avocats et une multitude de clercs de l'université, avait décidé *la voie de cession* par les deux papes ; et, pour obtenir le résultat désiré, une charte du roi défendit qu'on n'écrivît rien désormais sur le schisme, « car il y avait grand nombre qui faisaient escriptures, et qui prêchaient sur la séparation de l'Église : » le roi mandait à ses prévôts de les punir de telle manière, qu'ils en prissent exemple ².

La voie de cession n'ayant pas réussi, le conseil se décida pour une mesure violente à une époque de piété et de catholicisme : une ordonnance brisa les liens de l'église nationale avec Rome ; le roi, le peuple et le clergé de France furent soustraits à l'obédience du pape Benoît. Dans la charte, tous les griefs sont exposés avec un grand soin : on y voit une main tremblante qui cherche à se fortifier contre les opinions contemporaines. Le roi défend à ses sujets, tant clercs que laïques du Dauphiné ou de la France, d'obéir aux injonctions du pape Benoît. Une nouvelle charte punissait ceux qui lui restaient attachés, par le séquestre de leurs bénéfices ³.

On se tromperait si l'on s'imaginait que ces tentatives de liberté étaient dirigées par le pouvoir royal contre l'Église ; il n'y avait point là d'idées d'indépendance absolue et de haute raison philosophique ;

¹ Collect. du Louvre, t. VI, et dans les Preuves de l'hist. de l'Université, t. II.

² Juvénal des Ursins, ad ann. 1396 et suiv. — Collect. du Louvre, tome VI.

³ Collect. du Louvre, tome VI.

c'était dans l'intérêt de l'église nationale , et pour servir ses besoins , que le roi agissait : aussi s'empessa-t-il de déclarer que la soustraction à l'obédience n'avait été faite que pour le bien des clercs ; que les produits des bénéfices confisqués ne seraient jamais appliqués au profit du roi ; enfin , que la collation des bénéfices et les élections ecclésiastiques continueraient d'être librement faites. En échange de ces gracieuses concessions , le clergé concédait une aide de trois ans sur ses propres biens , et pour les besoins du royaume ¹. Un concile national , convoqué par l'ordre du roi , régla le mode de l'élection aux bénéfices pendant la soustraction de l'obédience.

Une fois séparée de Rome , l'église de France obtint du roi des mesures très-sévères pour empêcher tout rapport entre les clercs , les moines et le pape. On n'alla point aussi loin que Philippe le Bel ; mais le roi ordonna qu'aucun sujet ne quitterait le royaume de France pour le pèlerinage de Rome ². C'était une défense cruelle : en ce temps , des troupes de pèlerins portaient toutes les années pour aller visiter le tombeau des apôtres ; et priver les pieuses populations du bonheur de contempler les saintes basiliques , c'était la plus violente tyrannie ; Philippe le Bel avait été obligé d'en venir à la persécution. Toutes ces tentatives échouèrent : les opinions n'étaient point encore préparées à ces grands changements qui auraient constitué une église nationale. Plus tard , lorsque la hiérarchie romaine s'organisa d'une manière régulière , l'obédience des églises particulières se reforma d'elle-même , et rentra dans l'ordre habituel , et toute la catholicité vint encore aboutir à Rome.

L'état de folie de Charles VI n'avait pas été , dans cette période , assez absolu pour justifier une régence permanente. Le conseil fit peu d'actes : la plus importante des mesures fut l'arrêt du parlement , prononcé par le roi en son conseil , à l'occasion du comté d'Eu réuni à la couronne. Toutes les autres chartes sont purement administratives ; la plus remarquable est un règlement de distribution pour les eaux de Paris : « Le peuple qui habitait loin de la rivière avait coutume de puiser de l'eau à la fontaine des Saints-Innocents , à la fontaine Maubué et à celle des halles ; et ces eaux étaient convenables à user et à

¹ Trésor des chartes, 1396.

² Preuves des libertés de l'église gallicane, où sont recueillies toutes les pièces du schisme.

boire pour vivre ; mais la multitude des tuyaux particuliers qu'on avait concédés ne laissait presque plus d'eau aux fontaines. Le conseil fit cesser cet abus ; il ne permit plus de conduits particuliers que pour les hostels du duc d'Orléans et des princes du sang royal ¹.

Ces actes du conseil ne formèrent pas un système complet ; il serait difficile d'y chercher une pensée unique et régulière. Je prends pour exemple la législation par rapport aux juifs : un premier mandement avait défendu, sous de fortes peines, de les injurier ou de vitupérer contre eux, parce qu'ils étaient sous la sauve-garde du roi. On leur avait seulement interdit de stipuler la contrainte par corps contre leurs débiteurs, dans les actes de prêts. Plus tard, on remit aux juifs coupables maints délits d'usure, moulte oppression du pauvre peuple, qu'ils avaient pu commettre. Deux mois après, une constitution formelle bannissait les juifs à perpétuité : « Nous espérons, disait l'ordonnance, que les juifs dussent vivre et bien gouverner honnestement dans les affaires avec les chrétiens ; mais nous avons été informés, par personnes dignes de foi, qu'il leur venait chaque jour connaissance des excès et délits que lesdits juifs et juives font sur les chrétiens, et spécialement contre notre foi : c'est pourquoi le roi ordonne, par établissement et constitution spéciale, que le prévôt de Paris fera vider incontinent lesdits juifs et juives de notredit royaume, selon la forme et teneur desdites lettres ². »

Ces expressions, *établissement* et *constitution*, perpétuelles, dans les formules de la jurisprudence royale, donnaient plus de force à la charte : c'était plus qu'une ordonnance, c'était un acte fondamental, une résolution invariable. Pour inspirer au peuple sécurité, ces expressions étaient nécessaires : il y avait tant eu d'ordonnances révoquées ! la volonté royale avait été si mobile ! elle cherchait à se lier elle-même. Toutes mesures contre les juifs étaient alors populaires ; il ne faut pas croire que les idées de tolérance religieuse eussent fait de grands progrès : le peuple ne voyait dans les juifs que des oppresseurs ; ils étaient de véritables sangsues publiques. La royauté se rendait ainsi aux pressants besoins de la multitude.

Des chartes d'administration organisèrent également le système des dépenses : les revenus du domaine durent leur être appliqués

¹ Liv. rouge du Châtelet, f^{os} 118 et suiv.

² Collect. du Louvre, *ibid.*

d'abord sans tenir compte des mandements royaux ; on rechercha tous notaires, trésoriers, pour leur malversation, et une commission du conseil fut désignée dans cet objet. On trouve également une première ordonnance contre les sinécures : le roi dit que tous officiers qui ne desserviraient pas leurs offices seraient privés absolument de leurs salaires. « Receveurs, y est-il dit, faites bon emploi des deniers. » La liberté des charges de procureur au Châtelet fut proclamée ; le nombre n'en dut plus être limité : un certificat de capacité suffisait ¹. Une autre ordonnance admet le témoignage des femmes en matière criminelle. Un règlement de la prévôté de Paris défend de représenter, chanter dans les places publiques, rien qui puisse causer du scandale, sous peine d'amende arbitraire. Et puis, une charte plus curieuse fait injonction aux officiers du roi, de la cité de Montpellier, de délivrer à la faculté de médecine, une fois l'an au moins, le cadavre d'un condamné pour faire des démonstrations d'anatomie ². Alors il existait un vif et profond respect pour les morts, et cette répugnance pour toute profanation des tombeaux empêchait le développement de la science ; un respect religieux laissait à la sorcellerie, aux vieux habitués du sabbat, ce contact des cadavres.

Un ordre adressé aux enquêteurs des eaux et forêts du pays de Champagne, aux gruyers et à leurs lieutenants forestiers, révoquait toute permission de chasser dans les forêts royales, ces antiques délalements de la féodalité ; « car nul ne doit chasser en nosdites forêts et domaines, sans droit provenant de notre lignage, si ce n'est notre aîné fils. » Le droit de chasser était inhérent aux privilèges des nobles hommes ; et pourtant le roi avait appris que des personnes non nobles avaient même des chiens, cordes, laz, filets et autres engins à prendre grosses bêtes, rouges et noires, dont la chasse ne leur appartient pas. Le conseil permet à tous les justiciers de gentilshommes d'ôter tous les ustensiles de chasse aux personnes viles ; « néanmoins, au temps où lapereaux et autres bêtes sauvages vont aux champs pour mangier les blés, il nous plaît que les laboureurs puissent tenir chiens, pour garder lesdits blés et chasser les bêtes d'iceux ³. »

Plusieurs ordonnances, adressées au prévôt de Paris, continuent à

¹ Reg. roug. du Châtelet, f° 121.

² Collect. du Louvre, *ibid.*

³ Collect. du Louvre, *ibid.*

régler la police si difficile de cette grande cité. C'était une mode de chevaucher le visage tellement couvert de son chaperon, qu'on ne pouvait connaître, ni voir visage, excepté les yeux seulement, d'où il était résulté plusieurs meurtres, roberies, excès et maléfices : « C'est pourquoi, prévôt, faites crier et publier que, sous peine de grande amende, nul ne soit assez hardi de chevaucher ou aller à pied dorénavant le visage couvert. » Le conseil écrivait également au prévôt pour qu'il eût à mettre à la charge des propriétaires d'hostels et de maisons le pavage des rues et chaussées en bon grès et pierres carrées. Le régime des prisons fut régularisé : la cité ne possédait pas assez de prisons secrètes où l'on pût mettre les malfaiteurs séparément les uns des autres. « Il y avait, en effet, prisons convenables, fortes, sûres et aérées, où créature humaine pouvait exister ; il y en avait d'autres, au contraire, basses, ez quelles homme mortel, par faute d'air, ne pouvait vivre longuement. » Un ordre du prévôt de Paris enjoignit de fermer les théâtres établis à Saint-Maur-les-Fossés où l'on jouait, d'une manière très-détestable, la passion de Jésus-Christ. Le jeu de cartes, si aimé pourtant du sire roi en sa folie, était également prohibé. On défendait la paume, les boules et les quilles dans les tavernes, parce que ces jeux engendraient querelles vives et sanglantes. Alors fut bâti le Petit-Pont de Paris, d'une amende sur les juifs ¹.

Cette grande folie et insanie du roi s'en continuait ; le pauvre sire avait quelques intervalles de bonne humeur ; mais, après l'aventure de l'hostel de la Royne-Blanche, lorsque dans un déguisement de sauvage, le roi courut le grand hasard d'être brûlé, il n'y eut plus de ressource, et Charles tomba dans un état bien piteux. « Il ne connaissait personne : on lui amenait la reine, et semblait qu'il ne l'avait jamais vue ; ne distinguait ni homme ni femme quelconque, excepté la duchesse d'Orléans, qu'il appelait belle-sœur ; et l'on disait que celle-ci l'avait ensorcelé par le moyen de son père, le duc de Milan ². »

Le gouvernement était ainsi passé tout entier dans les mains du conseil. Il s'agissait de procurer la continuation de la trêve, et surtout de préparer une bonne paix entre l'Angleterre et la France. Après

¹ Reg. du Châtelet, f^{os} 121 et suiv. — Collect. du Louvre, *ibid*.

² Juvénal des Ursins, ad ann. 1392.

maints pourparlers, fut convenu un traité de mariage entre mademoiselle Isabeau, laquelle n'avait que sept ans, et Richard II d'Angleterre, lequel en avait trente ; et ce mariage se fit par le conseil, auquel assistaient messeigneurs les ducs de Berry et de Bourgogne. « Et il y avait à la noce les trois rois de France, de Sicile et de Naples, et plusieurs ducs, comtes, princes et barons, archevêques, évêques, prélats, nobles, bourgeois et habitants des bonnes villes. Et il y eut huit mets, et les huit mets en huit paires de manières ; et toutes ces bombances, aux dépens du pauvre peuple, furent mal vues de Dieu ; car furent merveilleux vents par l'espace de trois mois. »

Au milieu de ces calamités du royaume, le domaine s'accrut d'une belle ville : Gènes, succombant sous les excès de sa liberté orageuse, vint d'elle-même offrir sa souveraineté au roi de France. « Ceux de la cité et pays de Gènes, se sentant fort grevés, envoyèrent vers le roi, requérant qu'il les voulût prendre en sa garde : à laquelle chose le roi et ceux de son sang et conseil délibérèrent d'entendre diligemment. » Le roi en confia le gouvernement au maréchal de Boucicaut. C'était un fait nouveau, dans le système féodal, que cette soumission volontaire, que ce choix d'une souveraineté en dehors du territoire, mais Gènes était république, et n'obéissait qu'à ses propres magistrats, elle put dès lors se donner à une souveraineté étrangère.

Les misères étaient si profondes, que le conseil profita des fêtes du mariage du roi d'Angleterre avec Isabeau de France pour diminuer les impôts ; et il y eut maints privilèges pour les villes. Néanmoins, le roi ordonna la levée de l'aide accoutumée dans le système féodal, lorsque le suzerain mariait sa fille. Quelle pompe pour ce mariage ! « Mademoiselle Isabeau de France, accompagnée du duc d'Orléans, son oncle, et de barons, chevaliers, escuyers, dames et damoiselles, avait belle et grande haquenée ; elle était moult richement habillée de chapeau d'or, collier et anneaux de grand prix. Quand elle fut assez près desdits rois, elle descendit de dessus sa haquenée, et les duchesses de Lancastre et de Gloucester vinrent la prendre, et lui firent la révérence. Les ducs d'Orléans, de Berry et de Bourgogne la présentèrent au roi d'Angleterre. La jeune Isabeau s'agenouilla deux fois ; lors, le roi d'Angleterre se leva de sa chaise, et vint la baiser ; et alors le roi de France lui dit : « Mon fils, c'est ma fille que je vous avais promise ; je vous la livre et délaisse, en

vous priant que la veuillez tenir comme votre épouse et femme. »
Lequel ainsi le promit ¹. »

Ce cérémonial de délivrance pour les jeunes fiancées de France s'est toujours conservé. Le mariage d'Isabeau avec le roi d'Angleterre fut un grand événement. Il semblait mettre un terme aux antiques rivalités des deux peuples, et cela était nécessaire, car toute la chevalerie combattait alors sous l'étendard de la croix. Il y eut une triste défaite dans les plaines de Nicopolis : le baronnage de France succomba dans une épouvantable bataille contre Bajazet. Que de pleurs dans les castels ! que de larmes répandues dans les tourelles ! quel deuil pour la chrétienté !

¹ Chroniq. de Saint-Denis, ad ann. 1394.

CHAPITRE XXXVII.

1395 — 1407.

Les Bourguignons et les Armagnacs. — Réforme des officiers. — Impopularité du duc d'Orléans. — La commune de Paris. — Système électoral du parlement. — Règlement de police. — Confrérie de la Passion. — Des ménétriers. — Halles. — Assassinat du duc d'Orléans. — Doctrine du régicide.

Pour bien s'expliquer les longues querelles des Bourguignons et des Armagnacs, il est essentiel de caractériser les intérêts dont ces sanglants débats furent l'expression.

J'ai dit que la société se classait alors en deux grandes divisions, la gentilhommerie et le peuple, et dans la première de ces classifications, il faut comprendre quelques riches bourgeois qu'un intérêt de fortune rattachait à la cause des gentilshommes ; la seconde comprenait les métiers, les halles, la jacquerie des campagnes, et avec eux l'université, les corps judiciaires (sauf la cour des comptes), les ordres mendiants, les clercs séculiers attachés aux paroisses.

Ce fut de ces deux classifications sociales que les ducs d'Orléans et de Bourgogne se firent les représentants. Ces princes agirent souvent par des causes et des intérêts particuliers, par le besoin de mettre la main dans la huche du trésor, passion dominante chez les grands vassaux ; mais ils ne furent puissants, ils ne s'emparèrent de l'autorité, que pour faire triompher les intérêts dont ils s'étaient déclarés les champions : le duc d'Orléans fut le chef de la chevalerie, le duc de Bourgogne celui des halles et des métiers.

Le roi était revenu à quelques instants de santé ; il aimait le duc d'Orléans, son frère, et, quoique jeune encore, il lui confia le gouvernement avec l'entière disposition des deniers ; le premier acte du duc d'Orléans fut une levée de subsides sur le peuple, sans distinction des gens d'église. Ce subside exorbitant excita des brouilles et mur-

mures. Les ducs de Bourgogne et de Berry, alors d'intelligence, s'empressèrent de faire publier aux halles que ce n'était point de leur consentement que telles choses se faisaient. Les archevêques de Reims et de Sens excommunièrent tous les collecteurs qui oseraient, malgré leurs défenses, passer outre à une levée d'impôts contre leurs sujets ¹.

Ce mouvement de résistance fut si grand, que le duc d'Orléans ne put continuer à diriger le conseil; il se trouva réduit à abdiquer sa puissance. Le duc de Bourgogne prit l'autorité; et, à peine établi au gouvernement, il résolut, dans l'intérêt populaire, une grande réforme pour les offices : c'était un moyen d'avoir de l'argent sans imposer les halles; mais ce projet trouva une vive opposition. Le duc de Bourgogne s'empressa de faire connaître aux chefs des métiers ce qu'il avait tenté, et les obstacles qui s'étaient opposés à son plein succès; il n'en devint que plus populaire; et le duc d'Orléans fut obligé de quitter Paris, et de chercher refuge dans la province, où la gentilhommérie féodale était puissante.

Le duc de Bourgogne cherchant à dominer le conseil, il fut ordonné que toutes les questions de gouvernement seraient décidées en une assemblée secrète, composée de la royne, des princes du sang, du connétable, du chancelier et des conseillers du roi; mais, dans le fait, le duc de Bourgogne se réservait toute l'influence. Pour fortifier ses liens avec la royauté, il donna en noces, la fille du comte de Nevers, son fils aîné, à Louis, dauphin de France, et, tandis que s'accomplissait cette union plus intime, le duc d'Orléans faisait maints exploits de chevalerie, et était reçu en habit de chanoine dans la cathédrale de Saint-Agnan d'Orléans.

L'on fut obligé de lever grandes tailles pour la guerre avec l'Anglais. On fit courir le bruit, parmi les métiers, que le duc d'Orléans avait pillé, avant son départ, les huches où le trésor du roi estait et en avait pris tout l'argent. En même temps, le duc de Bourgogne fit déclarer aux halles qu'il était étranger à cette levée d'impôt; et l'on disait partout : « Il n'y a de bon prince que le duc de Bourgogne. »

Et voilà qu'au milieu même de cette popularité, le duc de Bourgogne fut privé de son pouvoir. La royne et le duc d'Orléans de retour à Paris, et qui s'aimaient de bien criminel amour, se mirent à la tête du conseil. Le duc de Bourgogne fut à son tour exilé, au

¹. Juvénal des Ursins, 1393.

grand murmure des gens de métiers ; et les choses depuis allèrent si mal, que les Anglais savaient, à point nommé, tout ce qui se disait et faisait dans le secret.

Le peuple murmurait ; le gouvernement allait de mal en pis ; la royne et le duc d'Orléans résolurent de s'enfuir encore une fois et d'emmener avec eux le dauphin. La chose se fit ainsi qu'ils l'avaient dit ; mais, tandis qu'ils fuyaient, il s'éleva une merveilleuse et horrible tempête de pluie, vent et tonnerre, qui les força à s'arrêter à Ville-neuve, près de Paris. Le duc de Bourgogne, qui était logé dans les environs de la ville, informé qu'on enlevait monseigneur le dauphin, l'envoya arrêter par des sergents, et on ramena dans Paris ledit monseigneur, à la grande joie des bourgeois, qui ne voulaient pas ainsi qu'on tint en captivité leur droit et légitime seigneur ¹.

Alors maître du gouvernement, le duc de Bourgogne fit réunir une notable assemblée, en présence du dauphin, et exposa le mauvais gouvernement du royaume et les maux qui s'en suivaient : c'était chose pitoyable et vraie ! Le duc demanda une grande réformation. Il fallait pourvoir à quatre choses principales : le gouvernement de la personne du roi, et procurer sa santé ; mettre justice sus en ce royaume, auquel maux infinis se faisaient ; réparer le domaine, dont les revenus et profits étaient comme nuls ; enfin, rassembler les trois états pour pourvoir aux affaires de France et adviser au gouvernement.

Ces propositions étaient populaires, car le roi malheureux était fort aimé ; et tout le monde sentait que, pour le bien de sa personne et gouvernement, il fallait procéder à la réformation du royaume. Le duc de Bourgogne s'était fait accompagner de huit cents gens d'armes, qui tous furent hébergés chez les habitants ; et, pour montrer la confiance qu'il avait dans les métiers, monseigneur de Bourgogne fit mettre la *commune* de Paris en armes : le duc de Berry en fut eslu capitaine, car il passait pour bon gouverneur et partisan modéré des Bourguignons. La royne et le duc d'Orléans, à la tête des gentilshommes, étaient arrivés jusqu'à Vincennes et menaçaient Paris. Le duc de Berry, capitaine de la commune, fit mettre les chaines dans les rues et sur les ponts, rendit aux bourgeois toutes les armes dont ils avaient été privés.

¹ Juvénal des Ursins, 1396.

Les princes en vinrent enfin à un accord par le moyen du prévôt des marchands. Le duc d'Orléans chercha même à se rendre populaire par de gracieuses paroles. Les halles furent dans la joie de cet accommodement ; elles se croyaient par là délivrées des hommes de guerre et de ces sergents d'armes allemands ou flamands , qui avaient cessé d'être agréables dans leurs hôtels. Il y eut donc des fêtes et esbattements par la ville ¹. Mais tout cela dura peu. Des tailles exorbitantes furent levées de nouveau, et tous les mestiers en accusèrent la royne et le duc d'Orléans. C'était une opinion tellement établie, que les curés dans les paroisses, les ordres mendiants surtout, prêchaient sur le mauvais vouloir de la royne et du duc ; et les choses allèrent si loin, qu'un frère prêcheur osa dire en face de la royne qu'elle avait un trop grand estat et faisait abominables despenses ².

Les métiers de Paris attribuaient à ces déportements tout ce qui arrivait de triste à Isabeau : et un jour, elle se risqua noyer sous le pont du Pecq, en compagnie du duc d'Orléans ; l'on ne manqua pas de dire que plus grand meschief lui arriverait , si elle ne se hâtait de payer ses dettes et de faire moins bonne chère en son hôtel , tandis que le roi , pauvre en son gîte , n'avait pas de quoi dîner , et que la nourrice du dauphin grelottait de froid, n'ayant pas de quoi se vestir ; et ce fut encore le duc de Bourgogne qui vint au secours du roi.

Cette période d'agitation vit néanmoins la consécration de quelques maximes législatives et politiques. Les administrations des ducs de Bourgogne et d'Orléans partaient de deux principes différents : c'est pourquoi il n'y eut rien de fixe , et l'une se hâtait de démolir ce que l'autre avait construit. Pour le gouvernement , il fut déclaré que , si le roi trespasait , les princes du sang , les seigneurs presteraient serment à monseigneur le dauphin. On craignait les obéissances incertaines après un règne orageux. Le conseil du roi déclara même qu'au cas de minorité, il n'y aurait pas de régence. Ces principes ne furent que passagèrement consacrés ; ils ne changèrent point le droit public établi par les ordonnances de Charles V ³.

Au milieu de ces orages , le parlement essaya d'établir sa propre élection comme un droit : le roi nommait jusqu'ici les conseillers ,

¹ Journal d'un bourgeois de Paris, ad ann. 1394.

² Moine de Saint-Denis, *ibid.*

³ Juvénal des Ursins, ad ann. 1391.

le premier président et le greffier; déjà les remontrances avaient demandé que le premier président et le greffier fussent élus par les chambres; plus tard, le chancelier lui-même fut au choix du parlement qui put à son gré diminuer ou agrandir le nombre des procureurs et de leurs offices. Les dons de gages à vie faits aux conseillers ayant moins de vingt ans de service furent révoqués. Il fut dit que les présidents ne pourraient contraindre les conseillers, par suspension de leur office, à faire leurs devoirs; ce qui était un premier progrès vers l'immovibilité des charges ¹.

Sous le rapport des finances, l'aide de 1403 fut spécialement appliquée à la guerre; comme elle était imposée par le duc d'Orléans, expression de la noblesse, les gentilshommes d'armes en furent exemptés; tous les officiers du roi obtinrent également d'en être affranchis. Il y eut, à l'occasion de cette aide, un refus complet des états du Dauphiné, symptôme de résistance. Ces états avaient été convoqués pour le mois de septembre 1404, afin de voter l'aide; ils répondirent à Boucicaut, gouverneur du Dauphiné: « Quant à la requête que pour eux ils fassent aide actuellement d'une somme de 50,000 francs, ils disent que, considéré la pauvreté et la faiblesse du pays, la grande somme demandée et la brièveté de temps; considéré que lesdites lettres font mandement précis, de telle sorte que lesdits trois états ne peuvent aucune chose changer et muer; lesdites gens des trois états ont délibéré de refuser lesdites aides ². »

Un règlement général sur les eaux et forêts fut arrêté par le conseil. La maîtrise des forêts restait toujours composée d'un grand maître, des maîtres particuliers, des verriers, forestiers, greffiers, sergents des eaux et forêts. Chacun de ces gardes devait visiter, au moins une fois tous les quinze jours successivement, les coins et recoins des forêts et rivières, pour empêcher les méfaits et outrages. Le roi institua une commission pour poursuivre les usuriers, lèpre vivante du pauvre peuple, et qui succédaient, pour leur rapacité, aux juifs maudits dont le roi venait de délivrer le royaume. Les gens de guerre desbandés, autre plaie d'Égypte pour les malheureux sujets, furent réprimés autant que cela se pouvait; ils ne durent désormais se rassembler que par la permission du roi; et, attendu la haine et

¹ Collect. du Louvre, tome VI, ad ann. 1393.

² Collect. du Louvre, *ibid.*

desbats qu'excitaient les joustes et faits d'armes, il fut défendu de se réunir en tournois et champs clos ¹.

Plusieurs ordonnances de police furent spécialement arrêtées pour la ville de Paris, où les princes habitaient dans leurs hôtels du Louvre, de la rue Saint-Paul et de la rue de la Harpe. L'université vit ses privilèges confirmés, avec une extension si grande, que les pages de Jacques Savoisi, maître d'hôtel du roi, ayant blessé quelques étudiants de l'université dans une procession, le parlement ordonna que l'hôtel de Savoisi serait rasé. Les bourgeois de Paris furent exemptés du droit de *hallerie*, qu'on levait sur le poisson aux halles; ils purent poursuivre par corps leurs débiteurs, pour le vin que ceux-ci avaient acheté. Un règlement sur les marchés de bestiaux à *pieds fourchus* contient toutes les précautions de police des temps modernes. Le bétail ne devait être vendu qu'au marché; nul ne pourra aller au-devant des bestiaux pour les acheter d'avance et les revendre dans le même marché. Tous les tueurs et langueyeurs de porcs seront assermentés et jurés. Il fut dit encore qu'aucun ne pourrait vendre du raisin que muni d'un certificat constatant la propriété d'où il provenait ².

Et puis, la confrérie de la passion, jouant mystères, et les joyeux ménestriers et ménestrels, furent restitués en leurs privilèges : « Nous avons reçu l'humble supplication de nos bien amés et confrères, mattres et gouverneurs de la confrérie de la passion et résurrection de Nostre-Seigneur, fondée en l'église de la Trinité, à Paris, contenant comme pour le fait de plusieurs mystères, tant de saints comme de saintes, mémement du mystère de la passion, il est nécessaire qu'ils jouent publiquement et en commun ce qu'ils ne peuvent faire sans nostre congé et licence; c'est pourquoi leur avons octroyé de se rassembler en lieux et places licites : et le jour que lesdits mystères ils joueront, ils puissent aller, venir, passer et repasser paisiblement, vestus, habillés selon l'ordonnance desdits mystères, sans destourbes et empeschement ³. »

Pour les joyeux ménétriers, toujours en tavernes et en cervoisies, il fut établi, par certaines ordonnances, que « tout ménétrier, tant

¹ Collect. du Louvre, ad ann. 1395.

² Collect. du Louvre, *ibid.*

³ Reg. du Châtelet, ad ann. 1396.

joueur de haults instruments comme de bas, soit estranger, soit de nostre royaume, devait aller devant le roi des ménétriers pour faire serment de bien accomplir son état; et l'accomplissement de cet état consistait, savoir : lorsque aucun ménestrel fait marché d'aller en aucune feste ou nopces, il doit y aller en personne, sous peine de 20 sols d'amende, dont moitié applicable à l'hospital Saint-Jullien, leur patron, et moitié au roi des ménestrels; et lorsqu'un ménétrier arrive dans Paris, le roi des ménestrels peut lui défendre ladite science jusqu'à ce qu'il ait prêté serment de tenir ledit statut. Et aussi ne peuvent tenir école pour apprendre ladite ménestrandie sans le congé spécial de leur roi, lequel est souverain sur le fait de ménestrandie ¹. »

Toutes ces ordonnances étaient rendues et exécutées pendant les divisions des princes; elles précédèrent leur raccommodement. Le duc de Bourgogne était arrivé à Paris. La royne et le duc d'Orléans s'en étaient sortis, tant ils craignaient les Bourguignons! Ils avaient voulu enlever le roi, lequel, bien que dans un état d'idiotisme, était encore un drapeau. On voyait maints bateaux sur la Seine, remplis d'hommes d'armes : le prévôt fit mettre des chaînes et grosses poutres pour empêcher d'accomplir ce dessein.

Tout était trouble et division. Le duc de Bourgogne, toujours très-populaire, fit réunir le peuple de Paris ès halles, et fit une manière de proposition, montrant le mauvais gouvernement du royaume; il dit : « Bonnes gens, si vous vouliez m'aider, je mettrai remède à tous les désordres de l'Etat. » Et tous répondirent : « Nous le ferons. » — « Eh bien, continua le duc, armez-vous et suivez-moi aux champs. » Et le peuple répliqua : « Nous n'avons soin et cœur que pour défendre la cité. » Enfin, sur la demande expresse des bourgeois, et pour éviter nouvelle division, on convint que monseigneur le dauphin aurait le gouvernement ².

C'est sous l'influence de ce nouvel ordre de choses que la réconciliation des ducs de Bourgogne et d'Orléans eut lieu; et d'ailleurs, comment en aurait-il été autrement? La colère de Dieu se manifestait même sur les fruits de la terre, « car en ce temps eschut tant de chenilles, limaçons et autres vermines, que toutes les feuilles et herbes,

¹ Delamarre, Traité de la Police, tome I, aux Preuves.

² Juvénal des Ursins, 1401 à 1405.

des graines, furent coupées et gastées. » Il y avait toujours pourtant quelques grommelleries et querelles entre les ducs d'Orléans et de Bourgogne ; mais, à la prière du duc de Berry, ils se réunirent, ouïrent ensemble la messe, reçurent le corps de Notre-Seigneur, et préalablement jurèrent bon amour et fraternité ensemble. « Mais la chose ne dura guère, et grande catastrophe advint ! le mercredi en suivant, au soir, un nommé Raoul d'Octonville s'embuscha en un hostel de la rue Barbette : s'estait allé esbattre ledit duc d'Orléans audit hostel de Barbette, où l'on disait que la royne estait ; et lorsque monseigneur s'en retournait, ledit d'Octonville, accompagné de tous ses compagnons, saisist et bailla des coups audit duc d'Orléans, lui fendit la teste, lui coupa le poing et le tua. On croyait d'abord que ce meurtre avait été commis par le seigneur de Canny, pour ce qu'on disait qu'il lui avait osté sa femme ; mais personne ne pensait que ce pût être le duc de Bourgogne, car il était à l'enterrement vestu de noir ; mais quelques jours après, le duc confessa aux ducs de Berry et de Bourbon qu'il avait fait accomplir le cas pour le bien de la chose publique. Le duc de Berry lui conseilla de s'en partir, pour le moment au moins, car la chose tournerait à mal ¹. »

Le meurtre du duc d'Orléans fut pris à grand'joie par les habitants de Paris ; il n'était point aimé des métiers et de la bourgeoisie. Le duc de Bourgogne n'en devint que plus populaire. L'université, les moines, les curés de Paris, furent très-aises du fait, et ils renouèrent la ligue et fraternité qui les unissaient au duc de Bourgogne, lequel revint bientôt à Paris ; et partout dans les rues on criait : « Vive Bourgogne ! vive le duc ! »

Et devant le roi, Jean Petit, docteur d'université, soutint, aux applaudissements de tout le peuple et à l'encontre de la duchesse d'Orléans, les doctrines suivantes : « Il est permis de se débarrasser d'un tyran, lorsque la tyrannie est constatée ; le duc d'Orléans a fait mille actes vexatoires, a pesé de tout son poids sur le pauvre peuple ; le duc de Bourgogne a pu dès lors le frapper de mort sans crime ; il a vengé le peuple, et Dieu, notre souverain créateur ; » le prédicateur citait mille exemples de l'Ancien Testament et de l'histoire pro-

¹ Comparez, pour le meurtre du duc d'Orléans, le Moine de Saint-Denis, le Journal d'un bourgeois de Paris, et Juvénal des Ursins, qui, tous trois, appartiennent à des factions différentes, ad ann. 1407.

fane : Judith coupant la tête à Holoferne, Brutus poignardant César ; et qu'était d'ailleurs monseigneur d'Orléans ? Un méchant prince qui invoquait des opérations magiques contre le roi. Il s'est livré à toute espèce de conjuration pour faire périr notre seigneur ; deux diables se sont présentés à ses invocations. Les infirmités du corps du roi lui sont survenues par le pourchas du duc d'Orléans et du duc de Milan ! Que doit-il résulter ? « que le roi doit avoir le duc de Bourgogne et son fait pour agréable , et avec cela le devait rémunérer en trois choses, en amour , en honneur et en richesses , à l'exemple des rémunérations qui furent faites à monseigneur saint Michel l'archange pour avoir tué le diable. »

J'ai dû ainsi exposer la marche des idées et des opinions populaires ; elles vont loin déjà. La lecture de l'écriture sainte et des anciens, les souvenirs des républiques grecque et romaine, fermentaient parmi les universitaires : il n'est pas étonnant que , pleins de la Bible , de Tite-Live et de Tacite , les clercs justifiasent très-bien toutes les violences populaires contre la tyrannie. C'était un étrange état social que ce mélange de la loyauté féodale et chevaleresque envers les princes , et de cet esprit universitaire se nourrissant de l'antiquité républicaine , des désordres du Forum et des vertus romaines de Brutus et de Cassius.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

CHAPITRE XXIII.

(Pages 5 à 22.)

L'ÉGLISE.

XIV^e ET XV^e SIÈCLES.

Progrès des opinions contre l'Église. — Régularisation des systèmes hérétiques. — Leurs principes philosophiques. — Les docètes. — Les fraticelles. — Doctrines de Berthold. — Les turlupins. — Prédication de Wicleff. — Les lollards. — Doctrines de Jean Huss et de Jérôme de Prague. — Désordre dans l'organisation de l'Église. — Scisme. — Pluralité des papes. — Papauté nationale. — Nécessité d'une réforme cléricale. — Mépris pour les excommunications. — Haines contre les clercs. — Soustractions à l'obéissance. — Concile général à Pise. — A Constance. — A Bâle. — Réformation dans l'Église. — Déposition des papes. — Indépendance et suprématie des conciles. — La monarchie papale menacée. — Décadence du catholicisme.

CHAPITRE XXIV.

(Pages 23 à 36.)

MARCHE DE LA CIVILISATION.

(XIV^e ET XV^e SIÈCLES.)

Caractère des quatorzième et quinzième siècles. — L'esprit judiciaire. — Rédaction des coutumes. — Jurisprudence française. — Droit public. — Traités entre puissances. — Cour d'amour. — Esprit de chevalerie. — Tournois. — Romans. — Galanteries. — Substitution de la fidélité à la féodalité. — Noblesse. — Gentil-hommerie. — Esprit universitaire. — Puissance de l'université. — Ses règles. — Méthodes, privilèges et corporations. — Investigation de l'esprit. — Activité des

recherches. — Imprimerie. — Mécanique. — Chimie. — Philosophie nouvelle. — Sciences occultes. — Magie. — Sabbat. — Chiromancie.

CHAPITRE XXV.

(Pages 37 à 54.)

SITUATION DE L'EUROPE CONSTITUTIONNELLE.

(XIV^e ET XV^e SIÈCLES.)

1^o *L'Angleterre*. — Progrès de la constitution anglaise. — Élections. — Privilèges des membres du parlement. — Adresses. — Délibération. — Impôts. — Statuts de la trahison. — 2^o *L'Allemagne*. — La bulle d'or. — Élections. — Droits publics et privés. — Hanses. — Associations. — 3^o *L'Italie*. — Constitution. — Système des villes de Lombardie. — La Romagne. — Naples. — Toscane. — Gènes. — Venise. — 4^o *L'Espagne*. — Municipalités. — Sainte-Hermandad. — Cortès.

CHAPITRE XXVI.

(Pages 55 à 63.)

ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA FRANCE.

XIV^e ET XV^e SIÈCLES.

État des personnes. — Gentilshommes. — Judicature. — Chevaliers. — Varlets. — Bourgeois. — Paysans. — Archers. — Brabançonnais. — Castillans. — Italiens. — Juifs. — Bohémiens.

Organisation administrative. — Feux. — Villages. — Bourgs. — Villes. — Provinces. — Police locale. — Police provinciale. — Division de la France. — Généralités. — Bailliages. — Échevinages. — Levée de l'impôt. — Justice. — Armements.

CHAPITRE XXVII.

(Pages 65 à 70.)

1338 — 1361.

États particuliers de province. — Situation de Paris. — Esprit public. — Parti du roi de Navarre. — Conduite soupçonneuse du régent. — Emprisonnement des bourgeois. — Rappel des officiers destinés par les états. — Guerre avec le roi de Navarre. — Grandes compagnies. — Les soudards. — Les brigands. — Les Navarrois. — Paix entre le roi de Navarre et le régent. — Propositions de paix avec l'Angleterre. — Examen des traités par les états. — Rupture avec le roi de Navarre. — Traité de Brétigny. — Hommages. — Rançons. — Otages.

CHAPITRE XXVIII.

(Pages 77 à 90.)

1360 — 1366.

Exécution du traité de Brétigny. — Ratification à Calais. — Confirmation des actes de la régence. — Révocation des domaines aliénés. — Rançon du roi. — Monnaie. — Rappel des juifs. — Leurs privilèges. — Économies dans l'hôtel du roi. — Mariage d'Isabelle et de Galéas, duc de Milan. — Mesures de police. — Réunion de la Bourgogne au domaine. — Privilèges aux Bourguignons. — Projet de la croisade. — Lieutenance générale du royaume. — États particuliers de Beaucaire et de Nîmes. — Règlement de police locale. — Concession du duché de Bourgogne. — Assemblée de notables sur les juifs. — États généraux d'Amiens. — Règlement sur l'ordre judiciaire. — Le guet de Paris. — Projet de retourner à Londres. — Sauf-conduit. — Départ et mort du roi Jean.

CHAPITRE XXIX.

(Pages 91 à 101.)

1364 — 1368.

Avènement de Charles V. — Confirmation des officiers du conseil et du parlement. — Caractère de l'apanage. — Révocation des domaines aliénés. — Couronnement du roi. — Ordre de ce couronnement. — Donation du duché de Longueville. — Privilèges aux marchands castillans. — Lettres de marque. — Règlement sur l'administration de la justice et le parlement. — Sur les subsides et les monnaies. — Simulacre d'états généraux. — Ordonnance sur les grandes compagnies et sur l'emploi des aides. — Sur les eaux et forêts. — Privilèges du Dauphiné.

CHAPITRE XXX.

(Pages 103 et 115.)

1368 — 1380.

Exécution du traité de Brétigny. — Conduite de Charles V. — Question de la mouvance de Guienne. — Citation d'Édouard en parlement. — Jugement par les pairs. — Alliance de la France avec l'Écosse. — Guerre entre la France et l'Angleterre. — Assemblée des notables pour préparer les batailles. — Convocation des bourgeois. — Exposition des griefs. — Question sur la Bretagne. — Confiscation. — Jugement par les pairs.

CHAPITRE XXXI.

(Pages 117 à 131.)

ESPRIT DE LA LÉGISLATION DE CHARLES V.

1364 — 1380.

Majorité royale. — Régence. — Garde. — Tutelle. — Apanage. — Bourgeoisies. —

Procès sur la bourgeoisie de la Langue-doc. — Révolte de la commune de Montpellier. — Corporations. — Organisation financière et judiciaire.

CHAPITRE XXXII.

(Pages 133 à 140.)

CHARLES VI.

1380 — 1382.

Caractère du règne de Charles VI. — La gentilhommerie. — Les bourgeois, les Jacques. — Les Armagnacs et les Bourguignons. — La régence. — Arbitrage sur le gouvernement. — Jugement des arbitres. — Premiers actes du conseil. — Élection du connétable. — Formes du gouvernement. — Lieutenance générale du royaume. — Sacre de Reims.

CHAPITRE XXXIII.

(Pages 141 à 153.)

1382 — 1384.

Les *lollards* ou pauvres anglais. — Les métiers flamands. — Les halles de Paris. — Révolte simultanée. — Motion d'un cordonnier contre les riches et les gentilshommes. — Assemblée pour l'abolition des impôts. — Pillage de juifs. — Incendie des bureaux de recette. — Armement de Paris. — Révolte de Rouen. — Rétablissement de l'impôt. — Nouveaux soulèvements. — Les *maillottins*. — Défaite des communes de Flandre. — Marche de l'armée royale sur Paris. — Entrée triomphante des gentilshommes. — Opposition des halles. — Rouen. — Orléans. — Jacquerie des laboureurs et gens mécaniques.

CHAPITRE XXXIV.

(Pages 159 à 163.)

1384 — 1394.

États généraux. — Répugnance des communes pour ces états. — Égale répartition de l'impôt. — Aide de guerre sur les marchandises. — Principes sur les *ermes*. — Les Écossais. — Règles sur les bénéfices ecclésiastiques. — Droits du domaine. — Les juifs. — Suppression de titres honorifiques. — Règlement sur l'industrie. — Gages des batailles. — Parlement contre Charles de Navarre et le duc de Bretagne. — Acte de majorité royale.

CHAPITRE XXXV.

(Pages 169 à 178.)

1388 — 1392.

Gouvernement du roi. — Règlement sur les bourgeois de Paris. — Modifications

des ordonnances par le parlement. — Constitution des cours souveraines. — Cours des comptes. — Mariage du roi. — Gouvernement de la Langue-doc. — Ordonnance sur les filles de joie. — Apanage du duc de Berry. — Guerre de Bretagne. — Folie du roi. — Conseil de régence.

CHAPITRE XXXVI.

(Page 179 à 187.)

1392 — 1394.

Changement dans le conseil. — Le schisme. — Organisation du l'université. — Soustraction à l'obéissance papale. — Chartes administratives. — Bannissement des juifs. — Théâtre. — Chasse. — Pavage des villes. — Prisons. — Mariage du roi d'Angleterre et d'une fille de France.

CHAPITRE XXXVII.

(Pages 189 à 197.)

1395 — 1407.

Les Bourguignons et les Armagnacs. — Réforme des officiers. — Impopularité du duc d'Orléans. — La commune de Paris. — Système électoral du parlement. — Règlement de police. — Confrérie de la Passion. — Des ménétriers. — Halles. — Assassinat du duc d'Orléans. — Doctrine du régicide.

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.

HISTOIRE
DE FRANCE
AU MOYEN AGE

HISTOIRE
DE FRANCE



LOUIS XI

PAR M. DE LA HARPE, SECRÉTAIRE DU ROY, ET M. DE LAUNAY, SECRÉTAIRE DE L'ACADEMIE

DE L'HISTOIRE NATURELLE

1789

HISTOIRE
D E F R A N C E
A U M O Y E N Â G E

WOUTERS, RASPOET ET COMP^e, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

8, rue d'Assaut

1843



HISTOIRE
D E F R A N C E
AU MOYEN AGE

DEPUIS

Philippe-Auguste jusqu'à la fin du règne de Louis XI

PAR

M. Capefigue

4

1223 — 1403

BRUXELLES

WOCTERS, RASPOET ET COMP^e, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

8. rue d'Anvers

—
1843

ture ; et le moine de Saint-Denis affirme qu'il avait une figure bien vilaine ¹.

Et ces bouchers avaient fait confédération avec les pelletiers et les cousturiers, très-nombreux et puissants ; ils s'étaient également ligüés avec les chirurgiens et avec maître Capeluche, bourrel de Paris. Cette ligue et confédération avait pour objet de soutenir les droits du peuple et du duc de Bourgogne contre les princes et seigneurs du parti des armagnacs. Le comte de Saint-Pol, favori des bouchers, présida à l'alliance des halles et métiers.

La mort du duc d'Orléans avait excité une vive indignation parmi la gentilhommerie. Le duc de Bourgogne s'était éloigné un moment de Paris, pour échapper à ces hauts murmures des chevaliers ; mais on le vit bientôt revenir avec ses forts châtelains de Flandre. Il fut accueilli à Paris, par les métiers, aux cris de « Noël ! vive Bourgogne ! » Il eut assez d'influence pour faire donner le gouvernement du royaume au duc de Guienne, son gendre ; il obtint des lettres de rémission absolue pour le meurtre du duc d'Orléans ; elles justifiaient l'action du meurtrier, à peu près par les motifs qu'avait fait valoir l'universitaire Jacques le Petit ².

Le mouvement de la gentilhommerie contre le duc de Bourgogne fut tellement prononcé, que les ducs de Berry et de Bourbon, qui jusque-là avaient cherché à garder le milieu, furent obligés de prendre parti pour les gentilshommes ; ils quittèrent Paris, et allèrent rejoindre l'armée des nobles confédérés. Cette armée se composa dès lors de Jean de Berry, Charles d'Orléans, Charles de Bourbon, Jean d'Alençon, Bernard d'Armagnac et Charles d'Albret, et, avec eux, d'une foule de nobles en armes. Les princes publièrent un long manifeste : la mort du duc d'Orléans était invoquée comme la cause principale de cette prise d'armes ; mais le motif réel, puissant, c'était que la gentilhommerie était menacée par le soulèvement des métiers de Paris, et par la popularité du duc de Bourgogne. Le manifeste adressé au roi disait : « Notre très-redouté seigneur, nous, ci-dessus nommés, sommes alliés et assemblés pour que, de l'avis de votre conseil et des princes de votre sang, vous pourvoyiez à la franchise,

¹ Comparez Juvénal des Ursins, ad ann. 1411 et la Chronique de Saint-Denis, *ibid.*

² Juvénal des Ursins, *ibid.*

liberté de votre personne et de monseigneur de Guienne, votre aîné fils, de votre État, seigneurie, et de votre justice et bon gouvernement de votre peuple. Nous voulons résister, de fait, à tous ceux qui voudraient faire quelque chose à l'encontre de votre personne ; et que sachions à la fin que vous êtes rétabli en l'autorité, liberté, franchise et pleine puissance : lesquelles choses nous signifions aux prélats, seigneurs, universités, cités et bonnes villes de votre royaume ¹. »

Tandis que les gentilshommes protestaient contre la tyrannie des métiers de Paris, et la puissance du duc de Bourgogne, les halles prenaient tous les moyens pour résister à ce mouvement des gens d'armes. Le comte de Saint-Pol convoqua les métiers, et toutes gens pauvres et méchants désirant piller et desrober. Les deux chefs de ce tumulte du petit peuple étaient maître Jean de Troyes, le chirurgien, et Jean Caboche, l'escorcheur de viande. Tous ceux qui ne tenaient pas leur parti, et ceci comprenait une portion de la bourgeoisie riche et la noblesse, furent désignés sous le nom d'*armagnacs*. « Et suffisait, pour tuer un notable bourgeois, le piller et desrober, de dire et de crier sur quelque personne en haine : « Voilà un armagnac ! » et ce mot dit, c'en était fait de sa vie. Et toute cette canaille prit la devise du duc de Bourgogne, qui était un sautoir, lequel ils appelaient la croix de Saint-André, et il y avait une fleur de lis au milieu, où était en écrit : *Vive le roi !* Ils tuèrent ainsi plusieurs personnes et les jetaient dans la rivière ². »

Le roi n'avait plus aucune liberté : on lui faisait faire mandements par lesquels il abandonnait tous ceux qui tenaient le parti du duc d'Orléans, et les armagnacs ; il ordonnait à tous les capitaines de chaînes, ponts, rivières, de leur refuser passage, tandis que tout devait être ouvert au duc de Bourgogne et à ceux qui tenaient son parti ; et, le roi de fait « écrivait aux bonnes villes que les nobles voulaient faire un nouveau roi, et priver ses enfants de la couronne ³. »

L'université, les clercs, les frères prêcheurs, les curés de paroisses, tenaient la cause populaire ; ils obtinrent une bulle d'excommunication, sous le seing du pape Urbain, contre les armagnacs. Et tous

¹ Trésor des chartes, ad ann. 1411.

² Juvénal des Ursins, ad ann. 1411.

³ Chroniq. Saint-Denis, *ibid*.

les dimanches, au prône, les curés disaient ainsi : « On vous dénonce, de l'autorité apostolique et comme excommuniés, Jean de Berry, Charles d'Orléans, Charles de Bourbon, Jean d'Alençon, Bernard d'Armagnac et Charles d'Albret, avec leurs adhérents et complices. » Les universitaires, les carmes, en si grande réputation, écrivaient dans le même sens à toutes les communautés et clergies du royaume. Pour centraliser toutes les forces de la bonne ville de Paris, les habitants élurent un nouveau prévôt, tout dévoué aux intérêts du duc de Bourgogne : ce fut Pierre des Essarts, d'une ancienne famille de bourgeoisie ; car la bourgeoisie de Paris avait alors des traditions de race comme la gentilhommerie. Pierre des Essarts partagea le pouvoir avec le comte de Saint-Pol.

La ligue des chevaliers s'était rapprochée de Paris ; elle y conquerrait cette supériorité qu'avaient toujours des hommes au fait des batailles, contre les métiers sans expérience. On répétait parmi le peuple, et cela était dans les habitudes de la féodalité, même à son déclin, que la chevalerie voulait élire un nouveau roi, parce que Charles VI, imbécile, se laissait aller à mauvais conseil. Cette chevalerie avait alors des intelligences parmi quelques bourgeois opulents à Paris. Il y avait aussi un parti de modération et d'accommodement dans la bourgeoisie ; elle aurait désiré amener une transaction entre les gentilshommes et les métiers ; elle se groupait autour du duc de Berry, qui seul pouvait préparer les voies à cet arrangement.

Lorsque les métiers eurent connaissance de ces timides démarches, ils se décidèrent à prendre une résolution violente. Ils firent déclarer que tous ceux qui étaient familiers, serviteurs ou partisans des ducs de Berry, d'Orléans ou de Bourbon, vidassent la ville sous peine de confiscation de corps ou de biens. On voulait par là empêcher toute alliance et tout accommodement ; et, pour le rendre à tout jamais impossible, « les bouchers le Gois se mirent à la tête d'une bonne troupe de peuple, issirent par la porte Saint-Jacques, allèrent à Vincennes, où le duc de Berry avait une belle maison, bien neuve et bien peinte ; ils y boutèrent le feu, elle fut tellement arse et brûlée qu'il n'en resta que les parois. » Le parti du duc de Bourgogne était alors si populaire, que l'on ne donnait le baptême aux paroisses qu'avec la croix de Saint-André ; la messe même devint un signe de parti, « et mettait-on aux images des saints la devise de la croix de Saint-André. »

On repoussait toute pensée de pacification ; et cependant les armagnacs et les gentilshommes désolaient les campagnes. Le conseil du roi prononça le bannissement de tous les partisans de la cause d'Orléans, et confisqua leurs biens, ils furent distribués aux principaux des halles ; et bien des pauvres sires devinrent de fort riches bourgeois. Paris ainsi triomphait. Les chefs du parti populaire rappelèrent au roi qu'il y avait plusieurs années que la ville de Paris ne jouissait plus des immunités et privilèges dont elle s'était de toute antiquité glorifiée : il y avait eu de tout temps prévost des marchands, eschevins, clercs, maison appelée *maison de ville*, parloir aux bourgeois, juridiction, coercition, rentes, revenus ; et c'était mal à propos que lesdits habitants de Paris en avaient été privés. Le roi ordonna le rétablissement de toutes ces immunités et privilèges, de la même manière qu'ils existaient au temps passé ¹.

Il y avait souvent des batailles et escarmouches entre les métiers et les nobles du parti d'Armagnac, en dehors des murs de Paris. Dans ces combats, un des fils de Thomas le Gois, chef des bouchers, fut tué, et il lui fut fait grand honneur à son enterrement, comme s'il avait été un comte ou seigneur. Le duc de Bourgogne fut présent à ses funérailles, avec grand'foison de peuple, qui disait : « Monseigneur de Bourgogne montre bien qu'on doit le servir, car il y a amour pour ceux qui tiennent son parti. » Et l'on fit audir le Gois une tombe sur sa sépulture, avec une fort belle épitaphe, où l'on disait qu'il était mort pour la *commune* ². Tout dès lors s'organisa à Paris dans le sens populaire. Les halles élurent pour prévôt des marchands, un chef d'étal, Pierre Gentien ; les échevins furent le chirurgien-barbier Jean de Troyes, le tisserand Jean de l'Olive, l'orfèvre Jean de Saint-Yon, et le tavernier Robert de Beloy ; le clerc de la ville fut Robert Lamet. En même temps des commissaires réformateurs imposaient les riches et les armagnacs à volonté. Le boucher Andry de Bonvalet prit la charge de capitaine des arbalétriers. Et l'université, très-aimée, faisait processions qui tenaient deux lieues d'espace ; il y en eut une qui, lorsque ses premières bandières étaient à Saint-Denis, les recteurs étaient encore aux Mathurins ³ ; et cette

¹ Collect. du Louvre, ad ann. 1411 et 1412.

² Chroniq. MS, 1411.

³ Juvénal des Ursins, 412.

procession porta bonheur aux Parisiens, car ils s'emparèrent de Dreux avec beaucoup de vaillance. Ainsi victorieuses, les halles demandèrent un changement dans le conseil. Le roi fut forcé d'abandonner tous ses officiers ; il éleva au rang de connétable le comte de Saint-Pol, l'ami du duc de Bourgogne, l'homme des métiers et des bouchers le Gois : le seigneur d'Albret fut ainsi exilé de l'office de connétablie. On déposa également le grand maître des arbalétriers, et le sire de Rieux, maréchal de France : on élut à ces offices des nobles populaires.

Quand le conseil fut modifié dans le sens des métiers, son premier soin fut de demander une convocation des trois états ; et la situation des affaires était telle, qu'il arriva peu de députés, tant d'église que de nobles et hommes des bonnes villes, pour porter remède aux maux qui agitaient le royaume. Messire Jean de Nesle, chancelier, ouvrit les états, et dit « qu'il était nécessaire de se pourvoir contre les Anglais, ennemis anciens du roi et du royaume, laquelle chose ne se pouvait faire sans argent ; et pour ce requérait aides aux trois états, qui étaient une bonne et grosse taille. » L'université de Paris, les prévôts des marchands et échevins se firent entendre par la bouche de Benoist Gentien ; « celui-ci montra en sa harangue deux vents qui dominaient fort, c'est à savoir, sédition et ambition ; puis il déclara la pauvreté du peuple, et les fortes aides qui étaient sus, comme imposition et gabelles, et la grande et excessive mangerie de finances qu'on y avait faite. »

Un docteur en théologie montra un rôle très-long et pancarte en parchemin, où toutes les exactions et gages excessifs des officiers du roi étaient détaillés. Le chancelier voulut s'opposer à cette lecture ; il fut sur-le-champ destitué, et l'on nomma à sa place de chancellerie un simple avocat de Paris. En résultat, les états n'accordèrent rien : il n'y eut que plaintes sur le mauvais emploi des finances. Les échevins de Reims se firent remarquer par la liberté de leur langage ; ils dirent que les aides ordinaires devaient suffire, et qu'il fallait faire restituer l'argent à ceux qui en avaient trop pris ¹.

Bien qu'il n'y eût aucun impôt voté, le peuple n'en continuait pas moins d'être fort ému. Le parti de la paix sentait bien qu'il devait, avant tout, gagner le duc de Bourgogne, si influent sur les halles e

¹ Collect. des états généraux, ad ann. 1412.

sur les métiers : il députa auprès de lui Juvénal des Ursins, qui avait plusieurs parents en la cour de Bourgogne. Juvénal obtint une entrevue secrète ; l'ancien prévôt vint voir le duc à l'hôtel d'Artois ; il était plus de minuit : « Comment, monseigneur, vous laissez-vous gouverner par bouchers, tripiers, escorcheurs de bêtes, et foison d'autres méchantes gens ? Voulez-vous de l'argent ? soyez tranquille, je vous en finerai tant qu'il vous plaira, et vous baillerai comme otage cent bourgeois de Paris. » Le duc de Bourgogne fut insensible à toutes ces bonnes promesses : « Juvénal, dit-il, je fais ce que je dois, et ne ferais pas autre chose. »

On marchait toujours vers de plus grandes concessions populaires. Tous les officiers de finances furent destitués ; et, ce qui prouve que ces mouvements des halles et bouchers n'étaient pas aussi désordonnés, aussi irréguliers que les chroniques le rapportent, c'est l'ordonnance de réforme, dite *cabochienne*, du nom du boucher Caboché, imposée par les halles, et qui restera comme un monument de prévoyance et d'administration¹ ; elle n'eut pas une longue existence, mais elle posait de grands principes d'économie politique et administrative :

« *Pour le domaine.* — Au lieu de la longue hiérarchie d'officiers et de maîtres, deux prud'hommes, élus par la chambre des comptes, devaient suffire. Les receptes étaient également confiées à un seul prud'homme, changeur et receveur général dudit domaine, soumis au contrôle d'un autre officier élu par la chambre des comptes. Les revenus du domaine devaient être applicables, avant tout, à leur réparation et aux dépenses de la maison royale : défense faite d'en distraire ni sol ni maille. Tous les comptables devaient justifier de leurs receptes et dépenses, savoir : les vicomtes tous les six mois, et les petits receveurs toutes les années. L'état du trésor devait être examiné, chaque six mois, par la chambre des comptes. Les officiers du roi feraient rentrer au domaine tout ce qui lui appartient, épaves, mainmortes, successions. Pendant trois ans, nul don ne pouvait plus être fait par le roi. Tous les officiers royaux étaient réduits dans le taux de leurs gages. » Et ici l'ordonnance fixait un tarif, depuis le chancelier jusqu'au peintre et aux valets du roi.

» *Pour les monnaies.* — Le nombre des officiers était réduit à

¹ La grande ordonnance *cabochienne* a été publiée dans la Collect. du Louvre ; l'ordonnance tient plus de 150 pages in-f° ; je l'analyse.

quatre, élus par le triple suffrage des gens du grand conseil, des comptes et de la monnaie; et cette élection aurait lieu pour tous les officiers; aucune autre monnaie que la monnaie royale ne devait avoir cours.

» *Pour les aides.* — Il n'y aura désormais qu'un receveur général et un contrôleur, soumis à l'élection; ils enverront tous les deux mois leur rôle de recettes à la cour des comptes. Quant à la justice des aides, il y aura seulement un président à gages avec 500 livres par an, et deux conseillers, lesquels seront également soumis à l'élection de la chambre des comptes. Et que toute question y soit jugée sommairement, pour éviter frais au pauvre peuple et pillerie des sergents. Il n'y aura plus à Paris que trois élus sur le fait des aides, et deux dans chacune des bonnes villes. Tout don fait sur les aides doit être révoqué.

» *Pour les trésoriers des guerres.* — Ils seront réduits de trois à un seul. Les blancs-seings donnés par les sergents d'armes ne pourront être remplis par le trésorier des guerres, soit pour quittance, soit pour obligation. Ils payeront toutes fournitures en deniers comptants.

» *Pour notre hôtel.* — Voulons que toutes les dépenses en soient réduites et modérées, ainsi que celles de l'hôtel de la royne, de notre aîné fils le duc de Guienne; et toutes ces dépenses seront d'avance et spécialement assignées sur certaines recettes.

» *Pour la chambre des comptes.* — Elle sera réduite à deux présidents, c'est à savoir, le grand bouteiller de France et un autre président; huit maîtres, quatre clercs et quatre laïcs. Pour examiner les erreurs qui auront pu être commises, il y aura deux clercs et correcteurs, lesquels travailleront continuellement. Le calendrier fait par la chambre des comptes, et dans lequel se trouve bon nombre de fêtes, sera supprimé. Toute dépense même de notre maison et de celle de notre fils de Guienne, sera soumise à notre chambre des comptes.

» *Pour la cour du parlement.* — Quand un office de président ou de conseiller de la grand'chambre viendra à vaquer, le chancelier et plusieurs des membres du conseil éliront deux ou trois conseillers à ladite cour, pour que ceux-ci aient à s'informer des plus capables, et ensuite l'élection aura lieu au scrutin par deux fois. Les nobles, pourvu qu'ils soient suffisants, ne seront pas exclus de cette élection.

Aucun conseiller ne pourra obtenir ses gages à vie s'il n'a vingt ans de service.

» *De la justice.* — Lorsque le siège de la prévôté de Paris, sénéchaussée, bailliage et autre notable judicature de notre royaume, seront vacants, il y sera pourvu de personnes notables par l'élection du chancelier, du parlement et des gens de notre grand conseil; et ils jureront de ne recevoir ni présent ni récompense, d'en envoyer aucun à nos conseillers; et ils demeureront aux lieux les plus notables de leur juridiction. Et qu'ils tiennent assises au moins tous les deux mois. Et les prévôts et sénéchaux ne seront élus que s'ils sont nés dans lesdites prévôtés ou sénéchaussées.

» *De la chancellerie.* — Le traitement du chancelier et de la chancellerie sera de 2000 livres parisis, et d'un supplément de 2000 livres parisis comme traitement extraordinaire. Quant au grand conseil, dépendant du chancelier, il s'était élevé à un excessif nombre: le roi ordonne que ce nombre soit réduit au nombre de quinze, tant clercs, laïcs que prélats; il révoque toutes pensions qui auraient pu leur être accordées. Les maîtres des requêtes seront réduits à quatre clercs et quatre laïcs; et à tous autres défendons l'exercice dudit office. Le vendredi de chaque semaine, le conseil s'assemblera pour viser les requêtes, et le lendemain il y sera fait droit.

» *Eaux et forêts.* — La grande maîtrise sera abolie; elle est trop coûteuse. Il n'y aura plus que six maîtrises: Normandie, Picardie, Champagne, Brie, Touraine et Langue-doc. Tous les droits sont réduits à des proportions économes. Sous le maître des eaux et forêts seront les verdiers et gruyers, puis les louvetiers: ils empêcheront que les seigneurs ne fassent nouvelles garennes en dépeuplant les pays voisins, et les peuplant de bestes sauvages, comme plusieurs ont fait, au détriment du labourage et vigne des pauvres gens.

» *Gens d'armes.* — Toute assemblée de gens d'armes, sans permission du roi, est défendue sous peine du crime de lèse-majesté; car avec eux s'étaient mis arbalétriers genevois, et autres qui par longtemps ont opprimé le pauvre peuple. Et nul gendarme ne sera convoqué, même par nos ordres, que sous un capitaine connu et porteur de nos patentes.

» *Vagabonds, lépreux.* — Plusieurs laboureurs ont quitté leurs travaux, et, par gloutonnerie, sont venus à bonnes villes, par quoi plusieurs villages du plat pays demeurent mal habités; qu'on ne

souffre donc pauvres dans aucune église ou rue des bonnes villes, mais qu'ils soient renvoyés à leur clocher. Quant aux hommes et femmes infectés de la lèpre, qui chaque jour sont allant et venant, voulons qu'ils ne puissent entrer dans notre ville de Paris, sous peine d'être un mois enfermés au pain et à l'eau.

» Tous lesdits articles et ceux que nos commissaires ordonneront pour le bien et chose publique, seront tenus pour approuvés comme véritables édits, et qu'ils soient joints à la présente ordonnance. »

Cette ordonnance de réformation ¹ offre un point particulier de curiosité, c'est qu'elle était imposée par le peuple. Il est pourtant impossible de supposer que des dispositions aussi sages, aussi complètes, ne fussent pas suggérées à ce peuple lui-même par des hommes de lois et de science ; on doit se rappeler qu'alors le mouvement était dirigé par les universités, les clercs et le parlement !

Le parti des halles accroissait son influence, et, comme il arrive toujours dans ces sortes d'émotions, les hommes modérés se trouvaient dépassés. L'échevin Pierre Desmares était mis au Châtelet, et le carme maître Eustache de Pavilly, naguère si populaire, assemblait secrètement les religieux de son ordre, si ami des métiers, pour aviser aux moyens d'obtenir la paix publique. Les plus puissants parmi le peuple étaient alors messire Hélion de Jacquville, et le prévôt nouvellement élu par les bouchers, et qui avait nom Leborgne de la Heuse ; et tous prirent, par une bonne ordonnance, les chaperons blancs comme signe de leur parti. Le pont de Saint-Cloud fut confié à la garde de Denisot le fripier, et celui de Charenton à l'escorcheur de viande Caboche ².

Le parti des halles était donc maître de tout ; aussi la plupart des nobles modérés et des bourgeois accommodants quittèrent Paris. Le carme de Pavilly, après avoir tenté vainement un système de modération, se mit à la tête du mouvement ; il parlait très-bien, et dans un de ses sermons, il dit au roi et à la reine : « Sire, je prends la fiction d'un jardin où il y aurait de belles fleurs et herbes, et aussi il y croissait des orties, qui empeschaient les bonnes herbes de fructifier. Or, ces mauvaises herbes sont quelques serviteurs et servantes

¹ Il est à remarquer que presque aucun historien n'a fait mention de cette grande ordonnance ; elle était pourtant une haute amélioration administrative ; ils ont trouvé plus urgent de s'occuper de batailles et d'intrigues de cour.

² Juvénal des Ursins, 1413.

qu'il faut sortir et oster de vostre hostel. » En entendant ce sermon, très-applaudi par tout le peuple, monseigneur le dauphin était à une fenêtre, tout droit, et avait son chaperon blanc sur la tête, la patte du côté dextre, la cornette du côté senestre, en forme de bande. Et il y eut aucuns des bouchers qui se dirent entre eux : « Regardez ce bon enfant dauphin, qui met sa cornette en forme que les armagnacs le font, et il nous courroucera une bonne fois. » Le pauvre dauphin se retira plus mort que vif.

Les mauvaises herbes furent ostées : on renferma le duc de Bavière en une tour du Louvre et plusieurs officiers en la conciergerie du Châtelet. Alors on se permit toute espèce d'exaction contre les riches ; on les imposait arbitrairement à un certain nombre d'écus, qu'ils étaient forcés de payer sous peine de prison ¹. De tous les princes de la maison royale, le duc de Bourgogne seul conservait de l'ascendant. Les hommes de modération étaient obligés de se taire et d'abandonner le pouvoir. Mais les excès des cabochiens s'accroissant successivement, ils perdirent un peu de leur ascendant sur la classe moyenne, qui, tout en détestant les nobles, désirait surtout la paix. Puis, il s'éleva des jalousies entre métiers : les charpentiers ne voulaient pas subir l'influence des bouchers. Les bourgeois paisibles durent s'emparer de ces dissensions pour mettre un terme aux désordres des cabochiens.

Il se tenait une assemblée pour la paix où assistaient le roi, monseigneur de Guienne et plusieurs autres seigneurs et bourgeois. Voilà que surviennent en toute hâte maître Jean de Troyes, prévôt de Paris, et avec lui les Sinctyon, les Gois et Caboche, les bouchers et écorcheurs ; et ils dirent avec insolence : « Montrez-nous donc un peu ces articles de paix qui nous touchent grandement. » — « Le roi veut la paix, répondirent les seigneurs, et vous pouvez en entendre lire les articles, si cela vous convient ; mais vous n'aurez aucune copie de la paix ². » — « Cependant, dit Caboche, il est nécessaire, avant tout, qu'on remontre aux seigneurs de Bourbon et d'Alençon la mauviseté de leur trahison. » — « Or, ajouta Jean de Troyes, j'ai ici le rôle de ces griefs, je vais le lire au peuple. »

— « C'est bien, reprit un bourgeois de la ville ; mais il faut en

¹ Chronique de Saint-Denis, ad ann. 1413.

² Juvénal des Ursins, qui était partie dans cette négociation, la raconte avec beaucoup de détails curieux ; ad ann. 1413.

délibérer par quartier, au lieu où chacune de ces assemblées se tiennent. » — « Oui, oui, par quartier ! dirent tous ceux qui étaient du parti des bourgeois paisibles. » — « Non, non, répondirent les bouchers et le peuple, mais en une commune assemblée en place de Grève. » Lors un charpentier, nommé Cirace, s'éleva à l'encontre des le Gois : « La plus grande partie est d'opinion que la chose se fasse par quartier, et ainsi faut la faire. » L'aîné des le Gois répondit, en montrant son coutelas : « Charpentier, malgré ton visage, la chose se fera actuellement, et en la place. » — « Non, te dis-je, elle aura lieu par les quartiers. Si tu le veux empêcher, sache qu'il y aura dans Paris autant de frappeurs de coignées que d'assommeurs de bœufs et vaches. » Et alors, le plus grand nombre décida que les assemblées auraient lieu par quartier.

Il faut remarquer que le conseil du roi mettait une grande importance à ce que l'assemblée se fît par quartier, parce qu'il était bien plus facile de conduire le peuple ainsi partagé, que de lui parler en place de Grève, lorsqu'il était tout réuni et sous l'action de quatre ou cinq grands parleurs. Les quartiers s'assemblèrent donc. Le plus important de ces quartiers qu'il fallait obtenir, c'était la Cité, car il était nombreux et tracassier. Il se réunit au cloître Saint-Eloi. Maître Jean de Troyes, un des chefs du parti populaire, avait fait lui-même la convocation ; il avait gagné plusieurs quarteniers, et croyait ainsi dominer la majorité. Juvénal des Ursins porta la parole pour le parti des bourgeois modérés. Maître Jean de Troyes lut au contraire une longue cédule dans laquelle étaient contenus beaucoup de griefs contre le duc d'Orléans et les armagnacs : par là, le fin matois voulait conclure qu'il ne fallait pas accorder la paix, ou l'accorder à de telles conditions qu'elles ne seraient pas acceptées par les princes. Juvénal le reprit : « Il me semble, dit-il, que le roi désire que toutes les choses qui avaient été dites ou faites au temps passé soient oubliées. Or, Jean de Troyes, toutes les choses contenues en votre cédule sont séditeuses et taillées d'empêcher le traité de paix, lequel le peuple doit désirer. » Il se fit entendre des applaudissements dans tout le cloître : « La paix ! la paix ! Déchirons la cédule que ledit de Troyes tient en sa main ! » Et cette cédule lui fut arrachée et mise en mille pièces.

La délibération du peuple de la Cité eut une grande influence sur les autres quartiers. Neuf adhérèrent à la paix ; il n'y eut que les

quartiers des halles et de l'hôtel d'Artois, où demeurait le duc de Bourgogne, qui ne voulurent pas s'unir à la volonté des autres assemblées populaires. Juvénal des Ursins profita de cet élan de la multitude, et vint en toute hâte à l'hôtel Saint-Pol, suivi des principaux quarteniers, et dit au roi : « Sire, vos bons bourgeois de Paris désirent que ferme paix soit faite, et veuillez en charger monseigneur le duc de Guienne. Et le roi répondit : « Votre requête est raisonnable : que ainsi soit fait ¹. »

Le duc de Bourgogne, voyant bien que le gouvernement lui échappait, dit avec colère : « Juvénal, Juvénal, entendez-vous bien, ce n'était pas là une bonne manière d'agir ! » — « Monseigneur, ne fallait-il pas se débarrasser des mauvaises manières des bouchers ? » Et Juvénal se hâta d'aller vers le dauphin. Il le trouva appuyé sur un balcon, et un des chefs des bouchers, Sinctyon, était accoudé sur les épaules de monseigneur de la manière la plus familière. Le dauphin accepta le gouvernement et les conditions de paix. Un ordre fut donné au duc de Bourgogne de remettre la Bastille aux gens de monseigneur.

Le peuple avait passé avec ardeur à une opinion de paix ; il fallait se hâter d'en profiter. Juvénal vint trouver le duc de Berry, l'homme modéré et conciliant, la véritable expression de la bourgeoisie : « Monseigneur, allez querir le duc de Guienne ; qu'il monte à cheval, et qu'il parcoure les rues de Paris. J'ai l'espérance qu'avant ce soir vous serez capitaine de Paris ². »

Ce n'était pas fini. Les bouchers, cabochiens, gens de métiers, auxquels s'étaient réunis les archers et arbalétriers de la ville, sous la conduite du prévôt des marchands, s'étaient rassemblés à la Grève au nombre de mille à douze cents, tous armés et disposés à se défendre ³. Le duc de Bourgogne parcourait également les rues pour exciter le peuple. Mais l'opinion de la paix était trop dominante : la troupe même rassemblée en place de Grève était chancelante, et l'on n'était même pas sûr des chefs : cette troupe, aux premiers ordres du dauphin, se mit à ses volontés.

Jusqu'ici tout allait à merveille : il paraissait même que le parti

¹ Juvénal des Ursins, 1413-1414.

² Juvénal des Ursins, 1413.

³ Ceci ressemble beaucoup à la résistance de la commune au 8 thermidor.

vainqueur ne suivrait aucune réaction. Le duc de Bourgogne ayant fait demander à Juvénal des Ursins s'il y aurait quelque chose à craindre pour sa personne, le conseil du roi répondit « qu'ils mourraient tous avant qu'on lui fit déplaisir. » Quelques-uns voulaient fermer les portes pour arrêter les factieux ; Juvénal répondit encore : « Que ceux-là qui ont l'intention de sortir puissent s'en aller, si cela leur convient ; que toute liberté soit laissée. » On ne changea même pas le prévôt des marchands ; deux des échevins populaires furent également conservés : on ne remplaça que maître Jean de Troyes et de Beloy, qui s'étaient enfuis ; à leur lieu, on mit comme échevins le charpentier Guillaume Cirace, et Gervaisot le tapissier. Le duc de Berry fut élu capitaine de Paris, le duc de Guienne eut le commandement de la Bastille Saint-Antoine ; le duc de Bar obtint le château du Louvre. La prévôté de Paris fut partagée entre messires Tanneguy du Châtel et Bertrand de Montauban, tous deux chevaliers. Toutes ces élections eurent lieu du consentement mutuel du peuple et des seigneurs. Le duc de Berry, capitaine de Paris, parcourut les rues et fut très-applaudi. Les bourgeois disaient : « Voilà bien autre chevauchée que celles de Jacquerville et des cabochiens. »

Ce système de modération n'eut pas longue durée. Successivement, le conseil du roi fut modifié ; tous les officiers qui avaient été institués par les cabochiens furent destitués de leurs offices. Le sang coula sur la place de Grève, où l'on décolla maître Jean de Troyes. Un nombre infini de bouchers furent bannis, leurs biens confisqués, les boucheries abattues, et la grande ordonnance de réformation abolie. Pour justifier toutes ces mesures, on fit courir de grandes rumeurs sur les cruautés préparées par les cabochiens : on disait qu'on avait trouvé un rôle dans lequel étaient portés un grand nombre de gens de la cour du roi et de la royne, et à côté de chacun des noms on trouvait les lettres T., B., ou R., et cela signifiait *tués, bannis, rançonnés* ; et ce rôle, vrai ou supposé, servit de prétexte à toutes les violences. Les bourgeois mirent alors à la mode de porter une bande violette et de diverses couleurs, sur laquelle était écrit comme légende : *le droit chemin*, avec une grande croix blanche. La ville de Paris écrivit à toutes les cités du royaume, à tous les chers et bons amis, maires, échevins, bourgeois et métiers, pour leur annoncer sa contre-révolution, et comment les damnables et pernicieuses entreprises des bouchers avaient été découvertes. C'était ici le conseil de ville et la haute

bourgeoisie qui seuls agissaient, mais le bas peuple n'avait pas cette opinion. Le duc de Bourgogne avait quitté Paris, après avoir tenté d'enlever le roi. Il avait d'abord cherché le secours des Anglais, et certaines ligues avaient été conclues. Le duc conservait toujours de grands liens avec le bas peuple de Paris, qui provoquait sans cesse sa bonne venue. Les chances de la guerre avaient tourné contre le roi, et la bataille d'Azincourt avait accablé la chevalerie de France. Le duc de Bourgogne et tous les bannis de Paris se réjouissaient de ces nouvelles, qui leur permettaient de rentrer dans la ville; et c'est pour éviter le malheur d'une nouvelle révolution et le triomphe absolu d'aucun parti que le roi commanda que nul seigneur du sang royal n'entrât à Paris, et que l'on rompit les ponts. Pour effrayer les partisans du duc de Bourgogne, l'on faisait circuler des bruits sinistres : l'on disait que le prévôt avait fait confectionner quatre mille haches vernissées, pour n'épargner aucun desdits amis du duc de Bourgogne; si bien que les religieux de Saint-Martin-des-Champs et les Bernardins firent du feu toute une nuit, et veillèrent en oraisons des morts, à cause de ces grandes menaces; c'étaient de mauvaises paroles. Toutefois, on décapita un pâtissier, du nom de Robin, qui avait donné avis au duc de Bourgogne qu'ils étaient bien quatre mille à Paris qui lui ouvriraient une porte; et l'on emprisonna également bon nombre de petits métiers comme partisans dudit duc. On vit cette amitié du peuple pour madame la dauphine, fille du duc de Bourgogne; lorsque son mari mourut, tous les métiers vinrent la voir¹.

Et tout semblait favoriser le retour de monseigneur le duc de Bourgogne : il y avait des conspirations dans l'université, parmi les curés de Paris, les ordres mendiants et les métiers des halles. On fut obligé de multiplier les mesures de précaution et de rigueur : les chaînes des rues et les armes des habitants de Paris furent ôtées; on les enferma dans le château du Louvre; le prévôt fit abattre les dernières boucheries; on défendit enfin toute confrérie de bouchers, toute réunion de métiers. Le roi fit venir de Gênes mille arbalétriers, sous dix capitaines, et toutes ces compagnies étaient destinées à la garde du roi et de la ville. Cela n'empêcha rien : Rouen venait de prendre les couleurs du duc de Bourgogne, le peuple de la capitale ne tarda pas à imiter cet exemple.

¹ Juvénal des Ursins, 1413, et la Chroniq. de Saint-Denis.

20 MOUVEMENT AUX HALLES. — MASSACRE DES ARMAGNACS.

La présence de la garde génoise, que le conseil du dauphin considérait comme une garantie, excitait les plus violents murmures. Plusieurs même des notables bourgeois, chefs du guet, autrefois dévoués à la cause de la noblesse, passèrent au peuple; et Perrinet Leclerc, riche marchand de fer, quartenier, et qui avait la garde de la porte Saint-Germain, mécontent du conseil de ville, ouvrit la barrière qui lui était confiée au seigneur de Chastellux. Les Bourguignons maîtres de Paris, une puissante opinion populaire se prononça pour eux : « Vive Bourgogne ! vive Bourgogne et la croix de Saint-André ! » tels furent les cris poussés dans les rues, halles et boucheries. Le comte d'Armagnac, réfugié d'abord chez un maçon, qui le livra, fut enfermé au Châtelet; le chancelier partagea sa captivité; l'auneguy du Châtel, expression des grandes compagnies d'aventuriers et de gentilshommes, s'empara du dauphin, lequel dormait dans son lit, le prit entre ses bras, l'enveloppa de sa robe et le porta à la bastille Saint-Antoine, puis s'enfuit avec lui à Melun ; car le dauphin était un gage pour la chevalerie ¹.

Une cruelle réaction populaire suivit l'entrée des sergents d'armes de Bourgogne à Paris. Les halles avaient été opprimées par les nobles et les riches bourgeois, les halles s'en vengèrent à leur manière, c'est-à-dire par le pillage et le meurtre. Le duc de Bourgogne et la reine, alors dans son parti, prévenus de la révolution de Paris, faisaient leur entrée dans cette ville, lorsque, le 12 juin, un potier d'étain du nom de Lambert, capitaine quartenier, rassembla le peuple, et lui dit : « Il faut nous débarrasser de ceux desquels tant de maux nous sont advenus. » Et le peuple applaudit. On se rendit donc aux prisons du palais; et entrèrent dedans, et en icelles prirent le comte d'Armagnac, connétable de France, messire Henri de Marle, chancelier, les tirèrent au dehors de la conciergerie, et les tuèrent bien inhumainement. De là, ils s'en vinrent au grand Châtelet, où il y avait grande foison de prisonniers : les uns montèrent en haut, les autres lemeurèrent en bas, tendant leurs javelines, espieux et espées; or, ceux d'en haut faisaient saillir lesdits prisonniers par les fenêtres sur leurs bâtons tranchants, et puis on les mettait sur des tombereaux et charrettes. C'était surtout pitié des pauvres soudards étrangers (les Génois), que l'on poursuivait dans les rues, et là les tuait-on

¹ Juvénal des Ursins, 1415.

comme mouches. » Et ce qu'il y avait de plus significatif, c'est que les prêtres refusaient sépulture aux nobles et bourgeois du parti d'Armagnac¹ tant les curés de Paris surtout, les ordres mendiants, les universitaires, étaient dévoués aux halles et au peuple !

Le seul moyen de se sauver de ces massacres, c'était de payer grosses rançons, qui allaient quelquefois jusqu'à 100,000 livres. Et les seigneurs de Chastellux et de l'Isle-Adam se firent fort riches avec ces rançons, et aussi enrichirent les leurs ; « plusieurs, qui avaient été bons laboureurs en l'île de France, cultivant terre, vinrent à Paris, et, avec le profit qu'ils avaient fait, contrefaisaient les gentilshommes, et portaient leurs femmes états de damoiselles, et étaient les hommes et les femmes vêtus de belles robes².

L'ambition de la jacquerie pour arriver en l'état de gentilhomme, est un caractère saillant de cette civilisation : cela s'était vu déjà lors de la grande jacquerie sous le roi Jean ; c'était le progrès naturel des idées qui se produisaient d'une manière si sanglante et si tumultueuse dans les halles. Le 21 août, il y eut un nouveau mouvement du peuple : les métiers avaient été soulevés par le bourrel Capeluche, et l'on disait par les insinuations du duc de Bourgogne, car Capeluche et lui étaient bons et grands amis, « et plusieurs fois venait ledit Capeluche parler au duc de Bourgogne, accompagné de méchantes gens, aussi hardiment que si c'eût été un seigneur ; et de ceux qui donnaient autorité et confort étaient les Gois, les Synction et les Caboche, et de ceux de l'université de faux sermonneurs et prescheurs³. » Et il y eut encore un massacre de gentilshommes et riches bourgeois, de drapiers surtout ; dans cette corporation, plusieurs étaient richards et armagnacs. Les choses allèrent si loin, et le pouvoir de Capeluche grandit si puissamment, que le duc de Bourgogne résolut de s'en débarrasser ; il le fit tuer tandis que ledit bourrel buvait à la Rapée ; il n'en fut plus question.

Ainsi, le peuple était maître de Paris ; la noblesse en était encore une fois exilée. On a pu suivre dans ce récit et justement apprécier les caractères et les progrès de ce mouvement populaire. Trois personnages principaux se montrent en relief : le comte d'Armagnac et

¹ Juvénal des Ursins, ad ann. 1415.

² *Idem*, *ibid.*

³ Chroniq. de Saint-Denis, ad ann. 1415.

avec lui le dauphin, l'homme de la noblesse et de la gentilhommerie ; le duc de Berry, prince accommodant, terme moyen, expression de la bourgeoisie riche, opulente se rapprochant de la noblesse ; enfin , le duc de Bourgogne, chéri des halles et du peuple. La révolution suit ces trois périodes : d'abord, un mouvement éclate tout populaire ; il est dominé par la bourgeoisie et le duc de Berry , qui s'en empare. Le parti des métiers fléchit. Il se fait une restauration modérée, sans réaction et toute bourgeoise ; la noblesse s'en empare à son tour : de là , de petites vexations , des impôts multipliés levés sur les halles ; puis ces halles triomphent , et alors arrive un de ces mouvements réactionnaires , violents et ensanglantés comme la multitude les fait toujours. Les halles sont maîtresses de Paris et favorisent le triomphe du duc de Bedford et des Anglais. Ces deux événements se lient intimement.

CHAPITRE XXXIX.

1403 — 1422.

Situation de la France et de l'Angleterre. — Avènement des Lancastres. — Conséquence de la bataille d'Azincourt. — Meurtre du duc de Bourgogne à Montereau. — Traité de Troyes. — Caractères de ce traité.

Depuis l'avènement de Charles VI, la situation respective de la France et de l'Angleterre avait été un système d'hostilité permanente, suspendue de temps à autre par des trêves et des alliances de famille. Les révolutions dans les maisons royales, les agitations, les guerres civiles, les querelles sanglantes avec les Écossais, les révoltes du pays de Galles, les exigences impérieuses des lords et des communes, n'avaient pas permis aux rois d'Angleterre d'user de tout l'avantage de leurs batailles. En champ ouvert, les archers anglais avaient toujours obtenu la victoire sur les chevaliers de France. Ce n'étaient pas quelques succès partiels de chevalerie, quelque combat de trente contre trente, qui auraient pu arrêter des armées victorieuses : si la maison royale d'Angleterre n'eût pas subi de grandes révolutions, le changement qui plaça Henri VI sur le trône de France aurait eu lieu quarante ans plus tôt au profit d'Édouard, et peut-être se serait-il maintenu.

Le mariage du roi d'Angleterre avec la sœur de Charles VI avait été suivi d'une bonne trêve : mais peu de temps après cette union, qui semblait suspendre au moins pour quelques années les hostilités, une grande révolution mit le pouvoir dans les mains de Henri, l'héritier de la maison des Lancastres. Cet événement souleva l'indignation de la loyale gentilhommerie de France ; il y eut des défis, des bravades chevaleresques : le comte de Saint-Pol appela l'usurpateur en champ clos ; le conseil du roi Charles VI, plus prudent, se borna

à réclamer madame Isabeau, sœur du roi, et la dot de 200,000 écus d'or qui avait été stipulée et comptée lors du mariage¹.

Madame Isabeau fut rendue à Charles VI, mais non la dot ; car l'on fit valoir, pour se dispenser d'une restitution, que la rançon stipulée par le roi Jean n'avait pas encore été complètement payée ; et en effet, la somme fut retenue. Bientôt la lice des batailles se rouvrit entre la France et l'Angleterre ; les Anglais débarquèrent sur le continent. Il n'entre point dans le plan de cette histoire de raconter des prouesses : nous ne décrirons pas la triste défaite d'Azincourt... Pauvre et imprudente chevalerie de France, tu perdis tes éperons à Azincourt ! Que de moutiers virent de blanches épitaphes ! Que de dames perdirent leurs servants d'amour ! Il faut voir, dans Alain Chartier, les plaintes douloureuses de la France vaincue ; la chevalerie ne se comporta pas vaillamment. C'est une remarque à faire, que cette supériorité marquée des batailles d'archers et de lances anglaises sur la chevalerie de France. Il est bien rare qu'en bataille rangée, les Anglais ne restent pas vainqueurs. Lorsque deux troupes de chevalerie d'égale force se rencontraient, lorsque vingt contre vingt, trente contre trente, de nobles paladins couraient les uns sur les autres dans la lice, le gonfanon aux lis terrassait le léopard. D'où venait donc cette faiblesse dans les hautes batailles ? Tout reposait dans les bonnes communes d'Angleterre, dans les vaillants archers exercés à tirer l'arc, à se mouvoir en bons carrés de lances, à se former, se reformer. Les communes de France étaient confusément rangées ; et quelles que fussent les précautions royales pour multiplier les exercices d'arc et d'arbalète dans les villes, elles n'avaient produit encore que des résultats imparfaits : on s'exerçait beaucoup, mais qui pouvait égaler les archers du pays de Galles et du Northumberland².

Après la bataille d'Azincourt, il était bien difficile que l'on pût empêcher le progrès de l'armée anglaise. De toute la Normandie, Rouen seulement avait fait une belle défense, quoique le roi d'Angleterre eût de nombreuses intelligences avec la population ; le duc de Bourgogne, qui seul pouvait s'opposer aux progrès des Anglais,

¹ Rimer *Fœdera*, tome II, ad ann. 1399.

² Telle n'est pas l'opinion, un peu orgueilleuse, du Moine de Saint-Denis, qui croit à la supériorité des archers de France ; « en peu de temps les archers de France furent tellement duits à l'arc, qu'ils surmontaient à bien tirer les Anglais ; » ad ann. 1394.

était d'accord avec eux ; et ceci s'explique : Philippe de Bourgogne avait vu avec une secrète satisfaction cette révolution d'Angleterre qui avait fait passer la couronne à la maison de Lancastre : c'était un cousin qui avait dépouillé le suzerain légitime ; et il était bien naturel que le duc de Bourgogne songeât à même résultat, et qu'il pût l'espérer en France. Une révolution qui eût fait passer la couronne à la maison de Bourgogne eût été populaire à Paris et dans toute la bourgeoisie ; elle paraissait être dans les intentions du roi d'Angleterre, qui alors eût préféré à une couronne à conquérir, la possession sans hommage de la Normandie et de l'ancien grand duché d'Aquitaine. Tout ce plan fut détruit par l'assassinat du duc de Bourgogne à Montereau ¹. Il y eut sans doute, dans l'action de Tanneguy du Châtel et de ses compagnons, une pensée de vengeance du meurtre du duc d'Orléans ; mais il y avait plus encore un ressentiment de la chevalerie contre l'homme chéri des halles de Paris. Tanneguy du Châtel fut, sous ce règne comme sous celui de Charles VII, l'expression de la gentilhommerie insolente, de gens d'armes de noble race ; comme le roi de Navarre, et après lui le duc de Bourgogne, furent également l'expression du peuple et des halles : c'est ainsi que les partis ont toujours eu besoin de se personifier ; cela se reproduisit également sous la Ligue et sous la Fronde.

L'assassinat de Montereau fut le coup fatal porté au dauphin, fils de Charles VI. Les halles de Paris, en apprenant ce triste événement, firent dire partout des messes et brûlèrent six mille livres de cierges en l'honneur du duc de Bourgogne. L'université, les ordres mendiants, les curés de Paris, excommunièrent comme relaps et traître Charles, qui se disait dauphin. Les temps étaient bien choisis : l'alliance entre le nouveau duc de Bourgogne et le duc de Bedford devenait plus étroite ; la reine Isabeau de Bavière, alors si aimée du peuple, se rapprochait également du duc de Bourgogne. Les Anglais dévastaient tout autour de Paris ; les villes fermées saluaient le gonfanon de Lancastre ; il fallait en finir : le parlement, l'université, les ordres mendiants, les halles, ne voulaient plus entendre parler de la souveraineté de Charles dauphin qui avait fui. Les rois d'Angleterre n'avaient jamais cessé de prétendre à la couronne de France ; leurs armes étaient encore écartelées de lis sans nombre ; ils trouvaient appui dans la popularité du duc de Bourgogne ; le comte de Warwick

¹ Juvénal des Ursins, ad ann. 1413.

résidait auprès du duc Philippe ; par un traité secret, le roi d'Angleterre avait reconnu l'indépendance de la Bourgogne, un des objets de l'intime ambition de tous les ducs. Isabeau de Bavière se fit donner des pleins pouvoirs par le roi Charles, alors si faible, dans un tel état d'imbécillité, qu'il ne pouvait diriger la révolution politique qui se préparait. Des plénipotentiaires se réunirent à Troyes, et là fut conclu ce traité que tous les historiographes de France ont frappé d'infamie, et qui, bien considéré, n'était peut-être que l'expression d'un besoin social et de l'opinion générale.

Une première convention fut arrêtée. Henri d'Angleterre épousait Madame, Catherine de France ; les deux royaumes étaient inséparablement réunis ; Henri était reconnu pour héritier de la couronne après la mort de Charles VI, qu'il devait aimer et respecter comme un bon fils aime et respecte son père.

Une charte royale revêtue du grand scel, spécialisa et précisa toutes ces conventions ; elle disait qu'après plusieurs relations avec le parlement et conseil, il avait été arrêté en forme de paix : que Henri d'Angleterre, devenu fils de France, ferait respecter l'autorité royale en la personne du roi Charles VI ; qu'il lui assurait ainsi qu'à la reine tous les revenus et fiefs royaux pendant leur vie ; de plus, un douaire spécial de 40 mille écus était assuré à la jeune reine Catherine sur des biens d'Angleterre, ainsi que cela se pratiquait pour les roynes dudit pays, et de plus 20 mille écus au royaume de France.

« Item et moyennant quoi il est accordé qu'immédiatement après nostre trespassement, la couronne de France avec tous ses droits et appartenances demoureront et seront perpétuellement de nostredit fils le roi Henri et de ses hoirs ; de plus, comme nous ne pouvons les besognes de nostre royaume gouverner, ledit gouvernement appartiendra de nostre vivant audit roi Henri avec le conseil des nobles et sages dudit royaume ; et ce nostredit fils conservera à tous et chacun, pairs, nobles, cités, villes, communautés et singulières personnes, tous leurs droits, coustumes, privilèges, prééminences, liberté et franchise, et que justice soit administrée diligemment : c'est pourquoi il pourvoira d'offices, bailliages, juridiction, que gens *idoines* et notables, et fera rentrer dans notre obéissance toute personne du parti connu sous le nom du dauphin ou d'Armagnac.

» Il est accordé que les grands, seigneurs, barons et notables, et les états dudit royaume et aussi les cités, communautés, citoyens et

habitants prêteront serment à nostredit fils de bien et loyalement garder les choses ainsi convenues ; et que tous selon leur rang seront féaux et hommes liges de nostredit fils pour le protéger contre toute machination qui attenterait à sa vie ou à ses membres. Quant au duché de Normandie, il est réuni au domaine sous la condition cependant de conserver à tous les fidèles du roi leur fief particulier ; nostredit fils Henri ne pourra se nommer pendant notre vie de la dignité de roi de France ; mais on l'indiquera dans les chartes royales sous ce titre : *Notre très-cher fils Henri, roi d'Angleterre héritier de France* ¹.

» Considéré les horribles et énormes crimes et délits perpétrés audit royaume de France par Charles, soi-disant dauphin de Vienne, il est accordé que nous et nostredit fils le roi Henri, et nostre très-cher fils Philippe, duc de Bourgogne, ne pourront traiter de paix et concorde avec ledit Charles, sinon du consentement de tous et chacun de nous trois, et des trois états desdits deux royaumes ². »

Le traité de Troyes a toujours été jugé partiellement, parce que les historiens des vieux temps n'ont vu dans le traité qu'un acte qui consacrait l'usurpation d'un prince étranger contre la ligne loyale et naturelle ; sous ce rapport, ils ont raison ; et certes rien n'était plus contraire aux lois fondamentales de la monarchie que cette disposition de la couronne par la simple volonté royale. Une charte ne pouvait altérer les droits du dauphin, l'unique héritier du royaume ; cependant les choses étaient arrivées à ce point, qu'un changement de dynastie, ou, pour parler plus exactement, qu'une modification dans la ligne directe était une chose très-populaire, parmi les bourgeois surtout, et j'ai trouvé au recueil des chartes, dans le courant d'une seule année, plus de vingt adhésions de grandes cités au traité de Troyes ³.

Ce traité aurait fait en France ce qu'amena plus tard en Angleterre la révolution de 1688 : il substituait la fille et le gendre au lieu et place de l'héritier mâle et légitime. En même temps, il établissait

¹ *Noster percarissimus filius Henricus, rex Angliæ, hæres Franciæ*. Trésor des chartes, ad ann. 1420.

² Comparez, pour le traité de Troyes : Trésor des chartes, 1420. — Rymer, *ibid.*, et les reg. du parlement.

³ Voy. au Trésor des chartes, 1420, la curieuse adhésion des 1500 bourgeois de Troyes.

une espèce de charte des droits pour les communes, bourgeoisie, clergé, université et noblesse. C'est toujours le premier besoin des peuples qui changent de dynastie que ces stipulations réciproques : c'est à ces révolutions que l'Angleterre doit la reconnaissance de ses libertés et la consécration de ses privilèges.

Il faut terminer à cette époque le règne de Charles VI, qui vit encore deux ans de cette vie misérable, que les vieilles chroniques ou les historiographes peuvent suivre, mais qui importe peu à la marche de la civilisation et des lois. Ici commence véritablement la domination anglaise sur le royaume de France. Il est essentiel de mettre en présence le gouvernement du duc de Bedford et celui du dauphin, depuis Charles VII.

CHAPITRE XL.

HENRI VI. — RÉGENCE DU DUC DE BEDFORD.

1422 — 1423.

Avènement de Henri VI. — Adhésion du parlement. — Des bourgeois. — De l'université. — Administration anglaise. — Gouvernement de Charles VII. — Les Écossais. — Douglas. — Stuart. — La bataille de Verneuil. — Réjouissances à Paris. — La danse macabre. — Conseil de Charles VII. — Révolutions dans les officiers de son hôtel.

Le règne de Charles VII ne commence, à vrai dire, qu'à la soumission de Paris, de son parlement et de l'université, à la royauté héréditaire : l'histoire flatteuse a pu s'indigner du gouvernement du duc de Bedford et de Henri VI, passer même sous silence les actes les plus essentiels de cette administration politique ; mais le règne de Henri VI n'en est pas moins un fait important, un grand événement dans l'histoire, et qui a laissé de longues traces. On a déjà dit que le gouvernement anglais était populaire à Paris et dans plusieurs provinces de France. A la mort de Charles VI, le dauphin, exclu de la couronne par le traité de Troyes, ne conservait que quelques provinces, le Berry particulièrement ; ce n'était même plus cette division des deux nations de la Langue-doyl et de la Langue-doc, cette haine antique entre deux peuples que des prétendants pouvaient chacun appeler au soutien de leur cause ; le dauphin n'était pas même l'homme de la Langue-doc ; les Anglais étaient maîtres de la Guienne ; par leur alliance, ils cernaient Charles de France du côté de la Bretagne et de la Bourgogne. Le dauphin, ou le *roitelet de Bourges*, comme on l'appelait, n'avait pour lui que sa chevalerie, ses aventuriers, ses Écossais surtout ; il n'inspirait aucune considération au peuple ; on parlait avec mépris de sa cour dissolue, de ses favoris insolents, de ses folles

dames d'amour. La noblesse avait perdu sa gloire et ses éperons à Azincourt ; le dauphin , roi des gentilshommes , devait perdre sa couronne : c'était tout naturel dans l'esprit du temps.

Aussi à la mort de Charles VI on ne s'occupait point à Paris du droit ou des prétentions de Charles dauphin ¹. Les obsèques du roi étaient à peine terminées, lorsque le duc de Bedford, régent du royaume, convoqua, dans la grand'chambre du parlement, une assemblée des présidents, conseillers dudit parlement, cour des aides et finances, les magistrats du Châtelet, le prévôt de Paris, l'évêque, les députés des deux chapitres, l'université, les échevins et principaux bourgeois ; et tous étaient ainsi en la présence du régent, placé sur un haut siège ².

« Cette réunion de notables ainsi assemblée, maître Jean Leclerc, chancelier, exposa les motifs qui avaient amené le traité de Troyes, les nopces de madame Catherine avec notre sire Henri d'Angleterre ³, de laquelle union était issu un beau fils ; or, comme il était certain que Charles, soi-disant dauphin, s'il avait eu aucun droit, l'avait perdu et s'en était rendu indigne pour l'horrible attentat commis en sa présence et de son commandement contre le duc de Bourgogne, le chancelier concluait à la confirmation du traité de Troyes, ajoutant que monseigneur le duc de Bedford avait intention d'employer corps, amis et chevanche pour le bien du royaume ⁴. »

A la suite de cette belle harangue, le chancelier requit tous les notables présents de venir prêter leur serment pour l'exécution du traité de Troyes. Les bourgeois furent également convoqués par leurs quarteniers respectifs afin de venir en Grève prêter serment de fidélité au régent. Peu y manquèrent ; les uns jurèrent avec plaisir, les autres de très-mauvaise volonté. ⁵. Une députation de notables, composée de l'évêque de Thérouane, du sire de Mailly et de plusieurs bourgeois, s'achemina vers Londres pour offrir au roi Henri et à madame Catherine sa mère, les hommages de leurs bons sujets de Paris. Les bour-

¹ J'ai sous les yeux le Journal d'un bourgeois de Paris, aux années 1420, 1422. Il n'est pas question du dauphin Charles VII ; on le désigne, ainsi que ses partisans, sous le nom d'*armagnac*. Ce journal est parmi la collection de Dupuis, n° 275. (*Biblioth. royale.*)

² Reg. du parlement, ann. 1422.

³ Le roi Henri venait de mourir.

⁴ Reg. du parlement, ann. 1422.

⁵ Voici en quel ordre ils furent convoqués : bourgeois, mesnaigiers, charretiers, bergers, vachers, porchers, chambrières.

geois des autres villes imitèrent cet exemple, et tous étaient fort contents de la domination du duc de Bedford.

Parlement, université, bourgeoisie, composaient alors les forces de la société, et les Anglais les avaient dans leurs mains. Comme possession matérielle et de souveraineté, le gonfanon de Lancastre dominait la vaste et riche province de Normandie, l'Ile-de-France, la Brie, la Champagne, la Picardie, le Ponthieu, le Boulonais, et au midi la plus grande partie de la puissante Aquitaine; telle était la position géographique des provinces anglaises, que le pauvre roi de Bourges pouvait parcourir à peine le petit territoire qui s'étendait depuis Tours jusqu'à Orléans.

Cependant le dauphin Charles n'avait pas désespéré de sa cause; il était entouré de Tanneguy du Châtel, chevalier vaillant, et qui avait tué en félonie le duc de Bourgogne; des maréchaux de la Fayette, de Severac, des preux aventuriers Xaintrailles, la Hire, Harcourt, la Trémouille, des bâtards d'Orléans et l'Alençon, tous chefs d'abord de grandes compagnies, et depuis, bons capitaines de gens d'armes. Lorsqu'on apprit la nouvelle de la mort de Charles VI, toute cette cour était réunie à Espally, près le Puy en Velay, et l'on fut quelque temps à savoir ce qu'on ferait, tant les droits du dauphin paraissaient sans espérance. Cependant, par le conseil de messire Tanneguy du Châtel et de la chevalerie, on résolut de proclamer roi monseigneur le dauphin. Il fallait donner quelque solennité à cette cérémonie, et comment faire? car il n'y avait autour du dauphin aucun officier, aucun des hommes blasonnés des grandes fêtes de la royauté. Charles, le premier jour, s'habilla tout de noir; le lendemain, par le conseil de ses gentilshommes, on déploya l'étendard fleurdelysé dans la petite salle d'armes du château d'Espally, et tous les braves chevaliers s'écrièrent *vive le roi! vive Charles de France!* Hélas! leur nombre n'était pas grand, et l'on n'en compta que dix-sept à la grand'messe¹. Charles s'achemina le lendemain vers Poitiers, où il chercha à se faire couronner avec un peu plus d'appareil. On ne vit à cette cérémonie aucun des grands vassaux; le blason le plus remarquable fut celui des comtes de Clermont et d'Alençon; il y avait à peine quelques fleurs de lis.

Deux systèmes d'ordonnances présidèrent à l'origine des gouverne-

¹ Monstrelet, Chroniq., ad ann. 1422, comparez avec Alain Chartier, *ibid.*

ments de Charles de France et du duc de Bedford ; on sent la double autorité qui présidait à ces deux administrations : les ordonnances du régent étaient dictées par l'université, par le parlement ; rédigées sous cette influence des règles et de la science, elles s'imprégnèrent dès lors d'un esprit de jurisprudence et de régularité : le dauphin, chef avoué de la gentilhommerie, n'avait ni ce besoin d'ordre, ni cette nécessité d'organiser qui caractérisaient l'administration du régent. Tandis que le duc de Bedford réglait le parlement et ses séances, qu'il renouvelait tous les privilèges de bourgeoisie pour s'attirer la bonne volonté des métiers, le dauphin ne s'occupait que de chevalerie, de tournois et des jeux de gentillesse.

Les deux législations du duc de Bedford et de Charles VII méritent d'être comparées : tous les mandements de Henri VI ont un but d'utilité publique ; la plupart sont relatifs aux monnaies, aux privilèges des corporations ; il fait ouvrir les blancs de dix tournois la pièce, défend la circulation dans les villes de son domaine des sols dont les titres avaient été abaissés ; il confirme le privilège des mattres jurés et communautés des bouchers de la grande boucherie ; il exempte les amés et féaux, les gens du parlement de Paris de toutes aides et impositions ; il renouvelle les bonnes coutumes des notaires du Châtelet de Paris, et les défenses faites à toutes personnes d'exercer l'art incomparable de la chirurgie sans un préalable examen¹ ; enfin, ce qui marque la différence essentielle des deux législations, c'est que lorsque le régent duc de Bedford, sur la demande des marguilliers et paroissiens de l'église de Saint-Méry, défendait « aux femmes de vie dissolue et commune, qu'on dit bordélières, de tenir bordel et clapier ès rues, assises autour de la sainte église ; » Charles VII, le servant d'amour de la belle Agnès, confirmait les bons privilèges des tilles de joie de la communauté de Toulouse².

La seule ordonnance digne de remarque dans l'histoire de la législation du dauphin, c'est la création d'un parlement à Poitiers à l'encontre du parlement de Paris, si dévoué à la domination anglaise. L'empire des cours judiciaires avait grandi ; partout où se trouvait une prétention à la souveraineté, partout paraissait également un

¹ Collect. du Louvre, tome XIII.

² *Ibid.* Il y a aussi quelques privilèges pour les villes qui prêtaient secours au roi Charles VII.

parlement de judicature ; le dauphin crut nécessaire à la légitimité de ses droits de s'appuyer sur une cour de justice : c'est pourquoi il institua un parlement dans ses domaines.

Comme il arrive toujours, même pour les causes perdues, lorsqu'elles se rattachent à des souvenirs, il y eut, lors de l'avènement du dauphin Charles VII, un mouvement à Paris parmi quelques bourgeois fidèles à la royauté exilée ; ce mouvement fut tenu secret ; il avait tout le caractère d'un véritable complot ; une douzaine de riches bourgeois furent pendus, quelques autres s'échappèrent ; mais les métiers, tous en masse, protestèrent contre l'attentat et jurèrent fidélité nouvelle au régent ¹.

Et qui aurait pu d'ailleurs se dévouer à monseigneur le dauphin ? son armée se débandait faute de paye ; Charles était complètement dominé par Tanneguy du Châtel, chef des grandes compagnies, par le président de Provence, qui représentait en quelque sorte la magistrature auprès du nouveau roi, et par l'évêque d'Orléans, expression des clercs : ces trois hommes étaient renommés de vie honteuse et déshonnête ².

Combien était plus habile et plus réfléchie la conduite du duc de Bedford. Le duc de Bourgogne avait renouvelé son alliance avec l'Anglais et son adhésion formelle au traité de Troyes ; le duc de Bretagne, un peu incertain jusqu'alors, s'était enfin prononcé pour Henri VI, et avait tout à fait rompu avec Charles VII ; des alliances de famille consolidaient les nouveaux rapports politiques. Le duc de Bedford épousait Anne de Bourgogne, qui recevait de son père le comté d'Artois ³ ; la conquête agrandissait sans cesse le domaine de Henri VI. Charles voyait successivement ses villes tomber sous la domination anglaise. Il n'avait qu'un allié fidèle, cette nation écossaise, parmi laquelle le dauphin avait choisi son connétable ; car, ainsi qu'on l'a dit, la connétablie était alors la délégation de la puissance militaire de la couronne ; et cette puissance, le roi la confiait, en général, à un chevalier de la nation qu'il voulait attirer à son alliance. Les Écos-

¹ Monstrelet, 1422.

² « Et si par Tanneguy, par le président de Provence et par l'évêque d'Orléans qui ne fut mie bien sage, et par ces trois hommes qui tous furent renommés de vie honteuse et déshonnête, fut à ce temps le roi gouverné ; » Chroniq., MSS Biblioth. roy., n° 10, 297.

³ Rymer, Actes publics, tome IV, page 4.

34 STUART ET LES ÉCOSAIS. — BATAILLE DE VERNEUIL.

sais reçurent alors de nobles privilèges en France ; un puissant chevalier du nom de Stuart fut connétable ; il obtint d'écarter son blason des armes de France et de fleurdeliser son écu ; plusieurs braves montagnards acquirent de bons fiefs et terres nobles ; Stuart eut la concession du comté d'Évreux et de la seigneurie d'Aubigny, qui, plus tard, devint le partage de la duchesse de Portsmouth, cette belle maîtresse de Charles II ¹. Cinq mille jeunes et beaux Écossais vinrent joindre le gonfanon de France sous le comte de Douglas, et ce secours releva les espérances de Charles VII.

Tout cela fut acheté par de nouvelles concessions aux étrangers, ce qui fâchait la gentilhommerie de France. Le comte de Douglas fut appelé du titre de lieutenant général *sur le fait de la guerre* dans tout le royaume ; dignité nouvelle, au-dessus de la connétablie elle-même : c'était chose inouïe jusqu'alors que de voir deux grandes dignités de guerre en dehors de la chevalerie de France. Est-il maintenant étonnant qu'on s'indignât contre Charles et son conseil ? Mais pour la noblesse mieux valait encore subir ces étrangers, bons chevaliers et nobles hommes, que de recevoir la loi de la bourgeoisie insolente de Paris.

Et l'on continuait à se battre. L'on vit à la bataille de Verneuil la chevalerie d'Écosse aux prises avec les Anglais ; ceux-ci demeurèrent vainqueurs ; ce fut une grande réjouissance à Paris. On lit dans le registre du parlement : « Cejourd'hui, messieurs du parlement et de la grand'chambre sont allés processionnellement à Notre-Dame rendre des actions de grâces à Dieu pour la bonne bataille de Verneuil. ² » Quelle fête lorsque monseigneur le régent arriva à Paris ! on alla au-devant de lui jusqu'aux champs de Lendit, près de Saint-Denis. « En signifiante de joie et liesse du peuple, il y avait en toutes les rues de belles et grandes tapisseries, des mystères où l'on disait en termes beaux et notables tous les faits de l'ancien et nouveau Testament. Or, que vous dis-je ce que l'on fit au marché des Innocents ; il y eut un jeu ou danse, dans laquelle parurent la male mort, qui joustait et dansait avec gens de tout âge et de tous états ; et en cette *danse macabre* l'on voyait riches dames et damoiselles, pauvres

¹ Trésor des chartes, ad ann. 1422; la terre d'Aubigny était encore possédée en 1780 par le comte de Richemont, pair d'Angleterre et d'Écosse.

² Reg. du parlement, 1424.

hommes, clercs, princes, danser avec la male mort, qui frappait de sa faux tous états et conditions ¹. »

Hélas! quelle différence pour Charles VII, ce pauvre roi de Bourges! il mangeait à peine et toujours sans argent, ne trouvant ni juif ni usurier qui voulussent lui en prêter; dans les jours même de festolement sa table était frugale; ses plus nobles gentilshommes ne trouvaient que des mets très-mal apprêtés ².

Et cela s'explique très-bien par la situation de la noblesse. Tant que la chevalerie française, vaillante dans les batailles, avait conservé tout son ascendant sur le peuple, les rois qui s'étaient abandonnés à elle avaient également maintenu leur puissance; mais après Azincourt, lorsque la gentilhommerie couarde eut perdu ses éperons et son honneur, quelle considération pouvait inspirer le roi des gentilshommes! Il faut voir, dans les plaintes d'Alain Chartier, tous les reproches et vitupérations qu'il adresse aux chevaliers vaincus à Azincourt, et toutes les corruptions de courage et de mœurs qu'il reproche à la chevalerie! « Las! maudits chevaliers, endormez-vous comme pourceaux en ordures dans les blandisses et délices féminins, et tels il y a qui jours et nuits sont par les bois et par les champs à chasser les bêtes, gibier, oiseaux! les autres rompent chevaux au pourchas (quête) des offices, estats et chevances. Ils goûtent les exquisés saveurs des viandes, les longs repos empruntés de la nuit sur le jour, les beautés des robes et joyaux! Est-ce ainsi qu'on devait se mouvoir après les tristes batailles d'Azincourt? — Quelles gens êtes-vous, et quelle dureté y a-t-il en vos courages, qui ainsi vous laissez perdre à votre escient et vous tire à la mort les bras au col ³! » Cette déconsidération de la chevalerie fut une des difficultés que rencontra Charles VII pour reconquérir sa couronne.

Cependant les disputes bouillantes de chevalerie entre les ducs

¹ Journal d'un bourgeois de Paris, ad ann. 1424.

² Un jour que La Hire et Poton
Le vinrent voir par festolement,
N'avait qu'une queue de mouton,
Et deux poulets tant seulement *.

³ Les Faits, maître Alain Chartier, MSS Colbert, 7215-22.

* Vigiles de Charles VII.

de Bourgogne et de Gloucester favorisèrent les négociations de Charles VII, pour détacher de la cause anglaise quelques-uns des grands vassaux de la couronne; les plus favorables propositions furent adressées au comte de Richemont, qui possédait le duché de Bretagne. Douglas était mort à la bataille de Verneuil; la connétablie était vacante ainsi que la lieutenance générale de guerre; on les offrit au comte de Richemont en gage d'alliance, comme on les avait donnés au comte de Douglas et à Stuart. Le duc de Bretagne fit ses conditions; tous les gens du conseil de Charles VII durent être éloignés, le président Louvet, Tanneguy du Châtel, Frottier et d'Avagour; le connétable ne voulait pas être seulement proclamé prince de la chevalerie, mais le chef du conseil; à ces conditions il consentait à l'alliance; les états approuvèrent ce traité; le comte de Richemont, duc de Bretagne, fut créé connétable¹.

On a particulièrement attribué au mystérieux et puissant ascendant de la Pucelle, la fortune de Charles VII: il y a du vrai; mais elle est due surtout à la double alliance avec les ducs de Bretagne et de Bourgogne: la Pucelle put animer les gentilshommes, fanatiser le bras des braves gens d'armes, mais la diversion opérée par l'union des ducs de Bretagne et de Bourgogne avec Charles VII fut la cause active, puissante de la chute du gouvernement anglais.

En France la composition du conseil de Charles VII fut le plus grand obstacle à la pacification. Le roi avait promis le renvoi de ses quatre principaux favoris; il ne tint point sa foi; le président de Provence, soutenu de la belle dame de Joyeuse, sa fille, maîtresse de Charles VII, se perpétua dans le conseil; il y toléra les plus grands désordres, si bien que le dauphin d'Auvergne fut tué sous les yeux du roi par Tanneguy du Châtel². C'est un singulier rôle que celui de ce Tanneguy du Châtel, tant exalté par les historiographes; y a-t-il un meurtre à commettre, un vassal, un conseiller importun dont il faille se débarrasser, Tanneguy se présente; il frappe le duc de Bourgogne à Montereau, le dauphin d'Auvergne à la cour de Charles VII; c'était alors dans les mœurs des grandes compagnies et des gens d'armes, dont Tanneguy était un des chefs; enfin le roi consentit à éloigner ses favoris. Ici com-

¹ Monstrelet, ad ann. 1424; Rymer *Fœdera*, tome IV, *ibid*.

² *Ibid. Ibid.*

mence le gouvernement ou connétable du duc de Bretagne ; on peut dire que depuis l'avènement du roi Charles à la couronne, ce prince n'administre jamais par lui-même, il s'abandonne tour à tour à un conseil imposé par la nécessité ; il est successivement sous la main des Écossais, des gentilshommes, du duc de Bretagne, de tous ceux qui lui prêtent appui. Aucune législation fixe n'émane de lui ; c'est le besoin de la conquête qui détermine ses actes et ses concessions royales.

CHAPITRE XLI.

1423 — 1436.

Fautes du gouvernement anglais en France. — Le duc de Bedford blesse les intérêts du clergé. — Situation de Charles VII. — Les traditions d'Agnès et de la Pucelle. — Sacre de Charles VII. — Administration du duc de Bedford. — Sacre de Henri VI. — Congrès d'Arras. — Traité. — Préparatifs de la restauration. — Entrée de Charles VII à Paris.

Le gouvernement anglais ne périt point à Paris par la popularité de Charles VII ¹, mais par ses propres fautes ; le duc de Bedford avait établi sa puissance politique sur les halles, la bourgeoisie, le parlement, l'université et les clercs ; son autorité s'affaiblit à mesure qu'il blessa plus ou moins profondément les intérêts de ces diverses classes qui constituaient sa force.

Le duc de Bedford avait fait un voyage en Angleterre où il avait trouvé l'appui du parlement ; il était revenu en France fermement résolu de pousser la guerre contre Charles VII et de la terminer ; l'argent seul lui manquait, et à cet effet il convoqua une assemblée de bourgeois, d'universitaires et de clercs ; c'est en présence de cette assemblée ou états qu'il demanda comme subsides que tous les biens reçus par l'Église depuis quarante ans retournassent au fisc ; ce fut là la première cause de la séparation du duc de Bedford et des clercs. Jamais l'université n'avait fait de plus vives et de plus grandes remontrances ; les choses allèrent si loin que le régent fut obligé de renoncer à toute demande de subsides ; l'Église, néanmoins, garda souvenir de cette exigence du duc de Bedford.

Plusieurs ordonnances de police réglèrent les métiers de Paris ²,

¹ On confond sans cesse, dans les chroniques de Paris, le roi Charles avec les larrons ou armagnacs. (Journal d'un bourgeois de Paris, 1423.)

² Chroniq., MSS Biblioth. roy., n° 10, 297.

l'ordre de leurs bannières ; d'autres prescrivirent la levée d'archers , de sergents d'armes pour la guerre ¹, car les batailles continuaient ; le duc de Bedford recevait journellement des secours d'Angleterre ; il parcourait vaillamment les provinces , plantant son gonfalon au léopard fleurdelisé sur maintes et maintes villes et châteaux ; enfin , le siège fut mis devant la belle et grande ville d'Orléans.

Il faut savoir qu'une nouvelle révolution avait renversé le pouvoir du duc de Bretagne à la cour de Charles VII , et par conséquent avait amené une rupture entre ces deux princes. Le duc de Bretagne , connétable , avait voulu donner une puissance morale à la cause de Charles et l'appuyer sur toute la gentilhommerie ; pour cela il fallait débarrasser monseigneur le roi de ces favoris qui pillaient son trésor , de ces belles et gentilles dames qui berçaient doucement sa vie dans son beau château de Chinon. Le connétable , rude et impitoyable chevalier , prit un parti vigoureux contre Giac , favori du roi et de sa plus haute intimité ; il le fit enlever en son logis sans aucun ordre , et lorsque Charles voulut réclamer son bien-aimé conseiller , le connétable s'interposa par son titre et commanda comme le chef naturel des gens d'armes qu'on lui laissât l'homme confié en sa garde. Giac , qui *s'était donné au diable* ², fut condamné au dernier supplice , par le seul arrêt du connétable ; celui-ci fit assassiner le Camus de Beau-lieu , qui avait succédé dans la faveur royale au malheureux Giac.

Pour s'expliquer toutes ces révolutions d'intérieur , il faut savoir que la cause de Charles VII s'appuyait sur des intérêts divers , tous essentiellement hostiles les uns aux autres , et cherchant à dominer dans son conseil ; d'abord il y avait un parti d'aventuriers , de grandes compagnies et de gens d'armes , à la tête duquel se trouvait Tanneguy du Châtel , la Hire , Xaintrailles , la Trémouille ; ensuite un parti étranger composé d'Écossais , d'Italiens même ; enfin , le parti de la féodalité régulière et nationale dont le duc de Bretagne était l'expression. La faveur du sire de la Trémouille détruisit tout l'ascendant du duc de Bretagne , et celui-ci revint à la cause des Anglais.

Cette période peut être considérée comme celle où la puissance de

¹ Ordonn. du Louvre , tome XIV. On doit savoir gré à M. de Brequigni d'avoir recueilli , sans partialité nationale , les ordonnances du régent et de Henri VI , comme celles des rois de France ; au reste ces ordonnances se trouvent dans Rymer.

² Chronique de Monstrelet , ad ann. 1426.

Charles VII tomba le plus bas. Les batailles ne furent jamais à son avantage ; retiré avec ses favoris et ses maîtresses dans son château de Chinon , il laissait aux aventuriers et gens d'armes le soin de conduire ses guerres. Enfin , le siège fut mis devant Orléans , où commencent les merveilleuses aventures de la Pucelle. On ne racontera pas une histoire si connue ; l'esprit chevaleresque du siècle attribua à Agnès Sorel et à Jeanne la Pucelle les faits de batailles et les victoires des gens d'armes de Charles VII ; ce fut une de ces traditions de castel et de tournois , une de ces légendes de femmes et d'amour , contées au coin du feu par les belles damoiselles à leurs servants.

La tradition de la Pucelle est un mélange de foi dévote et de galanterie chevaleresque ; l'intervention de Dieu et des dames était une condition nécessaire dans les chroniques et dans les légendes de manoirs : on ne croyait pas aux grandes choses qui se faisaient tout simplement par les grandes âmes ; il fallait encore la main de Dieu et le secours des femmes , vieille superstition des forêts de la Germanie. Trop de témoignages nous restent sur cette merveilleuse fille pour qu'il soit possible de nier sa puissante influence sur l'imagination dévote et belliqueuse des aventuriers qui entouraient Charles VII ; elle donna une première et grande impulsion à la chevalerie ; mais , nous le répétons , la cause des succès décisifs de Charles VII tint plus particulièrement à ses alliances avec les Écossais , à ses traités avec le duc de Bretagne , plus tard avec le duc de Bourgogne surtout , enfin aux fautes du gouvernement anglais à Paris.

L'apparition miraculeuse de la Pucelle , et le sacre de Charles VII à Reims , réconcilièrent la cause de Charles VII avec les clercs et les évêques particulièrement. A Reims , la cérémonie se fit avec toutes les pompes usitées , mais on n'y vit aucun des grands feudataires de la couronne ; le duc d'Alençon représenta le duc de Bourgogne ; le comte de Clermont le duc de Normandie ; le comte de Vendôme le duc d'Aquitaine ; de simples chevaliers , le sire de la Trémouille , de Laval et de Beaumanoir , représentèrent les feudataires naturels , comte de Flandre , de Toulouse et de Champagne ; les pairs ecclésiastiques eux-mêmes , sauf l'archevêque de Reims et l'évêque de Châlons ¹ , ne parurent point à ce sacre. Ce fut la première fois que les hauts barons furent ainsi tous représentés par des chevaliers dési-

¹ Monstrelet, ad ann. 1429.

gnés par le roi, coutume qui s'est depuis maintenue; avant cet exemple les pairs seuls représentaient les grandes pairies éteintes. La cérémonie fut bruyante; les barons montrèrent Charles de France au peuple et s'écrièrent : « Veci votre roi que nous pairs de France couronnons roi et souverain seigneur, et s'il y a âme qui veuille le contredire, nous sommes ici pour y faire droit. »

Le sacre, je le répète, donna les évêques au roi; mais les curés de Paris, l'université, les ordres religieux, formaient une classe à part, et c'est une remarque à faire que cette intimité qui existait alors et que nous retrouverons sous la ligue et la fronde, entre les clercs de Paris et les halles. Il y avait communauté de résistance et de sédition. A mesure que les succès de Charles VII menaçaient les Parisiens, il se formait encore un plus grand nombre de concilia-bules en faveur du gouvernement anglais; les curés déclamaient en chaire contre Charles, *soi-disant roi de France*. Les haines étaient toujours fortes, les répugnances vives entre les halles, les métiers et les gentilshommes. Les principaux bourgeois et notables habitants de Paris furent réunis au cloître Saint-Méry, et là on lut à haute voix des monitoires contre Charles dauphin. « Or, messieurs les bourgeois, disait-on, ayez souvenance de la félonie dudit Charles, à Montre-reau, où monseigneur de Bourgogne fut occis. Cela dit, répéta le duc de Bedford, êtes-vous déterminés à conserver votre fidélité à votre roi légitime, monseigneur le roi d'Angleterre et de France ? » Et tous les habitants levèrent la main et dirent : Oyl, oyl ¹.

Ensuite arrivèrent pour renforcer la garnison deux mille Anglais de belle taille, ce qui était nécessaire depuis surtout que le connétable duc de Bretagne, réconcilié avec Charles VII, faisait des courses dans toutes les campagnes environnantes et particulièrement dans le duché de Normandie. La présence des Anglais excita quelque murmures que la sévérité du duc de Bedford reprima; il y avait de vieux partisans de la cause légitime qu'il fallait également contenir. Au milieu de ces guerres intestines, les maisons tombaient en ruine; le régent fut obligé d'autoriser la prise de possession des maisons hypothéquées par les créanciers non payés. Des chartes clandestines étaient distribuées dans Paris pour favoriser le retour vers la fidélité à Charles VII; on promettait rémission et pardons absolus.

¹ Reg. du parlement, 1429. — Journal d'un bourgeois de Paris, *ibid*.

D'autres pamphlets excitaient au contraire les Parisiens en faveur de Henri VI ; on en appelait aux antiques passions contre les armagnacs et aux intérêts populaires. On y disait que Charles, soi-disant roi, voulait exterminer tous les habitants de Paris sans distinction , piller maison , halles et marchés , abandonnés à ses gens d'armes. En ces circonstances le duc de Bedford fit renouveler le serment de féauté à Henri VI , qui fut prêté unanimement.

Charles comptait sur les intelligences qu'il s'était ménagées dans Paris pour attaquer la ville ; un assaut fut livré , mais vainement ; les Parisiens le repoussèrent , et la Pucelle elle-même , la glorieuse fille , y fut blessée , et il y avait maints bourgeois qui lui criaient sur les remparts : *Voire , voire paillarde et ribaude !* Elle eut la jambe percée d'un trait d'arbalète¹.

Le duc de Bedford voyait la position difficile des Anglais en France ; il songea à une double mesure , le sacre de Henri VI à Paris , pour l'opposer au sacre de Charles VII à Reims , et la création d'une lieutenance générale du royaume au profit du duc de Bourgogne , la plus grande popularité des halles. C'est une chose remarquable que cette imitation par les Anglais de tout ce qui se faisait à la cour de Charles VII depuis les succès de la Pucelle ; elle alla si loin qu'ils eurent également un envoyé miraculeux. Un jeune berger leur promit de les conduire à la victoire ; il se disait aussi l'inspiré de Dieu. Cette invention des camps n'eut pas d'heureux résultats ; le mouvement qui appelait Charles VII à Paris s'avancait ; le duc de Bedford avait commis trop de fautes , et c'est vainement qu'il hâtait le couronnement de Henri VI.

Une des causes qui contribuèrent également à détruire la domination anglaise en France fut la situation intérieure de l'Angleterre. Si le parlement avait concédé loyalement et complètement des subsides , si les barons s'étaient toujours associés aux projets du duc de Bedford , il est à croire que ces efforts unanimes eussent assuré la couronne de France à Henri VI ; mais les Anglais , si vaillants dans les batailles , étaient jaloux de l'autorité royale , et voyaient avec inquiétude s'établir loin de leur influence un nouveau trône pour leur roi. Lorsque le jeune Henri VI partit pour prendre possession de sa belle cour de Paris , on fut obligé d'engager à l'abbaye de Westminster les meubles

¹ Journal d'un bourgeois de Paris, 1429.

et bijoux de la couronne ; en échange, les religieux donnèrent un diadème d'or qui devait servir au sacre. Henri partit accompagné du cardinal de Winchester, du duc d'York, des comtes de Warwick, Strafford et d'Arundel. Parmi les clercs français qui s'empressèrent d'aller à sa rencontre, on remarqua l'évêque de Beauvais, l'un des plus chauds mainteneurs du gansfanon anglais en France¹.

Henri ne se rendit point d'abord à Paris ; il fixa son séjour à Rouen, ville puissante alors, et qui n'avait pas de sujets de mécontentement contre le régent. Le duc de Bedford, qui s'était malheureusement aliéné les clercs, blessa également le parlement. Quelles criailleries ; car depuis dix-huit mois environ, ni les présidents, ni les conseillers n'étaient payés de leurs gages ; on n'avait point d'argent à leur donner, si bien que Henri n'osait pas sortir de Rouen, tant les demandes étaient fréquentes et importunes. Comment dès lors songer au couronnement !

Cependant, ce couronnement paraissait si essentiel qu'après un séjour de dix-huit mois à Rouen on se prépara à l'entrée solennelle du jeune roi à Paris. Dans les idées du temps, la consécration épiscopale pouvait seule affermir les droits de la royauté ; on fit toute espèce de sacrifices. Plusieurs fois Henri avait annoncé dans ses chartes qu'il se préparait à venir dans sa bonne ville de Paris, plusieurs fois le parlement avait convoqué ses membres pour recevoir ledit seigneur roi. Enfin, vers le milieu de novembre 1431, Henri d'Angleterre partit de Rouen, escorté d'environ trois mille archers et sergents d'armes ; il s'arrêta un jour à Saint-Denis, où le parlement et les échevins de Paris vinrent pour lui faire leur belle harangue ; ils étaient suivis de nombre d'avocats et de procureurs à cheval ; les pauvres magistrats, n'étant pas payés de leurs gages, ne venaient plus aux audiences. Cette misère allait si loin que le greffier et clerc de la cour nous annonce qu'il ne peut donner la description de la pompeuse entrée de Henri dans Paris, car il a faute de parchemin, à cause de l'abaissement de la justice².

C'est donc le chroniqueur de Saint-Denis qui nous a conservé tous les détails de cette réception royale ; les bons moines étaient si riches en parchemins et manuscrits ! Il y avait *parmi les rues* de jeunes

¹ Rymer, Actes publics, ad ann. 1430.

² De cæteris solemnitatibus primi adventûs regis nihil aliud describitur, ad defectum pergaminum et eclipsum justiciæ. (Reg. du parlement, a 1 ann. 1430.)

garçons représentant les pairs de France et d'Angleterre offrant au monarque les écus blasonnés des deux couronnes; des personnages muets jouaient des mystères de l'histoire sainte, et l'on voyait partout les images de la pairie et du sacre. En passant devant l'hôtel des Tournelles, où se trouvait à un balcon la reine Isabelle son aïeule, Henri mit son chaperon *aval*, et la vieille princesse si anglaise, si bourguignonne lui rendit son salut de la main; le peuple se mit à applaudir¹. Cette solennité fut très-populaire, et les métiers y jouèrent un bon rôle; d'abord les échevins étaient tous vêtus de vermeil (écarlate); ils tenaient un beau ciel en drap d'azur sur la tête du jeune roi; aux portes de Paris les drapiers portèrent ce ciel; à la fontaine des Innocents les espiciers le prirent jusqu'au Châtelet où ils furent relevés par les changeurs et dans la rue de la Calandre par les merciers; puis, à l'hôtel d'Anjou par les pelletiers, et devant Saint-Antoine par les bouchers, qui le portèrent jusqu'au palais des Tournelles, car c'était la confrérie puissante et bien-aimée.

Les bons bourgeois attendaient qu'à son arrivée le jeune roi abolirait les impôts pesants, et ferait maintes grâces aux prisonniers enfermés ès liens; la chose n'était pas possible; Henri n'avait porté ni denier ni maille de son royaume d'Angleterre; il avait besoin d'argent. Est-il donc étonnant qu'il laissât les impôts? Et puis on conjurait autour de lui; il ne pouvait dès lors mettre en liberté ceux qui faisaient maintes trames contre sa couronne. Cette double nécessité rendit son gouvernement impopulaire dans les halles. Enfin, comme dernière faute, au lieu de se faire sacrer par l'évêque de Paris dans Notre-Dame, le jeune Henri fut couronné par le cardinal de Winchester, ce qui fit un très-mauvais effet parmi les clercs; le serment d'allégeance fut néanmoins renouvelé².

La cause principale des succès de Charles VII avait été l'alliance avec le duc de Bretagne qui s'était déjà séparé de Henri VI; et par une inconcevable imprudence, le duc de Bedford s'aliéna également le duc de Bourgogne. Le premier motif de la querelle était survenu à l'occasion d'Orléans, que le duc de Bourgogne voulait avoir en dépôt. La méfiance des Anglais provoqua le rapprochement de Charles VII et de son cousin de Bourgogne. Vainement le jeune roi anglais avait

¹ Grande chroniq. de France, ad ann. 1430, et Journal des bourgeois, *ibid.*

² Reg. du parlement, ad ann. 1430.

créé pour lui la lieutenance générale du royaume; cette concession ne produisit qu'une faible réconciliation; de nouvelles jalousies s'élevèrent. Enfin, par l'intermédiaire du duc de Bourbon, le duc de Bourgogne consentit aux conférences d'Arras.

Ces conférences si célèbres avaient été d'abord provoquées par le concile de Bâle et le pape Eugène, qui voyaient avec douleur la chrétienté troublée par cette querelle entre les deux prétendants à la couronne de France; les conférences avaient toutes les formes des congrès. Il faut le remarquer dans l'histoire des transactions diplomatiques : la médiation de la puissance ecclésiastique est la plus ancienne; elle a servi de modèle et de précédents à toutes les autres médiations qui depuis sont devenues un des éléments des traités.

Charles VII avait député au congrès d'Arras le duc de Bourbon, le comte de Richemont, connétable de France, qui, ayant épousé les deux sœurs du duc de Bourgogne, devaient exercer sur l'esprit de ce haut vassal une grande influence. Pour atténuer l'effet de cette conduite habile, le roi d'Angleterre Henri VI avait remis des pouvoirs étendus au duc de Bourgogne lui-même : mais, dans le fait, le cardinal de Winchester était seul chargé de la négociation; c'était lui qui devait décider les conditions du traité. Le duc de Bourgogne, médiateur et partie dans le congrès d'Arras, agissait en personne, et ne s'était fait représenter que pour la forme par les évêques de Liège et de Gand, clercs fort instruits et très-savants.

Toutefois les médiateurs, seuls revêtus d'un titre positif, étaient les légats du pape; ils demandèrent à toutes les parties le résumé de leurs propositions de paix. Elles se trouvèrent, ces propositions, tellement éloignées, tellement différentes les unes des autres, qu'il fut reconnu impossible, dès l'ouverture du congrès, d'arriver à un rapprochement. Les Anglais partirent du principe que Charles n'avait aucun droit à la couronne; Charles raisonnait d'après une base absolument opposée, c'est-à-dire qu'Henri VI n'avait également aucun droit.

Quand il s'agit de dresser les propositions par écrit, Charles offrit à Henri la possession des deux provinces de la Guienne et de la Normandie, sans hommage et en toute propriété. Les plénipotentiaires anglais ne voulurent point renoncer pour Henri VI au titre de roi de France; ils offrirent de leur côté à Charles VII la dignité de dauphin avec plusieurs provinces à titre d'apanage. Ces conditions furent repoussées de part et d'autre. Le congrès fut rompu; on reconnut

l'impossibilité de s'entendre. Cependant la conférence d'Arras eut un immense résultat, le rapprochement de Charles VII et du duc de Bourgogne. La mission des deux légats médiateurs consistait d'abord à préparer la paix entre les rois de France et d'Angleterre, et, s'ils ne pouvaient y parvenir, ils devaient assurer la bonne intelligence de Charles VII et du duc de Bourgogne; ce résultat fut obtenu. Il était décisif; on l'avait acheté par des concessions nombreuses ¹.

Dans le traité, le roi Charles VII déclara d'abord qu'il désavouait hautement le meurtre du duc de Bourgogne; il disait par serment que cet attentat lui avait toujours déplu. « Monseigneur le roi était bien jeune, et enfant alors; il avait petite connaissance du cas dont il s'agissait; » Charles de France devait déclarer le nom des coupables dudit meurtre et les chasser hors de sa présence; de plus, fonder une sainte chapelle à Montereau-sur-Yonne, et là y établir douze bons chartreux de l'église de Dijon pour prier sans cesse et pleurer le deuil de monseigneur le duc. « Indépendamment de ces saintes obligations, le roi devait payer à monseigneur de Bourgogne cinquante mille écus d'or pour compensation des pierreries et bijoux et du beau collier dudit monseigneur, lequel avait été saisi au cou dudit le jour de sa mort au pont de Montereau ². »

Comme concession territoriale, le duc de Bourgogne se faisait abandonner à lui et à ses hoirs, à perpétuité, les comtés de Mâcon, d'Auxerre, la seigneurie de Bar-sur-Seine, et en outre toutes les villes qui bordaient la Somme, telles que Saint-Quentin, Corbie, Amiens, Abbeville, Crèvecœur, Arleux et Mortagne, lesquelles reviendraient au roi lorsqu'il payerait au duc de Bourgogne quatre cent mille écus d'or. Une de ces stipulations sortait tout entière des règles fondamentales de la féodalité: « Mondit seigneur de Bourgogne ne sera tenu de faire foi et hommage ni service au roi des terres et seigneuries qu'il tient à présent du royaume de France, ni de celles qui lui pourront échoir. » Une autre clause plus inusitée encore portait: « Tous les vassaux et sujets dudit duc ne seront point contraints d'obéir aux mandements de monseigneur le roi pour service militaire ou autre, quand même ils tiendraient des fiefs dépendants de la couronne. »

¹ Pour la conférence ou le congrès d'Arras, comparez Rymer, *Actes publics*, tome V, p. 1; *Trésor des chartes*, regist. du parl., 1433; Monstrelet, *chroniq.*, *ibid.*

² *Trésor des chartes*, Bourgogne, 1433.

Ces diverses clauses sont à remarquer dans l'histoire du droit féodal ; elles tendent à consacrer l'indépendance absolue des grands vassaux ; la pensée du duc de Bourgogne était, tôt ou tard, de s'affranchir de l'hommage, et de créer une souveraineté libre de tout rapport de sujétion envers la France ; non-seulement il stipulait cette indépendance pour lui-même, mais encore pour ses vassaux. Le double résultat qu'il voulait obtenir était celui-ci : d'abord la constitution d'un royaume de Bourgogne renouvelé des vieux temps de la conquête, ensuite l'affranchissement complet à l'égard des arrière-vassaux de la juridiction du roi de France.

Après avoir stipulé pour lui-même, le duc de Bourgogne obtint une amnistie absolue pour tous ses partisans qui avaient porté la croix de Saint-André lors des troubles de Paris et des principales villes de France ; une abolition générale pour toutes les confiscations devait s'ensuivre, et les propriétés, quelle que fût leur nature, devaient revenir à leur ancien maître ; « et tant, y est-il dit, le roi Charles met de prix à la pleine exécution de ladite paix, que si jamais il venait à l'enfreindre, il veut que ses propres sujets cessent de lui obéir et de le servir. » Je considère le congrès d'Arras et le traité qui s'ensuivit comme une des circonstances importantes qui marquent le passage du droit féodal au système monarchique en Europe. Le haut vasselage cherche à briser ses liens, à se séparer de sa grande hiérarchie pour devenir lui-même souveraineté indépendante ; de cette nouvelle tendance devait naître un plus grand morcellement de souverainetés, mais chacune d'elles conserver un caractère libre et absolu.

Quant aux Anglais, dans la situation de leurs affaires en France, ils firent une grande faute de repousser les conditions proposées à Arras. Ils n'étaient plus en position de conserver le trône. Dès que Charles VII avait conquis l'appui des ducs de Bretagne et de Bourgogne, dès que son pouvoir était passé des chefs des compagnies, aux représentants des grands vassaux, la couronne devait tomber dans ses mains : c'est ce qui arriva. Le duc de Bedford, qui prévoyait le résultat définitif de la guerre, en conçut une telle douleur qu'il mourut, laissant le gouvernement au pouvoir du duc d'York, incapable de conduire à bonne fin les affaires des Anglais en France. Il y avait surtout cela de décisif dans le traité d'Arras, qu'il rapprochait le roi Charles VII du duc de Bourgogne, alors la plus grande popularité des halles de Paris. Dès le traité d'Arras, il se forma, parmi les bourgeois

et métiers de cette grande cité, une opinion puissante en faveur de la restauration légitime ; la cause des Anglais perdait chaque jour de sa force, et, lorsque mourut la reine Isabelle, dame si anglaise et si légère, elle obtint à peine un coin de sépulture à Saint-Denis, où quelques moines la portèrent en bateau sur la Seine, tant elle avait perdu de son crédit, tant on avait peur des archers et gens d'armes de Charles VII ¹.

On était si pressé dans Paris que les bourgeois songèrent à traiter avec le roi et à obtenir de belles conditions d'amnistie. Des envoyés des métiers étaient venus jusqu'à Bourges, et là il fut convenu que le roi rentrerait dans sa bonne ville, mais que personne ne serait recherché, et qu'on conserverait à chacun ses privilèges. Des chartes, scellées du scel royal, contiennent cette promesse ; le duc de Bourgogne y mit également son scel comme garantie.

La chose étant ainsi arrangée, le vendredi 13 avril 1436 les bourgeois de Paris firent prévenir le duc de Bourgogne et le connétable que tout était prêt pour un mouvement ; qu'ils eussent donc à le seconder, en s'avancant avec un corps d'archers ou de gens d'armes ; ce qui fut fait. Alors le maréchal de l'Isle-Adam vint tout près des murs ; il avait en main des lettres d'abolition revêtues du sceau royal : il les montra aux bourgeois, les admonestant : « Bons bourgeois, dit-il, rentrez sous l'obéissance du roi Charles ; il s'est réconcilié avec le duc de Bourgogne votre spécial ami ; il vous traitera donc comme bons sujets et amis. » En finissant ces paroles, le maréchal de l'Isle-Adam escaladait les murailles et montrait l'étendard fleurdelisé.

Alors se manifestait aux halles un mouvement favorable à la cause royale ; partout l'on criait dans les rues : *Vive le roi ! vive la paix ! vive monseigneur de Bourgogne !* Les Anglais sont chassés et poursuivis de quartier en quartier ; les Parisiens prennent tous la croix de France mi-partie de Bourgogne ; les portes sont ouvertes au connétable et à ses maréchaux, et monseigneur le connétable criait : « Mes bons amis, le roi Charles vous remercie mille fois de ce que si doucement lui avez rendu la maîtresse ville de son royaume, et si quelqu'un a commis méfait envers monsieur le roi, tout lui est pardonné, » et les bourgeois applaudissaient à ces paroles. Chose très-bonne à dire, la

¹ Journal d'un bourgeois de Paris, ad ann. 1435.

mesure de blé, qui se vendait la veille cinquante sous, se donnait le lendemain pour vingt ¹.

Et les choses ne s'arrêtèrent point là ; le connétable fit ce qu'il avait promis. On publia au son de trompe à l'hôtel de ville et en l'église de Notre-Dame des listes d'amnistie et de privilèges pour toutes les anciennes libertés de Paris. Le seigneur de Ternant, très-aimé des habitants, fut institué prévôt, et la prévôté des marchands conservée fut également confiée à un bon bourgeois du nom de Luillier. C'était là de la générosité, car il y avait eu bien des traitres et félons. Par exemple, qu'allait-on faire à l'égard du parlement de Paris ? Il avait donné des preuves nombreuses de sa fidélité envers le duc de Bedford ; il ne s'était pas hâté d'adhérer à la royauté de Charles VII, et il avait intitulé ses actes jusqu'au dernier moment du nom de Henri VI. Cependant Philippe de Morvillié, président, se rendit auprès du connétable, et lui dit : « Monseigneur, quant aux affaires de la justice, nous sommes prêts à faire la volonté du roi, et de nous employer à son service comme ses bons sujets ; mais nous ne pouvons nous assembler sans avoir reçu sa volonté royale. — Chers et féaux, répondit le connétable, je vous conseille d'écrire au roi au sujet de la réduction de sa bonne ville et de l'état présent de la justice, car elle dépend de lui ². »

« Eh ! monseigneur, répondirent les magistrats, mais la justice ira en périliclitant, et les procès des parties ne pourront être jugés. — Eh bien, faites en attendant bonne justice, puis monseigneur le roi vous confirmera lors de son arrivée. » Toutes les juridictions furent ainsi rétablies ; la cour des comptes, le Châtelet ouvrirent leurs audiences.

Cette restauration fut, de toutes celles que présente l'histoire de France, la plus douce, la moins réactionnaire : tout se maintint dans les formes et les conditions existantes ; le duc de Bourgogne intervint encore, et par sa médiation, la transition du gouvernement anglais à celui de Charles VII fut imperceptible.

¹ Comparez Monstrelet, ad ann. 1436; reg. du parlement et le Journal d'un bourgeois de Paris, *ibid*.

² Reg. du parlement, ad ann. 1436.

CHAPITRE XLII.

1436 — 1433.

Situation des opinions. — Haines entre la chevalerie et les bourgeois. — Actes législatifs. — La Pragmatique. — Taille perpétuelle. — Armée permanente. — Coutumier général.

La restauration de Charles VII n'avait point opéré la réconciliation absolue de la chevalerie et des bourgeois ; les gentilshommes s'étaient montrés éclatants de belles armures et d'orfèvrerie lors de l'entrée du roi à Paris ; le bâtard d'Orléans avait mené la grande bataille où l'on voyait bien 800 fusts de lances ¹, et il y avait barons, chevaliers et escuyers qui étaient habillés moult richement, et leurs chevaux couverts d'orfèvrerie blanche, de drap d'or, de velours, de soye et de laine.

Ce luxe, cet orgueil des chevaliers, signalaient bien qu'ils considéraient la restauration royale comme leur propre ouvrage, et quoique dans toutes les rues se fissent entendre les cris et les acclamations populaires de *Noël ! Noël !* il était facile d'apercevoir que les halles et métiers n'étaient pas enthousiastes du triomphe de la chevalerie ; les mêmes répugnances existaient, et l'on trouve une expression vive et saillante de ces répugnances entre les deux classes dans le quadrilogue invectif d'Alain Chartier ². « Ah ! maudite chevalerie ! que vais-je devenir ? s'écrie le peuple ; le pauvre a perdu son espérance ; tout est proie ; ce n'est pas guerre, c'est privée roberie. Les armes sont criées et les étendards levés contre les ennemis ; mais les exploits sont contre moi ; regarde, mère France, le soc est tourné en glaive et chevalerie en pillage. »

¹ Alain Chartier, Chroniq. de Charles VII, ad ann. 1437, raconte en détail cette belle cérémonie.

² Quadrilogue invectif fait par maître Alain Chartier, édition de 1607, page 402.

« Peuple séduit et léger, répond le chevalier, tu te plains de moi, et ne peux soutenir la guerre ; requiers Dieu qu'il te pardonne ta folie ; combien est-il de haults hommes et de nobles dames exilés de leur pays et mal reçus en d'autres ! quantes males nuits et disette de boire et de manger souffrent ceux qui le mestier de la guerre fréquentent, chargés de fer, au vent et à la pluye, sans autre couverture que du ciel, et y perdent souvent leurs chevaulx et leur châtél, tandis qu'un gros bourgeois, un riche chanoine employe son temps à manger et à dormir. »

« O noblesse ! si aucune répréhension se peut trouver au populaire, n'est-elle pas fondée sur ton vivant en bombance, avec la grande lâcheté de gendarmerie et infidélité de la chose publique. »

« Tu fais tes plaintes, réplique le chevalier, de la vanité des pompes et dissolution des gentilshommes, et c'est bien à malescient, car quelle plus grande dissolution qu'en ton corps ! je vois un valet cousturier et la femme d'un homme de bas état, porter l'habit d'un vaillant chevalier et d'une noble dame en cour de prince ! »

Ces plaintes réciproques montraient la vive et profonde haine qui existait entre les deux classes de noblesse et de bourgeoisie. La misère, dont ils s'accusaient mutuellement d'être les auteurs, existait à Paris et dans les campagnes, et un des premiers actes de Charles VII fut d'ordonner la démolition ou la réparation des maisons qui tombaient en ruine par suite de la guerre civile ¹.

Tant que le règne de Charles VII ne consiste qu'en batailles, il est difficile de suivre une pensée législative, et de préciser les progrès de l'administration. Quand un grand royaume était à recouvrer par les gens d'armes, le premier besoin était d'avoir des succès de guerre et de lever de vaillants hommes. Peu d'actes législatifs restent de cette première époque de Charles VII, et tous révèlent ce besoin de conquêtes et de victoires. D'ailleurs, autant le caractère du roi fut politique et réfléchi dans la seconde période de sa vie, autant il se montra léger et dissipé dans son âge d'insouciance et de jeunesse.

Trois grands actes dominant toute la législation de Charles VII une fois rétabli sur son trône : 1° la pragmatique sanction, qui règle toutes les libertés de l'église gallicane ; 2° l'ordonnance qui constitue l'armée permanente et la perpétuité de l'impôt ; 3° la charte

¹ Cod. Louvre, tome XIII, page 261.

qui prescrit la rédaction d'un grand coutumier afin d'uniformiser les règles de la législation provinciale.

Pour expliquer l'acte législatif connu sous le nom de *pragmatique*¹, il faut connaître l'histoire des conciles et de l'Église. On se demande comment, dans des siècles de piété et de catholicisme, de hautes maximes de liberté purent être ainsi posées. Pour s'expliquer ce phénomène historique, on doit surtout se reporter aux conséquences du schisme, à cette lutte de plusieurs pontifes, à cette incertitude d'obéissance dans laquelle toutes les églises nationales étaient en quelque sorte abandonnées. Il fallait bien alors que chaque nation établît elle-même les règles de sa hiérarchie religieuse en dehors du pape; que cette hiérarchie se régularisât indépendamment du chef de l'église catholique.

La pragmatique sanction n'était, à vrai dire, que l'application à l'église de France des actes des conciles de Constance et de Bâle. Ces grandes assemblées avaient établi sur des bases fixes et régulières les rapports des évêques et du pape, et particulièrement la suprématie de l'église universelle : des députés du concile de Bâle s'étaient rendus auprès de Charles VII, et dans une assemblée de princes, seigneurs, prélats et bourgeois, les principes du saint concile furent adoptés. La pragmatique, dans la langue des chartes et de la diplomatie, ne signifie qu'un acte législatif concerté avec les grands et les barons du royaume. Comme il s'agissait ici de l'Église, on crut cet assentiment indispensable pour donner plus de force à l'acte législatif.

Les maximes qui furent ainsi établies n'étaient pas nouvelles; Louis IX avait déjà réglé la constitution de l'église nationale; la pragmatique ne faisait que les étendre et les développer; elle posait les règles suivantes : « Le concile œcuménique est au-dessus du pape. Suivant les anciens usages, on procédera par voix d'élection pour remplir les vacances des métropoles et autres dignités. Les évêques seront maintenus dans leurs droits de collation; le pape ne pourra nommer à un bénéfice vacant que dans le cas où l'évêque en aurait dix à sa nomination, et à deux lorsqu'il en possédera cinquante. Aucun évêque ni clerc ne pourra être obligé d'aller plaider à Rome, et en cas d'appel

¹ Il fut publié à Bourges, 30 juin 1438. Côme Guynier en a publié en 1476 un savant commentaire. Voyez l'excellente édition de François Pinson. Paris, 1666, in-8°.

le pape devra toujours déléguer des juges *in partibus* ; aucun clerc ne pourra être distrait de son juge naturel et cité à quatre journées de son diocèse ; les cardinaux reconnus ne pourront dépasser le nombre de vingt-quatre ; on ne payera plus aucune annate au saint-siège , sous peine de simonie ; le pape sera déféré lui-même au prochain concile , s'il percevait ces annualités ; les excommunications seront restreintes en cas d'infamie et d'impiété constatée , et ne pourront avoir lieu contre des cités ou des agrégations d'hommes ¹. »

Ces lettres furent enregistrées au parlement le 3 juillet 1439, ainsi qu'il en conste par les registres de cette cour suprême. On peut conclure de la formule adoptée pour cet enregistrement, que dès cette époque tous les actes des conciles n'étaient admis en France qu'après la sanction royale, « La cour , est-il dit , n'entend recevoir lesdites lettres sinon en tant et pour en faire ainsi que le roi sur ce consulté fera, ni que les monitions et fulminations d'icelles comprennent la cour ni les sujets du roi aucunement, ni que de ladite présentation et réception desdites lettres l'on se puisse aider, sinon en tant que le roi notredit sire les recevra ². » Il fut toujours en maxime que, même pour les matières ecclésiastiques, les rois conservaient une suprématie sur l'église nationale : la souveraineté comprend tous les actes extérieurs, et aucune autre puissance qu'elle-même ne peut gouverner. De là est née cette maxime, que toute bulle, tout acte ecclésiastique émané de Rome ou d'un concile doit être soumis, soit à la puissance royale, soit au corps qu'elle a désigné pour son examen.

En même temps les coutumes judiciaires se régularisaient. On a vu les progrès de la législation coutumière opposés au *corpus juris* des Romains et aux nouvelles de Justinien. Comme le territoire se morcelait en mille souverainetés diverses, mille usages également dominaient la législation du pays. Ainsi qu'on l'a dit, il n'était pas de petits comtés, de petits villages avec leurs clochers élancés, leurs maires ou leurs seigneurs, qui n'eussent leur coutume écrite ou abandonnée à la mémoire des prud'hommes. Et quelles coutumes ! Ici la dot était admise pour la jeune fille ; là elle n'apportait que la flor vermeille et son capel ; ici le partage avait lieu par l'égalité de la roture ; en d'autres lieux, le préciput pour l'aîné. Parlerai-je des

¹ Aux preuves des libertés de l'église gallicane. Reg. du parlement, 1437 ; conférer en outre Pasquier et Dutillet.

² Reg. du parl., 1439.

bizarreries féodales, des péages, des sujétions de mille espèces auxquelles étaient soumis le mariage, la naissance, le vasselage? Chaque clocher, chaque règle. Vais-je vous conter la bonne coutume de la seigneurie de Blanquefort? Là le seigneur avait le droit héréditaire de défloration sur toutes ses gentes vassales, et le mari prêtait la main afin que ledit sire goûtât plus délicieusement la flor d'amour ¹. Dans la seigneurie de Crèvecœur, une vieille coutume des sires de Montmorency voulait que le barbier de ladite vicomté fît la barbe deux fois l'an audit vicomte et à ses gentilshommes, et au cas où il y aurait fille pucelle audit châtel, ledit chirurgien-barbier était tenu, le jour de ses fiançailles et nocces de faire usage de son art discrètement et secrètement ². De là était née la grande puissance du droit romain, substituant des règles uniformes à cette législation désordonnée. Plusieurs tentatives avaient été faites pour arriver à la rédaction uniforme des coutumes; trop d'obstacles s'y opposaient. Comment le seigneur féodal aurait-il souffert que, sous prétexte de la rédaction de ses coutumes, des officiers royaux eussent troublé la juridiction de ses domaines? Lorsque Charles VII eut assis la puissance royale sur de plus fortes bases, il osa prescrire cette rédaction uniforme dans un registre connu et écrit sous le nom de *grand Coutumier*: il arrivait par là à un résultat désiré par le peuple, qui était dévoré par les procès et les gens d'affaires, huissiers, procureurs, grands mangeurs d'argent, et à un autre résultat plus politique, celui de préparer une législation unique, et par conséquent une monarchie puissante et régulatrice. L'ordonnance sur la rédaction des coutumes est trop curieuse pour n'être pas rapportée. Elle disait: « que tous les praticiens et coutumiers du royaume rédigeront par écrit les usages, styles et coutumes de chaque sénéchaussée, bailliage et province; chacune d'icelles coutumes devait servir de règle et de forme pour les jugements, sans qu'il puisse jamais être invoqué les dires et témoignages à l'encontre, ou proposé autres coutumes, usages ou styles que ceux accordés ou décrétés; il était ordonné qu'on ne porterait au parlement que les causes qui de leur nature devaient y être introduites, à savoir: les causes du domaine, des pairs de France, des terres tenues en pairie,

¹ *Maritus ipso femora nuptiæ aperiet, ut dictus dominus primum virginis florem primitiasque delibet facilius.* (Cartul. de la Sénéchaussée de Guienne.)

² *Pilos detendere cunni*, extrait du Chartier de Crèvecœur.

des apanages, des prélats, chapitres, comtes, barons, villes, communautés, échevins et autres, qui, par anciens privilèges, devaient ressortir du parlement; enfin les causes d'appel. Le roi ordonnait encore l'abrégement des procédures multipliées à l'infini par l'industrie et l'engin des procureurs, et pour mettre terme à tous les abus, une disposition remarquable portait : Nos juges n'obéiront à nos lettres sinon qu'elles soient civiles et raisonnables; voulons que les parties les puissent débattre et que les juges les entendent, et s'ils trouvent lesdites lettres inciviles ou subreptices, que par leurs sentences, ils les déclarent telles¹. » Cette ordonnance était, comme on le voit, un retour vers les grandes maximes de la justice et de l'indépendance des corps judiciaires.

Sous le rapport de l'administration générale, l'acte le plus curieux du règne de Charles VII est son ordonnance sur la taille perpétuelle et les compagnies permanentes; ces deux idées se tenaient entre elles dans le moyen âge. Les subsides demandés aux états généraux, tout établissement de taille, contribution, aide, de quelque nature que ce fût, avait le plus souvent pour objet la levée, l'habillement des gens de guerre; la taille surtout y était spécialement destinée. On a dit que Charles VII inventa la taille, c'est une erreur; cette forme d'impôt existait; on levait sous ce titre et sur chaque feu une certaine somme de contribution; mais la permanence ou la perpétuité de l'impôt appartient essentiellement à Charles VII.

L'ordonnance pouvait se motiver sur une grande pensée du bien public, la répression des désordres des gens de guerre; on avait recouru à plusieurs mesures; on avait mis les soudards à la charge de chaque localité; les ordonnances font mention également de la taille pour l'ost; ici il ne s'agissait plus d'une taille instantanément levée pour un objet déterminé, mais d'un impôt permanent modéré dans son principe, qui, toujours agrandi par la suite, devint une des charges les plus pesantes pour le peuple.

Comme mesure correspondante à l'établissement de la taille, le roi congédia tous les routiers, soldats, mercenaires, et substitua quinze compagnies de cent lances chacune; chaque lance ou homme d'armes devait avoir à sa suite trois archers, un coutelier et un page, tous montés sur beaux et hauts chevaux; chaque compagnie était placée aux

¹ Comparez ordonnance du Louvre, 1454, et reg. du parlement, 7 juin 1454.

ordres de capitaines vaillants et sages ; la masse de toutes ces compagnies formait donc 9000 hommes. La paye était ainsi réglée : pour chaque homme d'armes, 10 livres par mois ; pour chaque coutelier ou brigandin, 100 sous ; pour l'archer 4 livres ; pour le page 60 sous. Tout luxe leur était interdit ; ils ne pouvaient conduire avec eux ni le faucon de chasse, ni le chien, fidèle compagnon, ni les femmes qui débauchaient et desbandaient les archers ; toute compagnie était soumise aux monstres et inspections, puis à la police des villes tant qu'elles y résidaient ; c'est là que les archers devaient recevoir leur solde et l'y dépenser ¹.

On peut considérer cette double mesure d'une taille perpétuelle et d'une armée permanente comme la plus grande révolution dans les habitudes militaires et les formes politiques du moyen âge. Charles VII trouva un prétexte plausible à une telle innovation ; il put faire valoir les désordres des gens de guerre, la nécessité de régulariser et de solder les compagnies de gens d'armes ; les résultats n'en furent pas moins immenses. Tout le système d'impôt au moyen âge, sauf les aides aux cas déterminés, consistait dans les dons volontaires, librement consentis, soit par le vassal, soit par une assemblée d'états généraux. De là une nécessité toujours vivante pour le souverain de recourir à ces vassaux ou à ces états, de les réunir en assemblée, de provoquer leurs votes et leur assentiment : c'était donc une grande garantie pour la liberté ; une fois la taille permanente établie, qu'était-il besoin d'appeler des assemblées bruyantes et tumultueuses ? A quoi bon réunir ces bourgeois avarés, ces clercs disputeurs, ces vassaux turbulents ? La taille suffisait au roi ; elle n'était d'abord que spécialement appliquée aux compagnies d'ordonnance. Plus tard on l'étendit à tous les services réguliers, de sorte qu'il ne fut plus nécessaire de subir les remontrances des états généraux, ce qui opéra une révolution immense dans les prérogatives de la royauté.

Ensuite, la permanence de certaines compagnies soldées donnait à la puissance royale une force toujours active, toujours présente : elle ne l'obligeait plus à recourir pour les batailles à l'appui de la chevalerie ; les compagnies d'ordonnance régulièrement organisées étaient le premier germe des armées permanentes qui ont changé le

¹ Trésor des chartes, ann. 1439 ; Orléans, 2 novembre 1439 ; Cod. Louvre, tome XIII, page 309.

droit public et les formes politiques de l'Europe. Le seizième siècle est dominé par la création de ces armées régulières qui effacèrent peu à peu l'éclat de la noblesse. Dès lors plus de tournois, plus de nobles batailles, plus de gentilhommerie et de manoirs; c'est la royauté bourgeoise de Louis XI qui apparaît et commence.

CHAPITRE XLIII.

1436 — 1445.

Caractères de la restauration de Charles VII. — Influence de la bourgeoisie. — Actes contre les gentilshommes. — Révolte des barons et des gens d'armes. — Pacification. — Nouveaux griefs de la gentilhommerie. — Conseil des barons, — Conspiration du dauphin. — Actes du gouvernement de Charles VII.

Le rétablissement de la royauté légitime, à Paris, était un événement trop décisif pour ne point empreindre d'un esprit nouveau les actes du conseil. Ce n'était plus, et ce ne pouvait plus être, cette royauté d'aventures, de prouesses, de chevalerie et de grandes routes. Désormais établie dans le centre commun de la bourgeoisie, la couronne pour se maintenir avait besoin de plaire à la classe des bourgeois et du peuple ; Charles VII subit par un instinct naturel cette nécessité ; une série d'actes constate sa sollicitude toute paternelle pour les habitants de Paris ; une charte ordonne, pour l'embellissement de la ville et la sûreté des manants, de réparer les maisons, églises et remparts ¹. La garde de la ville fut confiée de nouveau aux prévôts des marchands et échevins élus des halles ². Le roi réduisit le nombre des sergents ; il fixa, par une ordonnance, premier exemple en ce genre, le prix du pain et les droits des meuniers ³ ; des exemptions d'impôts et des grandes franchises furent accordées à ceux qui viendraient habiter Paris ⁴. Enfin, une ordonnance judiciaire simplifia les procédures pour l'expropriation, pour la majorité judiciaire et le taux de l'intérêt de l'argent.

Ces actes tout favorables aux habitants de Paris et à la bourgeoisie,

¹ Cod. Louvre, tome XIII, page 291.

² *Ibid.*, page 291.

³ *Ibid.*, page 303.

⁴ *Ibid.*, page 358.

ne blessaient pas essentiellement les habitudes des nobles, hommes d'armes, puissants seigneurs ; mais il y en eut d'autres, dans l'intérêt de l'ordre général et des populations, qui soulevèrent l'indignation de la gentilhommerie ; les chefs des grandes compagnies, tous ces bâtards, lesquels avaient servi avec loyauté la cause perdue de Charles VII, vivaient de cette vie d'aventures et de pillage ; devenu roi civil et politique, en quelque sorte, Charles VII ne pouvait plus favoriser ce besoin de désordre ; un mandement au prévôt de Paris enjoignait d'arrêter les gens de guerre qui faisaient dommage aux bourgeois, paysans, sujets fidèles du roi. C'était au prévôt de Paris, chef des halles, qu'on confiait cette mission. Le besoin d'argent, et le désir qu'avait le prince d'alléger les charges du peuple, lui firent lancer un mandement non moins impopulaire parmi la gentilhommerie ; il enjoignit à tous les possédants fiefs, de dresser l'aveu et dénombrement des terres qu'ils tenaient de la couronne, afin que le roi pût faire rentrer lesdites terres en son domaine ¹. Enfin la révolution opérée par l'établissement des compagnies d'ordonnance et d'une taille fixe, avait des conséquences trop sérieuses pour ne pas exciter quelques-unes des grandes résistances féodales.

La levée d'armes se fit par nombre de capitaines, le sire de la Trémoille, le comte de Vendôme, de Dunois, les bâtards de Bourbon et d'Alençon ; c'était donc le parti de la gentilhommerie batailleuse et aventurière. Les grands feudataires, les ducs de Bourgogne et de Bretagne, ne prirent point part à cette ligue. Comme il leur fallait un gage et une garantie, les gens d'armes enlevèrent avec eux monseigneur le dauphin, qui les suivit très-volontiers. C'était alors un usage que ces enlèvements de l'héritier de la couronne par les gentilshommes mécontents ; car ils ne sortaient pas de leur fidélité, et puis, il leur était plus facile de traiter avec cet otage, lorsque la victoire ne servait pas leur gonfanon rebelle. Cette prise d'armes fut tellement désordonnée que les chroniqueurs, et Alain Chartier par dessus tous, la nomment *praguerie*, et la comparent aux fureurs cruelles qui ensanglantaient la Hongrie à l'occasion de Jean Huss et Jérôme de Prague ².

Charles VII s'appuyant sur la bourgeoisie, et une portion des gens

¹ Collect. du Louvre, tome XIII.

² Alain Chartier, ann. 1439.

d'armes réguliers qui n'avaient point trahi sa cause, marcha contre les chefs de ces troupes turbulentes ; ne pouvant absolument les vaincre, il traita avec eux ; tous rentrèrent en grâce : monseigneur le dauphin obtint le gouvernement de la province du Dauphiné, d'autres de grandes terres ; le seul bâtard de Bourbon, farouche et intraitable seigneur, fut saisi, et la nuit, bien obscurément, on l'expédia cossu dans un sac, en la bonne rivière de la Garonne.

La situation du royaume était profondément malheureuse ; il était désolé non-seulement par le fléau de la guerre, mais encore par une de ces épidémies qui, au sein des populations crédules, sales et corrompues du moyen âge, décimaient impitoyablement des malheureux entassés dans des rues étroites, remplissant les églises pour la prière ; on lit avec un épouvantable étonnement qu'à Paris seulement plus de cinquante mille âmes furent enlevées dans l'épidémie de 1439.

En présence de ces misères de la vie, les nobles et gentilshommes étalaient tout le luxe et la licence des castels et des manoirs. Une nouvelle ordonnance fixa encore les rangs, assigna les vêtements à chaque métier, à chaque condition. Elle était renouvelée des vieilles prescriptions de Philippe le Bel et de Charles V. Ces ordonnances n'avaient qu'une durée éphémère, car il était impossible de réprimer le luxe de la gentilhommerie et des bourgeois. On pouvait bien dans les cours plénières, au milieu des tournois, fixer le rang et l'office de chacun des barons, ducs et pairs, régler leur costume de chevalerie et de belle cérémonie ; mais en dehors de cette vie compassée, on ne pouvait prescrire longtemps le costume de la noble dame sur sa haquenée, portant toque de soie, tunique blanche et soulier à la poulaine long d'un pied, et le vêtement du bon bourgeois se parant le dimanche dans son banc de marguillier à Saint-Eustache ou à Saint-Roch.

Un autre mouvement féodal, plus large et plus complet, se prépara contre les dernières mesures de Charles VII ; ce fut une ligue du bien public, comme elles se faisaient toutes dans ce passage des institutions du moyen âge à la royauté régulière ; les ducs de Bourgogne et d'Orléans s'en déclarèrent les chefs ; celle-ci était territoriale et dans les intérêts de la féodalité. Le but de la ligue et confédération était une réforme de l'État ; car toutes les fois qu'on voyait le duc de Bourgogne dans un mouvement, on était sûr d'y rencontrer aussi les nobles et le peuple, et d'y entendre leurs droits défendus. Les princes

se réunirent à Nevers; ils rédigèrent un grand rôle de toutes leurs remontrances ¹; ils appelèrent la paix avec le roi d'Angleterre, l'abréviation des procès et de justice, l'érection des conseillers et présidents du parlement, la diminution des tailles inexorables, imposées sur le peuple; « ensuite, il était de toute nécessité que le roi donnât un sauf-conduit à monseigneur de Bretagne pour venir traiter de ses intérêts, qu'il lui plût commettre personnes sages pour le fait des offices; et vu la pauvreté du commun, les princes requièrent ledit roi de renoncer aux tailles excessives dont le peuple est insupportablement foulé, et telles tailles ne peuvent se mettre sans appeler les états du royaume; enfin qu'il plaise élire pour son grand conseil gens notables. »

Monseigneur le roi fit assembler son conseil et répondit : « Que la paix avec le roi d'Angleterre n'était pas chose facile, attendu que le duc d'York avait positivement déclaré que le roi d'Angleterre ne voulait tenir ses terres de France en hommage de personne, et qu'ainsi il était impossible de céder aucune terre à l'Anglais, qui se refusait de faire ce que ses prédécesseurs avaient toujours consenti. » Pour le fait de la justice, que le choix desdits magistrats devait appartenir à sa majesté qui seule pouvait connaître leur capacité et leur bon vouloir de justice; que deux de ces juges et conseillers étaient même au choix du duc de Bourgogne comme il était convenu à Arras. Pour le fait du gouverneur et des aides, le conseil disait « que le roi, de son autorité royale, pouvait asseoir impôt, et qu'il n'était nul besoin d'assembler les états généraux pour mettre tailles; que d'ailleurs plusieurs provinces avaient demandé d'être dispensées de se réunir en états, vu les grandes dépenses; elles se bornaient à envoyer la commission aux élus sous le bon plaisir du roi ². »

Ensuite le conseil répondait aux griefs particuliers à chacun des princes; il cherchait pour tous, des excuses plus ou moins motivées; mais ce n'était pas avec des mots seuls que les princes pouvaient être calmés; toutefois les ducs de Bourgogne et de Bretagne, désintéressés par le roi, se détachèrent de la ligue; il n'y resta plus que les ducs de Bourbon, d'Alençon et le comte de Vendôme, tous trois chefs de grande compagnie et à la tête de ces soudards vigoureux qui tourmen-

¹ Monstrelet, n° 187-191.

² Cette insouciance populaire prépara plus tard la désuétude des états généraux.

taient alors les provinces. Cette queue de ligue ne se montra pas tout à coup par les armes ; elle se réservait pour des temps meilleurs.

A mesure que le roi étendait ses conquêtes, il organisait autour de lui ces institutions monarchiques qui pouvaient affermir son pouvoir. Jusqu'ici le parlement de Paris avait été une institution unique, comprenant dans son ressort l'universalité du territoire. Lorsque le dauphin quitta Paris, il ne trouva d'autres ressources que de réunir quelques conseillers fidèles qui avaient suivi sa fortune, et d'instituer à Poitiers un nouveau parlement à l'instar de celui de Paris dont il ne reconnaissait pas la légitimité. Mais le parlement institué à Poitiers ou à Paris n'en était pas moins unique ; il avait son caractère propre, son universalité de juridiction ; il n'était établi que parce que le parlement de Paris était considéré comme illégitime et rebelle : aussi, lorsque le roi entra dans son hôtel de Saint-Pol, il se hâta de réunir les magistrats de Poitiers à ceux de Paris, et de ne plus faire qu'un simple et unique parlement.

Plus tard, lorsque la Guienne eut été soumise, le roi tenta une grande innovation ; il brisa par une ordonnance cette juridiction universelle du parlement de Paris, et institua un parlement spécial à Toulouse pour la Langue-doc¹ ; le parlement de Paris n'eut désormais que la juridiction de la Langue-doyl. C'était là une mesure monarchique qui tendait à affaiblir la grande importance du parlement de Paris et de la judicature. Si ce parlement eût conservé son universalité de juridiction, chaque jour agrandissant ses prérogatives, il eût été possible qu'avec le temps son droit d'enregistrement et de remontrance fût devenu un droit législatif ; il eût ainsi pris quelques-uns des caractères et des prérogatives du parlement anglais. En brisant cette unité législative, en plaçant un parlement à côté de celui de Paris, le roi renouvelait une pensée de Philippe le Bel qui institua le premier le parlement de Toulouse ; mais il ne l'avait fondé que d'une manière provisoire et autant que cela lui plairait ; Charles VII le rendit perpétuel au grand détriment et remontrance du parlement de Paris². Ces résistances furent inutiles devant la persévérance du roi.

¹ Les lettres de 1437 n'avaient pas été mises en complète exécution. Cod. Louvre, tome XIII, page 384.

² Il y eut plus tard un traité de fraternité et confédération entre les deux parlements.

Il y a dans la conduite de Charles VII une pensée unique de gouvernement. Après avoir créé ses compagnies de gens d'armes, il institua régulièrement des francs archers, hommes propres à tirer de l'arc, à se servir de l'arbalète dans chaque ville. Ne fallait-il pas s'opposer aux habiles archers et arbalétriers d'Angleterre? « En chaque paroisse devait-il y avoir un franc archer qui se tiendrait constamment en bon habit, salade, dague, espée avec housse, jacques ou brigandine; tous étaient élus par les communaux, parmi les plus propres; on les exemptait de toute charge d'impôts; lesdits francs archers enregistrés par paroisse devaient venir aux ordres du roi toutes les fois qu'ils seraient mandés pour le fait de guerre ¹.

Au moyen de ces francs archers et de l'institution des gens d'armes, Charles VII pouvait se dispenser de réclamer des aides et de convoquer les états généraux. Voilà qu'au milieu de ces projets de régularité et de pouvoir absolu, Charles VII trouva dans les princes et au sein de sa famille même une vive et forte résistance. C'est dès ce moment que se manifeste surtout le caractère de Louis XI, car cette vie si extraordinaire n'attend pas la couronne pour se montrer. J'ai dit que lors de la *praguerie* et ligue des seigneurs, ils avaient enlevé le dauphin pour leur servir comme d'étendard, ce qui passait presque en coutume; car Tanneguy du Châtel n'avait-il pas enlevé monseigneur le dauphin, depuis Charles VII? Le caractère de Louis XI éclata par une conspiration contre le pouvoir royal.

Les desseins de Louis étaient d'arriver au gouvernement avant la mort de son père et de dominer son conseil si mobile, si variable; c'était par la garde étrangère, par les Écossais que le dauphin méditait cette révolution; c'est peut-être à cette circonstance que fut due la confiance absolue de Louis XI pour ces archers, pendant son règne. Louis fut exilé dans son gouvernement du Dauphiné; il y porta l'ardeur de changement, une inquiétude du pouvoir; selon l'usage, il exigea de la province un don de quarante mille écus pour joyeux avènement; il centralisa toutes les juridictions du Dauphiné, et ne laissa plus que deux bailliages et une sénéchaussée. Il fit frapper des monnaies à son effigie; le conseil delphinal, vieux tribunal de la province, fut érigé en parlement. Il conclut des traités avec les Suisses, avec le duc de Savoie, les princes d'Italie, les rois de Navarre, d'Aragon et d'Angleterre ².

¹ Cod. Louvre, tome XIV, 1. — ² Pièces MSS. Recueil de l'abbé Legrand.

Louis XI ne s'est jamais démenti. A peine arrivé à Vienne, il s'unit secrètement avec le duc de Bourgogne et les princes du sang toujours pour changer les conseils de Charles VII. Ces conseils étaient encore composés des capitaines de gens d'armes réguliers, la Hire, Dunois, bons chevaliers opposés également aux pillards des grandes compagnies et aux vassaux hautains du territoire. Qui pouvait se comparer aux prouesses de ces capitaines alors en honneur et puissance auprès de tous ? Il est peu de manuscrits, peu de miniatures contemporaines qui ne reproduisent l'image de ces vaillants hommes avec leurs blasons et émaux ; on en parlait dans les tournois, dans les pas d'armes, dans les grandes fêtes de la chevalerie ; les cartes à jeu étaient peintes de ces figures de Dunois, de la Hire, avec leurs traits roides, leurs pompeux vêtements de cour, tels qu'ils étaient au palais des Tournelles, au milieu des dames, jouant alors avec le langage symbolique *du cœur d'amour, du carreau*, des vieilles arbalètes, de *la pique* des varlets, et *du trèfle*, image de la fleur de lis amaigrie. Le dauphin Louis et les hauts vassaux ne pouvaient souffrir la puissance de ces vaillants conseillers ; ils conspirèrent par les Écossais, mais si secrètement, qu'on n'en eut pas de preuves. On fit procès au parlement de Paris contre le dénonciateur de cette conjuration, qui n'avait pu justifier les faits. La procédure nous révèle un principe de jurisprudence qui depuis a été admis dans nos codes ; Brézé fut obligé de prendre des lettres d'abolition pour n'avoir pas révélé sur-le-champ une dénonciation qui lui avait été faite ¹. C'est la peine des non-révélateurs.

Ce conseil, contre lequel s'élevaient le dauphin et le grand concours de la féodalité territoriale, n'administrait, à proprement parler, que les guerres ; le roi Charles VII se réservait la législation, car il était bon clerc et savant homme. Comme organisation municipale, il confirma les hauts privilèges des habitants et manants de la ville de Saint-Omer ² ; il accorda aux habitants de Narbonne la continuation pendant vingt ans du droit qu'ils percevaient pour l'entretien des ponts et chaussées de la rivière de l'Aude. Trois foires franches furent accordées à Lyon. Toul obtint la confirmation de ses libertés et de ses vieux droits municipaux ; les habitants de Langres purent élire quatre échevins parmi les bourgeois pour l'administration de la cité et

¹ Recueil M^S de Legrand, *ibid.*

² Parlem. Reg. 7 août 1441.

l'application des deniers communs. Le droit d'arrêter toute personne et de la faire punir fut confié au prévôt de Paris, chef de la bourgeoisie; on réduisit le service du guet et de garde à une fois par mois ¹.

En ce qui touche les finances, le roi fixa à sept les offices de généraux maîtres des monnaies; tout contrat devait désormais se faire en monnaie reconnue; les biens vacants seraient vendus au profit de la couronne. Une ordonnance générale sur les finances portait révocation des dons et aumônes faits par le roi, afin de payer, premièrement à tout, le juste salaire des officiers. Toute délivrance gratuite pour manumission, légitimation, affranchissement, était suspendue. L'ordonnance renouvelait toutes les anciennes prescriptions pour la régularité des comptes; la juridiction des receveurs des aides était précisément déterminée ².

Quant à la juridiction générale, le roi fit une grande réforme de justice, du parlement et des sergents. Ces ordonnances diffèrent peu dans leur esprit de celles qui marquèrent le règne précédent.

Il y a un caractère élevé qu'il faut reconnaître dans la législation de Charles VII, c'est l'absence de toute réaction après la victoire. Jusqu'ici l'on a vu les rois Charles V et Charles VI rentrant dans leur bonne ville, tout préoccupés de leurs idées de vengeance, frapper et punir les bourgeois, priver la cité de ses privilèges municipaux, rétablir en toutes ses parties le pouvoir des gentilshommes; Charles VII avait plus à se plaindre encore des bourgeois, du parlement, des communaux de Paris; il ne prend pourtant aucune mesure. Il laisse les choses telles qu'elles existaient. La seule ordonnance, dans laquelle on aperçoit un léger désir de réaction, est la réforme de l'université de Paris, et, à vrai dire, cette réforme était bien nécessaire!

Le premier privilège de l'université était sa haute indépendance, son entière séparation d'avec le pouvoir royal et municipal; les universitaires n'obéissaient qu'à eux-mêmes, et cela troublait l'harmonie des juridictions. Le roi réforma l'université de Paris dans ses chefs et chacun de ses membres, et la rattacha au pouvoir de la couronne; il restreignit sa juridiction pour la faire rentrer dans l'ordre naturel et monarchique; il fonda une nouvelle université à Caen, avec ses cinq grandes et belles facultés ³.

¹ Collect. du Louvre, tome XIII, p. 308 et suiv.

² Ibid. — ³ Cod. Louvre, tome XIV, p. 249.

Charles VII continuait aussi à morceler l'autorité des parlements, en en multipliant l'institution. On a déjà parlé de celui de Toulouse. Le roi en avait promis un à Bordeaux ; il en autorisait un autre à Poitiers, tandis que le dauphin en établissait un nouveau dans ses apanages. C'est alors que le parlement de Paris fit entendre de vives et profondes doléances, car son ressort, presque universel jusqu'alors, allait se restreindre à la Loire : « La cour a dit que mons l'évêque de Paris et M. l'abbé de Saint-Denis seront priés de se joindre pour remontrer au roi les inconvénients qui résulteraient de ces érections. La cour enjoint à tous ses membres de ne point sortir hors Paris avant une réponse. Il sera écrit au roi, au comte du Maine, au sénéchal, au chancelier, au nom du clergé, du conseil et des bourgeois de Paris, pour remontrer lesdits inconvénients. » Ces remontrances ne produisirent que peu d'effet ; le conseil persista dans son système de briser l'unité parlementaire pour affaiblir la résistance. Cependant, pour satisfaire un peu les griefs du parlement, il lui fut concédé : « Que toutes les fois que la cour des comptes aurait à prononcer une peine afflictive, on appellerait des membres du parlement, parce que seuls ils étaient magistrats appliquant les ordonnances de pénalité ¹. »

¹ Collect. du Louvre, tome XIII.

CHAPITRE XLIV.

1430 — 1461.

Caractères du règne de Charles VII. — Esprit processif. — Procès en parlement. — Le comte d'Armagnac. — D'un ministre. — Jacques Cœur. — D'église. — La Pucelle. — De haute féodalité. — Le duc d'Alençon.

Il est utile de rectifier quelques idées que l'histoire mal réfléchie a rattachées au règne de Charles VII. Des historiographes ont surnommé ce prince *le Victorieux*. On ne trouve rien de semblable dans les vieilles chroniques ; il y eut de grandes conquêtes faites sous le roi Charles ; mais il n'y prit qu'une faible part ; à peine le voit-on paraître dans un ou deux sièges. Plus tard , lorsque ce prince est de retour à Paris, il ne sort plus que très-rarement de son palais des Tournelles ; il laisse à ses officiers, aux capitaines expérimentés de ses compagnies de gens d'armes , à Dunois, à la Hire, à son connétable, le soin de conquérir les bonnes provinces pour ses domaines ; quant à lui, il se réserve pour ses occupations de clerc. Il fait avec son conseil bon nombre d'ordonnances ; il règle son palais, ses officiers, mais il va peu dans les batailles. Le caractère qui domine ce règne est un esprit processif, une tendance vers la chicane, une substitution absolue de la puissance parlementaire à la force de la chevalerie ; jamais il n'y eut de plus grands procès, des instances si nombreuses que pendant cette période. Je vais chercher par des exemples à les classer en quatre divisions.

Le plus notable procès, dans lequel on trouve surtout plus profondément empreint l'esprit du parlement, est la procédure contre le comte d'Armagnac. La longue énumération de ses crimes, écrite en style d'université et de palais, constate la domination presque absolue des idées judiciaires.

Le comte était accusé de *peccato contra naturam*, de fausse mon-

naie, suivant l'ancienne coutume aux lettres G. M. L. ¹. Il tenait trente ou quarante ribauds dans ses châteaux fortifiés pour rançonner clercs, bourgeois, marchands; il avait emprisonné, battu, pillé quatre prieurs; un moine s'en allant sur sa mule au Vigon avait été dépouillé par ledit comte d'Armagnac de quinze écus; il avait mis le feu à la porte du cloître de Saint-Marcel, fait ordures dans le bénitier et bu tout le vin des prieurs; trois filles avaient été *esforcées*, son confesseur battu jusqu'à la mort, parce qu'il ne lui donnait pas l'absolution, imitant ainsi le géant Roboastre, devenu pénitent et ermite, assommant de son large poing les chevaliers trop coupables et pas assez repentants. Le comte d'Armagnac, véritable expression de la vieille chevalerie féodale, fut condamné par la cour judiciaire à subir la mort; mais le roi Charles commua la peine à une confiscation partielle ².

Comme exemple de procédure d'église, il n'en est pas de plus complet que le procès de la Pucelle. J'ai peu parlé du merveilleux épisode de ce siècle; il n'entre point dans l'esprit de ce livre de faire de la poésie et du roman; je dirai seulement la marche de la procédure à la suite de laquelle Jeanne fut condamnée.

Ce procès se mêle aux formes des cours d'église et des cours laïcs ³. La procédure ecclésiastique y domine, car Jeanne fut accusée de sorcellerie, crime qui rentrait essentiellement dans les attributions des cours d'église. La Pucelle, prisonnière du seigneur de Luxembourg, avait été réclamée par frère Martin, vicaire général de l'inquisition en France, comme véhémentement soupçonnée de plusieurs crimes sentant l'hérésie. L'inquisition enjoignait expressément, du droit de son office, à Jean de Luxembourg de lui livrer ladite Pucelle. A la lettre de l'inquisiteur était jointe une pancarte de l'université de Paris: « Veillez, disait l'université au comte de Luxembourg, veillez à appréhender ladite femme qui se dit la Pucelle, au moyen de laquelle l'honneur de Dieu a été offensé et la foi excessivement

¹ *De falsa moneta de quo constat per litteras B. N., et per decem testes.* Procès MSS.

² *Biblioth. des Céléstins, tome VIII, f° 92; Trésor des chartes, reg. 176, act. 437.*

³ Le procès de la Pucelle, antérieur à la restauration de Charles VII, existe en original et en manuscrit dans la Bibliothèque Royale; ces pièces ont servi de base à une multitude d'ouvrages plus ou moins imparfaits; j'ai interverti l'ordre des temps; je sais moins les dates que le progrès des choses et des idées.

blesmée ; car, par son occasion, idolâtrie, erreurs, mauvaise doctrine se sont ensuivies en ce royaume, et serait intolérable offense envers Dieu s'il arrivait que ladite femme fût délivrée ¹. »

La pauvre fille ne pouvait échapper aux poursuites de sainte Église, car l'évêque de Beauvais la réclamait aussi dans sa juridiction. Elle avait été arrêtée et prise en son diocèse ; l'évêque adressa une requête au roi d'Angleterre pour le prier, en l'honneur de notre sauveur Jésus, afin que cette femme fût brièvement remise ès mains de la cour d'église. Ce fut donc à l'évêque de Beauvais, vu l'absence de l'archevêque de Rouen, que fut déférée la mission de juger la Pucelle.

Dans les règles des procédures d'Église, le tribunal ne se composait pas d'un seul juge, mais de plusieurs inquisiteurs, tous pris parmi les clercs. Ces inquisiteurs étaient au nombre de six, gradés au moins du titre de diacre. Les interrogatoires de la Pucelle se prolongèrent pendant seize séances : la première se tint le 21 février 1430. On a quelque peine à concevoir comment des questions aussi puériles purent être adressées par un tribunal destiné pourtant à prononcer la mort. Le promoteur, procureur ecclésiastique, demanda le serment de dire toute la vérité ; la Pucelle répondit « qu'ainsi elle le prêtait, sauf cependant les choses qu'elle ne pouvait révéler qu'au roi Charles VII. » On l'interrogea tour à tour sur ses visions, sur ses inspirations saintes et diaboliques. A tout cela la Pucelle répondit avec une extrême naïveté. On produisit contre la belliqueuse fille des lettres dans lesquelles on la consultait sur des points de théologie, et le vaillant comte d'Armagnac lui demandait réponse pour savoir s'il devait obéir au pape Clément VII ou au pape Martin V ². « Votre bannière ou oriflamme, ajouta-t-on, n'était-elle pas ensorcelée ? Voulez-vous connaître, répondait la Pucelle, la faveur sainte que j'attribuais à cette bannière ? je disais pour toute réponse aux gens d'armes : Entrez hardiment au milieu des Anglais, et j'y entrerais moi-même. » L'inquisition ramenait toujours la question de foi et d'hérésie. Ne pouvant arriver directement à la confession, on s'y prit par des voies détournées. Il est triste et curieux de retrouver dans les vieilles annales, ces ruses de police, moyens coupables d'arracher des

¹ Procès, MS ^{fo} 17.

² *Ibid.*, ^{fo} 24.

aveux : un prêtre de l'inquisition fut enfermé avec la Pucelle, afin que, malheureux lui-même, il inspirât confiance ; deux frères inquisiteurs étaient cachés derrière une tapisserie en toile, et ils épiaient ces épanchements de la bonne foi trompée. Ce serait un rapprochement historique à faire que de suivre l'action simultanée sur les procédures judiciaires de l'esprit des clercs et des mœurs chevaleresques ; l'esprit des clercs épure la rudesse des vieilles jurisprudences germaniques ; mais il introduit à son tour une série de ruses, d'ergotages, une manière odieuse de suppléer à la force par l'astuce.

Il n'était aucune preuve de crime contre la pauvre fille, et l'on touchait à la treizième séance. Un frère conseilla à Jeanne d'appeler au pape et au concile : c'était un excellent moyen dans la procédure ecclésiastique, car l'appel au pape suspendait toutes les poursuites. L'évêque de Beauvais se troubla : « Taisez-vous, s'écria-t-il d'une voix forte ; je vous l'ordonne de par le diable. » Il défendit au greffier du saint tribunal de faire mention de l'appel. « Hélas ! s'écria la Pucelle, monseigneur, vous écrivez bien ce qui se fait contre moi, et ne voulez pas qu'on écrive ce que l'on dit pour moi ! Las ! ne continuez pas une si vilaine manière ¹. »

Dans tout ceci il n'y avait aucune preuve de sorcellerie, et pourtant on voulait la condamner, la pauvre Jeanne : on la menaça de la question ; on prépara les instruments de douleur ; l'on craignit qu'elle ne succombât dans les tourments. Jusqu'ici on avait obtenu quelques aveux ; on réunit soixante et douze chefs d'accusation, réduits à douze points principaux en l'honneur des douze apôtres. Les conclusions du promoteur furent soumises à l'université de Paris, alors si puissamment animée contre les partisans du roi Charles VII. Les douze propositions adoptées le 23 mai, l'évêque de Beauvais admonesta la Pucelle dans sa prison. En matière ecclésiastique, l'admonestation était une tentative faite pour amener les aveux et le repentir : la Pucelle persévéra dans ses dénégations. Alors elle fut conduite en la place du cimetière de l'abbaye de Saint-Ouen ; là, deux échafauds immenses furent dressés ; l'évêque de Beauvais et les inquisiteurs, revêtus de leur chape et étole, s'y étaient placés en toute splendeur ; un docteur de l'université, Guillaume Érard, récita un discours rempli d'invectives contre le roi et contre la Pucelle, ensorcelée par le diable.

¹ Procès, MS Bibliothèque du Roi, n° 127.

« Ton roi est hérétique et schismatique ; je te le dis, Jeanne, car c'est à toi que je parle. » Ce fut la prédication charitable avant de procéder au jugement.

« Jeanne, continua l'inquisiteur, si tu contredis quelques-uns des articles, tu seras infailliblement arse (brûlée). — Je m'en rapporte, répondit la Pucelle, à l'église universelle. — Tu seras arse, tu seras arse, si tu n'abjures. » Et alors des docteurs de l'université cherchèrent à la convaincre par douceur et persuasion. On lui disait : « Jeanne, signez cet écrit ; » et cet écrit contenait promesse de ne plus porter les armes, de laisser croître ses cheveux et de quitter l'habit d'homme. Mais on substitua une autre cédula, où elle se déclarait dissolue, hérétique, schismatique et sorcière. Or, lorsqu'on eut cet écrit signé d'une croix, on le lut, et l'évêque de Beauvais, montant sur son échafaud, s'écria : « Vous voyez tout ce qu'elle avoue. » Or, le tribunal la condamna, pour réparation de tant de crimes, au pain de la douleur et à l'eau d'angoisse dans une prison perpétuelle, sans pouvoir jamais reprendre l'habit d'homme.

On conduisit la Pucelle dans la prison de l'archevêché ; elle fut entourée de pièges, et la pauvre fille, par mégarde ou avec intention, s'étant couverte d'habits d'homme pour se lever de son lit, fut prise, traduite devant le tribunal, et condamnée comme relaps, excommuniée, rejetée du sein de l'Eglise et livrée à la justice séculière. C'était là l'arrêt de mort ! Tout le monde sait la triste fin de Jeanne d'Arc ¹. J'ai voulu seulement donner une idée de cette procédure d'inquisition et d'église à laquelle se mêlaient, à travers quelques formes protectrices, toutes les ruses de police, et les tristes efforts pour découvrir et surprendre des aveux.

Un procès non moins grave nous est transmis par les mémoires de la chambre des comptes ; c'est celui de l'argentier Jacques Cœur. Le titre d'argentier, ou d'orfèvre du roi, dans la langue des chroniques, est synonyme de trésorier et de garde du trésor ; Jacques Cœur était fils d'un bourgeois de Bourges ; il avait fait grande fortune par son commerce avec les nations d'outre-mer, sans en excepter les Sarrazins, qui ne connaissaient que maître Jacques Cœur de Bourges. Le

¹ J'ai lu dans une vieille chronique que Jeanne la Pucelle ne mourut pas, et qu'elle reparut quelque temps après avoir été condamnée. Rien n'est pourtant plus constant que sa mort. La réapparition de la Pucelle était une suite de la légende miraculeuse. Il fallait alors des merveilles.

roi le fit souverain maître de sa monnaie, et plus tard lui confia ses deniers ¹. Comme argentier, Jacques Cœur administrait toutes les finances, réglait la paye des aides et contributions de chaque province, et puis en appliquait les dépenses ainsi que le roi le désirait; il s'était très-bien conduit; il avait abondamment fourni à tous les besoins des guerres, et particulièrement à la conquête de Normandie, sous le bon sire de Dunois: c'était avec ses propres fonds et non avec les aides, qu'il équipait souvent les archers, et malgré toutes ses avances sa fortune était agrandie. Ce fut après la guerre de Normandie que le roi résolut de faire le procès à son argentier; il était si riche, et ses terres tentaient si prodigieusement les chevaliers et gens du conseil! Agnès Sorel venait d'expirer; on disait qu'elle était morte par poison. Agnès, belle dame dont maître Alain Chartier a pris la défense, « parce qu'elle avait fait moult grande contrition et repentance de ses péchés et s'était souvenue de sainte Marie Égyptienne, qui fut notable pécheresse au péché de la chair ²; » elle était morte Agnès Sorel, et le roi était tout contrit, « car si aucune chose ou copulation charnelle avait eu lieu avec elle et le roi, son langage était honnête et bien poli; entre les belles elle était la plus belle, et elle avait été bien charitable et large en aumône. » On profita donc de cette profonde affliction du roi pour calomnier son argentier. Il fut accusé d'avoir empoisonné la belle Agnès; puis d'avoir pillé les finances; Jacques Cœur ne fut point traduit en parlement, mais devant des commissaires que présidait Antoine de Chabannes ³. Aux griefs primitifs en furent ajoutés d'autres; il avait fourni des armes aux mahométans, espèce de commerce que faisaient alors les Gênois et les peuples de l'Italie; l'industrie de l'argentier du roi embrassait le Levant, et son génie actif ne se faisait aucun scrupule d'envoyer des armes et des esclaves chrétiens même aux Sarrasins et mécréants de la Palestine. Messire de Chabannes ajoutait à toutes ces grandes plaintes celle-ci: Jacques Cœur s'est servi du nom de sa majesté pour lever sur les provinces de grosses sommes de deniers à titre de gratifications surabondantes, disant qu'elles servaient au roi pour jouer aux dés et

¹ Il existe, dans les derniers Mémoires de l'Institut, des dissertations sur Jacques Cœur; elles sont savantes, mais d'une critique étroite et sans portée.

² Alain Chartier, Hist. de Charles VII.

³ MSS de Dupuis, vol. 225, cartons de la Bibliothèque du Roi, n° 122.

aux cartes fleuries. Jacques Cœur invoqua les privilèges de cléricature, mais des témoins, barbiers de métier, affirmèrent que jamais ils ne lui avaient fait la tonsure; il fut donc remis aux mains des commissaires. On lui donna un délai pour répondre aux chefs d'accusation, non par la preuve testimoniale, mais par la preuve écrite et par mémoires rédigés dans deux mois sans plus de retard; le délai ne parut pas suffisant au bon argentier; il alléguait que beaucoup de pièces justificatives se trouvaient éparpillées çà et là, dans les échelles sarrasinoises. Les commissaires ne s'arrêtèrent pas à ces raisons; Jacques Cœur fut condamné par commission à subir la male mort; toutefois, par considération de certains services rendus au roi et sur la recommandation du pape, on commua sa peine à l'amende honorable, au bannissement en dehors du royaume, au paiement de quatre cent mille livres pour indemnité et à la confiscation générale de ses biens; or, à la suite de ce jugement, Jacques Cœur fut autorisé à se retirer en franchise au couvent des Cordeliers à Beaucaire; il s'évada l'année suivante et passa en Chypre, où son ancien crédit lui servit à se créer une fortune nouvelle.

L'arrêt par commissaire qui condamna Jacques Cœur ne fut point marqué du caractère commun à toutes les condamnations des argentiers et ministres du trésor royal. J'ai dit que presque toujours ces arrêts étaient commandés par un besoin de popularité qui sacrifiait un ministre aux criailleries des halles. La condamnation de Jacques Cœur fut inspirée par sa grande fortune, par ses biens immenses, lesquels souriaient au roi et à ses officiers, grands mangeurs d'impôts. La confiscation qui suivait toujours la condamnation judiciaire était le plus grand mobile de ces condamnations elles-mêmes. Les rois avaient alors l'habitude de concéder quelques-unes des terres confisquées aux commissaires, qui jugeaient les cas criminels. Il n'était donc pas difficile d'obtenir de ces commissaires des arrêts qui leur profitaient si bien; Antoine de Chabannes reçut du roi, à vil prix, la seigneurie de Saint-Fargeau, qui avait appartenu à messire l'argentier; il était ainsi récompensé de son jugement. Il serait bon, pour apprécier tout ce que la confiscation a d'odieux, de suivre les arrêts qu'elle a fait prononcer et les malheureux que l'avidité a fait envoyer au supplice.

Je finis cette série d'actes judiciaires par la condamnation du duc d'Alençon, ce grand procès de pairie qui marqua la dernière année

du règne de Charles VII ¹. Le duc d'Alençon avait été l'un des principaux acteurs dans toutes les ligues de bien public qui s'étaient formées, et particulièrement dans la *praguerie*. Depuis, repoussé du conseil du roi, il s'était lié avec le dauphin et la chevalerie. Cette nouvelle ligue fut dénoncée au roi par Thomas Gillet, prêtre, un des agents du duc d'Alençon. Charles était alors dans le vieux château Gaillard ; il manda à son grand sénéchal, Brézé, de s'assurer du comte d'Alençon, traître envers le roi ; Brézé vint en l'hôtel du duc, et lui dit : « Monseigneur, pardonnez-moi, le roi m'a envoyé devers vous, et m'a baillé charge de vous saisir ; et pour lui obéir, ajouta-t-il en lui mettant la main sur l'épaule, je vous fais son prisonnier. » Une compagnie de quarante lances, sous les ordres du bailli de Vermandois, l'attendait hors de la porte Saint-Antoine, et le premier jour Brézé et le duc d'Alençon couchèrent dans la tour de Melun.

Le roi adressa des lettres closes au parlement afin qu'il députât deux conseillers pour faire et parfaire le procès audit monseigneur d'Alençon ; lesdits deux conseillers voulurent procéder à l'interrogatoire. Le duc d'Alençon refusa toute réponse, disant que, comme pair de France et prince du sang, il ne pouvait et ne devait répondre que devant ses pairs. Cette objection surprit le roi qui, ne se souvenant plus des formes à suivre pour le procès d'un pair, consulta le parlement dans une longue série de questions ; le parlement lui fit connaître qu'il y avait lieu à convoquer la cour plénière pour le jugement. Des lettres royales fixèrent la tenue de cette cour à Montargis, où aurait lieu jugement par pairie le premier jour de juin suivant ².

Tous les pairs de France furent sommés en conséquence de se trouver au parlement de justice, sans en excepter monseigneur de Bourgogne, qui pourtant, d'après le traité d'Arras, ne devait obéir à la sommation de personne, pas même du roi. « Par le traité d'Arras, le roi ne me doit rien commander, dit le duc, je suis exempt de lui pour ma personne ; cependant je serai personnellement à sa cour plénière ; » et le duc de Bourgogne levait des troupes nombreuses, réunissait une brillante chevalerie ! Le roi fut effrayé de ces préparatifs.

¹ Comparez Monstrelet, f° 69; Chartier, page 305, et la Collect. du Louvre, t. XIV, page 469.

² Collect. du Louvre, tome IV, page 169. ❧

« Mon cousin de Bourgogne, lui écrivit-il, nous vous dispensons de venir en notre cour; » et sur-le-champ il transféra le parlement à Vendôme, afin d'éviter tout à la fois une maladie épidémique qui ravageait les environs de Montargis, et les bons chevaliers de son cousin. Voilà donc le duc d'Alençon devant ses pairs; il n'y conserva pas le courage dont il avait fait vanité; il avoua tout ce dont on voulut l'accuser. Il se déclara de parfaite intelligence avec les Anglais pour assurer leur retour dans le beau royaume de France. Il y avait eu quelque chose de concerté entre les princes à ce sujet; mais il s'agissait de savoir si le retour des Anglais était le but avoué du complot. Le manifeste de la nouvelle ligue disait seulement qu'on ferait défense à tous les gens de guerre de piller désormais les habitants; on devait accorder une amnistie générale à tous ceux qui avaient pris le parti royal en France. On supprimait tous subsides, tailles, impôts; le dauphin approuvait cette ligue et devait être placé à la tête du nouveau conseil.

D'après ces aveux, il était difficile au duc d'Alençon d'échapper à un jugement capital, d'ailleurs le roi avait pris ses précautions pour les votes. Il avait érigé deux nouvelles pairies; la première pour Charles d'Artois, comte d'Eu; la seconde pour Gaston, comte de Foix. Ces institutions de pairie *ad hoc*, et constituées en dehors de la terre, étaient alors devenues communes, et il y avait même cela de remarquable dans la pairie du comte de Foix, qu'elle était érigée au profit d'un baron étranger au sang royal.

La grande cour de Vendôme était ainsi composée : le roi s'était placé sur son siège royal; à ses pieds, sur une petite banquette ployante, était monseigneur le chambellan (comte Dunois). Les ducs d'Orléans et de Bourbon, les comtes d'Angoulême, du Maine, d'Eu, de Vendôme, tous princes du sang sur le banc à droite du sire roi; dessous iceux bancs du même côté, les trois présidents, le grand maître de France, l'amiral, le grand prieur, le marquis de Saluces, quatre maîtres des requêtes, deux conseillers du roi, et trente-quatre seigneurs en parlement; le chancelier tenait le banc de gauche sur lequel siégeaient également les six pairs ecclésiastiques, quatre évêques spécialement désignés par le roi, et l'abbé de Saint-Denis, toujours appelé aux grandes solennités du parlement; puis, assis pêle-mêle les seigneurs de la Tour d'Auvergne et de Rosny, de Prie, de Precigny; les deux baillis de Touraine et du

Maine ; quatre officiers de la prévôté de l'hôtel , et trente-quatre seigneurs du parlement..En face étaient le procureur général et deux avocats.

Ainsi la cour des pairs était formée arbitrairement ; il n'y avait plus de barons de droit ; le roi désignait les seigneurs et personnes de son hôtel qui devaient siéger en sa cour plénière ; ceci revenait au jugement par commission , et nous avons déjà signalé ce progrès de l'action royale sur les institutions judiciaires. Le duc d'Alençon parut devant le parlement sur une bonne escabelle ; le duc de Bourgogne avait envoyé des avocats pour excuser son cousin. Jean l'Orfèvre , président du Luxembourg , l'un d'eux , fit une merveilleuse oraison pleine de mellifiantes paroles. « Pour Dieu , sire , s'écria-t-il en finissant , ne veuillez exclure de votre miséricorde et puissante bonté votre très-humble parent , mais faites qu'avec les autres il puisse dire à jamais : Je louerai la miséricorde de monseigneur. » Juvénal des Ursins débita également une belle harangue au nom des pairs ecclésiastiques , et le duc d'Orléans pour les princes du sang royal ; l'évêque de Coutances fut l'organe du roi. Après maints discours et plusieurs interrogatoires , Juvénal recueillit les voix en en exceptant les pairs ecclésiastiques qui ne votaient pas , attendu la peine capitale , l'Église ayant horreur du sang. Il en résulta que le duc d'Alençon était coupable du crime de lèse-majesté , et comme tel il fut condamné à mort et privé de la dignité de pair de France. Le duc fut enfermé dans la tour de Loches ; il y demeura clos et renfermé jusqu'après le trépas de Charles VII ¹.

La présence du roi dans les jugements criminels sur un procès fait à un prince du sang et à un pair de France , annulait la plupart des garanties de la pairie ; car quelle indépendance conservaient les conseillers lorsque le roi , en pleine assemblée , *décidait , ordonnait , voulait ?*

La féodalité affaiblie revivait cependant dans quelques prétentions particulières. On le vit surtout lorsque le comte de Richemont , connétable de France , fut appelé à la succession du duché de Bretagne ; le roi voulut lui imposer l'hommage lige. « Monseigneur de Bretagne , lui dit le chambellan Dunois , vous devenez l'homme du roi et lui faites l'hommage lige à cause de votre duché de Bretagne. » Alors le bailli

¹ Monstrelet, f° 79.

de Touraine , grand expert dans les cérémonies , dit : « Faites ôter la ceinture de monseigneur , ainsi le doit comme homme lige. — Point ne le fera , répliqua avec violence le chancelier de Bretagne. — Oui , reprit le duc avec non moins de vivacité , tel hommage qu'ont fait mes prédécesseurs , je vous fais et n'entends faire lige. — Vos ancêtres l'ont fait lige , dit avec sa voix aigre Juvénal des Ursins. — Et moi je dis que non , et ne le fais point lige ; » et le duc de Bretagne obtint gain de cause en persistant. Son successeur soutint la même prétention , et ne voulut point ôter sa ceinture ni ployer le genou. Il dit seulement : « Je vous fais hommage de mon duché de Bretagne , tel que mes successeurs vous l'ont fait , c'est-à-dire sans ligéité ¹. »

¹ Aux Preuves de l'histoire de Bretagne, par dom Lobineau.

CHAPITRE XLV.

1440 — 1461.

Relations politiques de Charles VII. — Les Anglais. — Traité avec le Danemarck.
— Réunion de Gênes. — Les Suisses. — Les Écossais.

Ce fut une conquête rapide, brillante, qui priva les Anglais de leurs possessions en France; quelques années et le bras des nobles chevaliers suffirent pour délivrer le territoire. Que ne pouvait le bâtard d'Orléans, tout récemment décoré du comté de Longueville et du titre de lieutenant général pour le fait des guerres! Non-seulement l'Ile-de-France, mais encore la Normandie, la Guienne, virent se relever le gonfanon de ce pauvre roi de Bourges, naguère réduit à dire vigiles en grelotant dans le château de Chinon. Les Anglais n'avaient point tout à fait abandonné leurs prétentions; le roi Henri écartelait toujours ses armes des fleurs de lis; une de ses chartes établit un conseil de gouvernement pour administrer en son absence le royaume de France et le duché de Normandie. Ce conseil se composa de l'archevêque de Rouen, de l'évêque de Lisieux, des comtes de Somerset, Dorset, de Mortain et d'Harcourt, des abbés de Fécamp et du Mont-Saint-Michel, des sires de Talbot et de Fangremberge. Ceux-ci recevaient d'immenses pouvoirs; ils pouvaient nommer à toutes les charges, sauf à celles de chancelier, connétable, maréchal et amiral ¹.

C'est en vertu de la réserve royale ainsi faite que Henri d'Angleterre nomma Jehan, sire de Talbot, maréchal de France, et qu'il reçut la capitainerie des places de Harfleur et Lisieux ². Les batailles se donnaient toujours fortes et fermes; mais la victoire se déclarait si constante pour les gonfanons de Charles VII, qu'on conclut une trêve

¹ Carton de la Biblioth. du Roi, n° 118; MSS de Brienne, vol. 34, p. 303.

² Decrussy et Isambert, Collect. des lois, 1440.

pour deux années, car une paix constante et définitive ne pouvait advenir entre France et Angleterre.

Dans ses rapports politiques sur la souveraineté de l'Anjou avec René de Provence, Charles VII se montra médiateur sévère ; le bon roi René était batailleur de son métier, et il joutait aussi bien à cheval qu'il enluminaient gracieusement un manuscrit de belles images pour la Fête-Dieu et la Tarasque. Tandis qu'il fondait la juridiction de la pêche, tribunal des prud'hommes et patrons ¹, le roi de France lui faisait perdre sa cause et lui enlevait ses provinces.

Une haute alliance fut contractée avec le roi des Danois, vieille race qui jadis avait couvert la France de ses fils vaillants ; cette confédération avait en vue l'Angleterre. Le roi de Danemarck promettait cinq cents navires et sept mille hommes armés ; Charles VII s'engageait à des subsides et à sa médiation favorable au Danois auprès des rois de Suède et d'Écosse ².

Le 25 juin 1458, les magistrats de la commune de Gènes passèrent nouvelle capitulation pour reconnaître la souveraineté du roi de France sur leur cité ; ces capitulations furent approuvées sur la place publique par tous les citoyens, et tous crièrent qu'ils voulaient obéir à leur fidèle et grand protecteur Charles, et qu'ils se donnaient à lui.

C'est à cette époque qu'il faut reporter un traité fort important dans les annales diplomatiques. On a parlé de l'alliance avec les Écossais et de la haute confiance qu'inspiraient ces troupes à Charles VII et depuis à Louis XI ; alors commence une autre alliance, celle des Suisses, dont les capitulations ont été si souvent rappelées. Le dauphin venait de porter la guerre sur le territoire indomptable ; Louis avait montré une brillante valeur pour seconder Maximilien. Après la bataille de Bâle, une alliance défensive et offensive fut conclue avec les Suisses ; ils promirent de prêter aide au roi, et le roi les reconnut comme nation. Il est bon de noter cette reconnaissance qui servit depuis de base à toutes les reconnaissances postérieures en faveur des peuples qui avaient conquis leur liberté ³.

Le dauphin Louis joua le principal rôle à la fin du règne de Charles VII ; il n'est pas une intrigue politique qu'il ne conduise,

¹ 1452, nouv. répert., v^o. pêche.

² Corps diplomatique, tome I, page 596.

³ Corps diplomat., page 140.

pas une conspiration dont il ne dirige la pensée. Il était dès lors relégué dans son apanage du Dauphiné. Son activité d'esprit remuait toutes les alliances contre son père. Il fit une ligue avec le comte de Savoie, les bourgeois du comtat d'Avignon et les habitants des villes libres de Trèves et de Cologne ¹, si bien que le roi, craignant de voir se renouveler encore les mouvements qui avaient agité les premiers temps de son règne, ordonna au sire de Dammartin de se saisir des domaines du Dauphiné et de lui amener son fils, pour en tirer telle vengeance qu'il voudrait. Louis apprit les intentions du roi, et comme il n'était pas dans la possibilité de résister, monseigneur s'enfuit sur un léger destrier par l'Allemagne jusqu'à la cour de son oncle de Bourgogne; il avait supposé un pèlerinage à Saint-Claude, et tandis qu'on le croyait à la chasse, messire le dauphin galopait vers Arras.

Il arriva dans lesdits États du duc de Bourgogne au moment où toute cette brillante chevalerie venait de s'engager pour la croisade. Il y avait eu cour plénière, brillant festin, et, dans un repas féodal, chacun des convives avait juré, sur le paon au riche plumage, de combattre les infidèles qui venaient de conquérir la grande cité de Constantinople. Que de larmes pleurées sur cette belle ville livrée aux mécréants et Sarrasinois! Louis fut accueilli par le duc de Bourgogne avec toutes les expressions de respect. Il faut remarquer que toujours se perpétue cette hiérarchie de rang entre les divers membres de la race royale. Quelle que soit la puissance des princes du sang ou de la famille, ils conservent respect pour l'aîné, chef de la branche, serait-il malheureux et sans fortune. Le duc de Bourgogne se mit à genoux dès qu'il aperçut son beau neveu, et par trois fois il se prosterna; la duchesse de Bourgogne lui rendit également le même honneur; on assigna à monseigneur une pension de six mille livres par mois pour l'entretien de sa maison. Il choisit pour lieu de son exil Genape, petite ville du Brabant, à quelques lieues de Bruxelles.

La fuite du dauphin auprès du duc de Bourgogne était de nature à alarmer le roi Charles VII; il se méfiait du duc son ennemi; le dauphin avait beau écrire à son cher sire et père qu'il n'était auprès de monseigneur de Bourgogne que pour s'engager dans la croisade comme gonfalonier du pape, Charles connaissait trop son fils pour se laisser séduire par des paroles qu'il savait fausses; il lui écrivit donc: « Beau

¹ Cart. de la Bibliothèque du Roi, n° 119; corps diplomat., page 143.

Fils bien-aimé, j'ai appris votre départ et en suis très-surpris; vous recevrai toujours avec plaisir, mais ne venez qu'avec des serviteurs prudents qui aient égard à mon honneur, ainsi que le devez par raison. Quant à votre voyage de Turquoise, je m'étonne que vous ayez ainsi pris une décision sans me consulter. »

Comme cette négociation se continuait, Louis répondit à son père une lettre insignifiante : « Mon souverain seigneur, je me recommande tant et si très-humblement à votre bonne grâce, mandez-moi vos bons vœux et plaisirs pour les accomplir comme je dois à l'aide de notre Sauveur. Escrite de votre ville de Saint-Quentin. Loys. »

C'est avec ces vagues paroles que le dauphin évitait de s'expliquer auprès de son père.

Toute la fin de la vie de Charles VII fut absorbée par des conspirations sourdes des princes de sa famille contre son conseil. Louis, malgré ses protestations multipliées, entraînait dans tous les complots. Les choses en vinrent à ce point à la cour, que le roi Charles n'osait plus manger crainte de poison, et il s'en maigrit tellement et s'amaigrissait de telle sorte qu'il mourut presque d'inanition. Je laisse les événements de famille sans importance, et j'arrive à l'époque de Louis XI.

CHAPITRE XLVI.

LOUIS XI.

1461 — 1462.

Jugements divers sur Louis XI. — Caractère de ce prince. — Son avènement. — Voyage du duc de Bourgogne. — Terreur des conseillers de Charles VII. — Hommage de Bourgogne. — Entrée à Paris. — Mutation d'officiers. — Révolte de Reims. — Négociation sur la pragmatique. — Sa révocation. — Dispute avec le pape. — Trahison de la Balue. — Remontrances du parlement. — Féodalité.

Il n'est pas d'administration plus difficile à décrire et à résumer que celle de Louis XI. On a beaucoup écrit sur cette vie si singulière et si remplie ¹, et précisément cette multitude de jugements, d'opinions et de systèmes sont une difficulté de plus dans le récit simple et vrai du règne de Louis XI. On veut ici de l'extraordinaire ; Duclos a fait de ce roi un politique tellement profond, qu'il n'est pas un seul acte de sa vie qui ne se rattache à une pensée unique, pensée grande et féconde. D'autres en ont construit un tyran dissimulé, méchant, ridicule. Le théâtre n'a-t-il pas vu récemment une espèce de Tibère déguisé en malade imaginaire ? On a échoué dans la peinture de ce caractère parce qu'on a voulu faire quelque chose d'absolu, conservant son unité, et tout à la fin de sa vie ce qu'il a été à toutes ses périodes. On a reproduit le roi de la vieille tourelle du Plessis-lez-Tours, et parce qu'on l'a coiffé avec sa calotte et sa madone, parce qu'on l'a costumé comme la chronique scandaleuse, on s'est imaginé avoir fait Louis XI.

¹ J'apprécie le grand travail de Lenglet du Fresnoy sur les *Mémoires de Commynes* ; j'ai préféré recourir aux sources et à la précieuse collection manuscrite de l'abbé Legrand, enfouie avec tant d'autres richesses historiques dans les combles de la Bibliothèque du Roi. On ne peut rien trouver de plus complet.

Pour peindre ce règne, il faut plus profondément pénétrer dans les monuments et les faits : c'est dans les deux mille cinq cents chartes scellées de sa main, dans les rôles de ses hommes d'armes, dans les comptes communaux, dans ses lettres aux officiers intimes, à ses envoyés secrets, dans ses traités si nombreux, qu'il faut chercher l'esprit de la législation de Louis XI, et par conséquent son caractère. Un des beaux romans de Walter Scott a, sous ce rapport, fait un grand mal à l'histoire sérieuse, méditative ; il nous a jeté avec ses magiques couleurs un Louis XI au milieu de ses gardes écossaises, vivant, se mouvant avec un je ne sais quoi de puissant et d'animé, et puis à côté viennent l'histoire et la chronique toujours froides, près d'une peinture d'imagination romanesque.

Je ne dédaigne pas le puissant intérêt de couleurs contemporaines, elles font vivre l'histoire ; mais j'irai m'en emprendre dans les vieilles chartes, dans les cartulaires des monastères, dans ces monuments du vieux âge que je compare aux vitraux des cathédrales, à ces nuances de mille couleurs qui nous reproduisent les temps pieux et chevaleresques avec leur crédulité, leur vierge protectrice, leurs saints mutilés, chevaliers et hommes d'armes bardés de fer. C'est particulièrement le créateur de l'administration publique, de la centralisation politique et communale que je chercherai dans les monuments.

Il ne faut jamais séparer le règne de Louis de celui qui l'a précédé ; longtemps avant la mort de son père, on a vu qu'il entretenait des intrigues à Paris parmi les nobles et les bourgeois. Beaucoup des ressentiments et des vengeances de ce prince eurent pour origine les souvenirs du dauphin. Le conseil du roi Charles VII lui avait été peu favorable, et Louis détestait les officiers de la cour des Tournelles. Il avait trempé dans toutes les conjurations contre l'autorité royale. Tout ce qu'il avait fait pour se rapprocher du roi était pure singerie et mensonge. Il écrivait à Charles VII : « Mon très-redouté seigneur, tant et si humblement que faire je puis, et vous plaise savoir qu'il a plu à notre benoît Créateur et à la glorieuse Vierge sa mère délivrer cejourd'hui au matin ma femme d'un beau fils ¹ ; » et en même temps il envoyait le comte de Charolais pour réveiller contre le roi l'ancienne faction de Bourgogne dans les halles et parmi les bouchers. Louis avait secrètement voué une haine profonde à tous les gens du

¹ Recueil de Legrand, ann. 1459.

conseil tant qu'il y en avait ; et tandis qu'il faisait figure à Genape de se distraire et délecter dans de joyeux contes, tandis qu'il *déduisait* avec la cour de Bourgogne « comment maints chanoines et maints clercs étaient par les dames préférés aux chevaliers puissants, comment il advint qu'un bourgeois trouva sa femme en accointance avec un prieur, et comment il lui prit ses culottes ¹ ; tandis, disons-nous, qu'il s'esbattait en telles folies et joyeusetés, il songeait à se débarrasser de tous les conseillers qui lui avaient porté préjudice pendant sa disgrâce ; ceux-ci le savaient bien, et dès qu'ils virent que la maladie du roi Charles VII s'aggravait, ils se dirent entre eux : « Il faut écrire à monseigneur le dauphin et prendre nos précautions à son égard. » Les gens du conseil étaient alors les comtes du Maine, de Foix, le chancelier des Ursins, les sires de Dunois, de Laval, d'Albret, de Chabannes, d'Estouteville et du Châtel ; ils s'accordèrent pour rédiger et envoyer une lettre à monseigneur le dauphin, afin de lui faire connaître l'état de santé de son père, « car Charles VII avait eu la douleur d'une dent dont il avait eu la partie du visage fort chargée ¹ ; » et au cas où il reviendrait en vie, tous promettaient de ménager le raccommodement du dauphin et du roi ; le comte du Maine ainsi le promit, même le sire de Dunois, l'un des principaux dudit conseil.

L'espérance des conseillers de Charles ne se réalisa pas ; le roi mourut ; aucun d'eux n'avait de sauf-conduit ; la plupart, qui savaient la haine du dauphin, s'empressèrent de fuir ; d'autres plus hardis tentèrent de faire tête à l'orage : ils résolurent d'aller au-devant du nouveau roi pour saluer son avènement. Ils s'acheminèrent donc vers Genape, lieu de retraite de Louis.

C'était à Genape, en effet, que Louis avait appris la nouvelle de la mort de son père le 23 juillet 1461 ; il se vêtit de noir à la messe de *requiem*, puis de pourpre, ce qui est, dit Monstrelet, la coutume de France. Comme il n'était pas sûr que Charles VII n'eût fait des dispositions nuisibles à l'hérédité en ligne directe et à la primogéniture, Louis XI ne voulut point entrer dans le royaume sans au préalable être assuré que l'obéissance lui serait partout donnée ; il écrivit

¹ *Les Cent Nouvelles* ne sont pas l'œuvre unique de Louis XI, quelques-unes seulement lui appartiennent ; les autres sont des courtisans qui se trouvaient à la même époque auprès du duc de Bourgogne.

² Recueil de Legrand, 1461.

de Maubeuge aux gouverneurs, sénéchaux, baillis de chaque province. « Cher et spécial ami, vous mandons bien que vous fassiez prêter serment à nous et à notre couronne par tous les habitants des villes, vassaux et hommes libres ¹. » Cette précaution, ainsi généralisée, témoignait de toutes les craintes du nouveau roi. On ne trouve aucun exemple antérieur de ce serment exigé de l'universalité des habitants. De Genape, Louis se rendit à Avesne, où le duc de Bourgogne vint le joindre. Le roi n'était pas sûr de la fidélité des habitants de Paris ; il voulait, en s'appuyant sur le duc de Bourgogne, réveiller à son profit la vieille faveur du parti bourguignon dans les halles. Lorsqu'il vit accourir à lui tout le peuple, les vassaux, arrière-vassaux, le parlement, le conseil et les bourgeois, il en fut très-réjoui ; alors il craignit, à son tour, l'appui du duc de Bourgogne, qu'il avait d'abord sollicité : le duc arrivait avec quinze mille lances. Le roi lui dit : « Bel oncle de Bourgogne, bien grandement vous remercie, car tous mes sujets accourent vers moi avec grand empressement, et mes peuples seraient moult souffrants et moulus si tant de gens d'armes traversaient le royaume. » Le duc de Bourgogne contre-manda donc ses vassaux ; il ne fut plus accompagné que de quatre mille lances choisies de bonne et haute noblesse.

C'est à Avesnes que le roi admit le parlement à son audience : « Maître Juvénal, dit-il, soyez bref ; » et néanmoins maître Juvénal, qui avait travaillé au moult beau discours, ne voulut pas le perdre ² ; il conta donc « comment le roi prenait le trône, combien chacun se délectait de voir un si noble et si puissant prince ceindre la couronne royale. » Le roi confirma les officiers du parlement, nominativement. Tout fut concédé au duc de Bourgogne, honneurs, droits, prérogatives ; c'était une amitié très-affectée ; le bon duc était si puissant qu'il ne fallait pas le blesser à un moment aussi difficile qu'un avènement royal.

Une charte du roi confirma provisoirement tous les gens des comptes et trésor, afin qu'ils besognassent désormais au fait dudit office. En approchant de Paris, et pour gagner l'amour des mestiers, Louis créa un maître en chacun desdits états, parce qu'il appartenait

¹ La lettre originale au maréchal de Saintrailles existe encore. Recueil de Legrand, MS, 1461.

² MSS Dupuis, vol. 519, page 222.

au droit et autorité royale de faire en chacun desdits mestiers un maître juré, et il institua tout d'abord un maître boucher, la confrérie la plus puissante¹.

Tous les grands officiers de la couronne furent changés après le sacre : le bâtard d'Armagnac reçut l'épée de connétable, Joachim Rohan celle de grand écuyer au lieu de Poton de Xaintrailles ; enfin Antoine de Croÿ, de cette famille bourguignonne qui avait donné des preuves de dévouement au dauphin, fut nommé grand maître ; Jacques de Chabannes, qui l'avait été sous Charles VII, prit la fuite ; il était un des renommés dans le conseil. Il craignit le courroux du nouveau roi, qu'il avait profondément blessé. Le duc de Bourgogne reçut Louis dans le bel ordre de la chevalerie, et avec lui maître Jean Bureau, trésorier de la gabelle ; il fallait que l'ordre illustre fût tombé bien bas puisqu'un grènetier recevait l'accolade de la chevalerie avec le roi ; c'était un peu le caractère de Louis XI de confondre les rangs.

Comme parrain du royal chevalier, le duc de Bourgogne se jeta aux genoux du roi pour obtenir de lui une faveur : « Laquelle ? » dit Louis un peu troublé. « Sire, vous supplie, répliqua le duc de Bourgogne, de pardonner à tous ceux du conseil de votre père qui vous ont déplu. — Ah ! mon bel oncle, vous l'accordez, ainsi que vous le voulez, mais j'en excepte sept personnes, lesquelles m'ont tant et si grandement offensé, qu'on ne puisse pardonner. » Louis ne les nomma pas, laissant ainsi peser, par une négation vague, le glaive de la vengeance sur tout le conseil de Charles VII.

Les liens intimes qui existaient, au moins pour le moment, entre le duc de Bourgogne et le roi ne permettaient pas de longues discussions. Il s'agissait de la nature de l'hommage, et Louis n'était pas en état de le discuter avec son bel oncle. Par le traité d'Arras, il était formellement convenu que le duc de Bourgogne serait exempt d'hommage envers Charles VII et ses successeurs ; le duc pouvait donc se dispenser de cette reconnaissance envers la souveraineté royale ; cependant, par une extrême loyauté, il consentit à l'hommage simple. Le sacre était à peine achevé que le duc de Bourgogne, voulant donner un bon exemple à tous les vassaux et arrière-vassaux de la couronne, prononça la formule suivante : « Mon très-redouté sei-

¹ Code Louvre, tome XV, page 8.

gneur, je vous fais hommage présentement de la duché de Bourgogne, des comtés de Flandre et d'Artois, et de tous les pays que je tiens de la couronne de France, et vous en promets obéissance et service, et non pas seulement de ceux que je tiens de vous, mais de tous mes autres pays que je ne tiens pas de vous, et d'autant de seigneurs et de nobles que j'en pourrai traire; je vous promets faire service avec mon propre corps tant que je vivrai ¹. »

Le texte de ce serment, prêté en présence du comte de Charolais, des ducs de Bourbon et de Clèves, de l'archevêque de Lyon, des évêques de Liège, de Langres et de Tournay, des comtes d'Étampes et de Dunois, indique une nouvelle formule d'hommage. Le duc de Bourgogne ne promet pas seulement obéissance pour les terres qu'il tient de la couronne, mais encore pour celles qu'il possède à un autre titre : c'est un hommage de politesse et de courtoisie qui ne reste plus dans les conditions et les termes de la vieille féodalité.

L'entrée du roi à Paris fut toute militaire : douze mille chevaliers ou gens d'armes, écuyers et varlets suivaient le roi et le duc de Bourgogne, si brillant d'or et de pierreries, qu'il était partout remarqué et applaudi. Louis n'avait qu'une petite robe de soie blanche avec un chaperon découpé. Il était accompagné de deux varlets à pied, portant une grande bache d'arme; quatre bourgeois tenaient sur sa tête un ciel ou drapeau d'or pour lui faire honneur et gloire. « Ah ! que la ville de Paris se montra belle et généreuse; à la fontaine du Ponceau y avait trois belles filles, faisant le personnage de sirènes toutes nues, et leur voyait-on le beau tetin droit séparé, rond et dur, qui estait chose bien plaisante (agréable), et disaient petits motets et bergerettes ²; » le héraut d'armes *Loyal-Cœur* conduisait, par une chaîne d'or, cinq dames bien vestues, lesquelles figuraient chacune, une des lettres qui entrent dans la composition du nom de Paris. On voyait, dans un grand batelet, beaucoup de gens différemment vestus et représentant le clergé, la noblesse et le tiers état, symbole alors en honneur, parce qu'il exprimait les assemblées publiques, les bons états, regrettés par la bourgeoisie. »

Il ne faut pas croire qu'aux halles le roi reçut le plus de fête : tous les honneurs furent pour le duc de Bourgogne : son ancienne faction

¹ Tome III, Collect. des ducs et pairs.

² Chroniq. dite *scandaleuse*, ad ann. 1461.

se réveilla ; un boucher même, voyant passer le roi, s'écria : « Franc et noble duc de Bourgogne, soyez le bien-venu en la bonne ville de Paris ; il y a longtemps que vous y fûtes ; combien que vous y avez été désiré ! » Après cette entrée solennelle, le roi tint cour plénière au palais des Tournelles.

Tous les premiers actes du règne de Louis XI sont dirigés par un esprit de haine et de réaction contre l'administration et le conseil de son père. Il ne se borna point aux changements et mutations d'officiers arrêtés à son sacre. Il n'y avait alors aucune magistrature héréditaire ; on avait fait quelques tentatives en parlement pour consacrer ce principe de l'hérédité ; elles furent méconnues par le nouveau roi. Le bon chancelier Juvénal des Ursins croyait conserver, moyennant sa belle harangue, sa simarre et son office ; le roi lui ôta sa charge pour la conférer à Jehan de Morvilliers, et lui écrivit : « Mon compère, tenez bien les scels que je vous confie, et n'en faites emploi que pour mon intérêt ; car Juvénal fut de pauvre valeur et tête. » Vous eussiez vu des changements parmi les prévôts, sénéchaux de toutes les villes du domaine ; conseillers au parlement, cour des comptes, généraux, maîtres des monnaies, tous perdirent également leurs emplois. Faut-il vous dire ce qui advint à Chabannes, comte de Dammartin ; il avait pensé à s'en aller pour éviter la fureur du roi, et comme il demandait lequel de ses hommes voulait le suivre, il ne se trouva qu'un sien varlet qui se chargea de porter une lettre au duc de Bourgogne, pour le protéger auprès du roi ; le comte de Dammartin, pressé de toutes parts, se constitua prisonnier en la Bastille, et ses biens furent tellement confisqués, que la comtesse, sa femme, se vit obligée de se réfugier auprès d'un meunier, lequel la nourrit, la pauvre dame, ainsi que ses enfants ¹.

Par contraire, lettres d'abolition furent accordées à tous ceux que Charles VII avait condamnés pour haute trahison. Pourquoi le nouveau roi les eût-il en effet laissés en exil ? n'avaient-ils pas agi en son nom et de concert avec lui ? Le roi rétablit en tous leurs honneurs et prérogatives Jean d'Armagnac et le comte d'Alençon, frappés par arrêt du parlement : ils furent remis en liberté, et Louis les traita avec toute la familiarité qu'il savait mettre dans ses moindres actions ².

¹ Chron. MS du comte de Dammartin.

² MS Legrand, ad ann. 1461.

Ces actes avaient assez de popularité, mais cela ne suffisait pas aux yeux de la multitude. Le duc de Bourgogne, favori des halles, se refroidissait pour Louis, qui d'ailleurs à son avènement n'avait aboli ni aides, ni tailles, ni impôt; bien au contraire, sous prétexte du joyeux avènement, le roi avait levé une aide générale. A cette nouvelle, les bourgeois s'émurent encore; à Reims surtout, les habitants, en vertu de leurs anciens privilèges, prirent les armes: il fallut, pour les soumettre, user de ruse, et Louis était expert en cette matière; les gens d'armes, déguisés en paysans portant herbes et légumes au marché, pénétrèrent dans la ville; ils se saisirent des chefs, de Bonnetic, capitaine des métiers, et maître Tristan, le prévôt de l'hôtel, les fit pendre au principal clocher, « et, dit la chronique, ils faisaient par là haut contorsions et grimaces, les bons bourgeois ¹. » En plusieurs villes il y eut également des émeutes, des mouvements de bourgeoisie: ainsi furent à Angers, à Rennes, à Aurillac; mais, grâce à maître Tristan, tout rentra dans l'ordre.

J'ai parlé d'un acte célèbre durant le règne de Charles VII, la pragmatique sanction; il tendait à constituer tôt ou tard une église nationale. Le parlement avait applaudi, durant le schisme, à une telle mesure contre les exactions de la cour de Rome, tandis que les papes avaient été profondément blessés par cette tentative: ils avaient protesté, et Pie II s'était efforcé d'en obtenir la révocation. Peine inutile, Charles persista, et l'on vit aux funérailles du roi défunt, à Saint-Denis, le légat fulminer une foudroyante excommunication contre Charles VII et sa cour, tant que la pragmatique serait maintenue ².

Soit que cette menace eût agité le roi Louis et frappé son esprit superstitieux, soit qu'il suivit son système de réaction contre l'administration de son père, il se hâta de révoquer à son avènement la pragmatique sanction: c'était une ancienne promesse du dauphin que le roi tenait ainsi; car l'évêque d'Arras, la Balue, que le pape avait nommé légat à *latere*, avait vu le prince dans son exil à Genève, et là il avait obtenu la garantie d'une révocation de la pragmatique. Le légat rappela cette promesse à l'avènement; le pape promettait le cardinalat à la Balue. C'était alors, comme c'est encore aujourd'hui, le prix d'un dévouement absolu à la cour de Rome que le vête-

¹ Voy. les lettres d'abolition, Cod. Louvre, tome XV, page 29.

² MSS Dupuy, vol. 829.

ment de pourpre et la sainte et pompeuse barrette ! Le pape promit tout à Louis pour avoir la révocation de la pragmatique : le roi désirait que le duc de Calabre eût l'investiture du royaume de Naples ; le pontife l'accordait, sans pourtant s'expliquer bien nettement. Dans plusieurs épîtres qu'il adressa au roi, le pape expose que l'affaire de la pragmatique sanction était une concession faite au parlement au préjudice de l'autorité royale. Louis XI n'aimait pas les résistances ; il redoutait plus l'ardeur turbulente de son parlement que l'autorité lointaine du pape. Dans des chartes qu'il adressa à la cour de Rome, il dit : « Très-saint-père, dans plusieurs de vos lettres vous vous êtes élevé contre un acte arrêté par nos prélats dans un concile, et connu sous le nom de pragmatique ; vous nous dites que cet acte est l'expression d'un schisme, qu'il blesse vos droits et ceux de l'Eglise ; c'est pourquoi, pour obéir à vos saintes instances, nous le révoquons et annulons tant en France que pour le Dauphiné ¹. »

Aucune expression n'était plus favorable à la puissance illimitée des pontifes. Le roi, sous prétexte d'une obéissance filiale, y reconnaissait une à une toutes les prétentions, tous les privilèges réclamés depuis le douzième siècle par les papes. On peut donc bien s'imaginer avec quel transport ces lettres furent accueillies à Rome. Lorsque l'évêque d'Arras arriva, la ville fut illuminée ; la pragmatique sur parchemin, avec le scel royal pendant *en lacs de cire verte*, fut traînée dans les rues ; on relut l'excommunication contre Charles VII ; les cardinaux ne tarirent pas d'éloges pour la bonne conduite de Louis XI, à qui le pape envoya une épée bénite en gage de protection paternelle.

Le pontife avait promis de donner l'investiture du royaume de Naples au duc de Calabre : loin de là, il envoyait les troupes papales pour soutenir son compétiteur Ferdinand d'Aragon. « Voilà donc, dit le roi Louis, comment le saint-père tient sa promesse ! » et il députa l'évêque d'Arras pour porter ses plaintes. Le prélat était suivi de maître Bernezel, sénéchal de Toulouse, fort instruit dans le double droit canon et civil. « Saint-père, dit le fin sénéchal, le roi, mon seigneur, n'a aboli la pragmatique sanction que sous promesse que vous retireriez les troupes papales qui sont avec Ferdinand dans le royaume de Naples, et vous n'en avez rien fait ; par là vous devenez

¹ Collect. du Louvre, tome XV, page 198.

ennemi de la France, et vous le dis alors, le roi m'a prescrit de donner ordre à tous les Français de quitter Rome. — Messire sénéchal, répondit le pape, vous avez cet ordre et ne m'en étonne : nous sommes amis du roi de France et lui devons service ; mais pensez-vous attendre de nous quelque chose de contraire à notre honneur ? Dites au roi qu'il abandonne la cause du duc de Calabre jusqu'à ce qu'elle soit juridiquement décidée ; que si les prélats français veulent se retirer, les portes de Rome sont ouvertes. »

Cette réponse si fière avait été inspirée par l'évêque d'Arras. Il avait dit au pape : « Saint-père, ne croyez pas un mot des menaces du sénéchal ; point ne les tiendra. » Et c'est ce qui avait décidé Pie II à ces paroles hautaines. Quand il s'agit, pour maître la Balue, d'avoir le salaire de cette conduite, le pape se montra moins large qu'il n'aurait dû l'être. L'évêque d'Arras demandait la réunion sur sa tête des deux archevêchés d'Albi et de Besançon, et de l'abbaye si riche et si opulente de Cluny : c'était si peu de chose, comme on le voit ! Le pape ne put tout concéder, quoique le service fût bien grand ; il laissa l'option au prélat, qui, fort mécontent, opta pour le siège d'Albi.

Louis XI, un peu refroidi pour la cour de Rome et pour le pape, laissa son parlement fortement remonter contre la pragmatique sanction. C'est de cette époque que date cette habitude royale, qui favorisait souvent les résistances parlementaires pour se débarrasser des obligations d'un traité onéreux. Alors le roi avait pour prétexte de dire : « Vous voyez, mon parlement n'en veut pas. » Ces remontrances, quoique de quelque temps postérieures aux transactions de la Balue, sont des monuments précieux.

« Au roi notre souverain seigneur appartient d'assembler et convoquer les clercs et évêques en son royaume ; cette assemblée peut arrêter belles et notables ordonnances ; c'est ce que fit le roi saint Louis, lesdites ordonnances ont été gardées et observées ¹. » Ces paroles du parlement reposent sur les vieux principes des libertés de l'Église posés par les actes de saint Louis.

A cette première époque du règne de Louis XI, les actes de la féodalité ne s'écartèrent pas des coutumes du règne précédent. L'hommage pour le duché de Bretagne fut fait dans les mêmes termes.

¹ Collect. du Louvre, tome XV.

« Monseigneur, je vous fais tel hommage que moi et mes prédécesseurs avons accoutumé de vous faire. — Ainsi je vous reçois et non autrement, » répondit le roi, qui avait fait tout exprès un voyage pour voir son beau cousin de Bretagne. Il avait prétexté un saint pèlerinage ; c'était la coutume du roi de supposer souvent des causes pieuses pour cacher un dessein politique ¹.

Les vieilles chartes nous donnent un exemple d'une confiscation féodale prononcée contre un seigneur pour folle conduite. Le vicomte de Thouars, preux et vaillant chevalier, avait épousé Françoise d'Amboise, noble dame, vertueuse, mais médiocrement belle. Le comte s'en consolait avec deux folles filles dont il était épris d'amour ; elles étaient délectables. Tant elles exerçaient de puissance sur le vicomte qu'elles l'avaient rendu hébété. A la suite de ces faits intervint un arrêt d'interdit ; c'était le premier exemple de la privation d'un fief légitimement possédé pour inconduite et folie amoureuse. Le parlement agrandissait ainsi sa puissante juridiction.

Tels furent les premiers actes qui marquèrent la politique de Louis XI ; ils ne sont qu'une espèce de réaction contre le gouvernement de Charles VII : il n'y a pas de pensée ; on se tromperait même si l'on y trouvait autre chose qu'un petit mécontentement, que l'expression d'une sorte de haine, de jalousie contre ce qui s'était fait pendant le règne précédent ; c'est le roi qui se venge des injures du dauphin, conception étroite et sans dignité.

¹ Chroniq. de Bretagne, tome II, col. 1223.



CHAPITRE XLVII.

1462 — 1466.

Négociations de Louis XI. — Les Catalans. — Les rois de Castille et d'Aragon. — Entrevue de la Bidassoa. — Marguerite d'Anjou. — Le duc de Bourgogne. — Les villes de la Somme. — Maistre Estienne, négociateur. — Le bâtard de Rubempré. — Ligue du bien public. — Parlement à Tours. — Manifeste. — Batailles. — Le roi et les bourgeois de Paris. — Traité de Conflans.

Ce qui marque le caractère de Louis XI, c'est surtout une haute activité de négociations et d'intrigues politiques ; il ne peut rien faire, rien conclure naturellement et simplement ; il n'atteint jamais un résultat que par des voies détournées ; ses négociateurs secrets, ses agents auprès de chaque prince sont chargés d'amener des querelles, de brouiller les rois avec leurs vassaux ou avec les cités ; les communautés d'habitants avec leurs seigneurs ; les familles entre elles¹. Sa politique consistait à briser les liens naturels et légitimes de la souveraineté, dans les royaumes même qui n'étaient pas ses ennemis ; il aimait à compliquer les affaires chez ses voisins. Ainsi, le roi avait des agents secrets contre le duc de Bourgogne, auprès du comte de Charolais, auprès de chacune des villes de Flandre, libres et indépendantes, auprès de l'évêque de Liège et des Liégeois ; il en avait également chez les Catalans, avec leur constitution si libre et si indépendante, en Écosse, en Italie, dans les duchés de Milan, auprès de la république de Venise. On peut considérer Louis XI comme le créateur en France de la diplomatie, expression de la mauvaise foi dans son principe, mais qui, épurée dans les siècles suivants, a évité les abus de la force. La diplomatie ne fut que la science des clercs opposée à la force brutale de la chevalerie ; elle devint la ressource des petits contre les grands ; Louis XI aimait à se faire médiateur, arbitre entre

¹ Cabinet de Louis XI et pièces justificatives des Mémoires de Commines, par Lenglet du Fresnoy.

les sujets et les rois, entre les princes hostiles les uns aux autres, parce que de là résultait un ascendant nouveau, une puissance inévitable sur chacune des parties en querelle.

A son avènement, le roi eut à intervenir dans quelques-unes des grandes affaires de ses voisins. Les Catalans avaient pris les armes contre don Juan, roi d'Aragon ; et, dans un conseil de toutes les communes réunies, ils le déclarèrent *ennemi de leur république*. Cette proclamation de guerre fut publiée au son de trompes et clairons dans les rues de Barcelone ; la *république* des Catalans était une véritable démocratie où tout le peuple délibérait sur la place et dans les marchés. Louis XI, ennemi naturel des rois d'Aragon, qui possédaient les provinces de la Cerdagne et de la Navarre sur les frontières, attisait le feu de la sédition. Il protégeait les droits de Henri de Castille, et ses intrigues se trouvèrent assez puissantes pour que le Castillan fût proclamé souverain dans Barcelone soulevée ; le roi n'aimait pas plus Henri de Castille que Jean d'Aragon ; son dessein était de les brouiller tous pour profiter de ces divisions ; deux mois étaient à peine écoulés depuis l'élection de Henri de Castille, que, par l'entremise du comte de Foix, les rois de France et d'Aragon se rapprochèrent. Louis prêta 350 mille écus d'or à Jean d'Aragon et 700 lances ; pour garantie de cette somme, il recevait en gage les comtés de Roussillon et de Cerdagne, qu'il réunit immédiatement à la couronne¹. Cette méthode de recevoir en gage certains domaines pour répondre des deniers prêtés entraînait encore dans la politique de Louis XI ; c'était un moyen de conquête facile ; souvent la prodigalité chevaleresque ne trouvait pas au terme convenu le moyen de restituer l'emprunt, et le roi prêteur se trouvait maître à très-bon prix d'un bon nombre de terres.

Après quelques batailles indécises, les rois d'Aragon et de Castille se remirent, pour leur contestation, à l'arbitrage de Louis XI ; le roi prononça un jugement dans des termes ambigus ; après quoi il consentit à une entrevue avec le roi de Castille ; elle eut lieu sur la Biddassoa, limite des deux royaumes ; le Castillan y vint avec toutes les pompes brillantes de sa cour : les chevaliers, les écuyers, portaient des ceintures dorées ; des plumes élégantes ombrageaient leur front ;

¹ MS de la Bibliothèque du Roi, n° 8463. Collect. de Béthune, f° 148, corps diplom., tome III, part. 1, page 173.

Louis XI, « qui ne tenait compte de soi vêtir et parer richement, » était couvert d'un habit de camelot et par-dessus un pourpoint de futaine ; il portait sur son chef un chapeau en forme de calotte sans bord, orné d'une médaille de plomb reproduisant la benoîte Vierge ¹. Ce que voulait Louis, c'était un bon traité ; il l'obtint, mais son habileté ne se borna point là ; il combla de présents tous les grands, et les conseillers qui suivaient le roi de Castille ; c'était encore une de ses armes dans ses relations diplomatiques ; il avait dans chaque cour bon nombre de conseillers gagnés à ses intérêts ; les conventions en étaient plus faciles. Le roi savait ce qui se passait auprès de chaque prince, il en connaissait les plus intimes pensées. Il réglait sa politique sur ces données.

Lorsqu'il ne s'agissait que de sentiments généreux, de pensées élevées, Louis XI montrait moins d'empressement. Marguerite d'Anjou, dont le courage et les merveilleuses aventures avaient excité un vif et grand intérêt parmi la chevalerie de France, vint implorer les secours du roi ; elle était jeune, belle, malheureuse, et à une époque de gentillesse, Marguerite eût entraîné toute la cour de France : le roi l'accueillit avec de grands témoignages d'affection, et se lia par un traité ². Mais quel intérêt actuel avait-il à secourir Marguerite d'Écosse ? Il lui donna quelques lances sous la conduite de Brézé, preux et fidèle chevalier, qui prit la reine infortunée pour sa dame, et fit toute espèce de prouesses. Marguerite éprouva les aventures les plus extraordinaires ; elle brava tout pour son fils ; Brézé n'abandonna pas sa cause ; Louis XI devint tout à fait indifférent. La malheureuse reine d'Angleterre se retira en Bourgogne auprès du duc, puissant et magnifique vassal.

La mauvaise foi que Louis XI apportait dans ses rapports avec les princes étrangers, il ne s'en exemptait pas dans ses relations avec ses propres vassaux. On se rappelle avec quelle générosité le duc de Bourgogne avait traité le dauphin exilé à Genève, et la reconnaissance que le nouveau roi lui en avait témoignée. D'après le traité d'Arras, le roi ne pouvait imposer les sujets féodaux, ni lever aucun droit sur eux, sans la licence du duc, gardien et conservateur des

¹ Lenglet du Fresnoy a fait graver, d'après les manuscrits, plusieurs des portraits de Louis XI ; mais tous paraissent se reporter au temps de sa vieillesse.

² Collect. de LeGrand, Biblioth. du Roi.

privilèges. Louis avait envoyé supplier monseigneur de Bourgogne de lui permettre de percevoir la gabelle, le duc lui répondit : « Sire, désistez-vous de cette demande pour l'amour de moi. » Ce refus avait exalté la grande colère de Louis, et il n'avait pas voulu recevoir le sire de Chimay, qui, réclamant vainement audience, se trouva sur le passage du roi pour qu'il ne pût éviter sa rencontre : « M. de Chimay, dit Louis XI, quel homme est donc le duc de Bourgogne ? Est-il d'un autre métal que ne sont les autres vassaux ? — Oui, sire ! il est d'un autre métal, car il vous a gardé et soutenu contre la volonté de monseigneur votre père que Dieu absolve ! » Louis dissimula ; il avait besoin du duc de Bourgogne pour exécuter son projet de dégager les villes des bords de la Somme données en garantie pour 400 mille écus. Le roi avait réuni cette bonne somme par toute espèce d'exactions ; il prit au parlement la caisse des consignations, à son conseil et aux officiers de sa maison, leurs gages en entier ; il fit des emprunts à chaque ville ; il ouvrit ensuite deux négociations, l'une avec le duc de Bourgogne, l'autre avec le comte de Charolais ; aux deux princes il promit également de leur faire profiter des 400 mille écus. Le duc de Bourgogne accepta, malgré le mécontentement et les oppositions de son fils. Ce traité fut encore une négociation parfaitement conduite par le roi. Il était difficile de faire consentir le duc de Bourgogne, prince riche et puissant, à délaisser de fortes et grandes villes qui garantissaient les frontières de ses États : Louis XI en chargea maistre Estienne, fin matois et bon clerc. Il écrivit lui-même les instructions : « Maistre Estienne partira de la ville de Paris, le 24 août, accompagné de cinquante lances et de cent archers, et mènera à Evreux les 200 mille escus neufs qui sont déposés à Beauvais ; puis il ira vers M. de Bourgogne et lui présentera les lettres que le roi lui écrit ; ledit maistre Estienne lui demandera à qui il doit déposer lesdits 200 mille escus, pour obtenir ainsi délivrance des villes de la rivière de Somme, et affirmera audit duc que le roi désapprouve de tous ses moyens la conduite du comte de Charolais ¹. »

Une fois le roi en possession des villes de la Somme, il fit immédiatement tous les actes de la souveraineté la plus absolue ; il avait promis au duc de Bourgogne de maintenir en son office tous les châtelains, capitaines de gens d'armes, gouverneurs de villes : il n'eut

¹ MS Legrand, Collect. Biblioth. du Roi.

rien de plus empressé que de les changer. Tous les officiers de la cour de Bourgogne qui voulurent passer à son service reçurent de nombreuses gratifications ; d'autres obtinrent des pensions secrètes. Louis ne refusa rien pour avoir une oreille, comme il le disait, dans le conseil de son bel oncle. C'est par ce moyen qu'il entretenait la mésintelligence entre le père et le fils, de telle sorte que le duc en était tout préoccupé ; le comte de Charolais détestait profondément de Croï, que Louis avait pris à son service ; les ressentiments que le comte de Charolais avait pour le roi se manifestèrent surtout à l'occasion de l'entreprise du bâtard de Rubempré, curieux épisode dans les négociations politiques de Louis XI.

Louis était à Chinon lorsqu'il chargea le bâtard de Rubempré d'une mission secrète ; il devait partir sur un léger navire, accompagné de cinquante hommes d'armes ; on choisissait toujours des bâtards pour les expéditions périlleuses. Presque tous chefs d'aventuriers, ils avaient fortunes à faire et estats à gagner ; les uns disaient que le sire de Rubempré avait mission d'enlever le chancelier de Bretagne et de lire les dépêches qu'il portait au comte de Charolais ; les autres soutenaient que sa mission était plus hardie et plus perfide, l'enlèvement du duc de Bourgogne. Et pourquoi Louis s'en serait-il fait scrupule ? Avait-il respecté même les sauf-conduits ? Il venait de faire arrêter Philippe, second fils du duc de Savoie, bien qu'arrivé en sa cour avec une bonne sauvegarde signée de sa main ; le roi sentait-il jamais la reconnaissance ! Pourquoi n'aurait-il pas mis la main sur le duc de Bourgogne, tandis qu'il avait une armée sur la Somme, toute prête à envahir le comté de Flandre ? Le bâtard de Rubempré fut arrêté ; il découvrit l'objet de sa mission, et maître Olivier de la Marche se chargea d'en porter la nouvelle au duc de Bourgogne¹, qui se retira précipitamment dans ses domaines ; Croï, vendu au roi de France, chercha à détourner l'orage ; mais cette trahison était rendue publique ; on en parlait en chaire ; on prêcha à Gaud la mauvaise foi de Louis.

Le roi sentit profondément le coup. Il n'avait écrit aucune charte au bâtard de Rubempré ; il le désavoua complètement ; il conyoqua les bourgeois de plusieurs villes à Rouen, et le chancelier eut mission de

¹ Procès-verbal des ambassadeurs de Louis XI par-devant M. le duc de Bourgogne et M. de Charolais, le mardi 6 novembre 1464, vol. 1922, biblioth. Colbert.

justifier Louis de l'attentat dont on l'accusait. Des envoyés partirent également pour Lille auprès du duc de Bourgogne pour demander réparation de l'outrage qu'on faisait au roi par une telle supposition. Cette conduite était hardie ; Louis savait qu'il n'y avait aucune preuve ; ses envoyés déclarèrent que le bâtard de Rubempré n'avait mission que d'enlever le chancelier de Bretagne, afin de connaître les trames des Bretons avec les Anglais. Ils demandaient que le duc de Bourgogne eût sur-le-champ à délivrer le bâtard de Rubempré, qui n'avait fait qu'exécuter les volontés du roi, et de plus à remettre audit sire offensé Olivier de la Marche, qui avait répandu des bruits calomnieux, et un jacobin, lequel les avait répétés en chaire¹. Le comte de Charolais, qui s'était rapproché de son père depuis l'attentat de Louis, voulut répondre ; on l'interrompit, mais on put juger par le discours du duc de Bourgogne qu'il n'y aurait pas longue intimité entre lui et le roi.

La réconciliation du duc Philippe le Bon et du comte de Charolais était complète, le roi Louis XI devait bientôt en sentir les effets ; la féodalité allait être d'intelligence et réveiller encore une de ces ligues de *bien public* si redoutables pour les suzerains. Louis avait agi avec beaucoup d'imprudence, à son avènement, envers tous les vassaux de la couronne ; il avait conçu une haine personnelle contre le duc de Bretagne ; selon son habitude, il s'était ménagé des intelligences avec les villes bretonnes, Nantes, Quimper, petites républiques municipales toujours en guerre avec les ducs leurs suzerains. Le roi, pour se donner un prétexte d'hostilité, souleva d'anciennes prétentions. « Beau cousin, écrivait-il au duc de Bretagne par l'intermédiaire du chancelier Morvilliers, je vous défends, ainsi qu'à vos frères, de vous intituler dorénavant *duc par la grâce de Dieu*, car vous n'êtes pas souverain, ni ne faites frapper monnaie d'or, ni levée d'aides sur vos bons sujets ; ne veux pas non plus que vous exigiez d'eux, serment de fidélité ; ce serment appartient à nous ; vos sujets relèvent directement de la couronne de France².

Ces demandes surprirent le duc de Bretagne, trop faible pour résister au roi ; il lui écrivit : « Sire, mon souverain seigneur, les

¹ Les *Mémoires* de Commines commencent à cette époque ; les comparer avec le procès-verbal déjà cité.

² Monstrelet, au 1464.

demandes que fait votre majesté sont trop grandes pour que nous puissions sur-le-champ y répondre sans consulter les barons et les bonnes villes de notre duché ; je dois pour cela oyr les états , et le ferai le plus loisiblement possible. » Le délai que demandait le duc de Bretagne était pour gagner un peu de temps ; il était alors en correspondance avec le comte de Charolais et tous deux complotaient la ligue féodale, qui plus tard éclata sous le nom de ligue du *bien public* ; des messagers travestis en cordeliers parcouraient toutes les provinces , et là ils transmettaient des chartes du duc de Bretagne , dans lesquelles il disait : « Unissons-nous contre le roi , car ce qu'il me fait à moi il vous le fera à vous tous ; c'est un ladre mal conseillé et de mauvais vouloir. » Tous les frères cordeliers revinrent avec le scel mutuel des princes par lesquels on se promettait aide et confédération. Le duc de Berry, frère du roi, s'était fait le principal moteur du complot ; il était alors auprès du duc de Bretagne ¹.

Le roi ignorait que les vassaux fussent aussi avancés dans la conjuration ; il les avait irrités par ses imprudences ; il chercha bientôt à les apaiser par le témoignage d'une confiance affectée et sans bornes ; il les réunit en parlement à Tours ; il y eut là le roi de Sicile , les ducs d'Orléans , de Bourbon , les comtes d'Angoulême , d'Eu , du Maine , Jacques d'Armagnac , le comte de Saint-Pol , de Penthievre , de Tancarville ; en un mot , c'était une vieille assemblée féodale , ainsi qu'elle se réunissait , au noble temps du baronage et de la chevalerie.

Le roi y vint très-simplement vêtu avec son surcot de bure ; il laissa parler le premier jour monseigneur le chancelier , qui fit peu d'effet en sa harangue. Le second jour le roi s'exprima lui-même avec une grâce et une facilité peu communes. « Mes bons cousins et compères , dit-il , bien je suis étonné que vous soyez marris et courroucés contre nous à l'occasion de mon cousin de Bretagne , lequel a indignement outragé ma couronne ; mais j'ai toute confiance que ceci n'ira pas plus loin. » Alors les seigneurs l'assurèrent , mais ce n'était que de bouche , qu'ils étaient tous prêts à le servir envers et contre tous , ce dont le roi les remercia fort ².

¹ La charte du traité de confédération a été conservée dans les registres de la chambre des comptes à Lille et publiée dans l'édition de Godefroy, 1648.

² Monstrelet, 1465.

Dans le fait, le roi n'avait pas plus envie de s'entendre avec le duc de Bretagne, dont la soumission était l'objet de l'assemblée, que les princes secrètement confédérés n'étaient aises de faire obéissance au roi ; on se sépara avec mauvais vouloir de part et d'autre, et bientôt parut le manifeste du duc de Berry, pièce si importante dans l'histoire des protestations et des résistances au moyen âge. Le duc de Berry et les seigneurs prenaient les armes par deux motifs principaux : « d'abord parce que le roi ne les avait pas pour agréables et en amour ; ensuite parce qu'ils voyaient avec douleur le désordre qui était dans le royaume et dont les seigneurs du sang, l'Eglise, la noblesse, et le pauvre peuple se dolent ; ils requéraient que par l'avis, conseils des seigneurs du sang et des gens des états de ce royaume, il fût pourvu à la réparation des fautes, ainsi qu'il est nécessaire pour le bien du peuple, car les gens d'église étaient opprimés et molestés, justice est foulée, marchandise ne court plus, nobles, bourgeois, manants et habitants ne peuvent plus demeurer en ce royaume ¹. »

Ainsi, tous les griefs des peuples et des barons étaient résumés dans le manifeste des princes confédérés. On s'est beaucoup demandé ce qui dans le seizième siècle avait produit la ligue ; on a pris cet événement de l'histoire comme un fait nouveau, inouï ; on n'a pas fait attention que depuis le douzième siècle il ne se passe pas cinquante ans sans qu'il y ait quelque ligue et confédération, soit pour les intérêts de la féodalité, soit contre l'Eglise, soit enfin contre l'autorité royale. Ces ligues se fondent toujours sur les mêmes idées, une réforme de l'État, le désir d'une liberté plus grande, ou d'un bien-être plus général ; la confédération contre Louis XI prit plus spécialement le titre de *ligue du bien public*.

Successivement tous les princes signaient cet acte de confraternité : le duc de Bourbon, que le roi voulait détacher de la ligue, lui répondit « qu'il avait adhéré, parce que depuis l'avènement du roi tout tournait à mal dans le royaume ; il n'y avait ni parlement, ni assemblée, ni bonnes ordonnances. » Jean, duc de Calabre, fils du bon roi René, héritier des duchés de Lorraine et de Bar, le duc d'Alençon, le comte d'Armagnac, scellèrent de leur scel le manifeste qui fut publié en toutes les églises et lu dans les assemblées communales.

¹ Recueil de Legrand, MS, 1465.

Est-il besoin de dire que le comte de Charolais, héritier de Bourgogne, et le duc de Bretagne étaient les chefs de cette ligue ? C'étaient eux qui l'avaient concertée avec le duc de Berry. Bientôt vinrent se joindre une multitude de lances ; plusieurs prisonniers, retenus par le roi à la Bastille ou au château de Loche, particulièrement le comte de Dammartin, s'échappèrent de leur noire prison et vinrent grossir l'armée des confédérés. C'était à qui s'y réunirait ¹.

On s' imagine que Louis XI fut fort effrayé de cette prise d'armes de la gentilhommerie ! pouvait-il compter au moins sur les bourgeois ? Il faisait tout son possible pour les gagner à son affection. Paris surtout paraissait l'objet de sa spéciale grâce et bienveillance. Charles de Melun, homme assez populaire et alors dévoué au roi, fut chargé du gouvernement de la cité ; il avait bien trois mille lances, parmi lesquelles beaucoup de Lombards, que Sforce, duc de Milan, avait envoyés par suite d'un traité qu'il avait conclu avec le roi. Louis XI avait aussi confié à Jean de la Balue, évêque d'Évreux, le soin de balancer sur l'imagination du peuple, l'influence épiscopale de Jean Chartier, évêque de Paris, tout à fait dévoué au parti de la ligue ².

Cependant, tout ce qui rappelait le nom de Bourgogne était bien accueilli aux halles ; Charles de Melun et Jean de la Balue s'efforcèrent de comprimer cette opinion populaire, toute favorable à la ligue des barons ; le cardinal de la Balue, revêtu de son camail, avec sa bonne et belle robe rouge, passait la revue des bourgeois et les exhortait à suivre le roi avec volonté. On augmenta le guet ; les chaînes furent rétablies, toutes les portes murées, à l'exception de deux, destinées à l'entrée et à la sortie des habitants. Le cardinal de la Balue donnait tant de preuves de dévouement que le roi disait de lui : « C'est un bon diable d'évêque à cette heure ; je ne sais ce qu'il sera pour l'avenir. » Toutes ces dispositions de Paris plaisaient au roi. Il écrivit au prévôt : « Faites savoir que je suis content des bourgeois, mamants et habitants de ma bonne ville, et dites-leur de ma part que la reine ira faire avec eux ses couches et relevailles. »

Le comte de Charolais s'avancait pendant ce temps sur Paris ; il avait au moins avec lui dix mille lances ; il vint se loger presque sans résistance jusque dans le village de Saint-Denis ; les bons moines ne

¹ Mémoires de Commines, ch. I^{er}. Chron. d'un bourgeois de Paris, 1464.

² Chron. d'un bourg. de Paris, ad ann. 1464.

106 DÉVOUEMENT DES BOURGEOIS. — BATAILLE DE MONTLHÉRY.

prirent parti ni pour les uns ni pour les autres. Le vieux chroniqueur, chargé de recueillir les notables événements, se hâta de consigner dans son cartulaire que monseigneur de Charolais et dix mille lances avaient visité les corps saints ¹.

L'extrême bonhomie de Louis, la simplicité de ses manières étaient de nature à gagner les halles et les bourgeois. Il allait le soir souper chez des gens de toute condition sans cérémonie ; il récitait chez eux le bénédicité, promettait chartes de privilèges ; jamais prince ne s'occupa plus des affaires privées de ses bourgeois ; ils s'entretenaient familièrement de leurs besoins, de leurs intérêts ; il se mêlait même des ménages. Le roi demanda pour son valet de chambre, la fille de Jean Letellier, bourgeois de Rouen ; Étienne, sa mère, écrivit directement au roi pour lui refuser sa demande. « Mon souverain seigneur, sachez que par plusieurs avertissements nous avons fait requérir notre fille en mariage, et toujours a refusé. » Le roi ne se fâcha pas de cette liberté, quoiqu'il sût que ce n'était qu'un prétexte, et que les bourgeois, réunis en conseil municipal, avaient refusé la fille de Jean Letellier, parce que les habitants de Rouen étaient libres et indépendants pour leur ville et famille.

Les bourgeois de Paris montrèrent d'abord du dévouement au roi, même contre les Bourguignons, leurs anciens confédérés et amis : lorsque ceux-ci attaquèrent le faubourg Saint-Lazare, ce furent les bourgeois avec leur artillerie ² qui repoussèrent leurs attaques ; le roi ne s'en tenait plus d'aise. « Il faut que je garde, et je garde bien ma bonne ville de Paris, disait-il, car si j'en étais expulsé et chassé, tout serait fini ; tandis que si je tiens Paris je pourrai m'en sauver la couronne sur ma tête. »

Et quelque temps après eut lieu la rude journée de Montlhéry ; Louis XI et le comte de Charolais y déployèrent un grand courage. Il est impossible de nier la valeur du roi de France ; c'est un des faits saillants de ce caractère que cette vaillance aux jours de bataille, cette peur des jours politiques ; Louis, encore dauphin, avait déployé du courage dans les expéditions les plus périlleuses ; roi, il montra également de la valeur à Montlhéry ; puis le voilà vieillard, qui décline

¹ Chron. de Saint-Denis, ad ann. 1464.

² On appelait artillerie toutes les machines employées dans les sièges par les assiégeants et les assiégés.

et se prosterner à genoux devant une madone pour implorer la vie, devient tremblant et lâche devant la mort. La bataille de Montlhéry ne produisit aucun résultat ; il y eut des traits inouïs de lâcheté dans les deux cavaleries ; tel perdit ses terres et ses domaines pour s'en être fui, et on les donna, selon Commynes, à d'autres qui avaient fui dix lieues plus loin. Un homme d'armes courut jusqu'à Lusignan à toute bride, et l'autre jusqu'au Quesnoy ; ils n'avaient garde de se mordre l'un et l'autre¹. »

Après la bataille de Montlhéry, le roi, d'abord retiré jusqu'à Corbeil, rentra dans Paris le 18 juillet ; il s'y montra de plus en plus affable ; il soupa chez le gouverneur Charles de Melun avec plusieurs bonnes bourgeoises, à qui il fit un visage riant ; il parla à toutes des beaux faits d'armes de chacun, de manière que ces bonnes bourgeoises en avaient les larmes aux yeux. Cependant l'indécision de la dernière bataille, les ramifications des confédérés, avaient réveillé le parti bourguignon dans les halles et les boucheries ; le soir l'on criait sur le passage du roi : *Vivent Bourgogne et nos seigneurs les confédérés !* Louis XI réprima sévèrement toutes les tentatives : il assistait au supplice des bourguignons condamnés. Il s'asseyait auprès de la tour de Billy, et là on consait les criards dans un sac et puis on les précipitait dans la rivière ; le roi excitait le bourreau à ces exécutions ; un sergent avait crié la nuit dans Paris : « *Allons, fermez vos huis, car les Bourguignons sont dedans la ville.* » Voilà que le roi le condamna à ce qu'il fût fouetté, et il criait au bourreau : « *Mon compère, frappez fort, frappez fort sur ce paillard, car il m'a bien desservi* ². »

Et pour racheter un peu ces cruautés, le roi se montrait toujours fort bon homme : il visitait familièrement les métiers, bouchers, corroyeurs, gens des halles dans leur hutte, même de la place Maubert ; il les admettait à sa table ; et puis, sur leur clameur, un jour il abolissait tel impôt, un autre jour tel autre. Une charte nouvelle confirma tous les privilèges de la ville ; il fit de très-bonnes manières à monseigneur Jean Chartier, évêque de Paris, quoiqu'il sût bien qu'il n'était pas de son parti, et c'est sur ses remontrances qu'il organisa

¹ Il existe encore une miniature de la bataille de Montlhéry. On y voit trois coulevrines ou canons excessivement prolongés ; Montlhéry avec ses petites maisons est sur le devant de la scène ; le roi et les princes confédérés sont en présence. Cette miniature a été gravée dans le premier volume de Lenglet du Fresnoy.

² Chroniq. d'un bourgeois de Paris, ad ann. 1465.

une espèce de conseil, composé de six bourgeois, de six membres du parlement, et de six universitaires pour examiner et décider toutes les affaires pressantes.

Et il le fallait bien, car le comte de Charolais avait reparu sous les murs de Paris avec l'armée confédérée : le comte se souvenait de l'attachement des Parisiens pour son père le duc de Bourgogne, et il fit demander au parlement, au prévôt, échevins, à l'université, une entrevue pour conférer sur les intérêts communs; les lettres adressées à toutes les corporations étaient scellées du scel de monseigneur le duc de Berry, très-aimé du peuple. On les invitait à nommer des députés pour venir s'entendre avec les princes. Ces propositions furent acceptées par l'entremise de l'évêque Jean Chartier¹; les corporations de Paris, le parlement, les cours, l'université, députèrent chacun un envoyé au camp des confédérés. Ils trouvèrent les princes réunis en armes. Le comte de Dunois porta la parole au nom de la ligue, et déclara que le roi avait manqué à tous ses engagements, privé les princes de leurs droits et le royaume de son éclat; il établit plusieurs autres grandes charges.

Après avoir oy en tout leur contenu les doléances des confédérés, les députés des corporations de Paris s'en revinrent en l'hôtel de ville, où ils exposèrent bien et dûment ce qui avait été dit contre le roi. Jean Chartier s'en donna à cœur l'aise, en renarrant ces griefs, car au fond il n'aimait pas Louis XI. Les prévôts, échevins et bons bourgeois de Paris délibérèrent donc sur la demande des princes; et comme ils se gardaient de se compromettre ni avec les uns ni avec les autres, ils déclarèrent que si les princes voulaient venir, on les recevrait, pourvu qu'ils s'obligeassent avec loyauté à ne faire aucune violence aux bourgeois, ainsi qu'à payer toute dépense occasionnée par leurs gens d'armes; le roi Louis, pour lors en Normandie, apprit la résolution des Parisiens, et il s'empressa de leur écrire : « Chers et féaux, ne faites rien sans moi, je serai avec vous après-demain au plus tard. » Il y vint en effet; le roi tenait tant à la possession de Paris! Il avait avec lui 2,500 lances et bon nombre de coulevrines. Quand il se vit ainsi bien fort, il fit venir tous les échevins, et principalement Charles de Melun, qui avait le plus fortement contribué aux négociations. « Je ne veux plus de vous en

¹ Commynes, liv. I^{er}. Journal d'un bourgeois de Paris, 1468.

mon gouvernement de Paris, dit-il; allez trouver mon cousin de Bourgogne¹. » Il aurait bien également destitué et chassé Jean Chartier, évêque de Paris, mais sa dignité épiscopale le mettait à l'abri; il mourut, le fier prélat, quelques jours après, et comme on avait écrit sur son tombeau une très-belle et louangeuse épitaphe, le roi la fit effacer pour se venger de l'évêque un peu traître et faiseur des deux mains.

Tout le monde appelait de ses vœux une trêve; les bourgeois de Paris n'en pouvaient plus eux-mêmes, et l'insolence des hommes de guerre était à son comble. Ces gens d'armes disaient hautement dans leur argot: « Toutes ces belles maisons qui sont ici à Paris n'appartiennent point à ceux qui y sont demeurants, mais à nous gens de guerre! » Quels fols, quels pillards, quels mangeurs ils étaient! Et « entre autres arrivèrent plusieurs Calabriens, Suisses et Lombards; ils avaient telle rage de faim aux dents, qu'ils prenaient fromage sans peler, et mordaient à même; et puis buvaient de grands et merveilleux traits en pots de terre². » Il vint encore deux cents archers, et derrière eux allaient à cheval huit femmes, folles pécheresses et un moine « qui n'était pas leur confesseur. » Ce n'était donc que criailleries dans la ville contre les porteurs d'orions et salades de bataille: un jour que Louis XI avait fait réunir les bourgeois pour leur parler en la salle aux merciers, un procureur au Châtelet lui dit fort haut: « Sire, les Bourguignons, au dehors, vendangent nos vignes et mangent nos raisins; il faut en finir! » Le roi, sans se fâcher ni se courroucer en rien, lui répondit: « Mieux vaut, mon spécial ami, qu'ils vendangent vos vignes, que de venir dans Paris prendre vos deniers et vos tasses que vous avez mussés et cachés dedans vos caves et greniers, jusqu'au fin fond de la terre. » Et tous les bourgeois se prirent à rire du pied de nez du procureur.

Mais enfin ces criailleries, il fallait les satisfaire: le roi consentit donc à conclure une trêve, afin d'entendre les clameurs et demandes qui trouvaient de l'écho dans le peuple de Paris. Louis XI n'était pas éloigné de ces sortes de négociations: une fois pris dans ses propres pièges, et placé dans une situation difficile, il savait faire toute

¹ Quelque temps après, il lui fit trancher la tête. Chroniq. d'un bourg. de Paris, et Commynes, ad ann. 1466.

² Journal d'un bourgeois de Paris, ad ann. 1465.

espèce de concessions. Le duc de Milan, fin politique et bon ami de Louis, lui avait conseillé de tout céder. Pourtant les demandes étaient si excessives ! Savez-vous ce qu'exigeait le duc de Berry comme apanage ? Toute la Normandie ! et comme la Normandie touchait par ses deux côtés la Bretagne et les villes de la Somme dépendantes de la Flandre, les princes chefs de la ligue du bien public auraient pu toujours se réunir contre le roi : c'est ce qu'ils voulaient en effet. Louis offrait la Champagne et la Brie ; ils les refusèrent. Que résoudre ? Le roi réunit ses bourgeois et la chambre des comptes, les échevins, et leur fit dire par le chancelier : « Chers et féaux, vous voyez où les choses en sont ; que puis-je faire ? » Il avait besoin d'ainsi agir avec la bourgeoisie, et le peuple des halles surtout ; car le besoin de la paix et l'affection pour le duc de Bourgogne commençaient à se montrer dans toute leur violence. On tenta d'ouvrir, la nuit, bien tard, la porte Saint-Antoine pour laisser entrer les Bourguignons. Cette trahison fut découverte. Quelques jours après, on répandit de petits triolets, des chansons populaires contre la personne du roi : on l'y appelait « le petit roitelet, le mangeur d'impôts. » Les choses allèrent si loin, que les meilleurs serviteurs de Louis étaient hués, battus dans les rues et halles, si bien qu'ils n'osaient plus passer nulle part.

Il ne restait d'autre ressource au roi que de traiter avec ses beaux cousins, qui avaient si bien mené leurs affaires : ce fut à Conflans, et la charte des négociations est un des monuments curieux : elle constate les conditions impérieuses que la féodalité triomphante imposait à la couronne.

« M. de Berry aura tout le duché de Normandie, sans ressort, excepté l'hommage ; M. de Charolais, toutes les villes de la Somme, quoique rachetées, et de plus Péronne, Montdidier, Roye ; M. de Calabre, Sainte-Menchould et cent mille écus d'or : on remettra en vigueur les états du royaume et la pragmatique sanction ¹. Une commission de trente-six notables pris au nombre de douze dans chacun des trois ordres devra être substituée au conseil du roi, pour s'occuper de la réforme des abus, et du bien du royaume ; tout ce qu'ils arrêteront quant à ce, sera bon et valable sans que le roi puisse s'y opposer ². »

¹ Le traité de Conflans est dans l'édition de Godefroy, 1648. C'est le texte le plus correct.

² Collect. du Louvre, tome XVI, page 378 ; on dirait que cette chartre a été

La féodalité se fit une large part : chaque prince s'attribua une plus grande étendue de territoire, des apanages et les droits absolus de la souveraineté. Tous les hauts officiers destitués à l'avènement de Louis reprirent leurs dignités et leurs offices. Chacun imposa des précautions ; tous les chefs se donnèrent les compagnies d'ordonnance. C'était le meilleur moyen d'entourer le roi , et de le dominer d'une manière absolue ; il n'était plus dès lors que l'homme de ses barons ; et Louis, qui dissimulait si bien toute chose , répondait avec bénignité à tous ceux qui lui demandaient pourquoi il avait signé un traité si onéreux : « Je l'ai fait volontairement à cause de la jeunesse de mon bon frère de Berry, de la prudence de beau cousin de Calabre, du sens de beau frère de Bourbon , de la malice du comte d'Armagnac , de l'orgueil bien grand de beau cousin de Bretagne, et de la haute puissance de beau frère de Charolais ¹. » Louis scella le traité de Conflans ; mais, sous main, il déposa en son parlement une protestation fondée sur ce que la violence seule avait arraché le traité ².

Le roi avait beau protester ; par le fait, il n'était plus que suzerain de ses vassaux, soumis pour le régime de ses domaines, pour son palais, pour ses gens d'armes , à la haute puissance des nobles sires confédérés. Chacun de ces sires promit d'être fidèle à Louis, son souverain seigneur , qui était là présent, pour le servir toutes les fois que besoin sera.

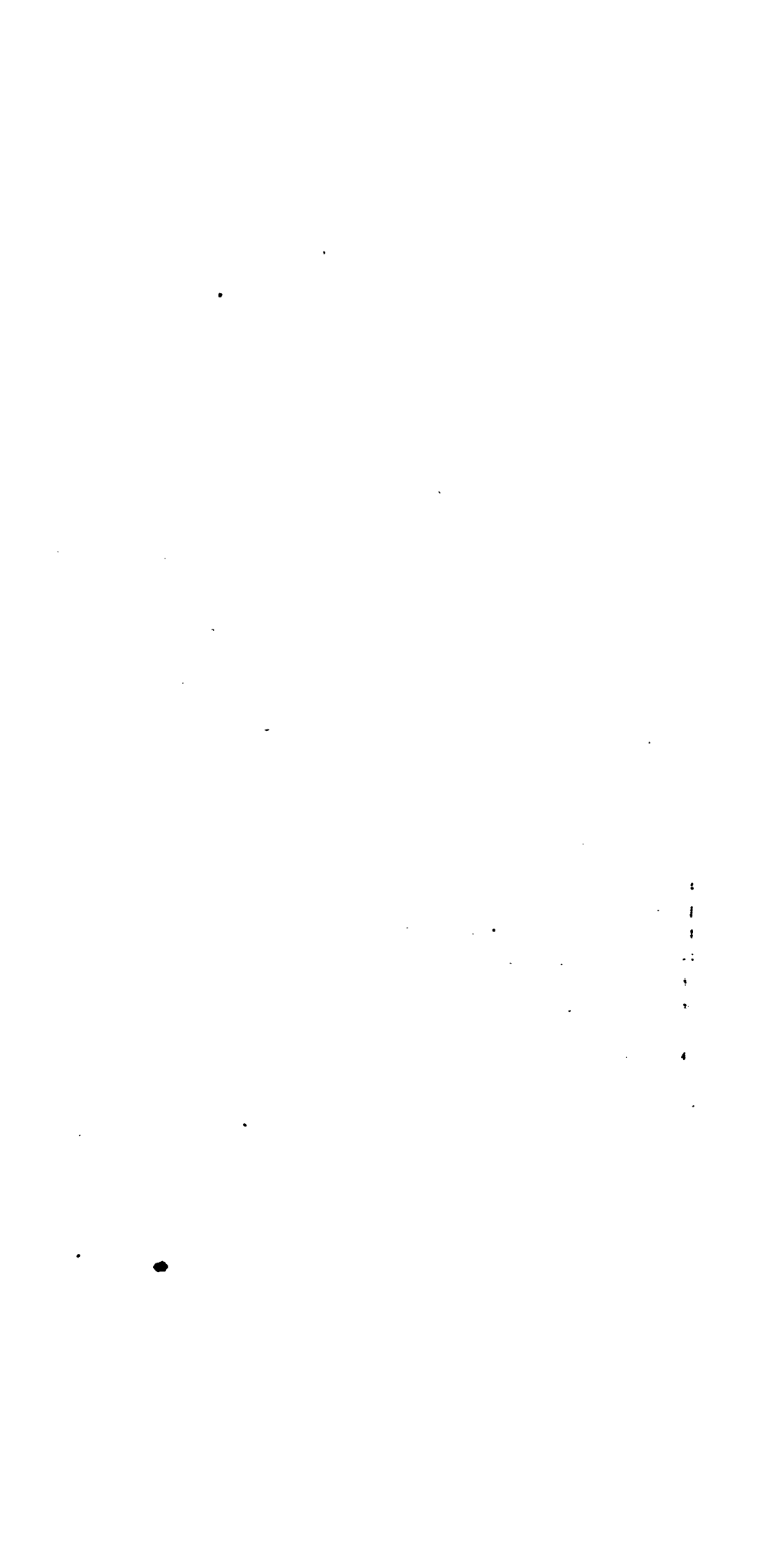
Je considère cette nouvelle ligue du *bien public* comme un des plus grands et des plus heureux efforts tentés par la haute propriété territoriale contre la couronne. Louis XI l'avait sans doute provoquée par ses imprudences ; mais tôt ou tard elle n'en aurait pas moins éclaté, parce qu'il est dans la condition d'une puissance longtemps forte de ne tomber que successivement et avec peine ; elle ne disparaît pas ainsi tout à coup de la scène politique ; la propriété territoriale surtout, précisément parce qu'elle se lie au sol , est plus difficile à s'ébranler ; il est impossible, quand elle est un fait dans la société, qu'elle ne devienne pas un droit dans le pouvoir et dans la législation ³.

calquée sur les célèbres statuts d'Oxford. C'est toujours l'esprit de la haute féodalité.

¹ Collect. de Legrand, Bibliothèque du Roi.

² Reg. du parlement, ad ann. 1466.

³ Dans l'intervalle de cette guerre, le duc de Bourgogne, Philippe le Bon, mourut. Le comte de Charolais, Charles le Téméraire, lui succéda en 1467.



CHAPITRE XLVIII.

1466 — 1468.

Intrigues de Louis contre le traité de Conflans. — Il reprend la Normandie. — Détache les seigneurs de la ligue. — Les cages de fer. — Conseil de réformation. — Guerre avec Bourgogne. — Voyage à Péronne. — Arrivée de Louis. — Ses frayeurs. — Gardes écossais. — Révolte des Liégeois. — Traité avec le duc de Bourgogne.

Le roi avait subi la haute tutelle du traité de Conflans ¹ ; il s'efforça successivement de s'en affranchir : ce fut par la désunion des princes qu'il réussit dans son dessein. La chose était facile ; car la féodalité, orgueilleuse, était surtout insubordonnée, égoïste : Louis XI saisit parfaitement ce côté faible de la chevalerie et de la propriété territoriale, hostile à la couronne.

Le roi continuait ses bonnes manières envers les bourgeois de Paris, toujours un peu enclins pour la croix de Saint-André et Bourgogne. Il dîna à l'hôtel de ville, en place de Grève ; et chez plusieurs marchands et drapiers ; il les convia diverses fois en l'hôtel des Tournelles. Toutes les chartes et vieux privilèges municipaux furent encore renouvelés ; les bons bourgeois, les métiers, affranchis du privilège des gens de guerre, du ban et de l'arrière-ban ² ; aucun d'eux ne put dorénavant être traduit devant autres juges et tribunaux que leur propre magistrat. Y avait-il un bourgeois tant soit peu aimé des halles, le roi était parrain de son enfant, le tenait lui-même sur le saint baptistaire, et assistait à son saint chrême. Vous l'eussiez vu avec le capuchon de la confrérie de la benoîte Vierge, la plus respectée parmi les

¹ Toutes les pièces de ce traité ont été recueillies avec un soin particulier par l'abbé Legrand, dans sa collection si précieuse.

² Chroniq. de Louis XI, ann. 1466. Les bourgeois qui dînèrent le plus souvent avec le roi étaient Étiennette de Paris, Perrette de Châlons, et Jeanne Baillette.

halles ; il haranguait et parlait souvent en place de Grève : c'était merveille de l'entendre et de le voir !

Ensuite, le roi nomma des magistrats tous à sa dévotion : il désigna pour la première présidence du parlement Jean Dauvet, un de ses serviteurs les plus fidèles ; Robert d'Estouteville fut institué prévôt de la cité ; les échevins et chefs de métiers se trouvèrent également choisis avec soin. Ainsi Louis semblait en sûreté du côté de Paris ; il pouvait compter sur sa bonne ville.

C'était à contre-cœur qu'il exécutait le traité de Conflans. La tactique du roi avait déjà porté ses fruits. A peine le nouveau duc de Normandie était-il en possession de son duché, et les gens de sa province l'avaient-ils salué du titre de duc par l'investiture de l'anneau d'or, que Louis parut à la tête d'une puissante bataille de lances sur les frontières de la Normandie. Il avait ménagé des trahisons dans les villes, de telle sorte, que toutes abandonnèrent le pauvre duc de Berry, qui fut obligé de chercher un refuge auprès du duc de Bretagne ¹.

Voilà donc une partie du traité rompue. Le roi occupait le duc de Bourgogne par une révolte des Liégeois, qu'il avait préparée ; et le duc de Bretagne était aux prises avec ses vassaux. Il était donc très-peu probable que le frère du roi pût se défendre et trouver appui. Louis XI réduisit successivement tous les nobles possesseurs de châtellenie. Maître Tristan l'ermite eut également une mission, il parcourut les villes de Normandie et les châteaux avec le petit Trois-Echelles, à la tête des archers de la garde ; et là on vous pendait gentilshommes, bourgeois, tout ce qui pouvait s'opposer à la bonne et complète domination du roi.

Louis XI, revenu à Paris, chercha par tous les moyens à séparer individuellement tous les princes et gentilshommes qui avaient pris parti dans la guerre du bien public. Le roi possédait l'art de ces séductions qui prenaient un à un les partisans d'une cause. Bien des chartes constatent ces traités secrets, tous scellés de part et d'autre, sur la damnation de l'âme, sur les reliques de la sainte Chapelle, sur la benoîte Vierge, sur le reliquaire de saint Claude ; mais le roi ne jurait jamais sur la croix de saint Lô, serment solennel qu'il croyait plus puissant et plus efficace, parce que si l'on y manquait, la mort

¹ Commynes, ann. 1467.

s'ensuivait dans l'année. Le roi, par ces traités, dissolvait une ligue qui tirait sa force de son union. Le duc de Nemours et le comte d'Armagnac, si implacables dans leur haine contre Louis, si antipathiques à ses projets, consentirent également à signer des pacifications individuelles. Le bâtard de Bourbon, l'un des chefs de la ligue, épousa Jeanne, fille naturelle du roi, et reçut une bonne dot de cent mille écus d'or ¹.

Deux classes de personnes étaient également poursuivies par la politique du roi Louis : les seigneurs féodaux d'une grande puissance, tels que les hautains vassaux de Bourgogne et de Bretagne, puis les petits seigneurs sans soutiens, et dont le dévouement n'était pas utile au roi. Les grands et les puissants, le roi cherchait à les prendre par la guerre et par la ruse ; quant aux autres, il n'y allait pas de main morte ; il demandait d'eux l'obéissance absolue, et le prévôt Tristan en faisait bon marché.

C'était ce dévouement aveugle qu'il exigeait surtout de ses officiers. Charles de Melun avait déjà éprouvé une disgrâce à l'occasion de ses complaisances pour les seigneurs de la ligue du bien public ; non seulement il le priva du gouvernement de Paris, puis de celui de la Bastille : mais une commission fut désignée pour lui faire son procès : il eut la tête tranchée par arrêt de commissaires. Antoine de Châteauneuf, grand chambellan, éprouva le même sort, et ce fut pour lui que maître Jean de la Balue inventa les cages de fer, où le prisonnier pouvait à peine se mouvoir. Le bon cardinal ne prévoyait pas que ces cages seraient destinées plus tard à son usage, et que les perroquets de Paris chanteraient :

Maistre Jean Balue
A perdu la vue
De ses évêchés.
Monsieur de Verdun
N'en a plus pas un ;
Tous sont dépêchés ².

Le sire de Châteauneuf-s'échappa de la prison avec une agilité remarquable. Louis fit trancher la tête au châtelain imprudent qui n'avait pas surveillé un prisonnier aussi bien enferré.

¹ Recueil MS de l'abbé Legrand.

² Cabinet de Louis XI. — Le cardinal ne fut enfermé que postérieurement au voyage du roi à Péronne.

Il y avait de ces changements de fortune merveilleux parmi les officiers du roi et les grands barons de la féodalité ; le roi connaissait les hommes habiles et pénétrants ; il s'en défaisait lorsqu'il ne pouvait pas compter sur eux ; il les attirait à lui s'il pouvait avoir leur dévouement. Le comte de Dammartin, ce Chabannes, d'une si brillante valeur ¹, avait été condamné pour crime de haute trahison ; le roi le savait un homme de cœur et de fidélité ; il chercha à le conquérir. C'est un mystère souvent que le caractère de Louis XI ; on ne peut le pénétrer, ni tracer un tableau d'ensemble ; il vous échappe à chaque moment ; Louis est tour à tour un habile politique, un étourdi presque naïf ; il montre de la méfiance, puis de l'abandon jusqu'à l'imprudence ; c'est un de ces princes qui, dans l'histoire, font le malheur des annalistes systématiques qui veulent classer à toute force une tête humaine dans un ordre d'idées arrêté d'avance.

Tandis qu'il faisait les plus vives démonstrations d'amitié et de confiance au duc de Bourgogne, le roi poussait les Liégeois dans leur révolte contre leur suzerain ; les habitants de Dinant prirent également les armes à ses suggestions ; c'était une des manières de négocier de Louis XI que ces trames secrètes qui suscitaient des embarras à ses adversaires ; il avait emprunté cette forme de négociation à l'Italie, aux petits princes qui n'avaient pas assez de force pour se soutenir par eux-mêmes ; et l'on peut dire que c'est Louis XI, qui, le premier, l'introduisit en France ; elle est devenue un principe de bonne guerre politique.

Un an s'était écoulé depuis le traité de Conflans, et le roi n'avait point rassemblé le conseil féodal qui devait procéder à la réformation du royaume ; c'était pourtant un des articles de la ligue : le roi savait bien que, lorsque le premier mouvement d'effervescence serait passé, les réformateurs seraient tous à sa dévotion, et qu'il les dirigerait ainsi qu'il l'entendrait ; une réformation était une idée très-populaire : c'est un fait curieux à remarquer même que cette tendance commune de la société, aux quinzième et seizième siècles, vers une réformation religieuse et politique. Le roi nomma donc une commission de réformateurs laïques et clercs, sous la présidence du comte de Dunois ; et il fit cette démarche « pour donner de soi espé-

¹ Le parlement revisa le procès et acquitta le comte de Chabannes. MS 8437. Biblioth. roy. Béthune.

rance qu'il était soigneux de bien gouverner. » Il assembla grand nombre d'évêques et seigneurs ; puis, ces commissaires réformateurs négligèrent de se réunir, et la chose tourna en fumée ; on en plaisanta à Paris, et cette pensée de réformation ne produisit d'autre résultat que « de faire croire la bonne volonté du roi pour le bien public. »

A mesure que les difficultés politiques s'effaçaient, le roi prenait plus de hardiesse. Louis avait soulevé les Liégeois, et lorsqu'il eut appris que le duc de Bourgogne rassemblait une armée pour réprimer la sédition, il manda le comte de Saint-Pol auprès dudit duc, pour lui intimier de ne point faire ladite guerre aux bons amis et confédérés les Liégeois, à moins qu'il ne consentît à ce que monseigneur le roi fît la guerre au duc de Bretagne, « Ne la faites en aucune manière, dit le duc. — Ah ! répliqua le comte de Saint-Pol, vous voulez faire la guerre à votre plaisir à nos amis, et nous tenir en repos sans oser courir sus à nos ennemis ! Cela ne peut ainsi aller ; le roi ne le souffrira point. — Les Liégeois sont assemblés, répliqua le duc ; j'aurai la bataille dans quelques jours : si je la perds, vous ferez à votre guise ; si je la gagne, vous laisserez en repos le duc de Bretagne. » Et le duc chercha à ébranler le connétable par mille promesses : « Beau cousin, prenez garde, le roi est un fin matois, il vous tromperait et dix comme vous. » Les Liégeois furent vaincus, et le roi se garda de pousser fort la guerre en Bretagne, il l'avait commencée ; il se hâta de conclure une trêve nouvelle avec le Bourguignon¹.

Car la préoccupation du roi était toujours la Bourgogne. Il savait que de là venaient ses dangers. Paix, trêves, suspensions d'armes solennelles, tout cela n'empêchait pas les haines secrètes, les manœuvres cachées. Ce qui est donc inexplicable dans l'histoire, ce qui peut à toujours frapper d'étonnement, c'est la facilité de Louis XI à s'abandonner dans les mains du duc de Bourgogne à Péronne ! Le duc venait de se rapprocher intimement de l'Angleterre, et de réprimer les Liégeois ; son armée vaillante et bardée de fer était dans les places de la Somme, lorsque le roi lui fit demander une entrevue. Louis XI craignait la marche rapide de son beau cousin de Bourgogne ; le comte de Dammartin voulait tenter les hasards d'une

¹ Philippe de Commines, liv. II.

bataille; mais le roi était si prudent ! mais il avait tant peur de voir le gonfalon de Bourgogne revenir jusqu'à Paris ! Pourtant à quels dangers n'allait-il pas s'exposer, allant à Péronne, au moment surtout où ses envoyés secrets cherchaient à soulever encore une fois les Liégeois contre la souveraineté du duc de Bourgogne ? La Balue insinua à Louis XI qu'il aurait de meilleures conditions en traitant en personne. D'ailleurs le roi savait la loyauté chevaleresque du duc ; il lui demandait un sauf-conduit ; son cousin pourrait-il le violer ? Ce sauf-conduit, sollicité par le roi, était ainsi conçu : « Monseigneur très-humblement en vostre bonne grâce je me recommande ; si vostre plaisir est de venir en cette ville de Péronne pour nous entrevoir, je vous jure et vous promets sur ma foi que vous y pourrez venir et vous en retourner.

» Vostre très-humble et très-obéissant subject,

» CHARLES. »

Louis se crut assuré par cet acte signé de son bon cousin ; il hésitait néanmoins encore, lorsque le cardinal de la Balue lui remontra bien et fortement qu'il avait à traiter des affaires secrètes avec le duc de Bourgogne ; il lui mandait : « Sire, j'ai vu votre bon cousin ; monseigneur ne veut plus avoir de spécial ami que vous ; il a des choses si particulières à vous dire qu'il veut vous voir en sa bonne ville de Péronne ¹. »

Le roi s'achemina donc vers Péronne, où il arriva dans le commencement d'octobre 1468 ; il avait peu de suite, peu d'équipages. On y voyait le duc et le bâtard de Bourbon, le connétable, le seigneur de l'Aigle, du Lyon, de Longueville ; et puis venaient dans leurs costumes bariolés, quatre-vingts archers de la garde écossaise l'arc en main, et soixante gens d'armes ², quand il fut à environ deux lieues de Péronne, il rencontra deux cents bonnes lances de Bourgogne que son cousin de Charolais mandait devers lui ; et cela fut d'un mauvais augure. Cependant tout se passa bien à la première entrevue du roi et du duc ; jamais Louis n'avait paru plus confiant, plus abandonné ; il se montra dans tous les lieux publics, la main appuyée sur l'épaule de son cousin, et il paraissait n'avoir de tendresse et de bon vouloir que pour lui.

¹ Cabinet de Louis XI.

² Commines, liv. III.

Combien cette sécurité dura peu ! le roi ne craignait pas encore le duc de Bourgogne ; mais il avait vu rôder autour de son hôtel beaucoup de ses ennemis personnels ; tous les gens d'armes bourguignons étaient arrivés sous la conduite du maréchal, qui n'aimait pas le roi ; ensuite vinrent Philippe de Savoie, le seigneur du Lau, qui tous deux échappaient à peine de ses mains et de ses bastilles, puis encore Poncet de la Rivière et Durfi, qui s'étaient hautement dits ses ennemis. « Pasque-Dieu ! s'écria Louis, il semble que tous soient ici réunis pour pactiser avec le diable contre moi. » Il demanda son bon cousin, et le requit lui-même d'être enfermé pour sûreté dans le château fort de Péronne avec ses archers écossais, car il y avait beaucoup de gens qui en voulait à sa vie ; le duc ne lui accorda que douze personnes à son choix. A partir de ce moment, le roi n'eut plus aucune liberté ; il fut à l'entière discrétion du duc de Bourgogne.

En cet état les négociations commencèrent. « Mon cousin, dit le roi, je vous accorderai tout, pourvu que vous juriez d'être mon féal et spécial ami ; et jurez-moi avec loyauté, ainsi que le fait M. le duc de Bretagne. — Eh ! monseigneur, répondit le duc de Bourgogne, vous le jure pour moi, mais je ne puis m'en dispenser d'en mettre à l'écart mes amis et alliés. » Les choses allaient à leur fin ; Louis et le duc commençaient à se vouer mutuelle confiance. Que voulez-vous ? le diable s'en mêla, et tandis que l'on concertait les arrangements, les Liégeois, excités par les émissaires de Louis, prirent encore une fois les armes contre leur seigneur et duc. Quel incident ! Les Liégeois avaient traîné leur évêque, massacré les gros chanoines de la cathédrale, et, chose incroyable ! on avait vu les envoyés du roi de France exciter les métiers et tisserands ; la nouvelle était connue du duc de Bourgogne ; il ne pouvait douter de la trahison de Louis XI, qu'il retenait captif ; jugez de sa fureur ! Soudainement il fit fermer les portes de la ville et du château ; le roi qui se vit enfermé en ce château et force archers à la porte, n'était point sans crainte, car il se voyait logé rasibus d'une grosse tour, où un comte de Vermandois avait fait mourir un sien prédécesseur roi de France. Le duc de Bourgogne vint le voir les yeux tout en feu et la bouche écumante. « Monseigneur, lui dit-il, vous êtes parjure et traître à Dieu, car voilà les Liégeois qui s'en révoltent et rébellionnent contre moi et l'évêque. —

¹ Commynes, liv. III, et MS 1922, Colbert, Biblioth. du Roi.

Pasque-Dieu, bon cousin de Bourgogne, suis entièrement étranger à cette fureur de la canaille de Liège, et je peux le prouver. » Louis pleurait, se désolait, protestait de son innocence, offrait des otages, des provinces; c'était en vain; le duc, plein de colère, réunissait chaque jour son conseil, délibérait des heures entières pour savoir ce qu'il ferait, et les ennemis du roi, fort nombreux, insinuaient au duc de se débarrasser de son suzerain, adversaire acharné du duché de Bourgogne, traître et déloyal conseiller des Liégeois et de la canaille ¹. Le roi fut étroitement enfermé au sommet de la tour de Péronne; il n'eut plus auprès de lui que quelques archers; le duc de Bourgogne pouvait y pénétrer, s'il voulait en finir de la vie du roi.

Le caractère impérieux et mobile de Charles le Téméraire se montrait encore; « la tierce nuit le duc ne se dépouilla oncque, seulement se coucha par deux ou trois fois sur son lit, et puis se promenait; car telle était sa façon quand il était troublé; sur le matin se trouva en plus grande colère que jamais. » Commines le dissuada de quelque mauvais dessein. Louis était toujours habile à se tirer d'une position délicate; s'il s'y précipitait avec abandon, il savait s'en sauver avec bonheur; il avait des amis dans le conseil; il les achetait par des présents, de fortes et secrètes pensions; il ne refusait aucune requête d'argent qui lui était faite; son premier soin, en toute matière, était d'attirer à lui les plus intimes conseillers de ses adversaires, de manière qu'il se rendait maître des délibérations. C'est dans cette vieille tour de Péronne qu'il conquit, on ne sait par quel moyen, messire Philippe de Commines, qui rendit des services dans la négociation. « Autrefois a plu au roi me faire cet honneur de dire que j'avais bien servi à cette pacification. » Le bon historien était pour lors chambellan du duc de Bourgogne, et couchait en sa chambre ². Monseigneur faisait toute chose par lui. Ce fut Philippe de Commines qui, pour couper court aux soupçons de son maître, lui insinua d'exiger que le roi Louis le suivît dans son expédition contre les Liégeois.

Ces menées secrètes pouvaient seules balancer les terribles effets de la colère du duc de Bourgogne; il roulait dans sa tête les desseins les plus sinistres. Un moment il s'était arrêté à la vieille idée féodale,

¹ Philippe Commines, chap. vii.

² Commines, chap. vii.

au projet de s'emparer de son suzerain, puis de se proclamer roi de France. La chose eût été possible, car les grands vassaux, nombre de nobles et de bourgeois n'aimaient pas Louis XI. Cette résolution eût été suivie du jugement à mort, par le conseil de Bourgogne, du roi parjure ; on s'en serait débarrassé dans la vieille tour par quelque bohémien ou par des archers vigoureux. C'était curieux et triste à voir que l'agitation du duc Charles ; sa colère éclatait à chaque moment par des mouvements et des gestes animés. Quand il s'approchait du roi, ses regards étaient sombres ; sa voix brusque tremblait de fureur ¹. Enfin, après avoir subi tant de chances diverses avec une patience admirable, Louis XI apprit par le sire de Commines que le conseil de Bourgogne avait arrêté la formule d'un traité qui lui serait soumis. Ce traité renouvelait toutes les conditions de la transaction de Conflans, et toutes ses garanties essentielles ; il ajoutait que le duc de Bourgogne pourrait entretenir toute espèce d'alliance à l'encontre du roi Louis XI, et pour la sûreté de ses États, pourvu cependant qu'il n'aidât pas l'Anglais, au cas d'une descente en France. Tous les griefs du duc de Bourgogne sur les impôts, fiefs, greniers à sel, mouvances, surséances, étaient complètement satisfaits. Le roi accordait tout, jurait tout, avec une constante résignation ².

On remarquera dans ce traité le soin que prend le duc de Bourgogne de stipuler, non-seulement pour lui-même, mais pour la plupart des sires de la féodalité. Il fit accorder au jeune frère du roi la Champagne, pour lui tenir lieu de la Normandie conquise. En se déclarant ainsi le protecteur de la ligue féodale, le duc de Bourgogne s'en perpétuait le chef naturel et fortifiait sa puissance. Voilà sans doute ce qui nourrissait cette inimitié, cette rivalité entre les maisons de France et celle de Bourgogne ; Louis XI tendait à centraliser le pouvoir royal, et son plus puissant adversaire devait être dès lors le prince féodal qui se proclamait le chef de la ligue.

¹ Commines, chap. vii.

² 14 octobre 1468. Édit de Godefroy.

CHAPITRE XLIX.

1468 — 1471.

Exécution du traité de Péronne. — Siège de Liège. — Traité soumis au parlement. — Édit contre les pies et geais. — Trahison de la Balue. — Son procès. — Son enfermement. — Hommage du duc de Guienne. — Institution de l'ordre de Saint-Michel. — Cité municipale de Rouen. — Pamphlet. — Nouvelle ligue. — États de Tours. — Le roi chansonné. — Conjuración féodale.

Je rappelle qu'une des conditions secrètes du traité de Péronne était que le roi Louis XI, pour témoigner de sa bonne fois, s'unirait au duc de Bourgogne dans ses batailles contre les Liégeois. Il s'y préparait avec patience et dissimulation, comme s'il était tout à fait étranger au soulèvement de la canaille et tisseranderie de Liège; voilà qu'il sut que le comte de Dammartin, apprenant les dures conditions du traité de Péronne, n'avait pas voulu reconnaître le scel royal, et, au lieu de congédier ses gens d'armes et archers, avait convoqué le ban et l'arrière-ban. Le comte de Dammartin était grand maître de France, et le roi, qui lui tint toujours compte de ce dévouement, lui écrivit néanmoins de ne pas se presser de mettre armée sus, et qu'il avait toute confiance en son bon cousin de Bourgogne ¹.

Le premier besoin du roi était de sortir des griffes de ce maudit duc de Bourgogne, qui le soumettait à toutes les humiliations; la plus grande fut durant cette guerre contre les Liégeois, car le duc menait son seigneur comme par la lisière aux batailles; Louis supporta très-bénignement cette position si fausse, si malheureuse. Il assista au siège avec le Bourguignon, combattit ou anima les archers et gens d'armes durant cette nuit de dévastation où la fureur réduisit en cendres la belliqueuse cité de Liège. Le roi dinait

¹ C. Linet de Louis XI, 1469.

paisiblement durant ce grand désastre, et lorsque le duc de Bourgogne vint lui annoncer le résultat de ses épouvantables résolutions, Louis XI l'accabla de compliments et d'éloges sur les beaux faits d'armes de la journée : « Mon cousin, vous avez montré ce qu'est la valeur de Bourgogne ; » et en disant ces paroles, il s'était revêtu de la croix de Saint-André. Il descendait ainsi, aussi bas que possible, pensant par tous ces actes de dévouement obtenir enfin cette bonne délivrance, après laquelle il soupirait tant. « Mon cousin, disait-il encore, si vous n'avez plus à faire de moi, je désire m'en retourner à Paris, pour faire publier nos conventions et appointements au parlement, afin d'y donner plus de force ; puis je reviendrai vous voir en Bourgogne faire bonne chère avec vous. » Le duc était toujours un peu murmurant ; cependant lorsqu'il n'eut plus de prétexte il lui dit : « Monseigneur, vous pouvez retourner dans vos États, pourvu que vous teniez bellement les conditions du traité de Péronne¹. » Ce traité fut lu de nouveau, et à haute voix : Louis l'approuva une seconde fois par plus de dix serments à tous les saints du paradis, à la benoîte Vierge, aux croix de tous le pèlerinages. Après ces protestations, le duc de Bourgogne consentit au départ. Rien ne coûta au roi pour l'obtenir. Il prit conseil de son spécial ami Charles sur toutes les affaires de son royaume : « Beau cousin, si d'aventure mon frère qui est en Bretagne ne se contentait pas du partage que je lui baille pour l'amour de vous, que voulez-vous que je fasse ? — Faites qu'il soit content, répondit le duc ; je m'en rapporte à vous deux. » Et le roi seul partit, hâtant son voyage autant qu'il le pouvait sur les terres de Bourgogne.

Il arriva à Senlis, et le même jour il manda son parlement. Quand il y avait un faux et malheureux traité, une folle condition imposée au prince, celui-ci convoquait son parlement, agissait de manière à les faire rejeter ; ainsi il se libérait de son propre engagement : de là l'origine de la puissance politique des cours judiciaires dans la vieille monarchie. Le parlement étant convoqué à Senlis, le roi lui fit exposer par le cardinal de Balue les conditions du traité. En cette circonstance, il commanda de faire aucune remontrance et restriction. Quelques-uns disent que le duc ayant fait jurer les conditions du traité sur la croix de Saint-Lô, Louis avait peur de mourir

¹ MS Legrand, 1467.

dans l'année ; d'autres prétendent que le roi était honteux de s'être laissé duper , et qu'il ne voulait pas en avoir l'air devant son parlement. Sous main , il ne s'opposa pas à ce que l'enregistrement fût différé ; de délai en délai il se passa quatre mois , et la paix de Péronne ne fut ainsi publiée qu'à la fin de l'année ; des crieurs et trompettes parcoururent Paris , et déclarèrent hautement qu'il ne pourrait rien se dire ni écrire publiquement contre monseigneur le duc de Bourgogne.

Et le roi voulait éviter les chansons et jeux de mots , triolets offensants contre sa personne , car il s'était laissé prendre « comme un fol à Péronne. » Il savait qu'on avait fait maintes épîtres et satires contre lui ; tout , jusqu'aux pies , geais , répétaient *Péronne* , *Péronne* , nom de moquerie ; on vit , l'avant-veille de l'entrée du roi dans sa capitale , maîtres Tristan l'ermite parcourir les rues avec son acolyte Trois-Échelles et les archers de la garde écossaise ; ils portaient une ordonnance « qui mandait de mettre à mort tous lesdits oiseaux , comme jacassant mots inutiles et inconvenants à la majesté royale : on mit à mort également les cerfs , biches , chevreuils , que les bourgeois élevaient en basse-cour , car sur leurs cornes et en leur collier on inscrivait devises mordantes , acérées , à l'encontre du roi¹. »

Louis XI avait montré extérieurement le désir d'exécuter le traité de Péronne ; mais il cherchait à en atténuer au moins les plus fâcheuses dispositions. En stipulant pour le jeune frère du roi , l'apanage du comté de Champagne que la ligue avait d'abord refusé , le duc de Bourgogne avait eu encore en vue , par un rapprochement de territoire , de maintenir la ligue féodale entre les vassaux ; les grandes vassalités pouvaient se prêter secours les unes aux autres. Louis XI sentit les conséquences de cette disposition du traité ; il entoura si bien son frère , lui montra les avantages de l'apanage de Guienne , possession riche en terres et en redevances , qu'il le décida à opter. Par cette modification , il détruisait toute la pensée féodale du traité de Péronne : la Guienne était une province éloignée , dans l'isolement ; le roi pouvait toujours , au premier caprice , en dépouiller son frère ; le duc de Bourgogne sentit le coup ; il porta de vives réclamations auprès de Louis ; le roi répondit avec bonhomie : « N'avez-vous pas dit , beau cousin , que moi et mon frère étions libres de tout modifier ; je n'ai fait que votre volonté². »

¹ Chroniq. d'un bourgeois de Paris , 1467. — MS Legrand , ann. 1467.

² Commines , chap. viii.

Toute cette affaire de Péronne avait-elle été un fol acte d'abandon et de confiance du roi, ou bien le résultat d'une grande trahison ? C'est ce qui n'était pas encore éclairci : il y avait toujours dans le conseil tout-puissant et au premier rang le cardinal de la Balue ; le roi faisait tout ce que le cardinal voulait ; il ne se décidait rien que par lui. J'ai dit que la Balue n'avait pas été étranger à l'entrevue de Péronne ; c'est par son conseil qu'elle avait eut lieu, et loin d'affaiblir son crédit, le traité l'avait augmenté ; il avait vu se multiplier sur sa tête le nombre des évêchés et abbayes. La question du changement d'apanage avait profondément blessé le cardinal, car elle affaiblissait le pouvoir de la ligue féodale ; il fit une conjuration pour l'empêcher, et s'associa Guillaume, évêque de Verdun. Le but de ce complot était de détourner le duc de Guienne d'une réconciliation avec le roi. La Balue écrivait à l'évêque de Verdun : « Faites en sorte que monseigneur le duc de Guienne n'accepte pas d'autre partage que celui que le duc de Bourgogne lui a procuré par la paix faite à Péronne, laquelle a été promise et jurée en ses mains¹. » La Balue était alors dans les intérêts du grand vassal ; on disait même que son dessein secret était de porter au trône le chef du parti de la féodalité ; en échange, Charles de Bourgogne s'engageait à placer la tiare sur la tête du cardinal ; ainsi, la féodalité et le haut baronage auraient invoqué contre les progrès et les tentatives de la centralisation royale l'alliance du chef de l'Eglise. C'était un moyen de fortifier l'édifice menacé de leur double puissance².

La conjuration fut éventée ; le cardinal de la Balue avait écrit une charte confidentielle au duc de Guienne par un archer écossais ; cet archer fut arrêté, les deux prélats conduits à Tours et renfermés dans la plus haute et plus forte tourelle. L'évêque de Verdun et le cardinal de la Balue étaient clercs, et par conséquent ils ne pouvaient être poursuivis en cour laïe. Cependant une commission composée du chancelier, du seigneur d'Estouteville, grand maître des arbalétriers, d'un président et d'un conseiller au parlement, fut chargée de l'instruction ; la Balue confessa sa volonté et déclara qu'il avait dessein de bien servir le roi en cette affaire ; on lui fit dire plus tard

¹ MS Legrand, 1468.

² Recueil MS de l'abbé Legrand, 1468.

d'autres témoignages ; il avoua ses intrigues avec monseigneur de Bourgogne ; il avait desservi le roi en le conduisant à l'entrevue de Péronne, en lui faisant signer le traité qui avait suivi la pacification, en le traînant même devant Liège pour le faire assister à la grande ruine de ses alliés les tisserands et métiers ¹.

Une commission laïe ne pouvait les condamner ; les juridictions n'étaient pas alors toutes royales. Louis s'adressa en cour de Rome pour demander des commissaires apostoliques à l'effet de juger le cardinal et l'évêque de Verdun ; les commissaires furent désignés, et, après une instruction, ils lancèrent un monitoire portant défense de poursuivre la Balue sous peine d'excommunication, car il était revêtu du saint caractère de cardinal ; alors le roi prit un de ces subterfuges qu'il savait si bien trouver : « Je respecterai le saint caractère, mais, Pasque-Dieu, ils ne pourront désormais ni me nuire, ni m'échapper. » Il fit donc construire deux bonnes cages de fer séparées de 8 pieds en carrés dans le château de Loches, et là nos deux bons prélats furent bien et dûment renfermés ; et ils devaient sentir la différence entre leurs opulents évêchés et ces prisons étroites dans lesquelles ils ne pouvaient se mouvoir ni par les pieds ni par les coudes ; et ces cages si bien enferrées étaient un excellent moyen qu'aimait le roi quand il ne pouvait occire ses prisonniers ; presque tous les comptes municipaux portent en dépenses le coût de plusieurs cages ainsi arrangées pour le service des prisonniers royaux ².

L'intrigue féodale étant déjouée, Louis se trouva maître de régler l'apanage de son frère, et l'on a dit les motifs politiques qui l'avaient porté à substituer la province de Guienne au comté de Champagne ; le nouveau duc de Guienne fit hommage avec toute la solennité qui pouvait en fortifier les liens et calmer les terreurs du roi. On porta à Saintes, où la cérémonie de l'hommage eut lieu, la sainte croix de Saint-Lô d'Angers, relique vénérée. Lorsque cette croix eut été découverte, le duc de Guienne prononça un serment solennel. « Je jure sur la vraie croix ci-présente que, tant que je vivrai, je ne prendrai ni ferai prendre, ni serai consentant ou participant de prendre la personne de monsieur le roy Loys mon frère, ni de le tuer ³. » On remar-

¹ MS Legrand, 1468.

² J'ai eu dans les mains les chartes des comptes municipaux de Blois ; ils portent à plusieurs reprises 6 liv. 4 s. pour achat de cages de fer au service du roi.

³ Acte du serment du duc de Guienne. MS Legrand, 1469.

quera le changement qui s'est opéré dans la formule de l'hommage ; on ne jure plus foi loyale, protection franche et souveraine ; le roi exige de son frère qu'il ne le prenne ni ne le tue ; c'est là tout le dévouement qu'il lui demande, toute la loi du fief ; ceci tenait au caractère de Louis, à ses terreurs qui s'accroissaient avec l'âge, à la félonie surtout des grands vassaux. Une dernière condition était plus habilement combinée ; le duc de Guienne renonçait également sur la croix de Saint-Lô, à son mariage avec l'héritière de Bourgogne ; Louis XI cherchait ainsi à le séparer du chef de la féodalité.

Malgré ces traités, les méfiances entre les deux frères restèrent aussi vives. Philippe de Commines assistait à leur entrevue sur la rivière du Broil, près du château de Charon ; on avait construit une grande et forte barrière ¹, qui n'avait pour ouverture qu'une fenêtre carrée garnie de douze bons barreaux de fer semblables à ceux que l'on voit pour les bêtes féroces, et le roi parla ainsi à travers à monsieur Charles ; tous ceux qui suivaient les deux frères étaient sans dagues et sans épées, et les archers sans armes et sans trousses de flèches. Charles fit plusieurs génuflexions en s'approchant du roi ² ; Louis l'assura qu'il était le bienvenu. « Une des choses que je désire le plus au monde, est de vous voir, mon bon frère ; » et, comme Charles demanda à l'embrasser : « Mais il est trop tard, demain je serai mieux assuré. » Et il s'assura en effet que Charles viendrait sans dague et sans escorte. Il le reçut alors avec affection et le serra tendrement. Charles, sans défiance, se vit comblé de dons ; son apanage fut agrandi. Et comme le duc de Bourgogne lui adressait des reproches sur la trahissante manière dont il abandonnait la cause des feudataires, il répondit au comte de Saint-Pol : « Je remercie mon cousin de Bourgogne, mais je suis très-content de mon apanage de Guienne ; il est grand, plantureux et riche en toute chose ; je serai pourtant bon parent et bon ami. » Le roi fut très-content de son frère, mais il craignait que ces dispositions ne durassent pas longtemps.

Pour tout ramener à l'unité monarchique, et centraliser même les dévouements, le roi fonda l'ordre de Saint-Michel. L'institution des ordres de chevalerie survécut à la chevalerie elle-même, abattue dans

¹ « Au milieu du pont était une barrière avec une fenêtre où étaient douze barreaux de fer. » MS Legrand, 1469.

² Commines, 1469.

les malheureuses batailles du règne de Charles VII. Les statuts du nouvel ordre indiquaient la pensée d'une gentilhommerie obéissante et dévouée. Ils étaient une imitation de la Toison de Bourgogne avec des conditions plus monarchiques ; la Toison d'or avait une origine indépendante et chevaleresque ; tout se ressentait de cette cour de Bourgogne, cour de galanterie et de plaisir ; l'ordre de Saint-Michel créait une espèce de chevalerie dévote et fidèle au roi ¹. Louis en fit un usage politique ; un moyen de gouvernement ; il cherchait à se rattacher la haute gentilhommerie : toutes les fois qu'il avait l'importante conquête à faire d'un seigneur féodal, il lui envoyait le cordon de Saint-Michel, croyant ainsi le lier par un serment spécial et solennel ; le roi en revêtit le duc de Guienne, son frère, et l'envoya au duc de Bretagne. Il voulait sonder les véritables intentions de ce seigneur hautain ; s'il le refusait, il aurait un motif de vengeance et saurait à quoi s'en tenir. Le duc refusa en effet ; il en donna les motifs dans un premier accès de colère : « Je ne veux pas tirer au collier avec Chabannes, » témoignant ainsi qu'il ne voulait pas aller de pair, lui grand vassal de la couronne, avec un sire de seconde et troisième lignée ; et d'ailleurs le grand maître n'avait-il pas trahi les intérêts de Bourgogne et de la féodalité ? Enfin le duc, pressé de s'expliquer, développa en détail les causes de son refus. Il exposait tous les inconvénients de la nouvelle institution et la pensée de pouvoir absolu qui l'avait dominée. Ce refus de l'ordre fut atténué par le traité d'Angers, dans lequel le duc de Bretagne consentit à ne jamais s'allier avec les ennemis du roi. Quelques jours après il signa secrètement un autre traité, à Étampes, avec le duc de Bourgogne. Pour la quatrième fois ils établissaient une ligue offensive et défensive contre le roi : c'était une précaution nouvelle en cas de batailles, et l'occasion n'en manquait pas ² ; car Louis faisait une guerre à outrance au comte d'Armagnac, en contravention au traité de Péronne. Le duc de Bourgogne se hâta d'armer ses archers et sa chevalerie. Le roi, dans la convocation de son ban et arrière-ban pour la guerre contre l'Anglais et l'Armagnac, avait appelé tous ses arrière-vassaux, même de Bourgogne, et les chartes portaient : « Si vous n'y venez pas, vous y serez contraints par la confiscation des fiefs. » Le duc de Bour-

¹ Collect. du Louvre, tome XVII, page 236.

² Corps diplom., tome III, page 5.

gogne, étonné et tout à la fois irrité de cette menace, envoya auprès du roi des ambassadeurs pour se plaindre de la violation du traité de Péronne. « La convocation des arrière-vassaux n'était-elle pas défendue par ledit traité? s'écriaient les ambassadeurs, et puis vous voulez faire la guerre de Bretagne! Et ne savez-vous pas que ledit duc est allié de notre sire et fait cause commune avec lui? Les députés du roi répondirent : « Il est vrai que le roi a fait la convocation du ban et de l'arrière-ban, mais il s'agissait de repousser l'Anglais. Jamais l'intention du roi n'avait été de mander ni inquiéter les sujets du sire duc ¹. » Et tout cela était bien vivement dit et présageait une rupture entre France et Bourgogne. Les hostilités avec l'Angleterre étaient menaçantes; n'était-il pas à craindre qu'en irritant le Bourguignon altier il ne favorisât les Anglais?

Dans les révolutions d'Angleterre, le comte de Warwick, baron des cinq ports, avait pris les armes contre le roi Édouard. Heureux dans ses premiers efforts, Warwick avait ensuite été vaincu et obligé de fuir; il était le chef de la féodalité anglaise, comme le duc de Bourgogne l'était de la féodalité en France; pourtant l'alliance d'Édouard et du duc de Bourgogne rapprocha Louis XI du comte de Warwick; il fut accueilli à Rouen, cité libre et municipale, sous la suzeraineté du roi de France. Rouen, comme on a en occasion de le dire, était une véritable république avec ses propres lois et ses magistrats. Le duc de Bourgogne écrivit aux bourgeois pour se plaindre de l'asile que la cité donnait au noble comte de Warwick; alors chaque ville, et chaque ville commerçante surtout, avait ses relations particulières indépendantes du suzerain naturel. On s'expliquerait difficilement aujourd'hui, en l'état des souverainetés régulières, qu'une cité fût en rapport avec un prince étranger sur l'intermédiaire du pouvoir central dont elle dépend. Il n'en était point ainsi au moyen âge; au temps du gouvernement municipal, la communauté des habitants formait une unité politique, un tout agissant et se mouvant dans sa sphère ².

C'était ici une question de paix ou de guerre : Charles de Bourgogne prit une première mesure contre le roi de France; il confisqua

¹ Commines, 1469.

² Le roi écrivit de sa main les instructions pour la réception du duc de Warwick. MS Legrand, année 1470.

toutes les marchandises qui appartenaien^t aux sujets de Louis XI. Ce qui rentre aujourd'hui dans le droit exceptionnel des représailles était alors le droit commun de la guerre. Dans les hostilités régulières, les marchandises et les propriétés individuelles sont respectées. Il n'en était pas ainsi dans ce siècle; tout appartenait au souverain, parce que la propriété individuelle n'avait pas encore ce caractère sacré et distinct qui la constitue aujourd'hui.

Warwick s'allia avec Marguerite d'Anjou pour recouvrer la couronne d'Angleterre, et Louis, l'ennemi d'Édouard, se déclara pour le légitime héritier du trône; le duc de Bourgogne prit le parti contraire; la guerre était imminente, et c'est ici qu'il faut reporter l'époque du second traité de subsides et d'alliance entre le roi de France et les Suisses, dont je parlerai plus en détail ¹. Tandis que la féodalité complétait sa félonie, Louis avait pour lui les auxiliaires étrangers, les archers de la garde écossaise, les Suisses, les Italiens, les Milanais; il était sûr de leur dévouement.

Alors le roi fit beaucoup écrire contre la perfidie du duc de Bourgogne et les intrigues qui avaient amené le traité de Péronne. Dans des pamphlets partout distribués aux conseils de communes, aux archers, on parlait de ce traître de cardinal de la Balue, l'auteur du malheureux traité. Louis XI ne se contenta pas de se plaindre, il fit intervenir le parlement. Le traité de Péronne dépouillait cette haute cour judiciaire des appels du comté de Flandre. Louis l'autorisa à agir ainsi que cela avait lieu antérieurement, et les huissiers du parlement assignèrent les sujets flamands du duc de Bourgogne. Jugez comment le duc reçut ces assignations et ceux qui les portaient; ils furent détenus et livrés aux cours comme criminels de haute majesté: tous ses sujets qui avaient obéi aux sommations furent punis de mort ².

Le duc de Bourgogne écrivit encore au duc de Bretagne et au roi de Sicile pour les sommer d'accomplir les conditions du traité de Péronne; les villes prirent parti pour les gentilshommes. Il faut remarquer pour ceux qui voient d'un peu haut les choses que, dans l'histoire du pays, un changement politique très-remarquable s'opère déjà. Dans les douzième et treizième siècles, la couronne s'appuie des

¹ Voyez Relations diplomatiques de Louis XI au chapitre de la législation.

² MS Legrand, ad ann. 1470.

communes pour combattre la féodalité ; mais , dans le quinzième surtout , la féodalité change de rôle et s'appuie sur la bourgeoisie et le peuple pour se défendre ; la couronne alors est profondément égoïste ; elle fait quelques bonnes manières aux bourgeois , mais elle n'a plus aucune idée d'affranchissement ; de là cette union de la bourgeoisie et de la noblesse territoriale sous le nom de ligue commune et de bien public , et c'est à tort qu'on a représenté la gentilhommerie comme un pouvoir oppresseur pour le peuple ; elle se fit alors protectrice des droits et des libertés ¹.

Le duc de Bretagne était lié par le traité de Péronne à seconder les efforts du duc de Bourgogne dans les intérêts de l'indépendance féodale ; le duc de Bourgogne renouvelait au duc de Guienne l'offre de sa fille , noble héritière de si grandes et belles terres. La ligue se formait lentement ; la chevalerie était fatiguée de tant de luttes , et d'ailleurs le roi renouvelait ses intrigues avec chaque vassal en particulier , sans en excepter le duc de Bretagne et le duc de Guienne , qu'il voulait fiancer à l'héritière de Castille. Le comte de Dammartin , alors tout-puissant auprès de Louis , poussait aux batailles. Connétable et chef des gens d'armes , il s'enrichissait dans ces faux rôles , dans ces mensongères revues que les guerres favorisaient. Le comte de Dammartin était un sire actif , entreprenant ; il savait soulever les villes , et Dieu sait si les cités de Flandre n'étaient pas déjà très-naturellement portées à se rébellionner contre leur seigneur naturel ².

Le roi n'était plus arrêté que par la crainte : il avait juré par vingt reliques différentes le traité de Péronne ; ce traité avait été enregistré au parlement ; il n'osait le briser , et la peur de la mort du parjure le retenait. Sur le conseil du connétable , il convoqua un grand nombre de notables , bourgeois , universitaires , clercs et gentilshommes à Tours pour délibérer sur le fait des guerres et iniquités du duc de Bourgogne. Cette assemblée était nombreuse , mais ce n'étaient pas ces nobles et grands états généraux au temps de la liberté populaire ; tous étaient notables élus par les baillis et sénéchaux du roi ; on les avait convoqués hors Paris , comme cela se fit dans la suite ,

¹ Je développerai cette idée en racontant les projets de la ligue religieuse du seizième siècle.

² Recueil de Legrand, ad ann. 1472.

parce qu'on craignait les halles et le mouvement des métiers. Le chancelier exposa les griefs du roi contre le duc dans un beau sermon, tira des larmes de tous les yeux, et comme tous ces notables étaient bien et complètement dans les intérêts du roi, ils n'hésitèrent pas à déclarer monseigneur le duc de Bourgogne atteint et convaincu de lèse-majesté; monseigneur devait être traduit devant les pairs siégeant au parlement de Paris¹. Qu'importait cette menace tant que le Bourguignon ne serait pas soumis! Le parlement fit partir un de ses huissiers pour assigner le duc Charles; le messager le trouva à Gand; quand il lut la cédula du parlement, le Bourguignon fit fouetter l'huissier et le renvoya avec mépris. Au fond, il s'agissait de la guerre, et la guerre commença. « M. le grand maître, écrivait Louis au comte de Dammartin, faites nul doute que si me voulez jamais faire service, il est temps que vous assembliez tous vos gens et commenciez la guerre². » Ce n'était plus seulement la force et la valeur qui décidaient du sort des batailles, l'intrigue, depuis Louis XI, y prenait une grande part; un certain nombre de seigneurs et de villes étaient gagnés, et le grand bâtard de Bourgogne lui-même, quittant la cour de son frère, trouva un état considérable en France; on s'accusait de lâcheté et de trahison.

Cette guerre de Bourgogne présente un spectacle singulier; deux armées en présence hésitant à combattre, et pour la première fois l'on vit dans le camp de France les chefs délibérer par écrit et à la pluralité des voix s'il y aurait bataille; chacun des capitaines de gens d'armes mit son avis motivé sur un carré de parchemin, puis l'on compta, et il se trouva que la majorité la demandait; mais quand il s'agit d'en fixer l'ordre, de déterminer les rangs, chacun des capitaines fut d'un avis différent, voulant avoir son pennon, en avant, en arrière, de sorte qu'on ne put pas s'accorder. Louis en était bien aise, il n'était pas homme à parti tranché, et une grande bataille lui faisait peur; on n'eut pas de peine à le faire consentir à une trêve; comme le duc de Bourgogne avait été pris à l'improviste, et qu'il craignait également une bataille décisive, il consentit une trêve à son tour. Ce qui détermina Louis XI fut, dit-on, la révélation d'une nouvelle ligue de bien public qui se formait en secret, et dans laquelle entraient le duc

¹ Collect. des états généraux, 1470.

² Recueil de Legrand, 1471.

de Guienne, son frère; c'était toujours la pensée dominante des feudataires. Louis fut effrayé du nombre des complices et de leurs desseins, et ceci hâta la conclusion de la paix, qui n'était pour les uns et pour les autres qu'un moyen de se préparer à de nouvelles hostilités.

Partout l'extrême prudence de Louis fut chansonnée; au retour de sa captivité de Bourgogne, les geais et pies avaient crié *Péronne! Péronne!* Les halles furent alors couvertes de petits papiers où l'on se moquait du roi couard; Louis XI faisait tout ce qu'il pouvait pour se rendre populaire; il recommença ses visites aux principaux bourgeois; il fut compère avec beaucoup de gens de métier, et le voilà que le jour de la Saint-Jean il alluma le grand feu sur le principal marché, et tout le peuple aimait à le nommer *compère* ¹!

Jamais ce que depuis on a appelé la diplomatie ne joua un rôle plus actif que sous le règne de Louis XI; les documents du temps témoignent de la multitude d'alliances ², de ligues secrètes qui existaient entre les princes, seigneurs féodaux, et des contre-ligues tentées par le roi afin de balancer ces mouvements de la féodalité: Olivier de Castille, l'un des émissaires de Louis XI, pour explorer ce qui se faisait en cour étrangère, s'arrêta dans une joute et tournoi du comte de Foix; le hasard fit qu'il occupa dans la tour magne du château la petite chambre boisée qu'un député secret du duc de Bretagne avait habitée avant lui; il se mit à fouiller dans les fragments de parchemins dispersés dans une huche, et il trouva des propositions et contre-propositions des seigneurs féodaux entre eux. Le duc de Guienne convenait avec le duc de Bourgogne de lui faire restituer Saint-Quentin, Roye et Amiens; dans un autre projet, Édouard et le duc de Bourgogne se partageaient les provinces du royaume; le roi d'Angleterre demandait sa belle et grande province de Normandie et de la Guienne; le duc de Bourgogne s'emparait de la Champagne et de l'île de France; le duc de Guienne était proclamé roi; c'était la dernière pensée de la féodalité, exprimée par Édouard d'Angleterre: « Au lieu d'un roi en France, j'en voudrais six ³. »

On sent la profonde inquiétude qui agita le roi en apprenant ces

¹ Journal d'un bourgeois de Paris, 1470.

² On ne peut se faire une juste idée de toutes les instructions que rédigea Louis pour éviter le mariage de son frère et de la fille du duc de Bourgogne.

³ MS Legrand, 1469.

sinistres projets, qui ne tendaient à rien moins qu'à substituer son frère à lui-même dans les droits sur le royaume de France ; il savait que le mariage du duc de Guienne et de l'héritière de Bourgogne était prêt à se conclure, et cette alliance devait donner une force nouvelle aux ligues de la féodalité¹ ; il députa secrètement auprès du pape Paul II ; voici dans quel objet : Le duc de Bourgogne avait sollicité des dispenses pour cause de parenté, et le roi espérait que ces dispenses seraient refusées à ses sollicitations ; il rédigea lui-même les instructions de son envoyé secret, dans lesquelles il indiquait tous les moyens de nullité du droit civil et du droit canon.

De plus il députa en Guienne le sire Dubouchage avec l'évêque d'Angers, afin de détourner son frère de sa mauvaise et périlleuse pensée. « Monseigneur, lui dit l'évêque, souvenez-vous que vous avez juré sur la sainte croix de saint Lô, et le danger de l'enfreindre est si grand, que vous mourrez malheureusement dans l'année si vous n'y tenez compte, ce qui est toujours infailliblement arrivé à ceux qui sont venus contre les serments faits sur ladite vraie croix. » Était-ce un avertissement pour ce qui se préparait contre le duc de Guienne ? car cette négociation cachait un plus noir dessein ; le roi savait combien la ligue féodale était secrètement puissante, et il négociait avec tout le monde pour la détourner : il fit offrir à Charles de Bourgogne des conditions si bonnes, que celui-ci répondit en riant : « Puisque le roi est si bien disposé pour moi, qu'il me rende d'abord Saint-Quentin et Amiens, qu'il m'a pris contre la foi des traités ; dites-lui bien : Qui sera sage et n'aura dommage ; on fera tant que les oisons mèneront les oies paître². »

Le roi était dans la plus grande perplexité ; il avait contre lui tout à la fois l'Angleterre et tous les vassaux de son royaume, car pouvait-il compter sur un seul d'entre eux ? On disait partout en Guienne : « Que le roi y prenne garde, personne ne veut plus de lui : Anglais, Bourguignons, Bretons et plusieurs autres vont lui courir sus, et s'il entreprend quelque chose contre le duc son frère, on lui mettra tant de lévriers à la queue qu'il ne saura de quel côté fuir. » Les choses en étaient ainsi lorsque le duc de Guienne et sa belle dame de Monseigneur, sa mie, jouant et gabant ensemble, mangèrent avec avidité

¹ Legrand, 1470 ; Commines, *ibid.*

² Commines, 1469.

une pêche et furent en même temps atteints d'une triste maladie ; ils étaient brûlants , puis froids , si bien qu'on disait partout qu'ils avaient été empoisonnés. On en accusa un moine bénédictin , abbé de Saint-Jean d'Angely , et un écuyer tranchant du nom de Henri de la Roche ; le roi Louis se montra très-indifférent. Il écrivait au comte de Dammartin : « Monsieur le grand maître , j'ai eu nouvelles que M. de Guienne se meurt , et il n'y a point de remède en son fait. S'il me vient d'autres lettres incontinent , je vous le ferai savoir ; c'est le moine qui dit ses heures avec M. de Guienne qui me l'a écrit ; je me suis fort esbahy et me suis signé de la teste jusqu'aux pieds , et adieu M. le grand maître. Loys ¹. »

Et le pauvre duc en effet s'amaigrissait chaque jour , sa physiologie sentait la fosse , comme le disait une lettre du moine empoisonneur. Il mourut ledit monseigneur , et quand le duc de Bourgogne en apprit la nouvelle , il écrivit aux nobles , bonnes villes , chevaliers , écuyers , sénéchaux , maires , bourgmestres , échevins : « Monseigneur de Guienne n'a pas été seulement destitué par le roi de son duché , mais aussi de sa vie piteusement par poison et maléfice , sortilège et invocations diaboliques , ainsi que l'a reconnu Pierre de la Roche , escuyer de cuisine. » Le roi niait fortement ce fait par enquête. « Mon neveu , écrivait-il au duc de Bretagne , je désire que la vérité soit atteinte. » Mais un jour , piteusement à genoux devant la Vierge , on l'entendit s'accuser du meurtre et empoisonnement dudit duc , et promettre balustrade d'argent pour obtenir rémission et excuse.

La mort du duc de Guienne était loin d'éteindre les menaces de la féodalité armée ; le duc de Bourgogne continuait à se moquer des propositions sans cesse renouvelées que lui faisait le roi. « Beau cousin , écrivait Louis , rapportez-vous au jugement de six arbitres , trois pour vous-et trois pour moi ; le pape Sixte IV sera l'arbitre partageant et décisif. » Il savait ledit roi qu'avec de l'argent monnayé on gagne les arbitres et les clercs. Le duc de Bourgogne répondait en rassemblant ses batailles de lances.

¹ Cabinet de Louis XI, édition de Godefroy.

CHAPITRE L.

1471 — 1474.

Organisation de la Guienne. — Privilèges de Beauvais. — Lorraine et René d'Anjou. — Royaume de *Gaule belge*. — Jugement par municipalité. — Révolte de Bourges. — Mairies. — Liste de proscriptions contre Perpignan. — Corruption d'officiers. — Procès du comte de Saint-Pol. — Complainte sur la mort du connétable.

Cette histoire ne traite pas de batailles ; il y a de la monotonie dans cette lutte de la féodalité altière et puissante contre un prince qui emploie toute son intelligence à réprimer les efforts des grands feudataires ! Le peuple a, pour ainsi dire, disparu dans ce drame ; il ne l'anime plus ; les halles ont fini leur rôle avec Charles VII, et les grandes querelles de la maison de Bourgogne et des Armagnacs ; tous les intérêts sont personnifiés dans le roi de France et Charles le Téméraire. Les historiens du siècle dernier ne voyaient pas bien loin ; ils se sont demandé ce qui avait pu produire cette haine acharnée entre Louis et le duc de Bourgogne, laquelle éclate par de longues et continuelles batailles ; ils ont cherché la cause de cette passion de guerre dans le caractère des deux princes, dans les sentiments qui les animaient. Sans doute les caractères du roi de France et du duc de Bourgogne entrèrent comme cause dans ce mouvement ; mais il y avait un principe plus général, c'est que la royauté, une et puissante, telle que l'entendait Louis XI, était tout à fait incompatible avec l'existence des ducs de Bourgogne, expression immense de la féodalité ; il fallait que le duché de Bourgogne disparût comme fief, ou que la couronne se brisât en cinq ou six souverainetés indépendantes. Cette incompatibilité existant, le caractère n'agissait plus que comme accident dans les longues et vives querelles de ce règne.

Après la mort de son frère, le roi envahit le grand-duché de Guienne ; on y était préparé ; toutes les villes envoyaient leurs magis-

trats municipaux au-devant de ses archers et sergents d'armes pour faire leur soumission. Le roi était fort satisfait des peuples du midi de la France, et, dans une province comme la Guienne, où dominaient tant de petits feudataires, il crut encore nécessaire de s'assurer la classe bourgeoise; de là un système de concessions municipales, de parlement, de cour des comptes, organisé dans cette terre nouvellement conquise ¹. Louis XI opposait dans les pays méridionaux, provinces toutes féodales encore, les bourgeois à la petite gentilhommerie; au milieu de ces pays éloignés du centre de l'autorité royale, l'alliance de la classe bourgeoise et de la couronne s'opérait d'elle-même; rarement les villes de la Guienne avaient pris parti pour les ligues; elles n'étaient point si bien unies que la bourgeoisie de Champagne et de Bourgogne avec les clercs et la gentilhommerie turbulente des fiefs et des castels.

Les trêves avec le duc de Bourgogne n'étaient jamais d'une longue durée; elles servaient de point d'arrêt comme pour prendre haleine. Charles avait envahi la Picardie, et ses valeureux compagnons d'armes mirent le siège devant Beauvais; les braves bourgeois se défendirent à outrance, il y eut de beaux traits des femmes picardes; elles se battirent à la hache d'armes comme chevaliers, et Jean Hachette ² mania la lance toute la journée, faisant traits admirables et dignes d'être rapportés en chronique et légendes; aussi des chartes de privilège furent encore accordées à Beauvais: Louis ne s'en tenait pas de reconnaissance et de joie; il écrivait au maître général des finances: « Mon compère, c'est chose merveilleuse que le siège de Beauvais; non-seulement les hommes, mais les femmes de ladite ville ont repoussé la multitude illicite et effrénée des Bourguignons garnis de grosse artillerie. C'est pourquoi je veux qu'en la procession lesdites femmes, précédant les hommes, marchent incontinent après le clergé, et qu'elles puissent se parer et orner de tous parements, joyaux et atours, toutes les fois que bon leur semblera ³. »

On cherchait pourtant la paix; il y eut nouvelle trêve conclue sous l'influence du légat du pape; les légats exerçaient alors une puissance médiatrice: au milieu des querelles de princes, ils venaient, au nom

¹ Collect. Legrand, MS, ann. 1472.

² Son nom véritable était Anne Lainé; *Hachette* est un surnom qui lui vient de sa hache d'arme.

³ MS Legrand, 1473.

du souverain pontife et de la chrétienté, imposer la paix aux barons en armes. La trêve de Bourgogne comprit également la Bretagne ; on tendait à une grande et longue pacification, afin de porter contre les infidèles les forces de la catholicité menacée. Dans ces pacifications, Louis faisait toujours quelques conquêtes d'hommes utiles qui s'attachaient à son service ; la féodalité ayant perdu son plus beau caractère, celui d'un grand système territorial, beaucoup de seigneurs s'expatriaient pour chercher ailleurs fortune, honneurs et estats : c'était un échange perpétuel. Tanneguy du Châtel, le vicomte de Rohan n'avaient-ils pas, sous Charles VI, quitté la Bretagne pour se mettre au service de France ? Ils recevaient, sous cette suzeraineté qu'ils allaient servir, de bonnes terres, de grosses pensions que Louis XI surtout savait distribuer admirablement. Durant cette nouvelle trêve, le roi fit pour lui une bonne conquête, celle de Philippe de Commines, l'historien de ce nom, qui déjà l'avait aidé dans le conseil du duc de Bourgogne. Commines craignait peut-être que sa trahison ne fût découverte par son seigneur ; il vint donc en France comme y était venu avant lui Croï, l'ennemi du comte de Charolais. Le roi lui fit don de la principauté de Talmont, et il constata dans les chartes l'espèce de service que lui avait rendu le sire de Commines ¹.

A mesure qu'une guerre était à son terme, de nouvelles batailles se préparaient ; ici se présenta la querelle de Louis contre la maison d'Anjou. J'ai déjà parlé du bon René, chevalier expérimenté, parcheminier, bon peintre, faiseur de tournois, enlumineur de chartes et de vitraux, inventeur du pas d'armes et de fêtes chevaleresques. Le roi avait à se plaindre de René et de Nicolas d'Anjou surtout, qui avait fait ligue et pacte avec le comte d'Armagnac, le duc d'Alençon, et le duc de Bourgogne. Le bon prévôt Tristan l'ermite mit la main sur le duc d'Alençon ; René d'Anjou fut puni d'une autre manière ; le roi s'empara d'Angers et de tout l'héritage du joyeux roi d'Aix en Provence ; c'était encore un coup de force contre la féodalité ².

Louis XI montra une véritable habileté, en déjouant en partie le projet qu'avait eu le duc de Bourgogne de faire ériger son duché en royaume indépendant sous le titre de *Gaule belge* ; c'était le dernier terme de la liberté territoriale. Charles le Téméraire espérait

¹ Lenglet du Fresnoy, tome IV, part. II, page 129.

² MS Legrand, 1471.

également le vicariat de l'empire, noble dignité qui le rendait au moins l'égal du roi de France ¹. Comme condition de ce traité, le duc de Bourgogne s'engageait à donner sa fille, héritière de son duché, à Maximilien, neveu de l'empereur. L'ambition d'une couronne et de l'indépendance dominait la pensée de Charles le Téméraire ; il consentit à toutes les conditions que l'empereur lui imposait, et, voulant déjà s'assurer la ville du couronnement, il écrivit aux bourgeois d'Aix-la-Chapelle qu'ils eussent à le recevoir ; il la visita en effet à la tête de quelques mille lances. Il fit la même demande aux bourgeois de Metz, qui le refusèrent, à moins qu'il ne vînt avec six-vingts lances seulement : « Bourgeois ! répondit le duc, attendez quelques mois, et j'y viendrai ainsi que le voudrez. »

Quand le roi apprit le dessein du duc de Bourgogne, il en comprit toute la portée, et se hâta de le déjouer. Déjà l'empereur s'avancait vers Trèves, où devait se faire le couronnement du duc, lorsque deux envoyés secrets de Louis XI arrivèrent auprès de l'empereur, et lui remontrèrent qu'il ne connaissait pas le duc de Bourgogne. « Une fois roi, il voudra être empereur, » dirent-ils à Frédéric. On doit rappeler que, dans le droit public du moyen âge, le titre de roi, quand il ne venait pas par succession, ne pouvait être déféré que par l'empereur. Frédéric réfléchit longtemps sur les insinuations que lui faisait faire Louis de France, et, sous beaucoup de prétextes, différa le couronnement. « Il faut, dit-il, que le mariage de Maximilien et de mademoiselle de Bourgogne précède cette auguste cérémonie : » c'était un résultat incalculable pour la politique de Louis XI que ce retard. L'institution d'un royaume de Gaule belge au profit du duc de Bourgogne consacrait l'indépendance de cette grande maison et brisait entièrement les rapports de féodalité.

Dans ce mouvement politique, l'esprit du quinzième siècle reste le même ; il y avait au milieu de cette société un besoin d'intrigue, de petites choses et de crimes secrets ; quand les sociétés ont perdu leur caractère de grandeur, il arrive un temps où elles sont hors d'haleine pour tout acte qui dépasse leur petite taille ; il ne faut pas attendre des Romains du Bas-Empire les grandes actions de la vieille Rome ; il ne faut pas espérer non plus de cette fin du moyen âge, alors que l'esprit loyal et généreux de la féodalité a disparu, des actes

¹ Ces pièces sont dans la collection de Legrand.

de magnanimité ! La trahison et l'empoisonnement, les intrigues, les conspirations, tels étaient les moyens de gouvernement empruntés aux petites souverainetés de l'Italie ; le roi, qui aimait tant ces bons expédients qui débarrassent d'un ennemi sans bruit, fut menacé à son tour d'un empoisonnement ; ce fut maître Jean Istrie, marchand de grande renommée, qui se chargea de l'expédier ; il promit à Jean le Hardi cinquante mille écus de récompense pour l'empoisonner dans une pêche, ainsi qu'il avait été fait pour M^{re} de Guienne ; le coup manqua, et Jean le Hardi fut arrêté ; une chose à remarquer en ce procès, c'est que dans la procédure et dans la sentence le prévôt des marchands et les échevins de Paris furent commis juges et prononcèrent au lieu et place du parlement. Quel était le but de ce grand pouvoir conféré aux officiers municipaux ? c'était sans doute de rendre la sentence et son exécution plus populaires ; le prononcé du jugement porte qu'il a été rendu par notre sire le gouverneur et lieutenant pour le roi de la ville de Paris, assisté du prévôt royal, du prévôt des marchands, des échevins, procureurs et greffiers de l'hôtel de ville ⁴ ; c'était ainsi une commission toute municipale soumise à aucune forme, à aucune procédure régulière.

Le pape voulait à tout prix la paix ; il avait fulminé des excommunications contre les fauteurs de troubles et de guerres ; ses légats parcouraient la France et la Bourgogne, se portant médiateurs pour terminer les querelles. Des conférences avaient été établies, et les ruses furent multipliées à l'infini. Le connétable de Saint-Pol mettait obstacle à la conciliation des princes, car il détenait les villes fortes sur la Somme, et il sentait que, si jamais une bonne paix était faite, il lui en adviendrait comme il arriva au comte d'Alençon, une sentence pour crime de lèse-majesté. Jean d'Alençon venait d'être en effet condamné comme criminel de lèse-majesté ; chacun de ses biens était confisqué et appartenait au roi ; sa personne était réservée au bon plaisir. Ainsi tombait encore un nouveau baron de la ligue féodale.

Il n'y avait plus de mouvements populaires ; pourtant de temps à autre quelques émeutes signalaient les mécontentements pour impôts et grosses sommes de deniers levés ; on avait imposé à Bourges, la ville si fidèle à la royauté de Charles VII, une aide sous le nom de

⁴ MS de Legrand, Biblioth. royale.

barrage pour l'entretien des murs et fortifications. Voilà que le peuple se leva et brisa les portes, les bureaux surtout de l'impôt, et déchira les registres. Cet exemple était isolé ; il ne se liait à aucun complot, et Louis XI se montra d'autant plus sévère qu'il n'avait rien à craindre ; il manda donc la charte suivante : « M. Dubouchage, mon ami, faites faire hâtivement le procès à tous ces mutins de la ville de Bourges, sans en excepter personne, serait-ce même M. l'archevêque ¹. » Il y eut en cette affaire, commission nommée en dehors du parlement, et chacun des citoyens coupables fut pendu à la porte de sa maison en signe de punition grande. Pendant plusieurs jours on vit à Bourges des compagnies d'archers écossais, et ces archers impitoyables pendaient, par l'ordre de Tristan le prévôt, quiconque était soupçonné d'avoir pris part à l'émeute. Pour régulariser le gouvernement municipal de Bourges, Louis XI en changea la forme ; il n'y eut plus des communaux élus du peuple et préposés à la police ; il y établit un maire et douze échevins. Je dirai plus tard comment cette forme d'organisation municipale devint ensuite le type des grandes municipalités, ou de ce qu'on appela les mairies sous la monarchie. Les petites communes sous la hiérarchie des fiefs demeurèrent libres avec leurs vieilles chartes ; mais les grandes cités prirent successivement cette forme de mairie royale ; elles se firent un honneur de dépendre du roi ; une fleur de lis dans les armoiries remplaça pour elle tous les antiques privilèges des vieux temps ; on doit à Louis XI les premiers types de gouvernement par mairie ; ils sont organisés avec une haute précision et beaucoup de régularité dans ses ordonnances ².

Des trêves et suspensions d'hostilités du côté de la Bourgogne, et les triomphes sur la féodalité, donnaient au roi le loisir de faire poursuivre la guerre du Roussillon ; Perpignan s'était révolté contre le gonfalon de France, et rien ne peut donner une plus exacte mesure du caractère de Louis XI que ses correspondances sur cet événement avec Dubouchage ; le roi n'était pas content d'un de ses agents en cette guerre, et il écrivait : « Mons Dubouchage, mon ami, vous ne devez point vous esmerveiller si je fus bien courroucé quand je reçus les lettres de ce traître messire Yvon ; c'est un des plus malicieux de ce

¹ Cabinet de Louis XI, 1472.

² Voir à la fin de ce volume.

royaume ; il faut être plus malicieux que lui. Mons Dubouchage, mon ami, faites écrire en un beau papier tout ceux qui ont été et seront désormais traitres dedans la ville, afin que d'ici à vingt ans il n'y en ait aucun à qui je ne fasse trancher la tête. Loys ¹. »

Le roi était parfaitement instruit de tous les noms des habitants qu'il destinait à la proscription, et voici le modèle de ces listes :

Maure ; ce fut chez lui que se forma la conjuration.

Rine, grand traitre.

Ortossa, très-mauvais ².

Ces divers degrés de culpabilité ne signalaient pas un genre de punition différent : ils devaient tous être pendus selon le bon plaisir du roi ; c'était une tête très-remarquable que ce Louis XI, connaissant le plus petit détail des affaires de son royaume, et, sous ce rapport, il faut le placer haut dans l'histoire.

Toutes ces ambassades secrètes, cette police qui s'étendait à tout et veillait sur tout, dépensait beaucoup d'argent au trésor ; des commissaires de Louis XI demandèrent au parlement, pour des besoins particuliers (il s'agissait de pensionner les membres du conseil d'Édouard d'Angleterre), la somme de 2,000 écus sur les consignations judiciaires ; l'emprunt ne se fit point directement au nom du roi ; mais ses commissaires s'engagèrent envers le parlement à rembourser dans le terme de deux ans les sommes empruntées. Cet argent vint bien à propos, car il facilita toutes les négociations avec Édouard d'Angleterre, et amena une pacification ; le motif chevaleresque de ce traité était le besoin d'une croisade contre les Musulmans ; Édouard y prenait le titre de roi de France et d'Angleterre ; il ne donnait à Louis XI que celui de *sérénissime prince Louis de France*. Le roi ne s'arrêtait pas à de si petites questions de mots. On convenait dans ce traité que si l'un des deux rois était chassé de son royaume, il devait être reçu dans les États de l'autre et secouru pour le recouvrer ; on réglait la différence des monnaies et de leur cours respectif dans les diverses souverainetés ; enfin Charles de France, fils du roi, devait épouser la fille d'Édouard ³. On remarquera cette prévoyance mutuelle pour le cas où les princes seraient chassés de leur royaume ; la lutte était si

¹ N° 8434, MSS, Béthune ; Biblioth. royale.

² N° 8434, *ibid.*

³ MS Legrand, 1473.

vive alors entre la couronne et la vassalité, qu'il fallait prendre ses précautions.

Commines assista aux conférences qui précédèrent ce traité ; et lorsque le bon historien parla à son maître de la sincère amitié qui régnait entre France et Angleterre et du prochain voyage d'Édouard, le roi répondit : « J'ai bien dit à mon cousin Édouard de venir à Paris, mais sincère n'ai point été dans ce dire ; Édouard est un très-beau roi ; il aime fort les dames ; il pourrait donc en trouver une de quelque dilection à Paris qui lui saurait répéter tant de belles paroles qu'elle lui ferait envie de revenir ; j'aime à avoir mon cousin outre-mer pour frère et ami. Mais la compagnie en France n'en vaut rien ; il n'y a pas trop longtemps que Normandie était dans son héritage ¹. »

Louis XI aimait ainsi à gaber et plaisanter sur son cousin d'Angleterre ; il craignait cependant que les babillards n'allassent lui conter ce qu'il disait dans l'intimité ; alors comment s'y prenait-il ? Il gagnait tous ceux qui l'avaient écouté : il faisait force pensions aux conseillers qui pouvaient le mal mettre avec Édouard ; cette habitude de présents alla si loin qu'elle s'étendit même au grand chambellan Hastings ; Louis XI lui conféra 2,000 livres de pension pour le bien servir auprès de son maître et suzerain ; le grand chambellan se garda d'en donner quittance pour qu'on ne trouvât pas son scel à la chambre des comptes ².

Le roi étant donc assuré du côté de l'Angleterre et de Bourgogne, il put prendre séparément le duc de Bretagne, qui avait joué un rôle si actif dans la guerre du bien public. Le vassal était alors isolé ; que faire ? Il consentit à une trêve et confédération comme elle avait été signée avec Angleterre et Bourgogne. C'étaient de véritables traités de garanties respectives ³.

Restait un dernier adversaire, c'était le comte de Saint-Pol, connétable dont la conduite équivoque avait excité les soupçons jaloux de Louis XI. Le comte de Saint-Pol fut longtemps le seigneur que le roi aima avec le plus de confiance ; il était son beau-frère, revêtu de la dignité de connétable, si grande, depuis surtout que la royauté s'était

¹ Commines, 1472.

² Un traité de subsides avec Édouard lui accordait 50 mille écus d'or par an. Recueil de l'abbé Legrand, 1472.

³ Trésor des chartes, arm. H, 1472.

effacée pour devenir toute civile. La haute puissance du comte de Saint-Pol effrayait le soupçonneux Louis XI ; le comte avait tenu une foi incertaine, voulant dominer tout à la fois la France et la Bourgogne ; il avait fait la double main pour Charles et pour Louis. Tant que le roi avait eu de si nombreux et de si hautains adversaires, il n'avait manifesté aucun mécontentement contre le connétable et prenait patience ; il savait son autorité sur les gens d'armes, et se gardait bien de l'insulter ; mais lorsque la paix fut conclue avec Bourgogne, Bretagne et Angleterre, le roi résolut de se débarrasser du comte de Saint-Pol. Il lui fut livré par le duc de Bourgogne et conduit par le seigneur de Bourbon et le sire de Saint-Pierre à la Bastille, parfaitement enfermé ès liens. Le chancelier, le président du parlement et foison de maîtres des requêtes de l'hôtel constatèrent son identité, et voici ce que dit le sire de Saint-Pierre en remettant le connétable aux mains du parlement : « Moi, sire de Bourbon, vous remets Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, connétable de France, pour par la cour procéder à son procès touchant les charges et accusations contre lui et en faire ainsi ce que raison et justice veut qu'il soit fait. » Le chancelier répondit par cette formule : « Puisque plaisir du roi est de remettre le comte de Saint-Pol son connétable entre les mains de la cour, qui est justice souveraine et capitale du royaume, elle verra les charges qui sont contre lui et ordonnera ainsi qu'elle verra à faire par raison. » Et voilà que les Parisiens, toujours plaisantant et gabant, disaient : « Le roi gagnera le paradis, car M. Saint-Pierre a enchaîné Saint-Pol. » La formule de la justice royale et du parlement fut toujours conservée pour les crimes de lèse-majesté ¹.

Le chancelier et le second président du parlement furent chargés de l'instruction ; ils vinrent à la Bastille avec leurs grandes et longues hermines et dirent au connétable : « Monseigneur, il y a deux formes de procéder ; voulez-vous adresser votre confession vous-même et l'envoyer au roi, ou préférez-vous être interrogé par la souveraineté du parlement ? — Par le parlement, M. le chancelier, répondit le connétable, selon les formes et manières de justice. » Le connétable ne se souvenait pas d'avoir écrit certaines chartes

¹ « Procès criminel fait à messire Loys de Luxembourg, comte de Saint-Pol, connétable de France, 1475, » édition Godefroy, 1648.

adressées au duc de Bourgogne et qui constataient sa trahison. Quand on les lui montra, il voulut recourir à la confession ; mais le roi refusa de l'entendre. Voilà qu'on le conduisit en la chambre criminelle où il devait recevoir sa sentence. En arrivant au haut de l'escalier du palais, le connétable y fut reçu par le sire, lieutenant du roi et gouverneur de Paris, et par le prévôt des marchands ; on le requit ensuite de rendre le collier de l'ordre de Saint-Michel et l'épée de connétable ; il détacha lui-même le collier ; quant à l'épée, il dit : « Déjà l'ai remise au roi quand j'ai été saisi et arrêté par son ordre ; » et puis on lut sa sentence. Le parlement déclarait ledit connétable, comte de Saint-Pol, criminel de lèse-majesté, et comme tel le condamnait à perdre la tête sur un échafaud devant l'hôtel de ville, en place de Grève, au pied de la croix. Saint-Pol fut d'un courage inébranlable ; on l'avait fait assister dans ses derniers moments par quatre docteurs en théologie, deux curés et deux moines, et comme ledit connétable avait plusieurs milliers d'écus à léguer, les curés se disputaient entre eux à qui ces bons écus reviendraient après décès. Pendant ce temps Saint-Pol s'agenouillait sur un carreau, exposait sa tête et recevait paisiblement la mort ; il avait, avant son trépas, distribué ses bagues et joyaux. Il donna à Notre-Dame de Paris sa bague du doigt, pour que la sainte mère de Dieu la portât à toujours ; il avait une pierre ou talisman contre le poison, il la légua à son petit-fils ; mais le roi, qui avait grand foi en ces talismans, la mit de suite à son cou comme préservatif, et il en avait besoin, vu les grandes trames et conspirations qu'on faisait contre lui ¹.

On peut considérer le procès fait au comte de Saint-Pol comme le dernier terme de la querelle féodale entre la royauté et les hauts barons. La couronne n'a plus à se défendre contre les ligues territoriales ; le connétable lui-même n'a point échappé à cette proscription commune ; le duc de Guienne n'existe plus ; le duc de Bretagne est contraint de signer un traité d'alliance : tout rentre dans l'unité monarchique et sous la centralisation royale. Une larmoyante complainte fut faite pour la mort dudit comte de Saint-Pol ; on y disait :

Mirez ceci, perturbateurs de paix,
Qui par vos feux, traîtres et doubles faits,

¹ Le testament original du comte de Saint-Pol est publié dans l'édition de Godefroy.

**Semez erreur en la chose publique ;
Pleurez donc tous, et tendez à refaire
Les unions des princes et l'accord
Qu'eussent empêché si n'eust esté ma mort.**

**Et le roi chantait cette complainte à pleine voix le soir où la tête du
connétable tomba.**

CHAPITRE LI.

1474 — 1479.

Affaiblissement de la puissance de Bourgogne. — René d'Anjou au parlement. — Procès du maréchal. — Apanage de Bourgogne. — États. — Réunions domaniales. — Le comte de Flandre. — Négociation du barbier Olivier. — Les bourgeois de Gand. — Mariage de Marie et de Maximilien. — Arras dépeuplé. — Négociation avec la Bretagne. — Procès du duc de Nemours.

La politique de Louis XI avait entouré Charles de Bourgogne d'une grande ligue d'ennemis qu'il lui suscitait sous main pour l'affaiblir. L'ambition altière du duc n'était que trop propre à servir les projets du roi ; il cherchait les occasions de conquête et de guerre. Il s'empara de la Lorraine, se précipita sur les Suisses ; les huit cantons invoquèrent l'alliance du roi et le traité de subsides ; Louis posa cette question à l'université de Paris : « Après la trêve conclue avec le duc de Bourgogne, le roi peut-il tolérer que des princes et des communautés portent la guerre contre ledit duc, peut-il même les seconder ? » Il fut répondu par l'université qu'il ne pouvait empêcher lesdites guerres, et qu'il n'était pas tenu de prêter aide et secours. Cette réponse ambiguë le roi la désirait, il fit même assurer secrètement les Suisses qu'ils pouvaient combattre sans crainte, et qu'il les appuierait au besoin. On sait dans quelle bataille Charles le Téméraire fut vaincu. Hélas ! ce n'était faute d'avoir tout fait pour la gloire ; mais le Bourguignon était si présomptueux ! Il ne voulut prendre aucune précaution contre les rustres, qui n'avaient pour eux que leurs bras nerveux et leurs montagnes. Quelle joie Louis éprouva en apprenant que son implacable ennemi était en fuite ¹ ! Il ne garda plus aucun ménagement avec les derniers débris de la ligue féodale, et sa colère s'appesantit sur le bon René, duc de Lorraine et de Provence. Vieux et

¹ Philippe de Commines, 1474.

tout occupé de ses tournois, de ses nobles fêtes, René ne pensait pas à tant de perfidies ; Louis XI l'assigna en parlement ; la cour décida « qu'en bonne justice on pouvait procéder contre ledit roi de Sicile par prise de corps ; » mais, ayant égard à son grand âge, René devait être simplement assigné par voie ordinaire devant le roi et se présenter par lui ou par ses députés, sous peine de confiscation et de bannissement du royaume.

Tout ceci n'avait qu'un but ; amener une transaction qui affaiblirait tellement la puissance de René qu'il ne pourrait prendre part à aucune conjuration contre la royauté une et forte que tentait d'établir Louis XI. Il y eut une conférence pour la paix avec le grand sénéchal de Provence : « Et comment, dit le roi, grand sénéchal, mon oncle René a-t-il préféré l'alliance de Bourgogne à la mienne ? — Ceci est bien simple, répondit le sénéchal ; vous lui avez ôté le château de Bar et d'Angers. On ne se met pas volontiers dans les griffes du lion qui vous gruge. »

Le connétable n'était plus ; le maréchal Ruault fut également poursuivi par le roi ; on le soumit à un jugement par commission. La sentence porta sur de faux motifs. Le roi avait de hautes raisons de se méfier du maréchal. On déclara qu'il avait fait de faux rôles pour ses gens d'ordonnance ; qu'il avait vendu à son profit des blés que les grènetiers avaient fait acheter pour l'approvisionnement de Dieppe ; le maréchal fut condamné au bannissement et à vingt mille livres d'amende ¹.

Ainsi, le connétable et le maréchal, ces deux grandes dignités militaires et féodales, étaient frappées également par le roi. Que restait-il de la ligue du bien public ? Les chroniques nous peignent le désespoir de Charles de Bourgogne, ses douleurs de voir ainsi se briser l'ouvrage qu'il avait élevé avec tant d'efforts ! Il mourut, le brave duc, comme on le sait, en toute sa vaillance, à la bataille de Nancy contre la chevalerie de Lorraine, et sa face était toute couverte de boue ; on ne le reconnut qu'à sa barbe crépue et à ses ongles crochus, vœu de tristesse et de chevalerie depuis la déplorable défaite de Morat.

Quand Louis XI en eut appris la nouvelle, il ne se tint plus de joie ;

¹ Sentence de condamnation de Joachim Ruault de Gamache, pour crime de plusieurs concussions. Recueil de l'abbé Legrand, 1476.

il était au château de Plessis-lez-Tours, entouré de ses officiers, lorsque le seigneur de Lude lui porta la charte de mort de son implacable ennemi, du chef du gouvernement féodal. Hélas ! la satisfaction du roi ne fut point partagée. Tous les seigneurs sentirent que Louis, une fois délivré du duc de Bourgogne, laisserait un libre essor à sa haine contre tout ce qui tentait un peu de résister à sa volonté ; or, le roi les avait invités à un repas : « Je sais bien, dit Commynes, que je pris garde comment ils dinaient ; mais en vérité je ne sais si c'était de joie ou de tristesse, un seul, par semblant, ne mangea la moitié de son soulf, et ce n'était point parce qu'ils étaient honteux de manger avec le roi, car il y en avait aucun qui bien souvent n'y eût mangé ¹. » Ce ne fut que festins pendant quelques jours. Le roi notifia la mort du duc de Bourgogne à toutes les bonnes villes du royaume. Il ne se borna point là ; il fit un pèlerinage à Notre-Dame du Puy en Anjou, et vota une balustrade d'argent au tombeau de saint Martin. Ces pèlerinages, que nous retrouvons si souvent dans la vie de Louis XI, n'étaient pour lui qu'un moyen d'enquête et d'espionnage ; voulait-il juger l'état d'une grande province qu'il avait à conquérir ou à dominer, il allait faire une pieuse visite à la Vierge prochaine : il examinait tout ainsi par lui-même.

La mort du duc de Bourgogne soulevait une grande question d'apanage. Louis XI, en conduisant sincèrement la négociation pour le mariage du dauphin et de Marie de Bourgogne, aurait pu épargner à la monarchie ce voisinage des Pays-Bas autrichiens lesquels devinrent dans les mains des empereurs, et plus tard dans celles des rois d'Espagne, un théâtre de dangers et de batailles pour la France ! C'est un châtimant infligé aux caractères rusés, de perdre précisément par trop de finesse l'avantage qu'une marche droite et simple aurait plus complètement procurer. On s'habitue à la fraude, on ne peut plus rien faire avec droiture, et c'est ainsi que l'on compromet les causes les plus nettes ; il faut expliquer par ce vice du cœur humain les fautes politiques de Louis XI après la mort du duc de Bourgogne.

Marie, héritière du grand-duché, avait dix-neuf ans à la mort de son père ; les historiens dévoués à la maison de France ont soutenu que, dans le système des apanages et des grands fiefs, les filles n'héritaient pas ; c'est là une erreur de fait. Les annales féodales nous pré-

¹ Commynes, 1477.

sentent sans cesse les nobles filles héritant du patrimoine de leurs ancêtres, et Louis XI pouvait-il ignorer que des comtesses de Flandre avaient porté le sceptre et la couronne royale au sacre de ses aïeux ?

Il eût été facile, je le répète, de réunir par mariage le comté de Flandre et le duché de Bourgogne à la France. Mais, après la mort du duc, d'autres pensées vinrent préoccuper Louis XI, il voulut conquérir les États de son beau cousin et dépouiller la jeune duchesse. Sans doute un obstacle s'opposait au mariage ; le dauphin n'avait que huit ans et la duchesse atteignait sa dix-neuvième année ; toutefois on avait vu chose plus extraordinaire, fiançailles plus ridicules dans la lignée des rois de France.

Quand Charles de Bourgogne expira, Louis XI, parrain et tuteur naturel de Marie, n'eut rien de plus empressé que d'appeler ses gens d'armes ; il pratiqua quelques intelligences dans les états de Bourgogne, afin qu'eux-mêmes demandassent la réunion. Un simulacre d'assemblée fut convoqué ; Louis XI promit à chaque ville d'agrandir ses immunités, à chaque corporation d'augmenter ses privilèges ¹. Selon sa bonne coutume il avait distribué foison d'argent parmi les conseillers et membres desdits états, et c'est alors qu'il leur présenta ses demandes. Marie de Bourgogne envoya à l'encontre des prétentions du roi, son parrain, un long mémoire en vingt-quatre pages de chartes ; elle y disait qu'il était injuste et très-malsonnant que le roi voulût s'emparer de la Bourgogne au détriment de sa filleule.

Ces raisons ne servirent à rien ; les états étaient déterminés ; ils promirent donc et jurèrent obéissance au roi sous les conditions qu'ils avaient eux-mêmes imposées. Ces conditions étaient : le vote libre de l'impôt, les franchises, le gouvernement et la police des cités. Indépendamment de ces dons de libertés générales, le roi accabla de présents secrets tous ses bons amis et cousins des états ; quant aux gens d'armes que la Trémouille avait réunis dans ledit duché de Bourgogne au cas de résistance, ils demandèrent quel serait leur salaire ; la Trémouille écrivit au roi : « Sire, tant que nous pouvons nous nous recommandons à vous ; donnez-nous en butin le partage de l'argent et des provisions qui se trouvent au château de Dijon ² ; » et le roi ne lui fit qu'une mauvaise réponse.

¹ Lettres aux villes de Bourgogne, MS Legrand, 1478.

² Recueil de Legrand, MS 1478.

La Bourgogne proprement dite n'était qu'une faible partie de l'héritage de Charles le Téméraire; que dire de ses belles terres de Flandre, d'Artois et de Picardie? Tandis que le roi se mettait en possession de la Bourgogne, Philippe de Commines et l'amiral de Torcy se dirigeaient vers les villes de la Picardie et de la Somme, et toutes ces cités saluèrent le gonfanon fleurdelisé. Jusqu'ici tout allait bien; le roi s'était emparé de ce qui convenait à sa monarchie. Pour le comté de Flandre, il s'y prit comme il avait toujours fait; il envoya des émissaires auprès des bourgeois et leur dit: « Pourquoi ne profitez-vous pas de la mort de votre duc Charles pour vous soulever? Pourquoi ne vous souviendriez-vous pas de votre vieille liberté? » Les Gantois n'écoutèrent pas les émissaires du roi; ils se dirent entre eux: « Ce qu'il nous faut éviter, ce n'est pas la seigneurie de madame de Bourgogne, mais bien celle de Louis de France, car il est puissant et rusé, et pourra nous mal faire. » C'était en général la tactique de ces cités de Flandre que de souhaiter un seigneur faible et sans appui. Alors elles faisaient tout ce qu'elles voulaient; elles se proclamaient libres et se gouvernaient au gré des métiers. Les circonstances étaient bonnes; n'était-ce pas merveille de n'obéir qu'à une fille? Les communes de Flandre ne voulaient pas que leur dame se mariât à un époux de grand pouvoir¹. Ici se montra toute la ruse de Louis. Que devait-il faire pour atteindre son but? Brouiller les communes avec la jeune duchesse. Il avait la coutume de se procurer, par tous les moyens, des pièces, chartes, lettres qui compromettaient l'une envers l'autre les deux parties qu'il voulait séparer; il chargea de cette négociation, toute de mauvaise foi, son barbier, maître Olivier le Diable. Il avait alors le nom d'Olivier le Daim, et parce qu'il avait reçu en don la seigneurie de Meulan, il ne s'appelait que le comte de Meulan; il était adroit, mais poltron; c'était l'homme de confiance du roi. Il l'envoyait dans toutes ces expéditions difficiles où il s'agissait de tromper; il lui adjoignit maître Jean des habiletés, sire de Lude, le plus fin matois qu'on connût; Louis avait promis au sire de Lude de lui confier le gouvernement de Flandre pour s'y faire tout d'or? maître Olivier se rendit auprès de Marie de Bourgogne comme envoyé de confiance de Louis; il voulait entretenir la jeune duchesse en particulier, pour lui dire les bonnes et belles intentions de son maître. Marie

¹ Commines, 1478.

de Bourgogne ne voulut point l'entendre seule comme messire le barbier le désirait ; on le savait d'une extraction de vilains , et il n'eut dans son ambassade que huées et clameurs.

Marie de Bourgogne avait formé d'elle-même un conseil pour diriger les affaires de son grand fief ; il se composait de son chancelier le sire d'Hugonet, du seigneur d'Imbercourt, de l'évêque de Têrouanne. Ce conseil décida que Marie devait prendre sous sa direction lesdites affaires et gouvernements ; il en fut donné avis au roi par une lettre écrite de trois écritures ; d'abord de celle de la jeune duchesse ; la seconde partie de la main de la vieille douairière de Flandre ; la dernière enfin du seigneur de Ravestein. Le roi garda précieusement cette lettre ; il comptait en faire bientôt usage pour brouiller Marie de Bourgogne et les communes. Tandis que Louis promettait de faire bonne justice à sa filleule et de la protéger bien et dûment, il recevait l'hommage des états d'Artois qui jusqu'alors avaient obéi à ladite duchesse. Le mariage du dauphin lui importait peu ; il craignait même cette puissance prématurée de son fils ; il ne voulait pas l'élever trop haut de son vivant ; il se souvenait des longues et noires trahisons qu'il avait tramées contre le malheureux Charles son père. S'il avait demandé Marie de Bourgogne pour le dauphin , et fait insérer cette clause dans une charte souscrite par le sire d'Imbercourt et Hugonet, c'était surtout pour les compromettre envers les communes , qui à tout prix refusaient ce mariage ¹.

Dans la position délicate où se trouvait Marie de Bourgogne elle avait eu recours à l'appui de ses communes. Les Flamands, qui se souvenaient encore de leurs vieilles libertés, des tyrannies et cruautés du duc de Bourgogne, exigeaient des garanties de toute espèce ; il y eut de grands états convoqués ; une régence, prise parmi les députés des bourgeoisies, fut constituée. C'est alors que les Flamands cherchèrent à négocier avec Louis XI ; ils députèrent vers lui deux chefs de métiers du nom de Toutteville et Baradot ; le roi les reçut avec les démonstrations d'une extrême confiance ; mais lorsqu'on en vint aux articles , Louis leur dit en souriant : « Je suis sûr , chers et spéciaux amis , que vous vous imaginez que vous traitez seuls pour madame et cousine de Bourgogne , et que personne que vous ne stipule avec moi ; » et les députés répondirent : « Oh ! notre cher sire , nous en

¹ Philippe de Commines, 1478. — Chroniq. de Flandre, *ibid.*

sommes accertenez. — Voyez comme on vous trompe, répliqua le roi, et si vous voulez, ce ne sera pas chose longue que de vous montrer la charte qu'Imbercourt et Hugonet m'ont mandée; » et ainsi dit, il le fit par une bien noire trahison. « Sachez, continua Louis, que Marie n'a donné sa confiance qu'en quatre conseillers, et qu'elle se joue des états comme si aucun n'existait. » Jugez de la fureur des députés! ils s'en retournèrent à Gand, jurant bien qu'ils se vengeraient des traîtres de conseillers qui empêchaient la légitime puissance des bonnes villes.

Et les députés arrivèrent à Gand; quelle fut leur fureur contre les conseillers, et particulièrement contre Hugonet et d'Imbercourt. La commune de Gand déclara qu'il fallait une vengeance; les Gantois n'étaient pas gens faciles. Les bouchers, tisserands, faiseurs de hauberts s'assemblèrent, et, malgré les supplications de leur dame, ils condamnèrent les deux conseillers à la mort.

C'est un touchant épisode de l'histoire de Flandre que ce tableau des douleurs de la jeune duchesse volant au pied de l'échafaud, pâle, échevelée, pour sauver ses deux amis. Elle ne put rien; les impitoyables bourgeois mirent ces têtes sanglantes aux bouts des piques; ils prirent ensuite en main le gouvernement et les affaires de leur comté¹.

Pendant ce temps le roi poursuivait ses conquêtes dans la Picardie. La ville d'Arras, dévouée au duc de Bourgogne, fut entièrement dépeuplée. Louis XI renouvela ce terrible droit des gens de l'antiquité qui permettait de déporter les populations et d'en établir de nouvelles. Il dispersa les bourgeois d'Arras dans d'autres cités, et envoya une colonie pour les remplacer; c'est un fait unique dans les annales de France que cette mesure, et, ce qui l'est peut-être davantage encore, c'est l'ordonnance qui change le nom d'Arras, en punition de ses révoltes et séditions armées. Chose curieuse! la révolution française l'a imité dans ses annales sanglantes. Le roi dit dans cette ordonnance: « que la ville d'Arras sera vidée de tous ses habitants pour sa rébellion, et portera le nom de *Franchise*². » Louis, continuant ainsi ses conquêtes, s'empara successivement de Tournay, de Saint-Omer et du Quesnoy. Lorsque les états de Flandre se virent

¹ Commynes, et Chroniq. de Flandre, 1478 et 1479.

² Code Louvre, tome XVIII, page 642.

pressés, ils songèrent à se donner un appui et s'adressèrent à Maximilien, fils du duc d'Autriche. Ils avaient, il y a quelques mois, refusé leur dame au jeune prince, car ils craignaient sa puissance ; mais, aujourd'hui que leurs communes étaient menacées, ils appelèrent Maximilien, qui épousa leur dame. Ainsi une grande partie de ce grand fief de Flandre et des Pays-Bas passa sous une souveraineté étrangère, et cette circonstance dérangerait pour le moment les plans politiques de Louis XI.

Lorsque les Bourguignons apprirent que Marie avait trouvé un protecteur puissant, ils se réunirent pour secouer la récente conquête des lieutenants du roi. Il y avait cela de malheureux pour Louis XI. dans cette alliance de l'héritière de Charles de Bourgogne avec Maximilien, que le duc d'Autriche était un des princes puissants de l'empire et que ses États touchaient la Bourgogne du côté de la Suisse et la Flandre par Cologne. Tout le comté de Bourgogne prit les armes ; car il n'avait jamais été parfaitement soumis à Louis XI, qui pourtant le comblait de privilèges. En cette situation de troubles, il convenait au roi de gagner du temps ; aussi accepta-t-il une trêve que Maximilien lui fit proposer. Ce traité ne fut exécuté que pour la Flandre et les provinces qui depuis ont porté le nom de Pays-Bas ; quant à la Bourgogne proprement dite, les hostilités se continuèrent. Le roi avait demandé la trêve principalement pour activer ses négociations avec Édouard d'Angleterre, prince sans énergie, dominé par son conseil. Selon son habitude, il avait gagné par des présents presque tous les membres de ce conseil, de sorte qu'il ne lui fut pas difficile d'obtenir une longue continuation de la trêve ; elle n'était d'abord que pour sept mois ; elle fut prolongée pour la vie des deux monarques jusqu'à un an après leur mort. Louis XI ne concluait jamais de paix définitive ; les conditions en étaient trop précises, il fallait trop les déterminer ; dans une trêve, tout restait dans le vague, c'était une sorte de *statuo quo* qui se prêtait à toutes les déterminations subséquentes. Il conclut successivement des trêves avec l'Espagne, avec Venise¹ ; il sentait que l'élévation de Maximilien d'Autriche créait un fort et puissant adversaire, et qu'il fallait à tout prix sacrifier à ce danger toutes ses autres préoccupations.

Dans ses négociations avec Édouard d'Angleterre, le roi donna

¹ Cours diplomat., tome III.

encore un exemple de cette subtilité qui savait s'emparer des preuves pour convaincre ses adversaires. Louis XI n'avait jamais eu confiance dans le duc de Bretagne; il le connaissait plus porté pour le roi d'Angleterre que pour la France. Il se procura donc une multitude de chartes et preuves écrites constatant les rapports dudit féal avec l'Anglais. Le duc avait député une ambassade auprès du roi pour lui renouveler sa fidélité; Louis fit arrêter tous les membres de ladite ambassade, et puis il vint au chancelier de Bretagne qui en faisait partie: « Chancelier, dit-il, savez-vous les raisons pour lesquelles je vous ai fait arrêter? — Sire, l'ignore, car je suis innocent de toute chose. — Chancelier, mon ami, ne m'avez-vous pas assuré que mon neveu de Bretagne n'avait aucune intelligence avec l'Anglais? — Oui, monseigneur, et j'en répons sur ma tête. — Ah! ah! Pasque-Dieu, mon ami, mal vous êtes informé, car voilà vingt chartes pour le moins de mondit neveu et du roi d'Angleterre. » Et il les tira successivement de dessous sa robe; elles étaient d'une date plus ou moins vieille. « Connaissez-vous l'écriture? — Ah! sire, je proteste de ce qu'à rien n'en savais, par la croix de Saint-Lô. — Mon ami, je sais que vous l'ignoriez; pour toute chose du monde vous n'auriez voulu être d'un tel conseil, j'en sais long là-dessus; il n'y a que ce diable de trésorier de Bretagne et le petit secrétaire Guegnon qui soient informés. » Quand les choses en furent venues à ce point de découvertes, le roi aurait pu sévir contre le duc de Bretagne; mais telle était sa préoccupation pour le duché de Bourgogne, qu'il ne poursuivit pas son courroux; il préféra traiter; on renouvela l'obligation de vasselage. Le duc s'engagea dès que le roi serait en guerre, soit par terre, soit par mer, à l'aider de tout son pouvoir à la défense de sa personne et de son royaume, et à la conservation des droits de la couronne de France. Cette clause fut jurée sur la vraie croix de Saint-Lô, et le duc tendit la main sur une hostie consacrée; le roi grimaça un sourire, car il savait que monseigneur son neveu ne tiendrait pas plus ce serment que l'autre ¹.

Si Louis se montra indulgent pour le duc de Bretagne, il frappa sans pitié le sire de Nemours; en voici le motif: Le duc de Bretagne avait des États; il pouvait fournir dans une guerre de nombreux gens d'armes, des arbalètes, canons et engins. Les Bretons étaient d'excel-

¹ MS de Legrand, 1478.

de plus odieux. Les fiefs les plus riches et les plus plantureux furent donnés aux juges; le comté de la Marche revint au sire de Beaujeu; ceci avait deux avantages, d'abord de récompenser un service, ensuite de diviser entre plusieurs des terres redoutables lorsqu'elles étaient réunies en une seule main.

Le roi se montra implacable dans sa sentence contre le duc de Nemours; ce nom d'Armagnac avait été comme l'expression de toute l'aristocratie féodale; il s'était produit dans la grande faction de Bourgogne; il avait reparu encore dans la guerre du bien public; Louis XI en redoutait le souvenir, et l'arrêt du parlement, scellé par le roi, dut recevoir son exécution aux halles sur l'échafaud constamment dressé en ce lieu ou en la place de Grève. Cet échafaud fut tendu de drap noir tout neuf aux lames d'argent; le peuple suivit plein de douleur ledit duc de Nemours, monté sur un triste palefroi tout couvert d'une housse noire; et ce qui augmentait les lamentations, c'était de voir les petits enfants dudit Nemours au pied de l'échafaud. Lorsque le bourreau eut coupé cette tête, le sang ruissela jusque sur les vêtements des malheureux enfants, et le roi montra si grande cruauté afin que dans l'avenir, s'ils se souvenaient de leur nom d'Armagnac, ils songeassent également que le sang de leur père avait coulé sur la robe de leur enfance.

Sous le règne de Louis XI, et lorsque ce prince se prononçait violemment, même dans un procès criminel, il n'y eut plus aucune garantie protectrice; le parlement n'était pas épargné. Trois conseillers avaient voulu civiliser les peines appliquées au duc de Nemours; ils furent privés de leur office, et ce par la simple volonté du roi. La cour fit des remontrances: « lesdits conseillers n'avaient point voulu en ceci déplaire en la volonté de sa majesté, et il était inouï qu'on en agit ainsi envers les conseillers laïcs de ladite cour. » Le roi écrivit au parlement « de se tenir coi et bien content, sans murmures, à moins, dit-il, que vous ne voulussiez approuver qu'on dût faire si bon marché de ma peau ¹. » C'est le caractère des institutions du moyen âge de n'offrir rien de fixe et de ne créer jamais, à proprement parler, qu'une lutte entre la royauté et l'institution qui s'y oppose; c'est une bataille du faible au fort: une oppression pour qui succombe, une puissance pour qui obtient la victoire; il

¹ MS de Legrand, 1478.

n'y a jamais balancement égal de deux principes; c'est toujours le triomphe de l'un sur l'autre. Une ordonnance pose un droit; la volonté du prince, lorsque celui-ci est plus fort, la détruit: ainsi, le principe de l'immovibilité du parlement avait été établi par Louis XI, et Louis XI lui-même le viole; le roi alla bien loin! c'est dans ses ordonnances qu'on trouve le principe soupçonneux qui depuis, adouci, a fait partie du droit criminel; il frappa donc peine à ceux qui, connaissant les auteurs et complices d'une conspiration contre la personne du roi, de la reine ou du dauphin, ne les dénonceraient pas aux officiers royaux. La peine était terrible, car elle appliquait le même supplice que pour les crimes de lèse-majesté¹. C'est ainsi que les monarques absolus sont entraînés à l'énormité des châtimens par la peur que leur inspire leur propre pouvoir.

Louis XI ne prend jamais une difficulté en face; il s'y jette quelquefois à l'étourdie, mais en présence du danger il se replie de mille façons; il saisit la moindre circonstance, le moindre accident; c'est le roi négociateur par excellence. Il comprend très-bien le balancement des forces: un souverain le menace-t-il? il l'entoure de ses propres conseillers pour le détourner à temps de ses desseins; il cherche par des négociations avec un voisin à lui créer des embarras; il contient les uns par les autres, les princes par les sujets, les sujets par les princes. Dans ce jeu actif et souvent périlleux, Louis XI se trouve quelquefois pris dans ses propres filets; c'est alors que son habileté redouble d'efforts; il s'en tire presque toujours sans laisser en définitive la moindre parcelle de sa couronne et de son pouvoir.

Louis XI était tout à la fois en négociation avec l'Angleterre pour acquérir l'appui d'Édouard contre Maximilien, le nouvel époux de l'héritière de Bourgogne, et avec les Suisses et les petits princes d'Allemagne pour lui susciter des ennemis. Lorsqu'il fut assuré de cette double force, le roi tenta une de ces vengeances qu'il aimait à exercer, même à l'égard des morts. Sûr de son parlement, il poursuivit contre le duc Charles de Bourgogne un procès de trahison et par conséquent de confiscation de fiefs. Ce n'était pas la première fois que ces procès contre les morts avaient lieu en parlement; dans la loi féodale la trahison survivait; le fief formait le lien entre le suzerain et le vassal; le droit de saisie n'était point éteint par le décès.

¹ Ordonn. du Louvre, tome XVIII.

C'est une poursuite de cette nature que Louis XI fit intenter à Charles de Bourgogne. Comme le résultat était ou pouvait être la privation du fief, la loi féodale exigeait que les héritiers fussent assignés. Ils le furent en effet, et le roi offrit un sauf-conduit à Maximilien d'Autriche et à la jeune Marie ; il proposait en même temps une cour mixte, composée d'un légat du pape, de quelques députés du roi des Romains et des autres princes d'Allemagne, qui prendraient séance dans le parlement de Paris garni de pairs. On remarquera que, dans les procès criminels, jamais la composition du parlement n'a de caractère fixe ; il y a des adjonctions multipliées à la cour, de manière que c'est presque toujours par commission que ces procès sont jugés. Dans cette circonstance, il y a une cour mixte. Il s'agit d'un prince étranger, et le roi offre d'adjoindre les propres représentants de ce prince, espèces de jurés. C'était une innovation ; il faut croire que le roi, en offrant cette garantie, avait des motifs : il entretenait des relations avec tous les conseils des princes ; les représentants qu'ils auraient envoyés étaient d'avance peut-être dans les intérêts du roi. Maximilien ne consentit point à ce jugement par cour mixte ; il n'avait garde, comme membre du saint empire, de reconnaître la juridiction du parlement et de la cour des pairs de France ¹. L'empereur Frédéric intervint dans la négociation ; il prit sous la protection de l'aigle impériale les villes de Flandre, menacées par le roi ; de longs mémoires, véritables notes diplomatiques, furent échangés. L'empereur fonde ses griefs sur ce qu'il était inouï qu'on fit le procès à un mort pour soutenir des usurpations. Le roi répond : « Qu'il est très-étonnant que l'empereur tourne ses armes contre la France, tandis que la chrétienté est violemment menacée par les Sarrasinois. » La guerre se continua, puis, selon l'usage, une nouvelle trêve fut conclue. Louis XI ne voulut pas de traité définitif, car il conservait l'arrière-pensée de revenir sur les clauses nuisibles à ses intérêts. Payer des subsides aux cabinets, attirer à soi les utiles conseillers, les séduire par des pensions secrètes, organiser un vaste espionnage, perdre un à un et sans efforts ses ennemis, tels étaient en résumé les moyens de son gouvernement ; il les employait avec ténacité, et avec adresse surtout. Tous les débris de l'aristocratie féodale avaient été successivement frappés ; le roi Louis XI n'en

¹ MS de l'abbé Legrand, 1478.

exempta pas même ceux qui lui donnaient des preuves de dévouement personnel ; il n'aimait pas les grands, ceux qui, possesseurs de terres considérables, pouvaient rappeler une puissante aristocratie. Le comte de Dammartin fut privé de sa compagnie des gens d'armes ; le roi en agit ainsi envers la plupart des autres capitaines, et ces compagnies furent confiées à des étrangers, à des Écossais, à des Suisses surtout. Quelques sires eurent la tête tranchée, et leurs corps, partagés par quartiers, furent cloués sur les portes des villes principales. On abolit grand nombre de privilèges des capitaines de gendarmerie. Parmi le plus beau de ces privilèges, ils avaient celui de partager les prisonniers entre eux ; Louis voulut que les captifs fussent mis en commun¹ ; un petit capitaine nommé Saint-André s'était opposé à cet ordre ; le roi lui écrivit : « Petit Saint-André, tenez bien votre tête des deux mains. »

Je rapporte souvent ces chartes, parce qu'elles présentent le modèle du style intime du roi Louis ; il menaçait d'ôter la tête de dessus les épaules avec cette bonhomie et cette familiarité des despotes ; c'était la langue dont il usait avec Tristan et ses prévôts ; le despotisme aime à se revêtir de ces formules familières, c'est sa langue naturelle, parce qu'il n'est en rapport qu'avec des sentiments serviles, qu'avec la classe qui obéit en esclave. Toute l'histoire de Louis XI présente une suite de procès intentés à ses officiers, à ses plus intimes conseillers ; de là, peut-être, les terreurs de la fin de sa vie. On conspira beaucoup contre lui, parce qu'il menaça beaucoup ; c'est la réaction naturelle.

Un des grands moyens par lesquels la couronne de France s'agrandit et se fortifia, fut la réunion successive des fiefs au domaine. Depuis Philippe-Auguste, il y eut deux systèmes en présence : celui des agglomérations au domaine, qui augmenta considérablement le territoire du royaume, celui des apanages qui le morcela et fit en quelque sorte compensation. Louis XI étendit à tout le besoin de centraliser ; quand les circonstances et les liens de famille le forçaient à départir quelques provinces à un proche parent ou à de grands feudataires, il s'y résigna ; mais toute sa tactique fut de faire rentrer dans son domaine ce qu'il en avait séparé. Il acquérait une ville, puis encore une commune, une province, et tout cela habitua les sujets

¹ MS de Legrand, 1478.

à la souveraineté royale. Le goût de ces acquisitions domaniales allait si loin, chez Louis XI, qu'il achetait souvent des droits incertains, de vieux titres de souveraineté. Ainsi, les comtes de Penthievre avaient d'anciennes prétentions sur la Bretagne, par cette Jeanne la Boiteuse qui disputa si longtemps ses domaines à Montfort ¹. Le roi les acheta, moyennant une somme donnée ; il se réservait, par ce moyen, une action puissante sur le duc actuel de la Bretagne. C'était une cause de guerre civile qu'il se gardait de négliger.

C'est à Plessis-lez-Tours que se passa la dernière partie du règne de Louis XI ; c'est là que le roi vainqueur de la féodalité se trouve aux prises avec ses propres terreurs ; il a tellement *fauché*, comme il le dit lui-même à Commines, qu'il y a peu de hautes herbes ; mais il reste encore au roi ses propres gardes, ses serviteurs ; il s'est successivement délivré de ses vassaux les plus hardis, mais il ne compte plus sur la fidélité de personne. Le caractère de Louis XI fut un peu le résultat de sa position ; il y eut beaucoup de conjurations sous son règne ; ce fut une époque de luttes et de combats. Est-il difficile dès lors d'expliquer ce caractère d'appréhensions et de craintes que lui avait inspiré l'agitation de ses premières années ? Il le porta au plus haut degré dans sa vieillesse, car les ans avaient affaibli son courage. Ce n'est plus le roi de la bataille de Montlhéry, mais le despote qui sent ses forces s'en aller, et qui veut les retenir pour frapper encore ; en le voyant faire pourtant de grandes choses, je suis tenté de croire que Louis XI s'était donné une mission, et que cette grande peur de la mort tenait à la pensée ou plutôt à la douleur de laisser son ouvrage inachevé !

¹ Chronique de Bretagne, 1479.

CHAPITRE LII.

1481 — 1483.

Plessis-lez-Tours. — Inquiétudes de Louis XI. — Jalousie de son pouvoir. — Sa correspondance. — Activité administrative. — Contre-seing. — Superstitions. — Le médecin Coytier. — Grandes négociations. — Réunion de la Provence. — Mariage du dauphin. — Le rosier des guerres. — Rivalité de Liège et Gand.

Il était dans son fort château de Plessis-lez-Tours, le roi Louis XI, environné de ses archers écossais et de son bon prévôt Tristan l'ermite, de Trois-Échelles son lieutenant, de sire de Bressuire son maître d'hôtel, d'Olivier le Daim son barbier, alors revêtu de la belle et grande seigneurie de Meulan, et de maître Coytier, tout à la fois médecin et président de la cour des comptes, car il obtenait tout du roi, et avait arraché, par importunité et menace de mort, cette bonne première présidence.

Le triste château de Plessis, alors fortifié de sept tours carrées, avait pris un aspect plus formidable; « tout ès environs de la place dudit Plessis, avait fait faire, le roi, un treillis de gros barreaux de fer, et planter dedans la muraille des broches de fer ayant plusieurs pointes à l'entrée par où l'on pût passer aux fossés dudit Plessis. Aussi avait fait faire quatre moineaux, tous de fer très-épais, où les arbalétriers pouvaient tirer tout à leur aise, et en mit bien quarante qui, jour et nuit, étaient dans les fossés, avec commission de tirer à tout homme qui en approcherait la nuit ¹. »

Louis XI avait exclu de son fort château tout seigneur possédant grand fief ou couronne; il en exceptait monseigneur de Beaujeu, depuis duc de Bourbon, Philippe de Commines et quelques étrangers, sur le dévouement desquels il comptait à la vie à la mort. Il préférerait

¹ Commines, 1481. — Cabinet de Louis XI, 1481.

autour de lui des gens de bas état, parce qu'il disait : « Les hauts seigneurs ne perdront rien à ma mort ; par le contraire, ils auront tout à gagner, mais les pauvres sires, une fois que je serai trépassé, seront désappointés de toute chose, peut-être même seront-ils pendus comme vilains. Je puis donc me fier à eux ¹. » Encore changeait-il presque tous les jours de varlets, car, disait-il, on devait avoir plus grande crainte de lui, en le voyant ainsi punir et frapper les gens qui environnaient sa personne.

Les soupçons s'étendaient à tout. Jacques d'Épinay, son chambellan, et Gilbert de Grassens, son écuyer furent chassés de sa domesticité, et savez-vous pourquoi ? c'est qu'ils l'avaient empêché de s'approcher de la fenêtre pour respirer l'air dans un moment où il le demandait comme un besoin, tant il voulait que sa volonté fût un ordre, et qu'on lui dût obéissance ² !

La pensée de Louis XI était surtout de faire croire à la vie de son pouvoir. Il voulait partout imprimer son autorité, et à chaque accident qui en détendait les ressorts, il redoublait d'une énergie factice pour cacher cette décadence de la vieillesse et de la mort. « Il semblait à le voir, mieux homme mort que vif, et depuis, il se vestait richement, ce que jamais n'avait accoutumé par avant, et ne portait que robes de satin cramoisi fourrées de bonnes martres ³. » Il faisait d'après punitions, de peur de perdre obéissance : « Ainsi me le dit à moi-même ! » s'écrit Philippe de Commines. Comme personne n'approchait le roi, et n'apercevait ainsi les signes avant-coureurs de sa fin prochaine, les destitutions d'officiers, les changements fréquents faisaient parler de lui parmi les royaumes, et c'est ce qu'il voulait.

On le voyait briser toutes les résistances, et se montrer alors plus despote qu'il ne l'avait jamais été : chancelier, écrivait-il à Pierre d'Orléans, vous avez refusé de sceller les lettres de mon maître d'hôtel Bouffrinas. Je sais bien à l'appétit de qui vous le faites. Dépêchez-les incontinent sur votre vie. Écrit au Plessis-au-Parc, le 24^e jour de décembre ⁴.

LOYS. »

Ses dépêches secrètes à ses officiers respiraient également cette volonté qui veut être obéie : « Monsieur le grand maître, si vous

¹ Commines, 1481.

² Cabinet de Louis XI, 1481.

³ Commines, 1482.

⁴ Cabinet de Louis XI, ann. 1481.

avez dans les mains les espies (espions) ou bohémiens, faites-les mettre à la gehenne (torture) et les livrez au prévôt. Loys. »

« Monsieur de Bressuire, mon ami, j'ai été averti que M. de Saint-Lou est allé devers vous, pour se conseiller sur ce qu'il avait à faire, et je m'esbahis bien de ce que ne l'avez pas pris, vu la grande trahison et mauvaiseté qu'il a faite à l'encontre de moi. Si vous voulez que j'aie confiance en vous, il faut le recouvrer et m'avertir. Loys. »

« Monsieur de Bressuire, mon ami, vous me parlez d'un nommé Huisson qui a fait plusieurs maux ; je vous prie qu'incontinent ces lettres lues, vous me l'envoyiez ici, bien lié et garrotté et qu'il n'y ait point de faute, et me faites savoir soudain de vos nouvelles pour faire les préparatifs *des nopces du galant avec une potence*. Escrite à la hâte, au Plessis-les-Parcs ¹. Loys. »

Ce n'était pas seulement dans sa cour, parmi ses vassaux, dans l'intérieur de son royaume que le roi voulait ainsi imprimer l'idée de sa vie politique et l'activité de son pouvoir ; il l'essayait à l'extérieur par des négociations importantes et quelquefois par des actes puérils qui devaient laisser aux étrangers l'opinion qu'un roi, occupé à des objets si futiles, devait conserver toute la puissance de ses forces : « Hors le royaume envoyait gens de tous côtés et faisait acheter un bon cheval ou une bonne mule, des chiens, et en envoyait querir partout : en Espagne, des allands ; en Bretagne, des petites levrettes, levriers, épagneux ; en Sicile, envoyait acheter quelques mules ; à Naples, des bêtes estranges ; et en Barbarie, de petits lyons ; en Danemarck, des ellans et des daims ². »

En 1481, il tomba en pâmoison et défaillance : voilà qu'un jour qu'il était allé en pèlerinage, près de Chinon, il se sentit le soir comme frappé d'une attaque d'apoplexie, tandis qu'il approchait de la fenêtre. Or, il appela son médecin et astrologue : « Angelo, Coytier, maître Angelo ! cria-t-il, à l'aide ! Je sens mon sang qui se fige ³. » Peu à peu Louis XI revint à lui, et ce fut dès ce moment qu'il se renferma, avec plus de soin encore, dans le château de Plessis-lez-Tours. Son premier mouvement, en revenant à la vie, fut de s'enquérir des dépêches de son conseil, pendant les dix ou douze

¹ Cabinet de Louis XI, ann. 1481, 1482.

² Philippe de Commines, 1480.

³ MS Legrand, 1481.

jours qu'il avait perdu le sentiment. Il voulut voir les lettres closes qui étaient arrivées. On lui montrait les principales, et Commines les lui lisait. Il faisait semblant de les entendre, les prenait en sa main et feignait de les relire, encore bien qu'il n'eût aucune connaissance, puis disait quelques mots, ou faisait signe des réponses qu'il voulait qui fussent faites.

Il resta, au roi Loys, de cette défaillance, une faiblesse de tête, cette grande peur de la mort qui marque la fin de son règne. Il ne voulait plus voir personne, et surtout les mauvaises figures. « Monsieur le chancelier, je vous remercie des lettres que vous m'avez écrites ; mais je vous prie que vous ne m'en envoyiez plus par celui qui me les a apportées, car je lui ai trouvé le visage terriblement changé depuis que je ne l'ai vu, et vous promets, par ma foi, qu'il m'a fait grand'peur, et adieu ; escript au Plessis-les-Parcs. Loys ¹. »

Dans cet intervalle de maladie, il avait été reconnu que plusieurs princes et sujets contrefaisaient très-bien la signature et le scel du roi. Il y avait alors en chaque cour un faussaire en titre ; c'était si nécessaire en ce siècle de ruse pour tromper dans les négociations. Louis en avait plusieurs à dévotion, et le plus fin de tous était Armand de Cambrai ; il était petit, laid, un peu bancal, mais tellement subtil et adroit, qu'il contrefaisait même la bulle d'or de l'empire ; et Louis XI avait une grande confiance à son savoir-faire. Pour éviter dans l'avenir qu'on ne faussât son seing, le roi fut d'avis de le changer ; mais le sire Dubouchage lui dit : « Vous allez alarmer tous ceux qui ont chartes de vous. — Que résoudre donc ? » répliqua le roi. Et le sire Dubouchage lui insinua qu'il devait moins signer, et qu'on ferait contre-signer par un des deux secrétaires. Ce fut là l'origine de ce contre-scel d'un ministre responsable, usage qui s'était produit déjà plusieurs fois, mais qui ne fut régulièrement admis que depuis le règne de Louis XI.

De cette peur de la mort, vinrent ces dévotions superstitieuses envers tous les reliquaires et corporaux qu'il sollicitait comme une grâce de tous les saints monastères : « Chers et bien aimés frères jacobins de Troyes, pour ce que nous désirons savoir que devint ou mourut, ou fut enterré un bon saint homme hermite qui, du temps de notre très-cher seigneur et père, vint plusieurs fois devant lui,

¹ Vol. 8,432 des MSS Béthune, fol. 56, Biblioth. royale.

nous vous prions, si vous en savez quelque chose, vous le dites à notre conseiller.

LOYS. »

« Chers et amés, nous envoyons devers vous nostre maistre d'hôtel Collinet de la Chenaye pour porter un drap d'or que je veux mettre sur le cercueil de feu frère Jehan de Gand, hermite de Saint-Claude ; » et sur le revers de la lettre close : « A nos chers et bien amés les jacobins de Troyes.

LOYS ¹. »

En échange de si beaux dons, les religieux envoyèrent force patenôtres et reliques dudit saint ermite. Le roi fit plus encore ; il sollicita du pape la canonisation du bienheureux Jehan de Gand, lequel avait accordé à monseigneur le roi Charles VII une lignée. Il demandait également au pape des corps saints, des bénédictions et des indulgences.

Dans ces trances de frayeur et de maladie, le roi envoya querir un saint homme en Calabre appelé frère Robert ² ; ledit ermite passa par Naples, honoré et visité du roi et de tout le peuple, autant qu'un légat apostolique. Puis vint à Rome, où le pape l'accueillit saintement. Lorsqu'il arriva à Plessis-lez-Tours, Louis se mit à genoux devant lui afin qu'il lui plût allonger sa vie. « Je lui ouïs parler devant le roi, continue Commynes, et il lui disait : Sire, je ne puis vous durer la vie, car Dieu en a marqué le terme. Alors le roi se prenait à supplier, à pleurer de grosses larmes. Il fit venir la sainte Ampoule et se frottait tout le corps de l'huile sainte ; il avait en face de son lit dans sa chambre un immense reliquaire devant lequel il s'agenouillait les mains suppliantes. »

A ces pieuses ressources, le roi Louis joignait des moyens plus matériels ; il multipliait les dons à son médecin Coytier, fort avare et qui exploitait les terreurs du roi. Il lui donnait tous les mois 10,000 écus ; en cinq mois Coytier en reçut 54,000, sans compter les terres, les charges qu'il se fit concéder ; il était très-familier avec Louis et lui disait toute chose sans déguisement. « Ledit médecin lui était si rude qu'on ne dirait point à un valet les outrageantes paroles qu'il lui disait : et le seigneur roi souffrait tout, et il n'osait le renvoyer d'avec lui ; car le médecin lui répliquait souvent : « Je sais bien qu'un matin vous me renvoyerez comme vous faites d'autres ;

¹ MS de Legrand, 1481.

² Commynes, 1482. Il est connu sous le nom de François de Paule.

mais, par là....., vous ne vivrez pas huit jours après. » De ce mot-là le roi s'épouvantait tant qu'après ne le faisait que flatter et lui donner ¹. »

Coytier, je l'ai dit, se fit accorder la première présidence de la cour des comptes ; il obtint pour son frère l'évêché d'Amiens. L'avare médecin était un petit homme, instruit dans l'art chirurgical et la connaissance des drogues, et surtout bon astrologue ; il n'avait de fierté qu'avec le roi. Voici comme il écrivait à la cour des comptes : « Mes frères, je me recommande à vous, en vous remerciant tant et de si bon cœur que faire puis, que bénévolement il vous a plu moi recevoir à l'office de premier président, et aussi la bonne et brève expédition des affaires, lesquelles, s'il vous plaît, aurez toujours pour recommandées, comme avez de bonnes coutumes ; mes frères, s'il n'est aucune chose en quoi vous puisse faire service, faites-le moi savoir, et j'accomplirai de bon cœur. Escrit de Plessis-le-Parc, le 4 novembre ; sur le tout vostre frère,

» COYTIER ². »

Avec cette exaltation de la peur et de la piété, comment ce roi eût-il conservé un cardinal, un saint prêtre, monseigneur de la Balue, dans une bonne cage de fer ? Or, le clerc n'avait quitté ni sa robe, ni sa barrette rouge. Le roi ordonna qu'il serait mis dehors ; il y était suffisamment resté pendant dix ans. Louis XI n'était jamais inquiet de lui ; il disait et chantait souvent entre ses dents :

Mons de la Balue
Fait le pié de grue.

Mais le pape réclamait vivement, et la liberté du cardinal fut accordée en échange du corporal de saint Pierre.

Cette physionomie royale est dans cet instant petite, mesquine, et c'est ce qui a trompé historiens et poètes ; ils n'ont vu qu'un coin de la scène ; il fallait l'agrandir. Tandis que la maladie et la faiblesse dévorent le roi Louis, il conçoit et exécute de grandes choses avec une incroyable activité. En ce qui touchait les vassaux, la Bourgogne et la Flandre n'étaient plus en quelque sorte qu'une province de la couronne qu'il tenait en sujétion ; il avait nombreux gens d'armes sur

¹ Commynes, 1482.

² Registres de la chambre des comptes, 1482.

les frontières de la Bretagne, et les nobles se gardaient bien de remuer.

Il négociait avec l'Espagne à l'occasion du Roussillon, et le roi de Castille maintenait l'état de paix par grande crainte. Les petits princes de l'Italie lui envoyaient des ambassades et sollicitaient son alliance ; il inquiétait l'Allemagne par les Suisses, ses bons compères et confédérés. Les rois d'Écosse et de Portugal étaient aussi ses alliés ; la Navarre était domptée ; nobles, bourgeois, halles et métiers tremblaient devant lui : ce qu'il commandait était incontinent accompli sans nulle difficulté ni excusation.

Le roi réunit la Provence à sa couronne ; c'était certes une magnifique acquisition. Charles du Maine, comte de Provence, avait succédé à René d'Anjou, il n'avait point de lignée. Le roi Louis XI, qui convoitait cette plantureuse seigneurie, donna des pouvoirs secrets à Palamède de Forbin. Le seigneur de Forbin possédait une grande autorité en Provence ; simple gentilhomme et d'ancienne race, il vivait dans la plus haute intimité du comte ; aussi le roi, fin et matois, s'était-il adressé à lui pour exercer une influence. Le sire de Forbin mena les choses à si bonnes fins qu'un testament en due forme, déposé aux archives de la ville d'Aix, donna la Provence au roi. A peine le noble comte avait-il été étendu sur son lit de parade, que des lettres, scellées du scel royal, mandèrent au sire Palamède de Forbin de prendre possession du comté de Provence avec pouvoir absolu de recevoir hommage, serment et féauté des évêques, barons, seigneurs, gentilshommes, communautés et bourgeois. Cette délégation de l'autorité souveraine était une rare exception dans le régime des fiefs ; de nouvelles lettres ajoutaient encore à son pouvoir. Le sire de Forbin put assembler les états, punir les feudataires, ratifier les concessions de privilèges ou les révoquer ; le roi promettait de tenir pour bon tout ce qu'il ferait. C'est le caractère de Louis XI d'élever ainsi hautement de simples gentilshommes et de les revêtir d'immenses pouvoirs ; il les craignait moins que les grands feudataires déjà si puissants et toujours prêts à se liguier contre l'autorité royale ¹.

Une de ses grandes pensées s'accomplit à cette époque de maladie. Marie de Bourgogne mourut à peine âgée de vingt-cinq ans ; la noble dame était tombée de sa haquenée dans une partie de chasse où, le

¹ Voyez toutes les pièces de cette négociation dans le recueil de Legrand, 1481.

faucou sur le poing, elle poursuivait oiselets petits et grands. Elle laissait un fils et une fille qui tous deux devaient être placés sous la tutelle et régence de Maximilien d'Autriche ; mais les Gantois ne voulurent rien entendre ; depuis longtemps le roi Louis XI entretenait avec ces bourgeois des relations intimes. Le roi manda qu'ils eussent à reprendre fièrement leur ancienne constitution et liberté ; quelques agents secrets se rendirent en toute hâte auprès des Gantois, et les excitèrent à se séparer tout à fait de la domination de Maximilien. Les bourgeois et métiers se rassemblèrent à l'hôtel de ville et déclarèrent d'abord que le duc d'Autriche n'aurait pas la tutelle des deux enfants de leur dame ; ils la prirent eux-mêmes et la déposèrent, cette tutelle, dans les mains de leurs magistrats : c'était déjà quelque chose. Louis XI suivit dès lors son plan, qui était de faire donner en mariage Marguerite de Flandre, avec une bonne dot, au dauphin. Les bourgeois de Gand avaient député plusieurs de leurs syndics auprès du roi ; Louis les accueillit avec une extrême cordialité ; il les embrassa en tenant sa calotte à la main ; tous dînèrent à sa table, et puis il manda le prévôt des marchands de Paris et lui ordonna de bien traiter ses compères les Gantois et de les festoyer pendant plusieurs jours ¹.

Le roi ne s'ouvrit pas tout à fait aux députés de Gand sur le mariage projeté du dauphin avec l'héritière de Flandre ; il craignait que le roi d'Angleterre n'en fût informé, et qu'il n'attirât ainsi la guerre ; car Maximilien avait promis sa fille au fils d'Édouard. Louis d'ailleurs voulait bien ménager pour l'avenir une grande alliance au dauphin, mais il n'était pas fâché qu'elle fût retardée autant que possible, afin que monseigneur ne pût devenir pour lui un adversaire trop dangereux : ce mariage n'eut lieu qu'un peu plus tard, mais Louis XI le prépara, et c'était un grand résultat pour la couronne.

Cependant la mort s'avancait ; le roi feignait de ne point y croire. Le médecin Coytier et Olivier le Daim lui dirent : « Sire, il faut que nous nous acquittions de nos devoirs ; n'ayez plus d'espérance en ce saint homme d'ermite ni en aucune autre chose, car sûrement il est fait de vous, et pour ce pensez à votre conscience, car n'y a nul remède. » Le roi répondit avec un sourire forcé : « J'ai espérance que Dieu m'aidera, car par aventure ne suis pas si malade que vous

¹ Chroniq. de Flandre, 1482.

le pensez. » Toutefois dans cette pensée de la mort il alla visiter le dauphin, qu'il n'avait pas voulu voir depuis longues années, et lui donna de bons et longs conseils¹. Déjà le roi avait écrit, à l'usage de monseigneur, un bel ouvrage sur l'art de se bien gouverner en royauté et en chevalerie. Il avait pris pour titre *Rosier des guerres*, symbole des batailles; il y traitait de toutes les choses telles qu'elles se doivent conduire dans l'art du pouvoir et de la chevalerie; comment un varlet devait agir et un prince se gouverner. Pour toutes affaires de la vie, le roi donnait une instruction; c'était son habitude. « Beau fils, gardez auprès de vous, quand je serai trespasé, les officiers et maîtres de votre hôtel. Lorsque mon père, d'heureuse mémoire, Charles VII, mourut de ce monde, j'eus la vanité et folie de desbander et mettre hors grand nombre de bons et notables officiers qui avaient servi mondit père à conquérir Guienne et Normandie, et j'eus sur mon dos la guerre dite de bien public, qui pensa être la cause de m'ôter la couronne. Mon fils, entretenez-vous par le conseil de vos parents et seigneurs de votre lignage, barons, chevaliers, capitaines. » Pour régner en quelque sorte après sa mort, le roi Loys transforma toutes ces instructions en belles ordonnances adressées au parlement de Paris, et enregistrées en ladite cour².

C'est ainsi que le roi commençait à s'occuper du dauphin; le jeune prince était renfermé dans le château d'Amboise par ordre de son père, qui avait confié son éducation à quelques hommes obscurs; le dauphin vivait dans une extrême solitude; le roi avait défendu tout concours et assemblées populaires, et cette précaution allait si loin que plusieurs lettres royales prohibent les foires et les marchés qu'on avait coutume de tenir en la ville d'Amboise, dans la crainte qu'elles ne favorisassent quelques troubles et mauvaises entreprises. Louis XI ne voulait pas qu'on fit de son fils un roi instruit, car il ne fallait pas être clerc trop savant pour conduire et gouverner peuples, vassaux et églises; il suffit, disait-il, à un prince d'étudier cette maxime: *Qui nescit dissimulare nescit regnare*.

Le caractère de Louis XI est un singulier mélange de force, de

¹ Commines, 1483.

² Le *Rosier des guerres* a été plusieurs fois imprimé; la meilleure édition est de 1648. Lenglet du Fresnoy, t. IV, a publié les grandes ordonnances pour l'instruction du dauphin.

faiblesse, de puissance et de superstition. Sur tout cela, je le répète, domine une pensée, celle du pouvoir. Les temps de la force chevaleresque étaient passés. Le roi Louis XI arriva à son but par la dextérité et la chicane. Il s'empara de cette puissance nouvelle de la société, de ces éléments mis en jeu par les petits potentats de l'Italie ; et voilà ce qui créa son influence sur le siècle. Sa vie fut une existence de tourment et de labeurs. Philippe de Commines nous l'a décrite dans sa naïveté : « Je l'ai cognu et ai été son serviteur à la fleur de son âge et en ses grandes prospérités, mais on le vit oncque sans peine et sans souci. Pour tout plaisir, il aimait la chasse et les oiseaux, mais n'y prenait pas autant de plaisir comme aux chiens; et encore, que d'ennuis ! car il avait grande peine ; se levait de bon matin pour courir le cerf et s'en retournait aucune fois bien las. Des dames il ne s'en est point mêlé tant que j'ai été avec lui ¹. »

Louis XI était cruel, d'une cruauté badine et moqueuse, qui aimait à se jouer de la vie, des tourments, et qui plaisantait avec les idées de potence et de bourreau. C'était un peu l'esprit de son siècle, où l'on était sans respect pour la vie et l'honneur de l'homme. Après les glorieuses batailles de la chevalerie, il était né une époque de misère, de dissimulation, de guerre intestine, de ruse et de faiblesse. Les mœurs de l'Italie pénétraient en France. Qu'opposer d'ailleurs dans cette lutte violemment engagée entre la féodalité, maîtresse de la force, et une royauté toute bourgeoise ? Cet appui que Louis XI avait cherché dans la bourgeoisie, avait empreint son pouvoir d'un je ne sais quoi de dissimulé et de mesquin, car alors que pouvait être un bourgeois de Paris ?

Il faut faire la part, pour juger ce caractère, aux difficultés d'un règne agité perpétuellement par le désespoir de la haute féodalité. Louis XI, ne pouvant lutter face à face contre la puissance territoriale, arrive à ses fins par mille détours. Il doit vaincre des difficultés de toute espèce ; il les tourne, se débarrasse de ceux qu'il ne peut combattre, les divise, s'empare de tous ceux qui viennent à lui ; distribue, prodigue l'argent pour organiser un système de surveillance d'amitié, d'espionnage. Rien de plus remarquable que ses instructions, que la finesse des conseils qu'il donne pour réussir.

Souvent il se montra bon homme ; il est bourgeois sans faste, sans

¹ Commines, 1482.

appareil ; mais point de pitié pour qui lui résiste. Souple et soumis pour les forts et puissants, quelquefois en vue de les désarmer, il se jette dans les pièges qu'il leur tend. Esprit incompréhensible qui fait naître les dangers comme pour se donner le mérite de les vaincre ! le voilà donc aux prises avec la mort, et cependant ses négociations continuent : laissons l'homme privé avec ses vices et ses faiblesses, remon- tons à l'homme politique.

On a exposé les intrigues du roi auprès des bourgeois de Gand dans l'objet d'amener le mariage du dauphin et de la dame de Flandre. Les Gantois s'étaient alors décidés pour cette union ; mais, quelque puissants qu'ils fussent dans cette confédération de villes et de communes qui comprenait le comté de Flandre, ils n'étaient pas les seuls maîtres, et Maximilien ne voulait à aucun prix du mariage de sa fille avec Louis ¹. Il existait d'ailleurs une vieille rivalité bourgeoise entre Gand et Liège. Parce que les Gantois s'étaient prononcés pour les intérêts de Louis, les Liégeois, leur évêque en tête avaient embrassé la cause de l'archiduc ; il en était de même de toute la population de race allemande, les Hollandais, les habitants de la Zélande, tous s'étaient levés pour le duc d'Autriche. L'évêque de Liège était le plus puissant de cette confédération ; mais l'habileté de Louis lui suscita un ennemi implacable, le sire Guillaume de la Mark, surnommé le *Sanglier des Ardennes*. Il montait un cheval sauvage, bardé de fer ; sa tête difforme était enveloppée dans une hure de sanglier. Le seigneur de la Mark attaqua Liège, s'empara de la ville et de l'évêque son ancien bienfaiteur ; sur le seuil de l'église même il l'abattit d'un coup de hache d'armes. Liège se prononça dès lors pour la cause de France ; quelques conquêtes, faites et achevées en Flandre, forcèrent Maximilien à consentir au mariage de sa fille et du dauphin. Des conférences s'ouvrirent à Arras ; le roi les suivit avec sollicitude ; il envoya notes sur notes à ses députés pour presser la conclusion de cette affaire, à laquelle il attachait le plus grand intérêt : un traité définitif fut enfin conclu, et une grande partie de la Flandre fut réunie par mariage au domaine royal.

Ce traité, dont les conséquences étaient si heureuses pour l'unité territoriale de la monarchie, fut le dernier acte de l'existence politique de Louis XI ; il se lie plus particulièrement à cette vie de souf-

¹ Chroniq. de Flandre, 1483. Commynes, *ibid.*

frances et de craintes de Plessis-lez-Tours. Ainsi se montre toujours l'homme politique s'élevant souvent à de hautes conceptions et à une activité puissante, à côté de l'homme privé, superstitieux, et sacrifiant à la peur !

CHAPITRE LIII.

LÉGISLATION DE LOUIS XI.

1461 — 1483.

Traités. — Aragon. — Bohême. — Liège. — Suisse. — Empire. — Républiques d'Italie.

Administration intérieure. — Mairies. — Corporations. — Métiers. — Foires. — Postes. — Imprimerie. — Universités. — Ordonnances de police. — Mesures individuelles. — Administration des mines. — Esprit du gouvernement de Louis XI.

Depuis l'immense gouvernement de Charlemagne, aucun roi de France n'avait fait autant de lois que Louis XI, des lois surtout aussi importantes, et se liant à un dessein d'avenir. La grande collection du Louvre consacre quatre volumes à la législation de ce règne, et encore ne contient-elle pas tous les actes de cette administration laborieuse. Je ne pense pas que jamais roi ait autant écrit ; instructions à ses envoyés, chartes, lettres, tout porte l'empreinte de sa pensée et souvent de sa main. Sa signature est plus compliquée que celle de ses prédécesseurs. On dirait qu'il a toujours peur qu'on imite et contrefasse son seing et son scel.

La diplomatie, l'art des négociations et des traités, je l'ai dit, est le trait saillant, la préoccupation de ce règne. Louis XI est le premier roi de France qui ait attaché la plus haute importance à se procurer des confédérés, afin de soutenir sa faiblesse, d'aider ses desseins et de préparer son triomphe. Il signe un traité avec le roi d'Aragon, alliance de mutuel secours ; si l'un des deux princes est attaqué, l'autre doit fournir jusqu'au nombre de 1,500 lances complètes avec archers, couteliers, balistaires. Ils se réservent réciproquement la liberté de leurs alliances, à savoir : Louis avec le roi de Castille et de Naples, le

roi d'Aragon avec Ferdinand de Sicile et Alphonse de Portugal ¹. Dans une convention conclue par commissaires, les rois de France et de Bohême se jurent une mutuelle fraternité, et chacun ratifie les clauses consenties par ses envoyés ². Quelquefois ces traités ne sont point conclus avec les princes, mais avec les peuples. C'est ainsi que Louis XI convient avec ses très-chers et grands amis, les régents, maîtres, jurés, conseil et université de la ville de Liège, qu'il y aura bonne et continue amitié entre eux et la France contre le duc de Bourgogne et le comte de Charolais, leurs adhérents et complices. Le roi s'engage à entretenir 200 lances du pays de Liège, chacune à trois hommes et trois chevaux, à raison de 15 livres par mois. Il s'oblige en même temps à faire reconnaître l'indépendance dudit conseil de Liège. Ce traité contient en tête les pleins pouvoirs des envoyés, et à la fin la ratification, deux conditions de la validité des conventions modernes ³. Cette tendance du roi à traiter ainsi avec les peuples, indépendamment des princes, se montre plus particulièrement encore dans la convention avec les cantons suisses. Les bourgeois-maîtres, avoyers, conseils et communautés des villes; provinces de Zurich, Berne, Lucerne, etc., font savoir que le très-gracieux seigneur roi de France protégera lesdits cantons à l'encontre du duc de Bourgogne, et que tant qu'il vivra, il leur fera tenir et payer tous les ans, en sa ville de Lyon, en témoignage de *sa charité*, vingt mille livres, et « si ledit roi avait besoin en ses guerres de notre secours, si nous ne sommes pas occupés à notre, lui fournirons tel nombre de soldats qui nous paraîtra honnête, et alors il fera tenir la paye d'un mois pour chaque dit soldat, et quand ceux-ci seront sortis de leur maison, ils jouiront de toutes les franchises et immunités des archers du roi ⁴. » Un traité d'alliance fut également conclu avec l'empire ⁵. La longue convention, ou trêve de sept années, avec l'Angleterre, est remarquable dans l'histoire de la diplomatie, par l'échange des pleins pouvoirs entre les ambassadeurs qui précède les conventions ⁶. Louis XI ne néglige pas l'alliance avec l'antique et superbe république de Venise. Le roi, les duc et seigneurie, doivent se rendre réciproquement toutes les prises mari-

¹ Corps diplomat., page 375.

² *Ibid.*, page 315.

³ *Ibid.*, page 405.

⁴ *Ibid.*, page 465.

⁵ *Ibid.*, page 325.

⁶ *Ibid.*, tome IV.

times qu'ils ont faites ; Venise s'engage à ne donner aucun secours aux ennemis du roi. Louis se réserve ses alliances anciennes avec Florence et Gênes ¹. Deux larges conventions commerciales autorisent les marchands municipaux de la hanse teutonique à s'établir dans les villes de France, à y faire leurs négoce et bénéfices ². Tous ces traités sont précédés d'instructions secrètes, dans lesquelles le roi explique lui-même à ses négociateurs la marche qu'ils doivent suivre, les ruses qu'ils peuvent employer avec le seigneur superbe et fier, avec le clerc instruit et le bourgeois chicaneur et parcimonieux. Le roi veut qu'on use de finesse, de corruption, de tous les moyens, en un mot, d'arriver sûrement au but qu'il se propose.

Dans l'administration du pays, une forme générale domine les ordonnances du roi ; c'est le système des mairies. Toutes les concessions de la couronne, toutes les organisations nouvelles sont calquées sur un type, les corps de ville de la Rochelle, de Tours et d'Angers. D'après ces chartes, les habitants pouvaient élire un maire et vingt-quatre échevins pour gérer les affaires de la cité. Tous ces magistrats seront anoblis, eux et leurs lignées. Tout habitant possédant héritage de 500 livres, pourra acquérir fief et franchise. Tous étaient mis sous la protection du bailli de Tours. Les habitants ne devaient être jugés que par leurs propres magistrats, excepté les officiers du roi et ses commissaires. Ce conseil imposait le droit de *barrage* ou *pavage* sur les voitures, applicable à la réparation des portes, remparts et routes de la ville. Les habitants se réunissaient en conseil commun sur la place publique au son de la cloche, sur la seule convocation de leurs officiers municipaux. Ces officiers pouvaient mettre impôts annuels jusqu'à concurrence de 1,000 livres, au profit de la cité ; lever un 10^e sur le vin vendu en détail, et 2 sols 6 deniers sur chaque pipe de vin introduite dans la ville ; percevoir un autre droit sur le sel ; acheter une maison commune ; enfin recevoir legs et donations jusqu'à 400 livres tournois. Tout droit de police était concédé aux maire et échevins : ils pouvaient contraindre les habitants au balayage et à la propreté, sous peine d'amende³.

Cette forme de mairie, étendue successivement à presque toutes

¹ Cod. Louvre, tome XVIII, page 325.

² Preuves de l'histoire de Charles VIII.

³ Collect. du Louvre, tome XV, page 33.

les grandes cités, était un système complet et qui fait envie à nos administrations étroites et sans indépendance. Tout est accordé aux habitants, impôts, élections, gouvernement municipal. En même temps le roi fixait les formes spéciales pour l'élection des consuls à Perpignan ¹. Troyes fut autorisée à s'administrer elle-même ², ainsi que Fontenay-le-Comte. A Toulouse, les étrangers furent exempts du triste droit d'aubaine. Les habitants des Sables-d'Olonne obtinrent de faire clore leur ville de tours, murailles et fortifications. Les glorieuses filles et femmes de Beauvais, je l'ai déjà dit, durent marcher, à la procession anniversaire, immédiatement derrière les clercs ³. Sens eut une mairie sur la forme de celle de Tours; il en fut de même pour Angers. La pancarte avait vingt-neuf grands et beaux articles. Saintes fut décorée de vingt-cinq pairs ou échevins perpétuels; le Mans reçut la même forme municipale ⁴.

Dans chaque ville il existait des corporations marchandes avec leurs belles bannières peintes de l'image des saints. Louis XI les groupa en un ordre régulier dans sa bonne ville de Paris, afin d'imposer un spécial serment d'obéissance et de mieux requérir fidélité. Sous la première bannière étaient les tanneurs et corroyeurs; sous la seconde, les gantiers, aiguilletiers, vaillants hommes; sous la troisième, les cordonniers, gens mal faits et orduriers; les boulangers et pâtisseries avaient leur bannière à l'image de saint Honoré; les serruriers, coffriers et malletiers avaient aussi la leur. Que dirai-je des puissants fourbisseurs de harnois, lanciers, bringandiniers et faiseurs d'espées? Chaque boucherie avait également sa bandière, et puis les pourpointiers, les imagiers, les lanterniers, les libraires, parcheminiers, escriptvains et enlumineurs, nostaires, bedaulx et autres praticiens en cour d'église. Dans chacune de ces compagnies ainsi groupées, il devait y avoir un chef nommé principal et un sous-principal obéissant à ses ordres; et ces deux magistrats des métiers, élus par leurs confrères, devaient prêter serment au roi, d'être bons et loyaux sujets, et de vivre et mourir pour son service. « Que si vous savez aucunes machinations, conspirations, entreprises, monopoles et tumultes contre le roi, vous lui avertissiez incontinent; et avec ce, promettez et jurez de ne faire

¹ Cod. Louvre, tome XVI, page 11.

² *Ibid.*, tome XVIII, page 426.

³ *Ibid.*, tome XVII, page 581.

⁴ *Ibid.*, tome XVIII.

assemblée, réunion en armes, sous vos bannières, qu'avec et sous l'autorité du roi. » Lesdits principaux ne pourront être élus, que s'ils sont chefs d'hôtels, bien famés et connus. Chaque métier aura son registre sur lequel on inscrira le nom de tous ses membres, et sera aussi distingué par son vestement. Tout principal aura les guides de la bannière de son état, et quand mandé sera par le roi, il devra convoquer ses confrères avec leurs vestements et leurs armes, qu'ils pourront porter le dimanche et aultres festes pour eux exercer et esbattre; ils passeront une revue en armes une fois l'an au moins ¹.

Par cette grande ordonnance, le roi se faisait chef des métiers de Paris, et prenait l'ascendant sur les halles et marchands, qu'il plaçait ainsi dans une hiérarchie, liés par des serments et des obligations particulières. Sans avoir la tête commerciale, sans comprendre cette multitude de rapports qui unissent entre elles les corporations, le roi favorisait tout ce qui touchait l'industrie. Il établissait des foires nouvelles, multipliait les moyens d'échange. La plus haute, la plus large de ses conceptions fut l'établissement des postes en France. Il était naturel que le roi qui étendait ses relations sur tous les points de l'Europe, qui vivait d'intrigues politiques, au milieu des intérêts divers dont il faisait mouvoir tous les ressorts, il était naturel, dis-je, que le roi prît des mesures pour activer les communications. Jusquelà des hérauts d'armes, des envoyés spéciaux, des varlets intelligents se rendaient avec peine et à travers les difficultés d'une longue route, pour porter les chartes scellées du roi et les ordres aux capitaines des compagnies, aux baillis et sénéchaux; d'après l'ordonnance de Louis XI, il fut mis en délibération au conseil d'établir en toutes les villes, bourgs et bourgades, et lieux qui seront jugés plus commodes, un nombre de chevaux courants de traits en traits, par le moyen desquels ses commandements pussent être promptement exécutés, et qu'il pût avoir nouvelle de ses voisins quand il voudrait ². « De quatre en quatre lieues seront personnes notables, entretenant quatre ou cinq chevaux de légère taille, bien enharnachés, et propres à courir le galop. Il y aura auprès du roi un officier grand maître, des coureurs de France, et les maîtres de postes devront conduire toute personne munie d'une autorisation du grand maître et les dépêches du roi. Les

¹ Code Louvre, tome XVI, page 671.

² Collect. du conseil d'État (1493, 1472); l'ordonnance est du 9 juin 1464.

passeront ainsi conçus : « Maîtres tenants les chevaux courants du roi, montez et laissez passer ce présent courrier qui a avec lui sa guide et malle, en laquelle sont le nombre de paquets de lettres cachetées de notre grand maître des coureurs de France. »

Et toutes les industries trouvaient ainsi protection du roi. « De la part de chers et bien amés Conrard Hannequis et Pierre Scheffre, marchand, bourgeois de la cité de Mayence, en Allemagne, il fut exposé qu'ils avaient occupé une grande partie de leur temps à l'industrie, art et usage de l'imprimerie d'écriture, de laquelle, par leur cure et diligence, ils ont fait plusieurs beaux livres, singuliers et exquis, tant d'histoire que de diverses sciences. Ils en avaient envoyé plusieurs à Paris, sous la conduite d'un nommé Hermann, lequel était décédé; par le droit d'aubaine et comme étranger cesdits livres avaient été confisqués au profit du roi; mais considérant la peine et labeur que lesdits avaient prise pour l'art et industrie de l'impression, Louis XI leur rend les choses confisquées jusqu'à concurrence de 2,425 escus ¹. »

A cette méliifiante industrie, le roi portait un goût particulier, et il institua partout foires et marchés. Les étrangers purent y venir de tout lieu en franchise, de Brabant, de Flandre, de Hollande, de Zélande; l'exportation fut défendue pour la foire de Genève au profit de celle de Lyon ². Ensuite il fit beaux statuts pour la confrérie des libraires, écrivains, enlumineurs, parcheminiers et relieurs, tous dépendants de la belle et grande université de Paris; et cette très-chère et très-amée fille première-née, l'université et l'estude de Paris voyait ses privilèges continués pour elle-même et pour ses officiers et suppôts ³, car elle avait sainte doctrine, entière foi et vraie clarté, et plusieurs de ces universités étaient créées, savoir : à Bourges, Valence, pour soutenir et fortifier la première-née.

Les institutions judiciaires recevaient une haute consécration par l'inaltérabilité des offices. Si le caprice de Louis XI ne tint aucun compte du principe qu'il avait lui-même établi, ce principe jeté dans les institutions politiques, devenait plus tard la base d'un grand système de garantie : « Voulant extirper d'yeux nos officiers tout doute,

¹ Cod. Louvre, tome XVIII, page 114.

² *Ibid.*, tome XV, page 571.

³ *Ibid.*, tome XV, page 310.

⁴ *Ibid.*, tome XVII, page 28.

et pourvoir à leur sûreté, tellement qu'ils aient cause d'y faire et d'y persévérer, statuons et ordonnons que désormais nous ne donnerons aucun de nos offices, s'il n'est vacant par mort ou par résignation faite de leur gré et du consentement du résignant. » Les principes de l'ordre judiciaire, établis par les grandes coutumes de Charles VII, reçurent peu de modifications. Les formes parlementaires étaient réglées; les pairs de France ne durent répondre et ressortir qu'en parlement de Paris, tant pour leurs affaires personnelles, que pour les droits de la pairie, règle, pourtant, que nous avons vue si souvent violée par le même Louis XI¹. Enfin, une dernière ordonnance judiciaire punit les blasphémateurs remplis d'un malin et diabolique esprit et d'un félon courage. Elle défend en même temps les maisons de jeu, assemblées nocturnes, « car des ribleurs, tant gens d'église qu'autres, tiennent maisons secrètes, et se font ès dites maisons jeux dissolus, et y font venir folles femmes². »

Les actes de la puissance royale s'étendaient alors à tout. Le roi légitimait Louis de Bourbon, fils de Charles de Bourbon et de Jeanne de Bournan sa mie. Il affranchissait du dur servage un prêtre chanoine de la cathédrale de Châlons, né en condition de servitude, car clerc pouvait être serf. Après avoir anobli Olivier le Mauvais, il l'autorisait à changer de nom : « Nous avons anobli notre chier et bien amé valet de chambre, maistre Olivier le Mauvais, et lui avons donné certaines armoiries; lui octroyons maintenant qu'il puisse se dire et nommer le Daing, en tous lieux et jugements³. » Le roi permettait changement de griffe et signature à divers notaires. Il voulait que les arrêts du parlement de Paris pussent s'exécuter en tous lieux sans *pareatis*.

Enfin, comme administration générale, il nous reste encore sa grande ordonnance sur les mines, un des actes les plus complets de la législation en cette matière. Il y avait plusieurs mines d'or, d'argent, cuivre, plomb, estin, potin, azur et austres mestaux. Le roi affranchit de toute taille, subsides, aides, impositions, tous les maîtres qui voudront s'occuper de leur exploitation; il leur permet de jouir de tous les droits de naturalité, s'ils sont étrangers. « Tous ceux qui ont des mines sur leur sol, devront les déclarer aux maîtres, gou-

¹ Cod. Louvre, tome XVI, page 87.

² *Ibid.*, tome XVIII, page 452.

³ *Ibid.*, page 58.

verneurs et visiteurs, dans les trois mois; ils pourront commencer eux-mêmes ce travail, et s'ils n'en ont pas les moyens, les maîtres les exploiteront pour eux, ou elles seront mises aux enchères et délivrées aux plus offrants et derniers enchérisseurs ¹. »

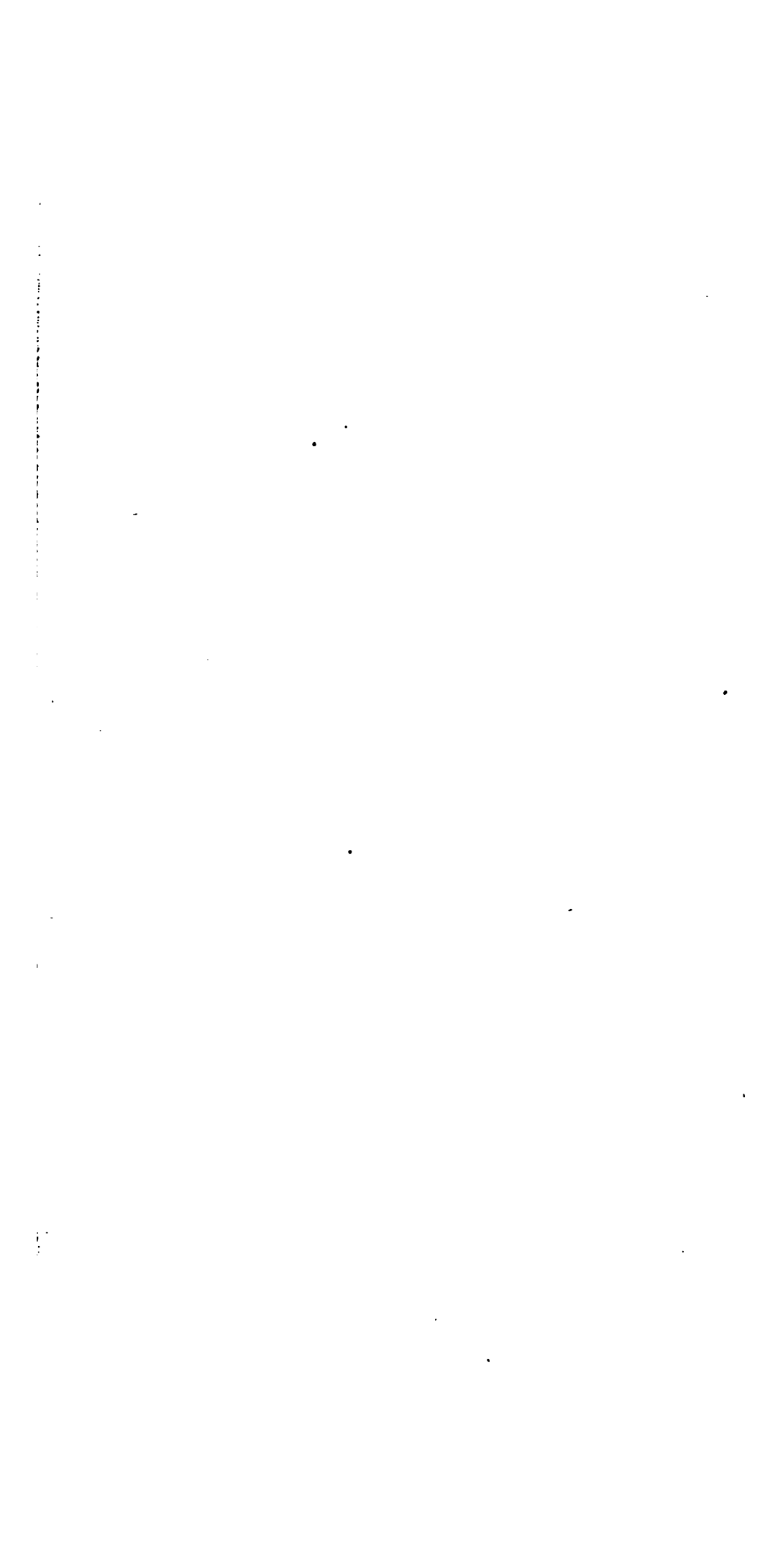
Le règne de Louis XI est donc un vaste système administratif qui embrasse tout : relations étrangères, communes, judicature, corporations, industrie, métiers. C'est une administration travailleuse; et lorsqu'on la rapproche de cette vie si pleine d'ennui et de soucis, de cette grande lutte qu'elle soutenait contre la haute vassalité, on s'étonne qu'une tête humaine ait pu suffire à cet actif travail du pouvoir et de l'intelligence. Négocier à l'extérieur, gouverner à l'intérieur, et tout cela avec une application personnelle, avec une intervention constante! Louis XI a des agents nombreux; tous reçoivent son impulsion et ne la donnent jamais. Il voit et juge quelquefois avec des vues étroites, soupçonneuses, mais toujours avec une supériorité vigilante. Tout ce qui est autour de lui, exécute, et ne résiste qu'en éveillant ses soupçons. De là sa haine contre les grands, contre ces têtes qui dépassent Olivier le Daim. La moindre opposition excite ses méfiances et provoque ses colères. Point de pitié pour qui montre un peu de force. Que la résistance vienne d'en bas ou d'en haut, d'un vassal puissant ou d'une humble bourgeoisie, il frappe également, temporise s'il n'est pas le plus fort, mais n'oublie jamais.

Louis XI se laisse prendre quelquefois dans ses pièges, mais il va toujours à son but. Parvenu au terme de son règne, d'immenses résultats sont obtenus. Cherchez encore de ces grands feudataires qui résistent à la couronne! Que sont devenus ces fiers châtelains qui désolaient les provinces! Partout existe un ordre politique. Plus d'états généraux; tailles lourdes, mais parfaitement régularisées; obéissance absolue sur tous les points de la monarchie; toutes les forces organisées dans un but commun de pouvoir et de centralisation. Archers étrangers, compagnies soldées, communes changées en mairies, morcellement de l'autorité judiciaire, privilèges de pairie violés, tout obéit à l'impulsion de la puissance royale.

Ce jeu unique de sa volonté planant sur l'ensemble des institutions, lui plait. Il se délecte dans l'idée qu'aucune puissance n'est rivale de la sienne; qu'il a vaincu Bourgogne, Bretagne, Lorraine, Provence;

¹ Cod. Louvre, tome XVII, page 446.

qu'il a fauché les chefs des grandes compagnies, et même ces parents, fiers et nobles vassaux qui agitaient la maison royale. Trouve-t-on à la fin de son règne quelques-uns de ces grands noms qui surgissaient comme un trouble à chaque avènement? Que sont devenus ces chefs de bourgeoisie et de noblesse, ces hommes de la chevalerie et des halles? Que de peines et d'efforts pour arriver à ce résultat? Quelle lutte de tous les jours, que de ligues à vaincre! Si vous cherchez dans ce cœur des sentiments, il n'en est aucun : point de compassion pour le malheur, aucune pitié pour qui souffre. Tête puissante, active, allant toujours à son but à travers tous les obstacles, malgré la mobilité et l'inquiétude de son caractère, tel fut Louis XI; cette figure historique, grande et bizarre, pour être bien reproduite, ne doit jamais être séparée de l'esprit de son siècle, époque curieuse qu'il me reste maintenant à résumer.



RÉSUMÉ.

1338 — 1403.

L'époque que je viens de décrire, depuis la fin du règne du roi Jean jusqu'à la mort de Louis XI, embrasse un peu plus d'un siècle ; siècle de rénovation, de travail et d'intelligence. Le grand défaut dans les aperçus historiques, est de juger les temps par les résultats obtenus, et de ne pas assez étudier ces époques intermédiaires où tout se prépare et s'élabore. Je ne sache pas une génération plus travailleuse que celle des XIV^e et XV^e siècles. Prenez la religion, le pouvoir, la société ; descendez de la royauté aux halles, des papes aux universitaires, aux clercs, aux ordres mendiants, il y a partout investigation, besoin de créer, et de se précipiter dans un ordre de choses nouveau ; tout est agité d'une inquiétude et d'une nécessité vague. Dans la religion, l'hérésie se montre et se développe en corps de système. Je demande si la doctrine de Wicleff et de Jean Huss, si cette haute indépendance de pensées, si cette popularité qui les accompagnaient, trouvent quelque chose de comparable même dans les temps où nous vivons ? Que fit Luther dans le siècle suivant, si ce n'est de régulariser ces systèmes qui se présentaient jusque-là dans des formes désordonnées ? Lisez les conciles de Bâle et de Constance, ces grandes assemblées ecclésiastiques, consultez la pragmatique sanction, rien de plus libéral que ces dispositions larges, que cette institution d'églises nationales. La liberté religieuse apparaît dans la hiérarchie ecclésiastique. L'unité catholique est ébranlée.

La royauté suit une marche opposée. Si l'Église voit l'autorité pontificale se décentraliser, la couronne, à travers mille orages, arrive à cette force, à cette puissance unique, objet de ses efforts. Longtemps

chevaleresque et guerrière, elle se fait civile, judiciaire ; elle échange l'épée des batailles contre le sceptre et le scel des clercs. Il le fallait bien, car le temps était empreint de cet esprit de bourgeoisie et de cléricature.

Depuis deux siècles, la haute féodalité lutte avec constance, avec cette armure de fer qui la couvre et la protège. Vaincue dix fois dans la lice, elle reparait sans cesse, parce qu'elle était une puissance d'opinion, de sol et de force matérielle, qu'elle était partout dans ses manoirs, dans ses fiefs, dans ces habitudes d'apanages qui lui donnaient une organisation et une vie toujours nouvelles. Les rois arrachaient une à une les provinces, et puis ils les morcelaient entre leurs puînés ; et déjà, à la seconde génération, les grands fiefs se trouvaient en opposition avec la couronne. Les ducs de Bourgogne paraissent comme la dernière personnification du système féodal.

La bourgeoisie accroit son influence avec celle des métiers et des clercs ; mais depuis le règne du roi Jean, elle a subi une modification. Désordonnée d'abord, elle devient médiatrice entre les halles et la gentilhommerie ; elle se régularise. Elle est forte, et pourtant elle ne prétend plus au pouvoir ; elle le laisse à Louis XI qui en use et en abuse sans qu'elle s'inquiète et qu'elle s'oppose. Tel est le caractère de la bourgeoisie, elle n'a jamais été une puissance active ; elle est timide, elle a peur ; avec elle les grandes résistances ne sont pas plus possibles que les grandes choses.

Les halles qui ont si puissamment agi sous le roi Jean et Charles VI, s'abîment dans le règne de Louis XI. Là est encore la société dramatique : car l'activité se trouve toujours au haut et au bas de l'échelle, dans les grands et le peuple. Les classes du milieu sont paisibles ; leur vie monotone de bourgeois, n'offre rien qui brille, aucune passion qui sorte du vulgaire. Quelques noms de bourgeoisie ont pourtant survécu, et les chefs des tumultes populaires venaient souvent des vieilles souches de la Cité, du cloître Notre-Dame ou de la rue Thibautodé.

Les clercs, les universitaires, toutes ces classes de science et de palais grandissent ; elles arrivent toujours quand la bourgeoisie triomphe, parce qu'elles ont des habitudes adaptées à ses mœurs, qu'elles sont disputeuses sans être menaçantes, qu'elles ont des petits intérêts à défendre, et que l'ergotage des clercs plaisait infiniment à ces bons bourgeois processifs et fins matois. La chevalerie et le peuple

allaient aux batailles, mais les bourgeois et les clercs n'étaient pas de cette vaillance ; ils plaidaient la paix du pays, et la tranquillité de la maison et du ménage.

Les institutions tendaient toutes à l'unité monarchique ; les états généraux ne sont plus que des accidents ; le système des notables triomphe ; quelques assemblées de féodalité et de chevalerie se réunissent encore, mais irrégulières et violentes ; ce sont des ligues et non point des institutions : elles sont là comme dans un camp ; elles débèrent comme la veille d'une bataille. Le parlement de Paris voit sa juridiction morcelée ; il cesse d'être assemblée politique.

L'organisation administrative repose sur les mêmes éléments, mais elle se perfectionne ; l'impôt devient permanent et régulier, les aides sont fixées. Une surveillance est établie ; partout les contrôles de la cour des comptes ; les divers degrés de la hiérarchie prennent un caractère de fixité : pour la guerre, des compagnies de lances, des gens d'armes, des étrangers soldés. Pour la justice, les baillis, sénéchaux, maîtres, grands maîtres, grènetiers, forestiers, toutes les fonctions que nous avons retrouvées depuis le règne de Philippe-Auguste, et s'adaptant mieux encore aux intérêts de la couronne.

Au milieu de tous ces progrès, l'esprit humain marche hautement. Le siècle qui va s'ouvrir, se présente sous l'influence de faits si immenses, qu'il paraît à mes yeux comme la plus grande époque, même comparée à nos temps si agitées et si gros d'événements. Je vais décrire les premiers miracles de l'imprimerie, les larges disputes de religion et de gouvernement, la science se débarrassant de ses langages, la littérature perdant son caractère national, abîmée sous l'école latine, et la dissertation d'érudit, la réforme religieuse, la grande ligue, la découverte d'un nouveau monde, mêlée à la naissance d'un droit public européen !

FIN DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

CHAPITRE XXXVIII.

(Pages 5 à 22.)

1407 — 1408.

Considération des métiers de Paris. — La gentilhommerie. — Prise d'armes. — Mouvement contre les Armagnacs. — Changements municipaux. — Exils et confiscations. — Popularité du duc de Bourgogne. — États généraux. — Ordonnance cabochienne. — Triomphe du parti populaire. — Arrangements provisoires. — Réactions contre les Armagnacs. — Massacres.

CHAPITRE XXXIX.

(Pages 23 à 28.)

1408 — 1422.

Situation de la France et de l'Angleterre. — Avènement des Lancastres. — Conséquence de la bataille d'Azincourt. — Meurtre du duc de Bourgogne à Montereau. — Traité de Troyes. — Caractères de ce traité.

CHAPITRE XL.

(Pages 29 à 37.)

HENRI VI. — RÉGENCE DU DUC DE BEDFORD.

1422 — 1423.

Avènement de Henri VI. — Adhésion du parlement. — Des bourgeois. — De l'uni-

versité. — Administration anglaise. — Gouvernement de Charles VII. — Les Écossais. — Douglas. — Stuart. — La bataille de Verneuil. — Réjouissances à Paris. — La danse macabre. — Conseil de Charles VII. — Révolutions dans les officiers de son hôtel.

CHAPITRE XLI.

(Pages 39 à 50.)

1425 — 1436.

Fautes du gouvernement anglais en France. — Le duc de Bedford blesse les intérêts du clergé. — Situation de Charles VII. — Les traditions d'Agnès et de La Pucelle. — Sacre de Charles VII. — Administration du duc de Bedford. — Sacre Henri VI. — Congrès d'Arras. — Traité. — Préparatifs de la restauration. — Entrée de Charles VII à Paris.

CHAPITRE XLII.

(Pages 51 à 58.)

1436 — 1453.

Situation des opinions. — Haines entre la chevalerie et les bourgeois. — Actes législatifs. — La Pragmatique. — Taille perpétuelle. — Armée permanente. — Coutumier général.

CHAPITRE XLIII.

(Page 59 à 67.)

1436 — 1445.

Caractères de la restauration de Charles VII. — Influence de la bourgeoisie. — Actes contre les gentilshommes. — Révolte des barons et des gens d'armes. — Pacification. — Nouveaux griefs de la gentilhommerie. — Conseil des barons. — Conspiration du dauphin. — Actes du gouvernement de Charles VII.

CHAPITRE XLIV.

(Pages 69 à 79.)

1436 — 1461.

Caractères du règne de Charles VII. — Esprit processif. — Procès en parlement. — Le comte d'Armagnac. — D'un ministre. — Jacques Cœur. — D'église. — La Pucelle. — De haute féodalité. — Le duc d'Alençon.

CHAPITRE XLV.

(Pages 81 à 144.)

1440 — 1461.

Relations politiques de Charles VII. — Les Anglais. — Traité avec le Danemarck.
— Réunion de Gènes. — Les Suisses. — Les Écossais.

CHAPITRE XLVI.

(Pages 85 à 98.)

LOUIS XI.

1461 — 1462.

Jugements divers sur Louis XI. — Caractère de ce prince. — Son avènement. —
Voyage du duc de Bourgogne. — Terreur des conseillers de Charles VII. —
Hommage de Bourgogne. — Entrée à Paris. — Mutation d'officiers. — Révolte
de Reims. — Négociation sur la pragmatique. — Sa révocation. — Dispute
avec le pape. — Trahison de la Balue. — Remontrances du parlement. —
Féodalité.

CHAPITRE XLVII.

(Pages 97 et 111.)

1462 — 1466.

Négociations de Louis XI. — Les Catalans. — Les rois de Castille et d'Aragon. —
Entrevue de la Bidassoa. — Marguerite d'Anjou. — Le duc de Bourgogne. — Les
villes de la Somme. — Maître Estienne, négociateur. — Le bâtard de Rubempré.
— Ligue du bien public. — Parlement à Tours. — Manifeste. — Batailles. — Le
roi et les bourgeois de Paris. — Traité de Conflans.

CHAPITRE XLVIII.

(Pages 113 à 121.)

1466 — 1468.

Intrigues de Louis contre le traité de Conflans. — Il reprend la Normandie. —
Détache les seigneurs de la ligue. — Les cages de fer. — Conseil de réformation.
— Guerre avec Bourgogne. — Voyage à Péronne. — Arrivée de Louis. — Ses
frayeurs. — Gardes écossais. — Révolte des Liégeois. — Traité avec le duc de
Bourgogne.

CHAPITRE XLIX.

(Pages 123 à 136.)

1468 — 1471.

Exécution du traité de Péronne. — Siège de Liège. — Traité soumis au parlement. — Édit contre les pies et geais. — Trahison de la Balue. — Son procès. — Son enterrement. — Hommage du duc de Guienne. — Institution de l'ordre de Saint-Michel. — Cité municipale de Rouen. — Pamphlet. — Nouvelle ligue. — États de Tours. — Le roi chansonné. — Conjuraton féodale.

CHAPITRE L.

(Pages 137 à 147.)

1471 — 1474.

Organisation de la Guienne. — Privilèges de Beauvais. — Lorraine et René d'Anjou. — Royaume de *Gaule belgique*. — Jugement par municipalité. — Révolte de Bourges. — Mairies. — Liste de proscriptions contre Perpignan. — Corruption d'officiers. — Procès du comte de Saint-Pol. — Complainte sur la mort du connétable.

CHAPITRE LI.

(Pages 149 à 164.)

1474 — 1479.

Affaiblissement de la puissance de Bourgogne. — René d'Anjou au parlement. — Procès du maréchal. — Apanage de Bourgogne. — États. — Réunions domaniales. — Le comte de Flandre. — Négociation du barbier Olivier. — Les bourgeois de Gand. — Mariage de Marie et de Maximilien. — Arras dépeuplé. — Négociation avec la Bretagne. — Procès du duc de Nemours.

CHAPITRE LII.

(Pages 165 à 176.)

1481 — 1483.

Plessis-lez-Tours. — Inquiétudes de Louis XI. — Jalousie de son pouvoir. — Sa correspondance. — Activité administrative. — Contre-seing. — Superstitions. — Le médecin Coytier. — Grandes négociations. — Réunion de la Provence. — Mariage du dauphin. — Le rosier des guerres. — Rivalité de Liège et Gand.

CHAPITRE LIII.

(Page 177 à 185.)

LÉGISLATION DE LOUIS XI.

1461 — 1483.

*Traité*s. — Aragon. — Bohême. — Liège. — Suisse. — Empire. — Républiques d'Italie.

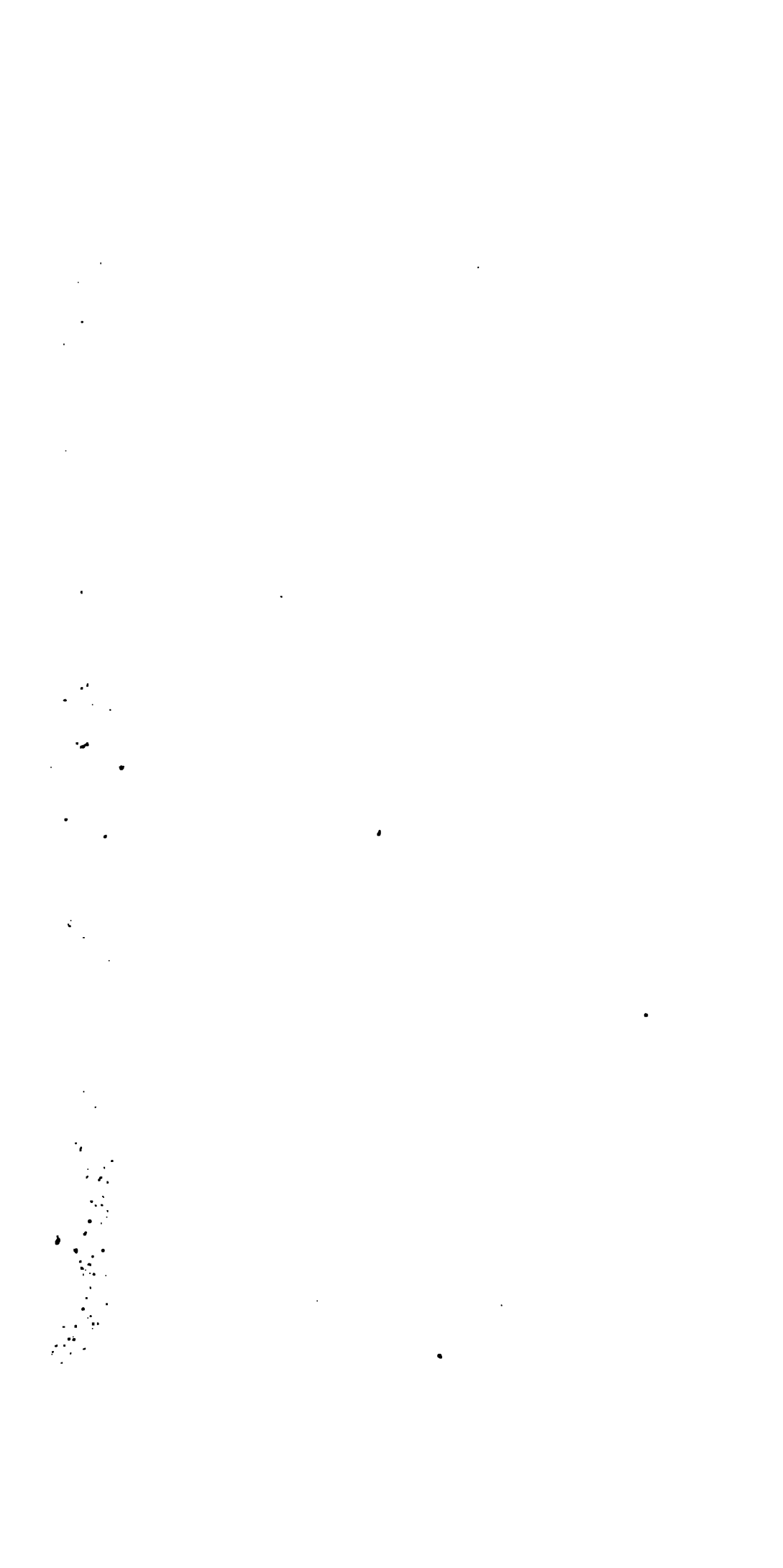
Administration intérieure. — Mairies. — Corporations. — Métiers. — Foires. — Postes. — Imprimerie. — Universités. — Ordonnances de police. — Mesures individuelles. — Administration des mines. — Esprit du gouvernement de Louis XI.

RÉSUMÉ.

1336 — 1483.

(Pages 187.)

FIN DE LA TABLE.







3 6105 013 444 018

Stanford University Libraries
Stanford, California

Return this book on or before date due.

--	--	--

